

POLYNESIE FRANÇAISE



RAPPORT

du

PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

à

L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

POUR L'ANNEE CIVILE 2014

Le présent rapport est la consolidation des éléments transmis par les services administratifs et les ministères du gouvernement, chacun pour ce qui concerne son secteur d'intervention sur l'année 2014.

Il est établi en application des principes constitutionnels issus de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 et notamment ses article 14 et 15 :

Art. 14. - Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

Art. 15. - La Société a le droit de demander compte à tout Agent public de son administration.

En outre, la Loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française stipule dans son article 155 :

Le Président de la Polynésie française adresse chaque année à l'assemblée de la Polynésie française :

1° Pour approbation, le projet d'arrêté des comptes de l'exercice budgétaire écoulé, avant l'ouverture de la session budgétaire ;

2° Un rapport sur l'activité du gouvernement durant l'année civile écoulée, sur la situation économique et financière de la Polynésie française et sur l'état de ses différents services.

Ce rapport comprend trois parties :

ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

p. 7

SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE
LA POLYNESIE FRANÇAISE

p. 201

ETAT DES SERVICES DE LA POLYNESIE
FRANÇAISE

p. 223

Directeur de la publication : le Président de la Polynésie française
Editeur : Direction de la modernisation et des réformes de l'administration
Impression :
édité à 120 exemplaires
Dépôt légal 2014

ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

ACTIVITE DU GOUVERNEMENT.....	7
LES POLITIQUES MINISTERIELLES	11
1.1 Introduction du Président de la Polynésie française, ministre en charge du partenariat avec les collectivités, de la modernisation de l'administration, du numérique, des affaires internationales et intérieures et de l'égalité des territoires.....	11
1.2 Vice-présidence, ministère du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies... ..	14
1.3 Ministère du développement des activités du secteur primaire.....	16
1.4 Ministère du travail et du dialogue social, de l'emploi, de la formation professionnelle, de la recherche et de la condition féminine	21
1.5 Ministère du logement, de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine.....	24
1.6 Ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur.....	27
1.7 Ministère de la jeunesse et des sports chargé des relations avec l'Assemblée de la Polynésie française et le CESC.....	33
1.8 Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement.....	37
1.9 Ministère de la santé et des solidarités.....	45
1.10 Ministère de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement	51
2 EXECUTION DES PROGRAMMES BUDGETAIRES.....	55
2.1 MISSION « POUVOIRS PUBLICS »	57
Programme « Gouvernement »	57
Programme « Assemblée de Polynésie française »	57
Programme « Conseil économique, social et culturel »	58
Programme « Haut-Conseil ».....	59
Programme « Administration générale ».....	61
Programme « Relations extérieures »	69
Programme « Communication »	71
2.2 MISSION « MOYENS INTERNES »	73
Programme « Finances »	73
Programme « Informatique »	78
Programme « Documentation »	79
Programme « Bâtiments du Pays »	81
Programme « Achat de matériels roulant, informatique, de bureau »	83
2.3 MISSION « PERSONNEL »	85
Programme « Ressources humaines »	85
Programme « Rémunération et charges »	87
2.4 MISSION « PARTENARIAT AVEC LES COLLECTIVITES »	89

Programme « Partenariat avec les communes »	89
Programme « Partenariat avec les archipels »	90
Programme « Aménagement du territoire et risques naturels »	93
Programme « Projets pilotes de développement durable »	94
Programme « Equipements et aménagement à vocation collective »	95
2.5 MISSION « TOURISME »	98
Programme « Equipements et aménagements touristiques »	98
Programme « Aide et régulation du tourisme »	99
Programme « Animation et promotion du tourisme »	101
2.6 MISSION « DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES »	102
Programme « Agriculture et élevage »	102
Programme « Forêts »	105
Programme « Pêche et aquaculture »	106
Programme « Perliculture »	109
Programme « Artisanat »	111
Programme « Ressources minières »	112
2.7 MISSION « ECONOMIE GÉNÉRALE »	114
Programme « Régulation »	114
Programme « Commerce extérieur et promotion »	116
Programme « Développement des entreprises »	117
Programme « Régulation du prix des produits de première nécessité »	119
Programme « Traitement du surendettement »	119
Programme « Propriété industrielle »	120
2.8 MISSION « TRAVAIL ET EMPLOI »	122
Programme « Travail »	122
Programme « Emploi et insertion professionnelle »	124
Programme « Formation professionnelle »	127
2.9 MISSION « CULTURE ET PATRIMOINE »	131
Programme « Culture et art contemporain »	131
Programme « Patrimoine et transmission des savoirs traditionnels »	132
2.10 MISSION « ENSEIGNEMENT »	135
Programme « Enseignement primaire »	135
Programme « Enseignement secondaire »	137
Programme « Enseignement professionnel »	139
Programme « Enseignement supérieur et recherche »	140
Programme « Soutien à l'élève »	141
Programme « Promotion des langues polynésiennes et plurilinguisme »	142
2.11 MISSION « SANTE »	145
Programme « Offre de santé – Médecine curative »	145
Programme « Santé publique – Prévention »	147

Programme « Veille et sécurité sanitaire »	149
2.12 MISSION « VIE SOCIALE »	152
Programme « Protection de l'enfance »	152
Programme « Solidarité »	153
Programme « Cohésion sociale »	155
Programme « Accès au logement »	157
Programme « Jeunesse »	159
Programme « Sport »	160
2.13 MISSION « ENVIRONNEMENT »	162
Programme « Gestion de la biodiversité et des ressources naturelles »	162
Programme « Prévention et traitement des pollutions »	167
Programme « Connaissance et éducation »	170
2.14 MISSION « RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS »	172
Programme « Réseau routier »	172
Programme « Ports et aéroports »	174
Programme « Protection contre les eaux »	175
Programme « Energie »	176
Programme « Postes, télécoms, nouvelles technologies »	177
Programme « Médias »	179
2.15 MISSION « TRANSPORTS »	180
Programme « Transports terrestres et sécurité routière »	180
Programme « Transports et affaires maritimes »	182
Programme « Transports aériens et aviation civile »	184
Programme « Sécurité aéroportuaire (Etat) »	187
2.16 MISSION « URBANISME, HABITAT ET FONCIER »	189
Programme « Urbanisme »	189
Programme « Gestion du domaine public »	190
Programme « Affaires foncières »	191
Programme « Habitat »	193
2.17 MISSION « GESTION FISCALE »	194
Programme « Fiscalité indirecte »	194
Programme « Fiscalité directe »	195
2.18 MISSION « GESTION FINANCIERE »	198
Programme « Engagements financiers »	198
Programme « Autofinancement net »	199
Programme « Opérations diverses ou exceptionnelles »	199

LES POLITIQUES MINISTERIELLES

1.1 Introduction du Président de la Polynésie française, ministre en charge du partenariat avec les collectivités, de la modernisation de l'administration, du numérique, des affaires internationales et intérieures et de l'égalité des territoires.

Monsieur le Président de l'Assemblée de la Polynésie française,

Mesdames et messieurs les Représentants,

Après une année 2013 consacrée principalement au redressement des comptes publics, l'année 2014, conformément au programme approuvé majoritairement par les électeurs, s'est concentrée sur la relance économique.

Outre les 55 mesures sectorielles prévues par le Plan de relance 2014 présenté en avril, la présidence a accentué le dialogue avec les investisseurs étrangers, notamment pour le développement d'une ferme aquacole à Hao, mais aussi sur l'ambitieux complexe touristique du Mahana Beach.

Ce dernier projet a fait l'objet, au premier semestre, d'un appel à candidatures international auprès de cabinets d'architectes. Au terme de cette consultation, le jury a retenu le projet architectural présenté par le cabinet Groupe 70 international. Toutefois, ce projet n'incluant pas de propositions de financements, le gouvernement a décidé en décembre de lancer, au travers de Tahiti Nui Aménagement et Développement (TNAD) un appel à manifestation d'intérêt afin de sélectionner, dans le courant de l'année 2015, un ou plusieurs investisseurs qui financeront et réaliseront le projet sur la base de critères de compétence et de capacité financière.

L'autre grand projet de développement économique supervisé par la présidence concerne l'implantation d'une ferme aquacole dans les Tuamotu. C'est ainsi qu'en février, le président de la Polynésie française a signé une convention avec la société chinoise Tian Rui International pour l'implantation de cette ferme sur l'atoll de Makemo.

Toutefois, en juin, une nouvelle convention a été signée avec la même société, portant sur la mise à disposition de 24 hectares de terres domaniales et sur l'usage des infrastructures portuaires, non plus à Makemo, mais à Hao.

Au-delà des grands chantiers structurants qui sont à même de relancer l'économie, mais à moyen terme compte-tenu de l'ampleur des investissements, le président Edouard Fritch, dès son installation le 12 septembre, a souhaité associer pleinement les communes comme partenaire du développement.

Aussi, dès sa prise de fonctions le président Edouard Fritch a choisi de rajouter un troisième axe de développement, indispensable pour assurer un redécollage économique cohérent et équilibré, celui des investissements portés par nos 48 communes :

- Cohérent, car nos communes devront assumer durant les prochaines années des investissements collectifs très lourds, liés aux nouvelles compétences qui leurs sont dévolues, traitements des ordures, assainissement, potabilité de l'eau. Des investissements destinés au bien-être de nos populations.

- Equilibré, car ce soutien financier sera réparti entre tous les archipels, y compris les plus éloignés. Il constituera un coup de pouce à l'investissement de toutes nos communes et permettra de répondre, et c'est bien l'essentiel, aux besoins de tous les Polynésiens.

Pour financer ces actions, et compte tenu des difficultés financières que rencontrent de nombreuses communes, le président a souhaité doubler chaque année le montant des remboursements dus aux retards de paiement du FIP suite à la décision rendue par le conseil d'Etat en avril 2013. Au lieu d'un remboursement annuel de 500 millions FCFP étalé sur 8 années, toutes nos ressources ont été mobilisées pour permettre au pays de régler cet arriéré en 4 années à compter de l'exercice budgétaire 2015.

Par ailleurs, 68 projets d'investissements communaux émanant de 28 communes qui étaient mis en instance depuis août 2013 ont été soutenus et la Délégation pour le développement des communes a repris un rythme normal d'instruction des dossiers.

Le comité de gestion du FIP, en sommeil depuis 2013, s'est à nouveau réuni et par le fait même accordé près de 2,6 milliards d'aides financières aux communes. Dans le même temps, les dossiers communaux du contrat de projets, à l'arrêt en 2014, ont été débloqués.

Le Pays a également réanimé sa participation au contrat de ville et honoré sa participation au syndicat mixte Fenua Ma. Un coup d'accélérateur au dossier de la rétrocession des terrains militaires aux communes a été donné dans le cadre du Contrat de redynamisation des sites de défense (CRSD).

Enfin, dans le cadre de ce développement équilibré, le président Edouard Fritch a estimé nécessaire qu'un partenariat solide et sincère soit noué avec l'Etat dans le cadre de la négociation d'un contrat de projets Etat-Pays-Communes 2015-2020 dont le cadre a été validé par les maires en décembre 2014.

Le développement économique doit également s'appuyer sur le secteur du numérique. Notre politique territoriale du développement numérique peut s'appuyer sur un accroissement des ressources de transport de données, sur l'ouverture d'un marché de transit de données. De par notre situation géographique et les contraintes de coûts, le déploiement de nouveaux câbles sous-marins est une option à considérer de manière sérieuse et attentive. De nombreux projets sont en attente de financement (Hawaiki, ASC, APX East & West ...). Le gouvernement polynésien veut jouer un rôle central dans le déploiement d'un Hub Numérique Océanien (HNO) avec la création d'un nouveau corridor entre l'Amérique du sud (le Chili) et l'Australie. Nos services sont à l'œuvre sur ces sujets.

Certes, il s'agit ici d'une vision ambitieuse, mais elle est nécessaire pour développer des offres nouvelles de service de capacités, capter du trafic international qui nous échappe et augmenter les revenus auprès d'opérateur tiers.

Les acteurs de l'économie numérique sont nombreux. Le secteur est en expansion constante et soutenue. Il s'agit de favoriser le développement des entreprises des secteurs producteurs (STIC) dont les activités s'exercent dans le domaine de l'informatique, des télécommunications, de l'électronique et des entreprises liées à l'émergence des TIC (e-commerce, services en ligne, jeux –vidéo, contenus...).

Dans cette optique, la direction générale de l'économie numérique (DGEN) a initié la construction d'un nouveau *Plan de développement de l'économie numérique*. La Polynésie s'est dotée d'un Observatoire de l'économie numérique (ODEN) en mai 2014. Ce nouvel outil favorise le dialogue entre les acteurs des sphères publics et privées, structurant ainsi la filière et organisant des partenariats innovants autour des axes cités plus haut. Au-delà des missions classiques que l'on est en droit d'attendre d'un observatoire, l'ODEN se focalisera sur la diffusion de l'information de nature économique et sociologique, pour permettre d'en évaluer l'impact, et sur la diffusion des technologies dans notre économie insulaire.

Enfin, en juin 2014, un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique (S.C.A.N) a été créé. Le budget d'intervention de ce dispositif est prévu en 2015 à 90 millions de FCFP pour financer les projets numériques et audiovisuels. Le principal objectif du S.C.A.N est d'offrir un soutien avec des garanties de retombées économiques pour l'ensemble des filières de l'audiovisuel et du numérique. Le S.C.A.N permet ainsi au Pays d'intervenir pour promouvoir ces activités en favorisant l'émergence et la valorisation des métiers de l'audiovisuel d'une part, et, d'autre part, permettre le développement du numérique par ses infrastructures, ses services et ses contenus.

L'année 2014 a également scellé le renforcement des relations avec la Chine pour accompagner le développement économique qui s'est traduit par l'approfondissement de contacts avec des investisseurs. Outre Tahiti Nui Ocean Foods (ferme aquacole), le dialogue s'est engagé avec Suntec (ferme solaire), TCK Green Building (construction de logements) et Hainan Airlines (constructions hôtelières et lignes aériennes).

Ainsi, plusieurs protocoles d'accord ont été signés, notamment pour la mise en œuvre de la ferme aquacole de Hao ou la production d'énergies renouvelables. Un accord a également été signé avec l'aviation civile chinoise pour permettre, dans un premier temps, la desserte de Pékin, Shangai et Canton.

Les relations avec l'Union européenne se sont traduites par la mise en œuvre du 10^{ème} FED et la mise en place d'un projet d'assistance technique pour la programmation du 11^{ème} FED.

Enfin, la Polynésie française a poursuivi son intégration dans son espace régional en participant notamment aux travaux du 45^{ème} Forum des îles du Pacifique à Palau, au 4^{ème} sommet du groupe des leaders Polynésiens à Auckland, aux réunions de la communauté du Pacifique (CPS) et aux travaux du programme régional océanien pour l'environnement (PROE).

A l'invitation du Président de la République, le président Edouard Fritch a par ailleurs participé en novembre au dialogue de haut niveau sur le changement climatique à Nouméa, qui s'inscrit dans le cadre de la réunion COP21 qui se tiendra à Paris à la fin de l'année 2015, puis à la visite officielle du chef de l'Etat en Australie.

Le président Edouard Fritch s'est également attaché à poursuivre la modernisation de l'administration qui est un enjeu majeur pour réussir le redressement de notre pays et son développement harmonieux et durable.

Dans l'esprit de garantir une action publique équitable et solidaire et de tendre vers une administration moderne, à visage humain, accessible, simple, de qualité et efficace, les structures publiques ont été invitées à revoir, dans un mouvement permanent d'adaptation, leurs organisations et leurs pratiques selon les axes suivants :

- Recentrer le service public sur son cœur de métier, réduire le périmètre d'intervention et externaliser ce qui peut être assumé par le secteur privé ;
- Revisiter les organisations et les procédures et les simplifier ;
- Poursuivre la maîtrise de la dépense publique et la rationalisation des moyens dans une démarche plus affirmée de performance ;
- Consolider le management des ressources humaines par la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (G-PEC).

1.2 Vice-présidence, ministère du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies.

L'année 2014 aura été l'année de la consolidation des fondamentaux et équilibres budgétaires après la reprise en main du budget de la Polynésie française opérée lors de l'élaboration du budget primitif 2014. En effet, eu égard à la situation catastrophique dans laquelle se trouvaient les comptes de la Polynésie française, la restauration des comptes publics constituait ainsi le préalable indispensable à toute perspective de redressement économique.

Pour autant, au titre du secteur des énergies, secteur impliquant d'importants investissements structurants et donc potentiellement créateurs de nombreux emplois, un ambitieux et réaliste « Plan de transition énergétique » aura été initié au cours du second semestre 2014 pour une présentation envisagée mi 2015.

La consolidation des fondamentaux budgétaires

Une politique volontariste et ambitieuse en matière de mobilisation des emprunts, appuyée par une gestion rigoureuse des dépenses et des recettes (cf. la loi de pays fiscale de juillet 2013) a ainsi permis à la Polynésie française de retrouver une place sur les marchés obligataires avec la conclusion d'un emprunt obligataire de près de 6,8 milliards conclu en avril 2014, traduisant ainsi le retour de la confiance des marchés et donc des investisseurs. Ainsi, MTN-i (presse financière dédiée aux émissions obligataires Euro Medium Term Note « EMTN ») a choisi de récompenser la Polynésie française avec l'Award du « deal of the year » illustrant ainsi le retour réussi de la Polynésie française sur les marchés obligataires.

Le bilan de l'exercice 2014 confirme la reprise de l'investissement public, avec un niveau d'engagement qui a progressé de plus de 6 milliards de F par rapport à 2013 et un taux de liquidation approchant 49 % soit 20,9 milliards de F de crédits paiement consommés. En 2014, tous les principaux indicateurs en matière d'investissement ont atteint leur plus haut niveau depuis 2011. Ces résultats très encourageants ont notamment été rendus possibles par le fait que la totalité des besoins en matière d'emprunts a été satisfaite au titre de l'exercice 2014, soit 14,8 milliards de F et ce, pour la première fois depuis des années.

Sur le plan de la trésorerie, au 1^{er} janvier 2014 le solde de trésorerie s'est établi à 9,441 milliards de F après comptabilisation de l'avance de trésorerie de 5 milliards de F accordée par l'Etat fin 2013. Cette encaisse importante, couplée aux résultats progressifs de la réforme fiscale, a permis de conserver une trésorerie excédentaire permettant une réduction importante des délais de paiement des mandats.

Les efforts en matière d'assainissement des comptes publics ont été particulièrement accentués dès le budget primitif 2014 contribuant ainsi à améliorer significativement la qualité et la sincérité des comptes publics. Ainsi, l'indice de mesure de la qualité des comptes locaux (IQCL) de la Polynésie française a progressé de 3 points entre 2013 et 2014, passant ainsi de 10,67 à 13,68 sur 20. Cet indice élaboré par les services de la DGFIP pour l'ensemble des collectivités de métropole et adapté à la Polynésie française, est un révélateur de la régularité comptable des opérations du Pays. S'agissant du retour à une plus grande sincérité des comptes, les efforts se sont poursuivis en matière notamment d'admissions en non valeurs ou de comptabilisation des amortissements.

Le redressement des finances publiques est par ailleurs, étroitement lié à la reconstitution de la capacité d'autofinancement. C'est ainsi que la mise en œuvre de la réforme fiscale (qui produit pleinement ses effets en 2014), la maîtrise des dépenses de fonctionnement et la réallocation de diverses lignes budgétaires ont permis en 2013 de dégager une marge d'autofinancement de 2,5 milliards de F, via les dotations aux amortissements.

Les efforts en termes d'assainissement et de transparence ne sont pas finis pour autant et seront poursuivis en 2015.

Enfin, dès le quatrième trimestre 2014, après la concrétisation de l'évaluation du 1^{er} Contrat de projets (2008-2014), les travaux liés à la définition et à la mise en œuvre du Contrat de projets 2015-2020 ont été engagés avec les services de l'Etat.

Pour une meilleure maîtrise de la masse salariale

Dans le cadre du chantier de réduction de ses effectifs, la Polynésie française a institué en 2013 trois dispositifs de départ volontaire au profit des agents de l'administration de la Polynésie française : fonctionnaires de l'administration de Polynésie française (FPT), agents non fonctionnaires de l'administration (ANFA) et personnels navigants non inscrits maritimes (PNNIM) de la flottille administrative de la direction de l'équipement. Ces dispositifs ont représenté une charge de 990 millions de F pour 171 agents ANFA et 2 agents PNNIM.

Ce chantier s'est poursuivi en 2014 avec l'adoption de trois nouveaux dispositifs d'incitation au départ volontaire pour les fonctionnaires des catégories C et D, pour les agents non fonctionnaires de l'administration (ANFA) relevant des catégories CC3, CC4 et CC5, pour les personnels relevant des conventions collectives des gens de mer cotisant à l'établissement national des invalides de la marine (ENIM) de la flottille administrative de la direction de l'équipement.

En décembre 2014, une indemnité de départ volontaire a été versée à 77 agents de l'administration pour une somme totale brute de 492 millions de F.

Un « Plan de transition énergétique » pour réduire la dépendance de la Polynésie française aux énergies fossiles

La Polynésie française doit résolument entrer dans une ère nouvelle s'agissant du développement des énergies renouvelables. Pour ce faire, l'objectif d'atteindre dès 2020, 50% de la production électrique en énergie renouvelable est un objectif ambitieux mais réaliste.

Pour ce faire, un Plan de transition énergétique, qui doit être présenté mi-2015, tout en permettant de soutenir la relance de l'économie et la création d'emplois, poursuivra ainsi trois objectifs majeurs :

- le développement des énergies renouvelables ;
- la réduction de notre consommation d'énergie (efficacité énergétique) ;
- la diminution des gaz à effet de serre.

A titre d'exemple, les projets de barrage hydroélectrique de la Vaiiha ou encore du SWAC trouveront notamment toute leur place dans le déploiement de ce Plan de transition énergétique.

1.3 Ministère du développement des activités du secteur primaire

I – Au titre des ressources marines et minières

L'activité du ministère du développement des activités du secteur primaire en matière de ressources marines s'inscrit dans la continuité des opérations conduites sous l'ancien gouvernement. Il s'est agi de tendre vers trois objectifs principaux :

- la ressource : en connaître les potentiels, les quantifier et les valoriser ;
- les équipements : développer et mettre en place des outils structurants aux standards internationaux pour exploiter et valoriser les ressources ;
- les hommes : développer les compétences humaines et organiser les filières pour créer des emplois qualifiés.

Les programmes qui en ont découlé se sont inscrits dans une logique omniprésente basée sur la mise en place des moyens reposant sur quatre principes fondamentaux :

Développer l'innovation technologique par l'intervention de la puissance publique au niveau des travaux de veille technologique et d'assistance technique auprès des producteurs. Les actions menées dans le courant de l'année 2014 ont essentiellement porté sur le secteur de l'aquaculture aux fins de l'amélioration des rendements en élevage des paraha peu mais aussi des techniques de captage de naissains de bénéitiers. L'année 2014 a vu également le lancement d'élevage expérimental de crevettes en lagon (Programme « BIOFLOC »).

Favoriser et développer l'initiative privée pour répondre aux prescriptions visant à recentrer le périmètre de l'action de l'administration et, parce que la prise en main progressive du secteur productif par les privés doit redynamiser les filières vers une production plus compétitive et plus responsable.

C'est ainsi qu'en 2014, l'action de la puissance publique a porté sur le soutien au développement de projets aquacoles dans les îles, le transfert au secteur privé des techniques de collecte éco-responsable de post larves (*Pinctada maculata* ou « pipi ») ou encore le conseil et l'expertise pour la réalisation du projet aquacole de Hao.

De même, toute l'année les actions de mise en place d'équipements frigorifiques et dispositifs de concentration de poissons - DCP (parc de 55 DCP sur l'ensemble de la Polynésie française) se sont poursuivies en faveur des professionnels du secteur. Les professionnels ont continué à bénéficier également du dispositif d'aide et de soutien à la pêche comme le soutien au fret aérien, au prix de la glace et, au taux de change.

Préserver l'environnement implique une gestion des espaces et des ressources marines. La réalisation d'études de stocks des lagons de Tatakoto et Tureia s'est poursuivie, tout comme la mise en place de zones de pêche réglementée. Egalement, les efforts ont porté sur la maîtrise des risques sanitaires permettant à la Polynésie française de préserver son niveau sanitaire.

Veiller aux équilibres sociaux et territoriaux, de manière à répartir la richesse de la manière la plus équitable possible entre les différentes catégories sociales et entre les îles et archipels. L'action gouvernementale a porté sur l'ouverture de 12 lagons à la pêche commerciale des holothuries et trocas.

Le secteur de la perliculture représente le premier produit d'exportation et la ressource économique phare du Pays issue du secteur primaire, c'est un secteur clé dans le système de pérennisation économique du Pays.

La volonté de relancer ce secteur s'est traduit par une série de mesures et de déploiement de moyens qui visent à la pérennisation de la ressource, l'accroissement du potentiel économique des fermes et l'accroissement du montant des exportations. Le but, profitable à tous, de cette relance étant de parvenir à l'augmentation du prix de la perle.

Pour parvenir à la réalisation de ces objectifs, l'action des pouvoirs publics a porté tant sur le renforcement des capacités d'innovation et de valorisation de notre perle comme par exemple la mise en place d'un projet pilote de centre de réception et de grossissement de larves d'huîtres perlières sélectionnées donneuses de greffons issues d'écloserie.

Par ailleurs, une crise dystrophique à Takaroa ayant provoqué d'importantes mortalités de naissains d'huîtres perlières a justifié, et justifie encore, que des actions de préservation de l'environnement et de gestion des stocks d'huîtres perlières aient été mises en œuvre. C'est ainsi que le programme RESCUE a permis, en 2014, le démarrage d'un plan de gestion des pollutions issues de la perliculture.

Pour conclure sur les ressources marines, le ministère du développement des activités du secteur primaire a lancé les travaux de rédaction d'un document de politique publique de la mer. Ils devraient s'achever à la fin du premier semestre de l'année 2015. Ce document doit enfin permettre à la Polynésie française de donner une lisibilité des actions qu'elle entreprend tant pour les professionnels du secteur que pour les pouvoirs publics, mais aussi de lui donner les outils d'une évaluation de l'action publique.

En matière de ressources minières, il s'est agit de connaître dans un premier temps les potentialités minières de la Polynésie française pour ensuite construire une véritable stratégie à moyen et long terme d'exploitation de ces ressources afin de pouvoir positionner efficacement la Polynésie française face aux éventuelles demandes de sociétés minières internationales.

Les études menées par le Bureau de Recherches Géologiques et minières (BRGM) ont établi un état des lieux des ressources minières terrestres alors que l'année 2014 voyait également le lancement de l'expertise collégiale sur les ressources minières des grands fonds. Enfin, une première campagne d'échantillonnage pour l'exploitation du phosphate secondaire a été lancée sur Makatea par la société « SAS Avenir MAKATEA ».

En 2015, les travaux doivent se poursuivre sur l'ensemble des dossiers tandis que ceux afférents à la rédaction d'un code minier devront être rapidement lancés.

II – Au titre des ressources agricoles

L'agriculture, longtemps secteur économique mineur, redevient un formidable instrument d'affirmation de sa souveraineté économique, c'est-à-dire de son droit à décider, face à l'organisation mondiale des marchés, de la politique la mieux adaptée à la satisfaction des besoins de ses agriculteurs et des consommateurs locaux. Ce droit à la souveraineté alimentaire n'est pas repli sur soi ni refus des échanges mais ambition d'améliorer, par une action volontariste des pouvoirs publics, le niveau de couverture des besoins alimentaires par une production locale en quantité et en qualité assurées, notamment celle faisant appel à notre patrimoine alimentaire traditionnel.

Victime de l'exode rural, l'activité agricole retrouve également un rôle primordial dans les objectifs d'aménagement équilibré de l'espace insulaire polynésien menacé de recul démographique et économique. Support d'une activité productive dans tous les archipels, l'agriculture contribue, en effet, à conforter le tissu économique dans les îles éloignées et à y permettre le maintien des populations. Elle participe à la valorisation de l'espace et des paysages.

Par ailleurs, pour les citoyens et consommateurs la demande est double : bénéficier de l'augmentation de la production agricole locale, tout en étant assuré d'une agriculture protégeant la santé et l'environnement.

Enfin, l'effort de la puissance publique doit porter sur la formation professionnelle agricole adaptée aux besoins de la Polynésie française ; celle-ci devant à la fois faciliter l'insertion professionnelle des jeunes issus de la formation initiale et répondre aux attentes du monde agricole en matière de formation continue.

En 2014, l'action publique a porté sur les quatre objectifs principaux suivants :

Tendre vers la souveraineté de la Polynésie française dans le domaine agricole en stimulant l'augmentation de la production agricole. C'est la raison pour laquelle des dispositifs favorisant l'accès au foncier des agricoles ont été mis en œuvre comme des travaux d'aménagement de domaines affectés au service en charge de l'agriculture. De même, la réalisation de cet objectif a nécessité, et nécessite toujours, un fort

soutien à la modernisation des exploitations et à l'installation des jeunes agriculteurs. C'est ainsi notamment que le dispositif dit d'« opération groupée d'aménagement foncier » ou OGAF, financé par la Polynésie française et l'Etat permet l'installation de 24 jeunes entre 2013-2016 dont 20 en 2014.

Dans la mesure où une augmentation de la production agricole favorise inévitablement l'accélération des échanges intra-insulaires et internationaux, les actions de prévention et de contrôle phyto et zoosanitaire aux frontières et à l'intérieur de Polynésie française ont bien entendu été maintenues.

Les actions de promotion des produits locaux afin d'améliorer leur image constituant un atout important pour favoriser leur utilisation dans l'alimentation de notre population, elles ont été naturellement conduites au cours de l'année, telles que le festival du *uru*, les floralies ou encore la foire agricole de Tahiti. Des associations ont également été aidées financièrement dans l'organisation de foires agricoles dans les îles périphériques.

Le ministère chargé du secteur primaire, en collaboration avec la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire, a mis en place une plate-forme commerciale : « le Marché des produits du terroir de la Polynésie française » organisé tous les derniers samedis de chaque mois. Cet événement qui s'est inscrit dans une politique d'encouragement à la professionnalisation des petits exploitants agricoles a rencontré un franc succès. Il rassemble des agriculteurs, horticulteurs, éleveurs et pêcheurs lagonaires mais également des artisans.

Cette initiative a permis d'établir des liens privilégiés et directs entre les producteurs et les consommateurs sur un site en mesure d'accueillir, à fréquence régulière, ce type de manifestation.

Forte de son succès, cette opération sera reconduite en 2015.

Répondre aux attentes des citoyens et consommateurs, c'est essentiellement répondre à l'objectif d'amélioration de la sécurité sanitaire des produits agricoles. L'administration a, en particulier, procédé au contrôle des établissements de conditionnements d'œufs, de l'abattoir (256 certificats de saisies établis) ainsi que des navires et établissements de pêche (24 unités contrôlées).

Afin de valoriser tous territoires ruraux, les actions du ministère du développement des activités du secteur primaire ont, tout au long de l'année 2014, trouvé à s'exprimer prioritairement dans les projets destinés à favoriser la mise en valeur des ressources propres de ces territoires et à maintenir l'attractivité des activités agricoles dans les zones rurales éloignées de TAHITI.

Les projets agro-alimentaires ont été soutenus par le biais de la réalisation d'études et d'attribution d'équipements techniques, d'une assistance technique aux porteurs de projets et d'une session de formation à l'agro-transformation de *uru* (farines et produits congelés).

Des structures et des équipements de stockage, de conservation et de conditionnement des productions agricoles ont été installés dans les îles (chambres froides, conteneurs frigorifiques, caisses palettes et transpalette peseur).

Enfin, l'action publique en faveur de la filière cocotier dont la contribution est déterminante au maintien des populations rurales dans la plupart des îles de Polynésie française a été importante. Des séchoirs à coprah à air chaud ainsi que des engins et équipements destinés au champ semencier de Raiatea et au transport maritime ont été acquis pour un montant de près de 52 millions FCP.

Le recensement général de l'agriculture (RGA) réalisé en 2012 indique une surface de 29 015 hectares en cocoteraie (dont 60% exploités de manière collective sur des terres généralement indivises). Les Tuamotu-Gambier représentent 86% des surfaces en cocoteraie, mais seulement 53% de la production. Les rendements y sont beaucoup plus faibles qu'aux îles Marquises ou aux Îles Sous-le-Vent qui représentent respectivement 21% et 20% de la production de coprah en 2013 pour moins de 6% des surfaces. Les raisons sont doubles : un vieillissement plus marqué de la cocoteraie aux Tuamotu-Gambier, accentué par des conditions pédoclimatiques moins favorables : sol pauvre et fragile et pluviométrie moins importante.

Le soutien conséquent de la production de coprah représente une source de revenus importante pour nos concitoyens des archipels des Marquises, des Îles Sous-le-Vent et, particulièrement, de celui des Tuamotu-

Gambier. L'objectif du programme de soutien au développement de la cocoteraie est d'inciter les coprahculteurs à planter de nouvelles cocoteraies pour régénérer les plus anciennes dont la production décline.

Jusqu'à présent, le programme de régénération de la cocoteraie s'est appuyé sur l'intervention des associations de copraculteurs qui, avec l'aide de jeunes bénéficiant de mesures d'aides à l'insertion et à l'emploi (CPIA puis CAE) et avec l'appui technique du service du développement rural (SDR), mettent en place les pépinières de sélection et d'élevage des noix puis participent aux opérations de plantation. Cependant, ce dispositif, parce que motivé exclusivement par la mise en œuvre des mesures d'emplois aidés, n'a pas répondu aux attentes en termes de surfaces régénérées.

C'est pourquoi, le gouvernement a décidé d'une nouvelle configuration du soutien public qui doit permettre d'inciter d'avantage les copraculteurs à s'engager dans une démarche volontaire et motivée de régénération des cocoteraies. Ce nouveau régime d'aide prend la forme du versement d'une prime à la plantation aux copraculteurs des archipels.

Dans les mêmes conditions, il a été convenu de relancer la plantation du pandanus et du café. En effet, le pandanus est une production emblématique de nos îles et une ressource appréciée de notre artisanat. Il est essentiellement implanté aux îles Australes pour la vannerie. D'après les données du RGA 2012, les surfaces en pandanus totalisent 250 hectares et sont en légère baisse.

Les surfaces en caféier totalisent actuellement 40,5 hectares la production du café, en incitant les producteurs des îles Australes et des autres archipels (à la presqu'île par exemple) à relancer cette production dont les potentialités sont intéressantes aussi bien sur le marché intérieur qu'à l'export.

Moderniser l'environnement institutionnel de l'agriculture implique, notamment, de préparer l'avenir de l'agriculture polynésienne par un enseignement et une formation professionnels adaptés. A cet égard, l'action du ministère a essentiellement consisté en un soutien financier aux organismes d'enseignement que sont le Comité Polynésien des Maisons Familiales Rurales (CPMFR), l'Etablissement Public d'Enseignement et de Formation Professionnels Agricoles (EPEFPA) et le Centre d'Education au Développement (CED) de Taihoae à Nuku Hiva dans l'archipel des îles marquises.

Cette action de modernisation doit se poursuivre cette année encore par les travaux de refonte statutaire de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire (CAPL) qui sont d'ores et déjà engagés. Ils devront permettre à cet établissement public de devenir un véritable établissement consulaire de représentation des agents économiques des secteurs de l'agriculture et de la pêche lagonaire et, de défense de leurs intérêts. La CAPL doit servir d'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics.

III– Au titre de l'artisanat

L'artisanat est un secteur d'activité dont le potentiel économique est élevé, et encore insuffisamment exploité aujourd'hui. Les productions artisanales constituent en effet une source substantielle de revenus pour un grand nombre de nos concitoyens, notamment dans les archipels éloignés. La vitalité de ce secteur contribue ainsi au maintien des populations dans leurs îles, en leur procurant une activité rémunératrice, tout en assurant un lien social essentiel au sein des communautés.

La politique sectorielle en matière d'artisanat s'est inscrite en 2014 dans la promotion et la professionnalisation du secteur.

Au titre de la promotion, l'administration a mis en place un calendrier des manifestations artisanales et poursuivi son action d'assistance financière à l'organisation et à la mise en place des manifestations artisanales. Treize manifestations artisanales ont été organisées à Tahiti générant un chiffre d'affaires de 208 568 255 FCFP.

Au titre de la professionnalisation de la filière : 46 cartes d'agrément professionnel d'artisan traditionnel ont été délivrées, soit un total de 685.

De même, deux autorisations d'occupation de centre artisanal (Taihoae et Taipivai) ont été délivrées.

En 2015, la construction de trois nouveaux fare artisanal sont prévus à Rapa, Fakarava et Rangiroa ainsi que la rénovation du fare artisanal de Mahina et l'aménagement du fare artisanal de Rurutu.

La professionnalisation de la profession d'artisan sera poursuivie en 2015. En effet, par sa diversité et compte tenu de sa dynamique et de sa croissance, l'artisanat est le secteur de l'auto-entreprise par excellence. Il se révèle comme source de création d'emplois, de revenus et de richesses. Les réunions de travail ont commencé aux fins d'établir un projet de statut de l'artisan, lequel devra nécessairement tenir compte des cas de pluriactivités puisqu'il arrive fréquemment que l'artisan pratique aussi les activités de pêche et d'agriculture.

Au titre de la protection des produits et du savoir-faire des artisans, le service de l'artisanat travaille sur la mise en place d'un label qui pourrait compléter les quatre existants actuellement permettant le classement par ligne de produits (bijouterie d'art et tifaifai) et par archipel (Australes et Marquises). Ce label devrait constituer, pour les acheteurs, la garantie de l'origine et de l'authenticité, non seulement des produits, mais aussi des techniques mises en œuvre. Pour les artisans serait le moyen de les identifier et, compte tenu de leur origine garantie, d'optimiser leur valorisation.

Une autre piste de réflexion complémentaire, celle de l'Indication géographique protégée ou IGP, est également envisagée à l'instar de ce qui a été institué en métropole. Jusqu'alors réservée aux seuls produits alimentaires, l'IGP y est désormais étendue aux produits artisanaux manufacturés. L'IGP devra avoir pour rôle d'identifier un produit artisanal originaire d'une zone géographique déterminée, dont une qualité, la réputation, le savoir-faire ou d'autres caractéristiques peuvent être attribuées essentiellement à cette origine géographique et, dont les opérations de production ou de transformation ont lieu dans cette même zone géographique.

1.4 Ministère du travail et du dialogue social, de l'emploi, de la formation professionnelle, de la recherche et de la condition féminine

Action du Gouvernement en matière d'emploi :

Lors de l'installation du Gouvernement, en mai 2013, la Polynésie française était confrontée à une profonde crise sociale marquée par une aggravation alarmante du chômage et de la pauvreté ainsi qu'une augmentation préoccupante du nombre de familles confrontées à des difficultés matérielles et morales majeures. La Caisse de Prévoyance Sociale enregistrait en effet 12,6% de pertes d'emplois entre fin 2007 et fin 2012, qui se traduiront concrètement par la disparition de 8 829 emplois en 5 ans. Par ailleurs, le nombre d'admissions au RSPF affichait une progression de 21% en 2013, soit l'équivalent de 10 704 nouvelles inscriptions.

Les efforts du Gouvernement se sont en conséquence concentrés sur la mesure phare du « contrat d'accès à l'emploi (CAE) », formalisée par une loi du Pays adoptée en août 2013 par les représentants de l'Assemblée de Polynésie française. La mise en œuvre du dispositif n'aura été effective qu'en février 2014, du fait d'un recours contentieux finalement rejeté.

Intégré au Fonds pour l'Emploi et la Lutte contre la Pauvreté (FELP), le dispositif CAE vise spécifiquement les demandeurs très éloignés de l'emploi, soit par manque de qualification professionnelle, soit par manque d'expérience. 3 076 CAE auront, au total, été octroyés en 2014 et orientés en priorité vers les employeurs du secteur marchand (62,4%) pour faciliter l'acquisition de compétences professionnelles et accroître les chances d'insertion de leurs bénéficiaires. Les dépenses liquidées au titre du CAE en 2014 s'établissent à 1 823,3 millions FCFP.

Globalement, le nombre d'offres d'emploi enregistrées en 2014 connaît une hausse significative (+17%), principalement imputable aux dispositifs subventionnés (CAE) alors que les offres d'emploi normal sont en baisse de 5% (2 396 contre 2 523 offres en 2013). La mise en œuvre du CAE a fait émerger une demande d'emploi latente, puisque le nombre moyen de demandeurs d'emploi sur l'année s'élève à 13 331 (+ 21% par rapport à 2013) avec un pic de 17 410 demandeurs d'emploi à fin mars 2014. Face à cet afflux, le gouvernement a décidé de suspendre provisoirement 5 autres dispositifs d'aide, pour concentrer les moyens budgétaires sur le CAE à compter de mai 2014.

Bien que le mécanisme du CAE biaise la progression des offres d'emplois marchands, en générant un manque à gagner conséquent en matière de création d'emplois, il a néanmoins joué pleinement son rôle d'amortisseur social en remettant les personnes en difficulté dans l'emploi et, en leur donnant un plus large accès à la consommation.

Le développement des emplois de proximité, secteur où le potentiel de création d'emplois est particulièrement important et pourtant insuffisamment développé, a été garanti moyennant le déplaçonnement des quotas associés aux services d'aide à la personne (garde d'enfants à domicile, soutien scolaire, services aux personnes dépendantes) dans le cadre du chèque service particulier (CSP), qui passent de 52 à 80 heures par mois.

L'année 2015 s'inscrit dans la continuité de l'action gouvernementale, moyennant en particulier la reconduction du dispositif des CAE, avec une enveloppe de 3,750 milliards de francs contre 3,250 milliards en 2014.

Action du Gouvernement en matière de formation professionnelle:

En 2014, 1 651 demandeurs d'emploi ont bénéficié d'actions de formation dispensées par le SEFI (981) et le CFPA (670). Parmi les bénéficiaires du SEFI, 38.7% sont issus de quartiers prioritaires et 60% ont un niveau scolaire inférieur au DNB. Au regard du nombre de demandeurs d'emploi en grande difficulté sociale, il a été jugé opportun d'axer la formation, dite générale, dispensée par le SEFI sur des domaines relevant de la formation initiale (acquisitions des savoirs de base) et de l'éducation sociale et familiale. Consommant près

de 48% du budget de la formation professionnelle, ces formations générales, quoiqu'indispensables, se font au détriment de formations qualifiantes.

Pour le CFPA, l'année 2014 ne révèle aucune évolution significative par rapport à l'exercice précédent. La structure fonctionne à 60% de ses capacités. 51% des formations dispensées relèvent du secteur tertiaire-services et seuls 20% des stagiaires issus du CFPA ont été insérés. 214 candidats sur 247 ont obtenu un titre professionnel.

Concernant l'Institut de Formation Maritime- Pêche et Commerce (IFMPC), l'année 2014 est marquée par sa transformation et sa réorganisation en Centre des métiers de la mer de Polynésie française. Ses missions s'en trouvent considérablement élargies, moyennant l'intégration dans sa carte de formation des activités liées aux métiers de la production, du traitement et de la conservation des produits de la mer. Durant cette même année, la structure a dispensé des formations professionnelles de la marine marchande (203 reçus sur 227 candidats) et des formations de modules complémentaires (133 reçus sur 133 candidats).

Pour l'année 2015, il apparaît indispensable de maintenir une politique active de l'emploi, de l'insertion et de la formation professionnelles, privilégiant l'accroissement du niveau de l'emploi dans l'économie. Celle-ci repose forcément sur les mesures d'aides à l'emploi et la formation professionnelle continue améliorées, qui doivent permettre à chaque individu d'accroître sa capacité à trouver un emploi et d'accélérer son retour à l'emploi.

Aussi, l'action publique visera principalement à instaurer et à renforcer le continuum entre les acteurs de la formation (initiale et professionnelle continue) et de l'emploi. La parfaite réussite de cette politique repose sur une coopération active avec les partenaires sociaux et la mise en cohérence des actions des pouvoirs publics. Cette politique s'oriente également vers la garantie d'une employabilité durable. Des actions pour encourager l'insertion professionnelle, élever le niveau de qualification grâce à une formation professionnelle de qualité seront menées. Enfin il est important pour le gouvernement d'inscrire cette politique et ses actions dans une réelle démarche de performance. Il sera procédé à une évaluation des actions à l'aide d'indicateurs pertinents, autorisant, dès que la nécessité le justifie, une adaptation permanente des dispositifs mis en place. En effet, il est important d'agir avec discernement et de corriger ses trajectoires d'action aussi rapidement que nécessaire pour s'adapter aux besoins du marché et de la population.

Action du Gouvernement en matière de travail :

Dans le domaine de la réglementation du travail, l'exercice 2014 a été marqué par une revalorisation, à compter du 1^{er} octobre 2014, du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG), de 149 492 FCFP à 152 914 FCFP pour 169 heures travaillées. La précédente revalorisation était intervenue en septembre 2011. En entérinant la fin du dispositif d'aide à la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel garanti et de l'emploi (D.A.R.S.E.), la revalorisation intervenue en 2014 permettra de réaliser 140 millions FCFP d'économies budgétaires sur l'enveloppe réservée à ce dispositif.

Une analyse des obstacles à l'embauche aura permis de procéder à des assouplissements réglementaires par la création, au sein du code du travail, d'un nouveau type de contrat « les contrats de chantier », la mise en place d'accords collectifs sur la durée du travail et le travail du dimanche. Ces ajustements tiennent compte des besoins exprimés par les entreprises du secteur marchand, tout en garantissant aux salariés le maintien ou l'amélioration de leurs conditions de travail.

La mission d'insertion des travailleurs reconnus handicapés a été transférée en fin d'année 2014 de la direction du travail vers le SEFI afin de renforcer et de mutualiser les actions de formation de ce public particulier, facilitant également l'insertion de ces travailleurs dans le milieu ordinaire.

Parmi les perspectives de l'année 2015 figurent de nombreuses modifications du code du travail destinées à permettre le maintien ou le développement de l'emploi et à répondre aux contraintes inhérentes à certaines activités.

Action du Gouvernement en matière de recherche et d'innovation :

Il s'agit, pour le Gouvernement, de s'appuyer sur les potentialités naturelles et humaines qu'offre la Polynésie française pour développer, renforcer et stimuler le secteur de la recherche et de l'innovation comme outil de développement économique, social et environnemental.

Aussi, la Délégation à la Recherche (REC) s'est vue confier l'élaboration du schéma directeur 2015-2025 de la recherche et de l'innovation. Expression d'une vision commune entre l'Etat et la Polynésie française, ce schéma, réalisé en collaboration étroite avec les acteurs du secteur, vise à structurer une politique de site et à optimiser l'affectation des futurs financements dédiés à ce secteur, vecteur de développement économique et social.

L'année 2014 a été marquée par nombre d'épidémies aussi bien en Polynésie française (Dengue, Zika, Chikungunya) qu'à l'étranger (Ebola).

La contribution efficace de l'Institut Louis Malardé (ILM) dans la gestion de ces épidémies illustre l'intérêt d'un lien direct entre les activités d'analyses biologique et l'activité de recherche. Le gouvernement a renforcé le rôle de l'ILM en matière de surveillance des pathologies infectieuses, en lui confiant expressément les analyses de diagnostic, hors tests de diagnostic rapide, et le suivi de la Dengue, du Zika, du Chikungunya, ainsi que de tout nouvel agent infectieux à l'origine d'une alerte sanitaire (Arrêté n° 1573/CM du 17 novembre 2014). A cette fin, le gouvernement a également décidé de doter l'ILM d'un laboratoire de sécurité de niveau 3 (NSB3) lui permettant de mener dans des conditions de sécurité conformes ses activités de diagnostic, de veille sanitaire et de recherche dans le domaine des pathologies infectieuses. La mise en fonctionnement du laboratoire NSB3 est prévue en 2015.

En fin d'année 2014, le gouvernement s'est fixé pour objectif d'assurer un meilleur transfert des résultats de la recherche pour une application plus efficace du secteur de l'entrepreneuriat. Il s'agit de privilégier les échanges entre les laboratoires publics et les entreprises privées et de développer ainsi les processus de l'innovation. Dans ce cadre, un « Plan d'action stratégique de développement de l'innovation pour la valorisation des ressources naturelles de Polynésie française » a été restitué au gouvernement par la grappe d'entreprise Tahiti Fa'ahotu. Le volet opérationnel de ce plan d'actions sera relayé par la mise en place de la stratégie territoriale de l'innovation. Cette dernière, financée par l'OCTA se conclura en début d'année 2016 par le financement et la mise en œuvre de projets pilotes à hauteur maximale de 23 millions CFP. La volonté du gouvernement est de profiter de ce travail stratégique et de l'assistance technique qui est offerte par l'Union Européenne pour structurer l'innovation en Polynésie française.

En fin d'année 2015, la France accueille la 21^{ème} Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21/CMP11). Cette thématique retiendra une attention particulière en 2015. Les solutions adaptatives proposées constitueront l'un des piliers du « Plan climat-énergie » de la Polynésie française. Ce dernier sera réalisé entre le mois d'avril et le mois de septembre 2015.

Action du Gouvernement en matière de condition féminine :

Les politiques publiques initiées en matière de condition féminine étaient, jusqu'ici, pour l'essentiel centrées sur la prévention et le traitement des violences dans le couple. 2014 aura marqué un tournant dans l'action publique qui s'inscrit désormais également dans une démarche préventive axée sur un public adolescent (14-18 ans) afin de prévenir les violences faites aux jeunes filles, notamment au sein des couples adolescents.

Le lancement, envisagé pour 2015, d'une plateforme pour la promotion des droits des femmes et d'un modèle sociétal égalitaire, permettra d'asseoir, en concertation avec l'ensemble des associations œuvrant pour l'autonomisation des femmes, les grandes lignes d'une politique publique de la condition féminine puisant ses fondements dans le programme d'action de Beijing, adopté en 1995.

1.5 Ministère du logement, de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine.

LA POLITIQUE DU LOGEMENT SOCIAL

Le gouvernement de la Polynésie française a décidé compte tenu des retards importants qui existaient dans le domaine du logement social depuis plusieurs années d'en faire un pilier fort de ses politiques publiques sectorielles pour notamment répondre aux attentes légitimes des Polynésiens.

Au 31 décembre 2014, l'OPH recensait 2 276 dossiers en habitat groupé de demandeurs dont 697 en location très sociale, 1 325 en location simple et 254 en location vente. S'agissant de l'habitat dispersé, l'OPH enregistrait 2 971 dossiers dont 2 737 sur les îles de Tahiti et Moorea et 234 des autres îles. Pour ce qui concerne l'amélioration de l'habitat individuel (AAHI), 621 demandes en aides ont été enregistrées et pour nombre d'entre elles satisfaites.

Les résultats positifs enregistrés au cours du dernier trimestre 2014 n'ont cependant pas permis de gommer totalement les retards importants qui existent en matière de production de logements sociaux en habitat groupé (moyenne de 25 de 2011 à 2014) et en habitat dispersé « fare » (moyenne annuelle de 33 entre 2011 à 2014).

L'un des objectifs recherché en 2014 était de favoriser la relance économique par la commande publique (commerce en matériaux de construction, mobilier, quincaillerie...) en optimisant et professionnalisant les acteurs de cette politique sectorielle et, en modernisant les procédures d'attribution des aides.

La mise en œuvre de nombreux chantiers de construction de logements sociaux en Polynésie a ainsi contribué de façon positive à la relance économique en favorisant le retour à l'emploi d'anciens salariés qui avaient subi la crise et perdu leur emploi. Cette politique a également permis à de nombreux corps de métiers de pouvoir retrouver des marchés et de la croissance (gros œuvres, seconds œuvres (terrassiers, menuisiers, plombiers, peintres, commerce, transports...)).

Si la construction de logements sociaux en habitats groupés a constitué un facteur de la relance économique du secteur du BTP en s'adressant plus particulièrement aux grosses entreprises de la place, les programmes d'habitats dispersés et d'aides en matériaux ont concerné davantage les petites entreprises du secteur, étant précisé que les chantiers de construction et de réhabilitation sont répartis sur toute la Polynésie.

Dans la perspective d'une montée en puissance du secteur du logement social attendue dans les prochaines années, un schéma directeur du logement intégrant le plan « logement 2015-2020 » est en gestation au niveau du ministère du logement pour répondre aux enjeux de demain. Plus concrètement, 11 études de travaux ont été lancées et devraient aboutir à l'ouverture de 10 chantiers de construction dès 2016.

FONCIER

Le Pays et l'Etat ont convenu au cours de l'année 2014 de réactiver sous l'égide du député M. FRITCH, le règlement des litiges fonciers en Polynésie avec la mise en place du tribunal foncier tel que prévu par la loi statutaire de 2004. Dans ce cadre, le Ministère de la Justice s'est engagé au travers d'un contrat d'objectifs, qu'il a signé avec la Cour d'appel de Papeete, à renforcer les moyens humains au sein du tribunal civil de Papeete pour dégrossir le volume important de dossiers fonciers en instance.

En septembre 2014, une mission conduite par deux techniciens de la direction des affaires civiles et du sceau s'est rendue en Polynésie sous l'égide du ministère de la justice pour dresser un état des lieux des difficultés rencontrées dans les divers domaines concernant le droit foncier (droit des successions, droit immobilier...), l'objectif de cette mission étant d'évaluer la faisabilité technique et juridique d'une adaptation du droit dans ces matières.

Dans le prolongement des travaux de cette mission d'experts, le ministre des affaires foncières, M. Tearii ALPHA, a rencontré, le 21 octobre 2014, Mme Carole CHAMPALAUNE, Directrice des affaires civiles et du

sceau à l'administration centrale du ministère de la justice, et Monsieur Jean-François BEYNEL, Directeur des services judiciaires, lesquels ont confirmé leur volonté de mener à bien l'instauration d'un nouveau tribunal foncier en Polynésie.

Depuis le mois d'octobre dernier, le ministère des affaires foncières s'est attaché à prendre diverses mesures tant réglementaires que structurelles, dans le but d'adapter les moyens techniques et humains de la direction des affaires foncières pour préparer l'arrivée du nouveau tribunal, ces mesures étant également destinées à optimiser la délivrance des informations auprès des usagers.

La loi du 25 juin 2014 portant réglementation de la profession de géomètre-expert foncier et de géomètre-topographe a institué en Polynésie le cadre juridique de ces deux métiers dans le but notamment de professionnaliser l'activité des géomètres et de garantir la qualité des prestations offertes aux particuliers.

La profession de généalogiste qui ne disposait pas également de cadre réglementaire en Polynésie française (on attribuait aux demandeurs le statut d'agent d'affaires sans condition particulière de capacité) a fait l'objet d'un travail de codification lequel, après les avis favorables du Haut Conseil et du CESC, est en cours d'adoption par l'Assemblée de la Polynésie française. Cette réforme devrait professionnaliser ce secteur d'activité en assurant la protection des particuliers.

Le ministère des affaires foncières a démarré les travaux préalables au déclassement des remblais maritimes, en vue de régulariser les occupations irrégulières et de céder les emprises au profit des particuliers moyennant un prix fixé par la commission des évaluations immobilières.

LA POLITIQUE DE RENOVATION URBAINE

La politique de rénovation urbaine, conduite sous l'égide du MLA/MLV, s'est articulée autour d'interventions prioritaires de réhabilitation du parc social ancien et dégradé de l'OPH et, de résorption de l'habitat précaire et indigne.

Le parc ancien de logements sociaux a mal vieilli et les difficultés de trésorerie de l'opérateur social, notamment liées aux impayés des charges locatives, n'ont pas permis de manière satisfaisante de réaliser toutes les opérations d'entretien de ces ensembles urbains d'habitat. La situation de l'habitat indigne dans l'agglomération de Papeete est par ailleurs estimée à 10 000 toits qui nécessiteront à terme une réhabilitation.

Le gouvernement a donc porté ses efforts sur la rénovation des logements OPH avec la mise en place de financements à hauteur de 822,6 millions de FCP sur l'exercice 2014. Près de 39 lotissements ont ainsi été concernés par ces travaux de rénovation.

Pour coordonner son action dans un vaste plan de rénovation urbaine, le gouvernement a souhaité en octobre 2014 associer avec l'Etat, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour travailler en Polynésie sur les thématiques de renouvellement urbain et de revitalisation de quartiers centraux. Le ministère en charge de la rénovation urbaine programmera début 2015 une mission ANRU considérant comme essentiel de pouvoir développer ce partenariat avec une expertise nationale reconnue, dans le cadre d'un projet global d'aménagement et de développement durables. L'ANRU devrait ainsi contribuer en concertation avec les communes de Polynésie française à la réalisation d'objectifs notamment en matière d'innovation et de préservation de la biodiversité.

POLITIQUE DE LA VILLE

La mise en œuvre de la politique de la ville portée par le gouvernement de la Polynésie s'est traduite par un ensemble d'actions de valorisation des quartiers en difficulté, l'objectif étant de réduire les inégalités entre les territoires et de lutter contre l'exclusion des populations qui y habitent.

Au cours de l'année 2014, un nouvel état des lieux des lieux des quartiers sensibles de l'agglomération de Papeete a été réalisé par le syndicat mixte en charge du Contrat Urbain de Cohésion Sociale. Ce travail a permis de préciser parmi ces secteurs référencés, ceux prioritaires (cumulant le plus de difficultés et destinés à bénéficier de crédits spécifiques) et ceux relevant de quartiers « en veille » (concentrant moins de difficultés et devant mobiliser en priorité les crédits de droit commun).

Fort de ce diagnostic territorial, le gouvernement et les communes de l'agglomération ont retenu en fin d'année 2014, 76 quartiers considérés comme prioritaire dans le cadre du prochain contrat de ville quinquennal devant être conclu entre la Polynésie française, l'Etat et les 9 communes partenaires du CUCS. La politique de la ville a permis dans le cadre d'actions interministérielles, d'apporter un accompagnement au moyen de financements spécifiques et ciblés, sur un large panel d'actions publiques relevant du droit commun (actions sociales, environnement urbain et cadre de vie, éducation et jeunesse, formation professionnelle et recherche d'emploi, logement, santé.....).

1.6 Ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur

Le ministère en charge de l'éducation mène une politique éducative de proximité avec la communauté éducative, ainsi qu'une stratégie innovante et réaliste face aux grands enjeux éducatifs comme la lutte contre l'illettrisme, le décrochage scolaire et l'orientation par défaut.

I - Une politique éducative ambitieuse et exigeante

Deux principes forment le cadre de la politique pédagogique à mettre en œuvre dans les écoles, les CJA, les CETAD, les collèges et les lycées : le système éducatif en Polynésie doit être ambitieux et exigeant pour se mettre au service de la réussite de tous ses élèves.

Ambitieux, parce que l'avenir que nous préparons pour nos élèves se situe dans une société mondialisée et ouverte, riche de sa culture, et irriguée par le numérique.

Exigeant, parce que chaque élève doit pouvoir durant son parcours de formation s'approprier les savoirs nécessaires à une insertion professionnelle et sociale.

II – Une politique éducative en réponse à un constat

En 2012, la Polynésie française a décidé de proposer aux classes de CM2 des écoles publiques le protocole d'évaluation nationale des acquis des élèves en fin de CM2. En 2014, il a été décidé de reconduire l'opération. L'étude de ces évaluations a montré que si la moyenne globale des élèves de Polynésie française a augmenté en Français (+4,7%) et en Mathématiques (+3,3%), paradoxalement le nombre d'élèves ayant des acquis insuffisants a progressé de manière importante en Français (38% en 2014 contre 33% en 2012 [7% en métropole]) et en Mathématiques (30% en 2014 contre 24% en 2012[10% en métropole]).

Ces résultats sont à corréliser avec ceux des « journées défense et citoyenneté » (JDC) qui repèrent chaque année, grâce à un test élaboré par l'éducation nationale, entre 38 et 42% des jeunes en situation d'illettrisme en Polynésie française, contre 10% en métropole. Cette situation a pour corolaire un taux de décrochage scolaire en collège et en lycée évalué aujourd'hui à 1 250 élèves par an. Soit autant d'élèves qui sortent du système éducatif sans diplôme alors que la Charte de l'éducation nous assigne comme objectif : permettre à tous les élèves d'atteindre au moins une certification de niveau 5 (type CAP).

D'autre part, le taux de réussite au Diplôme National du Brevet (DNB) a chuté de 10% en 2014, et si les taux de réussite au baccalauréat sont plus qu'honorables, seule 45% d'une classe d'âge accède à ce diplôme alors que la Charte de l'éducation nous assigne comme objectif : 70% d'une classe d'âge au baccalauréat.

Certes, la crise économique que traverse notre Pays ajoute un poids considérable sur les familles en difficulté dont les enfants qui nous sont confiés ont du mal à trouver leur place à l'Ecole, et donc à réussir leur insertion dans la société.

Si nous pouvons être satisfaits des bons résultats des élèves qui parviennent au baccalauréat et continuent aujourd'hui des études supérieures, nous nous devons cependant de relever le défi que constitue cet accroissement notable depuis deux ans des élèves en difficulté dans notre système éducatif. C'est dans ce contexte que le ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur a dû élaborer une ligne d'actions en travaillant à des solutions concrètes et ciblées.

III – Améliorer la réussite scolaire

A – La carte des formations

Le ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, le ministère du travail et du dialogue social, l'Université de la Polynésie française, le Vice-rectorat, ainsi que le MEDEF, la CGPME et le monde du travail élaborent depuis novembre 2014 un schéma directeur des formations.

Il s'agit d'assurer une cohérence de l'offre de formations en Polynésie française. Le système scolaire doit définir et réguler chaque année sa carte des formations pour que les élèves choisissent une orientation en

toute connaissance de cause. Cependant, la carte des formations du système scolaire doit être en adéquation constante avec l'enseignement universitaire post Bac, avec le monde du travail et de l'emploi, avec la formation professionnelle, etc. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire pour le Pays de définir ses intentions à moyen et à long terme.

Ainsi, le schéma directeur des formations a pour but de donner les orientations stratégiques de manière prospective afin de définir l'articulation de la réalisation des principaux objectifs que se fixe le Pays dans le temps grâce à un tableau de bord.

B – La formation des personnels

La formation initiale et continue des enseignants des 1^{er} et 2nd degrés est renforcée aujourd'hui par la création de l'Ecole supérieure du professorat et de l'éducation, l'ESPé, qui mutualise les compétences de l'Université, du Vice-rectorat et de la Polynésie française. Des maîtres mieux formés pour encadrer des élèves sur l'ensemble du territoire est une condition sine qua non pour améliorer l'efficacité du système. Aujourd'hui, les plans de formation continue des 1^{er} 2nd degrés sont conçus, dans une dynamique partenariale, c'est-à-dire en équipe élargie.

C - Une école numérique inscrite dans le 21ème siècle

Les technologies de l'information et de la communication sont aujourd'hui utilisées dans tous les secteurs de l'économie et sont omniprésentes dans la vie quotidienne des citoyens polynésiens. Elles permettent une plus grande circulation de l'information, de la connaissance et des savoirs. L'école en Polynésie française ne peut se tenir à l'écart de la révolution numérique.

Le gouvernement de la Polynésie française soutenu par l'Etat, soucieux de l'insertion de la jeunesse dans la société du numérique et du développement de cette ambition poursuit l'objectif de développer et de soutenir l'usage du numérique dans les écoles, collèges et lycées de tous les archipels de la Polynésie française.

Un haut comité Polynésien de pilotage de l'école numérique sera créé afin de disposer d'un organe de gouvernance qui proposera des actions s'inscrivant dans la politique numérique de la Polynésie française. Afin de soutenir la Polynésie française dans l'exercice de ses compétences éducatives et pédagogiques, le vice-rectorat de Polynésie française apportera son concours technique, informatique et pédagogique à la ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur sur les projets et les actions qui ont été approuvés par le haut comité de pilotage de l'école numérique.

Les missions de production, de développement et de diffusion des ressources numériques (innovation multimédia, productions de supports pédagogiques numériques, production de services numériques éducatifs, déploiement de services éducatifs et d'enseignement à distance, d'incubation de projets numériques avec le laboratoire numérique, mise en œuvre des plateformes Web d'échanges, collaboratives et de ressources disciplinaires et services pour les établissements et la vie de l'élève...) tiendront compte des programmes scolaires y compris les programmes adaptés.

D - Des réseaux d'éducation prioritaire : une attention ciblée

Le ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, a présenté en conseil des ministres du 26 mars 2015 un arrêté fixant la liste des réseaux d'éducation prioritaire (REP+) pour la rentrée scolaire d'août 2015.

La ministre de l'éducation nationale a souhaité accompagner le gouvernement de la Polynésie française dans sa politique d'éducation prioritaire. C'est pourquoi, le Vice-recteur de la Polynésie française a apposé son visa préalable, qui officialise au plan national la mise en œuvre des trois réseaux : Faaa, Papara et les Tuamotu.

Dans le premier degré, comme dans le second degré, aucun élève ne doit être abandonné par le système éducatif polynésien. Tous les dispositifs doivent contribuer à la mise en œuvre des actions qui permettent aux élèves de bénéficier de parcours individualisés en fonction de leurs capacités de développement.

L'instauration de réseaux d'éducation prioritaire (REP+) permet d'établir un cadre propice aux apprentissages en s'appuyant sur le travail en équipe des enseignants du premier et du second degré et sur les innovations pédagogiques. Il s'agit de mieux accompagner les élèves dans leurs parcours,

particulièrement ceux qui éprouvent des difficultés. La création des réseaux d'éducation prioritaire (REP+) contribuera à l'amélioration des réussites scolaires.

Dans ces secteurs, les relations écoles/familles, partenariales seront développées au bénéfice d'une meilleure prise en charge de l'enfant et de l'adolescent.

E - Une redynamisation de la voie professionnelle

Une Commission Professionnelle Consultative a été installée en janvier 2015, dans le cadre de la rénovation du diplôme du (CAPD « Certificat d'Aptitudes Professionnelles au Développement »).

Les élèves scolarisés dans les centres d'éducation aux technologies adaptées au développement (CETAD) préparent un CAPD dans différentes filières. Ce diplôme, qui a été créé en 1983, n'a jamais été rénové depuis.

Pour que le CAPD obtienne une reconnaissance de l'Etat, une rénovation adaptée à la Polynésie française, il est nécessaire et indispensable de s'appuyer sur le monde économique pour définir les orientations d'écriture du Référentiel des Activités Professionnelles (RAP). Ce document constituera le cahier des charges pour la certification par l'Etat, avec une échéance fixée à juin 2015.

Créés en 1980, les Centres d'Education aux technologies Appropriées au Développement ou C.E.T.A.D. restent encore aujourd'hui des structures éducatives expérimentales.

La Polynésie française souhaite faire de son système éducatif un instrument qui garantit à la Société sa cohésion sociale, son bien-être et son développement durable, dans le respect de son identité, de ses langues, de sa culture et de son Histoire.

C'est pourquoi, les CETAD sont actuellement en cours de rénovation, de manière à faciliter des passerelles au cours de la scolarité ou à la sortie du CETAD.

F - Une politique des parents pour une école ouverte

Les parents d'élèves sont mieux associés à la vie de l'établissement dans lequel sont scolarisés leurs enfants. La mise en œuvre d'un dispositif d'accueil des parents dans les établissements par les enseignants en dégageant les moyens nécessaires est en cours de négociation.

D'autre part, il importe aussi de favoriser leur participation active à la vie de l'établissement, à travers des dispositifs comme Objectif Réussite Scolaire (ORS). Mais aussi, sur les périodes de vacances scolaires courtes grâce au dispositif « Ecole ouverte ». Pour la première fois, les écoles maternelles et les collèges de tous les archipels sont concernés. Les lycées le seront à la rentrée d'août 2015.

Enfin, les parents d'élèves décrocheurs doivent savoir à qui s'adresser, pour bénéficier des dispositifs de lutte contre le décrochage scolaire qui sont en vigueur. La plateforme d'accueil et d'aide aux publics décrocheurs (PAAPD) située à Pirae, les accueillent en ce sens.

G - La scolarisation des tout-petits

Le développement de l'accueil en école maternelle des enfants de moins de trois ans est un aspect essentiel de la priorité donnée au primaire par la Charte de l'éducation.

La scolarisation d'un enfant avant ses trois ans est une chance pour lui et sa famille lorsqu'elle correspond à ses besoins et se déroule dans des conditions adaptées. Elle est la première étape de la scolarité et, pour beaucoup d'enfants, la première expérience éducative en collectivité.

Il s'agit notamment d'un moyen efficace de favoriser sa réussite scolaire, en particulier lorsque, pour des raisons sociales, culturelles, linguistiques ou géographiques, sa famille est éloignée de la culture scolaire. Cette scolarisation précoce doit être développée en priorité dans les écoles situées dans un environnement social défavorisé, que ce soit dans les zones urbaines, rurales ainsi que dans les archipels, et notamment les REP+.

La scolarisation des tout-petits sera donc renforcée dès cette rentrée scolaire d'août 2015. Une semaine de la maternelle sera organisée du 04 au 07 mai 2015. Ouverte aux parents d'élèves, enseignants, élus, partenaires institutionnels et associatifs, cette semaine a pour ambition de faire connaître le quotidien des

élèves à « l'école maternelle d'aujourd'hui », et renforcer les liens entre l'école et l'ensemble des acteurs de la communauté éducative, en plaçant l'école maternelle au cœur de son environnement.

H - Une carte scolaire à moyens constants

Dans le 1^{er} degré, les moyens globalement sont maintenus, et la politique de fermeture de classes menées depuis quatre ans a été stoppée. Les postes hors présence élèves ont été redéployés en grande partie, dans le cadre d'un plan concerté avec les syndicats, les personnels d'encadrement et les enseignants. Ce redéploiement permettra de réguler les problématiques de remplacements, et d'affecter un enseignant titulaire dans chaque classe à la rentrée (plus de 25 classes n'ont pas de titulaire cette année)

Dans le second degré, les moyens sont maintenus, avec des postes supplémentaires pour accueillir les lauréats des concours externes. La rentrée a été préparée dans l'optique d'une gestion prévisionnelle susceptible de résoudre les problématiques de remplacements.

Le mouvement des enseignants pour la prochaine rentrée privilégie le qualitatif (des maîtres titulaires en très grande majorité, et reconnus compétents).

IV – Lutter contre le décrochage scolaire

A - Une stratégie multiple

Le ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur a procédé à l'installation de la Mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS) en février 2015.

La MLDS a deux finalités :

- réduire, par des actions de prévention, le nombre de sorties sans diplôme, dès le primaire, en continuité avec le secondaire ;
- prendre en charge les élèves décrocheurs de plus de 16 ans en vue d'un raccrochage et/ou d'une qualification reconnue, pour une insertion sociale et professionnelle durable.

La MLDS a un rôle de conseil, d'expertise et d'ingénierie de formation. Elle coordonne l'action des services de l'éducation et des établissements en matière de lutte contre le décrochage scolaire, et notamment la PAAPD. A ce titre, cette dernière a été redynamisée par l'affectation d'un professeur des écoles spécialisé, d'une coordinatrice et de la responsable de l'antenne du CNED.

Il existe deux catégories d'actions implantées dans les établissements (en collaboration avec eux), sur décision de la MLDS. Ces deux catégories d'actions ont des dénominations variables, notamment en termes de modules. En Polynésie française, les enseignants qui interviennent au sein des différents modules sont soit déchargés d'une partie de leurs enseignements, soit rémunérés en heure supplémentaire effective (HSE). Les modules en vigueur à ce jour sont :

- Le module de re-préparation aux examens (MOREA) ;
- Le module d'accueil et d'accompagnement (MAA) ;
- module de remise à niveau (RAN) ;
- Le Lycée de la seconde chance.

B - Proposer des solutions pour les décrocheurs en nécessité d'avoir un revenu financier

50 engagements du Service civique ont été obtenus. 20 décrocheurs bénéficieront d'un contrat en avril 2015, en alternance, pour effectuer des missions éducatives en établissement, et surtout pour reprendre un cursus scolaire. 10 autres bénéficieront d'un contrat en septembre 2015. 20 contrats complémentaires seront mis en œuvre en 2016.

Le ministère du travail, le Vice-rectorat et le ministère de l'éducation formalise la mise en œuvre de contrats d'apprentissage, en alternance, en entreprise et en établissement scolaire pour une reprise de cursus scolaire. Ce dispositif, une première en Polynésie française, devrait démarrer à la rentrée d'août 2015.

C - Rénover la voie professionnelle pour permettre aux élèves de réguler leur orientation

Les écoles primaires, les CJA, les collèges, les SEGPA, les CETAD et les lycées feront l'objet de passerelles identifiables, qui permettront aux élèves de pouvoir bénéficier de remises à niveau scolaire, de réorientations en cours d'année, de parcours personnalisés... dans une dynamique d'insertion dans le monde du travail par l'obtention d'une qualification diplômante.

V – Une modernisation de l'administration du système éducatif polynésien

A - Un pilotage contractuel

Au sein du système éducatif, des contrats d'objectifs que devront piloter les chefs d'établissement, les inspecteurs de l'éducation nationale, et les directeurs d'école et de CJA ont été mis en œuvre dans une dynamique d'obligation de résultats.

B - Un pilotage multi-partenarial

Avec les services du Pays et de l'Etat parce que la difficulté individuelle des élèves doit trouver une réponse collective et concertée ;

Avec le centre du service national pour proposer aux jeunes repérés en situation d'illettrisme une remise à niveau scolaire organisée par la DGEE ;

Avec le régiment du service militaire adapté pour proposer aux jeunes en fin d'incorporation une poursuite d'étude qualifiante ;

Avec le Haut-commissariat de la République pour proposer à des jeunes qui souhaitent raccrocher le système éducatif et qui sont en difficulté sociale, un contrat de service civique ;

Avec le ministère du travail pour proposer à des jeunes qui souhaitent raccrocher le système éducatif et qui sont en difficulté sociale, une formation préprofessionnelle au SEFI ou au CFPA ;

Avec le Vice-rectorat par la création d'un service mixte pour développer l'Ecole numérique de Polynésie française, et réduire par la même la fracture numérique dont souffre les écoles des archipels.

C - Un pilotage rationnel

Par un redéploiement des moyens humains dans la recherche d'une meilleure efficacité du système, au sein de la DGEE, mais aussi au sein des établissements scolaires des 1^{er} et 2nd degrés. Ce redéploiement s'organisera autour du schéma directeur des formations.

VI – L'amélioration du cadre de vie des élèves et des personnels

A – Le constat

Depuis 10 ans aucune politique visant à une programmation annuelle d'opérations de rénovation ou de réhabilitation n'a été réellement menée. De ce fait, de nombreux établissements scolaires du second degré nécessitent la mise en place d'opérations de rénovations et/ou de restructuration lourdes.

B- Les opérations qui seront achevées à la rentrée scolaire d'août 2015

Certaines opérations dont les travaux avaient déjà débuté depuis plusieurs mois mais qui avaient pris un certain retard avant le mois de septembre 2014 seront achevées au mois d'août prochain, il s'agit de :

- la construction du nouvel internat de Tiputa ;
- la construction de l'internat du lycée PAUL GAUGUIN et de sa station d'épuration ;

C- Les projets en cours

- la construction du collège de Teva I Uta a débuté.

Les travaux de gros œuvre ont débuté ; le planning est respecté, l'établissement ouvrira ses portes à la rentrée scolaire d'août 2016.

- la construction du lycée et collège de Bora Bora.

Les études ont été réalisées jusqu'au stade de l'avant-projet détaillé. En raison du coût global de l'opération, la réalisation de la tranche ferme du projet est privilégiée (hors construction de l'internat, des logements de fonction et du plateau sportif). L'établissement ouvrira ses portes en 2017.

- la construction du lycée de Moorea

La carte de formation de ce nouvel établissement sera très prochainement arrêtée. Une nouvelle assise foncière, constructible et non inondable, sera également retenue afin qu'un concours d'architecture puisse être lancé.

Dans le cadre de l'avenant à la convention de la dotation globale d'investissement – DGI 2014-2015, ont été engagées divers bon de commandes concernant :

- les travaux de mise en conformité électrique ou de mise aux normes incendie dans plusieurs établissements ;
- le renouvellement d'équipements dans les CETAD ;
- la dotation en divers équipements pédagogiques pour les lycées ;
- la fourniture de certains établissements en tablettes tactiles dans le cadre du développement de « l'école numérique ».

De plus pour les trois opérations d'envergure inscrites dans cette convention :

- restructuration du collège de Mataura : le marché de maîtrise d'œuvre a été notifié à l'architecte ; les études ont débuté ; les appels d'offres pourront être lancés à la fin du mois de juin 2015 ;
- réhabilitation du CETAD du collège de Ua Pou : le programme technique a été finalisé le marché de maîtrise d'œuvre a été transmis au visa du contrôleur des dépenses engagées ; les appels d'offres seront lancés au troisième trimestre 2015 ;
- réhabilitation du lycée PAUL GAUGUIN : le programme technique a été finalisé, le marché de maîtrise d'œuvre a été transmis au visa du contrôleur des dépenses engagées ; les appels d'offres seront lancés au troisième trimestre 2015.

D - le suivi et l'assistance aux communes pour les constructions scolaires du 1^{er} degré

Sans outrepasser son champ de compétences, le ministère de l'éducation porte une attention particulière aux projets en cours et futurs dans ce domaine. Le cabinet de la ministre et ses services ont d'ailleurs pour instruction d'apporter aux communes toute l'aide dont elles pourraient avoir besoin dans l'élaboration de leurs dossiers.

Les projets de première urgence ont de plus été particulièrement soutenu dans le cadre des réunions préparatoires du CFL (écoles d'Apatea, d'Hitiaa o te ra, Taputapuatea, Paea).

E – le programme de 2016

Le Ministère de l'éducation procède actuellement au recensement des besoins et à l'élaboration des dossiers techniques qui seront présentés à l'Etat au mois de novembre prochain et ce, dans le but de solliciter une nouvelle convention relative à la DGI - 2016.

VII – Le point sur la situation de l'Etablissement d'Achats Groupés

La restructuration de cet EPIC a été réalisée. La nouvelle direction est à pied d'œuvre.

De nombreuses commandes ont été enregistrées, signe indéniable que cet établissement a toute sa place dans l'économie de notre Pays.

Une partie non négligeable des dettes a été soldée. Suite à l'avance de trésorerie de 30 millions accordées par le Pays, l'EAG est en passe de bénéficier d'une ligne de trésorerie de 80 millions FCFP accordée par la Banque de Polynésie, SEUL établissement de la place à soutenir notre action.

1.7 Ministère de la jeunesse et des sports chargé des relations avec l'Assemblée de la Polynésie française et le CESC.

La politique sectorielle en faveur de la jeunesse

En 2014, l'action du Ministère en charge de la jeunesse s'est focalisée sur le public des jeunes de moins de 15 ans. Les objectifs généraux ont été les suivants :

- Renforcer et soutenir le secteur associatif de la jeunesse et de l'éducation populaire ;
- Assurer à tous les jeunes l'accès à l'éducation, à l'information à la formation et aux loisirs éducatifs.

Le chantier prioritaire de 2013, à savoir la réussite éducative, a été poursuivie. Il vise à développer une politique de soutien au développement des espaces éducatifs garantissant la pérennité des structures éducatives, à développer les activités périscolaires à l'école et en dehors de l'école, en utilisant les infrastructures existantes et, à favoriser l'accès des jeunes à des loisirs éducatifs de qualité.

Il se traduit notamment par le dispositif dénommé « Objectif réussite Scolaire (ORS) ». Ce dispositif permet de mettre en place des activités pédagogiques complémentaires aux heures d'enseignement afin d'aider les enfants rencontrant des difficultés dans leur apprentissage.

Il a aussi contribué à la mise en œuvre des dispositifs Projet Éducatif Local (PEL) et Ecoles Ouvertes impulsés par l'État et le Pays.

Une action d'amélioration de la qualité des centres de vacances et des loisirs a été impulsée ; programme récurrent qui nécessite une réforme profonde en ce qui concerne le contenu des projets et le public accueilli (notamment le public des 12-15 ans).

La réglementation sur le statut de l'animateur et de l'encadrant en centres d'accueils collectifs de mineurs a été finalisée. Ce cadre réglementaire devrait aboutir à la fin du premier semestre 2015. L'objectif est de reconnaître un statut particulier aux personnels pédagogiques en centre de vacances et de loisirs en adaptant au code du travail de la Polynésie française et instaurant un régime de cotisations spécifiques, en accord avec la caisse de prévoyance sociale.

L'accompagnement et le soutien financier aux projets culturels, de vie citoyenne et de loisirs des jeunes du mouvement de jeunesse (commission CCVL et CTJEP) a été maintenu, ainsi que l'accompagnement et le soutien aux grandes manifestations de jeunesse.

Un guide des associations a été élaboré et diffusé.

Pour 2015, face au constat établi notamment par deux enquêtes réalisées sur la jeunesse, que l'emploi et l'activité sont, de loin, les principales préoccupations de la jeunesse, le Ministère a infléchi sa politique vers l'axe prioritaire de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

La politique sectorielle pour la période 2015-2017 visera donc à offrir aux jeunes de plus grandes opportunités de formation, d'insertion, d'emploi et d'activités. Il est attendu des porteurs de projets associatifs qu'ils se positionnent sur une logique de projets d'activités et de formations.

Le projet présenté doit être:

- pertinent, c'est-à-dire qu'il concrétise les axes stratégiques du ministère de la jeunesse et des sports ;
- important pour la cohésion sociale du Pays, c'est-à-dire qu'il apporte des réponses aux besoins sociaux, notamment des jeunes ;
- un soutien à la vie associative intervenant pour la jeunesse ; le mouvement associatif coproduisant la politique publique du Pays dans ce domaine.

L'objectif est de contribuer à résoudre les plus importants problèmes sociaux rencontrés par les jeunes, mais aussi d'insérer le plus de jeunes possibles dans la réalisation de ces actions.

Cette démarche de valorisation de la jeunesse par l'activité s'appuiera sur les mesures, dispositifs et grandes actions suivantes :

- lancer l'appel à projet « la Polynésie s'engage » et encourager les porteurs de projets polynésiens à accéder au fonds d'expérimentation pour la jeunesse ;
- amplifier les dispositifs d'emplois aidés et de formation professionnelle existants, notamment le service civique et les contrats d'emplois aidés combinés à une formation en alternance ;
- créer une mission pour la valorisation de la jeunesse en vue d'accompagner les jeunes dans leurs parcours de formation, d'insertion et d'autonomie personnelle ;
- intensifier la formation aux métiers du sport et de l'animation en faveur des jeunes par le renforcement de la formation en alternance ;
- renouveler la formation en gestion, administration et organisation d'une association Loi 1901, la diffuser dans tous les archipels et renforcer la capacité à mener des projets des associations ;
- intensifier et diversifier les actions d'animation, opportunités d'accompagnement des jeunes : Tu'aro are'are'a - jeux inter-communes, chorales, camps sportifs, animations au sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville...

Le Ministère en charge de la jeunesse est le pilote de la définition d'une politique en faveur de la jeunesse plus transversale.

La politique gouvernementale en faveur de la jeunesse est d'une ampleur très conséquente et mobilise des budgets très importants. En effet, la jeunesse est concernée par plusieurs politiques menées au sein du gouvernement, que cela soit dans l'éducation, dans la formation professionnelle, dans l'emploi et l'activité dans tous les secteurs d'activité, dans la santé, dans la culture, dans le numérique, dans le cadre de la politique de la ville intégrant le logement, le transport et l'environnement.....

Cette politique est en cours de définition avec tous les ministères sectoriels qui interviennent en faveur de la jeunesse. L'objectif est, dès la fin du premier semestre 2015, d'améliorer la lisibilité des programmes et mesures mises en œuvre et, de conjuguer les actions visant à accompagner la démarche d'autonomie des jeunes dans toutes les dimensions de leur vie quotidienne. Cette politique transversale pourra se déployer pleinement dans les prochaines années grâce à un partenariat approfondi de toutes les collectivités et organisations agissant au bénéfice de la jeunesse polynésienne.

La politique sportive

L'activité sportive en Polynésie est soutenue. Elle est caractérisée par le nombre d'associations sportives, environ 900, et le nombre de licenciés, d'environ 46 000 pour le seul sport civil et 26.305, pour le sport scolaire, soit un total général voisin de 72.000, ce qui représente environ 26,8 % de la population (Chiffres 2012).

Le Ministère en charge du sport poursuit sa politique d'accompagnement du mouvement sportif dans le déploiement des stratégies fédérales et des associations sportives par un soutien financier et logistique, par la co-organisation des événements sportifs agréés par la Polynésie française, par la formation des cadres, l'aide au recrutement de cadres fédéraux et le cofinancement de leur rémunération, le suivi particulier des sportifs de haut niveau et l'incitation aux participations aux compétitions extérieures.

Malgré les difficultés budgétaires du Pays, qui se sont traduites par une réduction, puis une stabilisation du soutien financier au mouvement sportif, les responsables de ce dernier ont poursuivi leur engagement bénévole au service des pratiquants d'activités physiques et sportives.

En 2014, les actions se sont déployées sur les axes suivants :

Axe n° 1 : Développement de la pratique sportive pour tous : promouvoir la pratique des activités physiques et sportives pour le plus grand nombre ; augmenter le nombre de pratiquants ; développer la pratique sportive dans les îles ; dynamiser et structurer la pratique sportive dans les quartiers ; soutenir la pratique sportive comme vecteur d'insertion sociale.

Axe n° 2 : La formation de cadres sportifs : Elaborer la programmation des formations et des certifications mises en œuvre en Polynésie française pour les formations d'Etat, du Pays, et des fédérations sportives. Développer des actions de formation initiale et continue destinées aux responsables de formation, aux formateurs et aux intervenants du milieu sportif. Développer et soutenir le dispositif de soutien à l'emploi sportif mis en place pour les fédérations, par une formation continue des cadres techniques fédéraux soutenus par les crédits du CNDS ;

Axe n° 3 : Protection du sportif : suivi médical du sportif de haut niveau et de masse, et plus particulièrement des sportifs des archipels. Généralisation de la couverture en matière d'assurance à l'ensemble du mouvement sportif ;

Axe n° 4 : Lutte contre le dopage : Poursuivre la structuration de l'organisation du dispositif antidopage en Polynésie française. Développement du nombre de contrôles mis en œuvre et renforcement des partenariats stratégiques avec l'Agence française de lutte contre le dopage, l'Institut Louis Malardé, et l'Oceania regional antidoping organization (ORADO).

L'année 2014 s'est caractérisée par des difficultés importantes dans le traitement des subventions, qui a entraîné un retard important dans le mandatement effectif des groupements sportifs (Virement en fin d'année 2014). Le ministère de la jeunesse et des sports s'est engagé à une amélioration très nette pour 2015 (Virement aux environs de la mi-juillet).

Pour 2015, les inflexions introduites à l'occasion du débat d'orientation budgétaire permettent de mettre en perspective un engagement à moyen terme plus lisible et concerté. Ainsi, les grands axes prioritaires pour 2015 sont les suivants :

- Promouvoir la pratique d'une activité physique de qualité pour le plus grand nombre dans un cadre sécurisé et adaptée au contexte polynésien ;
- Favoriser l'excellence sportive tant au plan individuel qu'au travers des manifestations sportives, internes ou externes, de dimension internationale ;
- Structurer la filière de haut-niveau, créer les conditions de son émergence et assurer un accompagnement de qualité des athlètes ;
- Développer les bases d'un soutien du mouvement sportif durable et transparent ;
- Préserver la complémentarité d'intervention des acteurs, renforcer les relations de partenariats et promouvoir l'élaboration de stratégies de développements du sport à moyen terme.

Le plan d'actions 2015 du ministère en charge des sports se présente ainsi :

- Entamer une politique de réhabilitation, construction et rénovation des équipements sportifs dans le cadre du Contrat de Projets Etat-Pays (dotation d'un montant de 1,785 milliards de F CFP) dans la perspective de l'organisation des Jeux du Pacifique en 2023 ;
- Organiser la participation de la Polynésie française aux Jeux du pacifique (Port Moresby 2015) : aide à la préparation et soutien financier à l'association TNPG ;
- Accroître la concertation avec le mouvement sportif et concrétiser ce partenariat par des conventions d'objectifs ;
- Viser un développement continu de l'athlète polynésien par l'adoption d'un nouveau cadre règlementaire pour le sport de haut niveau ;
- Accueillir les championnats et événements sportifs internationaux dans une logique de plus grande internationalisation : championnats du monde de kayak en haute mer, X terra, compétitions Océania, Billabong pro, Tahiti Pearl Regatta, Open international de golf... Plus d'une trentaine d'événements agréés sont programmés en 2015.

Pour 2015-2017, un cadre stratégique a été défini. Il se décline comme suit :

Objectif stratégique n°1 : Promotion du sport pour le plus grand nombre :

- Actions de développement des pratiques sportives pour tous, initiation, approfondissement et sports de compétition (Hors SHN)
- Accès de publics particuliers à la pratique sportive : personnes handicapées (autres actions)
- Actualisation, suivi et cartographie SIG du R.E.S. et poursuite de la réflexion prospective sur la mise en place d'un schéma directeur des équipements structurants, en prenant comme support les données du R.E.S.

Objectif stratégique n°2 : Promotion des métiers du sport :

- Accompagnement de l'emploi, formation et professionnalisation de l'encadrement ;
- Certification : fonctionnement des jurys des diplômes

Objectif stratégique n°3 : Prévention par le sport et protection des sportifs :

- Prévention du dopage et lutte contre les trafics de produits dopants
- Suivi médical des sportifs

1.8 Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement.

Au cours de l'exercice 2014, le ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement a poursuivi ses actions dans le cadre de la relance de l'activité des services et de la commande publique.

Ainsi, des réorganisations structurelles ont été effectuées au niveau des services (SAU, TNAD, DEQ et DTT).

Au titre de la relance économique, le ministère a engagé les projets et les décisions souhaités par le gouvernement dans le domaine de l'aménagement, de l'équipement, de l'environnement et des transports aériens, terrestres et maritimes tout en répondant aux urgences de la population sur tout le territoire de la Polynésie française.

Le portefeuille ministériel comprend, avec le changement de gouvernement du mois de septembre 2014, la Direction de l'équipement (DEQ), le Service de l'Urbanisme (SAU), la Direction des transports terrestres (DTT), la Direction polynésienne des affaires maritimes (DPAM), la Direction de l'aviation civile (DAC), la Direction de l'environnement, l'EPIC Port autonome de Papeete (PAP) et l'EPIC Tahiti Nui Aménagement et Développement (TNAD), le tout représentant près de 1.500 agents.

Avec un cabinet restreint de 7 membres, l'équipe ministérielle a su accomplir plusieurs chantiers essentiels destinés à améliorer les performances des services au bénéfice de nos concitoyens et à relancer l'activité économique.

Le présent rapport retrace l'activité des services et établissements sous tutelle du MET sur la période de janvier à décembre 2014.

Direction de l'équipement (DEQ) :

La DEQ intervient dans le domaine des infrastructures routières, fluviales, aéroportuaires et portuaires, et dans le secteur d'activité des constructions publiques.

En 2014, la DEQ a été dotée d'un budget d'investissement de 18 468 MF (17 567 MF du budget général et 901 MF du CAVC), soit une augmentation de 33 % par rapport à 2013 (13 025 MF). Le montant total des liquidations comptabilisé à la clôture de l'exercice 2014 s'est élevé à 11 714 MF (chiffres constatés au 05/01/2015), soit une augmentation de 61 % par rapport au résultat de l'année précédente (7 286 MF) et qui se traduit par un taux de consommation des crédits de 63%.

Le montant total des engagements juridiques au 05/01/2015 représente 17 109 MF sur un volume global d'autorisations d'engagement de 21 575 MF, soit un taux d'engagement de 79 %.

Le montant des marchés publics attribués aux entreprises en 2014 a connu une augmentation de 22 % et s'est élevé à 10 330 MF contre 8 485 MF l'année précédente.

Le nombre de marchés passés est de 103 (48 marchés négociés et 55 marchés sur appel d'offres (AO) en 2014 contre 108 en 2013, soit une baisse de 5 %.

La DEQ a géré en 2014, 557 opérations d'investissement (526 opérations du budget général dont 42 opérations des autres ministères maîtres d'ouvrage et 31 opérations du CAVC). Réparties sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française ces opérations portent sur toutes les missions dévolues à la DEQ, et les plus importantes ont été financées par le troisième instrument financier du concours de l'Etat (3IF 2011, 3IF 2012, 3IF 2013 et 3IF 2014) pour les équipements structurants.

La répartition des crédits liquidés par secteur d'activité et par zone géographique est la suivante :

Type	Montant (en M XPF)	Pourcentage
Infrastructures routières et fluviales	9 990	85 %
Ouvrages maritimes et aéroportuaires	991	9 %
Constructions publiques	733	6 %
Tous archipels	461	4 %
Iles du vent (IDV)	7 530	64 %
Iles sous le vent (ISLV)	1 065	9 %
Iles Marquises	510	4 %
Iles Tuamotu Gambier	1 299	11 %
Iles Australes	849	7 %
Total	11 714	100 %

La reprise de la commande publique constatée depuis mai 2013 s'est confirmée et renforcée au cours de l'année 2014, se traduisant par un niveau élevé du montant global des liquidations de crédits de paiement de la DEQ (11 714 MF) se situant entre celui des années 2009 (11 572 MF) et 2010 (11 811 MF).

Le cumul des engagements juridiques contractés au 31 décembre 2014 (17 109 MF) en augmentation de 25% par rapport à 2013, devrait permettre d'injecter dans le courant du premier semestre 2015, près de 6 milliards de F CP dans le secteur du BTP en plus des crédits nouveaux inscrits au plan de campagne de l'exercice budgétaire 2015 (7 392 MF).

Service de l'Urbanisme (SAU)

Les missions et les moyens alloués

Les missions permanentes du service de l'urbanisme sont définies par la délibération n°88-18/AT portant création du service de l'urbanisme et définissant ses attributions, modifiée par l'arrêté n°374/CM du 29/06/1988. Ces missions, qui intègrent la veille et la mise à jour des réglementations applicables en matière d'urbanisme et d'aménagement, peuvent être regroupées en trois axes :

- Planifier l'aménagement du territoire ;
- Délivrer des autorisations individuelles pour la construction ;
- Doter la Polynésie française des outils de cartographie adaptés.

En 2014, le service a fonctionné avec un budget annuel voté de 53,5 MF, dont 46 MF ont été délégués, et 45 MF ont été réalisés, ce qui représente une diminution effective de 8% sur les crédits alloués en 2013, engendrant un report sur l'exercice suivant d'un certain nombre de dépenses relevant du fonctionnement strict du service (entretien des véhicules, missions sur le terrain).

Les dépenses d'investissement ont représenté 40 MF, soit une baisse substantielle de 27% par rapport à 2013. Les opérations idoines ont consisté principalement en l'acquisition et le traitement de données cartographiques.

Les charges de personnel ont représenté 356 MF pour 60 agents au 31 décembre 2014, dont 12 A, 20 B, 21 C et 7 D répartis entre le siège de Papeete, les deux antennes de Taravao et Tubuai et les deux subdivisions de Raiatea et Nuku-Hiva. Cette situation est stable depuis 2013.

Les activités du service en 2014

S'agissant de l'instruction des autorisations de construire en 2014, l'activité opérationnelle du service a représenté :

- 1610 permis de construire accordés soit -8% par rapport à 2013.
- 621 certificats de conformité soit -17% par rapport à 2013. On notera un différentiel entre les deux tendances, ce qui indique que davantage de permis octroyés n'aboutissent pas à un certificat de conformité
- 3042 notes de renseignement et d'aménagements traités soit -0,4% par rapport à 2013. Instruction de 252 dossiers relevant des établissements recevant du public et réalisation de 128 visites sur site
- Traitement de 183 dossiers contentieux administratif et judiciaire contre 192 en 2012. Durant l'année 2014, l'activité du service en matière d'aménagement a été réduite à la gestion des PGA approuvés et à la participation à la révision des PGA de Arue et Punaauia.

Par ailleurs, le service a structuré et mis à jour la cartographie de l'ensemble des îles de la Polynésie française et fait acquisition d'éléments topographiques et bathymétriques.

Sur le plan des opérations, l'année 2014 a été consacrée à la préparation de la révision du PPR de la commune de Punaauia (lancé en décembre 2014), et à la préparation d'un gros marché de prestation de levées bathymétriques au laser (LIDAR) ayant pour finalité une meilleure appréhension du risque de tsunami et de submersion marine.

Direction des transports terrestres (DTT) :

Sa mission générale est de mettre en œuvre les compétences du Pays en matière de transports terrestres et de lutte contre l'insécurité routière.

Nouvelle mission confiée à la DTT par arrêté n° 1062 VM du 22 juillet 2014 : Contrôle de l'utilisation des véhicules du parc automobile de l'administration en dehors des heures de service.

La DTT fonctionne avec un budget annuel de 92.241.593 F hors charges de personnel (314.000.982 F) et compte 57 agents répartis sur 4 sites.

L'activité du service et les réalisations sur 2014 :

Les cartes grises : 35.407 documents (cartes grises, duplicata, gages, etc.) délivrés dont 7.325 immatriculations de véhicules neufs et 20.191 transferts de cartes grises.

Les contrôles techniques : 6.832 documents (cartes violettes, procès-verbaux de réception, etc.) établis dont 922 primats de cartes violettes délivrées et 5.192 contrôles techniques.

Les permis de conduire : 20.753 titres de conduite et documents dont 1.844 permis neufs délivrés, 12.799 examens du permis de conduire.

Autres documents et examens professionnels : 1.423 documents (taxis, transports touristiques, véhicules de remise, véhicules de service particularisé, location de véhicules sans chauffeur, examens professionnels). 120 nouvelles autorisations/inscriptions/demandes accordées tout confondu et 115 nouvelles cartes professionnelles suite aux 2 sessions d'examen du certificat de capacité professionnelle (taxi et transport de personnes).

Au niveau des transports en commun : 3.022 bons de gazole ont été délivrés pour le transport régulier (1.364) et scolaire (1.658), tous archipels confondus.

Les contrôles routiers : 117 contrôles routiers ont été effectués dont 40 dans le cadre des activités de transport précitées sur Tahiti et Moorea et 77 en transport en commun à Tahiti.

Le suivi des transports en commun le réseau de transport public en commun régulier et/ou scolaire de personnes sur l'île de Tahiti, est confié à trois exploitants par des délégations de service public conclues en 2001 et qui s'achèveront en décembre 2016. En 2014, la DTT a poursuivi ses objectifs d'amélioration de la gestion quotidienne des délégations de service public par une surveillance du réseau pour maintenir un

niveau de service public acceptable et une optimisation du versement de l'aide en approvisionnement en gazole détaxé en faveur des transporteurs (47.423.426 F CFP pour le transport scolaire et 141.151.886 F CFP pour le transport régulier).

Le développement des transports en commun de personnes (TCP) : dans le cadre de l'amélioration des infrastructures du réseau de TCP, les deux opérations majeures sont la mise en service de la gare routière de Papeete, terminus de la ligne 13 (Papeete-Papeete) et le programme d'implantation d'abri-bus (un par commune) de Mahina à Paea en passant par Taravao.

En matière de service public, on note la mise en service de la ligne 32 (hôpital du Taaone - mairie de Papeete) avec des résultats satisfaisants, à l'inverse de la mise en place de deux bus de nuit arrêté au bout de 4 mois en novembre 2014.

La DTT a lancé une étude de faisabilité sur l'aménagement de voies réservées de bus sur la zone urbaine de Papeete (AMO) et une consultation étude du schéma directeur des transports collectifs et déplacements durable sur l'île de Tahiti pour permettre de définir les grandes orientations du développement des transports en commun et autres modes alternatifs à 5, 10 et 20 ans.

La lutte contre l'insécurité routière les principaux axes de lutte ont été : la police de la circulation routière (extension de la procédure de retrait immédiat de permis de conduire après usage de stupéfiants, renforcement des sanctions pour les excès de vitesse ; interdiction de téléphoner ou d'utiliser les appareils dotés d'un écran en conduisant ; l'interdiction des vitres teintées, obligation de détenir un triangle de pré signalisation et un gilet de haute visibilité à bord du véhicule ; analyse et prévention des accidents (référentiel informatisé des accidents de la route (RIAR) , et détermination des emplacements de 11 radars pédagogiques avec la DEQ chargée de l'acquisition et de l'installation de ces outils) et les opérations de prévention et éducation à la sécurité routière (campagnes en matière d'éducation routière pour 3.098 élèves répartis sur 141 classes de CM1 ainsi que 9.383 élèves répartis sur 415 classes de collèges et lycées ont été sensibilisés , soit plus de 15.900 personnes ont été sensibilisées à la sécurité routière).

Direction polynésienne des affaires maritimes (DPAM)

La direction polynésienne des affaires maritimes a été créée par arrêté n° 1512/CM du 8 novembre 2007 qui lui attribue une compétence générale en matière de navigation et d'affaires maritimes.

Elle participe à la mise en œuvre des politiques tendant à répondre aux besoins de transport maritime interinsulaires, et d'administrer les affaires relevant du secteur maritime (plaisance et activités nautiques, sécurité maritime, navigation, utilisation de l'espace maritime, etc.).

Le service fonctionne avec un budget annuel de 31.730.244 F (crédits votés) hors charges de personnel (106.801.578 F) et compte 23 agents en poste dans des locaux loués au Port autonome.

Les dossiers traités durant l'année 2014 :

Au titre de la compétence en matière de sécurité des navires : 1032 dossiers suivis et contrôles de navires (contre 868 en 2013) qui ont conduit à la délivrance de 710 permis de navigation (contre 943 en 2013).

Au titre de la compétence en matière d'immatriculation de navires : 498 immatriculations ont été délivrées (contre 619 en 2013).

Au titre de la mission de contrôle de la profession et activités marines : le suivi et l'analyse du transport interinsulaire a généré le traitement de 1 270 manifestes de navires, 653 déclarations de mouvements et le contrôle de 5 133 déclarations de transport dans le cadre du remboursement du fret.

Cette mission est appelée à évoluer notamment selon les orientations et objectifs qui seront fixés dans le cadre du schéma directeur des transports intérieurs en cours d'élaboration.

Au titre de la compétence en matière de transport maritime interinsulaire : La régulation de l'organisation des transports maritimes concernant 25 navires de commerce qui assurent la desserte de toute la Polynésie. 42 arrêtés d'autorisation exceptionnelle (dérogation de lignes maritimes, arrêté MET) ont été traités afin de

remédier à des difficultés ponctuelles de desserte maritime. Le contrôle des consommations de bord de gasoil détaxé de navire ont générés 6 arrêtés (CM) pour compléter les quotas accordés.

Au titre de la compétence en matière de conduite des navires, il a été délivré 1.334 permis de conduire en mer côtier ou hauturier ; et 92 titres de formation professionnelle maritime, secteur en progression en 2015 au regard de la réforme de la formation professionnelle à la pêche et de l'intensification des formations pour l'obtention du certificat de pilote lagonaire.

Les propositions d'améliorations du service public pour 2015 sont principalement les suivantes : simplifier le suivi de la flotte par une réforme des modalités d'immatriculation des navires et la mise en place d'une nouvelle numérotation des immatriculations, renforcer l'activité de sécurité des navires par voie de formation et d'organisation de l'activité, réformer les modalités de déclarations des manifestations nautiques compte tenu de la recrudescence des activités nautiques, et une réforme du dispositif juridique en matière de transport maritime en lien avec schéma directeur des transports intérieurs

Direction de l'aviation civile (DAC) :

La DAC a posé en 2014 les bases d'une nouvelle organisation entérinée par arrêté n°1915 CM du 17 décembre 2014 et structurée conformément aux exigences réglementaires relatives à sa mission d'exploitant d'aérodrome sujet à certification.

Organisation structurelle et juridique du transport aérien interinsulaire

La direction DAC-PF a réalisé un document d'organisation des transports aériens intérieurs 2015-2025 (diagnostic et axes directeurs) tout en assurant la continuité de la desserte aérienne a été assurée avec la prorogation de la convention d'Air Tahiti, et la convention de désenclavement (Ua Huka, Ua Pou, Apataki, Fakahina, et de Takume) financée en partie par le Pays à hauteur de 180 millions XPF.

Un audit financier des coûts de ligne de la desserte interinsulaire a été effectué permettant une photographie analytique des faisceaux aériens exploités par Air tahiti.

Système de management de la sécurité/ Système de gestion de la sécurité : Les aérodromes de Huahine et de Nuku-Hiva ont obtenu leur certification (Cf. article L6331-3 du code des transports), et la DAC a obtenu le renouvellement de son certificat de prestataire de services de la navigation aérienne (PSNA) (Cf. article L6221-1 du code des transports).

Gestion des aérodromes et du domaine public aéroportuaire : 16 nouvelles demandes d'Autorisations d'Occupation Temporaire (AOT) du domaine public aéroportuaire, 9 renouvellements et 7 abrogations ou modifications ont été instruites. Par ailleurs, les conventions d'entretien pour 36 aérogares ont mobilisé un budget de 14 934 000 FCFP et l'assurance en responsabilité civile exploitant d'aérodrome a coûté 4 534 606 FCFP.

Maintenance technique des aérodromes : 48 missions de maintenance correspondant à 450 jours-agents ont été effectuées et 11 agents des aérodromes de Moorea, Huahine et Fakarava ont reçu une formation leur donnant une habilitation électrique pour les petits dépannages.

Service AFIS (21 aérodromes concernés) : maintien de compétence (26 agents), formation et agrément de 6 agents sur 5 aérodromes, contrôles techniques d'exploitation (11 aérodromes), formation à la conduite sur piste (29 personnels administratifs. et 80 privés) mise à jour de la documentation et processus de fermeture de 3 organismes AFIS

Sécurité aéroportuaire : elle porte sur les équipements et personnel SSLIA et la maintenance de ces équipements

Service de prévention du péril animalier (SPPA) sur 9 aérodromes (Moorea, Huahine, Fakarava et Tikehau, Rimatara et Rurutu, Hiva Oa, Nuku Hiva et Ua Pou) et le matériel d'effarouchement pyrotechnique a été mis en place à : Hiva Oa, Rimatara et Tikehau.

Direction de l'environnement (DIREN) :

Pour l'année 2014, la DIREN a bénéficié d'un budget de fonctionnement de 612 445 143 XPF et d'un budget d'investissement de 271 017 791 XPF.

Dans le cadre du programme « Aménagement du territoire et risques naturels, il convient de noter la révision du PGA et du PGEM de Fakarava et la mission de préparation de la révision du classement de la réserve de biosphère de Fakarava.

Dans le cadre du programme « Partenariat avec les communes », la DIREN assure principalement trois fonctions (maître d'ouvrage, bailleur de fonds et référent technique) pour l'assainissement collectif des eaux usées, et la mission relative à la phase 1 de l'assainissement collectif des eaux usées de Papeete.

Dans le cadre du programme « Gestion de la biodiversité et des ressources naturelles », le service a mis en place de mesures de conservation et de gestion des espèces végétales protégées, in situ ou ex situ, ainsi que pour les espèces animales (mammifères marins et la conservation des tortues), les oiseaux (Monarque sur Tahiti) et les escargots endémiques (Bio-sécurisation de l'avifaune de Rimatara et Ua Huka), Préservation et valorisation d'espaces terrestres d'intérêt écologique (Entretien de sites classés tel le plateau Temehani et de sentiers de randonnées à Te Faaiti, Opunohu), lutte contre les espèces terrestres menaçant la biodiversité (Petite Fourmi de Feu à Moorea et Rurutu), gestion de l'espace maritime classé au *Fenua Aihere* (767 ha) dans la commune associée de Teahupoo, gestion de la réserve de biosphère (RB) de la Commune de Fakarava en vue de la révision de réserve de biosphère prévue en 2016, coordination du programme européen RESCUE (Restoration of Ecosystem Services against Climate Change Unfavourable Effects) sur la gestion intégrée des zones côtières, Coordination du programme européen INTEGRE PGEM de Moorea, diagnostic de la Politique sectorielle de l'eau (PSE)

Dans le cadre du programme « Prévention et traitement des pollutions », le service intervient en prévention des pollutions (78 dossiers d'autorisation ICPE, 32 plaintes instruites soit +30%, 20 visites de contrôle des installations classées, et 244 avis sur les Etudes d'Impact Environnemental (EIE) et autres demandes d'avis technique) et en traitement (Etude exploratoire sur la mise en place de la Responsabilité Elargie du Producteur en Polynésie, suivi des études de réhabilitation des décharges des communes de Pirae et Punaauia, étude de réhabilitation de la décharge de la commune de Moorea, réalisation des citernes-incendies des CET de Nuku-Hiva et Rapa et gestion des déchets spéciaux), ainsi que l'assainissement collectif des eaux usées de Punaauia et l'assainissement collectif des eaux usées de Moorea-Haapiti Phase

EPIC Port autonome de Papeete (PAP) :

L'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé Port Autonome de Papeete a été créé par délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962. Son organisation et son fonctionnement ont été fixés par arrêté n° 1473/CM du 26 décembre 1997 modifié.

Le Port Autonome de Papeete regroupe 138 agents et les dépenses de l'établissement s'élèvent en fonctionnement à 3.122.210.386 F et en investissement à 1.476.604.643 F.

Pour 2014, les charges de personnel ont représenté 891.466.376 F et les travaux d'investissement réalisés en 2014 se sont élevés à 1.286.623.546 F.

Le trafic total du Port Autonome de Papeete est en hausse en 2014 (+6 %), avec 1,39 millions de tonnes traitées on note une augmentation de 8% du tonnage global du trafic commercial international par rapport à 2013, avec 953 734 tonnes traitées, dont 94% en vracs liquides (399 241 t) et en conteneurs (499 514 t), et les hydrocarbures affichent une faible augmentation en 2014(+2%) et la part des conteneurs repart à la hausse avec 499 514 tonnes (+18%) alors que les vracs solides (47 234 tonnes) en augmentation en 2013 accusent une baisse de -18%. en 2014.

Pour la pêche internationale, les résultats restent constants en 2014 (1% d'escales supplémentaires et 14% d'augmentation du nombre de navires de pêche) alors que le tonnage de poissons transbordés en 2014 diminue (-20%) .

La composante locale de la pêche hauturière enregistre une hausse des déchargements de poissons de l'ordre de 11% avec 4 680 tonnes de poissons pêchés contre 4 218 tonnes en 2013.

L'année 2014 confirme une reprise marquée de l'activité croisière constatée en 2013 (+38% avec un total de 142 escales) et une hausse du nombre de passagers enregistré sur les deux trafics, interinsulaire et transpacifique (+23%). S'agissant du cabotage local (hors Moorea) le nombre d'escales reste constant en 2014 avec 945 escales, et l'activité de transport maritime entre Tahiti et Moorea est en légère baisse, avec 1,57 million de passagers (-2%), Alors que le tonnage de marchandises augmente de 9%.

La plaisance au port de Papeete, constituée de la grande plaisance avec les yachts de plus de 24 mètres amarrés au quai des paquebots et aux deux grands épis Nord et Sud, ainsi que de la plaisance au quai des yachts de Papeete a été modifiée avec la construction en 2014 de la nouvelle marina de Papeete, dont la capacité d'accueil a été portée à 84 emplacements sur pontons dans sa première phase de mise en service.

Pour 2015, deux projets d'investissements d'envergure s'achèveront (extension du quai au long cours pour la pêche internationale et création d'une marina et d'une promenade sur le front de mer de Papeete) et trois nouveaux projets d'envergure seront engagés par le Port (requalification du poste pétrolier de Motu Uta, extension de la marina de Vaïare et études d'un terminal croisières à Papeete) et le PAP achèvera également la réforme concernant la police portuaire et poursuivra celle du service de remorquage après communication en conseil des ministres effectuée par le ministère de tutelle.

EPIC Tahiti Nui Aménagement et Développement (TNAD) :

Tahiti Nui Aménagement et Développement (TNAD) est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) principalement chargé de :

- la réalisation de conduite d'opérations, d'aménagement et de développement au profit des établissements publics du Territoire,
- l'exploitation et la gestion d'ouvrages, bâtiments, aménagement et équipement,
- la réalisation d'études de faisabilité et économique.

Les ressources de TNAD proviennent essentiellement de subventions (taxes affectées). Cette taxe affectée s'élève à 931 millions de FCFP pour l'exercice 2014.

Les principales réalisations 2014 ont été : acquisitions foncières pour le projet Ainapare (280 MFCFP), : recherche et études d'implantation du projet aquacole de Hao, mise en valeur d'un foncier de 24 hectares (40 MFCFP), projet Tahiti Mahana Beach (travaux de libération des emprises, d'aménagement, de déconstruction de l'hôtel Bel Air, du Sofitel Maeva Beach et du centre artisanal, études de définition du projet d'aménagement touristique pour un montant de 489 MFCFP), acquisition du site Moorea Mahana Beach, maîtrise et préparation du foncier sur une surface de 15 hectares (824 MFCFP), et libération des emprises, défrichement d'un terrain de 44 hectares Atimaono destiné à un projet de complexe hôtelier financé par des investisseurs étrangers.

Les perspectives pour 2015 reposent essentiellement sur une restructuration de l'établissement en s'orientant sur un recentrage d'activités conformes à la définition d'un EPIC. TNAD va poursuivre son développement sur des projets étudiés en matière de viabilité économique, montage financier, garantie de réalisations. Ainsi, depuis septembre 2014, le projet Tahiti Mahana Beach est structuré en respectant un nouveau mode de gouvernance de projet dans le respect des règles de bonne gestion associé à un contrôle de gestion pertinent (procédure d'appel à manifestation d'intérêts (AMI), établissement du règlement de consultation, cahier des charges, programme fonctionnel).

Une analyse détaillée des activités stratégiques de TNAD est en cours d'étude afin de déterminer la cession d'actifs non stratégiques. Par ailleurs des opérations sont poursuivies, telles déconstruction de l'ouvrage (avec dans un premier temps désamiantage Ancien CHT Mamao désamiantage en cours Ancien hôtel Royal Papeete et des opérations en maîtrise d'ouvrage déléguée (pôle de santé mentale, collège de Teva I Uta, logements étudiants).

Malgré la longueur de ce rapport qui retrace l'activité de l'ensemble des services et établissements sous la tutelle de mon ministère, vous y trouverez les éléments les plus précis et synthétiques possibles sur l'action menée en 2014 et les perspectives pour 2015.

1.9 Ministère de la santé et des solidarités

1 - SANTE

Les principales actions menées en 2014 dans le secteur de la santé ont été :

- Lancement de l'élaboration d'un nouveau schéma d'organisation sanitaire
- Rédaction d'un premier plan d'actions thématiques contre le cancer
- Poursuite des études en vue de l'ouverture d'un pôle de santé mentale
- Mise en service du Centre 15
- Mise en place d'une nouvelle direction au CHPF
- Information des étudiants en médecine
- Gestion des épidémies de Zika et de Chikungunya

I- Schéma d'organisation sanitaire (SOS)

Le ministère a engagé les travaux de rédaction d'un nouveau schéma d'organisation sanitaire(SOS) 2015-2020, en procédant à la sélection avec l'AFD d'un cabinet spécialisé métropolitain après rédaction de termes de référence très détaillés. Les consultants devront proposer au plus tard pour le mois de juillet 2015 un schéma opérationnel et suivre sa mise en œuvre durant un an. Ce schéma devra faire apparaître ses impacts médico-économiques et les indicateurs qui en permettront le suivi.

Une réflexion a également été menée en 2014 pour améliorer la gouvernance de la santé en précisant les niveaux stratégiques et opérationnels de la direction de la santé. Elle se poursuit pour se caler avec le futur schéma d'organisation sanitaire et en cohérence avec la structure de gouvernance renouvelée qui sera mise en place à l'occasion de la réforme à venir de la protection sociale généralisée.

II- Travaux de planification

Plan cancer

Compte tenu de l'évolution des cancers en Polynésie française (seconde cause de décès), le ministère s'est engagé, sans attendre les conclusions du SOS, dans la rédaction du premier plan cancer polynésien à horizon 2020 afin de proposer une prise en charge globale et optimisée de cette pathologie tout au long du parcours du patient, incluant la prévention primaire (action sur les facteurs de risque), le dépistage, la prise en charge diagnostique et thérapeutique, le suivi et la réadaptation.

Une convention a été préparée avec l'Institut National du Cancer qui apportera son aide et son expertise. Le ministère souhaite notamment mettre en œuvre une amélioration du dépistage organisé (cancer du sein, du col de l'utérus). Et dans cette volonté d'amélioration globale de la prise en charge, le ministère a appuyé le projet d'ouverture du service de médecine nucléaire du CHPF (qui sera effectif mi-2015) afin de proposer sur place des outils diagnostique et thérapeutique évitant des évacuations sanitaires.

Plan santé mentale

Ce secteur de la santé est en déficit de moyens alors même que les patients atteints de pathologies mentales ne cessent d'augmenter ; le suicide est ainsi la première cause de décès chez les 15/44 ans. C'est pourquoi le ministère a intégré cette priorité dans les travaux du SOS et augmenté dès 2014 les moyens alloués à la pédopsychiatrie.

Le chantier du futur pôle de santé mentale est également arrivé fin 2014 dans sa dernière phase d'études (dépôt du PC) et a été inscrit au financement du contrat de projets 2015-2020 pour un lancement des travaux en novembre 2015.

III - Mise en service du Centre 15

Le ministère a mis en service le bâtiment centre 15 hébergeant dorénavant le SAMU et le Centre d'enseignement des soins d'urgences (CESU) mais également le dispensaire des Tuamotu Gambier dont

l'implantation, à proximité immédiate du CHPF, a permis de nombreuses synergies en faveur du parcours patient. Une réflexion se poursuit pour y implanter une unité de dialyse médicalisée gérée par l'APURAD.

IV- Actions principales au CHPF

Après un exercice 2013 consacré en priorité à l'assainissement de ses conditions de gestion, l'établissement a pu lancer en 2014 un certain nombre de projets touchant son cœur de métier.

Amélioration du plateau technique

En janvier 2014, sur reliquats de financement TNAD, le CHPF mettait en exploitation un nouvel appareil d'IRM. D'une puissance équivalente au précédent modèle, cet appareil est plus performant et permet d'obtenir plus rapidement des images de meilleure qualité.

Après des travaux d'aménagement et de mise en sécurité prescrits par l'Autorité de sûreté nucléaire, le CHPF a installé au dernier trimestre 2014 une caméra à scintillation, ou gamma caméra, qui permettra l'ouverture d'un service de médecine nucléaire en fin de premier semestre 2015. Ainsi, plusieurs dizaines d'évacuations sanitaires programmées pourront être évitées chaque année, principalement pour des indications en cancérologie, cardiologie et néphrologie. Ce nouvel équipement vient compléter le plateau technique d'imagerie, qui accède ainsi au niveau des établissements de référence en la matière.

Stabilisation de la filière de prise en charge des cancers

Après de réelles difficultés pour assurer la stabilité du personnel médical en radiothérapie et, surtout, en oncologie médicale, le CHPF a, en 2014, procédé au recrutement de plusieurs spécialistes. Si la prise en charge médicale était auparavant assurée conformément à l'ensemble des recommandations en la matière, la pérennisation de l'équipe a permis d'initier la montée en compétence des équipes et la structuration de la filière.

Financement de la mise aux normes de l'hélistation

La plateforme d'accueil des hélicoptères située en toiture du bâtiment de Taaone a été livrée dans une configuration ne correspondant pas aux normes aéronautiques applicables. Le CHPF a conclu avec l'Etat, fin 2014, une convention de financement des travaux de mise aux normes permettant d'envisager l'homologation de la plateforme à l'horizon mi-2015.

Incendie du parc de stationnement

Pour la majorité des usagers, l'élément marquant de l'activité 2014 du CHPF a été, le 07 mai 2014, l'incendie d'un véhicule au premier sous-sol du parc de stationnement de l'établissement qui a nécessité d'importants travaux de remise en état et une fermeture complète au public jusqu'au 23 décembre 2014, date à laquelle la commission de sécurité a autorisé la réouverture au public.

Le ministère a également recruté en août 2014 un nouveau directeur avec pour lettre de mission, l'élaboration d'un projet d'établissement avec recherche de synergies internes entre les différents pôles, l'amélioration du partenariat avec la Direction de la Santé, notamment ses établissements d'hospitalisation et avec l'ILM, l'instauration de filières de prise en charge des patients, notamment pour ceux résidant dans les archipels éloignés, la mise à plat des organisations de travail et l'intensification des travaux dans le cadre du schéma directeur d'informatisation de la santé.

VI- Information des étudiants en médecine sur les besoins du Pays et formation spécifique des infirmiers

Le ministère a réuni en août 2014 les étudiants en médecine polynésiens pour étudier avec eux les meilleurs moyens de favoriser leur retour en fonction des besoins du Pays. La liste des postes disponibles à un horizon de 2 ans sera régulièrement mise à jour sur le site web du CHPF et le futur site web de la Direction de la santé ; les nouveaux diplômés polynésiens seront prioritaires sur ces postes.

Une filière universitaire de formation d'infirmiers à compétence élargie, spécifique des besoins en postes isolés est en cours de validation avec l'aide de l'université de Bordeaux. Les premiers étudiants devraient pouvoir s'inscrire en 2016.

VII- Renforcement des capacités de gestion des épidémies

Le Pays a dû gérer fin 2013 et début 2014 une épidémie de Zika sans précédent, à la fois par son ampleur (plus de 35 000 personnes atteintes en quelques semaines) et par ses complications (une centaine de cas graves à type de polyradiculonévrites de Guillain Barré, encéphalites, etc.). Le système de soins a su s'adapter en urgence que ce soit pour la réanimation, la neurologie et la filière de rééducation fonctionnelle. Le Pays a mis en œuvre des moyens très importants de lutte anti-vectorielle pour limiter l'afflux de nouveaux cas graves et éviter la saturation des hôpitaux.

Afin d'en tirer toutes les leçons, un retour d'expérience (RETEX) a été organisé avec le concours d'un consultant extérieur. C'était la première fois que cette démarche qualité et analyse des risques était entreprise. Elle a abouti à 12 recommandations portant sur la lutte anti-vectorielle, les soins, la communication. Ces recommandations ont été déclinées pour la lutte anti-vectorielle dans un plan stratégique définissant des stratégies de lutte en période inter-épidémique et en phase épidémique. Ce plan de lutte anti-vectorielle a été validé en conseil des ministres en juillet 2014.

Dès le début du mois d'octobre, la Polynésie a été touchée par une nouvelle épidémie de Chikungunya, due également à un arbovirus, transmis par le moustique. Le Pays, également naïf pour cette maladie, s'est retrouvé confronté à une flambée épidémique rapide avec des taux d'incidence élevés, conduisant à des mesures d'adaptation du système d'offre de soins.

Le plan de gestion de la crise sanitaire a été enclenché dès le début du mois d'octobre 2014, avec la mise en place à partir du 14 octobre d'une cellule de coordination interministérielle. La cellule de coordination a rassemblé toutes les parties prenantes concernées par le traitement de cet épisode : Direction de la santé, Service du développement rural, Direction de l'équipement, structures hospitalières publiques et privées, Institut Louis Malardé, Conseil de l'ordre des médecins ainsi que le Syndicat de promotion des communes et le Service de la communication. Par ailleurs, conformément au protocole de suivi des épisodes épidémiques, le Haut-commissariat a été invité à participer aux travaux de cette cellule, qui s'est réunie chaque semaine.

La gestion de la crise s'est appuyée sur le plan de lutte anti-vectorielle récemment validé. Des mesures de lutte contre les moustiques ont été mises en place dès le 12 octobre par les équipes du Centre d'hygiène et de salubrité publique, appuyées par celles du service du développement rural (SDR), après une sensibilisation de la population réalisée par les équipes des communes concernées.

Une campagne de communication a été conduite sous l'égide du ministère de la santé et une diffusion large des messages à la population a été faite pendant tout le dernier trimestre 2014, à la fois par le canal des médias et au moyen de documents largement distribués.

L'épidémie a pris de l'ampleur tout au long du dernier trimestre, touchant successivement tous les archipels, pour atteindre son pic au début du mois de décembre 2014, avant d'amorcer une décroissance. Au total, près de 25% de la population polynésienne s'est adressée au système de soins. Des renforts en moyens humains ont été déployés pour faire face à l'afflux de demandes, au niveau des structures hospitalières ainsi que des dispensaires et centres spécialisés qui ont renoncé à partir du mois de novembre aux activités de prévention pour privilégier l'accueil en consultation des malades.

Cette épidémie s'est poursuivie jusqu'à la fin du mois de mars 2015. Un retour à la normale du fonctionnement des structures s'est opéré à partir de la mi-février.

2 - PROTECTION SOCIALE GENERALISEE

Le redressement des comptes sociaux de la Protection sociale généralisée (P.S.G.) est une priorité pour le ministère.

Les travaux en vue d'une réforme d'ensemble de la PSG ont été engagés dès le dernier trimestre 2014 et se poursuivent actuellement.

Le premier chantier concerne les mesures à engager en vue de garantir la viabilité du régime de retraite des salariés.

Face à la situation alarmante du régime de retraite de la « tranche A », en situation de déficit chronique depuis 2009 (-19 milliards de déficits techniques cumulés à fin 2013), et consécutivement à l'annulation des lois du Pays adoptées sur les retraites (LP n° 2012-10 LP/APF et LP n° 2012-12 LP/APF du 10 juillet 2012), plusieurs mesures d'urgence ont été prises dès 2013.

Le conseil des ministres a ensuite procédé en 2014 au resserrage de certains paramètres servant au calcul de la pension de retraite :

- par arrêté CM n° 559 du 2 avril 2014 applicable depuis le 1er mai 2014, le salaire moyen de référence est calculé sur la moyenne des 120 meilleurs mois sur les 15 dernières années d'activité (et non plus sur les 60 meilleurs mois des 10 dernières années d'activité) afin de mieux prendre en compte les contributions réelles durant la vie active.

- par arrêté CM n° 558 du 2 avril 2014 applicable depuis le 1er juin 2014, le taux d'abattement pour un départ à la retraite avant l'âge légal a été porté à 2 % par trimestre manquant au lieu de 0,75 % par trimestre manquant. Il reste calculé de manière linéaire.

De nouvelles mesures doivent être prises rapidement pour compléter la réforme structurelle déjà engagée du régime de retraite afin d'en assurer la sauvegarde. Elles passent par un durcissement des conditions de départ à la retraite dont celles qui étaient déjà prévues dans la loi du pays n° 2012-10 aujourd'hui annulée, de manière à repousser l'horizon de viabilité au-delà de 2032.

Le second chantier a trait à la maîtrise de l'évolution des dépenses de santé.

Il s'agit tout d'abord de la mise en œuvre du référentiel des produits et prestations de santé remboursables (LPPR) (arrêté CM n° 332 du 27 février 2014) et du taux de remboursement de l'assuré à 70%, voire 100% dans certains cas pour préserver l'accessibilité pour certaines personnes à une prise en charge de qualité (arrêté CM n° 347 du 28 février 2014). Ce codex de plus de 6 500 articles est à la fois un outil de référence technique décrivant les spécifications détaillées des produits et prestations remboursables par la CPS et un outil très fin de valorisation tarifaire adaptée aux spécificités du Pays. Sa mise en œuvre devrait engendrer une économie de 628 MF en année pleine.

Il s'agit ensuite de la mise en œuvre du référentiel de la CPAM (classification polynésienne des actes médicaux) dérivée de la CCAM métropolitaine (arrêté CM n° 331 du 27 février 2014). Cet outil permettra de connaître très précisément l'activité médicale prise en charge par la CPS puisqu'il existe dorénavant plus de 7 000 codes pour décrire chaque acte médical.

Ce référentiel permettra de valoriser les actes en fonction des avancées techniques. La CPAM est la transposition de la CCAM en Francs CFP. Un coefficient géographique a été négocié entre la CPS et les médecins pour parvenir à un taux de 1.69 à enveloppe constante mais avec des rééquilibrages entre les spécialités.

Il s'agit enfin de la transposition de la dernière évolution de la nomenclature des actes de biologie médicale (NABM) métropolitaine en Polynésie française (arrêté CM n° 426 du 17 mars 2014). Cette transposition devrait générer 113 MF d'économies en année pleine par l'adaptation des valorisations tarifaires aux évolutions technologiques des analyses de laboratoire.

Des mesures complémentaires (médecin référent, instauration d'un parcours de soins, mesures d'efficience des structures de santé, etc.) sont à l'étude dans le cadre des travaux en cours de réforme de la PSG et du SOS.

La réforme des conditions d'admission au régime de solidarité et le renforcement des contrôles pour leur respect. Cette réforme a été adoptée par voie de loi du pays du 29 juillet 2014, texte qui a fait l'objet d'un recours en annulation devant le Conseil d'Etat. Ce recours a été rejeté le 26 janvier 2015.

Cette réforme a été initiée dans un contexte d'impasse budgétaire du régime, et dans la perspective du retour de la participation financière de l'Etat au RST, absente depuis 2008.

L'objet du texte est d'alléger la procédure d'admission par la suppression de la commission d'admission, d'évaluer les ressources du ménage ou du demandeur individuel à partir de la composition du ménage et de la valeur d'éventuels avantages en nature dont bénéficie le demandeur. Désormais, à l'instruction du dossier, à défaut de pouvoir établir d'emblée le niveau de ressources du demandeur, celui-ci sera affilié de droit au régime contributif des non salariés. L'adoption des modalités d'application de ce texte est imminente.

Le retour de la participation de l'Etat au financement du régime de solidarité

Au cours du dernier trimestre de l'année 2014, des discussions portant sur un projet de convention relative à l'attribution par l'Etat d'une dotation annuelle de 12 millions d'euros par an sur l'exercice budgétaire triennal 2015-2016-2017 destinée au régime de solidarité, ont été entamées.

Elles se sont finalement concrétisées lors de la signature de la convention le 16 mars 2015 à Paris par le Président de la Polynésie française.

3- SOLIDARITE

En faveur de la famille

La lutte contre le surendettement des ménages :

La DAS a été partie prenante de cette lutte en participant aux commissions mais une sensibilisation des travailleurs sociaux au repérage des situations de surendettement des personnes et des familles, gagne à être renforcée.

La prise en charge de la petite enfance :

Une révision des procédures d'agrément des crèches et garderie a été entamée.

Favoriser la solidarité trans générationnelle

L'obligation alimentaire est intégrée dans la Loi organique du 26 février 2004 modifiée mais n'est pas appliquée du fait de l'absence de décret d'application. La non-application de cette obligation engendre des frais importants en termes d'aides sociales.

Une analyse juridique a été réalisée en 2014 pour permettre aux travailleurs sociaux de substituer l'obligation alimentaire dans les familles à l'automatisme des recours aux demandes d'aide sociale.

En faveur de la protection de l'enfance

Renforcement de la collaboration avec le service de la Protection judiciaire de la jeunesse (P.J.J.)
Une convention a été signée entre les directions de la DAS et de la P.J.J. pour améliorer les procédures de protection des mineurs.

L'agrément des accueillants familiaux

En 2014, la formation des accueillants familiaux s'est intensifiée et a été décentralisée avec des sessions de formation à Taravao, Raiatea et Huahine.

Cependant, un arrêté doit être élaboré en 2015 pour valider le contenu de cette formation et préciser les modalités de mise en œuvre par la DAS de la formation initiale et continue (durée, contenu, conditions de validation).

En faveur de la protection des personnes en perte d'autonomie et des personnes âgées

Le dispositif des unités de vie :

Actuellement les unités de vie fonctionnent sans agrément.

Il est nécessaire de mettre en conformité la procédure réglementaire les concernant en prenant appui sur la délibération n° 2003-15 APF du 9 janvier 2003 portant réglementation des établissements et services médico-sociaux. Cela permettra un contrôle pertinent par rapport aux prises en charge et une harmonisation des prestations minimales de service aux personnes.

Ce chantier de grande importance a été entamé en 2014 mais mis en instance en cours d'année faute de juriste.

Perspectives 2015

« Formation professionnelle »

La formation des travailleurs sociaux et des agents communaux sur la constitution des dossiers de demandes d'admission au RST découlant de la mise en œuvre de la loi du Pays n° 2015-3 du 25 février 2015 relative aux conditions d'admission au RST et au contrôle de leur respect, est une priorité pour le ministère .

« Protection de l'enfance »

La réflexion sur la création d'un dispositif d'investigation et d'orientation éducative relatif aux mineurs de 0 à 18 ans permettant une évaluation pluridisciplinaire des situations des mineurs en danger doit être poursuivie .

La garantie d'une protection administrative aux mineurs en risque de danger demeure une priorité du ministère.

« Solidarité »

En 2015, le ministère vise à développer et améliorer la politique de maintien à domicile des personnes âgées dans des conditions de vie dignes et soutenir les dispositifs d'aide à la personne .

L'une des priorités du schéma d'organisation sanitaire, sera de garantir un système d'accueil et/ou d'hébergement accès sur la qualité et la sécurité des personnes (unités de vie, schéma territorial des établissements et services médico-sociaux, accueil individualisé et spécialisé aux personnes atteintes de troubles psychiatriques, établissements spécialisés d'aide par le travail (ESAT)). Ainsi, la construction d'un Institut médico-professionnel (I.M.Pro) sur la presqu'île a été actée pour 2015.

L'action en faveur des handicapés : sous l'égide du ministère de la solidarité, une réflexion sur la réactualisation de la délibération n° 82-36 du 3 avril 1982 relative à l'action en faveur des handicapés, a démarré au cours du dernier trimestre 2013. Elle sera relancée en 2015.

« Cohésion sociale »

La réforme des aides sociales servies par les fonds d'action sociale sera élaborée dans le cadre d'un séminaire des agents de la DAS au cours du second semestre 2015 et lors des travaux sur la réforme de la PSG .

Afin de garantir des conditions d'accueil dignes pour les personnes sans domicile fixe, l'activité d'hébergement de l'association TE TOREA sera prochainement transférée dans des locaux rénovés et sécurisés.

1.10 Ministère de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement

L'année 2014 fut une année de transition, marquée par la volonté du gouvernement d'initier une démarche volontariste d'intégration et de valorisation du patrimoine culturel et naturel de la Polynésie française, dans la définition et la planification de la politique sectorielle du tourisme. Seuls les objectifs et les programmes d'action principaux dans les domaines de la culture, de l'environnement et de la communication sont présentés ci-après.

En matière de culture, les efforts se sont concentrés sur trois objectifs principaux : (1) la définition d'une politique sectorielle des arts et d'un cadre réglementaire portant sur le métier d'artiste et sur la création artistique, (2) le développement d'une économie culturelle et (3) la protection du patrimoine culturel, notamment immatériel.

S'agissant de la politique sectorielle et du cadre réglementaire sur les arts, le pays a lancé une vaste consultation des parties prenantes intervenant dans les domaines de la culture, dénommée « Honorahu'a », en capitalisant sur le recensement effectué fin 2013 concernant les trois grandes catégories d'art : arts traditionnels, arts classiques et arts contemporains. Ces travaux devraient permettre en 2015 de définir des priorités et un plan d'action en matière culturelle, notamment un statut juridique pour les artistes et une carte professionnelle visant à garantir une reconnaissance et une protection des métiers artistiques.

Dans l'objectif de développement d'une économie culturelle, deux programmes principaux ont été conduits.

Le premier programme porte sur la labellisation de sites culturels dans un but de valorisation internationale de la destination Polynésie française. Le classement au patrimoine mondial de l'UNESCO du site culturel « Te pō » de Taputapuātea (Raïatea) et de plusieurs sites aux Marquises est envisagé. Plusieurs opérations ont été menées afin de constituer les dossiers de classement : collecte de données à Opoa-Raïatea, transcription et traduction des recueils ethnologiques relatifs à Taputapuātea et aux îles Marquises, consolidation des fonds sonores, iconographiques et audiovisuels. En outre, deux réunions du comité de pilotage « patrimoine mondial de l'UNESCO » ont eu lieu au cours de l'année afin d'adopter des orientations stratégiques concernant les deux projets de classement.

Le second programme consiste dans le soutien aux événements culturels locaux et aux grandes manifestations. Grâce à une politique volontaire de communication et de diversification de l'offre, l'activité culturelle a connu une nette augmentation au cours de l'année 2014. Ainsi, les activités permanentes de TFTN auront permis de gérer près de 77 920 personnes dans le cadre de la médiathèque, des cours et des ateliers, des expositions d'art, du salon du livre ou encore du FIFO.

En outre, de nombreux spectacles et manifestations ont été organisés, parmi lesquels :

- 11^{ème} Festival du Film documentaire Océanien (FIFO) , du 02 au 09 février 2014.
- Le 2^{ème} Festival du « Uru », du 13 au 15 mars 2014
- 1^{er} Festival International de graffiti « Ono'u », du 10 au 11 mai 2014
- 14^{ème} Salon du Livre du 05 au 08 juin
- arrivée de Hokulea le 22 juin 2014
- 30^{ème} anniversaire de l'autonomie Interne de la Polynésie Française, le 29 juin
- 1^{er} festival du Tapa du 12 au 19 novembre 2014
- festival du « Monoi here »
- Noël en livres -1^{ère} édition-La Cuisine.

TFTN a par ailleurs programmé : 12 pièces de théâtre pour plus de 90 représentations, 13 concerts, 17 représentations scolaires, 6 projections du « Cinematamua », 5 salons, le « Heiva » des écoles, les 12 soirées du « Heiva i Tahiti », le « Hura Tapairu » et 19 spectacles (danses, magie).

Le Musée de Tahiti a également participé à cette activité importante du secteur culturel, notamment par la programmation de 4 expositions :

- « après Gauguin, la peinture à Tahiti de 1903 aux années 60 » du 4 décembre au 24 mai
- « les tahitiens dans la seconde guerre mondiale », du 5 au 26 juillet
- « l'épopée de la nacre polynésienne », du 08 août au 11 octobre
- « tapa d'Océanie, d'hier et d'aujourd'hui » du 11 novembre au 21 février.

Grace à la variété des expositions proposées et des manifestations organisées, le Musée de Tahiti a constaté pour 2014 une augmentation de sa fréquentation, avec 26 236 entrées contre 20 576 en 2013. Cependant la fréquentation touristique reste très faible, avec 7 241 entrées, et pour 2015, le Ministère souhaite accompagner le Musée dans une démarche de communication plus ciblée vers le public touristique.

S'agissant de la protection du patrimoine culturel, deux programmes principaux ont été menés.

Le premier programme réside dans la protection juridique du patrimoine culturel polynésien, avec l'élaboration du code du patrimoine, dont le premier livret a été soumis au Haut conseil, qui a rendu son avis en octobre 2014. Il devrait être présenté à l'assemblée de la Polynésie française au cours de l'année 2015.

Le second programme consiste dans des actions de protection et de valorisation du patrimoine archéologique et historique de la Polynésie française, avec notamment :

- valorisation du site archéologique de Opunohu (signalétique)
- le réaménagement et la sécurisation des sentiers reliant les différentes structures du site archéologique de Opunohu
- la mise en valeur des espaces de sous-bois entourant les structures du site archéologique de Opunohu
- la sécurisation de la pierre dressée du marae Taputapuatea de Papetoai, à Moorea, dans le cadre du projet d'aménagement du débarcadère de Papetoai initié par la direction de l'équipement
- la dépollution et la sécurisation du site du marae Mahaiatea à Papara.

En matière d'environnement, les programmes d'action ont été orientés selon les trois objectifs principaux suivants : (1) la garantie de la durabilité du développement des activités économiques et urbaines, (2) la préservation de la biodiversité locale et la bonne santé du patrimoine naturel polynésien, (3) la mise en place d'un cadre institutionnel favorable au développement durable de la Polynésie française.

S'agissant de la durabilité des activités économiques et urbaines, trois programmes importants ont été conduits.

Le premier programme consiste dans la valorisation de ressources naturelles à des fins touristiques. Il s'agit notamment de l'entretien des sentiers d'Opunohu et de la gestion du parc naturel de Te Fauti (Papenoo) afin de permettre les randonnées, de la mise en œuvre de plusieurs études nécessaires dans le cadre de la révision du label réserve de biosphère de Fakarava qui a permis une augmentation de la fréquentation touristique de l'île et, de l'encadrement des activités touristiques liées à l'observation et à l'approche des baleines, tortues et requins.

Le second programme consiste dans des actions contribuant à la gestion des déchets et des eaux usées en Polynésie française, avec notamment :

- la collecte et traitement des déchets ménagers spéciaux (piles, batteries, huiles usagées) de Tahiti et le rapatriement de déchets spéciaux en provenance de 17 îles
- la collecte et traitement des carcasses de véhicule hors d'usage de Tahiti et Moorea
- la participation financière du Pays à la gestion des déchets : apurement des dettes envers le SMO Fenua Ma, paiement de la contribution exceptionnelle 2013 de 300 MF

- CET de Rapa et Nuku Hiva : mise en conformité des équipements de sécurité et transfert des ouvrages
- le recensement et classification des décharges de Tahiti à réhabiliter
- l'assainissement de Papeete (financement contrat de projet) : 1^{ère} tranche versée pour le démarrage des travaux de mise en place de la station d'épuration et de l'émissaire de rejet des eaux traitées ;
- l'assainissement de Papeete (financement FED) : extension du réseau de collecte.

Le troisième programme réside dans la gestion durable des ressources en eau, avec notamment :

- l'élaboration de la politique sectorielle de l'eau, s'appuyant sur le recrutement d'un assistant technique et la réalisation d'un diagnostic des sous-secteurs de l'eau
- l'étude sur les ressources souterraines, contractualisation envisagée avec le BRGM
- le diagnostic de l'état de santé des rivières de Tahiti.

S'agissant de la préservation de la biodiversité locale et du patrimoine naturel polynésien, le programme principal d'action se décompose d'une part, en actions de conservation des espèces les plus menacées et de leur écosystème et d'autre part, en actions de lutte contre les espèces envahissantes. Il s'agit notamment de :

- la conservation des oiseaux menacés : monitoring des dernières colonies de Monarque en cours sur Tahiti et Fatu Hiva
- la conservation des escargots endémiques : poursuite du monitoring des populations de partulas
- la conservation des espèces végétales menacées : entretien de parcelles conservatoires sur Tahiti, Nuku Hiva et Raiatea
- la lutte contre les espèces envahissantes : poursuite des travaux du réseau de veille, avec des opérations d'inventaire des infestations par île, la sensibilisation des populations, et la formation d'observateurs-relais
- la lutte contre la petite fourmi de feu (PFF) sur Moorea et Rurutu, avec la poursuite du monitoring et du traitement curatif des zones infestées
- la lutte contre le miconia : campagne d'arrachage sur Fatu Hiva.

S'agissant du cadre institutionnel favorable au développement durable, il s'agit surtout de travaux réglementaires et d'étude de faisabilité : projet de loi cadre sur la prévention et la gestion des déchets, études préalables à la mise en place de la responsabilité élargie du producteur, notamment pour les piles, huiles et batteries, refonte de la réglementation sur les études d'impact environnemental et autres amendements du code de l'environnement.

En matière de communication, TNTV s'est positionné sur de nouvelles orientations stratégiques avec le changement de direction. Le plan d'action mis en place en 2014 proposait :

- l'ajustement de la grille des programmes ;
- la fidélisation des téléspectateurs et la valorisation des espaces disponibles pour les annonceurs ;
- la croissance des ressources propres incluant le chiffre d'affaires publicitaire et la diversification ;
- le recentrage sur les productions propres à la chaîne ;
- l'arrivée de nouveaux visages à JT ;
- des formations qualifiantes.

Par ailleurs, la maîtrise des coûts et l'apurement du passif de la chaîne ont été au cœur du projet de la direction. Ces orientations permettent à la chaîne de débiter l'année 2015 avec une situation apaisée, et des perspectives multiples pour l'avenir, notamment avec le déploiement d'une stratégie digitale cohérente.

2 EXECUTION DES PROGRAMMES BUDGETAIRES

PREAMBULE

L'intérêt d'un classement par mission

Outre le classement traditionnel par nature, un regroupement des opérations de recettes ou de dépenses par mission (et programme à l'intérieur de chaque mission) a été introduit pour permettre aux élus de mieux visualiser les actions du Pays : les missions (chapitres) reflètent les grands choix de la politique publique (en matière d'emploi, d'éducation, de santé..) et les programmes (sous-chapitres) affichent le découpage des actions concourant à la réalisation d'une mission.

Pour chaque mission identifiée, il est donc possible de suivre le détail, tant en investissement qu'en fonctionnement, de toutes les ressources votées par l'Assemblée de la Polynésie française pour financer les dépenses votées aux fins d'exécution de cette mission.

Aussi, la nomenclature par mission et programme a-t-elle été conçue comme un instrument d'information destiné à faire apparaître, par activité, les dépenses et les recettes du Pays.

Sans être une véritable comptabilité analytique qui vise à dégager les coûts et les prix de revient d'un produit fabriqué par l'entreprise, le classement qu'autorise cette nomenclature permet de s'en approcher largement.

Le champ d'application de la nomenclature par mission

Le Pays fait figurer les opérations retenues au budget sous forme d'une présentation croisée «mission-nature», chaque mission équivalant à un chapitre budgétaire et chaque nature correspondant à un article budgétaire.

La combinaison chapitre-article permet à tout lecteur du document budgétaire de connaître le coût analytique de chaque mission ou programme (lecture verticale) et le coût détaillé de chaque nature de recette ou de dépense (lecture horizontale).

La présentation de la nomenclature par mission : codification

Chaque mission est ventilée en programmes ; ceux-ci accueillent aussi bien des recettes et des dépenses de fonctionnement que d'investissement : le même libellé de mission ou de programme se retrouve en section de fonctionnement et en section d'investissement, facilitant ainsi un tri des informations par mission ou programme.

2.1 MISSION « POUVOIRS PUBLICS »

Programme « Gouvernement »

Périmètre

Ce programme accueille les crédits nécessaires au fonctionnement de la Présidence de la Polynésie française, de la vice-présidence et des ministères.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 546 797 511 Francs CFP
- investissement : 11 534 267 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96001	Gouvernement	-	-	-	-	-	-

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 1 082 413 911 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction du budget et des finances (DBF)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Suivi et évaluation des politiques publiques et des plans de développement économiques et sociaux	- production de 26 livrets de type « fiche de description et de suivi de politique publique sectorielle » (FDSPPS). - premier rapport « débat d'orientation budgétaire » (DOB) comportant un volet suivi et évaluation mettant en avant les objectifs et les indicateurs de performance.
Création et mise en place d'un observatoire des mécanismes de soutiens économiques et sociaux de la Polynésie française	- conception et réalisation - renseigné d'une partie seulement des dispositifs économiques

Service des moyens généraux (SMG)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Programme « Gouvernement »	Personnel mis en service dans les cabinets : 44 agents (comptables, secrétaires, chauffeurs, plantons).

Programme « Assemblée de Polynésie française »

Périmètre

Ce programme comptabilise les dotations versées à l'Assemblée de la Polynésie française.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 2 177 400 000 Francs CFP
- investissement : 0 Francs CFP

Programme « Conseil économique, social et culturel »

Périmètre

Ce programme comprend les dotations versées au Conseil Economique, Social et Culturel

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 98 881 000 Francs CFP
- investissement : 5 000 000 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96003	Conseil Economique, Social et Culturel	6	6	0	5	1	18

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 108 304 539 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Secrétariat général du Conseil économique social et culturel (SG-CESC)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Le Secrétariat général est chargé d'apporter l'assistance nécessaire au fonctionnement administratif, juridique et comptable au CESC.	<ul style="list-style-type: none">- Projets de « lois du pays » : 14 avis rendus- Auto saisine sur des sujets d'actualité : 1 en cours- Vœux sur des sujets d'actualité : 4- 209 réunions réparties comme suit :<ul style="list-style-type: none">- Commissions permanentes : 152- Bureau : 34- Tenue des 3 collèges : 8- Séances plénières : 18
Assemblée des conseils économiques, sociaux et régionaux de France (ACESRF)	Participation du Président du CESC : 5 séances plénières dont une décentralisée à la Réunion/Mayotte
Dans le cadre des échanges entre les collectivités du Pacifique	<p>Déplacement du Président du CESC accompagné de deux membres en Nouvelle-Calédonie et à Wallis et Futuna :</p> <ul style="list-style-type: none">- pour l'étude d'un projet de vœu commun relatif à une demande d'une étude d'impact sur les changements climatiques dans les collectivités françaises d'Outre-mer dans le Pacifique (Polynésie française, Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna) ;- pour l'étude d'une autosaisine sur les relations économiques de la Nouvelle-Calédonie avec les pays insulaires du Pacifique.

Programme « Haut-Conseil »

Périmètre

Périmètre non défini par l'instruction comptable

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 10 125 610 Francs CFP
- investissement : 0 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96004	Haut Conseil	3	1	1	0	0	5

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 97 669 336 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Secrétariat général du Haut Conseil (HC)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Avis rendus sur les projets de lois du pays <i>Cf. Article 5-I de l'arrêté n° 1398/CM du 17 octobre 2013. - Consultation sur les projets de lois du pays, de délibérations et de conventions définies aux articles 16, 17 et 25-II de la loi organique statutaire</i>	Le Haut conseil a été saisi de 50 projets de loi du pays. Il a rendu un avis sur tous ces textes, à l'exception d'un seul, pour lequel il a estimé n'avoir pas été saisi avec un délai suffisant pour se prononcer dans des conditions facilitant un examen serein et approfondi. Le Haut conseil n'a rendu qu'un seul avis entièrement négatif, fondé sur le risque encouru, en cas de contentieux, à raison de la probable méconnaissance de la répartition des compétences entre la Polynésie française et l'État.
Avis rendus sur les projets de délibérations à caractère réglementaire à l'exception des projets de délibération à caractère exclusivement budgétaire <i>Cf. Article 5-I de l'arrêté n° 1398/CM du 17 octobre 2013. - Consultation sur les projets de lois du pays, de délibérations et de conventions définies aux articles 16, 17 et 25-II de la loi organique statutaire</i>	Le Haut conseil a été saisi de 30 projets de délibération. Il a rendu un avis explicite dans tous les cas, à l'exception d'un seul.
Avis rendus les dispositions législatives soumises au Conseil constitutionnel aux fins de « déclassement » <i>Article 5-II. de l'arrêté n° 1398/CM du 17 octobre 2013. - Saisine du Conseil constitutionnel, du tribunal administratif de la Polynésie française ou du Conseil d'Etat</i>	Le Haut conseil a proposé au Président de la Polynésie française, par 7 avis motivés, de saisir le Conseil constitutionnel. Parmi ces 7 demandes de déclassement que le Président de la Polynésie française a transmis au Conseil constitutionnel, 6 d'entre elles ont déjà fait l'objet d'une décision. La Haute juridiction a reconnu dans cinq de ces décisions l'empiètement total ou partiel de l'État dans des matières relevant désormais de la compétence de la Polynésie française. Elle a ainsi procédé à leur déclassement comme en dispose l'article 12 de la loi organique statutaire.
Les demandes d'avis aux juridictions administratives <i>Article 5-II. de l'arrêté n° 1398/CM du 17 octobre 2013. - Saisine du Conseil constitutionnel, du tribunal administratif</i>	Dans le cadre de l'examen des projets de textes émanant du Gouvernement, le Haut conseil s'est saisi de questions juridiques qu'il a jugées utile de transmettre aux

<i>de la Polynésie française ou du Conseil d'Etat</i>	<p>juridictions administratives.</p> <p>Il s'agit notamment de questions de droit qui posent des difficultés d'interprétation ou de mise en œuvre de la loi organique statutaire.</p> <p>Ainsi a-t-il proposé au Président de la Polynésie française de saisir le tribunal administratif de 12 demandes d'avis à transmettre au Conseil d'État, en application de l'article 175 du statut d'autonomie.</p> <p>9 de ces demandes d'avis ont été transmises aux juridictions administratives, et le Conseil d'État a rendu quatre avis.</p>
<p>Avis rendus sur des projets d'arrêtés réglementaires</p> <p><i>Cf. Article 5-IV de l'arrêté n° 1398/CM du 17 octobre 2013. - Consultation sur les projets d'arrêtés réglementaires</i></p>	<p>Le Haut conseil a rendu un avis sur les 8 projets d'arrêtés, dont il a été saisi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 étaient des projets d'arrêtés d'application de projets de loi du pays soumis par ailleurs au Haut conseil ; - 4 étaient des projets d'arrêtés d'application de projets de délibération soumis par ailleurs au Haut conseil (dont 3 dans le domaine des marchés publics) ; - 1 projet d'arrêté qui portait sur l'appellation d'origine « Vanille de Tahiti » ; - 1 projet d'arrêté relatif aux attributions et au fonctionnement du Haut conseil.
<p>Avis rendus sur des questions de droit</p> <p><i>Cf. Art. 6. de l'arrêté n° 1398 CM du 17 octobre 2013. — Consultation facultative du haut conseil</i></p>	<p>Le Haut conseil a rendu un avis sur les 12 questions de droit dont il a été saisi ; l'une portait sur un projet d'ordonnance relative à la Partie Législative d'un code national.</p>
<p>Les observations formulées dans le cadre de procédures contentieuses ou pré-contentieuses</p> <p><i>Cf. Art. 27 de l'arrêté n° 1398 CM du 17 octobre 2013. - Information du haut conseil sur les contentieux le concernant</i></p>	<p>Il a rendu 12 avis par lesquels il a présenté au secrétariat général du Gouvernement les arguments en défense dont il a estimé nécessaire qu'ils soient portés à la connaissance de la juridiction administrative (11 avis) ou de la Commission d'accès aux documents administratifs (1 avis).</p>
<p>Avis rendus sur auto saisines</p> <p><i>Cf. Art. 3 de l'arrêté n° 1398/CM du 17 octobre 2013. – Recommandations du haut conseil</i></p>	<p>Il est à l'origine de 35 propositions et recommandations intéressant la mise en œuvre des compétences du Pays qu'il a transmis au Président de la Polynésie française.</p> <p>Il a formulé à l'attention du Président de la Polynésie française 32 propositions de modification de la loi organique statutaire : ces avis peuvent être qualifiés de « techniques » dans la mesure où ils sont inspirés par la pratique quotidienne du statut, par l'évolution de la jurisprudence et par les avis émis par les juridictions administratives. Ils s'inscrivent donc dans une démarche pragmatique d'amélioration du fonctionnement du statut d'autonomie, indépendamment de choix politiques qui n'appartiennent naturellement qu'aux responsables seuls dotés de la légitimité pour les exprimer.</p>
<p>La codification</p> <p><i>Cf. article 7 de l'arrêté n° 1398/CM du 17 octobre 2013.- Attributions en matière de codification et de consolidation des textes législatifs et réglementaires</i></p>	<p>À l'occasion de l'examen de trois projets de loi du pays, il a proposé la refonte globale du code de l'environnement et la création de deux nouveaux codes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code de la concurrence de la Polynésie française ; - le code polynésien du patrimoine. <p>Par ailleurs, il a été saisi par le Gouvernement de la question de la procédure à suivre en vue de refondre le code de l'aménagement de la Polynésie française et de créer un code polynésien de la construction et l'habitation.</p> <p>Il s'est en outre saisi de la question de la codification de deux branches du droit local, dans la perspective de la création :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un code des finances publiques de la Polynésie française ; - d'un code polynésien de la propriété intellectuelle.
Etudes	<p>Sur le fondement de l'article 10 de la délibération n° 2013 du 11 juillet 2013 alors en vigueur, le Président de l'Assemblée de la Polynésie française a demandé au</p>

	<p>Haut conseil de la Polynésie française de formuler toutes propositions utiles afin de pallier ces inconvénients, et de faciliter ainsi la rénovation d'un régime contentieux devenu peu compréhensible, afin de le mieux concilier avec la logique démocratique et l'efficacité de l'action publique.</p> <p>Le Haut conseil s'est attaché, non seulement à formuler des propositions destinées à pallier aux insuffisances du régime en vigueur quant à la sécurité juridique des lois du pays et aux difficultés inhérentes au caractère suspensif du recours, mais aussi à formuler d'autres propositions connexes, dans le but de voir la loi organique fixer entièrement le régime juridictionnel spécifique des lois du pays afin que la Polynésie française, dans un souci d'intelligibilité, puissent épuiser sa compétence en ce domaine.</p>
--	---

Programme « Administration générale »

Périmètre

Ce programme retrace les actions visant à :

- faire évoluer et faire appliquer le code civil, la procédure civile et l'accès au droit, effectuer le contrôle des activités et professions réglementées : professions juridiques et judiciaires, commerçants étrangers, agents immobiliers, agents d'affaires (sauf débits de boissons, salles de jeux et tombolas qui relèvent du programme « Cohésion sociale »),
- organiser les archives du Pays, le dépôt légal des imprimeurs, la traduction de tout document émanant des différentes instances du Pays ou, sur décision du ministre de tutelle, d'autres personnes morales de droit public, l'interprétariat d'interventions,
- assurer la représentation du Président de la Polynésie française et du gouvernement dans les archipels et la représentation du Pays à Paris, Bruxelles et Pékin, réaliser le contrôle supérieur des régimes de protection sociale de Polynésie française et des organismes qui les gèrent,
- optimiser l'emploi des ressources qui sont affectées à l'administration du Pays (conseil, contrôle et inspection des services administratifs et des établissements publics).

Ce programme accueille également l'impression des parutions officielles et notamment du journal officiel de Polynésie française, l'étiquette et la préséance lors des cérémonies officielles et réceptions organisées par le Président de la Polynésie française, l'accueil et l'hébergement des personnalités et des hôtes du Pays, la surveillance et la sécurité de biens immobiliers et de personnes liés à l'activité des pouvoirs publics et le soutien logistique des cabinets de la présidence, de la vice-présidence et des ministères.

Sont également prévues dans le programme « Administration générale », les actions juridiques de la Polynésie française, du secrétariat du conseil des ministres et l'assistance administrative à tous publics.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 299 739 228 Francs CFP
- investissement : 64 990 745 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (source : DGRH) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96005	Administration générale	39	43	51	359	7	499

Masse salariale dédiée au programme (source : POLYGF) : 2 532 475 064 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

0 Franc CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Circonscription des Australes (CAU)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Représentation du Président du Pays et du Gouvernement dans l'archipel des Australes	Suivi technique et administratif des dispositifs d'aides au développement, logement
Relations avec les services centraux du Pays	<ul style="list-style-type: none">- Phénomène exceptionnel du 07 juin 2014 : appui technique et logistique ;- Participation à la Commission Locale d'Aménagement (CLA) sur TUBUAI ;- Préparation de l'avant-projet du centre administratif ;- Préparation sur l'organisation de la campagne lutte anti-vectorielle de Chikungunya et de dengue sur l'île de TUBUAI ;

Circonscription des Iles Sous-le-Vent (CISL)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Représentation du président du Pays et du gouvernement	<ul style="list-style-type: none">- « comité de gestion du patrimoine des biens matériels et immatériels » du marae Taputapuatea pour son inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO ;- comité local du projet INTEGRE ;- conseils d'établissement des lycées et collèges des ISLV ;
Animation et coordination des actions de l'ensemble des subdivisions déconcentrées	- Organisation logistique d'une tournée administrative dans les 7 communes de l'archipel, animation et coordination de la tournée sur le terrain.
Consultation du tavana hau	- 115 avis rendus sur les demandes d'occupation du domaine public maritime et aéroportuaire, de locations de terres et de locaux domaniaux, d'extraction de matériaux coralliens et de roches, de concours financiers aux communes.
Partenariat avec l'Etat	<ul style="list-style-type: none">- Accompagnement des missionnaires de la mission d'évaluation de la prospective et de la dépense de l'Etat, la SPDEPE ;- Mission d'évaluation du Contrat de projet des installations financées : laboratoire et pharmacie de l'hôpital d'Uturoa, le lotissement OPH Vaitemanu à Uturoa, et les sites de mouillage et d'aménagement pour le tourisme nautique.

Circonscription des Marquises (CMQ)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Représentation du Président du Pays et du gouvernement	<ul style="list-style-type: none">- 26 tournées administratives- participations aux réunions UNESCO- participations aux réunions CODIM- suivi dossier lutte antivectorielle archipel- participations aux réunions des conseils d'Etablissement des collèges des Marquises
Représentation Ministre Equipement	<ul style="list-style-type: none">- délégation signature au titre de la Subdivision de l'Urbanisme- délégation signature au titre de la Subdivision de l'équipement

Circonscription des Tuamotu-Gambier (CTG)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Mission de représentation du président du pays et du gouvernement	5 déplacements effectués : <ul style="list-style-type: none">- inauguration des infrastructures communales : Tatakoto-Hikueru, Makemo-Tureaia-Reao, Fakarava, Anaa- Faaite et Rangiroa ;- conseil d'établissement du collège de Makemo ;- comité de gestion de la réserve de biosphère de Fakarava.
Animation et coordination des actions de l'ensemble des subdivisions déconcentrées	Organisation logistique de 8 tournées administratives, animation et coordination de ces tournées sur le terrain.
Consultation du tavana hau	228 avis rendus sur des demandes d'occupation du domaine public maritime, aéroportuaire, de location de terres domaniales, d'extractions et, de concours financier aux communes.
Partenariat avec l'Etat	<ul style="list-style-type: none">- 5 déplacements effectués avec l'Etat pour faire le point des projets communaux, visites et inauguration d'équipements structurants.- Coordination des actions du Pays dans le cadre de la réhabilitation de l'atoll de HAO, de sa reconversion économique et de sa reconstruction humaine dont l'installation de la ferme aquacole Tahiti Nui Ocean Foods (lettre de mission n°7345/PR du 09/12/2014). 47 rencontres formelles- Préparation du 1er comité de pilotage du 8 décembre réunissant commune, Etat, Forces Armées et Pays.- Tu Pua Kato - Coordination de la formation professionnelle de 3 mangarévien en métropole.

Direction générale des affaires économiques (DGAE)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Elaboration de textes réglementaires	<ul style="list-style-type: none">- Refonte du statut du notariat : 1 projet de loi du pays- Réglementation des experts comptables, comptables et agents de comptabilité indépendants: 1 projet de loi de pays

Traitement des demandes d'habilitation, nominations et autorisations	<ul style="list-style-type: none"> - Commandant de brigade de gendarmerie aux fonctions de notaire : 3 habilitations - Agents spéciaux d'assurances : 6 habilitations (sur 8 demandes) - Collaborateurs d'agents immobiliers : 94 habilitations (sur 127 dossiers traités) - Clercs d'huissier de justice : 4 nominations - Généalogistes : 2 autorisations - Agent de recouvrement : 1 autorisation - Agents immobiliers : 15 autorisations
Traitement de contentieux	Notaires : 1

Délégation générale à la protection sociale (DGPS)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration et comité de gestion des régimes de protection sociale	Rédaction de 174 rapports
En outre, la DGPS a été destinataire de l'ensemble des délibérations exécutoires de plein droits, des conseils d'administration RGS ou RNS, donnant lieu à un avis de la DGPS.	
Traitement de l'ensemble des contentieux principalement devant la juridiction administrative se rapportant à la protection sociale (médecins libéraux, CSTP-FO, SDIRAF, admission au RST, etc...)	
Avis juridiques rendus sur consultation des autorités de tutelle.	
Elaboration et suivi de la procédure de recrutement de l'agent comptable de la CPS.	
Elaboration de projet de réglementation relatif à la protection sociale (réforme des conditions d'admission au RST, réforme de la représentativité des syndicats de salariés au CA de la CPS, actualisation de la réglementation sur la déclaration des avantages en nature soumis à cotisations, etc...)	

Délégation de la Polynésie française (DPF)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Représentation du gouvernement	<ul style="list-style-type: none"> - Rencontre avec le nouveau Président de la Communauté du Pacifique Sud (CPS) en présence de l'ambassadeur du Pacifique ; - Participation à différentes conférences ou colloques (10) ; - Représentation du ministre de la culture au conseil d'administration de l'agence de promotion et de la diffusion des cultures d'outre-mer
Rencontres avec diverses représentations institutionnelles	<ul style="list-style-type: none"> - Visites de courtoisie aux représentants à Paris de la Nouvelle-Calédonie et de Wallis et Futuna ; - Visite de courtoisie à la Mairesse du 5ème arrondissement de Paris ; - Réunions avec le sous-directeur de la DGOM sur les dossiers européens, le SMA sur la problématique du recrutement des Polynésiens en Métropole. - Rencontre avec la chargée de mission au sein de la fédération des entreprises publiques locales.

Organisation logistique des missions des autorités institutionnelles	<ul style="list-style-type: none"> - 26 missions des membres du gouvernement - 21 missions autres autorités institutionnelles <p>Soit 221 jours d'assistance logistique</p>
Accompagnement des associations d'étudiants polynésiens ainsi que la communauté polynésienne (technique, logistique et administratif) en Métropole	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à dispositions de locaux (16 associations – 1400 entrées – 140 jours de présence) ; - Création et mise à jour du listing des associations polynésiennes ; - Réunions avec les associations d'étudiants ; - Proposition de convention entre le Pays et les opérateurs d'hébergements ; - Réunions de travail avec le directeur général du CNOUS (centre national des œuvres universitaires et scolaires) ; - Interventions sociales : visites des malades (65), aide à la constitution de passeport (9), accompagnement de familles lors de décès (3)
Partenariat avec les associations polynésiennes ou organismes français dans le cadre de la valorisation de l'image du Pays	<ul style="list-style-type: none"> - participation à l'organisation de l'événement « Vendée Va'a » prévu en mai 2015 ; - Exposition des « Tamar'ii Volontaires » ; - Organisation de la fête de la musique ; - Préparation à l'événement des fêtes maritimes à Brest en 2016 pendant laquelle la Polynésie sera mise à l'honneur : rencontre avec le maire de Brest ; - Rencontres avec le président du musée du Quai BRANLY au sujet d'éventuelles animations autour de l'exposition sur les Marquises programmée en 2016.
Actions socio-économiques en partenariat avec les entreprises polynésiennes	<ul style="list-style-type: none"> - Co-organisation d'expositions-ventes de produits polynésiens (43) ; - Aide à la mise en place des expositions et à la confection de cocktail pour les soirées de vernissage des expositions, soutien à la communication de ces événements.
Communication politique des autorités institutionnelles	40 communiqués à l'adresse des médias polynésiens.

Inspection générale de l'administration (IGA)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Chantiers et activités permanents	<ul style="list-style-type: none"> - Enquêtes administratives : 2 - Audits et études : 5 - Suivi des établissements publics (EP) - Avis sur les projets de réorganisation des services et des établissements publics : 29 - Avis sur les nominations de commissaires de gouvernement : 5 - Participation aux commissions consultatives : 11 (conseil supérieur de la fonction publique (1), commission d'évaluation des diplômes étrangers (1), commission des métiers et des compétences (8), concertation globale tripartite (1)). - Jurys : 14 (concours de la fonction publique, examens professionnels. Sur l'année 2014, l'IGA a été membre de 13 jurys d'examens professionnels et de 1 jury de concours, ce qui correspond à 13 jours en équivalent temps plein pour l'année 2014). - Commission de recours d'admission au RSPF : 7 séances, 71 recours pour 71 dossiers (présidée par le chef de service de l'IGA (sans délégation possible. Son secrétariat est assuré par la direction des affaires sociales).
Chantiers transversaux	- Rapport annuel du Président à l'APF

	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel des établissements publics - Réactualisation du guide de fermeture des établissements publics
--	---

Service de l'imprimerie officielle (IO)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
JOPF	<ul style="list-style-type: none"> - Impression de 943 684 feuilles pour 337 abonnements - 223 numéros totalisant 22 402 pages - Augmentation par rapport à 2013 due à l'insertion des actes relatifs à l'extension en Polynésie française des titres de propriété industrielle, des codes, etc.
Compte-rendu intégral APF (PV de janvier à novembre 2011)	<ul style="list-style-type: none"> - 7 numéros totalisant 1 285 pages - impression de 10 280 feuilles pour 16 exemplaires
Autres ouvrages imprimés	<ul style="list-style-type: none"> - Budget de la Polynésie 2014 : 50 exemplaires - Codification du travail (JOPF n° 27NS/2011) broché – reprographie : 80 exemplaires - Codification du travail (JOPF n° 45NS/2011) broché – reprographie : 30 exemplaires - Code de procédure civile 2010+ note additionnelle 2012 – reprographie : 40 exemplaires - Code des douanes 2014 (mis à jour au 1er avril 2014) : 200 exemplaires - Code des impôts 2014 (mis à jour au 1er juillet 2014) : 350 exemplaires
Vente des productions issues des ateliers	<ul style="list-style-type: none"> - Registres d'état-civil : 247 exemplaires - Confection carnets, blocs : 6 195 exemplaires - Travaux de reliure : 79 900 exemplaires - Impressions de divers imprimés : 245 395 exemplaires - Brochures tous formats confondus : 1 055 exemplaires - Autres registres : 210 exemplaires - Insertions au JOPF (avis des marchés publics, surendettement, jugements du TMC) : 203 exemplaires

Service du protocole (PRO)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Organisation des cérémonies officielles et réceptions	11
Organisation du séjour des personnalités extérieures	
Déroulement des interventions publiques du Président et des membres du Gouvernement	
Organisation du séjour des délégations officielles à l'extérieur du Pays	
Visites guidées de la Présidence de la Polynésie française	
Visites de courtoisie	12
Accueil à l'aéroport	35
Organisation réunions, séminaires, colloques, conférences de presse	

Service assistance et sécurité (SAS)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Gardiennage des locaux des institutions et services administratifs	<p>gardiennage 24h/24, 7 jours/7du :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bâtiment de la Présidence ; - Bâtiment de la Vice/Présidence - Bâtiment du Gouvernement, - Bâtiment A1, A2, Bâtiment de la DA.F. - Ministère du Tourisme <p>Par un effectif de 48 agents.</p>
Surveillance des sites et domaines publics	<ul style="list-style-type: none"> - Surveillance et gardiennage du domaine du Mahana (commune de PUNAAUIA) d'une superficie de 30 ha par un effectif de 18 agents service de roulement 24h/24 , 7jours/7. - Surveillance et gardiennage du domaine d'Atimaono côté plage (commune de PAPARA) d'une superficie de 46 ha effectif de 18 agents en service de roulement 24h/24, 7jours/7 et de 5 agents aux fonctions de chefs Brigades service de roulement de 2 fois 12 h. - Surveillance du site de l'Ex/Hôpital de Mamao (Commune de PAPEETE) d'une superficie de 5 ha effectif de 18 agents service de roulement 24h/24, 7jours/7 . - Parc Tahua Autonomie, Place To'Ata , Place CHIRAC superficie 88 000m2. Place Vaïete superficie 6480 m2 surveillance 24h/24, 7j/7 Effectif total 39 agents. - Gare Maritime d'Uturoa sur l'île de RAIATEA effectif 16 agents surveillance 24h/24, 7jours/7. - HUAHINE surveillance en journée de lundi à vendredi du site archéologique de Maeva et du site Vaitotia effectif 2 agents. - Renforcement de la surveillance du refuge des S.D.F. vallée de Tipaerui dans la ville de PAPEETE service nuit de 21 h 00 à 06 h 00 1 agent semaine, weekend, jour férié. - Immeuble VAN BASTOLAER effectif 2 agents de lundi à vendredi. - Mise en place du gardiennage de Tupai par roulement de 5 agents depuis août 2014.
Assistance à des événements	<ul style="list-style-type: none"> - Course de pirogues du Heiva 2014 : assister la fédération tahitienne de Va'a dans le Parc Tahua Autonomie de Paofai. - Course des porteurs de fruits dans le parc Paofai - Concours du Heiva à To'Ata : contrôler des accès aux écoles de danses, aux groupes professionnel lors des - Fête de l'Autonomie du 29 Juin. - Mahana/Pae organisé sur la Place Vaïete par le Gie/Tourisme et la Ville de Papeete le dernier vendredi de chaque mois.

Secrétariat général du gouvernement (SGG)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Direction de publication du JOPF	Notes de publication (JOPF) : 7 956
Authentification, enregistrement et notification des arrêtés et courriers	<p>Nombre d'actes concernés : 26 211</p> <p>Les différentes opérations manuelles sur les actes (ampliations, tampons, copies,) représentent un volume horaire très important, dont les statistiques ne rendent pas compte.</p>
Mise en place du gouvernement et organisation du travail gouvernemental	<p>Secrétariat du conseil des ministres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 945 Rapports de présentation en conseil des ministres - 416 Communications en conseil des ministres <p>Contrôle de légalité des dossiers CM -</p> <p>Nbre de notes CM : 154</p>

	Préparation des actes de constitution du gouvernement et des délégations de signature (45 arrêtés).
Expertise juridique	<ul style="list-style-type: none"> - Consultations juridiques /Saisines : 98 - Notes juridiques /Autosaisines : 75 - Saisine du Tribunal administratif pour avis sur la nature des marchés passés avec des organismes métropolitains - Mise à jour de la circulaire sur la déclaration de patrimoine - Participation à la commission des impôts : 5 - Participation aux travaux de réforme statutaire - Co-présidence de la commission d'adaptation du code de procédure civile (et secrétariat) 7
Coordination de l'action gouvernementale	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi des lois du pays (des avis à la promulgation) : 245 - Suivi des rapports des juridictions financières : 25 Coordination des avis de la Polynésie française sur des projets de textes nationaux (expropriation, défense, relations internationales, ...) 58 Démarche en vue d'obtenir l'homologation des 142 peines d'emprisonnement prévues par diverses réglementations. Résultat : 1 loi adoptée et 3 vœux présentés concernant 60 peines d'emprisonnement. Recensement des 510 comités et commissions de la Polynésie française, en vue d'en réduire le nombre.
Contentieux	<ul style="list-style-type: none"> - Documents entrants : 4 077 - Nouveaux dossiers, Contentieux administratif : 427 - Nouveaux dossiers, Contentieux judiciaire : 120 - Nouveaux dossiers, Contentieux pénal : 19
Accès au droit - Développement de la e-administration	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en ligne du JOPF. Nbre de pages : 22 402 - Mise en ligne d'actes non publiés : avis HCPF, TAPF et CE, notes, circulaires : 231 - Mise en ligne des décisions contentieuses relatives à des textes - Mise à jour de la situation des entités publiques : 896 - Mise en ligne des documents budgétaires des EP : 97 Ouverture de la rubrique « Codes » sur le site Lexpol, avec la mise en ligne de 15 codes polynésiens. Développement du workflow : Formations aux modèles d'actes et à la production d'actes en workflow : 20
Administration générale	<ul style="list-style-type: none"> - Courriers « départ » : 2 158 - Courriers « arrivée » : 2 257 - Secrétariat du Conseil des réformes stratégiques : 13 - Chancellerie de l'ordre de Tahiti Nui : 12

Service des moyens généraux (SMG)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Programme « Administration générale »	Soutien logistique et humain au nettoyage des sites « Mahana Beach » et Atimaono.
	Soutien logistique aux cabinets du gouvernement dans le cadre de leurs prises de fonction et emménagements
	Soutien logistique à l'organisation du « Hiva Vaevae 2014 » (festivités des 30 ans de l'autonomie)
	Soutien logistique à l'organisation du carnaval de Noël à Papeete en Décembre 2014

Service du patrimoine archivistique et audiovisuel (SPAA)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Administration générale et logistique	Recette : - délivrance de documents d'archives : 1.839.325 F (36.800 actes) - cession d'ouvrages : 357.250 F Investissements : - réhabilitation du dépôt des archives : 50.000.000 F - équipement en rayonnages mobiles : 40.000.000 F - valorisation du patrimoine archivistique : 240.000 F - acquisition d'œuvres : 500.000 F
Contrôle scientifique et technique	-Travaux préparatoire de refonte de la réglementation archivistique - Mise en place des dispositions en vue de créer un comité de pilotage Etat-Pays des archives - Rédaction de référentiels juridique relatifs à l'archivage des communes et la sécurité des biens culturels - Assistance des services à l'établissement de leur tableau de gestion et de tri des archives : Inspection générale de l'administration, Office des Postes et Télécommunication, Service du Travail, Service de la jeunesse et des sports

Service de la traduction et de l'interprétariat (STI)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Traductions	- au profit du secteur public : 1542 pages (121 demandes) - au profit du secteur privé : 1624 pages (581 demandes)
Interprétariat	24 heures (Ministère de la Santé, Colloque sur le tapa Salon du Livre) et 1/2 h pour un office notarial

Programme « Relations extérieures »

Périmètre

On retrouve au sein de ce programme les accords internationaux, les arrangements administratifs ou les conventions de coopération, ainsi que le droit international et plus particulièrement l'extension et l'application des conventions internationales.

Ce programme comprend également les conférences internationales se tenant en Polynésie française ou à l'étranger et auxquelles participe le Président de la Polynésie française, ainsi que les aides apportées aux populations sinistrées des Etats ou territoires du Pacifique Sud.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 47 342 303 Francs CFP
- investissement : 0 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (source : DGRH) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96006	Relations extérieures	6	2	0	3	0	11

Masse salariale dédiée au programme (source : POLYGF) : 75 274 657 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

0 Franc CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Délégation aux affaires internationales, européennes et du Pacifique (DAIE)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Renforcement de l'intégration du Pays dans son espace régional	Représentation, coordination des actions multilatérales et dialogue avec les instances dirigeantes les organisations régionales : <ul style="list-style-type: none">- Forum pour le développement du Pacifique (PIDF) ;- Groupe des Dirigeants Polynésiens (PLG) ;- Forum des îles du Pacifique (FIP)- Communauté du Pacifique (CPS)- Programme Régional Océanien de l'Environnement (PROE)- Oceania 21 Permettant à la Polynésie de bénéficier de programmes d'aides et d'assistances proposées par ces différentes organisations
Consolidation du partenariat avec l'Union Européenne	Suivi du dialogue politique : <ul style="list-style-type: none">- Dialogue Union Européenne (UE)- Etats Membres (EM)- Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM)- Dialogue France-PTOM : Comité de suivi France ; Réunions de concertation MOM-PTOM ; Consultations du MOM...- Dialogue inter-PTOM : OCTA - Conférence ministérielle; Comité exécutif ; Groupes de travail ; Consultations et études ; Opérations de communication vis-à-vis des parlementaires européens... Elaboration du suivi des programmes financés par le FED : <ul style="list-style-type: none">- Mise en œuvre du 10ème FED Territorial- Mise en œuvre du 10ème FED Régional Pacifique- Mise en œuvre du 10ème FED Régional Thématique- Programmation du 11ème FED Territorial Programmation du 11ème FED Régional Pacifique- Programmation du 11ème FED Régional Thématique- Elaboration du Rapport Annuel d'Exécution UE-PF (et organisation du comité de suivi du FED 2014) Suivi des programmes communautaires horizontaux : <ul style="list-style-type: none">- Suivi de l'élaboration des programmes de travail- Suivi et diffusion des appels à propositions et suivi des projets financés en PF

<p>Promotion de la Polynésie française auprès des investisseurs étrangers dans une perspective de développement économique durable</p>	<p>Poursuite des contacts avec des investisseurs potentiels, en particulier chinois :</p> <p>Dans les secteurs : aquacole, de l'énergie photovoltaïque, hydro-électrique, du logement social, de l'achat et de la construction d'hôtels, de complexes touristiques, des liaisons aériennes, du câble sous-marin Chine -Tahiti – Amérique du Sud, de la banque, des assurances et des bourses, du cinéma et des arts.</p> <p>Emergence de projets de grande envergure qui ont abouti à la visite de 10 délégations qui sont revenues plusieurs fois afin de faire aboutir les projets :</p> <p>Signature de 5 protocoles/ accords.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Signature de l'accord de coopération stratégique à long terme sur le projet de ferme aquacole - Protocole d'intention avec un TCK pour la construction de 800 unités par an, sur une période de 6 années - Deux conventions portant autorisation d'occupation temporaire des parcelles domaniales à Hao - Protocole d'accord pour le développement des énergies renouvelables - Protocole d'accord entre les autorités aéronautiques de la République populaire de Chine et de la Polynésie française
<p>Accueil des délégations et promotion des relations internationales et de la représentation de la Polynésie française à l'étranger</p>	<p>Accueil de délégations (Amériques, Nouvelle Zélande, chine Consul d'Australie, Consul de Nouvelle Zélande, ...)</p> <p>Renforcement du lien avec le Consulat de Chine</p> <p>8 avis rendus sur des projets de loi de ratification ou d'approbation de conventions internationales, sur saisine de l'APF.</p> <p>Suivi des relations avec l'ONU, particulièrement par le biais de la Commission Economique et Sociale pour l'Asie et le Pacifique, dont la Polynésie française est membre associé.</p>

Programme « Communication »

Périmètre

Périmètre non-défini par l'instruction comptable

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 9 709 778 Francs CFP
- investissement : 0 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96008	Communication	1	2	2	0	0	5

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 33 713 525 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

0 Franc CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Service de la communication (COM)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Communication du Président et du Gouvernement	<ul style="list-style-type: none">- 704 communiqués de presse- 52 comptes-rendus du Conseil des ministres- 104 conférences de presse organisées- mise à jour quotidienne du site internet de la Présidence
Agendas médiatiques du Président et du Gouvernement	<ul style="list-style-type: none">- 336 agendas réalisés et diffusés auprès des médias
Réalisation d'un fonds photographique et audiovisuel	<ul style="list-style-type: none">- 21 000 photos et vidéos réalisées- diffusion auprès des médias et utilisation sur site internet Présidence
Information du Président et du Gouvernement	<ul style="list-style-type: none">- Réalisation de 250 revues de presse
Mise en œuvre de campagnes de communication gouvernementale	<ul style="list-style-type: none">- Conseils donnés aux ministères sur les actions de communication à mener

2.2 MISSION « MOYENS INTERNES »

Programme « Finances »

Périmètre

Ce programme concerne au titre du budget :

- la prévision et la préparation du budget du Pays,
- l'exécution du budget (le contrôle préalable de l'engagement des dépenses de la Polynésie française et de ses établissements publics à caractère administratif, l'ordonnancement des recettes et des dépenses),
- la gestion du patrimoine actif et passif du Pays,
- les réformes budgétaires, comptables et financières,
- la tenue de la comptabilité administrative du Pays,
- le contrôle de gestion.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 172 913 381 Francs CFP
- investissement : 0 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96101	Finances	26	20	22	4	0	72

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 622 897 876 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

0 Franc CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction du budget et des finances (DBF)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Les travaux de préparation et de suivi budgétaires	<ul style="list-style-type: none">- 4 collectifs budgétaires relatifs au budget général,- 4 collectifs budgétaires relatifs aux comptes spéciaux,- le projet de budget primitif pour l'année 2015,- Elaboration du rapport pour le DOB 2015,- 7 notes de suivi de l'exécution budgétaire,- Production du rapport d'informations financières 2013 (RIF),- 1 mission d'expertise de la programmation et de la planification de l'ensemble des opérations d'investissement (MEPPI)
Les travaux comptables	<ul style="list-style-type: none">- préparation du report des crédits de paiement de 2013 sur 2014,

	<ul style="list-style-type: none"> - travaux de clôture de l'exercice 2013, - compte administratif 2013 et toutes les délibérations y afférentes (affectation du résultat, validation du report des crédits de paiement), - 13 arrêtés de virements de crédits de fonctionnement, - 10 arrêtés de répartition des crédits de paiement du budget général, - 5 arrêtés de répartition des crédits de paiement pour les comptes spéciaux, - 5 arrêtés de création ou de modification de régies et 7 arrêtés de nomination de régisseurs. - Contrôle des propositions de mandatement des services liquidateurs et émissions des mandats de paiement. 4 314 mandats ont été mis en investissements (dont 1 276 en travaux en régie).
Le suivi de la trésorerie	<ul style="list-style-type: none"> - 9,441 milliards de F au 1er janvier 2014 après comptabilisation de l'avance de trésorerie de 5 milliards de F accordée par l'Etat - 7,64 milliards de F (stock de mandats en instance de paiement) régler, dès les premiers jours de janvier 2014 dont la quasi-totalité des mandats aux fournisseurs et des arriérés dus au FIP pour 2,2 milliards de F ; - trésorerie du Pays excédentaire tout au long de l'année ; - délais de paiement des mandats de 31 jours au lieu de 56 jours en fonctionnement et 42 jours au lieu de 73 jours en investissement. - réunions mensuelles de suivi de la situation de trésorerie et de la mise en œuvre des mesures de redressement des finances publiques avec la Présidence, la vice-présidence, les services du haut-commissariat, de la trésorerie générale, de la paie
Le contrôle préalable de l'engagement des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement ainsi que la tenue de la comptabilité des engagements	<ul style="list-style-type: none"> - 55 489 dossiers (- 1% par rapport à 2013) dont + 38 % pour les dossiers d'investissement et une hausse de 11 % pour le contrôle des dépenses du centre hospitalier de la Polynésie française - 89 % des dossiers traités (49 487) ont donné lieu à un visa (contre 90% en 2013) ; - 4 % des dossiers concernait l'activité « expertise et conseil » du CDE ; - 7% des dossiers traités ont été rejetés (même proportion qu'en 2013). - refus de visa - 28% par rapport à 2013
La formation des correspondants CDE	-17 agents des services administratifs et cabinets ministériels ainsi que 4 agents affectés dans un établissement public à caractère administratifs formés.
Le suivi des partenariats financiers (3 ^{ème} instrument financier, contrat de projets etc.)	<p>-Secrétaire des comités de pilotage du 3^{ème} instrument financier (3IF) et du contrat de projets (CdP) :</p> <p><u>Au titre du 3IF :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyse et participation à la rédaction des documents cadres du dispositif : la convention cadre 2014-2016 et les deux conventions annuelles sur les tranches 1 et 2 - Organisation et préparation des 4 comités de pilotage (COFIL) 3IF de programmation ou d'ajustement de programmation - Préparation du bilan annuel 2013 - 9 réunions de suivi mensuel du dispositif avec les services du Haut-commissariat (avec rédaction de leur compte rendu) - Analyse et préparation des 93 arrêtés de subvention de la programmation 2014 ainsi que des avenants de prolongation de délais sur les opérations en cours - Analyse, préparation des 167 demandes de remboursements de la contribution de l'Etat et émissions

	<p>des titres ad hoc.</p> <p><u>Au titre du CdP</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyse et participation à la rédaction des documents cadre du dispositif : l'avenant à la convention cadre CdP 2007-2014 et les 4 conventions d'exécution - Organisation et préparation des 2 comités de pilotage (COPIL) d'ajustement de programmation ainsi que 9 comités opérationnels (COMOP) sur les différents volets du dispositif. - 7 réunions de suivi mensuel avec les services du haut-commissariat - Analyse des dossiers de financement et préparation des 37 conventions d'applications des opérations engagées en 2014 ainsi que des 60 avenants de prolongation de délais ou de surcoûts sur des conventions en cours - Analyse, préparation des 47 demandes de remboursements de la contribution de l'Etat et émissions des titres ad hoc. <p><u>Au titre de la dotation globale d'investissement pour l'éducation:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyse des dossiers de financement et préparation des 68 arrêtés de subvention de la programmation 2014 ainsi que de 4 avenants de prolongation de délais sur les programmations précédentes. - Analyse, préparation des 46 demandes de remboursements de la contribution de l'Etat et émissions des titres ad hoc. - 8 réunions de suivi mensuel avec rédaction de leur compte rendu <p><u>Au titre du FEI et du CIOM:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyse des dossiers de financement et préparation des conventions des 3 projets FEI devant être engagés en 2014. (FTTH T2 et Vailha T1 & T2) - Analyse, préparation des 3 demandes de remboursements de la contribution de l'Etat et émissions des titres ad hoc. <p><u>Au titre du CdP II :</u> participation aux travaux d'évaluation du dispositif CdP en cours et proposition de mise en œuvre du nouveau dispositif.</p>
L'élaboration et la mise en œuvre du plan d'assainissement et de redressement des comptes publics	<p>L'assainissement des comptes débuté en 2010 se poursuit par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'apurement du stock de créances irrécouvrables ou dont le recouvrement est fortement compromis, - la réintégration en charges de fonctionnement des subventions d'investissement qui n'ont pas vocation à demeurer à l'actif du bilan, - les travaux de passage des immobilisations en cours vers les immobilisations corporelles (compte 23 vers le 21), - l'amortissement des frais d'étude qui n'aboutissent pas à la création d'une immobilisation, - l'amortissement des biens mobiliers acquis depuis le 1^{er} janvier 2007, - le traitement des retenues de garantie en instance dans les comptes du payeur, - traitement des cessions d'immobilisations suivies de la mise en place des crédits automatiques, - la reconstitution progressive de la capacité d'autofinancement de la collectivité, - le réaménagement des emprunts à taux structurés (dont certains se sont avérés toxiques). <p>- Indice de qualité des comptes locaux* (IQCL) + 3 points (13,68 sur 20) (<i>*note donnée par la direction générale des finances publiques (DGFIP) aux collectivités territoriales</i>) = résultat notamment de réunions mensuelles avec la pairie</p> <ul style="list-style-type: none"> - confirmation de la note de la Polynésie française à BB+

	avec perspective positive en novembre 2014 par l'agence de notation
Le suivi des entités satellites	<ul style="list-style-type: none"> - création de la cellule de suivi des satellites à partir de mai 2014 pour répondre à la nécessité de surveiller les risques associés aux engagements hors bilan que représentent ces entités. - observatoire de suivi des satellites en cours d'élaboration. - membre du comité de gestion du RST et du conseil d'administration du RNS et siège à la commission d'admission au RST. - membre du comité d'audit de la Socrédo en qualité de personnalité qualifiée. - transmissions mensuelles et annuelles à l'Assemblée de la Polynésie française des rapports sur les aides non soumises à l'avis de la CCBF.
L'actualisation de la réglementation budgétaire et comptable	<p>Sous-thèmes traités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les règles d'amortissement des immobilisations et des subventions reçues, - les règles relatives à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle des régies, - les règles relatives aux conditions de récupération des sommes indument versées, - les règles relatives au financement de l'APF et du CESC <p>- Participation à la modification de certaines dispositions du code des marchés publics.</p>
La réorganisation du service	<ul style="list-style-type: none"> - arrêté n°1840 CM du 12 décembre 2013 - mise en œuvre effective sur le premier semestre 2014
La coordination du chantier « schéma directeur informatique des administrations financières » (SDIAF)	<p>Outre sa qualité de membre du comité de pilotage du SDIAF, la DBF :</p> <ul style="list-style-type: none"> - assure la direction des projets qui lui sont propres : « Gestion de la Dette », « Gestion de la trésorerie », « Application de préparation et de suivi budgétaire SBUD » V1 (livraison février 2015) et V2 (fonctionnalités complémentaires et mise en place d'un premier module de suivi et d'évaluation des politiques publiques) et « évolutions du logiciel PolyGF » (au-delà d'une perspective de refonte, à l'horizon 2020). - participe activement à la définition et à la mise en œuvre des projets transversaux (ex : « e-services », « dématérialisation », « industrialisation des échanges inter-applicatifs », « solution décisionnelle transverse ») ou intéressant les interfaces en jeu (ex : « solution unique de recouvrement MIRIA V3 et V4 », évolutions de « SEDIT », ...) - assure, avec le service informatique et sous l'égide du cabinet de la vice-présidence, la coordination générale du projet SDIAF.
Le traitement des contentieux	<p>Depuis février 2014, une cellule « contentieux » a en charge :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le suivi des contentieux du Pays, dont la rédaction de requête ou de mémoire en défense, la correspondance avec les intéressés et leurs avocats ; - l'exécution financière des décisions de justice impliquant le pays, soit l'émission de mandat de dépense ou de titre de recette ; - le suivi du recouvrement et des restes à recouvrer des contentieux qui ont donné lieu à l'émission d'un titre de recette ; - l'instruction des demandes de remise gracieuse autre que fiscales.

	<ul style="list-style-type: none"> - 130 contentieux imputables en investissement ou en fonctionnement (hors dépenses de personnel), dont 50 ont donné lieu à l'émission d'un mandat et 70 à un titre de recette : le montant total des mandats de dépense est de 130 millions de F, et le montant des titres de recette est de 128 millions de F, dont 42,6 millions de F pour les contraventions de grandes voirie. <p>S'agissant des contentieux liés au personnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 58 dossiers dont 46 ont donné lieu à une dépense et 5 à une recette : le montant total des mandats s'élève à 42 millions de F (hors rattrapage de salaire), et le montant des titres de recette se monte à 16,8 millions de F. - 6 demandes de remise gracieuse (2 accordées, 1 rejetée, 3 toujours en cours d'instruction) : le montant total des remises gracieuses accordées par le Pays, et traité par la cellule contentieux, s'élève à 1,7 millions de F.
L'analyse juridique	<p>Une cellule s'est vue confier les missions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - assurer une veille juridique dans les domaines qui ressortissent à la compétence de la DBF (numérisation et classement des articles de doctrine intéressant la DBF – veille juridique hebdomadaire, diffusion du droit aux agents de la DBF, classement des périodiques juridiques etc.) - procéder aux analyses juridiques nécessaires à la réalisation des missions de la DBF (67 analyses rendues en 2014) - apporter les modifications des actes individuels ou réglementaires relevant des attributions de la DBF (1 circulaire, 8 projets d'arrêté, 1 projet de loi de pays). <p>Par ailleurs, le contrôle des dépenses engagées apporte également son expertise dans le cadre de projets de textes ayant une incidence financière et l'activité de conseil auprès des différents services et établissements publics.</p> <ul style="list-style-type: none"> - augmentation non négligeable de cette mission du contrôle des dépenses engagées, en particulier dans le domaine des dépenses d'investissement (+ 17% par rapport à 2013). - avis techniques rendus par écrit par le CDE (marchés publics, dossiers financés sur contrats de projet...) et participation aux commissions (17 commissions consultatives des marchés, 62 commission d'ouverture des plis...), aux réunions des conseils d'administration des établissements publics à caractère administratif et aux réunions préparatoires.
Le chantier de la numérisation, de l'archivage numérique et de la dématérialisation du circuit de la dépense	<ul style="list-style-type: none"> - cellule spécialisée créée et plan d'actions dont les premiers travaux concernent l'indexation et la numérisation des pièces comptables initiée. - Mise en place de deux ateliers de numérisation : <ul style="list-style-type: none"> - pour la numérisation au jour le jour des mandats et pièces justificatives de 2014 depuis mai 2014 ; - pour la numérisation des archives intermédiaires des dix dernières années (2005-2013).
L'élaboration d'une cartographie des processus de gestion et d'un guide des procédures et des modes opératoires	<ul style="list-style-type: none"> - homogénéisation et optimisation des procédures de gestion - création d'une cellule dédiée en charge d'aboutir à la cartographie des processus fonctionnels de la direction et à l'établissement de l'ensemble des procédures de gestion et des modes opératoires principaux. - finalisation de la cartographie des processus de gestion et du recensement des procédures - 22 fiches de procédures sur les 63 identifiées réalisées.

Programme « Informatique »

Périmètre

Ce programme comprend :

- le conseil en informatique de l'administration,
- l'achat ou la conception des logiciels autres que d'exploitation (Sedit Marianne, Loan, Fisc.) à l'exception des logiciels achetés par le service technique et imputables en section de fonctionnement (logiciel éducatif,..) dans le programme spécifique du service,
- l'entretien des logiciels achetés ou conçus par le service central de l'informatique, sachant que l'entretien des logiciels acquis par un service technique est imputé au programme spécifique géré par ce service, quel que soit le chapitre d'imputation de l'achat du logiciel,
- l'entretien du matériel informatique acheté par le service de l'informatique (cf. commentaire du programme 961 05).

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 185 788 625 Francs CFP
- investissement : 109 258 658 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96102	Informatique	21	26	3	0	2	52

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 447 279 196 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

0 Franc CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Service de l'informatique (SI)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Pôle ingénierie des projets (comprenant la cellule « outils financiers », « SIG », « autres applications » : Conseil, études et réalisations d'applications de gestion dans les métiers de l'administration	Principales réalisations en 2014 : <ul style="list-style-type: none">- travaux d'analyse pour aboutir au schéma directeur des administrations financières (SDIAF)- études et audit pour la modernisation de l'outil de gestion de ressources humaines de l'administration- études et passation d'un marché public dans le cadre du remplacement et de la modernisation de l'outil logiciel de dédouanement- études et réalisation d'une première tranche de fonctionnalités dans la cadre de la modernisation de la recette et conservation des hypothèques-finalisation des études concernant les préconisations dans le cadre de la mise en place de la VOIP (téléphonie sur IP) dans les services

	<ul style="list-style-type: none"> - modélisation SIG concernant le traitement de la dengue et du Zika - finalisation et mise en exploitation de l'application SIG de gestion du cadastre (OTIA) - étude et mise en exploitation d'un programme de gestion de stock biomédical - étude et mise en exploitation d'une gestion de transfert d'image médicale entre deux hôpitaux de la direction de la santé - mise en place d'une solution de mails sécurisés entre les agents de la direction de la santé et les autres structures de santé (APICRYPT) - étude concernant la mise en place d'une authentification unique pour les applications financières (SSO). - études pour la migration de l'ensemble des bases de données financières oracle en version 11G - finalisation des statistiques des accidentés de la route - études et début de réalisation d'un programme de contrôle de l'utilisation des véhicules administratifs - poursuite de la réalisation de l'informatisation de la direction du travail - études de faisabilité de la mise en place du dossier unique pour la direction des affaires sociales
<p>Pôle Infrastructure (Infra), regroupant la cellule dotation de postes et le support aux utilisateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - construction des réseaux locaux ou distants pour le raccordement des services et des archipels - amélioration des systèmes à tolérance de panne pour les serveurs cruciaux - mise en place des sites de secours, pour garantir l'opérabilité en cas de sinistre - fournir les moyens et outils informatiques aux agents des services administratifs et des ministères - assurer le support informatique général aux agents de l'administration et ses ministères 	<p>Opérations d'infrastructures menées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - migration de 450 postes clients en windows 7/office 2007 - poursuite de la virtualisation des serveurs de développement et de production - veille technologique et pré-étude concernant la mise en place de service « cloud » - surveillance de l'ensemble des systèmes serveurs centraux, changement de plusieurs serveurs obsolètes - déménagement d'une partie des serveurs de production dans un second site - étude concernant la mise en place de lignes hauts débits pour assurer le stockage - support quotidien à plus de 3600 clients, nombre d'interventions stables, généralisation de l'utilisation du site de support aux clients : www.tauturu.gov.pf , peu de déplacement dans les îles

Programme « Documentation »

Périmètre

Ce programme accueille l'ensemble des traitements qualitatifs et permanents de documents et de données couvrant l'actualité politique, économique, sociale et culturelle, l'activité de l'administration du Pays et des pouvoirs publics, ainsi que l'action de la politique gouvernementale.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (source : *compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 0 Francs CFP
- investissement : 0 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (source : DGRH) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96103	Documentation						

Masse salariale dédiée au programme (source : POLYGF) : 359 078 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

0 Franc CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Service du patrimoine archivistique et audiovisuel (SPAA)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Collecte	<u>Collecte de fonds publics : 581 ml</u> Archives du Pays 516 ml Archives de l'Etat 75 ml <u>Collecte de fonds privés : 72 ml</u> SPACEM 71 ml Privés 1ml <u>Dépôt Légal</u> 50 Ouvrages 42 Périodiques
Tri	Le service a principalement procédé au tri des archives ayant été versée en l'état : Institut de la Communication Audiovisuelle, Fonds d'entraide aux Iles, Fonds de développement des archipels
Conservation	<u>Dépôt des archives : 15 kml de capacité</u> Fonds : 12 kml Taux d'occupation de 80% : Administratif 45%, Judiciaire 8 %, Audiovisuel 8%, Bibliothèque 7%, SEO 6%, fonds privés 3% <u>Fonds numériques et audiovisuels : 300 To</u>
Communication	La fréquentation du public en 2014 a représenté 5049 personnes réparties comme suit : Etat-civil 40%, Tomité 32%, Chercheurs 15%, Salles de réunion 7%, Documents divers 6% Soit un total de 10 909 copies délivrées.
Valorisation	Exposition sur la communauté chinoise Exposition Itinérante sur la Première guerre mondiale Hébergement d'une exposition sur les Cyclones en Polynésie

Programme « Bâtiments du Pays »

Périmètre

Sont imputées dans ce programme les actions concernant les bâtiments, propriété du Pays, à usage administratif y compris les logements de fonction. Ne relèvent pas de ce programme les actions concernant les bâtiments spécifiques tels que les hôpitaux, dispensaires, lycées, collèges, ateliers spécialisés..

Ce programme regroupe en conséquence :

- le recensement des bâtiments existants,
- l'acquisition, la conception et la construction des nouveaux bâtiments administratifs,
- l'aménagement des locaux, même postérieurement à la première mise en service du bâtiment du Pays,
- l'entretien de ces bâtiments au sens de la préservation de leur intégrité physique, y compris l'entretien des ascenseurs, du climatiseur central, de la station d'épuration, de la toiture., la peinture des murs, le contrôle des installations électriques., le remplacement de portes et de serrures., le traitement anti-termite, la maintenance du portail ou de la clôture.,
- l'acquisition du matériel servant à la construction ou à l'entretien du bâtiment (exemples : poste à souder, perceuse, bétonnière, scie radiale..),
- Dans le cas particulier d'un bâtiment occupé par plusieurs services, il est admis que certaines dépenses qui ne relèvent pas de l'entretien proprement dit du bâtiment, telles que l'élagage des arbres, l'entretien des espaces verts attenants, le nettoyage de l'ensemble des vitres (exemple : bâtiments A1 et A2), l'achat et la pose de panneaux signalétiques communs, la maintenance de la sécurité incendie, dont la gestion matérielle est confiée à un seul service, puissent être logées dans le programme « Bâtiments du Pays » en raison des difficultés pratiques d'imputation à différents programmes spécifiques. A ce titre, le service dépensier doit obtenir au préalable de la direction des finances et de la comptabilité l'autorisation d'imputer la dépense dans le sous-chapitre « Bâtiments du Pays ».

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 148 678 340 Francs CFP
- investissement : 239 846 274 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96104	Bâtiment du Pays	5	8	18	51	0	82

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 377 329 701 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

0 Franc CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction de l'équipement (DEQ)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
<p><u>Fonctionnement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintenance et entretien des centres administratifs A1 et A2 - Maintenance et entretien de tous les bâtiments administratifs et logements affectés aux différentes entités de la direction de l'équipement - Fonctionnement l'arrondissement de la direction de l'équipement et de ses subdivisions fonctionnelles 	<p>- Mandatement : 58 527 937 F CFP</p> <p>- Répartition par archipels et subdivisions territoriales de la DEQ :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bât et subd. Fonct. : 59% - Charges communes : 33% - ISLV : 0% - Australes : 1% - Marquises : 1% - Moorea : 6%
<p><u>Investissement :</u></p> <p>Ont porté en particulier sur les travaux de mise en conformité ERP (établissement recevant du public) et l'aménagement de la zone de transfert de la subdivision des travaux bâtiments entretien de l'arrondissement bâtiment de la direction de l'équipement</p>	<p>CP répartis 2014: 37 618 177 F CFP</p> <p>CP délégués : 13 745 881 F CFP</p> <p>Mandatement: 1 964 663 F CFP</p>

Délégation de la Polynésie française à Paris

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
<p>Elaboration du plan pluriannuel des travaux d'entretien de mises aux normes et d'amélioration du bâtiment du Pays à Paris.</p> <p>Mise en œuvre des travaux de mise aux normes et de réparation des foyers des étudiants de Toulouse, Aix-en-Provence</p>	<p>Mise en route de la première phase :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise aux normes électriques du bâtiment (3 467 864 FCFP) -remplacement du chauffage du 2^{ème} étage, salle de conférence rez de chaussée, et boutique donnant sur rue) par des convecteurs non polluant délivrant du chauffage et de la climatisation (8 456 592 FCFP) - réparation et aménagement du 1^{er} étage consacré aux étudiants et à la communauté polynésienne (fin de travaux : 580 280 FCFP) <p>Travaux Toulouse : 21 668 142 FCP hors prestation architecte)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Passation de contrat de maîtrise d'œuvre avec architecte suite au désistement du premier architecte, (1 129 738 FCFP) - Approbation par la ministre de l'Education du programme des travaux avec une recherche d'économie plus grande (suppression de quelques menus travaux sur la façade extérieure). - consultation des entreprises <p>Travaux Aix-en- Provence : (2 845 057 FCFP)</p> <p>Sélection des entreprises</p>

Service des moyens généraux (SMG)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Programme « Bâtiment du Pays»	Entretien des bâtiments de la Présidence et de ceux occupés par le gouvernement ainsi que des espaces verts attenants

Programme « Achat de matériels roulant, informatique, de bureau »

Périmètre

Ce programme recouvre :

- le recensement des matériels existants,
- l'ensemble des achats, sur ligne générique ou non, des véhicules de liaison de toute l'administration (hors véhicules de chantier ou véhicules spécialisés qui sont imputés sur chaque programme spécifique),
- des matériels et mobiliers de bureau imputables en section d'investissement. Le matériel ou mobilier de faible valeur, imputable en section de fonctionnement, peut être comptabilisé sur un programme spécifique en cas d'indisponibilité des crédits au sous-chapitre 961 05,
- des matériels informatiques et de leurs logiciels d'exploitation. Le petit matériel acheté en section de fonctionnement par le service technique est à imputer au sous-chapitre spécifique géré par ce même service,
- des matériels et mobiliers divers lorsque ceux-ci ne peuvent pas être imputés au programme spécifique en raison de l'indisponibilité de crédits dans ce programme spécifique.

A ce titre, le service dépensier doit obtenir au préalable de la direction des finances et de la comptabilité l'autorisation d'imputer la dépense dans le sous-chapitre « Achats de matériels roulant, informatique, de bureau, ... ».

L'entretien du matériel de bureau et du matériel roulant est imputé sur l'un des programmes spécifiques gérés par le service affectataire du matériel.

L'entretien du matériel informatique acheté par le service affectataire du matériel est imputé également sur l'un des programmes spécifiques gérés par ce service.

En revanche, l'entretien du matériel informatique acheté par le service de l'informatique est enregistré au sous-chapitre « Informatique » (cf. commentaire du programme 961 02).

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 27 800 727 Francs CFP
- investissement : 153 453 614 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96105	Achat de matériels roulant, de matériel informatique, de matériel de bureau	2	7	3	13	0	25

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 125 539 953 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

0 Franc CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction de l'équipement (DEQ)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
<u>Fonctionnement</u>	Mandatement : 19 172 290 F CFP Intervention des camions et engins de la section exploitation du parc à matériel : 21 218 heures
<u>Investissement</u>	CP répartis pour acquisition de véhicules de chantier : 4 977 181 F CFP CP délégués : 4 977 181 F CFP Mandatement : 4 977 181 F CFP

Service de l'informatique (SI)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
<ul style="list-style-type: none">- Recensement des matériels existants- Ensemble des achats de matériels roulant, informatique, de bureau- Ne concerne que la section infrastructure (regroupant aussi la dotation de postes de travail et le support utilisateurs)	<ul style="list-style-type: none">- un peu plus de 10% du parc a été renouvelé en 2014- les services font désormais l'acquisition des écrans (5MF) et imprimantes (4MF) et des scanners (8,5MF) sur leur propre crédit.
Dépenses :	Fonctionnement : <ul style="list-style-type: none">- acquisitions de petits équipements matériels et serveurs : 6 500 000 F CFP <ul style="list-style-type: none">- réforme et recyclage des déchets électroniques : 1 000 000 F CFP Investissement : <ul style="list-style-type: none">Acquisition de 21 serveurs, 13 portables, 433 UC, 2 traceurs :- serveurs de l'infrastructure : 25 000 000 F CFP- matériels réseaux : 1 500 000 F CFP- achat de près 450 PC : 31 000 000 F CFP-subdélégation pour d'autres services :15 000 000 F CFP

2.3 MISSION « PERSONNEL »

Programme « Ressources humaines »

Périmètre

On retrouve au sein de ce programme les opérations liées :

- aux formations préparatoires aux concours internes, d'adaptation à la suite de recrutements ou de changements de poste, et de formation professionnelle continue des agents de l'administration (hors formation spécifique liée exclusivement à un autre programme) à l'exclusion de leur rémunération,
- à la gestion de la carrière individuelle des agents, la gestion globale des effectifs budgétaires ou réalisés ou le recrutement par voie de concours des fonctionnaires,
- à l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses de personnel de toute l'administration.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (source : *compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 169 634 860 Francs CFP
- investissement : 0 Franc CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (source : *DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96201	Ressources humaines *	26	38	26	15	69	174

* Les CVD affectés dans les communes ou ans les entreprises privées sont rattachés budgétairement à la DGRH.

Masse salariale dédiée au programme (source : *POLYGF*) : 836 679 066 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : *compte administratif du Budget général*)

0 Franc CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction générale des ressources humaines (DGRH)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Réglementation applicable aux agents de l'administration	Production règlementaire : <ul style="list-style-type: none">- Loi du pays : 2- Délibérations APF : 3- Arrêtés en Conseil des Ministres : 13
Elaboration et suivi des outils liés à la gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences (G-PEEC)	<ul style="list-style-type: none">- Gestion du tableau annuel de marche de l'administration : 69 opérations- Finalisation du référentiel des métiers et des compétences : 188 fiches métiers et 8 fiches fonctions produites / tenue de 8 commissions des métiers et des compétences- Analyse des documents uniques d'organisation générale

	(DUOG) des services et EPA : 100% - Nombre de fiches de poste réceptionnées des services et EPA et à jour : 40,9% - Révision des directives permanentes : 1 - Participation aux travaux sur la modernisation de l'administration coordonnés par la Présidence
Informatisation et traitement de l'information	Migration vers Sedit Web 2 : réalisation de la phase d'audit Fréquentation du site internet de la DGRH : 61 852 visiteurs
Gestion opérationnelle des postes budgétaires	- Création de poste : 9 - Suppression de poste : 33 - Transformation de poste : 76 - Transfert de poste : 942
Gestion du dispositif du corps des volontaires au développement	- 439 demandes reçues - 4 commissions réunies - 121 dossiers retenus
Formation des agents de l'administration	Formation organisée par la DGRH - Nombre de modules de formation : 33 - Nombre d'agents formés : 820 - Nombre de sessions organisées : 116 - Coût total : 27 189 590 FCP Autres formations prises en charge par la DGRH - Coût total : 6 721 353 FCP
Organisation du recrutement / examens professionnels	Concours organisé : 1 concours (Techniciens) avec 26 lauréats sur 797 inscrits pour 35 postes Insertion travailleurs handicapés : 3 agents retenus sur 12 candidatures Promotion au grade supérieur : 23 examens professionnels avec 170 lauréats sur 464 inscrits
Gestion de l'orientation individuelle	- Nombre de fiches d'orientation individuelle reçues : 1263 - Souhaits de changements d'affectation : 571
Gestion de la mobilité	- Fiches de demande de mutation traitées : 143 - Fiches d'acceptation de mutation traitées : 51
Administration individuelle des agents	Type et nombre d'actes traités : - Actes de recrutement ou début de carrière : 3147 (dont visas sur les contrats ANT) - Actes de changement de position statutaire : 717 - Actes relatifs à la carrière : 2954 - Actes de cessation de fonction : 608 - Actes administration personnel cabinet : 270 (Gouvernement Flosse) et 229 (Gouvernement Fritch) - Actes administration fonctionnaire d'Etat détaché : 192 - Actes administration emplois fonctionnels : 308
Administration collective des agents	Type et nombre de dossiers traités : - Avancement d'échelon : 816 agents sur 1062 (20 rejets) - Notation : 4012 fiches reçues sur 4766 - CAP d'avancement de grade : 12 réunions - Avancement de grade : 214 agents sur 230
Organisation du dialogue social	- Consultation CAP, hors avancement : 83 réunions - Consultation CPC ANFA : 1 réunion - Conseil Supérieur de la fonction publique : 2 réunions - CAP en formation disciplinaire : 13 réunions - Comité médical : 2 réunions pour 20 dossiers - Décharge d'activité de service syndical : 19 dossiers - Mise à disposition syndicale : 4 dossiers

Gestion des contentieux	- Nouvelles affaires traitées : 42 - Affaires en cours : 56 - Affaires clôturées : 48
-------------------------	---

Programme « Rémunération et charges »

Périmètre

Dans ce programme, sont logés les crédits nécessaires au paiement de la rémunération et des autres charges de personnel (Exemples : pensions de retraite des cadres territoriaux, congés administratifs, médecine du travail,...) de toute l'administration.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 29 722 964 300 Francs CFP
- investissement : 0 Franc CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96202	Rémunérations et charges	0	0	0	0	0	0

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 0 Franc CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

0 Franc CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction du budget et des finances (DBF)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
La gestion de la paye	- paye de 5100 agents selon un calendrier fixé en début d'année.
Le contrôle préalable de l'engagement des dépenses et la tenue de la comptabilité des engagements	-7 203 dossiers : - 95% des dossiers ont été retournés visés dont 19 avec observations ; - 4 % des dossiers ont été retournés non visés dont 2 refus de visa.
Les restes à recouvrer en matière de rémunérations	- En août 2014, le montant des trop-versés sur salaires restant à recouvrer s'élevaient à 250 millions de F. - Une communication en CM a été présentée et une circulaire a donc été prise pour sensibiliser les chefs de service.
Le contrôle de la CPS sur les avantages en nature	- premier semestre 2014, contrôle de l'application de la réglementation en matière de cotisations sociales, notamment sur les congés administratifs accordés aux agents de l'administration du Pays. - redressement des sommes découlant de ces congés administratifs qui n'ont pas été déclarées et ni intégrées

	dans l'assiette de calcul des cotisations sociales CPS depuis le 1er janvier 2009.
Le traitement des indemnités journalières	<ul style="list-style-type: none"> -renforcement de la cellule « cotisations sociales et autres indemnités » pour apurer les dossiers en souffrance. -régularisation des titres de recette permettant la comptabilisation des lettres chèques de la CPS réceptionnés jusqu'à fin 2013 pour un montant de près de 424 millions de F et des liquidations des produits à recevoir de l'exercice 2010 reportées sur 2013. - 339 millions de F comptabilisés à ce jour en recettes, dont 320 millions de F au titre des indemnités journalières d'assurance maladie.
Dispositifs de départs volontaires 2014	- versement d'une indemnité de départ volontaire à 77 agents pour une somme totale brute de 492 millions de F:
La formation continue des agents	<ul style="list-style-type: none"> -2 cadres de la DBF ont bénéficié d'une formation d'une semaine sur les instruments de stratégie financière au CEFEB de Marseille en juin 2014 dans le cadre d'un accord de partenariat avec l'AFD. - 10 cadres ont suivi une formation de perfectionnement à l'analyse financière organisée par la CCISM.

2.4 MISSION « PARTENARIAT AVEC LES COLLECTIVITES »

Programme « Partenariat avec les communes »

Périmètre

Ce programme retrace les concours financiers et techniques accordés par le Pays aux communes ou aux groupements de communes pour la réalisation des projets relevant de leur domaine de compétence (en particulier, participation aux études, aux acquisitions et aux travaux).

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 14 122 836 647 Francs CFP
- investissement : 1 390 923 525 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96301	Partenariat avec les communes	3	4	1	0	0	8

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 59 621 676 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

Fonds intercommunal de péréquation : 14 117 272 170 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Délégation pour le développement des communes (DDC)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Aide au développement des communes	- Montants des investissements : 601 373 605 F CFP - Nombre de projets financés : 24 - Nombre de communes bénéficiaires : 16

Direction de l'environnement (DIREN)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Assainissement collectif des eaux usées de Papeete, Phase 1	- <u>Phase 1a</u> (Contrat de Projets, 4 milliards F HT) : réalisation de la station d'épuration, de l'émissaire de rejet et du réseau principal, en centre ville et sur le front de mer ; pose de 1,8 km de réseaux pression et 3,7 km de réseaux gravitaires, construction de 5 postes de refoulement, pose de 134 tabourets de branchement - <u>Phase 1b</u> (10 ^{ème} FED, 2,21 milliards F HT) : réalisation et mise en service d'un réseau de canalisations de 7 km, connecté à la station d'épuration ; réalisation de 3 postes de refoulement et de 210 tabourets de branchements

Programme « Partenariat avec les archipels »

Périmètre

On retrouve au sein de ce programme l'animation et la coordination des actions de l'ensemble des subdivisions déconcentrées dans chaque archipel, ainsi que le développement économique, social et culturel des archipels.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (source : compte administratif du Budget général)

- fonctionnement : 1 083 384 336 Francs CFP
- investissement : 0 Franc CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (source : DGRH) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96302	Partenariat avec les archipels	2	11	0	1	0	14

Masse salariale dédiée au programme (source : POL YGF) : 108 966 364 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

0 Franc CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Circonscription des Australes (CAU)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Relations avec l'Etat et les communes	<ul style="list-style-type: none">- Réunion d'information sur le nouveau dispositif du contrat d'aide à l'emploi ainsi que sur les modifications liées à l'attribution des cartes vertes (agricole, éleveur, pêcheur, horticulteur...) ;- Réunion qui avait pour but l'écoute des doléances des habitants de l'île de Tubuai sur le projet de déroctage du chenal de Tubuai ;- Participation au plan communal de sauvegarde (PCS)

Circonscription des Iles sous le vent (CISL)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Proposition et mise en œuvre de la politique des autorités en matière d'administration et de développement	<ul style="list-style-type: none">- Accompagnement de la communauté de communes Hava'i et des communes dans leur projet de développement : projet de réalisation d'une usine de transformation de produits agricoles locaux, projet de création d'une marina à Tevaitoa, commune de Tumaraa ;- Accompagnement de la commune de Tumaraa dans le Comité de gestion du Temehani avec le SDR et la DIREN ;- Recueil des listes des électeurs de la chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire pour la CAPL ;- Visite d'un motu affecté au SDT pour un projet

	d'aménagement touristique ;
Exécution des missions des services qu'elle représente en vertu d'une convention	<p>Représentation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 6 services avec conventions actives : DGAE (=>30/06/2014), DTT, DTR, ART, TTA et DBF ; - 2 services avec conventions non actives : DPAM, SCP ; - 2 établissements publics : CAPL, Epic Vanille de Tahiti ; <p>272 dossiers traités : 106 demandes autorisées ; 2446 mandats émis, 143 titres de recettes pour un montant totale de 517 919 801 F CFP et 5 372 dossiers traités par le CDCA.</p>
Conduite en propre et en collaboration avec les subdivisions déconcentrées d'action en faveur du développement économique, social et culturel	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement avec le SDR (2ème secteur agricole) sur les projets de création d'une unité d'abattage (- de 300 unités animales/an), atelier relais d'agro-transformation à Faaroa ; -
Concours et appui technique, le cas échéant avec les subdivisions déconcentrées, aux projets de développement économique, social et culture des communes et des établissements publics qui en font la demande	- Accompagner, avec les services techniques du Pays, la commune de Tumaraa dans son projet de création d'une marina à Tevaitoa.

Circonscription des Marquises (CMQ)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Mise en œuvre des missions déconcentrées et représentations des services (direction)	<ul style="list-style-type: none"> - 3830 courriers arrivés, 3417 courriers départs - 36 dossiers pour la Direction des Impôts - 7 tournées administratives - suivi dossier élections CAPL
Représentations Contrôle Dépenses Engagées	- 4650 dossiers traités
Représentation du SEFI	<ul style="list-style-type: none"> - 1039 demandes de CAE instruites (contrats d'accès à l'emploi) - 222 démarrages CAE effectifs pour l'archipel - 1 demande de carte de commerçant étranger traités
Représentation de la DTT (Direction des transports terrestres)	<p>58 dossiers traités répartis comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 7 dossiers d'inscription au plan de transport touristique - 5 dossiers de licence d'entrepreneur de taxi - 5 dossiers de licence de véhicule de service particularisé - 28 autorisations de mise en place d'un service public de transport de personnes à titre exceptionnel - 3 demandes d'autorisation d'exercer l'activité de louer des véhicules sans chauffeur - 10 bons de gazole au titre du transport public routier régulier remis
Représentation de la DGAE (Direction générale des affaires économiques)	<ul style="list-style-type: none"> - 233 demandes de licence de débit temporaire de boissons traitées dont 16 (9C), 54 (9B) et 163 (9B Heiva) - 5 dossiers de licences de débit de boissons permanents traités (2 créations, et 3 transferts) - 2 déclarations d'organisation de manifestation commerciale (Marché aux puces) - 1 suivi ACDE (demande de justificatif avant mise en demeure)
Représentation de l'OPH (Office polynésien de l'Habitat) sans convention	<ul style="list-style-type: none"> - 10 demandes d'aide sous forme de Fare OPH social - 7 demandes d'aide sous forme de matériaux

Circonscription des Tuamotu Gambier (CTG)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Proposition et mise en œuvre de la politique des autorités en matière d'administration et de développement	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement des communes dans leurs démarches de conformité des abris de survie et de production d'eau potable pour la DEQ et la DSP. - Recensement des déchets ménagers spéciaux des communes et suivi de leur évacuation pour la DIREN. - Préparation de l'élection de la chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire pour la CAPL. - Recueil d'information pour l'implantation d'ancrage écologique dans les lagons de Mangareva et Rangiroa pour le SDT. - Suivi du dossier de renouvellement du label (Man and Biosphère » de Fakarava avec la DIREN.
Exécution des missions des services qu'elle représente en vertu d'une convention	<p>Représentation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 services avec conventions actives : DGAE, SEFI, TTA, DTT et ART. - 5 services avec convention en cours de mise à jour : DDC, DJS, SCP, DICP, DAC. - 5 services sans convention : DPAM, DRMM, DAF, DEQ, SDR. - 3 établissements publics : CCISM, CAPL, OPH. <p>7 missions de contrôles ; 3144 usagers reçus ou contactés. 731 dossiers traités et 218 contrôles réalisés.</p>
Conduite en propre et en collaboration avec les subdivisions déconcentrées d'actions en faveur du développement économique, social et culturel ;	<p>Accompagnement administratif et technique auprès de l'association « Pu tahi haga no Ganaa » pour la préparation de la 3^{ème} édition du festival culturel Makeva à Anaa : 7 réunions de travail, participation au salon du tourisme en septembre 2014, état des lieux des hébergements, des prestataires, des sites et des activités touristiques, réunion d'information avec le conseil municipal, les acteurs économiques et la population en octobre 2014.</p> <p>Soutien administratif et méthodologique à l'association « Va'a motu » - projet de renouveau des pirogues à voile de fret dans l'archipel à partir de l'atoll de Fakarava .</p> <p>Accompagnement administratif et technique auprès du porteur du projet de relais nautique « Pirate du Pacifique » à Hao.</p> <p>Accompagnement de la commune de Fakarava pour le développement de son escale de croisières et des activités touristiques.</p>
Concours et appui technique, le cas échéant avec les subdivisions déconcentrées, aux projets de développement économique, social et culturel des communes et des établissements publics qui en font la demande	<p>Accompagnement et conseils apportés aux maires sur les projets structurants de leur commune - infrastructure maritime, équipement aéroportuaire et routier, abri de survie, école, santé notamment - lors de leur venue à Papeete ou lors des visites de terrain pendant les tournées administratives.</p> <p>La CTG est reconnue par la population, les maires et les élus communaux comme un véritable guichet de proximité leur permettant une facilité d'accès au service public du Pays, un conseil et une aide à l'orientation dans leurs démarches</p>

Direction générale des affaires économiques (DGAE)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Gestion de la prise en charge du fret des produits à destination des îles éloignées	Montant des prises en charge : 934 634 496 F CFP dont - PPN/eau/coprah: 693 933 932 F.CFP - Matériaux de construction : 117 199 736 F.CFP - Produits agricoles et produits destinés à l'agriculture et à l'élevage : 109 121 419 F.CFP - Produits transformés : 13 408 177 F.CFP - Produits de l'artisanat : 971 232 F.CFP
Mise à jour de la réglementation	Prise en charge du fret maritime : 9 arrêtés

Programme « Aménagement du territoire et risques naturels »

Périmètre

Ce programme comprend les actions suivantes :

- la définition des besoins et des études préalables à l'adoption des documents d'aménagement du territoire,
- la démarche d'aménagement du territoire en relation avec les communes et la réalisation de plans et d'études d'aménagement,
- l'établissement des documents fonciers nécessaires à la démarche d'aménagement du territoire,
- les documents cartographiques et la base photographique (en vue de la cartographie) de toute la Polynésie française,
- la mise en œuvre des différents comités de concertation.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 29 417 292 Francs CFP
- investissement : 44 551 483 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96303	Aménagement du territoire et risques naturels	5	1	2	1	0	9

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 57 513 369 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

0 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Service de l'urbanisme (SAU)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Elaboration des plans généraux d'aménagement	<ul style="list-style-type: none">- Gestion des PGA approuvés : Moorea-Maiao, Papeete, Pirae, Uturoa, Tahaa, Papara, Hiva Oa, Maupiti, Paea, Huahine- Participation à l'élaboration des PGA : Arue et Punaauia- Mise au point de fichiers dessins des PGA en cours de révision
Structuration et mise à jour d'une cartographie de référence	<ul style="list-style-type: none">- Commande d'images Pléïades de Hao et Gambier- Travaux de géodésie et de nivellement de Moorea- Mise à jour des données cartographiques de Tahiti et Tahaa- Réfection des données de Raiatea
Réalisation de stations permanentes GPS	<ul style="list-style-type: none">- Modélisation du géoïde de Tahiti et Moorea- Installation station GPS de Tahiti et Moorea
Mise en œuvre des plans de préventions de risques naturels	<ul style="list-style-type: none">- Instruction des PPR communaux- Etudes relatives à la cartographie des aléas naturels- Gestion SIG des Plans de préventions de risques naturels (P.P.R)- Information préventive et avis techniques- Evolution du cadre juridique et réglementaire PPR : modifications du code de l'aménagement
Acquisition d'éléments topographiques et bathymétriques	En relation avec le service hydrographique et océanographique de la marine (SHOM)

Direction de l'environnement (DIREN)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Révision du PGA et du PGEM de Fakarava	<ul style="list-style-type: none">- mission d'assistance juridique et de conseil en préparation de la révision du classement de <i>la réserve de biosphère (RB) de la Commune de Fakarava</i>.

Programme « Projets pilotes de développement durable »

Périmètre

Ce programme a pour objet la gestion des parcs et des réserves naturelles. Il comprend également toutes les actions pilotes de conservation de la biodiversité et les projets innovants de développement durable dans une démarche participative avec les collectivités locales.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 141 000 000 Francs CFP
- investissement : 46 954 112 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (source : DGRH) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96304	Projets pilotes et Développement durable	0	0	0	0	0	0

Masse salariale dédiée au programme (source : POLYGF) : 0 Franc CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva : 141 000 000 Francs CFP

Programme « Equipements et aménagement à vocation collective »

Périmètre

Ce programme concerne la réalisation, l'entretien, la gestion des zones industrielles et autres aménagements ou équipements, urbains ou non, à vocation d'utilisation collective (parkings, places publiques, parcs, jardins, golfs, plages publiques..).

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (source : compte administratif du Budget général)

- fonctionnement : 132 467 468 Francs CFP
- investissement : 3 010 698 108 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (source : DGRH) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96305	Equipements et aménagement à vocation collective	0	0	0	0	0	0

Masse salariale dédiée au programme (source : POLYGF) : 0 Franc CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction de l'équipement (DEQ)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
<u>Investissement :</u> Construction, extension et réhabilitation des abris paracycloniques aux Tuamotu (Contrat de projets)	CP répartis 2014 : 991 942 435 F CFP CP délégués 2014 : 800 599 166 F CFP Mandatement : 307 688 809 F CFP

Service des moyens généraux (SMG)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Parc Paofai	Entretien des installations et gestion des demandes d'occupation temporaire du site d'une surface de 46.140m ²
Place Vaiete	Entretien des installations et gestion des amodiataires (roulottes) sur la place d'une superficie de 7.054m ² .

Service des parcs et jardins et de la propreté (SPJP)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Travaux de terrassement et d'aménagement	PEPINIERE DE ST AMELIE – PAPEETE Travaux d'aménagement de la pépinière de St Amélie – Réalisation de 4 plateformes de cultures et optimisation de la surface exploitable sur 2 Ha.
	PEPINIERE DE PAPARA Augmentation de la surface de cultures couvertes (multipliée par 10), de part l'acquisition et l'installation de serres et ombrières d'occasion. Entretien des 8 Ha.
Travaux d'embellissement	PARC PAOFAI Amélioration des tâches liées à l'entretien des 4 Ha d'espaces verts, et notamment : - réfection de tous les massifs arbustifs - plantation des stèles et monuments - réhabilitation des 27.000 m ² de pelouse

Service de la culture et du patrimoine

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Mise en œuvre des missions liées à l'entretien et à l'administration des places To'ata et Vaiete.	En fonctionnement, 40 949 016 F ont été délégués et 40 693 481 F mandatés au titre de ces missions. <i>Il convient de noter toutefois que la place Vaiete a été affectée au profit du service des moyens généraux (SMG) par arrêté n° 8568/MLA du 10 septembre 2014.</i>
Gestion des activités de bouche des places To'ata et Vaiete.	5 snacks générant, au titre des redevances d'occupation du domaine public, une recette annuelle globale estimée à 12 720 000 F ; 21 roulottes réparties sur 27 emplacements, générant au titre des redevances d'occupation du domaine public, une recette annuelle globale estimée à 52 020 000 F.
Reconfiguration de l'espace To'ata à l'issue de la coupe du monde de Beach soccer.	En investissement, 45 000 000 F ont été délégués et 44 817 220 F mandatés pour cette opération.
Réalisation de deux études techniques concernant la place Vaiete. Diagnostic de l'assainissement des eaux usées et pluviales du site, compte-tenu des dysfonctionnements constatés ; Esquisse d'aménagement et de rénovation de la place Vaiete.	En investissement, 1 523 240 F ont été délégués et 1 014 740 F mandatés pour cette opération.
Poursuite du chantier de construction du bâtiment du département logistique du SCP, sur la parcelle cadastrée commune de Papeete, section HB n° 14, sise à Tipaerui	En investissement, 58 928 658 F ont été délégués et mandatés pour cette opération.

Direction de l'environnement

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Valorisation du parc naturel territorial de Te Faaiti - vallée de la Papenoo	- construction et pose d'une table pédagogique à Fare Hape, Parc de Te Faaiti, espace naturel protégé classé au code de l'environnement.

2.5 MISSION « TOURISME »

Programme « Equipements et aménagements touristiques »

Périmètre

Ce programme regroupe uniquement les actions :

- de conception, de réalisation d'aménagements et d'équipements de sites d'intérêt touristique ;
- de gestion et d'entretien des aménagements et des équipements des sites touristiques affectés au service.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (source : compte administratif du Budget général)

- fonctionnement : 57 073 828 Francs CFP
- investissement : 67 141 754 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (source : DGRH) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96401	Equipements et aménagements touristiques	2	1	0	6	0	9

Masse salariale dédiée au programme (source : POLYGF) : 42 526 980 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

0 Franc CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction de l'environnement (DIREN)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Installations d'ancrages écologiques - Tourisme nautique	Réalisation DIREN pour une opération pilotée par le service du tourisme. - mise en place d'ancrages écologiques pour la navigation de plaisance : recrutement d'un assistant technique pour la rédaction du cahier des charges et le suivi des futurs travaux ; études de conception, d'assistance et travaux pour la réalisation de 12 ancres écologiques et de 3 corps morts écologiques.

Service du tourisme (SDT)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Etudes en vue d'aménager les sites existants.	Notamment : - aménagement du site de Tahiamanu à Moorea (Etude) ; - aménagement éco-touristique du domaine d'Opunohu : convention d'étude passée en fonctionnement ; - aménagement accès mer de Teahupoo (Etude) ; - Etude d'aménagements de projets touristiques ;

Amélioration, valorisation ou réhabilitation des sites existants.	<p>Notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aménagement du site de Tahiamanu à Moorea (Etude) ; - aménagement accès mer de Teahupoo (Etude) ; - aménagement accès mer Vaitepiha à Tautira ; - aménagement touristique du site du trou du souffleur à Tiarei ; - Réhabilitation du site de la pointe Vénus ; - Aménagement du site de Vaipahi à Mataiea ; - Création d'un site touristique et de loisirs à Taharu'u – Papara ; - Développement touristique du domaine Plateau de Taravao ; - Sécurisation de la pointe Tapahi ; - Aménagement de circuits de randonnées ; - Réhabilitation du bâtiment de restauration sur le site du mahana park à Paea – Punaauia ; - Aménagement de la plage de Atioropa'a à Hitiaa ;
Sécurisation des sites touristiques visités.	<p>Notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sécurisation de la pointe Tapahi ; - Sécurisation des grottes de Mara'a, précisément celle de Vaipouri et la zone en amont du chemin d'accès aux grottes de Matava'a et Teanateatea ;
Entretien de sites touristiques majeurs	Entretien, gardiennage, maintenance et mise en valeur de sites : 29 dont 5 sites de la DAF affectés le 1er mars 2014 service du tourisme.
Procédures administratives	<ul style="list-style-type: none"> - Règles d'occupation des sites ; - Mise en place du règlement intérieur par site ; - Procédure d'acquisition foncière du site des 3 cascades ; - Mise en place des nouvelles conventions de prestations d'entretien et de gardiennage des sites ;
Convention relative à une prestation d'assistance à maître d'ouvrage en investissement	- programme d'aménagement du site de Tahiamanu, à Moorea ;

Programme « Aide et régulation du tourisme »

Périmètre

Ce programme accueille l'ensemble des opérations ayant pour finalité :

- la connaissance (banques de données, statistiques, enquêtes et études...) du secteur touristique et la programmation du développement touristique.
- la maîtrise du développement (statistiques, études sectorielles, réglementation et contrôle, formation, assistance technique) de l'hébergement touristique sous toutes ses formes (Hôtellerie terrestre et flottante).
- la maîtrise du développement des activités touristiques et de loisirs.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 29 699 267 Francs CFP
- investissement : 11 150 134 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (source : DGRH) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96402	Aide et régulation	6	4	3	4	0	17

Masse salariale dédiée au programme (source : POLYGF) : 93 938 003 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

Synthèse des activités et réalisations par structure

Service du tourisme (SDT)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
SECTEUR DE L'HEBERGEMENT TOUTISTIQUE	
Aide au développement des logements chez l'habitant	4 dossiers d'aide : - Tapu lodge pour un montant de 3 500 000 F CFP ; - Mai Moana island pour un montant de 888 720 F CFP ; - Tikehau Fafarua lodge pour un montant de 3 500 000 F CFP ; - Pension villa Tonoï pour un montant de 3 000 000 F CFP, soit un total de 10 888 720 F CFP.
Défiscalisation pour des établissements hôteliers	7 dossiers
Exonération de droits et taxes	31 dossiers correspondant à 8,2 % (29 793 320 F CFP) du montant plafond de 363 000 000 F CFP.
Mission d'assistance et de conseil en fonctionnement	Refonte de la délibération n° 2000-140 du 30 novembre 2000 définissant les catégories d'établissements d'hébergement de tourisme classés en Polynésie française et les conditions de leur agrément en cette qualité.
Procédures administratives	Nombre de dossiers traités : - permis de construire : 15, - occupations du domaine public maritime : 16, - demandes de classement : 11 ; - porteurs de projet : 30.
Evènementiel	Participation à 2 salons du tourisme
SECTEUR DE L'ACTIVITE TOURISTIQUE	
Procédures administratives dans le secteur activités et croisière	Nombre de dossiers traités : - Agence de voyage et bureau d'excursion : 32 - Navigation charter : 28 dossiers - autres : 107 dossiers portant sur des avis sollicités par les services (DTT, urbanisme, DGAE,)
Croisière	- Aménagement des pôles d'accueil croisiéristes paopao et papetoai ; - Aménagement d'un abri sur le quai de Vaitape à Bora bora.
Défiscalisation pour le secteur activité	8 dossiers

Programme « Animation et promotion du tourisme »

Périmètre

Ce programme concerne les actions d'animation touristique et de promotion du produit.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (source : compte administratif du Budget général)

- fonctionnement : 1 400 116 739 Francs CFP
- investissement : 0 Franc CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (source : DGRH) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96403	Animation et promotion Du tourisme	0	0	0	0	0	0

Masse salariale dédiée au programme (source : POLYGF) : 0 Franc CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

GIE Tahiti Tourisme : 477 370 000 Francs CFP

Subventions exceptionnelles associations et autres organismes de droit privé : 887 000 000 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Service du tourisme (SDT)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Opération propreté des plages et embouchures de rivières sur l'île de Tahiti	- Prestation effectuée sur 2 périodes en 2014 dans le cadre de l'éco-tourisme.
Convention d'étude en fonctionnement	- Offre touristique de la ville de Papeete et offre de produits culturels de l'île de Tahiti.
Prestation d'animation touristique.	- Accueil des croisiéristes des paquebots.

2.6 MISSION « DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES »

Programme « Agriculture et élevage »

Périmètre

Sont regroupées sous ce programme les opérations concernant :

- la maîtrise du développement de l'agriculture et de l'élevage (études générales et statistiques, réglementation et contrôle, aménagements et équipements ruraux, études techniques, assistance et soutien aux producteurs, gestion des domaines du Pays affectés au service chargé du développement rural (lotissements agricoles) ;
- la protection phytosanitaire, la santé et la protection animales ; la vente de bétail.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 2 472 203 389 Francs CFP
- investissement : 414 587 458 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96501	Agriculture et élevage	20	39	66	109	1	235

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 1 504 631 725 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire : 126 000 000 Francs CFP

Caisse de soutien au prix du coprah : 1 805 686 129 Francs CFP

Etablissement Vanille de Tahiti : 194 000 000 Francs CFP

Autres subventions exceptionnelles aux organismes publics : 30 600 000 Francs CFP

Subventions exceptionnelles aux associations et autres organismes de droit privé : 25 000 000 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Service du développement rural (SDR)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Dispositif favorisant l'accès au foncier des agriculteurs	<ul style="list-style-type: none">- travaux d'aménagement des domaines affectés au SDR (création ou réfection de pistes de desserte agricole et d'ouvrages hydrauliques) : 8 425 575 F FCP ;- gestion des lotissements agricoles :<ul style="list-style-type: none">* 23 lotissements* sur 844 ha* 561 lots agricoles* superficie moyenne/lot : 1.6ha

Soutien à la modernisation des exploitations et à l'installation en agriculture	<p>deux dispositifs d'aides :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aides à la relance de l'agriculture (ARA) : <ul style="list-style-type: none"> * 53 dossiers engagés pour un montant de 19 900 977 F FCP * 42 dossiers mandatés pour un montant de 7 634 054 F FCP - opération groupée d'aménagement foncier – installation des jeunes agriculteurs : budget de 81 786 300 F FCP cofinancé par l'Etat (28 866 300 F FCP soit 29%) et la Polynésie française (52 920 000 F FCP soit 65 %) ; pendant la période 2013-2016 ; 24 jeunes installés dont 20 en 2014.
Soutien à la production (filière viande bovine)	aides économiques aux éleveurs de bovins sous la forme d'un « reversement aux bouchers - abatteurs » pour un montant de 29 244 351 F FCP.
Mise à la disposition de matériel génétique, animal et végétal, aux agriculteurs et éleveurs	<ul style="list-style-type: none"> - 17 pépinières ont vendu 11 649 plants pour un montant de 7 948 950 F FCP (12 712 plants ont été cédés gratuitement dans les îles dépourvues de régies de recettes) - 2 stations bovines ont vendu 85 animaux pour un montant de 2 734 345 F FCP.
Recherche agronomique	<p>les activités de recherche ont porté sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux campagnes d'analyse de résidus de pesticides ; - des essais de diversification variétale sur la salade en vue de créer une unité de production de salade de 4^{ème} gamme ; - la conservation, la multiplication et le sevrage du matériel génétique des espèces amylacées polynésiennes : uru, taro, tarua, igname, banane plantain, patate douce... - la caractérisation morphologique des plants de bananiers de la collection régionale du Pacifique ; - des essais de méthodes de lutte contre les virus de la tomate TYLCV ; - la poursuite des activités entomologiques : production et lâchés de micro-guêpes parasitoïdes pour la lutte contre les nuisibles des cultures et du <i>Brontispa</i>, insecte prédateur du cocotier. <p>Ces activités ont généré des dépenses à hauteur de 19 201 769 F FCP.</p>
Soutien aux projets d'activités agro-alimentaires	<ul style="list-style-type: none"> - conseils techniques aux porteurs de projets d'unités d'agro-transformation - création d'ateliers d'agro-transformation à Tahiti (études et équipement technique : 18 844 183 F FCP), Moorea (études et équipement technique : 11 453 591 F FCP), et Raiatea (rénovation de bâtiments et équipement technique : 24 542 980 F FCP) - session de formation à l'agro-transformation du <i>uru</i> (farines et produits congelés) et essais de valorisation de carottes déclassées. <p>Les crédits de fonctionnement consacrés à ces activités se sont élevés à 4 344 265 F FCP.</p>
Structures et équipements de stockage de conservation et de conditionnement des produits agricoles dans les îles périphériques	<ul style="list-style-type: none"> - chambres froides : 45 412 048 F FCP - conteneurs frigorifiques : 3 402 280 F FCP - caisses palettes : 10 984 790 F FCP - transpalette peseur / 409 538 F FCP

Programme de régénération des cocoteraies	<p>le programme a porté sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'acquisition de séchoirs à coprah à air chaud pour l'amélioration de la qualité du coprah dans les vallées et zones humides ; - l'acquisition d'engins et d'équipements destinés au champ semencier de Raiatea et de moyens de transport maritimes (bateaux et moteurs) pour faciliter le transport des noix. <p>Le montant des dépenses, mandatées en section d'investissement s'est élevé à 51 995 643 F FCP.</p>
Evaluation et gestion d'outils économétriques d'aide à la décision	<ul style="list-style-type: none"> - bulletin annuel de la statistique agricole - publication du recensement général de l'agriculture (RGA), - engagement du marché pour l'élaboration du système d'information agricole (SIA) ; dépenses mandatées en section d'investissement : 6 020 640 F FCP sur un montant d'objectif de 39 052 800 F FCP.
Promotion de l'agriculture et des produits agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - organisation/participation, à des manifestations de promotion de l'agriculture (SIA, foire agricole de Tahiti – Floralties – Festival du <i>uru</i>) pour un montant de 36 381 787 F FCP ; - soutien financier à l'organisation des foires agricoles dans les îles périphériques de Tahiti pour 1 980 000 F FCP ;
Protection phytosanitaire aux frontières	<ul style="list-style-type: none"> - certificats d'inspection à l'importation : 8 024 (7231 en 2013) - permis d'importation : 568 (594 en 2013) - opérations de saisie à la suite d'infractions : 76 dont 65 sur des colis postaux (70 en 2013) - nombre de navires arraisonnés et inspectés : 376 dont 53 désinsectisés à l'arrivée (338 en 2013) - vols internationaux contrôlés : 1318 (1207 en 2013) - activité de veille sanitaire : 414 entrées enregistrées sur la base de données relative aux conditions d'importations (12 329 fiches) - recettes perçues sur les prestations de traitements des végétaux, produits végétaux conteneurs, navires et aéronefs : 13 487 573 F FCP ;
Protection phytosanitaire à l'intérieur du territoire	<ul style="list-style-type: none"> - contrôles des vols domestiques : 8095 (8112 en 2013) - certificats d'inspection délivrés pour le transport des végétaux : 6 475 (7216 en 2013)
Contrôle de l'importation de la vente et de l'utilisation des pesticides	<p>homologation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nouvelles substances actives : 3 - retraits de substances actives : 16 - agréments de nouveaux établissements autorisés à importer et à commercialiser des produits pesticides : 3 - retrait d'agréments : 2 - certificats d'aptitude à la vente et à l'utilisation de pesticides délivrés : 33 (3 sessions de formation)
Veille et prophylaxie zoosanitaires des animaux de vente	<ul style="list-style-type: none"> - autorisations d'importation d'animaux domestiques et d'élevages : 160 - autorisations d'embarquement (transport inter-îles) 917 (contrôle de la diffusion de la babésiose bovine) - déclarations de ruchers : 85 (total 235) - inventaire des espèces de tiques présentes dans les élevages à Tahiti (convention avec ILM) ; montant de la dépense de fonctionnement consacrée à ces activités : 1 370 000 F FCP

Programme « Forêts »

Périmètre

Ce programme comprend les opérations de :

- lutte contre les feux de forêts,
- études techniques, assistance et soutien aux exploitants forestiers et aux industriels du bois (hors menuiserie), vente de bois,
- gestion des domaines du Pays affectés au service chargé du développement rural (massifs forestiers d'exploitation),
- la maîtrise du développement des forêts artificielles et naturelles et de la filière bois et assimilés (études générales et statistiques, réglementation et contrôle, aménagements et équipements forestiers).

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (source : compte administratif du Budget général)

- fonctionnement : 108 316 823 Francs CFP
- investissement : 52 874 238 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (source : DGRH) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96502	Forêts	0	3	7	35	0	45

Masse salariale dédiée au programme (source : POLYGF) : 261 579 229 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

0 Franc CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Service du développement rural (SDR)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Travaux de plantation	plantation de 3.5 ha de feuillus : * IDV : 2 ha * ISLV : 1 ha * Marquises : 0.5 ha
Travaux de sylviculture	entretien de 19,11 ha de plantation de pins * IDV : 17,02 ha * ISLV : 1 ha * Marquises : 1,09 ha
Pistes forestières	- entretien de pistes forestières : 48 km - création de nouvelles pistes : 1 km (Marquises)
Récolte de bois	exploitation de 771,37 m ³ de bois * IDV : 441,95 m ³ * Marquises : 329,42 m ³

Vente de bois et prestations de service (sciages : traitement du bois)	- cessions payantes : 5 702 365 F FCP, notamment : * vente de bois sur pied : 1 897 837 F FCP * vente de poteaux : 231 000 F FCP * vente de plants forestiers : 77 800 F FCP * traitement autoclave : 3 285 000 F FCP * vente de sciages de pins : 90 000 F FCP - cession gratuite : 19,7 m ³ de bois pour une valeur de 422 800 F FCP
Inventaire et diagnostic	- réalisation d'un inventaire et d'une cartographie des plantations de pins à exploiter aux IDV et aux ISLV ; - réalisation d'un diagnostic des pistes forestières. Objectifs : estimer le volume et la qualité des bois à exploiter ; établir un programme d'intervention et estimer les recettes attendues - mise à jour des cartes SIG des massifs forestiers et des pistes de Tahiti et Moorea

Programme « Pêche et aquaculture »

Périmètre :

Ce programme recouvre les actions de maîtrise du développement de la pêche et de l'aquaculture.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (source : compte administratif du Budget général)

- fonctionnement : 537 743 746 Francs CFP
- investissement : 183 920 595 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (source : DGRH) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96503	Pêche et aquaculture	14	6	14	9	1	44

Masse salariale dédiée au programme (source : POLYGF) : 275 199 897 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

Subventions exceptionnelles : 140 000 000 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction des ressources marines et minières (DRMM)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Soutien aux investissements productifs	Notamment : - Révision des tarifs du port de pêche pour contribuer à l'équilibre des comptes du gestionnaire - Rénovation de la tour à glace 2 du port de pêche de Papeete - Complément d'équipement du port de pêche - Pose des panneaux photovoltaïques pour alléger les charges d'électricité du port de pêche

	<ul style="list-style-type: none"> - Subvention d'équilibre de 10 MF au gestionnaire du port de pêche - Poursuite de la sécurisation des installations du CTA, et lancement de 3 opérations liés à la fiabilisation logistique et technique des écloseries de crevettes et paraha peue du CTA - Instruction de deux dossiers d'aide au développement aquacole (ADA) dans le cadre d'investissements privés à valider en 2015 - Propositions relatives à la mise à disposition de foncier pour la crevette en bassins à terre, à valider en 2015
Soutien aux progrès techniques et humains	<p>Mise en place d'une veille technologique et d'une assistance technique à la profession :</p> <p><u>Au niveau du port de pêche</u>, un bureau assure cette veille technologique par la mise à disposition des données de l'environnement pour la pêche et coordonne un programme d'observateurs embarqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Consultation des données et cartes par les capitaines (entre 2 et 5/semaine) - 488 échantillonnages au port - 44 embarquements pour 712 jours de mer <p><u>Au niveau de l'aquaculture</u>, assistance en zootechnie et dans le domaine de la santé animale dans les élevages :</p> <p><u>Accueil et informations aux porteurs de projet</u> :</p> <p>39 porteurs de projet dont 2/3 des îles hors IDV ont été accueillis et informés en 2014.</p> <p>12 étudiants-stagiaires diplômant ont été accueillis en aquaculture à la DRMM, sur 26 demandes de stage</p> <p><u>Travaux de veille technologique et d'assistance technique</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Travaux R&D avec Ifremer sur la crevette et le platax - Assistance technique majoritairement sur les productions du CTA <p><u>Paraha peue</u> : accompagnement des fermiers pour améliorer les rendements en élevage.</p> <p><u>Crevette</u> : assistance aux privés sur les élevages expérimentaux en lagon (3 fermes privées). Lancement d'une convention de transfert de technologie en mode hyper intensif dit « biofloc » pour 2015-2016</p> <p><u>Bénitiers</u> : Amélioration des techniques de captage de naissain à Tatakoto et Reao, et formation continue</p>
Amélioration de la compétitivité des produits de la mer sur le marché local et à l'exportation	<p><u>Pêche</u></p> <p>Maintien du dispositif d'aide et de soutien à la pêche – DASP - 38 dossiers pour un total de 126,8 MF CFP réparti comme suit :</p> <p>Soutien au fret aérien : 102 MF CFP</p> <p>Soutien au prix de la glace : 23,2 MF CFP</p> <p>Soutien au taux de change : 1,4 MF CFP</p> <p>Dispositif en cours de réforme en 2015.</p> <p>Analyses sanitaires à l'exportation : 1,7 MF CFP</p> <p><u>Aquaculture</u></p> <p>Audit des filières cages en lagon (paraha peue et crevettes) ayant abouti à un diagnostic (production, commercialisation, marché), à des outils d'analyse économique et à des propositions d'actions stratégiques</p> <p>Travaux de validation des techniques et des coûts de transport inter-insulaire de juvéniles</p>
Amélioration de la qualité et de la sécurité sanitaire des produits aquacoles locaux	Mise en place de démarches qualité avec les aquaculteurs
Maîtrise des risques sanitaires	- Aucune maladie à déclaration obligatoire n'a été détectée chez la crevette <i>Litopenaeus stylirostris</i>

	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une analyse de risque sur les crevettes (à finaliser en 2015) - Fourniture d'un dossier argumenté à l'autorité compétente (QAAV du SDR) pour le renforcement de la protection sanitaire des crustacés importés en Polynésie française - Assistance zoosanitaire aux privés (écloseries et fermiers) : quarantaine d'intervention - Veille technologique à la profession - Surveillance de maladies pour les Platax et les bénitiers - Fourniture d'un rapport scientifique sur l'absence de <i>Perkinsus olseni</i> dans les bénitiers sauvages de Reao et Tatakoto et argumentation pour la compartimentation en zones saines
Gestion et suivi des activités de pêche et d'aquaculture	<ul style="list-style-type: none"> - Licences de pêche accordées : 100 - Licences de pêche abrogées : 64 - Carnets de carburant « gazole » délivrés : 379 - Cartes de pêcheurs lagonnaires instruites : 125 - Arrêtés d'autorisation de concession maritime délivrés : 122
Gestion des espaces et des ressources marines	<p><u>Aquaculture durable :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation d'études de stocks de 2 lagons (Tatakoto et Tureia) et d'études de gestion de stocks exploités, en particulier dans le cadre d'une thèse UPF-IRD liée aux lagons de Tubuai et Tatakoto - Arrêté de mise en place de 3 Zones de Pêche Réglementée à Tatakoto suite à la demande des autorités locales - Soutien obtenu de la CITES à Paris pour l'importation de bénitiers de Polynésie française dans la communauté européenne grâce au schéma d'exploitation durable présenté par la PF - Dans le cadre du projet INTEGRE (INitiative des TErritoires pour la Gestion Régionale de l'Environnement) : Zonage des activités aquacoles et marines à la presqu'île et à Raiatea-Tahaa <p>Surveillance intégrée de l'environnement de la presqu'île dont « impacts sur et par l'aquaculture »</p> <p>Projet mésocosme au CTA pour la production d'alevins à moindre coût financier et technologique, à des fins aquacoles et/ou de réensemencement</p> <p><u>Pêche lagonaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 12 lagons des Tuamotu ouverts à la pêche commerciale des holothuries – 16610 holothuries séchées de 5 espèces exportées pour une valeur de 25,9 M FCFP – 90 pêcheurs et 5 commerçants en holothuries ont participé – traçabilité des produits assurée depuis la pêche jusqu'à l'export par les comités de gestion locaux - 6 îles (4 communes de Tahiti et 2 communes des Tuamotu) ont prélevé 416 tonnes de coquille de troca vendue par 393 groupes de pêcheurs à 2 acheteurs pour un montant de 116,2 MFCFP – cette production est vouée à l'exportation
Pêches communautaires	
Soutien aux équilibres sociaux et territoriaux	<p><u>Développement de projets aquacoles dans les îles :</u></p> <p><u>Algues :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Lancement d'un projet de faisabilité technico-économique d'algoculture de « caviar vert » à Tubuai <p><u>Chanos chanos (pati) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Transfert des techniques de collecte éco-responsable de post-larves aux privés, soutien au lancement d'un projet à Tahiti en liaison avec Arutua. <p><u>Pinctada maculata (pipi) :</u></p>

	<p>- Lancement d'un projet d'étude de faisabilité technique du collectage et de l'élevage de pipi à des fins commerciales diverses (chair, poe pipi, xénogreffe) avec un privé sur Pukarua</p> <p><u>Projet aquacole de Hao :</u></p> <p>- Conseil et expertise à la réalisation la plus efficiente dans le but d'un projet durable (rentable, viable, vivable) et intégré</p> <p><u>Dispositifs de concentration de poissons (DCP)</u></p> <p>29 DCP ancrés dont 7 aux îles du vent, 3 aux îles sous le vent, 9 aux Tuamotu de l'Ouest et 10 aux Tuamotu du centre et de l'Est</p> <p>Parc de 55 DCP sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française</p> <p><u>Mise en place d'équipements frigorifiques</u></p> <p>Pose de 3 machines à glace à Punaauia, Ua Pou et Papara</p> <p>Pose de 3 chambres froides : Arutua, Pueu et Vairao</p> <p>En 2014, mise en place d'un programme visant à redynamiser 3 coopératives. A ce titre à Arue : pose d'une machine à glace et d'une double chambre froide, à Faa'a : pose d'une chambre froide et à Teahupoo : pose d'une machine à glace et d'un kit panneau solaire.</p>
--	---

Programme « Perliculture »

Périmètre :

Ce programme comprend les actions visant à la maîtrise du développement de la perliculture, y compris l'instruction partielle des demandes d'autorisation d'occupation du domaine public.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 101 092 310 Francs CFP
- investissement : 19 320 930 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96504	Perliculture	7	7	13	4	3	34

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 180 280 540 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction des ressources marines et minières (DRMM)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Gestion des activités perlicoles	<p><u>Cartes de producteur</u> 412 titulaires de cartes de producteurs d'huîtres perlières valides et 311 titulaires de cartes de producteurs de perles de cultures de Tahiti</p> <p><u>Contrôle des concessions maritimes à usage perlicole</u> - Missions effectuées : 14 dans 29 îles perlicoles (18 contraventions de grande voirie, 43 arrêtés d'abrogation de concessions maritimes, soit 133 ha) - Nombre d'ha de concessions maritimes validés : 8021 - 140 dossiers de demande de renouvellement dont 135 traités</p> <p><u>Soutien au carburant perliculture</u> Agrément carburant pour 300 perliculteurs = 1 073 606 litres essence (50 459 482 Fcp) + 312 860 litres gazole (15 017 280 Fcp)</p>
Contrôle des perles de culture de Tahiti à l'export et avant commercialisation	<p>Perles de culture de Tahiti contrôlées : 11 327 908 pour un poids total de 19,5 tonnes Rebuts conservés : 354 520 pour un poids total de 488 kilos</p>
Renforcement des capacités d'innovation et de valorisation (programmes de R & D)	<p>- Poursuite des programmes de sélection des donneuses de greffons en collaboration avec l'Ifremer et le secteur privé qui financeront 50% de ces programmes dès 2015 avec une demande de soutien à l'installation d'écloserie privée (Marché Ifremer 2013-2014 -Financement DRMM)</p> <p>- Poursuite des programmes de « Gestion intégrée et adaptation de la perliculture en Polynésie française dans le contexte du changement global : approche environnementale, économique et sociale » (PolyPerl 2012-2016 -Financement ANR)</p> <p>- Collaboration entre une société privée et la DRMM pour la mise en place des moyens techniques pour le recyclage des nucléus utilisés pour la production des perles de <i>Pinctada margaritifera</i> en Polynésie française (financement privé) ;</p> <p>- Mise en place d'un projet Pilote de Centre de réception et grossissement de larves d'huîtres perlières sélectionnées donneuses de greffons issues d'écloserie (Professionnalisation de l'activité de PHP – Programme INTEGRE 2014-2017 (Financement FED-GIE-DRMM) : Participation à l'élaboration de la Fiche projet INTEGRE Raiatea-Tahaa « Mise en place d'un centre de réception et grossissement (CRG) pour la production annuelle de 400000 HP issues de l'écloserie de Rangiroa. »</p> <p>- Collaboration avec des sociétés privées pour la mise au point d'un nucléus local fabriqué à partir de coquilles de <i>Pinctada margaritifera</i> de P.F.(financement privé)</p>
Préservation de l'environnement et des stocks d'huîtres perlières	<p>- Un problème de crise dystrophique à Takaroa a provoqué d'importantes mortalités de naissains d'huîtres perlières. Les analyses et le suivi de la qualité de l'eau du</p>

	lagon sont toujours en cours pour comprendre le phénomène - Démarrage d'un programme de gestion des pollutions issues de la perliculture dans le cadre du programme RESCUE - Identification de caractères spécifiques d'intérêt chez les huîtres perlières de l'archipel des Marquises (Programme Polyperl) - Evaluation du stock sauvage d'huîtres perlières dans les atolls collecteurs (Atoll visités : Ahe, Takapoto, Takaroa et Scilly)
Maîtrise des risques sanitaires	Aucune maladie à déclaration obligatoire n'a été détectée chez l'huître perlière <i>Pinctada margaritifera</i>

Programme « Artisanat »

Périmètre

Ce programme concerne la maîtrise du développement de l'artisanat traditionnel.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 59 763 958 Francs CFP
- investissement : 0 Franc CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96505	Artisanat	2	4	0	5	0	11

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 74 477 337 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

Synthèse des activités et réalisations par structure

Service de l'artisanat traditionnel (ART)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Promotion du secteur artisanal	- Mise en place d'un calendrier évènementiel des manifestations artisanales de l'année en cours - Suivi et mise à jour du site internet www.artisanat.pf
Gestion des aides du ART	- Instruction et suivi de 13 demandes de subventions ayant conduit à l'octroi de 09 aides financières en faveur de 03 comités, 02 fédérations, 06 associations, 02 établissements publics et 01 SARL. Les aides financières concernent la mise en place et l'organisation des manifestations artisanales.
Organisation et mise en place des manifestations artisanales	- 13 manifestations artisanales organisées à Tahiti dans les communes de Pirae et Papeete ont bénéficié d'un soutien humain et financier. Chiffre d'affaire engendré : 208 568 255 F CFP.
Autorisation d'occupation temporaire (AOT)	Autorisations d'occupation délivrées : 1 (le centre artisanal de Taiohae) et 1 autorisation d'occupation en cours d'instruction pour Taipivai aux îles Marquises

Agrément des artisans	Délivrance de cartes professionnelles aux artisans : 46 (pour un total cumulé de 685)
Missions d'informations	<ul style="list-style-type: none"> - information sur la constitution des dossiers de demande ou de renouvellement des cartes d'agréments d'artisan traditionnel La CTG a reçu 74 usagers à Papeete et 89 usagers lors des missions effectuées dans les 30 atolls des îles Tuamotu et Gambier . - information sur les aides financières La CISLV a reçu 2 usagers à Maupiti et 1 à Huahine - information sur les fiches de renseignements des artisans traditionnels : La CAU a traité 28 fiches de renseignements - diffusion d'information relative au secteur artisanal
Missions de recensement	<ul style="list-style-type: none"> -recensement des manifestations dans les archipels par la CAU et la CISL : 2 à Tubuai, 3 à Raiatea, 2 à Bora Bora, 2 à Huahine - recensement des centres artisanaux du pays, des communes et des points de ventes artisanaux de la Polynésie française - recensement des comités, fédérations, associations, artisans relevant du secteur artisanal - la CTG a procédé au recensement des activités les plus exercées dans les îles Tuamotu et Gambier
Missions de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> - contrôle des états des lieux et du fonctionnement de 2 centres artisanaux : Mahina (Tahiti) et Paopao (Moorea) - contrôle des produits lors des expositions artisanales

Programme « Ressources minières »

Périmètre

Périmètre non-défini par l'instruction comptable

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 0 Franc CFP
- investissement : 7 382 756 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96506	Ressources minières	0	0	0	0	0	0

Masse salariale dédiée au programme (*source : POL YGF*) : 0 Franc CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

0 Franc CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction des ressources marines et minières (DRMM)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Connaissance et inventaire des ressources minières de la Polynésie française	<ul style="list-style-type: none">- Permis exclusif de recherche à la société « SAS Avenir Makatea » pour l'étude du potentiel d'exploitation du phosphate secondaire : 1^{ère} campagne d'échantillonnage réalisée en août 2014- Lancement de l'expertise collégiale sur les ressources minières des grands fonds en juillet 2014- Etat des lieux des ressources minières terrestres de PF par le BRGM – Rapport rendu en septembre 2014

2.7 MISSION « ECONOMIE GÉNÉRALE »

Programme « Régulation »

Périmètre

Ce programme rassemble les actions menées en vue de :

- la mise en place et le contrôle de l'application de la réglementation économique : prix, marges de commercialisation, droit de la concurrence et droit commercial en général, droit de la consommation, qualité et sécurité, droit des assurances, poids et mesures, droit de la propriété industrielle ;
- la gestion des fonds spéciaux (FSPPN, FRPH, FPPH) qui doivent, tout en remplissant chacun leur mission, fonctionner de façon autonome par rapport au budget et équilibrer par eux-mêmes leurs dépenses et leurs recettes ;
- la réalisation des études économiques, de l'analyse conjoncturelle et des prévisions économiques à court et moyen terme ;
- l'information et la formation du consommateur.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 747 071 600 Francs CFP
- investissement : 0 Franc CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96601	Régulation	13	18	4	1	0	36

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 245 995 235 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

Institut de la statistique de PF : 404 537 662 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction générale des affaires économiques (DGAE)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Gestion du fonds de régulation des prix des hydrocarbures (FRPH) : - permet de lisser les fluctuations des cours des produits pétroliers et assurer un prix stable des hydrocarbures aux consommateurs et professionnels - intervient en soutien des prix des hydrocarbures destinés à certains professionnels - Fonds alimenté par la taxe sur les équipements électriques importés (TEEI)	- Recettes 2014 : 4 776 816 122 F CFP dont : . recettes propres 2014 : 2 704 104 793 F CFP . recettes propres sur exercices antérieurs : 1 614 240 853 F CFP - Dépenses 2014 : 4 290 126 229 F CFP

<p>Gestion du fonds de péréquation des prix des hydrocarbures (FPPH) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fonds intervenant pour harmoniser le prix des hydrocarbures sur l'ensemble des îles de la Polynésie française par la prise en charge du fret et des frais annexes - fonds alimenté par une taxe de péréquation sur certains hydrocarbures 	<p>Recettes 2014 : 1 476 189 517 F CFP dont</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recettes exceptionnelles : 54 796 657 F CFP <p>Dépenses 2014 : 1 286 912 050 F CFP</p> <p>Pas de subvention du Pays</p>
<p>Elaboration de textes réglementaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en charge des frais de transport du propane et des fûts de carburant par le FRPPH : <ul style="list-style-type: none"> . 1 délibération . 2 arrêtés - Actualisation du code de commerce : <ul style="list-style-type: none"> . droit de la concurrence : 1 loi du Pays et une résolution . demande de participation des personnels de l'autorité polynésienne de la concurrence aux compétences de l'Etat en matière de contrôle : 1 projet de loi du Pays . réglementation des pratiques commerciales : 1 loi du Pays - Statuts de la CCISM - Dispositions relatives aux opérations commerciales : 1 arrêté - Réglementation des prix et des marges en Polynésie française : 2 arrêtés - Etablissements conventionnés : 1 arrêté - Information des consommateurs et à la formation des contrats de consommation : 1 projet de loi du Pays
<p>Contrôle de la réglementation des prix et enquêtes « prix »</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'îles contrôlées : 30 - Nombre d'établissements contrôlés : 755 - Nombre de produits contrôlés : 403 659 - Nombre de rappels à la réglementation : <ul style="list-style-type: none"> . 193 pour défauts à l'affichage, de facturation, de dépôt de documents . 121 pour hausse illicite - Nombre de procès-verbaux au Procureur de la République : 1 - Nombre de taxations à la baisse : 1 - nombre de transaction : 1 - Nombre de structures de prix : 570
<p>Contrôle du respect de la loyauté des transactions et protection du consommateur (poids et mesures, étiquetage, d'appellations d'origine, conformité des services,)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'îles contrôlées : 30 - Nombre d'établissements contrôlés : 892 - Nombre de produits contrôlés : 16 550 - Nombre de procès-verbaux : 12 - Nombre de rappels à la réglementation : 45 - Nombre de plaintes, avis, enquêtes traités : 145
<p>Traitement de contentieux</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Concurrence : 2 - Appel d'offres : 1
<p>Avis juridique sur des projets de loi d'ordonnancement, décrets et accords internationaux relevant de la compétence de l'Etat</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Accords internationaux : 2 (juridiction unifiée des brevets, lutte sur la contrefaçon de médicaments) - Finances et banque : 5

Information et formation du consommateur	<ul style="list-style-type: none"> - Contacts : 2 278 <ul style="list-style-type: none"> . immobilier : 49 % . problèmes commerciaux : 21% . problèmes ne relevant pas de la compétence de la DGAE : 12% - Droits et obligations du consommateur : <ul style="list-style-type: none"> . 3 sessions de sensibilisation . 1 stand d'information (Union des femmes francophones d'Océanie) . 15 interventions dans la presse (radio et télévision) - Relevés comparatifs : <ul style="list-style-type: none"> . prix du panier de la ménagère : 11 à Tahiti, Moorea et Raiatea . fruits et légumes : 10 à Tahiti, Moorea et Raiatea . rentrée scolaire : 1 à Tahiti et Moorea
Commission de conciliation	Demandes enregistrées 4
Etudes sur conjoncture et prévision économique	<ul style="list-style-type: none"> - Explication d'une crise auto-entretenu et durable en Polynésie française : 1 note de conjoncture - Plan de relance économique pour atteindre un objectif de croissance différentiel de +3,5% en moyenne sur la période 2015-2024 pour répondre aux besoins d'emploi : 1 note de conjoncture

Programme « Commerce extérieur et promotion »

Périmètre

Ce programme recense les actions menées pour :

- une incitation et un encadrement des investisseurs extérieurs au Pays ;
- la promotion sur les marchés extérieurs des ressources propres hors tourisme ;
- une maîtrise du commerce extérieur ;
- un appui aux entreprises polynésiennes exportatrices et la promotion sur les marchés extérieurs des ressources propres hors tourisme ;
- un contrôle des importations.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 58 035 921 Francs CFP
- investissement : 0 Franc CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96602	Commerce extérieur et promotion	5	4	6	2	0	17

Masse salariale dédiée au programme (*source : POL YGF*) : 91 361 886 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

Autres associations/groupements secteur tourisme-perliculture-pêche : 52 000 000 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction générale des affaires économiques (DGAE)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Contrôle des importations : protection non tarifaire et contingentements	<ul style="list-style-type: none">- Régulation du marché de certains fruits et légumes : 12 conférences agricoles mensuelles pour fixer les quotas d'importation- Fleurs coupées :<ul style="list-style-type: none">. 1 commission. autorisation d'importation de 90 000 tiges/trimestre plus quotas exceptionnels pour St-Valentin, fête des mères, Toussaint et fin d'année- Viande porcine :<ul style="list-style-type: none">. 1 commission. 2 275 000 kg importés (soit 93,4 % des quotas ouverts)- Elevages de poules pondeuses :<ul style="list-style-type: none">. 1 commission. 195 359 poussins importés (soit 68 ,4 % du contingentement autorisé)- Poulets de chair :<ul style="list-style-type: none">. 1 commission. 105 200 kg importés en frais ou réfrigérés (102 162 kg en 2012)- Œufs frais importés: 1 064 721 douzaines (1 317 945 douzaines en 2013)- Nombre de licences d'importation délivrées : 3 144 (3 257 en 2013)
Aide fiscale à l'investissement Outre-mer	<ul style="list-style-type: none">- Nombre dossiers traités : 14- Investissement total : 5 430 000 000 F CFP- Nombre d'emplois prévisionnels : 65
Secrétariat de la commission consultative des agréments fiscaux	<ul style="list-style-type: none">- Nombre de dossiers agréés : 15 (26 demandes)- Investissement total : 5 076 200 000 F C FP- Crédits d'impôts accordés : 579 000 000 F CFP- Création d'emplois prévisionnels: 59- Nombre d'emplois directs maintenus :<ul style="list-style-type: none">. en période de réalisation : 56. en période d'exploitation : 4

Programme « Développement des entreprises »

Périmètre

Dans ce programme, sont recensées les actions relatives à la maîtrise du développement des entreprises, des industries et des métiers : par exemple, dispositif en faveur de la production audiovisuelle locale, ACDE, ACP, le soutien à l'activité des entreprises du bâtiment par la prise en charge par le Pays d'intérêt d'emprunts immobiliers (PAB, PHB), le soutien à l'emploi dans le secteur automobile par l'octroi d'une prime au retrait de véhicules de plus de 8 ans lors de l'achat d'un véhicule neuf moins polluant.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 399 891 410 Francs CFP
- investissement : 215 000 000 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96603	Développement des entreprises	2	0	0	0	2	4

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 33 881 376 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

Subventions aux associations et autres organismes de droit privé : 15 000 000 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction générale des affaires économiques (DGAE)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Gestion des fonds du Prêt d'aménagement bonifié (PAB) et du Prêt à l'habitat bonifié (PHB)	- Nombre de dossiers contrôlés : 109 - Montant des titres de recette émis : 1 851 030 F CFP - Remboursement des intérêts dus aux banques : 330 602 407 F CFP
Gestion des dossiers d'Aide à la création et au développement des entreprises (ACDE)	Contrôle et finalisation de 25 dossiers
Traitement de contentieux	Aide à la production audiovisuelle et cinématographique : 2

Direction générale de l'économie numérique (DGEN)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Aide à la production audiovisuelle et cinématographique (APAC)	Transfert de la mission et du budget de la DGAE à la DGEN en 2014. 2 commissions en mars et juin 2014 - Budget annuel : 77 178 188 F CFP - Aides attribuées : 58 750 000 F CFP - 25 arrêtés d'attribution (CM et ministériels)
Soutien à la création audiovisuelle et numérique (SCAN)	Numérisation et archivage de toutes les œuvres aidées par l'APAC depuis 2007 : 919 indexations et 611 fichiers numériques et 308 supports physiques, puis transfert au S.P.A.A. Suite des travaux concernant la réforme de l'APAC, avec : - des rencontres des professionnels de la filière, - la mise en place du SCAN avec les textes réglementaires : LP n°2014.27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif SCAN et Arrêté n°1974/CM du 23 décembre 2014 portant application de la LP n°2014.27 du

	14/08/14 Etude externalisée « Diagnostic de la filière audiovisuelle de P.F. » Développement du site www.scan.pf et www.audiovisuel.pf
--	---

Programme « Régulation du prix des produits de première nécessité »

Périmètre

Périmètre non défini par l'instruction comptable

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 600 083 334 Francs CFP
- investissement : 0 Franc CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96604	Régulation des prix	0	0	0	0	0	0

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 0 Franc CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

0 Franc CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction générale des affaires économiques (DGAE)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Gestion du dispositif de soutien à certains PPN dont le prix est fixé en CM (farine destinée à la fabrication du pain PPN et riz blanc non parfumé)	- Montant des soutiens : 600 083 334 F CFP (- 39 % par rapport à 2013) - Importations de produits soutenus : . Farine : 11 117, 55 tonnes importées . Riz : 5 664,78 tonnes importés – Prix maximal de vente : 100 F CFP/kg

Programme « Traitement du surendettement »

Périmètre

Périmètre non défini par l'instruction comptable

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 44 171 846 Francs CFP
- investissement : 0 Franc CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (source : DGRH) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96605	Traitement du surendettement	0	0	0	0	0	0

Masse salariale dédiée au programme (source : POLYGF) : 0 Franc CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

0 Franc CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction générale des affaires économiques (DGAE)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Suivi de la convention annuelle particulière avec l'IEOM relative à la gestion des dossiers de surendettement	Montant de la prestation : 44 171 846 F CFP Nombre de dossiers examinés : 172 (sur 174 dépôts)
Travaux règlementaires	- Nouvelle désignation des membres de la commission de surendettement - Travaux d'adaptation des textes par l'intégration de la dette communale dans le dispositif et l'allègement des procédures

Programme « Propriété industrielle »

Périmètre

Périmètre non défini par l'instruction comptable

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (source : compte administratif du Budget général)

- fonctionnement : 2 887 335 Francs CFP
- investissement : 0 Franc CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (source : DGRH) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96606	Propriété industrielle	0	0	0	0	0	0

Masse salariale dédiée au programme (source : POLYGF) : 0 Franc CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

0 Franc CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction générale des affaires économiques (DGAE)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Mise à jour de la réglementation	- Modification du code de propriété intellectuelle . 1 loi de Pays . 2 arrêtés
Travaux relatifs aux accords et conventions conclues avec l'INPI (Institut national de la propriété industrielle)	- Accord d'extension des effets des titres en Polynésie française - Convention relative aux dispositions comptables concernant les redevances d'extension versées par les usagers
Mise en œuvre de la réglementation	- Reconnaissance des titres émis par l'INPI . nombre de titres émis : 4 895 (4 824 marques, 60 dessins et modèles, 11 brevets) . nombre d'arrêtés : 28 . recettes : 13 352 690 F CFP - Accord d'extension des titres émis . nombre de titres émis : 9 101 (9 037 marques, 63 dessins et modèles, 1 topographie de produits semi-conducteurs) . nombre d'arrêtés : 86 . recettes : 65 952 000 F CFP
Traitement de précontentieux	Décisions de rejets d'extension des marques françaises en Polynésie française : 75 recours gracieux traités

2.8 MISSION « TRAVAIL ET EMPLOI »

Programme « Travail »

Périmètre

Ce programme comprend la réglementation et les statistiques du travail, l'assistance aux particuliers dans ce domaine et le contrôle du respect du droit du travail.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 2 380 551 384 Francs CFP
- investissement : 0 Franc CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96701	Travail	9	10	1	2	1	23

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 200 006 418 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

Régime général des salariés : 1 400 000 000 Francs CFP

Syndicat des salariés : 20 000 000 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction du travail (TRAV)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Subventions syndicales	Crédits ouverts : 20 000 000 F CFP Versement effectué : 18 235 907 F CFP
Dispositif d'aide à la revalorisation du SMIG (DARSE)	Coût total : 139 972 448 F CFP Dont frais de gestion CPS : 2 068 558 F CFP
Expertise en matière de droit du travail	Etudes de dossiers : <ul style="list-style-type: none">- dérogation au principe du repos dominical : 14 autorisations pour 19 demandes- dossier CTH : 20 dossiers Analyse ou rédaction de projets de texte : <ul style="list-style-type: none">- obligation d'emploi des travailleurs handicapés- chèque service aux particuliers- contrat de chantier- prévention contre l'amiante- plan de prévention- revalorisation du SMIG- prévention contre les rayonnements ionisants- service à la personne- dérogation à l'utilisation de machines dangereuses

	<ul style="list-style-type: none"> - habilitation aux stages en entreprise - assouplissement du contrôle de la durée du travail - <p>Traitement total ou partiel des contentieux concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le licenciement de salariés protégés : 7 - l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés : 3 - la répartition des sièges à la CPS
Informations/conseils en matière de droit du travail	<p>Nombre de personnes renseignées au téléphone : 3 887</p> <p>Nombre de personnes renseignées au bureau : 3 088</p> <p>Nombre de demande de renseignements par courriels : 780</p> <p>Différends individuels du travail traités : 463</p> <p>PV de conciliation abouti : 116</p>
Gestions des élections professionnelles	<p>Nombre de PV d'élections de DP : 1 911</p> <p>Nombre de PV d'élections de CE : 869</p> <p>Nombre mises à jour de dossiers de syndicats : 976</p> <p>Nombre total de syndicats gérés : 1 181</p>
Licenciement économique	<p>Nombre de licenciement économique enregistré : 174</p> <p>Nombre d'attestation délivrée à la demande : 92</p>
Accords collectifs	<p>Nombre total d'accords collectifs reçus : 78 dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 modifications de conventions collectives - 17 accords d'entreprises - 11 protocoles de fins de conflits - 48 accords de réduction du temps de travail
Contribution à l'insertion professionnelle des personnes reconnues travailleurs handicapés	<ul style="list-style-type: none"> - Crédits délégués au titre du fonds pour l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés (FIPTH) : 99 600 000 F CFP - Dépenses : 43 830 487 F CFP, dont : <ul style="list-style-type: none"> • aide à l'APRP : 38 767 927 F CFP • formation : 0 F CFP - Entreprises contrôlées : 356 dont 86 entreprises ayant moins de 25 salariés - Sous-commission de recours gracieux FIPTH : <ul style="list-style-type: none"> • demandes de remises gracieuses : 18 • avis favorables : 14
Evaluation des risques professionnels	<ul style="list-style-type: none"> - Campagnes de sensibilisation : 9 séances 172 participants avec 5 îles touchées
Inspection médicale du travail	<p>Demande d'intervention : 4</p> <p>Contestation d'aptitude médicale : 4</p> <p>Visite médicale réalisée : 44</p> <p>Demande de licenciement d'un médecin : 1</p> <p>Demande d'agrément d'un service de santé au travail : 1</p>
Comité technique consultatif	<p>4 réunions pour traiter 31 dossiers de demande :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 7 demandes d'agrément « amiante » - 3 demandes d'agrément « électricité » - 6 demandes d'agrément « levage » - 4 demandes d'agrément « IPRP » - 2 demandes d'agrément « bruit » - 9 demandes d'agréments « coordonnateur CSPS »
Contrôle de l'Inspection du travail	<ul style="list-style-type: none"> - Interventions de l'Inspection du travail : 617 dont 446 opérées sur Tahiti : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 42 % concernent la santé sécurité ▪ 23 % concernent le contrat de travail

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 18 % concernant la durée du travail - Arrêts de chantier : 6 - Rédaction de procès-verbal : 11 - Amende administrative : 24 - Avis délivrés : 269, dont : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Permis de construire : 195 avis, ▪ Rachat de rente AT : 18 avis ▪ Subventions aux entreprises : 25 avis - Traitement de demande d'autorisation de licenciement de salariés protégés : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Demande d'autorisation de licenciement : 35 ▪ Recours hiérarchiques : 6 ▪ Recours contentieux : 7
Promotion du dialogue social	Négociations salariales : 11 branches professionnelles 6 accords signés

Programme « Emploi et insertion professionnelle »

Périmètre

Ce programme traite des facteurs favorisant l'emploi.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 276 233 445 Francs CFP
- investissement : 0 Franc CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96702	Emploi et insertion professionnelle	15	30	16	5	3	69

Masse salariale dédiée au programme (*source : POL YGF*) : 432 685 068 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

0 Franc CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle (SEFI)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Accueil des demandeurs d'emploi, inscriptions au SEFI et mise en relation.	<ul style="list-style-type: none"> - Ouverture de 8 nouvelles antennes durant le 1er trimestre 2014. - Une fréquentation très élevée du service par les demandeurs d'emploi : <p>Au 31 décembre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits est de 9896, soit un niveau équivalent à l'an passé (9725). Cependant, le DEFM (Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois) moyen sur l'année s'élève à 13 331, en forte hausse par rapport à l'année dernière (11020).</p>

	<p>Au total, le service a été en relation avec 29506 demandeurs d'emploi différents. Le S.E.F.I. a enregistré 6406 primo-demandeurs (+ 3,80%).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le service a effectué 76555 mises en relation de demandeurs d'emploi sur des offres d'emploi normal (sur un total de 138 701 candidatures).
Collecte des offres d'emploi normal des employeurs.	<ul style="list-style-type: none"> - Les offres d'emploi normal collectées sont de 2396 contre 2523 offres en 2013 (soit une baisse de 5 %). - 77 % des offres sont collectées par voie électronique (courrier électronique, web). - Les principales activités du tertiaire sont toujours les plus pourvoyeuses d'offres d'emploi (hôtellerie restauration, commerce, services aux entreprises). - Ce sont essentiellement des entreprises privées (70 %) qui déposent des offres d'emploi au S.E.F.I. 55 % des offres sont déposées par des entreprises de plus de 20 salariés. - Les offres proposées sont majoritairement des CDD (66%) ce qui traduit l'inquiétude des employeurs sur le devenir de leur activité. - Pour 70 % des offres d'emploi, l'employeur demande une expérience professionnelle. Pour 37 % des offres l'expérience demandée est supérieure à 2 ans. - 87 % des offres proviennent des Iles du Vent. - Cette année le nombre moyen de postulants pour une offre est de plus de 32 contre 37 l'an passé (26 en 2010, 13 en 2005). Cet indicateur confirme une fois encore la très forte crise du marché du travail. - Au 31 décembre 2014, 72 % des offres déposées du 1er janvier au 31 décembre 2013 ont été satisfaites. La plupart des offres déposées en fin d'année seront satisfaites durant les premiers mois de 2014. En moyenne, plus de 95 % des offres déposées aux S.E.F.I. sont satisfaites.
Donner une nouvelle chance aux personnes en voie d'exclusion.	<ul style="list-style-type: none"> - Pour mettre en œuvre cette politique en faveur de l'insertion professionnelle, le service a disposé notamment du dispositif C.A.E. Cette mesure d'aide est plus particulièrement destinée aux personnes les plus éloignées de l'emploi. <p>Le service a instruit 10 010 dossiers. 3077 ont démarré au lieu des 2400 initialement prévus au budget 2014. Cela a été rendu possible par la suspension, à la demande du gouvernement, des dispositifs CED, CRE, ICRA, SIE et STEP à compter de mai 2014. Le dispositif a fait l'objet de 1782 contrôles.</p>
Soutenir la création d'emploi et prévenir le chômage de longue durée.	<p>Pour instaurer un lien entre les acteurs de l'économie, le SEFI utilise notamment les aides à l'embauche.</p> <p>La plupart des dispositifs ont été suspendus en mai 2014 à la demande du gouvernement. Cela explique le niveau assez bas d'intervention.</p> <ul style="list-style-type: none"> - 94 demandeurs d'emploi ont bénéficié d'un contrat S.I.E. - 46 demandeurs d'emploi qualifié ont bénéficié d'un contrat ST.E.P. - Le Contrat Emploi Durable (C.E.D.) a permis à 175 demandeurs d'emploi de bénéficier d'un contrat à durée indéterminée. Au 31 décembre 2014, 518 personnes étaient salariées en C.D.I. par l'intermédiaire du C.E.D. - Le Contrat Relance Emploi a permis à 113 demandeurs de bénéficier d'un contrat à durée déterminée. - L'« Incitation Fiscale de l'Emploi Durable » (I.F.E.D) : 22 attestations fiscales ont été accordées pour l'exercice 2014 pour un montant de 14 000 000 FCFP. Pour l'exercice 2013/20134, l'IFED a accompagné fiscalement le maintien de 53 emplois.

Maintenir l'emploi dans les entreprises en difficulté.	<ul style="list-style-type: none"> - Le S.E.F.I. est en mesure d'accompagner les accords de réduction du temps de travail afin de minimiser la perte de rémunération pour les salariés concernés. - En 2014, le Contrat de Soutien à l'Emploi (C.S.E.) remplace l'I.M.E. 89 conventions de trois mois ont été conclues avec 31 entreprises différentes. Ces conventions ont concerné 3717 salaires durant l'année.
Développer les services à la personne tout en luttant contre le travail clandestin.	<ul style="list-style-type: none"> - Le chèque service aux particuliers (C.S.P.) a pour objectif de lutter contre le travail clandestin et de favoriser le développement des services à la personne. - Le succès de la formule se confirme encore cette année. De janvier à décembre 2014, 132 829 chèques ont été utilisés (+ 16,2 %) par 2052 employeurs différents (+8,1 %). En moyenne, plus de 11000 chèques sont utilisés chaque mois. Avec 265 658 heures de travail pour 2052 particuliers employeurs, la moyenne par employeur est de 129 heures par an. (en augmentation de 7,5 %). Le C.S.P. a concerné plus de 1600 salariés différents.
Favoriser l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés.	<p>La mission d'insertion professionnelle des travailleurs handicapés a été transférée au SEFI avec un seul agent en octobre 2014. Cette population est, dans sa grande majorité, très peu qualifiée.</p> <p>Les stages pour travailleurs handicapés (S.T.H.) permettent pour la majorité des bénéficiaires de suivre une formation dans un des centres associatifs spécialisés ou d'y être accueillis à titre occupationnel pour les cas les plus graves. Une petite partie a été intégrée au sein de structures privées ou publiques afin de découvrir et s'initier au monde du travail. La demande pour ce type de dispositif a été forte (558 nouvelles mesures).</p> <p>La convention travailleur handicapé (C.T.H.) favorise l'embauche des travailleurs handicapés sur contrat de travail (C.D.D. ou C.D.I.). 22 nouvelles conventions ont été signées. Au 31 décembre 2014, on dénombre 203 travailleurs handicapés employés dans le cadre de cette mesure.</p>
Soutenir la création de micro-entreprises.	<ul style="list-style-type: none"> - 10 conventions I.C.R.A. ont été conclues permettant ainsi la naissance d'autant de petites entreprises et l'insertion professionnelle de demandeurs d'emploi. - Sur les 50 entreprises aidées entre 2011 et 2013, 78 % sont encore en activité. 72 % des entreprises aidées en 2011 sont encore en activité.
Protéger le marché de l'emploi (Instruction des demandes de permis de travail, Carte de commerçants étrangers, Autorisation de longs séjour).	<ul style="list-style-type: none"> - En 2014, le nombre de demandes d'autorisation de travail a diminué de 17,8 % par rapport à l'année précédente pour retrouver un niveau de 2012. - 561 autorisations de travail ont été délivrées dont 390 d'une durée d'un an minimum (- 13% par rapport à 2013) et 171 pour des missions temporaires de moins de 6 mois (-21% par rapport à 2013). - Concernant les greffeurs, 173 autorisations ont été délivrées, le chiffre le plus bas depuis ces 9 dernières années. - 24 cartes de commerçants étrangers ont été accordées en 2014 contre 13 en 2013 (+84%). - Le Conseil des ministres a examiné 1295 autorisations de séjour de plus de 3 mois contre 1202 en 2013 (+7,8%).

Programme « Formation professionnelle »

Périmètre

La formation professionnelle se consacre essentiellement à l'enseignement pratique. Elle s'adresse à des personnes qui ne sont plus sous statut scolaire et qui peuvent être des salariés.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 1 935 676 312 Francs CFP
- investissement : 3 800 053 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96703	Formation professionnelle	4	10	5	3	0	22

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 132 717 888 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

Centre des métiers de la mer de PF : 166 000 000 Francs CFP

Centre de formation professionnelle pour adultes : 746 000 000 Francs CFP

Etablissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricole : 80 000 000 Francs CFP

Centre hospitalier de la PF : 36 000 000 Francs CFP

Centre des métiers d'art : 110 046 000 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction des affaires sociales (DAS)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
<u>Marché public de prestations de formation</u> obtenu par l'Institut Polynésien de Formation Sanitaire et Sociale de la Croix-Rouge française. Le marché de prestation de formation notifié en 2014 a été scindé en 2 lots et répartis comme suit : <u>Lot n° 1</u> : Le lot 1 comprend les formations qualifiantes d'aide à la personne et aux familles, formation continue dans le secteur social et médico-social et organisation des épreuves de sélection pour l'entrée en formations diplômantes en travail social se déroulant en Polynésie française et/ou hors de la Polynésie française. Pour ce lot, le marché est conclu à compter du 02/01/2014 jusqu'au 31/12/2014, renouvelable par tacite reconduction et ne pourra excéder trois années. <u>Lot n° 2</u> : Montant engagé : 24 669 922 FCFP – Montant réalisé : 15 132 344 FCFP (factures mises en charges à payer) Le lot 2 concerne le financement du dispositif de gestion d'un centre permanent de formation, la formation continue dans le secteur social et médico-social et les formations	<u>Budget du Pays</u> Budget voté en 2014 : 55 867 208 FCFP Crédits délégués : 47 954 340 FCFP Dépenses engagées : 42 610 043 FCFP Dépenses mandatées (dont CAP) : 41 950 657 FCFP <u>Formations qualifiantes</u> : - Montant engagé : 22 951 418 FCFP - Montant réalisé : 16 116 698 FCFP (factures fournies et mandatées) Elles concernent : - une promotion de 18 étudiants en formation d'éducateur spécialisé à Tahiti dont 15 étudiants en voie directe financé par le marché public et 3 étudiants, personnels éducatifs exerçant dans les établissements sociaux et médico-sociaux, en cours d'emploi financés par le budget du Droit Individuel à la Formation. - 4 étudiants en formation voie directe d'assistants de service social poursuivant leur formation à l'Institut Régional de Formation Sanitaire et Sociale du Limousin en Métropole.

<p>diplômantes en travail social en Polynésie française et/ou hors de la Polynésie française. Pour ce lot, le marché est conclu pour la période du 01/08/2014 au 31/07/2015, renouvelable par tacite reconduction et ne pourra excéder trois années.</p>	<p><u>Formations continues</u> Les professionnels de terrain et d'encadrement d'équipe de la direction des affaires sociales, des établissements sociaux et médico-sociaux du secteur public (18 agents) et du secteur privé (63 agents), ont bénéficié de la formation continue.</p> <p><u>Formations des accueillants familiaux</u> Conformément à la loi de Pays n°2009-16 du 6 octobre 2009 relatif à l'agrément des accueillants familiaux, une formation initiale et continue a été mise en œuvre en 2014 pour ceux des ISLV (Raiatea et Huahine) et de Tahiti : 87 participants.</p>
<p><u>FORMATIONS CONTINUES ORGANISEES PAR La Direction des Affaires Sociales (DAS) :</u></p> <p>- <u>Analyse systémique : prestataire PSYCOM</u> « Initiation à l'approche familiale systémique et à la thérapie familiale »</p> <p>- <u>Formation Mata'ara :</u> Les objectifs de cette formation ont été d'améliorer l'utilisation de Mata'ara une meilleure maîtrise de l'outil.</p> <p>- <u>Formation concernant les auteurs d'abus sexuels :</u> Un colloque intitulé « Regards croisés sur les agresseurs sexuels en Polynésie française » a été organisé par le Tribunal de 1^{ère} Instance avec la participation des intervenants tels que des magistrats, d'universitaires et de médecins psychiatres.</p> <p>- <u>Formation SOS suicide :</u> Cette formation avait pour objectifs d'apprendre à repérer une personne en détresse, d'évaluer le risque et l'urgence d'un passage à l'acte afin de pouvoir orienter l'utilisateur vers une prise en charge adaptée.</p> <p>- <u>Formation au budget investissement:</u> Une formation relative au budget investissement.</p>	<p>12 professionnels dont 3 psychologues et 9 travailleurs sociaux</p> <p>14 agents de la DAS</p> <p>8 agents de la DAS</p> <p>3 travailleurs sociaux 4 psychologues</p> <p>2 agents du département financier</p>
<p><u>AUTRES ACTIVITES :</u></p> <p><u>Demandes de stages</u> La DAS a été sollicitée par : - des étudiants, collégiens et lycéens pour des demandes de stages dans diverses filières (travail social, psychologie, administrative...) - des stagiaires travailleurs handicapés (STH)</p> <p><u>Carrefour des métiers</u> Ils se sont déroulés dans les mairies de Taravao et d'Arue. Les forums : pour des élèves de 1^{ère} et Terminal le PostBac a eu lieu à l'UPF et au lycée d'Uturoa ; le forum des métiers a été organisé pour des élèves de 3^{ème} à Taaone.</p> <p><u>Surveillance de concours</u> L'école d'infirmière Mathilde FREBAULT a demandé la participation de la direction des affaires sociales pour une surveillance des concours d'aide soignante et d'infirmier. La DGRH a sollicité la DAS pour la surveillance du concours de techniciens.</p>	<p>43 demandes de stages dont 35 ont reçu un avis favorable</p> <p>5 STH</p> <p>5 participations</p> <p>3 participations</p>

Direction des ressources marines et minières (DRMM)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Centre des métiers de la nacre et de la perliculture de Rangiroa	<ul style="list-style-type: none"> - Perliculture : 23^{ème} promotion (9 stagiaires) & 24^{ème} promotion (14 stagiaires) - Spécialisation à la greffe : 23^{ème} promotion (8 stagiaires) - Perfectionnement à la greffe : 22^{ème} promotion (4 stagiaires)
Formation destinée aux demandeurs des cartes professionnelles	<ul style="list-style-type: none"> - Producteur d'huîtres perlières : 46 demandeurs, 2 formations (Papeete et Takume) - Producteurs de perles de Tahiti : 13 demandeurs

Direction de la santé publique (DSP)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Fonctionnement	Crédits délégués : 168 866 959 F CFP Dépenses mandatées : 155 770 248 F CFP Charge de personnel : 82 863 372 F CFP
Investissement	Crédits de paiement délégués : 4 940 543 F CFP Dépenses mandatées : 3 800 053 F CFP
- Direction de la santé	Formation habilitation électrique niveau BS (40 agents) Formation habilitation électrique BR (5 agents) Formation antibiothérapie (11 agents) Formation des médecins, sages-femmes, infirmiers
- CME, Hôpital de Uturoa, Hôpital de Taravao - Institut de formation des professionnels de la santé - Département de programmes de prévention - Hôpital de Uturoa	Formation lutte contre l'incendie (297 agents) Formation aide-soignantes (18 stagiaires) Formation DU diabétologie Formation des praticiens hospitaliers

Service du développement rural (SDR)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Subventions au Comité Polynésien des Maisons Familiales Rurales (CPMFR)	<ul style="list-style-type: none"> - fonctionnement du CPMFR : 111 324 758 F FCP * dépense de structure du comité * frais de transport interinsulaire des élèves * dépenses du programme des classes de soutien scolaire. * frais d'hébergement des élèves de la MFR de Hao et de Rurutu pendant le week end. - acquisition d'un véhicule pour la MFR de Rurutu : 4 290 000 F FCP - mise en conformité de la MFR de Hao (solde) : 225 000 F FCP - reconstruction de la MFR garçons de Papara (solde) : 500 000 F FCP
Subvention à l'établissement public d'enseignement et de formation professionnels agricoles (EPEFPA)	<ul style="list-style-type: none"> - travaux de rénovation et de mise aux normes des bâtiments du lycée agricole de Moorea : 18 750 000 F FCP
Subvention au centre d'éducation au développement (CED) de Taiohae	<ul style="list-style-type: none"> - participation aux dépenses de stage des élèves : baccalauréat professionnel à Tahiti : 1 208 664 F FCP

Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle (SEFI)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Actions de formation. Former un demandeur d'emploi en vue d'accéder à un emploi ou de pouvoir continuer un parcours de formation.	<ul style="list-style-type: none"> - Bénéficiaires : 981 demandeurs d'emploi (+ 69 rapport à 2013). - Taux d'insertion des formations qualifiantes 70 à 100 % à la sortie - Actions de formation : 71 (+ 5 actions par rapport à 2013) - Formations d'accompagnement (CPIA & CDL) : 4 - Apprentissage : 4 conventions de formation, 52 personnes. - Plongée professionnelle : 6 sessions, 30 demandeurs d'emploi et 10 salariés. 11 Demandes d'équivalence pour l'obtention de 4 DPP2, 6 DPP3 et 1 titre de directeur de stage ont été traitées au cours de l'année.
Prestations mises en œuvre en 2014 au bénéfice des demandeurs d'emploi (Ateliers de recherche d'emploi, Bilan d'évaluation et d'orientation (BEO), Convention de prestation d'« écoute et soutien »	<ul style="list-style-type: none"> - Ateliers de recherche d'emploi : 639 personnes - Bilan d'évaluation et d'orientation (BEO) : 1580 personnes. - Convention de prestation d'« écoute et soutien » : 36 personnes. - Convention d'accompagnement de créateurs d'entreprise en ICRA (tuteurs) : 10 personnes.
Validation des acquis de l'expérience	<ul style="list-style-type: none"> - 532 demandes d'information. - 28 réunions d'informations ont été organisées dont 3 dans les îles (Moorea, Raiatea, Huahine). - Sur 445 dossiers traités, 282 ne se sont plus manifestés auprès du SEFI, 36 ne relevaient pas du dispositif VAE, 127 se sont adressés au SEFI pour débiter leur livret 1 (17 Titres CFPA, 2 diplômes agricoles, 108 Education Nationale). - Sur les 127 dossiers suivis, 50 se sont désistés au cours de la procédure, 33 ont bénéficié d'une validation totale (4 CFPA, 29 Education Nationale), 4 validés partiellement, 1 sans validation. 39 dossiers sont en attente de recevabilité, en cours de rédaction du livret 2 ou dans l'attente du jury en 2015.
Déclaration d'existence des organismes de formation.	<ul style="list-style-type: none"> - Organismes de formation enregistrés : 187 contre 194 en 2013. - Nouvelles déclarations d'existence : 29 (30 en 2013). - Caducités de déclarations d'existence constatées : 26 contre 14 en 2013.

Service de la jeunesse et des sports (SJS)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Délivrance d'attestations de compétences à la prévention, à l'assistance et au sauvetage en randonnée aquatique (A.C.P.A.S.R.A.)	20 attestations délivrées, lors de 2 sessions organisées, l'une à Tahiti et l'autre à Moorea.
Coordination pédagogique, administrative et financière d'une formation professionnelle de professeurs de fitness et de coach en musculation (B.P.J.E.P.S., spécialité activités gymniques de la forme et de la force, diplôme de niveau IV délivré par l'Etat) Et délivrance de 183 heures de cours	21 stagiaires diplômés, dont : <ul style="list-style-type: none"> * 10 en mention C « forme en cours collectifs » * 5 en mention D « haltères musculation et forme sur plateau » * 6 dans les 2 mentions, C et D.
Validation des acquis de l'expérience	Instruction de 11 dossiers de demande de diplômes professionnels dans le champ du sport

2.9 MISSION « CULTURE ET PATRIMOINE »

Programme « Culture et art contemporain »

Périmètre

Ce programme concerne la maîtrise du développement culturel et artistique.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 816 633 307 Francs CFP
- investissement : 14 931 041 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96801	Culture et art contemporain	1	2	0	39	1	43

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 138 036 355 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

Conservatoire artistique de PF : 250 000 000 Francs CFP

Te Fare Tauhiti Nui : 414 900 000 Francs CFP

Subventions aux organismes publics : 24 600 000 Francs CFP

Subventions aux associations et autres organismes de droit privé : 31 017 492 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Service de la culture et du patrimoine (SCP)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Diffusion de la culture et médiatisation des activités du service au travers du magazine d'information culturelle « HIROA », commun à l'ensemble des institutions du secteur public culturel du Pays.	En fonctionnement, 986 184 F ont été engagés et mandatés pour cette opération.
Mise en œuvre de l'opération HONORAHU'A en faveur de l'artiste et de la création artistique, afin de : - doter la Polynésie française d'un cadre législatif portant sur le statut de l'artiste et de la création artistique ; - pourvoir les dispositifs de financement de l'action culturelle aux fins de création d'une économie de la culture au service de la culture ; - assurer la protection et la valorisation du patrimoine culturel immatériel de la Polynésie française.	En fonctionnement, 14 746 500 F ont été engagés et mandatés pour cette opération.

Instruction des demandes d'aides financières sollicitées au titre du développement culturel et artistique.	<p>En fonctionnement, 144 292 359 F ont été délégués et 117 259 492 F mandatés selon la répartition suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 subventions au titre de l'aide à la personne, pour un montant global de 5 700 000 F ; - 21 subventions au titre de l'aide aux associations, pour un montant global de 31 017 492 F ; - 4 subventions au titre de l'aide aux établissements publics du secteur culturel (TFTN, MTI et CAPF), pour un montant global de 80 542 000 F. <p>En investissement, 103 165 535 F ont été délégués et 14 931 041 F mandatés.</p> <p>Les aides financières accordées en investissement ont essentiellement concernées les établissements publics du secteur culturel, avec 5 subventions attribuées d'un montant global de 41 094 072 F.</p>
--	--

Programme « Patrimoine et transmission des savoirs traditionnels »

Périmètre

Ce programme vise :

- la médecine traditionnelle,
- le recueil et la transmission des savoirs relatifs à l'artisanat traditionnel,
- la protection, la conservation, la valorisation et la diffusion du patrimoine culturel, légendaire, historique et archéologique de la Polynésie française,
- les subventions aux académies de langues,
- les subventions pour la pratique des « jeux traditionnels » (Exemples : courses de pirogues à voile, de porteurs de fruits ...).

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 194 029 795 Francs CFP
- investissement : 5 245 957 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96802	Patrimoine et transmission des savoirs traditionnels	7	8	2	5	2	24

Masse salariale dédiée au programme (*source : POL YGF*) : 182 957 248 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

Musée de Tahiti et des Iles : 127 500 000 Francs CFP

Subventions aux associations et autres organismes de droit privé : 10 729 964 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Service de la culture et du patrimoine (SCP)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Recherches archéologiques :	9 autorisations individuelles de fouilles et prospections archéologiques ont été délivrées pour divers travaux de recherches entreprises à Tahiti et Moorea, à Huahine, aux Tuamotu et Marquises.
Protection et valorisation du patrimoine archéologique, légendaire et historique de la P.F (valorisation des sites culturels classés du Pays).	En investissement, 6 606 489 F ont été délégués et 1 776 167 F mandatés pour la mise en oeuvre des opérations suivantes : - mise en place d'une nouvelle signalétique sur le site archéologique de Opunohu ; - réaménagement et sécurisation des sentiers reliant les différentes structures du site archéologique de Opunohu ; - mise en valeur des espaces de sous-bois entourant les structures du site archéologique de Opunohu ; - sécurisation de la pierre dressée du marae Taputapuatea de Papetoai, à Moorea, dans le cadre du projet d'aménagement du débarcadère de Papetoai initié par la direction de l'équipement ; - dépollution et sécurisation du site du marae Mahaiatea, sis à Papara.
Développement de l'offre touristique par l'aménagement de sites culturels	Constitution d'un corpus documentaire compilant l'ensemble des données bibliographiques, archéologiques, ethnographiques, cartographiques et iconographiques relatives aux sites culturels à valoriser sur Tahiti, Moorea et Bora Bora.
Projet de classement du site culturel « Te Pō » de Taputapuatea (Raïatea) et du patrimoine culturel et naturel des Marquises au patrimoine mondial de l'UNESCO	En fonctionnement, 18 858 166 F ont été délégués et 15 065 604 F mandatés pour la mise en oeuvre des opérations suivantes : - collecte de données à Opoa-Raïatea ; - transcription et traduction des recueils ethnologiques relatifs à Taputapuatea et aux îles Marquises ; - consolidation des fonds sonores, iconographiques et audiovisuels. Le comité de pilotage « Patrimoine mondial de l'UNESCO » s'est réuni à 2 reprises pour adopter diverses orientations stratégiques, le lundi 10 février et le mardi 25 novembre 2014.
Activité normative du service	- Poursuite des travaux normatifs se rapportant à la protection des monuments historiques : avis du Haut Conseil rendu en octobre 2014 ; - Suivi de l'affaire portée en justice relative à la destruction du Marae classé Nuurua, sis à Moorea.
Actions participatives du service	Contribution à la mise en oeuvre des programmes suivants : - INTEGRE, pour les sites pilotes se limitant à la Baie d'Opunohu à Moorea, à la presqu'île de Tahiti et aux îles et lagons de Raïatea et Tahaa ; - PEW, pour l'analyse éco régional (AER) de l'environnement marin des Australes ; - PALIMMA, lié aux aires marines protégées des marquises.

Instruction des demandes d'aides financières sollicitées au titre de la préservation et valorisation du patrimoine et de la transmission des savoirs traditionnels	<p>En fonctionnement, 21 540 975 F ont été délégués et 21 470 939 F mandatés selon la répartition suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 subventions au titre de l'aide aux associations, pour un montant global de 10 729 964 F ; - 3 subventions au titre de l'aide aux établissements publics du secteur culturel (TFTN et MTI), pour un montant global de 10 740 975 F. <p>En investissement, 30 000 000 F ont été délégués et 6 667 000 F engagés au titre d'une subvention au profit du MTI.</p>
--	---

Service de l'artisanat traditionnel (ART)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Statut de l'artiste	- participation aux réunions de travail, de réflexion

2.10 MISSION « ENSEIGNEMENT »

Programme « Enseignement primaire »

Périmètre

Ce programme regroupe l'ensemble des moyens consacrés au secteur de l'enseignement du premier degré, ainsi que la gestion des personnels affectés au fonctionnement du réseau scolaire (école, structure spécialisée, CJA, internat,...) et du CRDP.

Ce programme traite également de l'organisation et du suivi des concours et examens (CEPE, CAFIMF, CAPSAIS,...), de la formation continue des maîtres et de l'ensemble des personnels œuvrant dans le premier degré.

Il comprend aussi la gestion des enseignements pré-élémentaire, élémentaire, spécialisé ainsi que la gestion des centres des jeunes adolescents (CJA).

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 256 490 288 Francs CFP
- investissement : 31 542 568 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96901	Enseignement primaire	29	78	163	31	19	320

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 1 946 864 700 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

Subventions aux associations et autres organismes de droit privé : 34 218 556 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Examens	<ul style="list-style-type: none">- Certificat d'études primaires élémentaires (CEPE) : 1400 élèves inscrits, 1183 présents, 852 admis. 75% de réussite*.- Certificat de formation des jeunes adolescents (CFJA) : 120 inscrits, 94 présents, 84 admis. 89.3% de réussite*.- Certificat d'aptitude professionnelle pour les aides spécialisées (CAPA-SH) : 5 admis pour 9 inscrits.- Certificat d'aptitude aux fonctions d'instituteur ou de professeur des écoles maître formateur (CAFIPEMF) : 9 admis sur 23 candidats- Diplôme d'état de psychologue scolaire (DEPS) : 2 candidats ont suivi la formation en métropole. <p><i>*nombre d'admis nombre de présents</i></p>

Applications informatiques statistiques et de gestion Etudes et analyses statistiques	<ul style="list-style-type: none"> -Déploiement global de l'application BE1D pour la gestion des élèves du 1^{er} degré. -Développement d'une application pour la gestion des rapports d'inspection des enseignants.
Développement des usages des techniques de l'information et de la communication dans les écoles	<ul style="list-style-type: none"> - 3 921 élèves ont acquis les compétences de base dans la maîtrise des outils informatiques et dans leur usage raisonné au service des apprentissages : 2 012 dès le CM1 et 1 909 au CM2. - Aide à l'équipement des écoles en tablettes numériques et en dispositifs de visioconférence à hauteur de 14 968 488 F CFP ; - Formation des formateurs et enseignants en lien avec l'UPF : attestation de 105 personnels d'éducation à l'enseignement au et avec le numérique ; - Actions de suivi et d'accompagnement relatives aux usages du numérique au bénéfice de 60 enseignants et ayant bénéficié à plus de 1 000 élèves.
Relations internationales	<ul style="list-style-type: none"> - COMENIUS : école de Maatea (6 élèves ont bénéficié d'une mobilité en Europe). - Formation du personnel aux programmes européens (50 enseignants et 14 inspecteurs de l'éducation nationale)
Adaptation scolaire et scolarisation des élèves handicapés	<p>339 élèves handicapés scolarisés en milieu ordinaire. 64,2 % ont été accompagnés par 85 auxiliaires de vie scolaire (AVS).</p> <p>94% bénéficient d'un projet personnalisé de scolarisation (PPS) ou de formation (PPF)</p> <p>Six enseignants spécialisés référents (ESR) assurent le suivi de la scolarisation des élèves handicapés.</p> <p>Coût total : 5 809 000 XPF</p>
Les projets d'actions éducatives innovantes (PAEI)	<p>PAEI : 6 688 115 XPF</p> <p>Prévention et traitement des difficultés scolaires : 843 130 XPF</p>
Les subventions au sport scolaire	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de licenciés dans les associations sportives scolaires : 26 305. - Pratique de la natation : 31 148 élèves ont participé aux activités de natation. - Participation au 24^{ème} Championnat de cross scolaire de Polynésie : 3 143 engagés / 2 067 ont franchi la ligne d'arrivée. 1 076 défections en grande partie dues à l'épidémie de Chikungunya. - Participation au projet « Marche pour ta santé » (hors écoles privées) : 35 856 élèves. - Nombre d'élèves ayant bénéficié des classes mer et des classes de découvertes : 2 794. <p>Coût total : 34 218 556 XPF</p>
Affaires juridiques	<p>Conseils et avis juridiques : 36 demandes, en rapport avec la vie scolaire, l'organisation et le fonctionnement des acteurs du système éducatif, des éclairages sur des points de gestion des ressources humaines.</p> <p>Réglementation : environ 40 dossiers portant soit sur la conformité des projets de textes, soit sur les demandes d'avis prévues par l'article 10 de la loi organique 2004-192 du 27 février 2004, ou encore consistant en la rédaction des projets de textes conformément aux orientations ministérielles.</p> <p>43 dossiers disciplinaires et 2 dossiers de licenciement professionnel.</p> <p>5 contentieux : portant principalement sur des questions de requalification de contrat à durée déterminée, des retraits d'emploi de directeur d'école et des contestations de décisions de reclassement.</p>

Programme « Enseignement secondaire »

Périmètre

Ce programme centralise les actions du Pays menées dans le secteur de l'enseignement du second degré :

- organisation des examens ;
- formation continue du personnel ;
- formation continue d'initiative locale (FCIL).

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 1 062 771 994 Francs CFP
- investissement : 618 646 238 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96902	Enseignement secondaire	6	197	46	22	10	281

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 1 438 588 961 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

Subventions aux associations et autres organismes de droit privé : 15 525 000 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Examens	<ul style="list-style-type: none">- Diplôme national du brevet (DNB) : 4693 inscrits, 4358 présents, 2821 admis. 64.73% de réussite- Nombre d'inscrits aux épreuves anticipées du baccalauréat général : 1078.- Nombre d'inscrits aux épreuves anticipées du baccalauréat technologique : 950.- Baccalauréat général : 968 inscrits, 947 présents, 833 admis. 87.96% de réussite*.- Baccalauréat technologique : 1000 inscrits, 943 présents, 785 admis. 83.24% de réussite*. <i>*nombre d'admis nombre de présents</i>
Adaptation scolaire et scolarisation des élèves handicapés	122 élèves handicapés scolarisés en milieu ordinaire. Un secrétaire de Commission de Circonscription du Second Degré (CCSD) est chargé du suivi des dossiers.
Information / Orientation (CIO)	Nombre d'élèves reçus en entretien : 2933 en collège, 1921 en lycée, 183 en LP, 175 en CETAD et SEGPA. Nombre de consultations au CIO : 740 Nombre d'examens individuels : 62
Accueil et accompagnement des publics décrocheurs	Nombre d'élèves reçus en entretien sur la plateforme : 106

	<p>Nombre de signalements d'établissements, pris en charge par la plateforme : 37</p> <p>Nombre d'élèves admis dans un dispositif de la plateforme : 55</p> <p>Nombre d'élèves re-scolarisés à l'issue des entretiens : 25</p> <p>Nombre d'élèves de la plateforme admis aux examens : 11/16</p>
Validation des acquis de l'expérience (VAE)	<p>Nombre de demandeurs : 253 (contre 85 en 2013)</p> <p>Nombre de recevabilités : 152 (contre 72 en 2013)</p> <p>Taux de réussite aux examens : 92,66% (contre 75,5% en 2013)</p>
Relations internationales	<ul style="list-style-type: none"> - Programme COMENIUS : 30 élèves se sont déplacés en Europe. Montant de 11 933 083 XPF (entièrement financé par l'Europe). - Programme ERASMUS + pour les élèves et enseignants. Projet en cours pour un montant de 24 618 600 XPF (entièrement financé par l'Europe). - Création du CONSORTIUM (regroupement des établissements d'enseignement supérieur) : montant attribué pour la gestion des stages en Europe : 9 746 400 XPF pour 16 étudiants et 4 professeurs (entièrement financé par l'Europe). - Voyages scolaires à l'international : 297 élèves et 63 professeurs. - Bourses d'études internationales : <ul style="list-style-type: none"> • Chine (30 bénéficiaires) • Japon (8 bénéficiaires) • Australie (4 bénéficiaires) • Nouvelle-Zélande (8 bénéficiaires) - Formation du personnel aux dispositifs existants (60 enseignants).
Constructions scolaires	<ul style="list-style-type: none"> - Réception des travaux de réhabilitation et de construction d'un plateau sportif couvert au Collège de Mahina. - Réception des travaux pour la construction du bâtiment R+2 au Collège du Taaone. - Phase de finition pour la construction d'un bâtiment R+3 au lycée Paul Gauguin. - Remplacement des platines au GOD de Manihi. - Réalisation d'une allée pour PMR au Collège de Rurutu. - Réhabilitation de 2 salles de classe au Collège de Taravao. - Diagnostic de solidité de toiture au Lycée de Taravao. - Travaux de raccordement au Collège de Hao. - Travaux divers dans plusieurs collèges et lycées financés par la DGI.
Equipements	<ul style="list-style-type: none"> - Acquisition du premier équipement pour le R+2 au Collège du Taaone. - Acquisition d'une chambre froide au Collège de Rangiroa. - Acquisition du premier équipement pour le R+3 au Lycée Paul Gauguin. - Acquisition d'une sauteuse basculante et surpresseur pour le Collège de Hao. - Acquisition d'un lave linge pour le Lycée Hôtelier. - Acquisition d'un moteur pour le LP Faaa. - Acquisition d'une sauteuse pour le Lycée de Papara. - Acquisition d'un pont pour la section MVA pour le Lycée de Taaone. - Equipements informatiques pour les collèges et lycées. - Ecoles numériques financés par la DGI. - Divers équipements pour les collèges et lycées ainsi que

	pour les CETAD financés par la DGI.
Prévention routière, éducation à la sécurité routière	Résultats ASSR attestation scolaire de sécurité routière : - ASSR1 (niveau 5 ^{ème}) taux de réussite : o PUBLIC : 97.7% - PRIVE : 97.6% - ASSR2 (niveau 3 ^{ème}) taux de réussite : o PUBLIC : 94.7% - PRIVE : 97.6 %
Affaires juridiques	Conseils et avis juridiques : une trentaine de demandes ont été formulées, en lien avec la vie et le fonctionnement des établissements d'enseignement du, mais aussi en rapport avec les problématiques de fonctionnement des partenaires et instances du système éducatif, des éclairages sur des points de gestion des ressources humaines. 35 dossiers se rapportant à la réglementation : vérification de projets de convention, préparation de conventions et suivi de leurs circuits d'officialisation, instruction des demandes d'avis conformément à l'article 10 de la loi organique 2004-192 du 27 février 2004, adoption d'actes divers permettant la mise en place d'actions allant dans le sens des orientations ministérielles. 74 dossiers portant sur le contrôle de légalité des actes pris par les conseils d'établissements des établissements d'enseignement public territoriaux (EPTE) ; 3 contentieux : portant principalement sur des questions de non renouvellement de séjour, de contestation d'une sanction disciplinaire.

Programme « Enseignement professionnel »

Périmètre

L'enseignement professionnel concerne les formations préparées en formation initiale et sous statut scolaire, soit en lycée professionnel, soit en Centre d'Education aux Technologies appropriées au Développement (CETAD), relevant du ministère de l'éducation ou du ministère de l'agriculture. Il permet aux élèves d'obtenir un diplôme, essentiellement un CAP, un BEP ou un Bac pro, à la fin de leur formation (Exemples : Lycée hôtelier, lycée agricole d'Opunohu, ...).

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 572 806 096 Francs CFP
- investissement : 43 765 000 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96903	Enseignement professionnel	3	29	6	4	5	47

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 286 171 709 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

Subventions aux associations et autres organismes de droit privé : 113 353 295 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Examens	<ul style="list-style-type: none">- Baccalauréat professionnel : 1250 inscrits, 1242 présents, 930 admis. 74.88 % de réussite.- Brevet d'études professionnelles : 1152 inscrits, 1147 présents, 891 admis. 77.68% de réussite.- Certificat d'aptitude professionnelle : 778 inscrits, 746 présents, 577 admis. 77.35% de réussite.- Certificat d'aptitude professionnelle au développement : 348 inscrits, 340 présents, 293 admis. 86.18% de réussite.- Certificat de formation professionnelle : 22 inscrits, 15 présents, 13 admis. 86.67% de réussite.- Certificat de formation générale : 480 inscrits, 371 présents, 303 admis. 81.67% de réussite.- Mention Complémentaire niveau 4 : 24 inscrits, 21 présents, 6 admis. 28.57% de réussite.- Mention complémentaire niveau 5 : 34 inscrits, 25 présents, 18 admis. 72% de réussite.- Examens comptables : 89 inscrits.

Service du développement rural (SDR)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Recherche agronomique	programme de recherche consacré aux effets des pratiques agricoles sur les relations multitrophiques dans les systèmes de productions maraîchères : 4 462 500 F FCP

Programme « Enseignement supérieur et recherche »

Périmètre

Ce programme retrace la politique de recherche du Pays ainsi que les moyens financiers mis en place pour l'enseignement supérieur et les formations universitaires.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 66 975 207 Francs CFP
- investissement : 65 119 569 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96904	Enseignement supérieur et recherche	1	0	1	0	0	2

Masse salariale dédiée au programme (*source : POL YGF*) : 25 302 969 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

0 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Logistique des examens	Nombre de candidats admis en BTS : 609 inscrits, 577 présents, 408 admis. 70.71% de réussite. Coût global : 6 067 808 XPF.

Délégation à la recherche (REC)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Conventions relatives à de la mise en oeuvre de programmes de recherche	6
Conventions d'exécution de programmes de recherche du Contrat de Projet Etat-Pays 2008-2014	2 + 4 avenants
Protocoles d'accueils de chercheurs étrangers	145
Demandes d'exonération de taxes douanières pour importation de matériels scientifiques	42

Programme « Soutien à l'élève »

Périmètre

Ce programme accueille les bourses et les diverses mesures sociales octroyées aux élèves du premier degré, du second degré et des degrés supérieurs à l'exclusion des transports scolaires prévus dans la mission « Vie sociale ». Sont également concernés tous les projets périscolaires.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (source : compte administratif du Budget général)

- fonctionnement : 1 261 953 162 Francs CFP
- investissement : 12 621 405 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (source : DGRH) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96905	Soutien à l'élève	0	3	0	0	0	3

Masse salariale dédiée au programme (source : POLYGF) : 18 959 766 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

Subventions aux associations et autres organismes de droit privé : 5 498 740 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
PLEI (programme de loisirs éducatifs en internat)	Organisation de loisirs éducatifs par des associations prenant en charge les élèves internes durant les vacances scolaires. Nombre d'élèves bénéficiaires : <ul style="list-style-type: none">• Février : 671• Avril : 95 (uniquement Tahiti)• Septembre : 653• Novembre : 675 Le coût du dispositif s'élève à 60 457 317 XPF.
DEAP (dispositif éducatif d'aide à la prévention)	Agents de prévention dans les établissements scolaires du 2 nd degré dont la mission est de prévenir les conduites dangereuses et les situations à risques, ainsi que le soutien scolaire 22 890 heures pour un coût global de 65 923 200 XPF.
Bourses, allocations d'études et couverture sociale des étudiants	Pour les études secondaires : 63 557 parts de bourses attribuées à 17 087 élèves pour un coût total de 749 240 409 XPF. Pour les allocations pour les études supérieures : <ul style="list-style-type: none">- bourses non majorées : 615 étudiants pour un coût total de 342 560 932 XPF.- bourses majorées : 24 étudiants pour un coût total de 43 100 000 XPF.- prêts d'études bonifiés : 162 étudiants pour un coût total de 12 166 515 XPF.- couverture sociale des étudiants : pour un coût total de 28 140 320 XPF. Coût global des bourses : 1 175 208 176 XPF.

Programme « Promotion des langues polynésiennes et plurilinguisme »

Périmètre

Ce programme regroupe les actions de préservation et de rayonnement des langues polynésiennes à travers notamment l'enseignement dans un cadre scolaire, des manifestations et la promotion du plurilinguisme.

Ce programme comprend également la lutte contre l'illettrisme, l'application de la charte de l'éducation et les opérations en faveur de priorités éducatives.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 57 699 226 Francs CFP
- investissement : 0 Franc CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (source : DGRH) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
96906	Promotion des langues polynésiennes et plurilinguisme	0	0	0	0	0	0

Masse salariale dédiée au programme (source : POLYGF) : 0 Franc CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

Académie Tahitienne : 21 738 000 Francs CFP

Académie Marquisienne : 8 410 000 Francs CFP

Académie paumotu mangareva : 5 710 000 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Promotion des langues et culture polynésiennes	<ul style="list-style-type: none">- Programme de développement de l'art oratoire :<ul style="list-style-type: none">• 164 écoles du 1er degré soit 1099 classes pour un total de 24 377 élèves (tous cycles confondus).• 10 838 élèves ont pu déclamer dans leur classe (tous cycles confondus).• 4 915 élèves ont pu s'exercer à la déclamation devant un public élargi (école/ circonscription/ île et territorial).- Evaluations territoriales en LCP (8 langues polynésiennes, niveau A1) en fin de CM2 :<ul style="list-style-type: none">• Pour la langue tahitienne, sur 3 255 élèves évalués, 64,5% ont atteint le niveau A1 dont 1 298 sur Tahiti.• Pour la langue marquisienne, sur 133 élèves évalués, 75% ont atteint le niveau A1.• Pour les langues des Australes, sur 132 élèves évalués, 83% ont atteint le niveau A1 soit 110 élèves dont 1/3 à Rapa, 39/55 à Rurutu, 15/15 à Rimatara, 46/49 à Tubuai et 9/10 à Raivavae.• Pour les langues pa'umotu, sur 309 élèves évalués, 66% ont atteint le niveau A1.• Pour la langue manganarévienne, sur 30 élèves évalués, 93% ont atteint le niveau A1. <p>Coût total : 7 018 501 XPF.</p>
Apprentissage de la langue anglaise	<p>Nombre d'élèves ayant bénéficié de l'enseignement de l'anglais à l'école primaire :</p> <ul style="list-style-type: none">• Niveaux CE1, CE2, CM1 et CM2 : 14 648• CJA : 657 <p>Apprentissage facultatif pour la SG et le CP.</p>

Service de la culture et du patrimoine (SCP)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Valorisation et rayonnement des langues polynésiennes	<ul style="list-style-type: none">- Suivi du fonctionnement des académies Tahitienne, Marquisienne et Pa'umotu ;- Installation de l'académie Pa'umotu dans les locaux du Pays sis à Fare Ute, à proximité de la direction générale des affaires économiques.

2.11 MISSION « SANTE »

Programme « Offre de santé – Médecine curative »

Périmètre

Sont imputées à ce programme les actions :

- de planification de l'offre de soins, dans les hôpitaux, les dispensaires et les autres structures publiques d'offre de soins ;
- de contrôle de toutes structures d'offre de soins ;
- de formation continue aux métiers de la santé.

Dans ce programme sont également logés les crédits liés au fonctionnement de la pharmacie d'approvisionnement et à la gestion du matériel médical.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 1 433 233 874 Francs CFP
- investissement : 649 414 789 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97001	Offre de santé – Médecine curative	133	193	143	197	6	672

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 4 798 072 405 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

Centre hospitalier de la PF : 311 200 000 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction de la santé publique (DSP)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Fonctionnement :	Crédits délégués : 1 171 589 484 F CFP Dépenses mandatées : 1 113 440 216 F CFP Charge de personnel : 4 763 255 325 F CFP <u>Subvention au Centre hospitalier de la Polynésie française :</u> Crédits délégués : 326 000 000 F CFP Dépenses mandatées : 311 200 000 F CFP
Investissement :	Crédits délégués : 1 015 219 510 F CFP Dépenses mandatées : 305 414 789 F CFP <u>Subvention au CHPF :</u> Crédits délégués : 344 000 000 F CFP (avance au CHPF) Dépenses mandatées : 344 000 000 F CFP

Hôpital de Uturoa	<ul style="list-style-type: none"> - Lits et places autorisés : 85 lits et 16 places - Lits et places installés : 55 lits et 4 places - Entrées totales : 2 774 - Journées : 11 991 - Durée moyenne de séjour : 4,32 jours - Taux d'occupation : 60 % - Naissances : 407
Hôpital de Taravao	<ul style="list-style-type: none"> - Lits et places autorisés : 58 lits - Lits et places installés : 32 lits - Entrées totales : 883 + 8 (long séjour) - Journées : 3 062 + 6 158 (long séjour) - Durée moyenne de séjour : 3,24 jours + 769,75 jours (long séjour) - Consultations médicales : 7 434 - Consultations sage-femme : 2 235 - Consultations infirmier : 10 402 - Naissances : 15
Hôpital de Taiohae	Non fourni
Hôpital de Moorea	<ul style="list-style-type: none"> - Lits et places autorisés : 15 lits - Lits et places installés : 13 lits - Entrées totales : 740 - Journées : 1 738 - Durée moyenne de séjour : 2 jours - Taux d'occupation : 36,63 % - Consultations médicales : 5 398 - Consultations sage-femme : 245 - Consultations infirmier : 621 - Actes de soins : 6 705 - Naissances : 59
Subdivision des IDV - FSTN	<ul style="list-style-type: none"> - Consultations médicales : 38 471 - Consultations infirmier : 11 076 - Actes de soins paramédicaux : 93 016
Subdivision des ISLV	<ul style="list-style-type: none"> - Consultations médicales : 44 271 - Consultations sage-femme : 88 - Consultations infirmier : 21 551 - Actes de soins paramédicaux : 29 731
Subdivision des Tuamotu-Gambier	<ul style="list-style-type: none"> - Consultations médicales : 100 000 - Consultations infirmier : 79 300 - Actes de soins paramédicaux : 27 800
Subdivision des îles Australes	<ul style="list-style-type: none"> - Consultations médicales : 8 808 - Consultations sage-femme : 756 - Consultations chirurgien-dentiste : 3 023 - Consultations infirmier : 24 951 - Actes de soins dentaires : 1 640 - Actes de soins paramédicaux : 27 676
Subdivision des îles Marquises	Non fourni
Centre d'aide médico-sociale précoce (CAMSP)	<ul style="list-style-type: none"> - Enfants pris en charge au centre : 413 - Consultations médicales ou rééducation : 3 682 - Missions dans les archipels : 13

Centre de consultations spécialisées en hygiène mentale infanto-juvénile	<ul style="list-style-type: none"> - Consultations médicales : 2 156 - Entretiens psychothérapeutiques : 2 870 - Séances psychomotricité : 791 - Permanences infirmières extra-institutionnelles : 108 - Liaison avec les partenaires : 1476
Pharmacie d'approvisionnement	- Dépenses de médicaments : 462 602 859 F CFP
Service biomédical	<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses en maintenance et consommables : 39 547 000 F CFP - Dépenses en investissement : 98 172 845 F CFP
Planification et organisation des soins	<ul style="list-style-type: none"> - Commissions de régulation : 2 - Études : 5 - Importation produits de santé : 535 demandes

Programme « Santé publique – Prévention »

Périmètre

Relèvent de ce programme les actions de :

- suivi des maladies transmissibles et non transmissibles,
- lutte contre les addictions,
- lutte contre les vecteurs de maladie,
- campagnes de vaccination,
- protection de la mère et de l'enfant,
- santé mentale.

La prévention de la santé des enfants scolarisés, (hygiène et santé bucco-dentaire, ...) est également une des actions de la politique de santé.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 874 161 412 Francs CFP
- investissement : 19 804 718 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97002	Santé publique - Prévention	66	56	70	26	0	218

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 1 531 524 865 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

Institut Louis Malardé : 350 000 000 Francs CFP

Subventions aux associations et autres organismes de droit privé : 13 000 000 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction de la santé publique (DSP)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Fonctionnement :	Crédits délégués : 564 458 825 F CFP Dépenses mandatées : 509 599 252 F CFP Charge de personnel : 1 545 475 744 F CFP <u>Subvention à l'Institut Louis Malardé :</u> Crédits délégués : 350 000 000 F CFP Dépenses mandatées : 350 000 000 F CFP <u>Subvention à l'association « Maison du Diabétique » :</u> Crédits délégués : 10 000 000 F CFP Dépenses mandatées : 10 000 000 F CFP <u>Subvention à l'association « SOS Suicide » :</u> Crédits délégués : 3 000 000 F CFP Dépenses mandatées : 3 000 000 F CFP
Investissement :	Crédits délégués : 122 889 750 F CFP Dépenses mandatées : 19 804 718 F CFP <u>Subvention à l'ILM :</u> Crédits délégués : 30 000 000 F CFP Dépenses mandatées : 0 F CFP
Médecine préventive – activité totale	Non fourni
Programme filariose	- Dose distribuée : 195 023 - Taux de couverture de la population : 76 %
Centre de consultations spécialisées en maladies infectieuses et tropicales	- Consultations : 1910 - Dépistage VIH : 361 - Nouveaux cas de SIDA : 8 - Nouveaux cas de tuberculose : 55 - Nouveaux cas de lèpre : 4
Campagne de vaccination grippe saisonnière	- Dépenses achat de vaccins : 112 974 072 F CFP
Épidémies d'arboviroses (Zika et Chikungunya)	- Dépenses en communication : 8 890 473 F CFP - Dépenses pour la lutte : 5 414 349 F CFP
Programme vie saine et poids santé	- 6 axes stratégiques développés avec 5 événementiels sur le concept « Ea'ttitude » : informer la population, favoriser la bonne alimentation, former les partenaires, promouvoir l'activité physique, améliorer les pratiques médicales, organiser la surveillance des pathologies de surcharge. - Dépenses : 16 310 879 F CFP dont 5 935 513 FCFP par l'OPT (convention financière)
Prévention du diabète	- Participation Séminaire PACenet+ sur projets innovants de lutte contre les MNT - Participation 18ème Journées annuelles de santé publique du Québec
Dépistage des cancers gynécologiques	- Mammographies : 3 988 - Frottis cervico-utérin : 11 389 - Événementiel « Octobre Rose »
Élaboration d'un plan cancer polynésien	- Dépenses mandatées : 3 386 271 F CFP

Lutte contre les addictions	<ul style="list-style-type: none"> - Consultations : 4 793 - Nouveaux patients : 975 - Sensibilisation dans les écoles : 5 556 personnes sensibilisées - Événementiels « Stop Smoking Go Oridek » et « Ea'ttitude No Drugs »
Prévention du suicide	<ul style="list-style-type: none"> - Financement de l'association SOS Suicide : 3 000 000 F CFP
Protection maternelle et infantile	<ul style="list-style-type: none"> - Consultations protection maternelle : 6 000 - Consultations protection infantile : 18 927 - Actes de prise en charge en médecine préventive : 34 131 dont 18 938 paramédicaux - Consultations itinérantes : 13 lieux - Consultations prénatales : 12 330 pour 389 grossesses - Suivis gynécologiques : 276 - IVG : 768 - Actes de vaccination : 16 860
Hygiène et santé scolaire	<ul style="list-style-type: none"> - Population scolaire : 28 553 - Visites médicales : 29 525 - Dossiers en commission de la CTES : 2 498

Programme « Veille et sécurité sanitaire »

Périmètre

On retrouve notamment dans ce programme les activités de répression des fraudes et les contrôles réalisés pour la qualité et la sécurité des produits, les objectifs étant :

Assurer une meilleure protection du consommateur à l'égard des produits locaux et importés via les contrôles et le renforcement de la réglementation

Suivre les alertes existant au niveau international et rechercher les produits concernés en Polynésie française

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 156 365 427 Francs CFP
- investissement : 15 231 602 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97003	Veille et sécurité sanitaire	14	34	7	4	1	60

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 450 582 542 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

0 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction générale des affaires économiques (DGAE)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Travaux réglementaires	- Mise à jour de textes : 5 arrêtés - Elaboration de nouvelles réglementations: 2 arrêtés
Gestion des alertes	- Veille locale, nationale et internationale au quotidien - Retrait et suspension de mise sur le marché de produits : 1
Contrôles et avis	- Compléments alimentaires : 178 - Autres : 18
Prélèvements et analyses	Nombre de prélèvements : 20 (jouets, amiante dans matériaux de construction, pesticides,...)
Secrétariat de la Comité technique de coordination des contrôles	Nombre de commissions : 3

Direction de la santé publique (DSP)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Fonctionnement	Crédits délégués : 167 130 347 F CFP Dépenses mandatées : 139 066 129 F CFP Charge de personnel : 267 917 197 F CFP
Investissement	Crédits de paiement délégués : 90 918 394 F CFP Dépenses mandatées : 13 177 600 F CFP
Surveillance des maladies épidémiques	- Réseau sentinelle élargi suite à l'épidémie de dengue et de zika : 26 médecins, 4 laboratoires, 3 services d'urgence - Contrôle aux frontières : mise en œuvre du Règlement sanitaire international (RSI)
Surveillance des maladies à déclaration obligatoire	- Tuberculose : 59 - VIH - SIDA : 8 - Grippe et syndromes grippaux : 2 993 - Dengue : 974 - Leptospirose : 134 - Diarrhées : 2 264 - Toxi-infections alimentaires collectives : 7 - Ciguatera : 202
Registre des cancers	- Déclaration de cancers : 730 - Localisation des cancers féminins les plus fréquents : sein 106, thyroïde 22, poumon 22. - Localisation des cancers masculins les plus fréquents : prostate 105, poumon 40, estomac 25, colo-rectum 24.
Analyse des certificats de cause de décès	- Mise en place d'un nouveau formulaire actée
Mise en œuvre du RSI	- Visites de navires : 26
Lutte anti-vectorielle	- Traitements péri focaux des cas de dengue, zika et chikungunya - Lutte anti-vectorielle d'envergure après l'apparition de l'épidémie de zika

Service du développement rural (SDR)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Contrôle des établissements et installations de production	<ul style="list-style-type: none"> - abattoir : 256 certificats de saisie (124 en 2013), révélateurs à la fois des faiblesses zootechniques dans les filières bovine, porcine et volaille, et du renforcement des contrôles grâce à la présence régulière d'un vétérinaire sur site ; - établissements de conditionnement d'œufs : 5 unités contrôlées - navires et établissements, de pêche : <ul style="list-style-type: none"> * 24 unités contrôlées * 2 agréments retirés * 1 cession de formation au respect des règles d'hygiène
Contrôle des échanges internationaux	<ul style="list-style-type: none"> - refus d'admission de denrées alimentaires : 482 (27 tonnes) contre 235 refus en 2013 (69 tonnes) ; 79 refus concernant l'introduction de miel - importation d'animaux <ul style="list-style-type: none"> * 120 chats et chiens * 34 603 poissons d'aquarium * 297 495 poussins - certificats d'exportation des produits de la pêche : 1196 (1144 en 2013) - exportations d'animaux vivants : 15771 dont 12774 bœufiers et 2748 poissons d'ornement
Lutte contre les zoonoses	<ul style="list-style-type: none"> - salmonellose aviaire : au 31 décembre 2014 aucune exploitation avicole n'était déclarée infectée de salmonelles <i>Enteritidis</i> (2 élevages infectés au 31 décembre 2013) - brucellose porcine : 28 foyers répertoriés (24 en 2013) - étude épidémiologique sur la leptospirose (résultats en 2015) - réactualisation de la liste des vétérinaires (13 vétérinaires habilités) - inspection des structures hébergeant des animaux : 4

2.12 MISSION « VIE SOCIALE »

Programme « Protection de l'enfance »

Périmètre

Sont imputées dans ce programme les actions visant à la maîtrise et l'amélioration de la situation des enfants dans la société.

Il comprend notamment la politique d'aide sociale à l'enfance ainsi que la contribution à la protection judiciaire des enfants.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 292 465 409 Francs CFP
- investissement : 0 Franc CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97101	Protection de l'enfance	4	59	4	3	0	70

Masse salariale dédiée au programme (*source : POL YGF*) : 404 721 461 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

Fare Tama Hau : 277 000 000 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction des affaires sociales (DAS)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
<p>- Mise en œuvre des orientations de l'action sociale en matière de protection de l'enfance pour ce qui concerne les signalements d'enfants en danger, les mesures administratives et judiciaire d'assistance éducative, les placements d'enfants, l'adoption, les délégations d'autorité parentale et l'administration ad hoc.</p> <p>- Coordination et promotion de ces actions avec la Justice, le dispositif socio-éducatif, les associations et services oeuvrant dans le domaine de la protection de l'enfance ayant pour cadre le Code civil : autorité parentale, filiation, filiation adoptive, (article 375 et suivants), minorité, tutelle et émancipation.</p> <p>- Restructuration et soutien des liens parents-enfants dans le cadre de l'autorité parentale.</p>	<p><u>Budget du pays</u></p> <p>Crédits votés : 18 500 000 FCFP</p> <p>Crédits délégués : 15 416 666 FCFP</p> <p>Crédits mandatés : 15 375 373 FCFP</p> <p>2091 mesures judiciaires</p> <p>152 mesures administratives</p> <p>945 signalements et informations préoccupantes</p> <p>1057 mineurs en placement dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 101 chez des accueillants familiaux - 523 en familles d'accueil « fetii » - 201 en familles d'accueil « tiers » - 223 en institutions socio-éducatives. <p>114 accueillants familiaux agréés selon la loi de Pays n° 2009-16 du 6 octobre 2009</p> <p>Dossiers d'adoption :</p>

	- 25 adoptions simples - 16 adoptions plénières - 26 délégations d'autorité parentale en vue d'adoption - 7 agréments familles adoptantes Délégation d'autorité parentale : 110 ordonnances Administration ad hoc : 74 dossiers pour 84 mineurs.
Aides sociales octroyées en 2014 au titre de la protection de l'enfance : placement familles agréées, familles tiers, accueillants familiaux, crèches garderies, nounous, participation aux cantines scolaires, aides aux enfants scolarisés (ARS).	FAS RSPF : 730 991 136 FCFP FAS RNS : 31 511 950 FCFP 41 403 Bons de commande au bénéfice de 40 978 ouvrant-droits pour 41 088 enfants pour un montant total de 762 503 086 FCFP
PAS (Programmes d'action sociale) Deux associations (Turai mata are et l'École de voile d'Arue) assurent et complètent les activités éducatives auprès de mineurs. L'action éducative vise l'éducation à la citoyenneté.	- Fonctionnement : 9 323 023 FCFP - Investissement : 0 FCFP 755 bénéficiaires
RSPF – ETAB : Neuf établissements socio-éducatifs gérés par des associations accueillent en internat des mineurs et jeunes majeurs placés sous mesure d'assistance éducative, rencontrant des difficultés sociales suite à des maltraitements ou des carences éducatives.	- Fonctionnement : 466 917 364 FCFP - Investissement : 20 609 640 FCFP pour 9 établissements (Te Aho o Te Here, Te Aho Nui, Bon Pasteur, Tiai Nui Here, Te Aratia, Foyer de Jeunes Filles de Paofai, Village SOS, Uruai a Tama, FAE). 188 mineurs bénéficiaires

Programme « Solidarité »

Périmètre

Ce programme accueille l'ensemble des politiques d'action sociale et de solidarité en faveur des personnes vulnérables (personnes âgées, handicapées), y compris la contribution à la protection judiciaire de ces personnes.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 7 725 422 515 Francs CFP
- investissement : 6 434 804 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97102	Solidarité	5	4	18	7	2	36

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 186 220 822 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

Institut d'insertion médico-éducatif : 394 806 600 Francs CFP

Régime des non-salariés : 300 000 000 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction des affaires sociales (DAS)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Prise en charge des personnes en situation de vulnérabilité (personnes âgées et adultes porteurs d'un handicap)	Budget du Pays : Crédits votés : 52 000 000 FCFP Crédits délégués : 43 333 333 FCFP Crédits mandatés : 42 663 085 FCFP* <i>* dont les secours accordés par la commission des secours au titre de l'exercice 2014, d'un montant total de 3 328 081 FCFP pour 40 bénéficiaires</i>
Le Fare Matahiapo : seule structure d'accueil de service public géré par la DAS ouvert à l'accueil de personnes âgées autonomes de 60 ans et plus	Budget du Pays - Fare Matahiapo : Budget voté : 28 100 000 FCFP Budget délégué : 24 162 467 FCFP Budget mandaté : 23 127 085 FCFP
Aides sociales octroyées en 2014 au titre de la solidarité : placement familles d'accueil personnes âgées, hébergements personnes âgées (Fare Matahiapo), placement adultes handicapés, accueillants familiaux, tierces personnes, allocation RPSMR. L'accent a été mis sur l'obligation, pour les familles d'accueil, unités de vie et tierces personnes, à se déclarer au registre du commerce et à s'affilier au régime des non salariés en fonction des revenus familiaux. La prise en compte du principe de l'obligation alimentaire : la loi statutaire de 2004 a rendu applicable en Polynésie française, les dispositions du code de l'action sociale et des familles à ce sujet. Une évaluation plus approfondie des possibilités de participation des enfants est demandée de façon à déterminer leur contribution. L'aide sociale intervient de façon subsidiaire pour les personnes ne pouvant solliciter à leur profit les débiteurs d'aliments.	Fonds d'action sociale - FAS RSPF : 145 951 547 FCFP - FAS RNS : 1 665 138 FCFP 342 Bons de commande au bénéfice de 301 ouvrant-droits pour un montant total de 147 616 685 FCFP – Hébergement au Fare Matahiapo : 18 pensionnaires – Hébergements en familles d'accueil : 55 familles pour 249 adultes handicapées et personnes âgées – Aides à la personne (tierces personnes) : 87
Reconnaissance des personnes porteuses d'un handicap par la COTOREP (Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel)	- Dossiers validés : 2 126 - Dossiers de recours à la commission COTOREP : 69 - Dossiers de recours au Tribunal administratif : 3
PAS (Programmes d'action sociale) Services spécifiques au titre du handicap par le biais de la fédération Handisport, la fédération Te Niu O Te Huma, et l'association Te Ananahi No Te Tama (gestionnaire d'un centre médico-social de 12 places). A Tauturu la Na a été financée au titre des évacuations sanitaires en France et les associations CIDFF et d'aide aux victimes (Te Rama Ora) au titre des droits des victimes vulnérables et des femmes	- Fonctionnement : 55 881 661 FCFP - Investissement : 0 FCFP 14 850 bénéficiaires
RSPF – ETAB : Les établissements médico-sociaux assurent en journée, la prise en charge de personnes handicapées. 1 établissement accueille des personnes en internat. Dans les îles autres que Tahiti, seules Moorea, Raiatea et Bora Bora disposent d'une offre de prise en charge.	- Fonctionnement : 617 264 027 FCFP - Investissement : 50 657 001 FCFP pour 12 établissements médico-sociaux (Fraternité chrétienne, Tutelger, Taatiraa Huma Mero, Rima Here, Taatiraa Huma Here no Raromatai...) 513 bénéficiaires

Programme « Cohésion sociale »

Périmètre

Ce programme regroupe les actions du Pays au titre de la cohésion sociale, et notamment :

- le transport scolaire des premier et second degrés, la subvention versée aux associations d'étudiants,
- l'amélioration de la situation des familles et des femmes dans la société,
- l'insertion sociale de la personne et des familles,
- le contrôle réglementaire des associations de type loi 1901 d'intérêt général,
- le contrôle des débits de boissons,
- le contrôle des salles de jeux et des tombolas.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 1 506 758 124 Francs CFP
- investissement : 9 063 634 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97103	Cohésion sociale	23	55	19	14	0	111

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 678 051 561 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

Subventions aux associations et autres organismes de droit privé : 13 000 000 Francs CFP

Fédération des étudiants polynésiens de métropole : 7 694 988 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction des affaires sociales (DAS)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Les actions de la DAS visent : <ul style="list-style-type: none">- l'amélioration de la situation des familles- l'insertion sociale de la personne et des familles- la prévention en amont	<u>Budget du Pays</u> : Crédits votés : 122 337 069 FCFP Crédits délégués : 110 232 877 FCFP Crédits mandatés : 109 805 621 FCFP
Aides sociales octroyées en 2014 au titre de la cohésion sociale : frais médicaux et paramédicaux, aides vestimentaires, prothèses, aides alimentaires, frais de transport, hébergements en foyers, aides à l'insertion, bourses de formation animateurs, aides diverses, aides à la scolarité, bourses de vacances, aides aux familles, aides exceptionnelles et actions collectives	<u>Fonds d'action sociale</u> FAS RSPF : 355 867 259 FCFP FAS RNS : 8 373 701 FCFP 17 306 Bons de commande au bénéfice de 12 532 ouvrant-droits pour un montant total de 364 240 960 FCFP.
Accompagnement social à la gestion du budget et du	Sur les 171 dossiers présentés à la commission de

surendettement	<p>surendettement présidée par le direction générale des affaires économiques (DGAE) : 54 ont été constitués avec l'aide d'un travailleur social de la DAS.</p> <p>12 commissions ont examiné 171 dossiers dont 82 sont des ressortissants du RGS et 77 du RSPF.</p> <p>Types d'endettement : licenciement et chômage (45), diminution des ressources (10), excès d'endettement (9), séparation ou divorce (7), maladie (4) et décès (2).</p>
<p>Impayés de baux privés</p> <p>Conformément à l'article LP 28 de la loi 2012-26 du 10 décembre 2012 relative aux baux à usage d'habitation meublée et non meublée, la résiliation de plein droit du contrat de location pour défaut de paiement du loyer ou des charges aux termes convenus, la procédure prévoit que :</p> <p><i>« l'assignation aux fins de constat de la résiliation est notifiée, à la diligence de l'huissier de justice au Président de la Polynésie française, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au moins 2 mois avant l'audience, afin qu'il saisisse, en tant que besoin, les organismes ou services sociaux compétents ».</i></p> <p>La DAS est saisie depuis 2013 par les huissiers pour intervenir auprès de ces débiteurs.</p>	<p>49 saisines des huissiers</p> <p>Le montant des impayés varie de 147 029 FCFP à 8 854 500 FCFP.</p> <p>Les débiteurs, généralement des salariés, sont peu informés de l'existence de la commission de surendettement. Ils refusent l'aide et l'accompagnement des services sociaux et préfèrent gérer personnellement la situation avec ou sans le recours à la commission de surendettement. Ils refusent de communiquer des informations sur leur situation financière.</p>
Admission au régime de solidarité de la Polynésie française	<p>9 789 demandes d'admission</p> <p>413 demandes d'admission d'office</p> <p>71 demandes de recours administratifs</p> <p>3 contentieux présentés au tribunal administratif</p>
Etablissements d'accueil de la petite enfance : crèches et garderies	<p>9 nouvelles autorisations d'ouverture et d'agrément</p> <p>4 retraits d'autorisation d'ouverture et d'agrément</p> <p>soit 45 établissements agréés au 31 déc 2014</p>
<p>*Subvention d'investissement crèches-garderies : mises aux normes de structures d'accueil privées de type crèches et garderies.</p> <p>Afin de répondre aux exigences réglementaires relatives à la conformité des locaux, à la sécurité et l'hygiène, la DAS proposait des aides financières en faveur des crèches et garderies agréées ou en cours d'agrément.</p>	<p>*Trois subventions d'investissement restent en attente de règlement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - crèche Tama Here accordée en 2010, - crèche garderie MATAHERE 2 accordée en 2012 - crèche garderie « L'île aux enfants » accordée en 2014. <p>Le montant total engagé pour ces trois dossiers s'élève à :</p> <p>6 624 479 FCFP.</p>

Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Transport scolaire	<ul style="list-style-type: none"> - transport aérien : 2 055 élèves - transport maritime : 1 416 élèves - transport terrestre : 23 095 élèves <p>Coût total : 1 303 468 817 XPF.</p>
Dispositif Titeti Turu Haapiiraa (transports des étudiants à l'extérieur de la Polynésie française)	225 bénéficiaires pour un coût total de 42 393 851 XPF
Subvention à la Fédération des associations des étudiants polynésiens en métropole	<ul style="list-style-type: none"> - Fédération des associations des étudiants polynésiens en métropole : 7 694 988 XPF. - Gestion des foyers d'étudiants : 893 156 XPF.

Délégation à la famille et à la condition féminine (DFCF)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Amélioration de la condition féminine	- organisation de la journée internationale de la femme:1 - subvention au Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) de Polynésie française - représentation du Pays à la Conférence régionale sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
Lutte contre les violences	- création d'un dépliant préventif destiné aux adolescents - soutien financier aux associations de proximité - intervention grand public de sensibilisation sur les faits de violences
Politique de la famille	- concertations sur l'élaboration d'une politique de la famille - financement des maisons de l'enfance - participation à la commission d'agrément des crèches et garderies: 3

Direction générale des affaires économiques (DGAE)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Traitement des licences et autorisations	- Débits de boissons .licences permanentes : 279 .licences occasionnelles ou dégustations : 681 - Jeux de hasard : 37 autorisations de loterie
Traitement des demandes de reconnaissance d'intérêt général en faveur des associations de type loi 1901	Nombre de demandes : 1
Traitement de contentieux	Débits de boissons : 1

Programme « Accès au logement »

Périmètre

Sont imputées dans ce programme les aides personnalisées au logement, les allocations de logement et toutes autres aides aux locataires ou aux propriétaires pour leur permettre de faire face à leurs dépenses de logement.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 658 923 997 Francs CFP
- investissement : 0 Franc CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97104	Accès au logement	0	1	0	0	0	1

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 8 165 196 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

Subventions aux associations et autres organismes de droit privé : 74 700 000 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction des affaires sociales (DAS)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
<p>Aide familiale au logement (AFL) :</p> <p>Par convention n°377/99 du 24 novembre 1999 modifiée relative aux actions de solidarité et de santé publique, l'Etat a apporté sa contribution au Pays pour le financement de l'aide familiale au logement de 1999 à 2003.</p> <p>La convention Etat-Pays n'ayant pas été renouvelée depuis 2004, c'est le Pays qui supporte depuis lors, le financement de l'aide familiale au logement.</p> <p>Dans l'attente de la mise en place d'un dispositif général d'aide personnalisée au logement et pour garantir l'accès et le maintien au logement des catégories sociales économiquement les plus démunies, un système d'aide à la personne, communément nommé « Aide familiale au logement » (AFL) a été mis en place en 2000 pour une période <u>transitoire</u>.</p> <p>Cette aide, dont les modalités de calcul sont précisées dans la convention cadre n°01/MSF du 7 avril 2000 et ses avenants 1 et 2, est attribuée en tiers payant et versée chaque année à l'OPH sur présentation d'états liquidatifs prévisionnels. Elle est révisable tous les ans. Elle est uniquement réservée aux locataires du parc de l'OPH.</p>	<p><u>Budget du Pays (AFL versée à l'OPH) :</u></p> <p>Crédits votés : 220 000 000 FCFP</p> <p>Crédits délégués : 220 000 000 FCFP</p> <p>Crédits mandatés : 219 997 137 FCFP</p> <p>50 résidences de l'OPH :</p> <p>483 bénéficiaires de l'AFL.</p>
<p>Aides sociales octroyées en 2014 au titre des aides à l'habitat :</p> <p>Aides à l'accès au logement et au maintien dans les lieux :</p> <ul style="list-style-type: none">- Aides au loyer- Aides en matériaux de construction- Aides en équipement ménager- Aides à l'énergie	<ul style="list-style-type: none">- FAS RSPF : 11 666 873 FCFP- FAS RNS : 268 996 FCFP <p>363 Bons de commande au bénéfice de 281 ouvrant-droits pour un montant total de 11 935 869 FCFP.</p>
<p>La DAS soutient financièrement des foyers d'accueil établissement socio-éducatifs qui hébergent un public en détresse et vulnérable (Pu o Te Hau, Bon samaritain, La Samaritaine, Te Arata, Maniniaura, Te Arata, Centre d'hébergement de Te Torea) ainsi que des associations oeuvrant en faveur des adultes et des familles se retrouvant sans logement suite à une expulsion, en situation d'errance, sans domicile fixe, victimes de violences, rejetés de la famille élargie et en grandes difficultés économiques et sociales.</p> <p>Selon le type de familles et le profil des personnes et familles en difficultés de logement, les travailleurs sociaux sollicitent le placement dans différents foyers pour trouver la solution de relogement la plus appropriée. Le budget RSPF de la Branche handicap finance les établissements socio-éducatifs.</p> <p>Il s'agit d'un hébergement provisoire dans l'attente de solution de logement pérenne. Les problématiques rencontrées par le public dépassent celle du simple manque de logement (violences conjugales, exclusion sociale...).</p>	<p>Subventions du RSPF aux établissements: 288 529 096 FCFP :</p> <ul style="list-style-type: none">- Fonctionnement : 263 600 428 FCFP- Investissement : 24 928 668 FCFP <p>329 bénéficiaires pour 7 établissements.</p>
<p>Affaires d'expulsion avec le concours de la force publique : aide dans l'accompagnement des expulsés à la recherche des solutions de relogement.</p>	<p>24 saisines du Haut-commissariat</p>

Direction générale des affaires économiques (DGAE)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Gestion des dossiers Prêt d'accès à la propriété (PAP), Prêt incitatif au logement (PIL) .Mesures adoptées en 2011 .Prêts à taux bonifiés octroyés aux acquéreurs de logements par la prise en charge des intérêts par le pays	- Nombre de dossiers contrôlés : 99 dossiers contrôlés dont : - 60 PAP - 39 PIL (nombre de prêts octroyés depuis 2010 : 376 dossiers PAP et 146 dossiers PIL) - Montant des intérêts remboursés en 2014: 239 620 156 F.CFP
Travaux réglementaires	Aide à l'investissement des ménages (AIM) pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf : 1 loi du pays
Mise en œuvre de l'AIM : . Aide plafonnée à 200 00 f FP /m2 limitée à une surface de 100 m2 . Réservée à la construction ou l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale.	Nombre d'aides accordées : 1 (pour un montant de 1 540 000 F CFP)
Secrétariat de la commission consultative de l'habitat social	Agrément d'opérateurs de logement social : 1 demande examinée

Programme « Jeunesse »

Périmètre

Ce programme comptabilise les actions en faveur de la jeunesse et de l'éducation populaire.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 83 440 875 Francs CFP
- investissement : 2 497 248 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97105	Jeunesse	4	7	7	10	0	28

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 172 024 629 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

Union polynésienne pour la jeunesse : 29 160 985 Francs CFP

Subventions aux associations et autres organismes de droit privé : 41 908 569 Francs CFP

Autres subventions : 5 772 342 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Service de la jeunesse et des sports (SJS)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives		
Gestion administrative des centres de vacances et de loisirs (ou CVL)	209 centres organisés, soit diminution de 15 % par rapport à 2013. * 3 175 jours ouverts, soit diminution de 18% par rapport à 2013 * 11 158 enfants présents, soit diminution de 21 % par rapport à 2013		
Contrôle des centres de vacances et de loisirs (ou CVL)	70 centres contrôlés, soit 33,5% des centres ouverts		
Gestion administrative des formations BAFA/BAFD organisées par les organismes habilités à cet effet.	35 stages BAFA contre 32 en 2013, soit augmentation de 9% 9 stages BAFD contre 13 en 2013, soit diminution de 44 %		
Gestion administrative des diplômes d'animateurs (BAFA) et de directeurs (BAFD) de CVL, délivrés par le jury ad hoc.	213 BAFA, soit augmentation de 67 % par rapport à 2013 14 BAFD, soit augmentation de 43% par rapport à 2013.		
Instruction et gestion des aides financières et en nature attribuées aux associations de jeunesse	Nature de l'aide	Nombre	Montant F CFP
	Aides en nature	47	4 644 634
	CTJEP	19	42 707 637
	Investissement Jeunesse	04	8 550 260
	Aides ministère	08	31 173 834
	Grandes manifestations (IJSPF)	01	6 000 000
	Opérations spécifiques	06	13 956 000
	Sous-total	85	107 032 365
Réglementation	Elaboration d'une loi de Pays sur la convention d'engagement éducatif		

Programme « Sport »

Périmètre

Dans ce programme, sont logés les crédits nécessaires à la maîtrise du développement des activités physiques et sportives ainsi que ceux destinés au soutien aux athlètes et à la promotion des sports pratiqués en Polynésie française (Exemples : Subventions aux associations sportives, bourses aux sportifs, ...).

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 804 538 215 Francs CFP
- investissement : 29 231 322 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97106	Sports	6	7	9	10	0	32

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 216 413 325 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

Comité olympique de PF : 45 687 556 Francs CFP

Institut de la jeunesse et des sports de PF : 474 000 000 francs CFP

Subventions aux associations et autres organismes de droit privé : 233 954 745 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Service de la jeunesse et des sports (SJS)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives		
	Nature de l'aide	Nombre	Montant F CFP
Instruction et gestion des aides financières et en nature attribuées aux associations sportives	Fédérations Sportives	33	90 560 000
	Sports Scolaires	05	9 820 000
	Comité Olympique de PF	01	25 687 556
	Associations Sportives	116	49 624 865
	Aides en nature	138	13 697 195
	Aides individuelles	70	7 040 000
	Bourse de haut niveau	00	-
	Grandes manifestations	08	90 064 000
	Investissement IJSPF (géré par le MJS sur l'exercice 2015)	03	99 000 000
	Sous-total	374	385 493 616
Gestion administrative et contrôle des Etablissement d'activités physiques et sportives (APS) déclarés, avec une activité particulière en plongée subaquatique	<ul style="list-style-type: none">- 26 nouveaux établissements d'APS déclarés, dont 11 relatifs aux centres de plongée.- 7 modifications d'établissements d'APS déclarés, dont 7 relatifs aux centres de plongée.- 81 nouvelles cartes professionnelles délivrées, dont 44 relatives aux moniteurs de plongée.- 56 renouvellements de cartes professionnelles, dont 42 relatives aux moniteurs de plongée.- 15 contrôles d'établissements d'APS réalisés, dont 14 relatifs aux centres de plongée.- 14 accidents déclarés au SJS, dont 13 relatifs aux centres de plongée- 3 contentieux traités		
Lutte contre le dopage	<ul style="list-style-type: none">- Réalisation de 29 contrôles antidopage sur site lors de la Hawaiki Nui Va'a 2014- Réalisation d'une action de prévention et d'éducation en milieu scolaire		
Sport de Haut-niveau	<ul style="list-style-type: none">- Réflexion sur la modification des textes sur le sport de haut niveau		
Participation à l'organisation d'événements sportifs	Tahiti : 1 - Moorea : 3 Tahaa : 6 - Raiatea : 1 - Bora Bora 1 - ISLV : Hawaiki nui va'a Organisation du salon du sport regroupant les fédérations sportives		
Médecin sportive	Réalisation de visites médicales : 23 athlètes de haut-niveau 70 élèves de sections scolaires sportives 379 sportifs des îles Australes 434 sportifs des îles Marquises		

2.13 MISSION « ENVIRONNEMENT »

Programme « Gestion de la biodiversité et des ressources naturelles »

Périmètre

Ce programme accueille les actions suivantes

- gestion et protection des sols, réglementation cynégétique, gestion des domaines du Pays affectés au service chargé du développement rural (parcs et réserves) ;
- protection de la biodiversité terrestre et lutte contre les espèces potentiellement dangereuses pour la biodiversité ;
- protection de la biodiversité marine ;
- préservation et valorisation de la biodiversité, des milieux naturels, et des ressources naturelles de la Polynésie française ;
- suivi du réseau hydrologique.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 119 524 071 Francs CFP
- investissement : 7 269 012 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97301	Gestion de la biodiversité et des ressources naturelles	4	7	8	6	2	27

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 150 522 567 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

0 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction de l'équipement (DEQ)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Fonctionnement du Groupement d'études et de gestion du domaine public (GEGDP) et entretien du réseau d'observations hydrologiques du Pays	Mandatement : : 6 005 477 F CFP - Conservation d'occupation du domaine public maritime : 96 demandes - Occupation du domaine routier, fluvial et portuaire : 65 demandes - Permis de travaux immobiliers sollicités par le service de l'urbanisme : 10 avis - Contravention de grande voirie : 61 dossiers - Extraction de matériaux : 222 autorisations

Direction de l'environnement (DIREN)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Conservation, gestion et valorisation des espèces végétales	<ul style="list-style-type: none"> - mesures de protection physique pour 33 taxons (20 % des espèces menacées ou vulnérables identifiées par le code de l'environnement) - rédaction de plans de conservation pour 5 taxons et mise à jour d'un plan - entretien de 7 espaces conservatoires (4,2 ha, 1100 plants) à Tahiti et Nuku Hiva - réintroduction en milieu naturel réussie pour 300 plants - délivrance de 4 nouvelles autorisations de prélèvement, en plus des 10 en cours de validité - révision en cours du statut UICN de la flore endémique (9 réunions du groupe d'experts).
Conservation, gestion et valorisation des espèces marines	<ul style="list-style-type: none"> - <u>actions de protection des mammifères marins</u> <ul style="list-style-type: none"> • 28 autorisations délivrées : 26 autorisations d'approche, 2 autorisations de tournage • 1 formation sur 3 jours des opérateurs de <i>whale watching</i> • programme de sensibilisation des prestataires autorisés sur l'eau ainsi que de tout public en mer à l'approche des mammifères marins dans le sanctuaire polynésien – IDV • 1 sortie à Tahiti avec Mata Tohora pour la journée « baleines » • 1 sortie de surveillance de dauphin piégé dans le chenal à Matatia - Punaauia • 1 sortie pour un échouage de dauphin sur Mataiea • 1 échantillon de dauphin - <u>actions de protection des tortues marines</u> <ul style="list-style-type: none"> • 8 fiches d'observations de sites de pontes recueillies : 7 à Aratika et 1 à Reao • 50 échantillons de tortues marines • 1 nid de tortue marine récupéré et mis en incubation • 2 sites autorisés contrôlés à Bora Bora • 1 expertise de viande de tortues marines saisies demandée par la direction régionale des douanes • suivi par satellite de la migration de la tortue <i>Caretta caretta</i> dans le Pacifique • suivi d'une tortue <i>Caretta caretta</i> équipée d'un émetteur satellite, relâchée en 2013 à Teahupoo - <u>élaboration d'un plan d'action sur les espèces marines emblématiques 2013 - 2017</u> <ul style="list-style-type: none"> • animation de groupes de travail sur 6 semaines portant sur la communication, les savoirs traditionnels, l'écotourisme, la recherche et suivi, la réduction des menaces et protection des écosystèmes et la politique et réglementation - <u>révision de la réglementation</u> <ul style="list-style-type: none"> • projet de loi du pays relatif au renforcement du régime de protection des espèces et des espaces, présentation au CESC et au haut conseil • projet d'arrêté pour la création d'un régime de protection des crabes de cocotier - <u>délivrance des autorisations CITES</u> Dans le cadre de la convention CITES, la Polynésie française est l'autorité compétente en matière de délivrance de permis d'exportation ou d'importation des espèces protégées par le droit international.

	<ul style="list-style-type: none"> • 210 avis portant sur les demandes d'exportation de bénitiers, d'échantillons de coraux, de tortues (dont 209 avis favorables) • 32 avis portant sur les demandes d'importation de caviar, tortue, produits pharmaceutiques, poissons d'eau douce, coraux et bénitiers • 3 demandes de transbordement (caviar) <p>- <u>renforcement des compétences locales</u> Participation à l'atelier régional tenu à Nouméa organisé par la CPS et le PROE relatif à la convention de Washington et aux espèces CITES.</p>
Conservation et gestion des oiseaux et escargots endémiques	<p>- <u>bio-sécurisation de l'avifaune de Rimatara et Ua Huka</u> : lutte contre le rat noir, principal prédateur des œufs.</p> <p>- <u>conservation des oiseaux endémiques en danger critique d'extinction</u> : Programme de conservation du Monarque sur Tahiti et Fatu Hiva</p> <ul style="list-style-type: none"> • 13 nouveaux envols pour le Monarque de Tahiti, soit une population totale de 52 individus • 9 nouveaux envols pour le Monarque de Fatu Hiva <p>- <u>sauvegarde des partulas</u> (escargots endémiques) Collaboration avec le Zoo de Londres pour la réintroduction d'espèces élevées en captivité en Angleterre.</p>
Lutte contre les espèces terrestres menaçant la biodiversité	<p>- <u>réseau de surveillance et groupement espèces envahissantes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • mise en place d'un plan de lutte sur 2 ans dans le cadre du programme Etat-Pays de coordination des actions de prévention, de formation et de lutte précoce contre les espèces envahissantes, qui comprend : <ul style="list-style-type: none"> - état des lieux, - analyse des risques sur toutes les îles habitées et de toutes les espèces envahissantes listées par le code de l'environnement, - édition d'un guide de reconnaissance, - mise en place d'un système d'alerte et d'un réseau de personnes relais formées aux enjeux de bio sécurité inter insulaire dans 22 îles • actions de surveillance, d'éradication précoce et de formation réalisées à travers ce réseau, grâce auquel les infestations sont connues de façon précoce à l'échelle des archipels et les possibilités d'actions évaluées. <p>- <u>lutte contre la petite fourmi de feu sur Moorea et Rurutu</u> Dans ces deux îles récemment infestées par la petite fourmi de feu, mise en œuvre d'un plan d'action pour le traitement des colonies de petite fourmi de feu toutes les 6 semaines, information des populations et des autorités concernées (mairie, riverains, communication tous publics et ciblée sur les infestations) et rappel des bons gestes à accomplir pour prévenir la dispersion de cette espèce.</p> <p>- <u>lutte contre d'autres espèces envahissantes</u> Actions de cartographie et de lutte ciblée contre 17 espèces envahissantes sur 46 répertoriées, dont 12 espèces végétales et 5 espèces animales aux IDV, ISLV et Marquises : miconia et lantana à Fatu Hiva, rat, buzzard de Gould, goyavier et autres à Raiatea pour la préservation des richesses du Temehani, détection et éradication du puke (acacia farnesiana) sur Tahiti...</p>

<p>Classement, gestion et valorisation d'espaces d'intérêt touristique ou écologique</p>	<ul style="list-style-type: none"> - <u>entretien de sentiers de randonnées</u> <ul style="list-style-type: none"> • parc territorial de Te Faaiti et domaine d'Opunohu - <u>gestion de sites classés</u> <ul style="list-style-type: none"> • vallée de la Papenoo : implantation d'une table pédagogique à Fare Hape • plateau Temehani (Raiatea) : actions conservatoires sur Pétrel et sur Tiare Apetahi, lutte contre les plantes envahissantes, mise en place d'un plan de conservation des espèces protégées et patrimoniales - <u>classement de l'espace maritime au Fenua Aihere (Teahupoo)</u> <ul style="list-style-type: none"> • espace maritime classé en catégorie VI, sur 767 ha • mouillage de balises • inventaire de la faune et de la flore (point zéro) • tenue de 2 comités de gestion à la mairie de Teahupoo • formation juridique sur le code de l'environnement et les sanctions liées aux espaces protégés - <u>soutien technique à la mise en place d'aires marines éducatives aux Marquises</u> : apport d'une expertise technique en matière d'environnement pour l'élaboration des documents pédagogiques - <u>étude de faisabilité pour un projet de mise en place d'une grande aire marine protégée aux Marquises</u> : participation à des réunions et à la collecte des données de l'étude éco régionale menée par l'Agence des aires marines protégées, en vue d'aboutir à un projet de zonage, de gouvernance et de gestion de l'archipel - <u>étude de faisabilité pour un projet de mise en place d'une grande aire marine aux Australes</u> : contribution à l'étude menée par PEW - <u>remplacement d'ancrages écologiques sur le PGEM de Moorea</u> Remplacement de 40 lignes d'ancrages écologiques mis à la disposition des plaisanciers et pêcheurs dans le périmètre du PGEM de Moorea pour éviter les jets d'ancres intempestifs sur les coraux du lagon.
---	--

<p>Labellisation d'espaces terrestres et marins</p>	<ul style="list-style-type: none"> - <u>recueil de données en vue de la révision du PGA et du PGEM de la commune de Fakarava</u> - <u>gestion de la Réserve de Biosphère (RB) de Fakarava</u> : préparation des propositions de gestion pour la période 2013-2016 (études complémentaires) <ul style="list-style-type: none"> • 2 comités de gestion tenus à la mairie de Fakarava • élaboration des cartes et règlements liés aux aires centrales et aux zones tampon de la RB • études réalisées sur les thématiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - actions conservatoires portant sur les populations d'oiseaux de la RB ; - opérations d'études, d'inventaire et de caractérisation des formations végétales et des structures archéologiques des aires centrales et des zones tampons de la RB ; - rapport intermédiaire sur l'étude socio-économique de la RB - <u>participation au projet d'inscription de Taputapuatea au Patrimoine mondial de l'UNESCO en tant que paysage culturel</u> : <ul style="list-style-type: none"> • inventaire et cartographie de la flore, de la faune et de la végétation du domaine forestier de Aratao et Opoa, site culturel et écologique majeur • 1 comité de pilotage et 2 réunions interservices - <u>participation au projet d'inscription de l'archipel des Marquises au Patrimoine mondial de l'UNESCO en tant que paysage culturel et naturel</u> : comités de pilotage et autres réunions.
<p>Gestion intégrée des zones côtières</p>	<ul style="list-style-type: none"> - <u>INTEGRE</u> Programme de coopération régionale financé par l'Union européenne (10ème FED), "Initiatives des territoires du Pacifique sud" (204 MF) <ul style="list-style-type: none"> • 3 sites retenus : Raiatea/Tahaa, Presqu'île de Tahiti et Opunohu • 8 comités locaux organisés • 2 réunions du comité de coordination technique territorial de Polynésie française et du comité de pilotage régional • 31 activités validées et financées sur fonds INTEGRE • 4 activités cofinancées par la Diren en 2014 : <ul style="list-style-type: none"> ○ création d'une zone d'activités éco-touristiques sur le site de Tiarere à Tahaa ○ réalisation d'un plan de gestion intégrée du lagon de Raiatea-Tahaa ○ gestion de la fréquentation de la rivière Aoma à Toahotu ○ développement d'un réseau de rahui à Taiarapu : démarche participative et plan de gestion intégrée. - <u>RESCCUE</u> Programme de coopération régionale financé par l'Union européenne « Restoration of Ecosystem Services against Climate Change Unfavourable Effects » (120 MF). Démarrage opérationnel du projet en début 2015. <ul style="list-style-type: none"> • 2 sites retenus : Opunohu et Mangareva • 2 comités de pilotage polynésien et régional organisés

Préservation et valorisation des ressources en eau	<ul style="list-style-type: none"> - <u>politique sectorielle de l'eau (PSE)</u> : réalisation d'un diagnostic de l'eau et recrutement d'un assistant technique, sur financements Etat-Pays et FED. - <u>élaboration du programme 'Plan d'action Rivières'</u> : proposition d'actions de gestion opérationnelle pour la préservation et la restauration de 39 rivières (37 à Tahiti et 2 Moorea)
---	---

Direction des ressources marines et minières (DRMM)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Suivi des Plans de Gestion de l'Espace Maritime (PGEM) et Zones de pêche réglementées (ZPR)	<ul style="list-style-type: none"> - pas de nouveau PGEM en 2014 dû à l'hésitation des maires, entre autres - PGEM de Moorea (10 ans); résultats positifs des AMP mais surveillance insuffisante et ... braconnage - 1 arrêté de création d'une ZPR à Tetiaroa; réunions abouties pour ZPR Papara, Mahina, Punaauia, et Rangiroa - Travail soutenu de l'Agence des AMP, notamment aux Marquises - Arrivée d'un nouveau partenaire, l'ONG PEW; travail notamment sur les Australes
Sensibilisation et éducation	interventions auprès des scolaires

Programme « Prévention et traitement des pollutions »

Périmètre

Ce programme recouvre :

- la maîtrise de la prévention et du traitement des pollutions, des déchets et des eaux usées,
- l'encadrement et le contrôle des extractions sur terrains privés.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 863 599 569 Francs CFP
- investissement : 149 701 079 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97302	Prévention et traitement des pollutions	11	2	0	0	0	13

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 95 005 851 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

0 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction de l'environnement (DIREN)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Gestion des installations classées pour la protection de l'environnement	<p>- <u>instruction des dossiers d'autorisation ICPE</u> 78 dossiers ICPE traités ou en cours d'instruction :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 22 dossiers de première classe et 49 dossiers de deuxième classe, • 5 demandes de modification et 1 de prorogation • 1 avis sur une autorisation de permis de carrier • Durée moyenne entre le dépôt d'un dossier et la délivrance de l'arrêté : <ul style="list-style-type: none"> - 12,3 mois pour les dossiers de 1ère classe - 13,2 mois pour les dossiers de 2ème classe - 4,5 mois pour les demandes de modifications <p>- <u>commission des installations classées (CIC)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 9 commissions organisées • 28 dossiers présentés à la commission • 21 arrêtés d'autorisation <p>- <u>instruction des plaintes</u> (+30%)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 32 plaintes enregistrées, 27 plaintes traitées • 11 procès-verbaux transmis au Procureur • 2 condamnations prononcées par le tribunal • 17 contentieux en cours <p>- <u>contrôle des installations classées</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 20 contrôles dont 7 pour l'ensemble des stockages d'hydrocarbures de la digue de Motu Uta dans le cadre du protocole d'accord des pétroliers • suivi des rapports d'autocontrôles • recensement des entreprises de concassage autorisées
Etudes d'Impact Environnemental (EIE) et autres demandes d'avis technique	<p>- 21 dossiers d'urbanisme</p> <p>- 33 dossiers de terrassement</p> <p>- 80 dossiers d'extraction</p> <p>- 107 dossiers d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public</p> <p>- 3 PV d'infraction</p>

Gestion des déchets	<ul style="list-style-type: none"> - <u>contribution financière du Pays au Syndicat Mixte Ouvert (SMO) Fenua Ma versée en 2014</u> <ul style="list-style-type: none"> • Contribution exceptionnelle 2013 : 300 MF • Contribution d'administration 2013 : 4,3 MF • Contribution d'administration 2014 : 21,5 MF • Contribution déchets du pays 2014 : 62 MF - <u>réglementation</u> : projet de texte cadre sur la gestion des déchets finalisé, instaurant la définition des déchets ménagers, la priorisation des modes de traitement ainsi que le principe du pollueur-payeur - <u>étude exploratoire sur la mise en place de la Responsabilité Elargie du Producteur (REP) en Polynésie</u> : évaluation des gisements ; analyse de l'opportunité de mettre en place la REP sur certaines filières ; rédaction d'un cahier des charges pour la mise en place d'éco-organismes assurant la collecte et le traitement des déchets - <u>suivi des études de réhabilitation des décharges des communes de Pirae et Punaauia</u> (appel à projet ADEME) : assistance aux communes - <u>étude de réhabilitation de la décharge de la commune de Moorea</u> : évaluation du préjudice subi par la Polynésie - <u>CET de Nuku-Hiva et Rapa</u> : réalisation de 2 citernes - incendies de 220 m3 et achèvement des travaux des CET de Nuku-Hiva et Rapa avant leur transfert aux communes concernées - <u>gestion des déchets spéciaux</u> <ul style="list-style-type: none"> • instruction de 12 demandes d'autorisations d'export de déchets toxiques soumis à la convention de Bâle • traitement des carcasses automobiles (collecte, dépollution et exportation) : 1870 carcasses sur Tahiti et 400 carcasses sur Moorea • traitement des déchets ménagers spéciaux (DMS) en provenance des archipels : 24 tonnes de DMS collectés et exportés (22 t batteries + 165 kg piles + 2 t d'huiles usagées)
Assainissement collectif des eaux usées	<p>Investissement 913-02</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>assainissement collectif des eaux usées de Punaauia Phase III</u> (marché FED, 699 MF HT) : <ul style="list-style-type: none"> • transmission du décompte général-final, du rapport final technique et du rapport financier à l'UE ; solde du marché de travaux et de maîtrise d'œuvre démarré en 2012. • pose de 5,5 km de réseaux • construction d'un poste de refoulement • 269 branchements effectués, correspondant à 334 habitations • 300 m3/j supplémentaires d'eaux usées collectées et traitées à la station d'épuration • taux de raccordement de la zone : 60 %. - <u>assainissement collectif des eaux usées de Moorea-Haapiti Phase II</u> (Marché FED, 340 MF HT) : <ul style="list-style-type: none"> • transmission du décompte général-final, du rapport final technique et du rapport financier à l'UE ; solde du marché de travaux et de maîtrise

	<p>d'œuvre démarré en 2012.</p> <ul style="list-style-type: none"> • pose de 5 km de réseaux • construction de 3 postes de refoulement • 85 branchements effectués, correspondant à 225 habitations • 150 m3/j d'eaux usées collectées et traitées à la station d'épuration • taux de raccordement de la zone : 56 %. <p>- <u>réhabilitation de l'émissaire de rejet de Moorea-Haapiti et contentieux</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • procédure contentieuse engagée en juillet 2011 par la PF à l'encontre de l'entreprise constructrice et du maître d'œuvre, afin d'établir les responsabilités en vue du financement des travaux de réhabilitation, voire de reconstruction, de l'émissaire défectueux • réalisation d'un nouveau diagnostic de l'émissaire et chiffrage précis du préjudice en vue d'un pourvoi en cassation
--	---

Direction de la santé publique (DSP)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Crédits délégués (Fonctionnement) : 14 166 167 F CFP	Dépenses mandatées (Fonctionnement) : 8 114 197 F CFP
Hygiène et salubrité publique	Ramassage des déchets d'activités de soins à risque infectieux (DASRI)

Programme « Connaissance et éducation »

Périmètre

Ce programme retrace les efforts consentis par le Pays pour :

- la connaissance de l'état de l'environnement,
- les observatoires et réseaux de mesures,
- les recherches et études pour une meilleure prise en compte de l'environnement, de la biodiversité, des changements climatiques, des risques naturels et du développement durable,
- l'éducation, la formation et l'information en matière d'environnement, de biodiversité, de changement climatique, de risque naturel et de développement durable.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 35 649 474 Francs CFP
- investissement : 0 Franc CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97303	Connaissance et éducation	1	1	1	1	0	4

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 24 040 524 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

0 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction de l'environnement (DIREN)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Connaissance	<ul style="list-style-type: none">- <u>connaissance de la flore</u> : diffusion de 2000 guides floristiques dans les établissements scolaires- <u>création de l'observatoire des espèces marines emblématiques</u> et alimentation base de données- <u>mise à jour de l'état de l'environnement</u><ul style="list-style-type: none">• réactualisation du rapport sur l'état de l'environnement paru en 2007• plus de 65 indicateurs construits et renseignés (social, économie, changement climatique, eaux continentales, connaissance et qualité des milieux marin, occupation des terres, air énergie, risques, déchets, bruit, biodiversité)- <u>suivi du rejet des eaux traitées de l'émissaire de rejet de Moorea-Haapiti</u>- <u>réseau de surveillance du milieu lagunaire à Tahiti</u>
Événementiels	<ul style="list-style-type: none">- <u>organisation de la fête de la Nature</u> sur le thème de la biodiversité : 1 000 visiteurs sur 2 jours- <u>participation à des journées thématiques</u> : journée mondiale des océans, journée de la baleine et journée de la tortue à Bora Bora- <u>sensibilisation et projections grand public</u> : 3 événementiels (journée mondiale de l'eau, journée mondiale de l'environnement et des océans, semaine du développement durable)
Campagnes de sensibilisation	<ul style="list-style-type: none">- <u>mammifères marins et tortues</u> : campagne de communication sur la protection des tortues et des mammifères marins- <u>espaces marins protégés</u> : présentation aux armateurs- <u>mise à jour du site internet www.environnement.pf</u> : maintenance évolutive et d'une actualisation de contenus.

2.14 MISSION « RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS »

Programme « Réseau routier »

Périmètre

Sont retracées dans ce programme les interventions du Pays en matière de voirie terrestre. Il comprend la programmation, les études à tous les stades, la réalisation et l'entretien des équipements du Pays en matière de réseau routier et de voirie.

Il comprend également la signalisation et les équipements de sécurité routière et l'aménagement Paysager des voiries (gestion et exploitation des parcs, jardins et espaces Paysagers et de loisirs).

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (source : compte administratif du Budget général)

- fonctionnement : 1 300 516 284 Francs CFP
- investissement : 7 640 567 849 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (source : DGRH) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97401	Réseau routier	19	26	82	359	9	495

Masse salariale dédiée au programme (source : POLYGF) : 2 229 405 677 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

0 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction de l'équipement (DEQ)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Fonctionnement : Entretien, éclairage et surveillance des 1 187 km de voirie territoriale	Mandatement : 452 980 177 F CFP Répartition des dépenses de fonctionnement : - Groupe administratif central : 23% - Subdivision territoriale de Tahiti : 20% - Parc à matériel : 16% - Subdivision des ISLV : 11% - Subdivision des Marquises : 7% - Subdivision de Moorea : 6% - Administration générale de l'arrondissement : 6% - Subdivision exploitation routière : 5% - Subdivision des Australes : 4% - Subdivision des Tuamotu Gambier : 2%
Investissement : Travaux sur le réseau routier (réfection de chaussée, aménagement de cheminement piétons, construction de nouvelles voies,...)	CP répartis 2014 : 10 096 221 632 F CFP CP délégués 2014 : 9 984 231 085 F CFP Mandatement : 6 912 174 083 F CFP

Service des parcs et jardins (SPJ)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Travaux d'embellissement d'espaces verts publics	ENTREE TNAD Plantation de l'entrée des bureaux de TNAD sur plus de 50m ²
	MONUMENT AUX MORTS, VICE-PRESIDENCE et CESC Apport de terre végétale et plantation des jardinières sur 250m ²
	ENTREE CENTRE 15 – HOPITAL DU TAAONE Plantation de 220 plantes (palmiers et arbustes) face à l'entrée du centre 15 – Chantier piloté par la DEQ
	BATIMENT DU GOUVERNEMENT Création d'espaces engazonnés sur 1.000m ² et réfection des haies et tous les massifs arbustifs
	TAHUA TOATA Végétalisation des 300m ² de jardinières créées par TFTN et pose d'un arrosage automatique
	PRESIDENCE DU PAYS Réfection des 3.000 m ² de pelouses et espaces verts, remplacement de tous les massifs et création d'espaces paysagés autour des bassins et sculptures
	TAHUA VAIETE Végétalisation des 1.550 m ² de jardinières sur la place, le long des quais et autour des bâtiments
	PLACE JACQUES CHIRAC Embellissement de la place de 6.000m ² par des plantations autour des monuments et stèles.
Travaux d'embellissement et de sécurisation d'espaces verts sur domaines publics routiers	PSGR DE PUNAAUIA Engazonnement et plantation de 5.984 végétaux sur les 2.700m ² d'espaces verts du giratoire et des espaces routiers du tunnel (PSGR) de la mairie de Punaauia - travaux pilotés par la DEQ
	BOULEVARD POMARE - PAPEETE Entretien bimensuel des 1,7 km du terre plein central, nettoyage des 2,2 km de voirie Aménagement et plantation des 700m ² de jardinières situées en bordure de voirie (3 Brasseurs, Gare Maritime, Gie Tahiti tourisme, Paofai) Aménagement des 3 Giratoires de 1.254, 700 et 840m ² .
	AVENUE BRUAT Réalisation de 2.250m ² d'espaces paysagés et de jardinières végétalisées le long des 460m de l'avenue. Plantation de tous les espaces verts publics.
	COURS DE L'UNION SACREE Plantation de 200 végétaux et engazonnement du terre plein central sur 300m - travaux pilotés par la DEQ
	RDO – ROUTE DE DEVIATION OUEST Aménagement du terre plein central, mise en place de 1.300m ³ de terre végétale, 5km de film de protection et 15.000 bougainvillées.
	RDP – ROUTE DES PLAINES Entretien et amélioration des 3,7 km du terre plein central par la plantation d'hibiscus

Programme « Ports et aéroports »

Périmètre

Ce programme enregistre les dépenses relatives à la programmation, aux études, à la réalisation et à l'entretien des équipements portuaires et aéroportuaires.

Il enregistre également les dépenses de signalisation maritime, de signalisation et de gestion des ports et des darses qui ne sont pas affectés au domaine privé d'un organisme tiers.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 224 716 522 Francs CFP
- investissement : 2 073 175 870 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97402	Ports et aéroports	3	7	25	58	0	93

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 490 772 837 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

0 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction de l'aviation civile (DAC)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Acquisition de groupes électrogènes, appareils de mesure, chaînes horaires GPS, feux à éclats, régulateur de balisage, récepteurs de contrôle mono fréquence, capteur, afficheur de paramètres vent	CP 65 000 000 FCFP MANDATES 50 813 452 FCFP

Direction de l'équipement (DEQ)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Fonctionnement : <ul style="list-style-type: none">- Maintenance des installations aéroportuaires- Maintenance du balisage passif et lumineux- Maintenance des installations portuaires	Mandatement : 134 324 987 F CP Répartition des dépenses de fonctionnement : <ul style="list-style-type: none">- Subdivision des aérodromes territoriaux : 30%- Subdivision des phares et balises : 21%- Subdivision des Marquises : 10%- Subdivision des ISLV : 10%- Subdivision des Australes : 5%- Administration générale de l'arrondissement : 6%- Subdivision des Tuamotu Gambier : 9%- Subdivision de Moorea : 6%- Subdivision des études et travaux maritimes : 3%

Investissement	CP répartis 2014 : 3 473 907 198 F CFP CP délégués 2014 : 3 066 487 846 F CFP Mandatement : 1 941 695 948 F CFP Répartition des dépenses : - Bâtiments aéroportuaires : 173 697 254 F CFP - Balisage maritime : 2 806 069 F CFP - Travaux portuaires : 734 694 151 F CFP - Travaux aéroportuaires : 1 030 498 474 F CFP
----------------	--

Programme « Protection contre les eaux »

Périmètre

Sont imputées dans ce programme les actions concernant la protection des berges et rivages ainsi que l'assainissement des eaux pluviales.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 87 437 811 Francs CFP
- investissement : 888 322 519 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97403	Protection contre les eaux	0	1	2	51	0	54

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 277 577 959 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

0 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction de l'équipement (DEQ)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Entretien des rivières : - Priorité sur les secteurs à forte densité de population - Surveillance particulière des grandes rivières Assainissement des eaux pluviales	- Curage assuré en régie par la DEQ lorsque les transports solides ont été importants à la suite de fortes précipitations ou cyclones - Complété par des entreprises autorisées à effectuer des extractions lorsque les transports solides doivent être évacués du lit de la rivière - Entretien et remise en état des berges endommagées assurés par les subdivisions
Fonctionnement	Mandatement : 43 077 692 F CFP Répartition des dépenses par archipel : - IDV : 53% - ISLV : 26% - Australes : 12% - Marquises : 8% - TG : 1%

Investissement	CP répartis 2014 : 1 206 889 866 F CFP CP délégués 2014 : 1 136 458 932 F CFP Mandatement : 841 571 890 F CFP Répartition des dépenses par archipel : - IDV : 741 560 566 F CFP - ISLV : 52 199 613 F CFP - Australes : 0 F CFP - Marquises : 35 026 719 FCP - Tuamotu Gambier : 12 784 992 F CFP
----------------	---

Programme « Energie »

Périmètre

Ce programme accueille les actions de :

- maîtrise de l'énergie,
- développement des énergies renouvelables,
- gestion des énergies,
- d'instruction des demandes et contrôle des travaux relatifs aux installations de production de transport et de distribution d'électricité.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (source : *compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 81 583 523 Francs CFP
- investissement : 125 667 320 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (source : *DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97404	Energie	4	2	0	1	0	7

Masse salariale dédiée au programme (source : *POL YGF*) : 54 646 325 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : *compte administratif du Budget général*)

0 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Service des énergies (SDE)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Expertise du secteur de l'électricité	Revue critique de la comptabilité analytique de la société Electricité de Tahiti

Maitrise et utilisation rationnelle de l'énergie (MDE)	<p>Dans le cadre de l'accord de partenariat ADEME-Pays 2010-2013, la clôture en 2014 d'actions initiées en faveur de l'accompagnement de la politique énergétique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formation éco-construction au travers de modules de formations - Attribution d'une subvention de fonctionnement à la SARL Archipel production pour le financement du projet « label Hina » - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association 2 D attitude pour le financement de l'espace « info-énergie » (EIE) - Mise en œuvre d'une campagne d'éveil et de sensibilisation à la maîtrise de l'énergie et aux conséquences de la consommation d'énergie
Soutien au développement de l'hydroélectricité dans les îles hautes	<ul style="list-style-type: none"> - Clôture des deux opérations relatives à la qualification du potentiel hydrologique : - de la rivière Hakau dans le cadre du projet d'aménagement hydraulique par la commune de Nuku Hiva - de la rivière Avera Rahi à Raiatea dans le cadre du projet d'aménagement hydraulique par la commune de Taputapuata
Développement et promotion des énergies renouvelables	<ul style="list-style-type: none"> - Réalisation d'un audit technique des 6 centrales électriques hybride (photovoltaïque-diesel) construites entre 2009 et 2011 dans les Tuamotu grâce au soutien financier du FEI et du 9^{ème} FED afin d'en contrôler l'état et le bon fonctionnement - Réalisation d'un audit technique de la centrale hybride de Makemo dont la production d'énergie est arrêtée - Maîtrise d'œuvre partielle (PRO-ACT) portant sur la réalisation du programme photovoltaïque en site isolé 2012.
Maîtrise du tarif de l'énergie électrique	<ul style="list-style-type: none"> - Clôture de l'opération relative à la mission d'assistance technique, juridique et financière pour la définition d'un tarif provisoire applicable pour la distribution d'électricité (négociations tarifaires) - Présentation dudit rapport de mission aux instances décisionnelles et réflexion sur les modalités d'une assistance auprès du Pays pour la mise en place des mesures correctionnelles voire des réformes à conduire
Maîtrise du secteur électrique en Polynésie française	<ul style="list-style-type: none"> - Mission d'assistance d'ingénierie technique sur la redéfinition et la modernisation du schéma électrique polynésien - Mission d'assistance d'ingénierie technique sur la modernisation de la gestion du système électrique polynésien
Promotion de la production d'électricité à partir de sources renouvelables en Polynésie française	<ul style="list-style-type: none"> - Clôture de l'inventaire et de la cartographie des espèces végétales et animales de la vallée de Papeiha en vue du projet d'aménagement hydroélectrique - Energies marines : finalisation de l'étude du potentiel énergétique de la houle sur la côte sud de Tahiti en vue de la mise en œuvre d'une centrale houlomotrice
Développement de l'autonomie énergétique	<ul style="list-style-type: none"> - Opération d'installation de 5 toits photovoltaïques sur des bâtiments administratifs du Pays lancée en 2013
Commission de l'énergie	<ul style="list-style-type: none"> - Demandes en autorisations instruites : 14

Programme « Postes, télécoms, nouvelles technologies »

Périmètre

Ce programme comprend la préparation et l'application des textes réglementant les postes et télécommunications.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (source : *compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 45 902 095 Francs CFP
- investissement : 71 599 045 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (source : *DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97405	Postes, télécoms, nouvelles technologies	4	0	1	0	1	6

Masse salariale dédiée au programme (source : *POL YGF*) : 63 354 403 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : *compte administratif du Budget général*)

0 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction générale de l'économie numérique (DGEN)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Réglementation du numérique	<ul style="list-style-type: none">- élaboration des textes de mise en application de la réglementation et évolution du cadre réglementaire : 70 (1 loi de pays, 1 délibération, 30 arrêtés CM et 38 arrêtés ministériels)- comité consultatif des télécoms : 2 réunions- commissions des installateurs : 4 demandes- contentieux : 3 mémoires en défense (CE OPT vs P.F. ; PMT vs P.F. ; VITI vs P.F.)- gestion des fréquences radioélectriques : 23 attributions- gestion des ressources en numérotation : 4 attributions- demandes d'avis formulées par l'Etat auprès du Pays en matière de communication audiovisuelle : 2 demandes émanant du CSA- Questionnaire UIT : 2 questionnaires relatifs aux données des télécommunications en Polynésie française- Gestion des noms de domaines en « .pf » : 180- Gestion des autorisations d'exonération de matériel aux opérateurs : 76
Développement du numérique	<ul style="list-style-type: none">- salons : FIFO 2014, Salon du livre, Tahiti Festival Graffiti Ono'u, Forum de l'emploi.- site internet www.net.pf- mise en place des émissions web « On cause numérique » : 6 émissions- mise en place des émissions web « On cause Fifo » : 12 émissions- articles publiés : 426- site internet www.dgen.pf- facebook « dgen »- 2 études externalisées sur les usages du numérique dans les ménages, et dans les entreprises.- création de l'observatoire de l'économie numérique

	(ODEN) : - Arrêté n° 724 CM du 5 mai 2014 modifié, relatif à la création d'une commission intitulée «observatoire de l'économie numérique » ; - Arrêté n° 1090 PR du 30 décembre 2014 portant désignation des membres de la commission de l'Observatoire de l'économie numérique. - Développement du site internet www.odn.pf avec baromètre des chiffres clés sur les usages du numérique. - 1CUBx : Projet d'incubateur/pépinière d'entreprises où proposition de mise en place d'une structure d'accueil et d'accompagnement des nouveaux créateurs du numérique et de l'audiovisuel. Partenariat potentiel avec école Poly-3D.
--	--

Programme « Médias »

Périmètre

Ce programme est consacré à la promotion des médias du Pays.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 1 085 000 000 Francs CFP
- investissement : 63 361 847 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97406	Médias	0	0	0	0	0	0

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 0 Franc CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

Subventions exceptionnelles autres organismes de droit privé : 1 085 000 000 Francs CFP

2.15 MISSION « TRANSPORTS »

Programme « Transports terrestres et sécurité routière »

Périmètre

Ce programme traduit les politiques du Pays en faveur de la sécurité routière.

Il s'agit notamment :

- du contrôle des professions de transporteur de personnes et de marchandises, d'auto-écoles et de loueur de voitures,
- du contrôle des véhicules de transport de personnes et de marchandises, de la définition des modalités de passage de l'examen du permis de conduire, de l'exécution et de la gestion du fichier des permis de conduire,
- de la préparation des textes relatifs à la circulation routière et aux professions qui s'y rattachent.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 76 265 170 Francs CFP
- investissement : 71 177 653 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97501	Transports terrestres et sécurité routière	4	17	22	13	0	56

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 312 122 769 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

Autres subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé : 5 500 000 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction des transports terrestres (DTT)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Délivrance des documents	<ul style="list-style-type: none">- cartes grises de véhicules neufs : 7 325- transferts de cartes grises : 20 191- contrôles techniques : 5 192- primata de cartes violettes : 922- examens du permis de conduire : 12 799- primata du permis de conduire : 1 844- duplicata de permis de conduire : 6 078

Autorisations administratives	<p><u>Transports touristiques</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nouvelles inscriptions au plan de transport : 20 - Nouvelles licences : 21 - Licences supplémentaires : 5 - Modification d'inscription au plan de transport et de licence : 1 - Radiations d'inscription au plan de transport : 5 - Retrait de licence : 9 - Suspensions de licence d'exploitation : 11 <p><u>Taxis</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nouvelles autorisations : 3 - Autorisations abrogées : 23 - Transferts d'autorisation : 6 - Demandes de suspension d'autorisation : 14 - Prorogations, exploitation provisoire d'autorisation : 10 - Commission de discipline : 0 - Contrôles routiers : 40 <p><u>Véhicules de remise</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Autorisations d'exercer : 2 <p><u>Véhicules de service particulier</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inscriptions au registre : 7 - Modification d'inscription : 2 - Radiations d'inscription : 3 - Autorisations exceptionnelles délivrées : 41 <p><u>Activité de loueurs de véhicule sans chauffeur</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nouvelles autorisations : 7 - Demandes d'augmentation de parc : 7 - Créations de bureaux annexes : 7 - Radiation : 1 - Examens du certificat capacité professionnelle: 1 session pour l'activité de taxi (36 admis sur 83 candidats présents) et 1 session pour le transport de personnes (79 admis sur 99 candidats présents) - Nouvelles cartes professionnelles : 115 - Prorogations de cartes professionnelles : 169
Suivi des transports en commun	<ul style="list-style-type: none"> - surveillance du réseau : 77 contrôles routiers - gestion de l'aide en gazole : <ul style="list-style-type: none"> • transport scolaire (janvier à juin 2014) : 308 372 litres pour 26 519 992 F FCP • transport régulier (janvier à octobre 2014) : 1.461.250 litres pour 125.667.500 F FCP
Développement des transports en commun	<ul style="list-style-type: none"> - travaux d'infrastructures : terminus de Papenoo, conception et pose d'un nouveau modèle d'abri-bus... - définition de 2 lignes sur le réseau de transport régulier <ol style="list-style-type: none"> 1/ desserte Hôpital [ligne 32] : 13 rotations / jours (remplissage de 40%, jugé très satisfaisant) 2/ opération 'Bus de nuit, pas d'ennui' avec la CGPME [test de août à novembre, suspendue faute de fréquentation] - études d'aménagement (couloirs réservés de bus, rénovation des gares routières...) - études juridiques

Lutte contre l'insécurité routière	<ul style="list-style-type: none"> - suspension permis de conduire : extension de la procédure de retrait immédiat de permis de conduire après usage de stupéfiants par arrêté n° 16 PR du 20 janvier 2014 : 910 arrêtés dont 46 pour stupéfiants. - réforme du code de la route, mise en œuvre des mesures adoptées par arrêté n° 1409 CM du 18 octobre 2013 modifié et applicables à compter du : <ul style="list-style-type: none"> → 1^{er} avril : campagne de communication relative aux excès de vitesse ; à l'interdiction de téléphoner en conduisant ; à l'interdiction d'utiliser les appareils dotés d'un écran en conduisant ; au respect des distances de sécurité ; aux règles de conduite dans les intersections, aux équipements individuels de sécurité (vendeurs de rue, enfants passagers de deux roues, à l'interdiction des vitres teintées (pour les véhicules neufs) → 1^{er} août 2014 : obligation de détenir un triangle de pré signalisation et un gilet de haute visibilité à bord du véhicule . - Dispositifs spéciaux de signalisation des véhicules d'intervention urgente (arrêté n° 474 PR du 22 juillet 2014 modifié) : homologation des feux spéciaux et avertisseurs sonores, autorisation des véhicules d'intervention urgente bénéficiant de facilités de passage. - Mise aux normes de sécurité des trucks effectuant du transport d'enfants : assouplissement des règles d'aménagement de la cabine passagers (arrêté n° 444 PR du 15 juillet 2014 modifié).
Analyse et prévention des accidents	<ul style="list-style-type: none"> - détermination des emplacements de 11 radars pédagogiques avec la DEQ chargée de l'acquisition et de l'installation de ces outils. - référentiel informatisé des accidents de la route : poursuite de l'alimentation et de la mise en cohérence des données du fichier élaboré par le service de l'informatique du Pays
Prévention et éducation à la sécurité routière	<ul style="list-style-type: none"> - information et sensibilisation du public : 5 000 brochures (règles de circulation à vélo sur les routes). - éducation à la sécurité routière en milieu scolaire 9 383 élèves répartis dans 415 classes. - formation Vélo + : 3 098 élèves pour 141 classes de CM1. - Halte à la prise de risques sur les routes : 1125 personnes pour 7 jours d'intervention. - actions de proximité: 957 adultes et 1387 jeunes sensibilisées.

Programme « Transports et affaires maritimes »

Périmètre :

Ce programme porte sur la gestion de la flotte administrative du Pays et sur la maîtrise de la sécurité de la navigation dans les eaux du Pays ainsi que sur la maîtrise du développement économique du transport maritime inter-insulaire.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 350 338 747 Francs CFP
- investissement : 20 233 125 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (source : DGRH) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97502	Transports et affaires maritimes	10	11	6	50	190	267

Masse salariale dédiée au programme (source : POLYGF) : 1 944 823 540 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

0 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction de l'équipement (DEQ)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Gestion de la flotte administrative de la DEQ Fonctionnement	Mandatement : 306 703 809 F CFP - Navires : 7 (2 dont actes de vente en cours d'officialisation et 1 à proposer à la réforme) - Passagers transportés : 2 309 - Marchandises transportées : 10 245 tonnes - Distance parcourue : 28 144 miles - Durée totale des voyages : 239 jours et 4 heures
Investissement	CP répartis 2014 : 280 205 075 F CFP CP délégués 2014 : 273 340 822 F CFP Mandatement : 20 223 317 F CFP

Direction polynésienne des affaires maritimes (DPAM)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Consultations juridiques et avis techniques	- 2 demandes d'avis sur conventions internationales. - 9 demandes d'interprétations et de renseignements. - 1 mémoire en réplique. - 2 mises en demeure pour échouement de navire. - 1 réunion de réglementation de l'activité commerciale de pirogues - 1 homologation législative. - 12 élaborations et modifications de projets de réglementation. - 3 interventions sur demandes des communes et de l'administration - 11 réglementations en cours d'étude
Sécurité des navires :	- contrôle et suivi des navires professionnels : 710 visites et 948 traitements (titre de sécurité/refus/retrait) - suivi et contrôle des navires de plaisance : 114 visites et 85 traitements (dont homologation) - suivi de chantier / dossiers 1033 dossiers

Registre des immatriculations ¹	<ul style="list-style-type: none"> - navires de plaisance : 418 (dont 84 VNM) - navires de commerce : 30 - navires de pêche professionnelle : 50
Sécurité de la navigation – gestion de l'espace maritime	<ul style="list-style-type: none"> - activité de loueur de jet-ski : 13 - manifestations nautiques : 59 - occupation du domaine public maritime : 26 - suivi des évènements de mer : 7
Suivi, régulation et contrôle du transport maritime interinsulaire	<ul style="list-style-type: none"> - navires : 25 - armateurs : 16 - licence d'armateur : 13 (y compris abrogation et modifications) - autorisation exceptionnelle (dérogation) de ligne maritime : 42 - quota de carburants : 6
Contrôle de l'exécution des obligations des transporteurs	- analyses des déclarations de mouvements des navires : 653
Instruction des demandes de remboursement de fret	- vérifications et visas des déclarations D11 : 5133
Collecte et publication statistique de fret maritime interinsulaire	<ul style="list-style-type: none"> - traitements des manifestes de navire : 1270 - atlas des routes maritimes : 1
Formation maritime	<ul style="list-style-type: none"> - suivi de dossiers de marins pêcheurs : 10 livrets professionnels du marin pêcheur édités, 390 marins pêcheurs recensés auprès de la DPAM depuis la mise en place du statut du marin pêcheur - nombre de titres de plaisance attribués : 1334 titres délivrés - nombre de titres maritimes professionnels instruits (pêche CPL) : 30 titres maritimes professionnels à la pêche délivrés par équivalence <p>Pour le CPL, 4 sessions d'examens ont été organisés dont la dernière en décembre 2014 et dont les résultats ne sont pas encore connus.</p> <p>Pour les 3 sessions, sur 84 candidats inscrits, 62 ont été admis soit un taux de réussite de 73,81%</p>

Programme « Transports aériens et aviation civile »

Périmètre

Ce programme a pour objet la gestion des transports aériens internationaux et domestiques (inter-îles).

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 291 365 898 Francs CFP
- investissement : 7 209 878 Francs CFP

¹ A ces chiffres, doivent être pris en compte le traitement de dossiers en cours d'année :

1) 117 dossiers en instance d'immatriculation (en attente de complément de documents des usagers ou d'acte de francisation ou d'avis ou de visite de navire au titre de la sécurité, etc ...) ;

2) sur les dossiers déjà immatriculés : 612 concernent des changements de propriété, et un volume non quantifiable, et non moins important, pour les radiations (suite à changement armement, licence de pêche non accordée, échouement, changement de quartier maritime), les changements de nom du navire, d'activité, d'armement, de moteur qui génèrent un traitement transversal des dossiers par d'autres entités administratives (affaires foncières, affaires maritimes Etat, sports, port autonome, ...)

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (source : DGRH) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97503	Transports terrestres et sécurité routière	5	16	8	6	0	35

Masse salariale dédiée au programme (source : POLYGF) : 236 738 098 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction de l'aviation civile (DAC)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Aménagement de l'immeuble Tefaifai pour le regroupement de l'ensemble des personnels de la DAC à l'exception des agents affectés au hangar de Tipaerui	7 209 878 FCFP
Organisation des dessertes aériennes intérieures et internationales	<ul style="list-style-type: none">- signature d'un MoU (Memorandum of Understanding) avec la République Populaire de Chine sur les services aériens entre la Polynésie française et la Chine- octroi de licence de transporteur aérien :1- approbation de partage de code : 1- approbation des programmes de vols internationaux- approbation de vols charters- avis sur textes juridiques : 4- allègement des commissions administratives : suppression de la commission consultative des aéroports territoriaux, du comité de pilotage sur la faisabilité technique et financière des dessertes en hélicoptère et en hydravion en Polynésie française et des comité de pilotage et comité technique chargés du suivi de l'élaboration du schéma directeur des transports aériens et maritimes de la Polynésie française pour la période 2010-2025
Organisation structurelle et juridique du transport aérien interinsulaire	<ul style="list-style-type: none">- rédaction par la direction DAC-PF d'un document d'organisation des transports aériens intérieurs 2015-2025 (diagnostic et axes directeurs) présentant un état des lieux de la desserte aérienne interinsulaire et les perspectives à l'horizon 2025- prorogation de la convention Air Tahiti- convention de mise à disposition du Twin Otter et reconduction de l'AOT du hangar Air Tahiti à Hiva Oa- convention pour le réseau de désenclavement : 189 millions FCFP- audit financier des coûts de ligne de la desserte interinsulaire : 2 825 000 FCFP

Système de management de la sécurité/ Système de gestion de la sécurité	<ul style="list-style-type: none"> - certification de l'aérodrome de Huahine - certification de l'aérodrome de Nuku-Hiva - renouvellement du certificat de prestataire de services de la navigation aérienne (PSNA) - réunion mensuelles de sécurité : 6 - études de sécurité : 7 - sensibilisation au SMS/SGS : 85 agents - protocole général de coordination entre le SNA et l'exploitant (Moorea et Huahine) - protocole DAC/ DSURV sur le délai de notification des événements et incidents d'aviation civile
Gestion des aérodromes et du domaine public aéroportuaire	<ul style="list-style-type: none"> - gestion des Autorisations d'Occupation Temporaire (AOT) du domaine public aéroportuaire : nouvelles demandes (16), renouvellement (9), abrogations (5) et modifications (2) - assermentation de 5 agents pour constater les infractions à la réglementation en matière de domaine public aéroportuaire - contentieux snack Nuku Hiva et expulsion des occupants - conventions d'entretien pour 36 aérogares : 14 934 000 FCFP - assurance en responsabilité civile exploitant d'aérodrome : 4 534 606 FCFP - fonctionnement des 43 aérogares : 29 182 018 FCFP
Maintenance technique des aérodromes	<ul style="list-style-type: none"> - 11 agents des aérodromes de Moorea, Huahine et Fakarava ont reçu une formation leur donnant une habilitation électrique pour les petits dépannages. - 48 missions de maintenance correspondant à 450 jours- agents ont été effectuées dont : <ul style="list-style-type: none"> - 2 préventives uniquement ; - 15 de dépannage - 16 préventives et correctives ; - 7 d'installation ou de suivi de chantier ; - 3 de suivi de chantier et de dépannage ; - 4 de formation ; - 1 pour autres raisons.
Exploitation technique des aérodromes du Pays et sécurité de la navigation aérienne	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion des affaires courantes NOTAM, MAJ AIP, AIC, FNE. - Formation 2 agents exploitation - Rédaction manuel Exploitation Technique
Service AFIS 21 aérodromes concernés	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien de compétence (26 agents) - Formation et agrément de 6 agents sur 5 aérodromes - Contrôles technique d'exploitation (11 aérodromes) soit 2 millions FCFP en frais de transport et indemnités - Formation à la conduite sur piste (29 personnels administratifs. et 80 privés) - Mise à jour documentation - Processus de fermeture de 3 organismes AFIS

Programme « Sécurité aéroportuaire (Etat) »

Périmètre

Ce programme retrace les recettes et les dépenses liées aux moyens de sauvetage et de lutte contre les incendies d'aéronefs ainsi que la prévention du péril animalier sur les aérodromes territoriaux.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (source : compte administratif du Budget général)

- fonctionnement : 242 435 676 Francs CFP
- investissement : 48 357 461 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (source : DGRH) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97504	Sécurité aéroportuaire	0	8	12	107	0	127

Masse salariale dédiée au programme (source : POLYGF) : 421 675 942 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

0 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction de l'aviation civile (DAC)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs (SSLIA) et Service de prévention du péril animalier (SPPA)	Investissement : - acquisition de 10 bouteilles de CO2 : 5 150 400FCFP - pose de clôtures péril animalier, aménagements du hangar SSLIA : 24 617 010 FCFP
Service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs (SSLIA)	- 9 visites médicales poids lourds : 630 000 FCFP - visites médicales SSLIA pour 112 agents : 10 000 000 FCFP - Recyclages secourisme PSE1/PSe2 pour 107 agents : 19 000 000FCFP - Missions de recyclage sur 16 aérodromes : 3 000 000FCFP - Missions de remplacements par des pompiers itinérants : 78 missions pour 40 000 000CFP - Révision annuelle des extincteurs sur 25 aérodromes : 4 000 000FCFP - Formations initiales de 5 pompiers d'aérodromes : 10 000 000FCFP - Formations continues de 31 pompiers d'aérodromes : 40 000 000FCFP - Permis bateau pour 3 agents : 100 000FCFP - Permis poids lourds pour 2 agents : 440 000FCFP - Réalisation de 11 plans carroyés nécessaires à l'établissement des plans de secours spécialisés d'aérodromes : 1 120 000 F CCFP

Maintenance SSLIA (Garage)	<ul style="list-style-type: none"> - aménagements du hangar de Tipaerui : quasiment terminé - 7 vedettes neuves SSLIA mises en service - 2 marchés publics, lancés avec la direction : un marché à bons de commande pour 10 VIM61 (camions de pompier d'une capacité d'emport de 6000 litres d'eau) et un marché de fourniture pour 5 vedettes du SSLIA (19 pieds) - aérodromes couverts : 43 <ul style="list-style-type: none"> - 35 aérodromes ont été visités pour des missions mécaniques préventives, curatives et des PAC (Plan d'Actions Correctives) - 417 jours de missions cumulés par les mécaniciens et le responsable de l'entité - 70 OD ont été émis - au 31/12/14 : - 100% des 59 véhicules des aérodromes des îles sont en ordre de fonctionnement - 95% des 20 vedettes sont en ordre de fonctionnement, seule 1 vedette du SSLIA est immobilisée suite à un acte de malveillance à Nuku Hiva
<p>Service de prévention du péril animalier (SPPA)</p> <p>9 aérodromes concernés (Moorea, Huahine, Fakarava et Tikehau, Rimatara et Rurutu, Hiva Oa , Nuku Hiva et Ua Pou</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place SPPA avec le matériel d'effarouchement pyrotechnique à : Hiva Oa - Rimatara – Tikehau . -Travaux de clôture sur 3 aérodromes <ul style="list-style-type: none"> -Moorea / bon de commande pour la réalisation de 400 ml de clôture berge du lac : 3 464 337 F -Ua Pou / bon de commande pour la réalisation de 63 ml de clôture, d'un portail et d'un portillon côté TWR : 523 444 F -Hiva Oa / notification du marché de réalisation de 5 000 ml de clôture en périphérie et d'un portail le 30 octobre 2014 – fin des travaux prévu au 30 avril 2015 : 22 685 880 F -Formation initiale SPPA : <ul style="list-style-type: none"> 1 agent pour Huahine 1 agent pour Ua Pou -Formation locale SPPA : <ul style="list-style-type: none"> 9 agents sur divers aérodromes SPPA -Entraînement à la sécurité des armes sur 3 aérodromes Moorea – Huahine et Nuku Hiva -Protocole d'entretien des espaces verts et accès signés entre la DAC et la DEQ

2.16 MISSION « URBANISME, HABITAT ET FONCIER »

Programme « Urbanisme »

Périmètre

Ce programme concerne les activités de régulation et de contrôle d'urbanisme :

- connaissance de l'urbanisation, observatoires et réseaux de mesures,
- adaptation des réglementations d'urbanisme,
- contrôle de l'application des réglementations en vigueur (instruction des demandes de permis de travaux, certificats de conformité, actions correctives par rapport aux constructions « sauvages »).

Sont également visés par ce programme la gestion des explosifs à usage civil et le stockage d'hydrocarbures.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 59 216 105 Francs CFP
- investissement : 0 Franc CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97601	Urbanisme	8	15	19	7	2	51

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 295 864 556 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

0 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Service de l'urbanisme (SAU)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Activités d'urbanisme opérationnel et construction	permis de construire autorisé : 1616 certificat de conformité délivré : 621 notes de renseignement d'aménagement traités : 3042 lotissements autorisés : 7 (pour 113 lots) aux IDV, 1 (pour 8 lots) aux ISLV lotissements déclarés conforme : 9 (pour 94 lots) aux IDV, 1 (pour 12 lots) aux Marquises
Contentieux administratifs et judiciaires – Plaintes et recours gracieux	- nombre de nouvelles requêtes en contentieux : - recours gracieux : 9 - contentieux administratifs : 15 - requêtes devant la cour d'appel de Paris : 1 - requêtes devant le conseil d'Etat : 2 - nombre de plaintes reçues au service de l'urbanisme : 183

Contrôle des établissements recevant du public	<ul style="list-style-type: none"> - nombre de dossiers traités par la commission de sécurité : 252 - nombre de visites de commission et de sous-commissions de sécurité : 128
--	--

Programme « Gestion du domaine public »

Périmètre

Ce programme comprend :

- la surveillance, la gestion, la conservation du domaine public terrestre, fluvial et maritime du Pays ;
- la préparation des actes autorisant les concessions d'occupation du domaine public.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 31 696 258 Francs CFP
- investissement : 20 587 435 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97602	Gestion du domaine public	7	8	3	2	0	20

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 138 019 721 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

0 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction des affaires foncières (DAF)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Autorisation d'occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime et de la zone des 50 pas géométriques	Demandes traitées : <ul style="list-style-type: none"> - occupations à charge de remblai : 82 - implantations de pontons : 38 - déclassement : 10 - projets hôteliers : 14 - diverses occupations temporaires : 52
Réclamation des indemnités pour occupation sans titre de dépendances du domaine public (maritime, fluvial, extractions)	Dossiers traités : 53
Commission du domaine public	7 séances pour 179 dossiers examinés
Gestion des sites publics (accès à la plage, Vaitupa, Tahua autonomie, Vaipoopoo, 50 pas géométriques)	Traitement des demandes d'organisation de manifestations émanant d'associations diverses, de comité d'entreprises, de collectivités ou de particuliers : 276

Programme « Affaires foncières »

Périmètre

Sont imputées dans ce programme les opérations concernant :

- la gestion et la conservation du domaine privé du Pays,
- l'assistance aux personnes dans l'établissement de leurs droits immobiliers,
- la délimitation, la confection et la conservation des actes cadastraux,
- la constitution de réserves foncières ou immobilières sans affectation prédéterminée.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 133 598 459 Francs CFP
- investissement : 98 710 402 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97603	Affaires foncières	22	25	22	31	2	103

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 603 518 116 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

0 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction des affaires foncières (DAF)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Constitution du domaine	Nombre de dossiers traités : <ul style="list-style-type: none">- acquisitions : 10- offres de vente 18- échanges : 10- aliénations : 8- rétrocessions : 5- transferts à titre gratuit : 6- évaluations immobilières : 45 dont 2 pour des projets de défiscalisation- préemption : 28 (aucun préempté par la Polynésie française)- demandes diverses : 64 Nombre de compte-rendus de visites sur sites : 26 dont 11 dans un cadre de pré contentieux.
Expropriation	Dossiers traités : <ul style="list-style-type: none">- 1 pour l'abri de survie de Fakarava- 1 pour la route traversière de Mataiea- 1 pour divers travaux routiers à Mahina

	<ul style="list-style-type: none"> - 9 pour divers travaux routiers à Tiarei - 4 pour divers travaux routiers à Mahaena
Gestion des demandes de location des terres domaniales pour des fins d'habitation, de culture ou pour des projets économiques	Nombre de dossiers traités : 206
Commission des évaluations immobilières	8 séances pour 241 dossiers examinés
Transfert de gestion et autres opérations immobilières	Nombre de dossiers traités : 119 Nombre de prises à bail ou de résiliations de biens immobiliers pour les besoins de son administration : 9 Nombre de convention d'occupation : 3 Nombre de visite sur sites : 10
Gestion des lotissements agricoles (établissement et liquidation des baux agricoles)	Iles du vent (Moorea, Taïarapu-Est et Ouest) : 7 Iles sous le vent (Tahaa et Raiatea) : 97
Gestion des biens meubles	Nombre de dossiers concernant des affectations, prêts, cessions ou dons entre services et collectivités : 27 (véhicules uniquement). Ventes aux enchères : <ul style="list-style-type: none"> - 1 vente (matériels et équipements nautiques) pour le compte de Tahiti Nui Aménagement et Développement (TNAD) pour un montant total de 29 786 F CFP - 1 vente (matériels et mobiliers de l'ancien centre médical de Hao) pour le compte de la direction de la santé pour un montant total de 52 970 F CFP
Redevances domaniales	Liquidation des redevances, loyers, droits et taxes afférentes aux biens domaniaux, taxes et redevances minières, taxes et redevances d'utilisation de l'eau et taxes pour extraction d'agrégats : <ul style="list-style-type: none"> - îles du vent : 326 - îles sous le vent : 58 - îles Australes : 174 - îles Tuamotu Gambier : 376 - îles Marquises : 25 - nouvelle Calédonie et Paris : 9 - nouvelles consignations : 1075 - redevances d'atterrissage : 588
Contentieux	Nombre de dossiers ouverts devant les juridictions et la commission de conciliation obligatoire en matière foncière (CCOMF) : 467 Nouveaux dossiers : 45
Aide juridictionnelle en matière foncière	Nouveaux dossiers : 51 Dossiers archivés : 45 Total de dossiers actifs : 591
Curatelle	<ul style="list-style-type: none"> - Conclusions devant les juridictions : 139 - Nouveaux dossiers : 67 - Avis de recherche : 11 (pour 250 personnes) - Nombre de dossiers audiencés : 813
Conservation des hypothèques	Nombre de formalités effectuées : 68 968 dont : <ul style="list-style-type: none"> - actes transcrits : 2279 - inscriptions hypothécaires : 2668 - mentions en marge et radiations : 672 - créations de comptes hypothécaires : 1831 - états sur et hors formalités : 19201 - réquisitions d'états hypothécaires : 28352 - copies d'actes : 13 965 Nombre d'actes notariés enregistrés : 5646
Cadastre	Zones officialisées : 14 (396 feuilles cadastrales)

	Conservation cadastrale : - nombre d'extraits cadastraux (sollicités par les notaires) : 3916 - nombre de mutations (modifications de propriétaires) : 7963 - nombre de documents d'arpentage (modifications parcellaires) : 807 Recettes liées à la délivrance des documents cadastraux : 22 852 991 F CFP
Assistance aux particuliers	- Nombre de personnes renseignées (droits immobiliers, différentes actions en matière foncière ou mise en état de dossier avant audience de la commission de conciliation obligatoire en matière foncière CCOMF) : 2023 - CCOMF Papeete <ul style="list-style-type: none"> - 25 audiences pour 136 dossiers (dont 44 conciliations, 37 non conciliations, 18 renvois) - 109 nouveaux dossiers enregistrés - CCOMF Uturoa <ul style="list-style-type: none"> - aucune audience - 25 nouveaux dossiers enregistrés - Généalogie <ul style="list-style-type: none"> - nombre de fiches délivrées (particuliers, notaires, avocats, géomètres, services administratifs, communes) : 36 385 - nombre d'arbres généalogiques : 445 - recette totale : 6 395 000 F CFP

Programme « Habitat »

Périmètre

Ce programme concerne les interventions des pouvoirs publics dédiées à l'habitat, autres que les actions prévues au programme « Urbanisme ».

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 1 152 733 608 Francs CFP
- investissement : 1 562 075 950 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
97604	Habitat	0	0	0	0	0	0

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 0 Franc CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

Office polynésien de l'habitat : 860 000 000 Francs CFP

Subventions exceptionnelles : 50 000 000 Francs CFP

Autres subventions exceptionnelles aux organismes publics : 193 733 608 Francs CFP

Autres subventions secteur social-solidarité-santé-environnement : 49 000 000 Francs CFP

2.17 MISSION « GESTION FISCALE »

Programme « Fiscalité indirecte »

Périmètre

Ce programme regroupe toutes les recettes issues de la fiscalité indirecte du Pays.

Il comprend également les dépenses correspondant au remboursement de trop perçu et à la lutte contre la fraude, et les frais de fonctionnement des services d'assiette.

Les écritures d'ordre relatives aux exonérations de droits et taxes indirects figurent dans ce programme.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 13 012 421 945 Francs CFP
- investissement : 0 Franc CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
99001	Fiscalité indirecte	3	3	6	0	0	12

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 100 575 670 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

0 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction des impôts et des contributions publiques (DICP)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Articles d'impôts gérés par la DICP : 5 sur 39 composant le programme Mise en œuvre prépondérante par la Direction générale des Douanes	- Représentent 38,79% des recettes générées dans le programme - Taux de civisme fiscal : <ul style="list-style-type: none">o TVA : 79 %o CST-S : 87 %
Demandes de remboursement de crédit de TVA	- 781 demandes traitées pour un montant de 2 620 000 000 F CFP - Remboursements acceptés : 1 940 000 000 F CFP - Délai moyen d'instruction en circuit court : 25 jours - Délai moyen d'instruction en circuit long : 102 jours
Défaillances de déclarations (TVA et CST-S)	- Relances téléphoniques : 5 849 - Représentant 190 000 000 F CFP de déclarations déposées - Montant encaissé suite aux relances : 138 000 000 F CFP - Plans de règlements conclus : 79 000 000 F CFP
	- Avis à tiers détenteur : 8 280 - Plans de règlement : 628

	Recouvrements sur prise en charge de la recette des impôts : 1 008 000 000 F CFP Restes à recouvrer nets en droits : 4 674 000 000 F CFP
--	---

Direction des affaires foncières (DAF)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Total des recettes perçues : 3 605 826 109 F CFP	<ul style="list-style-type: none"> - redevances domaniales : 610 483 110 F CFP - droits d'enregistrement : 2 582 707 634 F CFP - Impôts sur les plus-values immobilières : 102 072 795 F CFP - taxe de publicité immobilière : 181 925 033 F CFP - amendes de contravention au code de la route : 123 070 998 F CFP - produits divers : 5 566 539 F CFP

Programme « Fiscalité directe »

Périmètre

Ce programme recense toutes les recettes tirées de la fiscalité directe du Pays.

Il accueille également les dépenses correspondant au remboursement de trop perçu, et les frais de fonctionnement des services d'assiette.

Les écritures d'ordre relatives aux crédits d'impôt de défiscalisation sont mentionnées dans ce programme.

Ce programme concerne également l'élaboration, la rédaction, la codification et le suivi de l'application de la réglementation fiscale.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 5 403 238 147 Francs CFP
- investissement : 0 Franc CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
99002	Fiscalité directe	25	28	18	7	1	79

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 695 464 556 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

0 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction des impôts et des contributions publiques (DICP)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Articles d'impôts gérés par la DICP : 21 sur 22 composant le programme	<ul style="list-style-type: none"> - Représentent 99,49% des recettes générées dans le programme - Taux de civisme fiscal : <ul style="list-style-type: none"> o IS : 72% o IT : 76%
Gestion de l'impôt	<ul style="list-style-type: none"> - Documents fiscaux adressés aux contribuables : 227 519 - Mises à jour de situations fiscales : 19 029 - Impôt sur les sociétés ou sur les transactions : <ul style="list-style-type: none"> o Demandes écrites de régularisation amiable : 3 753 o Mises en demeure : 2 236 o Taxations d'office : 386 (montant global de droits et pénalités : 153 771 867 F CFP) - Requêtes contentieuses et gracieuses reçues des contribuables : 2 788 - Usagers recensés aux principaux points d'accueil du service : 54 430
Contrôle de l'impôt	<ul style="list-style-type: none"> - Dossiers fiscaux : <ul style="list-style-type: none"> o Contrôles : 2 183 o Montant de droits nets redressés : 906 000 000 F CFP o Pénalités : 331 000 000 F CFP - Réductions de crédits de TVA : 83 000 000 F CFP - Comptabilité : <ul style="list-style-type: none"> o Vérifications : 36 o Droits rappelés : 1 370 000 000 F CFP o Pénalités : 728 000 000 F CFP
Législation et contentieux juridictionnel	<ul style="list-style-type: none"> - Législation <ul style="list-style-type: none"> o 50 mesures de modifications du code des impôts o 9 mesures de simplification o 2 droits nouveaux o 14 études au titre de demandes de consultations, analyses ou expertises o 1 bulletin officiel des impôts o 50 dossiers enregistrés devant la commission des impôts - Contentieux juridictionnel <ul style="list-style-type: none"> o 203 instances juridictionnelles enregistrées pour 151 instances jugées o 82% de décisions favorables à l'administration : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Tribunal administratif : 89% ▪ Cour administrative d'appel de Paris : 75% ▪ Conseil d'Etat : 33% o 3 655 000 000 F CFP de droits et pénalités confirmés pour 3 786 000 000 F CFP de droits et pénalités contestés au global o Dégrèvements prononcés par les juridictions administratives : 131 000 000 F CFP o Demandes d'information relative à la législation enregistrées sur le site internet INFO-FISCALE : 769

Agréments fiscaux	<ul style="list-style-type: none"> - 10 agréments fiscaux délivrés - représentant 1 475 000 000 F CFP de base éligible et un montant total de crédits d'impôts accordés de 590 000 000 F CFP
-------------------	--

2.18 MISSION « GESTION FINANCIERE »

Programme « Engagements financiers »

Périmètre

Les engagements financiers du Pays se traduisent principalement par le paiement des annuités de la dette publique, la garantie de bonne fin des emprunts contractés par des tiers, le versement des allocations viagères, la gestion active de la trésorerie.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 5 154 791 390 Francs CFP
- investissement : 18 845 080 825 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
99101	Engagements financiers	1	0	0	0	0	1

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 10 823 445 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

0 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction du budget et des finances (DBF)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Le financement du budget d'investissement 2014	Satisfaction de la totalité des besoins en matière d'emprunts soit 14,8 milliards de F. 8,063 milliards de F ont fait l'objet d'emprunts bancaires classiques et 6,8 milliards de F ont pu être levés sur les marchés financiers au travers de deux émissions obligataires dans le cadre du programme EMTN lancé en fin d'année 2013.
La gestion active de la dette	Cette gestion très active a permis : <ul style="list-style-type: none"> - de poursuivre le chantier de désensibilisation de la dette structurée (dette toxique). Encours 1,72% de l'encours total de la dette du Pays contre 8,24% en 2013 et plus de 30% il y a 3 ans. Dossier de demande d'aide pour la collectivité déposé au fonds de soutien aux collectivités ayant souscrit des emprunts structurés créé par l'Etat ; <ul style="list-style-type: none"> - de maintenir la veille sur l'évolution de la courbe des taux, permettant ainsi d'analyser les offres d'arbitrage de taux d'intérêt proposés par les banques.
Le suivi de l'emprunt obligataire sous programme Euro Medium Term Note (EMTN)	<ul style="list-style-type: none"> - mise à jour régulière des documents d'information à l'attention des investisseurs - édition de deux suppléments au prospectus.

Programme « Autofinancement net »

Périmètre

Ce programme permet de connaître l'effort du Pays pour dégager suffisamment de ressources propres (prélèvement sur les recettes de fonctionnement, dotations aux comptes d'amortissement, ...) pour financer son budget d'investissement.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 2 028 676 949 Francs CFP
- investissement : 0 Franc CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (*source : DGRH*) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
99102	Autofinancement net	0	0	0	0	0	0

Masse salariale dédiée au programme (*source : POLYGF*) : 0 Franc CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(*source : compte administratif du Budget général*)

0 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction du budget et des finances (DBF)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
La réalisation de la dotation aux comptes d'amortissements	Poursuite de l'assainissement des comptes : 2,028 milliards de F de dotations aux amortissements répartis entre les biens mobiliers, les frais d'études et les subventions versées.

Programme « Opérations diverses ou exceptionnelles »

Périmètre

Ce programme regroupe les opérations qui n'ont pas pu être imputées à un programme particulier.

Moyens mobilisés

Dépenses du programme (*source : compte administratif du Budget général*)

- fonctionnement : 1 190 568 240 Francs CFP
- investissement : 689 778 440 Francs CFP

Ressources humaines des services administratifs intervenant dans ce programme

Effectifs dédiés au programme (source : DGRH) :

Code prog	Libellé programme	Catégorie					TOTAL
		A ou équivalente	B ou équivalente	C ou équivalente	D ou équivalente	Autres	
99103	Opérations diverses Ou exceptionnelles	0	0	0	0	0	0

Masse salariale dédiée au programme (source : POLYGF) : 42 448 248 Francs CFP

Subventions allouées aux EP (et autres) intervenant dans ce programme

(source : compte administratif du Budget général)

0 Francs CFP

Synthèse des activités et réalisations par structure

Direction du budget et des finances (DBF)

Synthèse des activités au titre du programme	Appréciations Quantitatives ou qualitatives
Le toilettage de recettes non réalisées	-annulation des recettes dues par le pays au FDA pour une somme de 851 millions de F. - provision de 89 millions de F afin d'admettre en non-valeur des recettes fiscales de la DICP.
La provision pour litiges et contentieux	- provision à hauteur de 205 millions de F.

SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE	201
1 PRESENTATION DE LA POLYNESIE FRANÇAISE	202
2 ECONOMIE	203
2.1 La balance des paiements pour 2013	203
2.2 La balance commerciale en 2014	203
2.3 Le commerce extérieur en 2014	204
2.4 Le tourisme	204
2.5 L'inflation	205
2.6 Le marché du travail	205
3 LA DEMOGRAPHIE	207
3.1 La pyramide des âges	207
3.2 Quelques traits marquants de la démographie en 2013	208
4 LA PROTECTION SOCIALE	209
5 EXECUTION DU BUDGET GENERAL 2014	211
5.1 En fonctionnement.....	211
5.2 En investissement.....	214
6 SITUATION FINANCIERE	217
7 FISCALITE	219
7.1 La fiscalité directe.....	219
7.2 La fiscalité indirecte.....	219
8 ENDETTEMENT	221

1 PRESENTATION DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

La Polynésie française est composée de cinq (5) archipels répartis sur plus de 5 millions de km², qui représentent 3 521 km² de terres émergées.



Le tableau ci-après présente quelques chiffres clés de la Polynésie française.

Population au 01/01/2013	268 270 habitants
Superficie (terres émergées)	3 521 km ²
Zone économique exclusive	5,03 millions de km ²
Densité moyenne	76,19 habitants par km ²
Nombre de communes	48
PIB	508 000 000 000
Fiscalité totale par habitant	307 339
Fiscalité totale / PIB	15.51 %
Dépenses d'équipement par habitant	113 462
Encours de la dette par habitant	351 312

Sources : DBF, ISPF

2 ECONOMIE

2.1 La balance des paiements pour 2013

L'économie polynésienne, toujours fragile, n'a pas pu retrouver en 2013 le chemin de la croissance.

Le chiffre d'affaires déclaré par les entreprises locales soumises à la TVA baisse de nouveau mais moins fortement qu'en 2012 (-0,7 %, après -1,2 % en 2012).

Les interventions de l'Etat (salaires des fonctionnaires, transferts aux collectivités ...) continuent de contribuer au maintien de l'excédent des transactions courantes. Après avoir chuté en 2012 (-28,9 %), il s'améliore de 11,6 % et atteint 14,8 milliards de F.CFP, grâce aux transferts courants et aux revenus.

En revanche, le déficit des échanges de biens se dégrade en raison de la hausse plus importante des importations relativement aux exportations, suite à l'acquisition d'un nouvel avion par la compagnie aérienne Air Tahiti et d'un navire reliant Moorea et Tahiti (Aremiti Ferry 2).

L'excédent des services se replie malgré les bons résultats du tourisme qui ne suffisent pas à compenser les baisses cumulées des services de transport et de communication, et des dépenses des forces armées.

Le compte financier fait apparaître des sorties nettes pour un montant de 18,7 milliards de F.CFP, après avoir enregistré en 2012 des entrées nettes de 2,2 milliards de F.CFP.

BALANCE DES PAIEMENTS

Unité : millions de F.CFP

	2009 (1)	2010 (1)	2011 (1)	2012 (1)	2013
Comptes de transactions courantes	-3 622	6 946	18 634	13 248	14 783
Biens	-131 035	-142 279	-138 610	-145 272	-146 708
Services	26 537	36 795	53 624	54 080	53 026
Revenus	53 451	54 136	58 119	57 448	58 432
Transferts courants	47 425	58 294	45 502	46 993	50 033
Compte de capital	0	-65	-91	-57	315
Compte financier	-20 876	10 695	-319	2 250	-18 743
Investissements directs	1 207	2 388	9 072	9 858	3 069
Investissements de portefeuille	-10 897	-603	22 327	1 989	-254
Autres investissements	-11 186	8 910	-31 718	-9 597	-21 558
Erreurs et omissions nettes	24 499	-17 576	-18 224	-15 441	3 645

Source : IEOM - (1) chiffres révisés

2.2 La balance commerciale en 2014

Après avoir atteint un montant de 147,7 milliards de F. CFP en 2013, le déficit commercial de la Polynésie française se réduit à 143,2 milliards de F.CFP se rapprochant ainsi du niveau de 2012. Par contre, le taux global de couverture reste inférieur à ce qu'il était il y a deux ans.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Unité : millions de F.CFP

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Importations totales (CAF)	148 779	160 411	159 209	161 989	162 771	158 599
Importations civiles	147 126	155 333	153 994	158 536	161 509	158 599
Importations militaires	1 653	5 078	5 215	3 453	1 262	
Exportations totales (FAB)	14 347	19 588	17 953	19 199	15 109	15 316
Exportations civiles	12 511	13 868	14 385	12 919	13 593	15 316
- dont exportations de produits locaux	10 738	11 051	11 335	11 857	11 910	12 824
Exportations militaires	1 836	5 720	3 568	6 280	1 516	
Solde commercial global (export. totales - import.totales)	-134 432	-140 823	-141 256	-142 790	-147 662	-143 283
Taux global de couverture (%) (export. totales / import. totales)	9,6	12,2	11,3	11,9	9,3	9,7
Taux réel de couverture (%) (export. locales / import. civiles)	7,3	7,1	7,4	7,5	7,4	8,1

Source : ISPF

2.3 Le commerce extérieur en 2014

En 2014, les importations civiles diminuent de 1,8 % en valeur par rapport à 2013, en effet, deux achats exceptionnels ont été comptabilisés en décembre 2013. Ces deux derniers déduits, les importations civiles reculent de 0,5 % en valeur, entraînées par la baisse de la valeur des biens intermédiaires et des produits pétroliers.

La valeur des biens d'équipement croît de 2 % alors que celle des biens intermédiaires diminue de 3 % par rapport à 2013.

La valeur comme le volume des produits des industries agro-alimentaires augmentent de 2 %.

La valeur des biens de consommation est soutenue par la hausse du volume et des prix unitaires (respectivement +1,4 % et + 1,8 %) par rapport à 2013. Le nombre de voitures de tourisme progresse de 6 %.

Enfin, les baisses du volume et des prix unitaires des produits pétroliers (respectivement - 5 % et - 6 %) entraînent le retrait de 10 % de la valeur de ces produits.

EXPORTATIONS LOCALES (valeur FAB)

Unité : millions de F.CFP	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Perles de culture brutes	7 470,8	7 357,2	7 117,2	6 888,4	7 652,1	8 621,5
Noni	767,5	742,7	780,9	640,4	457,8	541,2
Ouvrages en perles	207,0	241,1	219,5	87,2	111,4	121,9
Poissons et crustacés	535,3	674,3	850,8	1 583,2	1 099,5	1 241,3
Nacres	213,8	255,3	294,6	267,4	249,1	199,0
Coprah	260,5	395,4	735,7	711,2	421,0	486,9
Monoï	146,6	203,4	257,2	229,3	214,5	256,1
Vanille	197,6	229,4	219,2	300,9	315,7	367,5
Bière	68,4	73,6	62,4	58,0	55,9	65,7
Perles de culture travaillées	203,9	121,1	202,8	190,6	117,6	82,0
Fleurs coupées	3,3	3,6		1,3	2,7	
Divers	662,9	754,2	594,5	899,0	1 212,7	840,6
Total exportations locales	10 737,80	11 051,43	11 334,78	11 856,90	11 910,00	12 823,70

Source : ISPF

2.4 Le tourisme

En 2014, la fréquentation touristique enregistre une forte progression (+9,85 %). Elle atteint 180 600 touristes. Cette hausse de fréquentation se répercute sur les nuitées touristiques, qui augmentent de 14,28 % par rapport à 2013.

Cela est principalement porté par le tourisme de croisière mais les nuitées hôtelières affichent quand même une augmentation de 8,84 % alors que leur nombre avait stagné entre 2012 et 2013.

La durée moyenne de séjour augmente légèrement à 14,6 jours, du fait des séjours des touristes métropolitains, encore nombreux cette année.

Les effectifs de toutes les zones émettrices progressent à l'exception des marchés issus du Pacifique et de l'Amérique du Sud.

TOURISME

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre de touristes	160 447	153 919	162 776	168 978	164 393	180 600
Durée moyenne de séjour (jours) :						
totale	13,74	14,10	14	14,1	14,1	14,6
hôtelière	11,60	11,80	11,7	11,7	12	12,8
Chambres d'hôtels classées	3 477	3 027	3 100	2 820	2 658	2 751
Coefficient de remplissage (%)	46,5	52,3	53,7	56,8	60,4	64,0
Nuitées touristiques	2 204 955	2 166 994	2 281 874	2 379 851	2 311 123	2 641 300
Nuitées hôtelières	1 601 188	1 569 826	1 657 407	1 733 039	1 753 608	1 908 680
Revenus du tourisme (millions F)	37 722	36 000	39 500	40 700	41 200	

Source : ISPF

2.5 L'inflation

Pour l'année 2014, l'inflation est négative de 0,2 point sous l'influence du contexte international marqué par la forte réduction des prix du pétrole en fin d'année 2014.

EVOLUTION DES PRIX					
	2010	2011	2012	2013	2014
Indice général des prix ^(*)	104,35	106,26	107,57	108,73	108,52
Evolution des prix		1,9	1,3	1,2	-0,2

(*) : base 100 décembre 2007. Indice à fin décembre 2013

Source : ISPF

2.6 Le marché du travail

Les effectifs salariés continuent de diminuer en 2014 mais à un rythme beaucoup plus lent que les années précédentes.

Le commerce a perdu 279 salariés et l'administration publique 366.

Paradoxalement, alors que l'activité repart dans le BTP, les effectifs salariés de ce secteur continuent de décroître (-221).

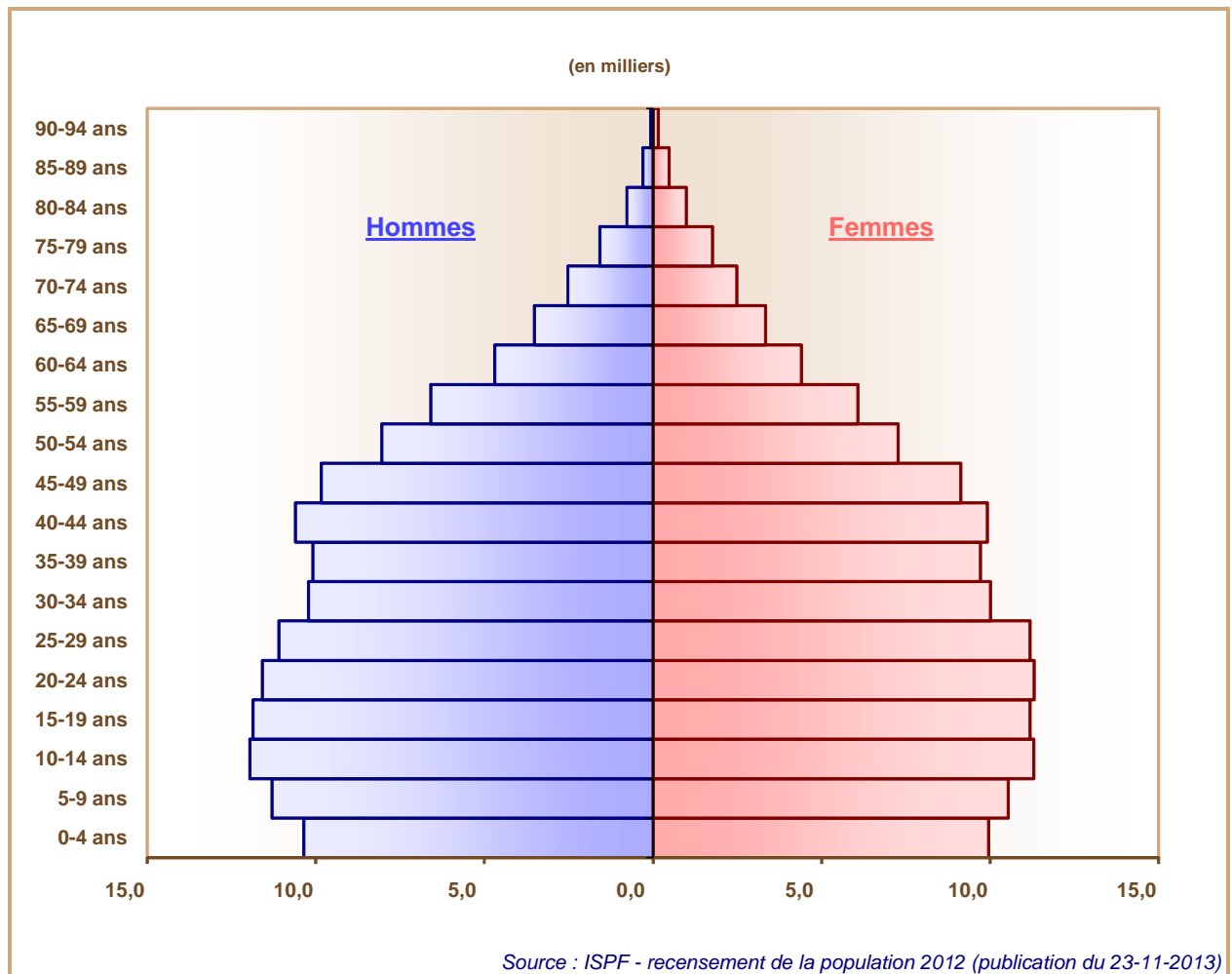
De janvier à septembre 2014, le nombre moyen de demandeurs d'emploi demeure supérieur à celui de 2013 (14 050 contre 11 030). Les demandeurs inscrits depuis 6 à 12 mois sont ceux qui contribuent le plus à cette hausse.

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

SECTEUR D'ACTIVITE	2010	2011	2012	2013	2014	Variations 2014/2013 [en nombre]	Variations 2014/2013 [en %]
Agriculture, sylviculture et pêche	1 796	1 760	1 776	1 768	1 846	78	4,41%
Secteur primaire	1 796	1 760	1 776	1 768	1 846	78	4,41%
Industries extractives	170	152	142	133	142	9	6,77%
Industrie manufacturière	3 972	3 915	3 625	3 615	3 455	-160	-4,43%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	534	533	538	568	576	8	1,41%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	418	431	424	456	463	7	1,54%
Industrie	5 094	5 031	4 729	4 772	4 636	-136	-2,85%
Construction	5 107	4 754	4 390	4 235	4 014	-221	-5,22%
Construction	5 107	4 754	4 390	4 235	4 014	-221	-5,22%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	9 795	9 563	9 407	9 219	8 940	-279	-3,03%
Transports et entreposage	5 781	5 675	5 519	5 497	5 580	83	1,51%
Hébergement et restauration	6 763	6 673	6 516	6 597	6 772	175	2,65%
Information et communication	1 114	1 153	1 161	1 180	1 138	-42	-3,56%
Activités financières et d'assurance	1 756	1 658	1 660	1 636	1 607	-29	-1,77%
Activités immobilières	545	551	777	805	703	-102	-12,67%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 729	1 595	1 519	1 612	1 645	33	2,05%
Activités de services administratifs et de soutien	2 973	2 826	2 782	2 733	2 707	-26	-0,95%
Administration publique	14 314	14 039	13 468	13 213	12 847	-366	-2,77%
Enseignement	553	413	405	467	569	102	21,84%
Santé humaine et action sociale	3 598	3 639	3 646	3 666	3 712	46	1,25%
Arts, spectacles et activités récréatives	482	436	453	472	480	8	1,69%
Autres activités de services	2 001	1 777	1 766	1 701	1 716	15	0,88%
Activités des ménages en tant qu'employeurs, activités indifférenciées des ménages en tant que producteur de biens et services pour usage propre	1 609	1 580	1 542	1 473	1 481	8	0,54%
Secteur tertiaire	53 013	51 578	50 621	50 271	49 897	-374	-0,74%
TOTAL	65 010	63 123	61 516	61 046	60 393	-653	-1,07%
Evolution annuelle par masse	-1 949	-1 887	-1 607	-470	-653		
Evolution annuelle en %	-2,9%	-2,9%	-2,5%	-0,8%	-1,1%		

3 LA DEMOGRAPHIE

3.1 La pyramide des âges



Par décret n° 2012-1454 du 24 décembre 2012 authentifiant les résultats du recensement de la population effectué en Polynésie française en 2012, la population municipale de la Polynésie française est arrêtée à 268 270 habitants et la population totale à 274 217 habitants.

Depuis 2007, la population a augmenté de 8 500 personnes, soit 1 700 personnes par an ou une progression annuelle de 0,6 % (le taux de croissance annuelle était de 1,2 % entre 2002 et 2007).

La pyramide des âges présente une base rétrécie et un sommet élargi, indiquant la fin de la transition démographique : la population vieillit.

Le recensement de 2012 met en exergue un déficit migratoire sans précédent (1 500 départs par an contre 200 auparavant) par rapport au recensement de 2007. Les premières pistes d'explication seraient la baisse des contingents militaires à l'arrivée, et pour ce qui concerne les départs de la classe d'âge des 15-24 ans, la poursuite des études et le travail à l'étranger. D'où une population bien plus faible que prévue.

La population se répartit de la manière suivante sur le territoire de la Polynésie française : 75 % aux îles du Vent, 13 % aux îles sous le Vent, 6 % aux Tuamotu-Gambier et 3 % respectivement aux Australes et aux Marquises.

La décohabitation se poursuit (3,6 personnes par logement contre 4,7 en 1988) et l'habitat collectif progresse à Tahiti, 12 % des habitants logent dans un immeuble contre 9 % il y a 5 ans.

3.2 Quelques traits marquants de la démographie en 2013

	2009	2010	2011	2012	2013
Population au 1^{er} janvier (en milliers)	262,3	264,1	266,0	267,6	269,1
Population moyenne de l'année (en milliers)	263,2	265,0	266,8	268,4	269,7
Naissances vivantes enregistrées	4 543	4 579	4 375	4 295	4 200
Taux brut de natalité (‰) (a)	17,2	17,2	16,3	16,0	15,5
Décès enregistrés	1 262	1 261	1 242	1 360	1 434
Taux brut de mortalité (‰) (c)	4,8	4,7	4,6	5,1	5,3
Solde du mouvement naturel	3 281	3 318	3 133	2 935	2 766
Taux d'accroissement naturel (‰)	12,4	12,5	11,7	10,9	10,2
Nombre de décès d'enfants de moins d'un an	26	25	22	32	41
Taux de mortalité infantile (‰) (d)	5,7	5,5	5,0	7,5	9,8
Nombre de mariages	1 229	1 331	1 431	1 699	1 474
Taux brut de nuptialité (‰) (j)	4,7	5,0	5,4	6,3	5,5
Espérance de vie des hommes	73,1	72,9	73,9	73,3	72,9
Espérance de vie des femmes	77,3	78,0	78,7	78,2	77,4

Source : ISPF

(a) Taux brut de natalité : Rapport des naissances vivantes à la population moyenne

(c) Taux de mortalité : Rapport des décès à la population moyenne

(d) Taux de mortalité infantile : Rapport des décès d'enfants âgés de moins d'un an aux naissances vivantes

(j) Taux brut de nuptialité : Rapport des mariages à la population moyenne

L'accroissement de la population est toujours tiré par la natalité, favorisée par une structure par âges propice, mais ralenti par un déficit migratoire historiquement élevé. L'accroissement de la population est beaucoup plus faible qu'au cours des années 90 où la croissance atteignait 1,9 % par an en moyenne.

Mortalité – espérance de vie

En 2013, 1 434 personnes sont décédées. Ce nombre est le plus haut depuis les 10 dernières années, avec un niveau bas de 1 023 en 1999.

La mortalité infantile est à son niveau le plus élevé depuis 1995. Après avoir fortement diminué jusqu'en 2000, elle semble avoir atteint un palier qui demeure plus de deux fois supérieur à celui de la France métropolitaine (3,6 décès pour 1 000 naissances en 2013).

L'espérance de vie stagne depuis 2012 du fait d'une mortalité plus importante. Elle reste inférieure à celle de la métropole qui continue de progresser (78,7 ans pour les hommes et 85,0 ans pour les femmes en 2013).

Natalité - fécondité

Le nombre de naissances, qui était relativement stable entre 2003 et 2010 autour de 4 500 naissances par an, est en légère baisse depuis 2011. Cette légère diminution s'explique par l'émigration de jeunes adultes ainsi que par la baisse de la fécondité qui passe, pour la première fois depuis qu'il est mesuré, sous le seuil des 2 enfants par femme, rejoignant ainsi le niveau de la métropole.

4 LA PROTECTION SOCIALE

La protection sociale a été peu à peu étendue à l'ensemble de la population en Polynésie française.

Ainsi, le régime de retraite des salariés a été mis en place en 1968, tandis que la protection sociale généralisée (PSG) est entrée en vigueur au 1er janvier 1995, avec notamment l'extension aux personnels fonctionnaires de l'Etat de l'assurance maladie, et l'instauration du régime de solidarité territorial RSPF (avec couverture maladie et minimum vieillesse) au profit de la population non ressortissante d'un autre régime (salarié RGS, non salarié RNS, fonctionnaire de l'Etat SS).

Ce système a traduit l'expression de la solidarité territoriale à l'égard des personnes les plus démunies.

La Caisse de Protection Sociale (CPS) est l'organe de gestion de la PSG. Elle gère donc les régimes RGS, RNS, RST (dont le RSPMR ancien régime de protection sociale en milieu rural en voie d'extinction), SS et ENIM.

Les prestations recouvrent 6 branches regroupées dans les familles santé (maladie et accident du travail), famille, vieillesse, handicap et action sociale.

En 2014, les prestations Santé et Vieillesse représentent encore 81 % (90,9 milliards de F.CFP) des dépenses totales (111,9 milliards de F.CFP).

Les ressources se sont élevées en 2014 à 108,2 milliards de F.CFP dont 73 % proviennent des cotisations (78,6 milliards de F.CFP).

L'année 2014 se solde par conséquent avec un déficit prévisionnel de 3,6 milliards de F.CFP. Ce déficit s'explique d'une part, et pour une majeure partie par le décalage de la mise en place des réformes retraite Tranche A et des mesures de maîtrise de dépenses de santé, et d'autre part par une poursuite des pertes d'emplois salariés (-0,6% entre 2014 et 2013) et donc des recettes en cotisations.

On notera une diminution du nombre de bénéficiaires au R.S.T. en 2014 liée à la mise en place des contrats d'accès à l'emploi (C.A.E.) pour lesquels les bénéficiaires sont pris en charge par le régime des salariés.

Nombre de bénéficiaires de la PSG	2010	2011	2012	2013	2014
RGS	158 285	155 909	153 760	153 152	157 877
RSPF	64 790	68 106	71 606	74 552	71 825
RNS	15 001	14 869	14 379	14 103	14 263
Sécurité sociale métropolitaine	26 020	26 240	25 817	25 714	26 056
Total bénéficiaires de la PSG	264 096	265 124	265 562	267 521	270 021

Nombre de cotisants	2010	2011	2012	2013	2014
RGS : nombre de salariés (moyennes mensuelles)	63 000	61 500	60 000	59 155	58 700
RNS (moyennes annuelles)	10 500	10 400	10 200	10 264	10 070
Totaux	73 500	71 900	70 200	69 419	68 770

Evolution des ressources et des charges de la PSG ^(*)	2010	2011	2012	2013	2014
Cotisations	70 807	72 622	71 831	75 539	78 560
Participation du Pays	9 997	9 744	10 606	6 010	1 700
CST et taxe de solidarité	16 712	16 798	16 342	10 010	
FELP à partir de 2013	0	0	0	10 517	22 458
Etat	0	0	0	0	0
Autres produits	4 798	7 773	9 278	9 620	5 533
Total des ressources	102 314	106 937	108 057	111 696	108 251
Maladie / Accident du travail	52 688	52 768	51 930	51 920	48 872
Retraite	32 955	35 657	37 973	40 465	42 018
Famille	7 469	7 697	7 636	7 693	7 365
Action sociale	3 256	3 379	3 480	4 645	3 031
Handicap	4 499	4 617	4 562	4 822	5 043
Autres (dont frais de gestion CPS)	6 407	8 109	8 474	8 668	5 582
Total des charges	107 274	112 227	114 055	118 213	111 911

Frais de gestion CPS	2010	2011	2012	2013	2014
Total charges d'exploitation ^(*)	4 531	4 624	4 540	4 501	4 548
dont charges de personnel ^(*)	3 418	3 400	3 452	3 429	3 546
Effectif de la CPS	482	477	477	480	472

Source : CPS

5 EXECUTION DU BUDGET GENERAL 2014

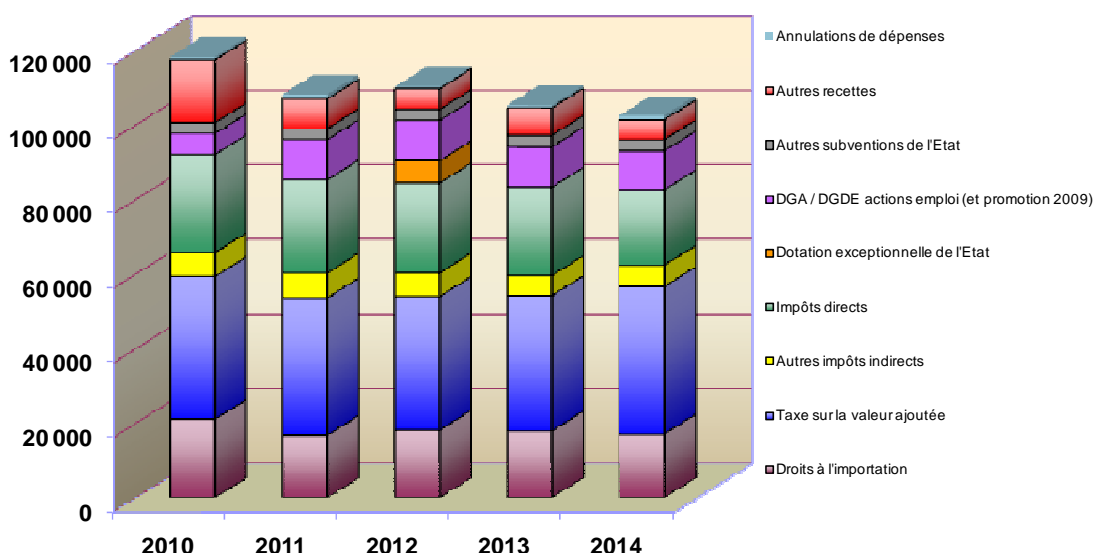
5.1 En fonctionnement

Les recettes

En F.CFP	2010	2011	2012	2013	2014	Evolution 2014 / 2013
Droits à l'importation	20 985 299 098	16 734 651 088	18 066 528 999	17 848 942 849	16 985 169 000	-4,84%
Taxe sur la valeur ajoutée	38 289 976 979	36 811 818 076	35 854 124 641	36 277 496 984	39 534 691 706	8,98%
Autres impôts indirects	6 424 553 654	6 645 454 871	6 295 483 490	5 394 474 264	5 712 949 650	5,90%
Impôts directs	26 318 337 608	25 014 553 713	24 153 590 779	23 666 768 501	20 217 150 459	-14,58%
Dotation exceptionnelle de l'Etat	0	0	5 966 587 112	0	0	- %
DGA / DGDE actions emploi (et promotion 20	5 630 414 488	10 805 727 924	10 808 311 816	10 838 515 396	10 477 007 636	-3,34%
Autres subventions de l'Etat	2 875 735 906	2 915 291 702	2 926 121 663	3 102 504 731	2 979 989 414	-3,95%
Autres recettes	16 825 067 864	7 985 058 813	5 603 446 812	7 317 061 668	5 359 422 631	-26,75%
Annulations de dépenses	741 044 222	1 178 822 928	437 386 554	728 674 610	1 092 500 503	49,93%
Recettes fiscales	92 018 167 339	85 206 477 748	84 369 727 909	83 187 682 598	82 449 960 815	-0,89%
Recettes non fiscales	26 072 262 480	22 884 901 367	25 741 853 957	21 986 756 405	19 908 920 184	-9,45%
TOTAL GÉNÉRAL	118 090 429 819	108 091 379 115	110 111 581 866	105 174 439 003	102 358 880 999	-2,68%

ÉVOLUTION DES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

En millions de F.CFP



Source : DBP

Les recettes réelles de fonctionnement de l'exercice 2014 s'élèvent à 102,4 milliards de F.CFP.

Elles chutent de 2,8 milliards de F.CFP par rapport aux résultats de 2013. Cet écart s'explique par un prélèvement sur les dividendes de l'office des postes et des télécommunications (O.P.T.) et du port autonome pour des montants respectifs de 3 milliards de F.CFP et 350 millions de F.CFP au cours de l'exercice 2013.

Après retraitement de cette recette exceptionnelle, les recettes de fonctionnement en 2014 esquissent en réalité une légère hausse (+542 millions de F.CFP, soit +0,53 %) par rapport à 2013.

Les recettes fiscales

Avec un total de 82,4 milliards de F.CFP, elles accusent une baisse de 738 millions de F.CFP par rapport à 2013. Cette diminution est toutefois moindre par rapport à celle de 2013 comparée à 2012 qui affichait -1,2 milliard de F.CFP.

En effet, cette diminution est le résultat :

1. de l'affectation de la totalité de la taxe sur grands travaux et routes à l'établissement Tahiti Nui Aménagement et Développement (T.N.A.D.) à compter du 1^{er} mai 2014, grevant la recette de l'exercice 2014 de 980 millions de F.CFP par rapport à 2013 ;
2. de l'affectation de 5 taxes au fonds pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté (F.E.L.P.) et au fonds de l'investissement et de garantie de la dette (F.I.G.D.) grevant de 1,2 milliard de F.CFP par rapport à 2013 ;
3. des effets de la réforme fiscale de juillet 2013, notamment en matière de T.V.A. de 2,6 milliards de F.CFP et du rendement supplémentaire sur les autres taxes de 638 millions de F.CFP.

La réduction d'apparence modérée du rendement fiscal se traduit dans les faits par une évolution contrastée entre une hausse du produit fiscal indirect et une chute conjoncturelle du rendement fiscal direct.

Les recettes non fiscales

Elles totalisent 19,9 milliards de F.CFP en 2014 contre 21,9 milliards de F.CFP en 2013. La diminution de 2 milliards de F.CFP est due au versement des dividendes de l'O.P.T. et du port autonome pour un montant de 3,3 milliards de F.CFP en 2013.

La dotation globale d'autonomie (D.G.A.) diminue de 362 millions de F.CFP par rapport à l'an passé.

Les autres subventions de l'Etat baissent principalement dans le secteur de l'éducation (-111 millions de F.CFP), alors qu'en 2010 cette recette atteignait 2,1 milliards de F.CFP.

Les annulations de dépenses progressent pour la deuxième année consécutive (+ 364 millions de F.CFP).

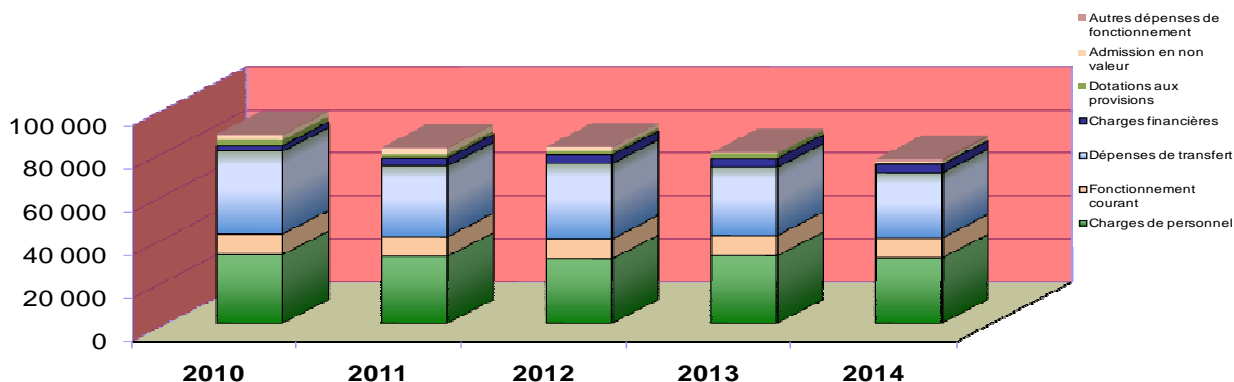
Les dépenses

* hors prélèvement (FIP) et atténuations de recettes (dégrèvements, remboursements de trop-perçus et annulations).

En F.CFP	2010	2011	2012	2013	2014	Evolution 2014 / 2013
Charges de personnel	31 931 669 909	31 181 182 889	30 069 994 228	31 423 905 602	30 436 420 224	-3,14%
Fonctionnement courant	9 591 519 490	9 026 057 632	9 203 739 811	9 378 676 694	9 238 273 201	-1,50%
Dépenses de transfert	38 442 100 598	32 924 980 063	35 020 556 563	31 718 530 362	30 241 960 016	-4,66%
Charges financières	2 542 628 011	3 677 444 847	3 990 728 876	4 029 145 300	3 894 379 179	-3,34%
Dotations aux provisions	2 622 756 409	1 677 532 126	1 540 683 854	2 232 072 138	735 117 175	-67,07%
Admission en non valeur	2 203 544 398	2 781 945 886	1 966 683 020	304 236 969	718 972 214	136,32%
Autres dépenses de fonctionnement	459 775 923	348 866 500	285 381 781	264 480 757	1 123 001 314	324,61%
Sous Total (*)	87 793 994 738	81 618 009 943	82 077 768 133	79 351 047 822	76 388 123 323	-3,73%
FIP	13 332 383 150	12 585 346 954	12 097 774 281	12 224 655 484	14 117 272 170	15,48%
Dégrèvements, rebmts & annulations	5 523 245 234	4 538 132 006	5 656 183 172	4 386 677 526	4 536 193 890	3,41%
TOTAL GENERAL	106 649 623 122	98 741 488 903	99 831 725 586	95 962 380 832	95 041 589 383	-0,96%

EVOLUTION DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT (hors prélèvements sur recettes)

En millions de F.CFP



Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 95,1 milliards de F.CFP pour l'année 2014. Elles sont en baisse de 0,96 % (921 millions de F.CFP) par rapport à l'exercice précédent.

Alors que toutes les dépenses affichent des baisses, les admissions en non valeur (A.N.V.) ont plus que doublé (+136,32 % soit + 415 millions de F.CFP) conformément à la trajectoire d'assainissement et de redressement des comptes.

Les dépenses de transfert, en retrait de 1,5 milliard de F.CFP, se répartissent par catégorie ainsi qu'il suit:

- près de 8 milliards de F.CFP pour la solidarité, dont un versement au F.E.L.P. pour le R.S.T. de 3,7 milliards de F.CFP, le versement au F.A.D.E.S. de 800 millions de F.CFP, 1,4 milliard de F.CFP pour le R.G.S, 300 millions de F.CFP pour le R.N.S., 1,3 milliard de F.CFP dans le domaine de l'éducation, 220 millions de F.CFP pour l'aide familiale au logement, 132 millions de F.CFP pour la formation professionnelle, 65 millions dans le secteur de la santé, 42 millions de F.CFP pour la mobilité étudiante,
- 7,6 milliards de F.CFP pour les aides à caractère économiques dont un versement au F.E.L.P. pour les aides à l'emploi à hauteur de 3,4 milliards de F.CFP, un versement au fonds de régulation des prix des hydrocarbures de 300 millions de F.CFP., 1,1 milliard de F.CFP pour la continuité territoriale, 600 millions de F.CFP pour la régulation des prix, 652 millions de F.CFP d'aides pour l'emploi et à la formation professionnelle, 477 millions de F.CFP pour le tourisme, 384 millions de F.CFP pour le développement des entreprises, 364 millions de F.CFP d'aides au logement, 284 millions d'aides au secteur primaire,
- 1,3 milliard de F.CFP au titre des contributions à l'éducation,
- 10,6 milliards de F.CFP de subventions aux organismes publics, en augmentation de 900 millions de F.CFP par rapport à 2013 expliqué pour 300 millions de F.CFP par la dette de la P.F. envers le syndicat mixte ouvert (S.M.O.) Fenua Ma pour la gestion, la collecte, le traitement et la valorisation des déchets en P.F. et pour 525 millions de F.CFP par la subvention à la caisse de soutien des prix du coprah,
- 2,8 milliards de F.CFP de subventions au secteur privé.

Les autres dépenses de fonctionnement affichent une hausse de 859 millions de F.CFP principalement du fait des annulations de titres hérités du fonds de développement des archipels qui a été dissous en 2012, et dont les comptes ont été intégrés au budget général.

S'agissant du plan d'assainissement des comptes de la collectivité, une provision pour créances douteuses de 87 millions de F.CFP complète le montant des A.N.V. traitées pour 719 millions de F.CFP, et la dotation aux provisions pour contentieux s'élève à 205 millions de F.CFP.

Enfin, au titre du remboursement *in-fine* des emprunts obligataires contractés en 2014, une provision de 443 millions de F.CFP a été constituée.

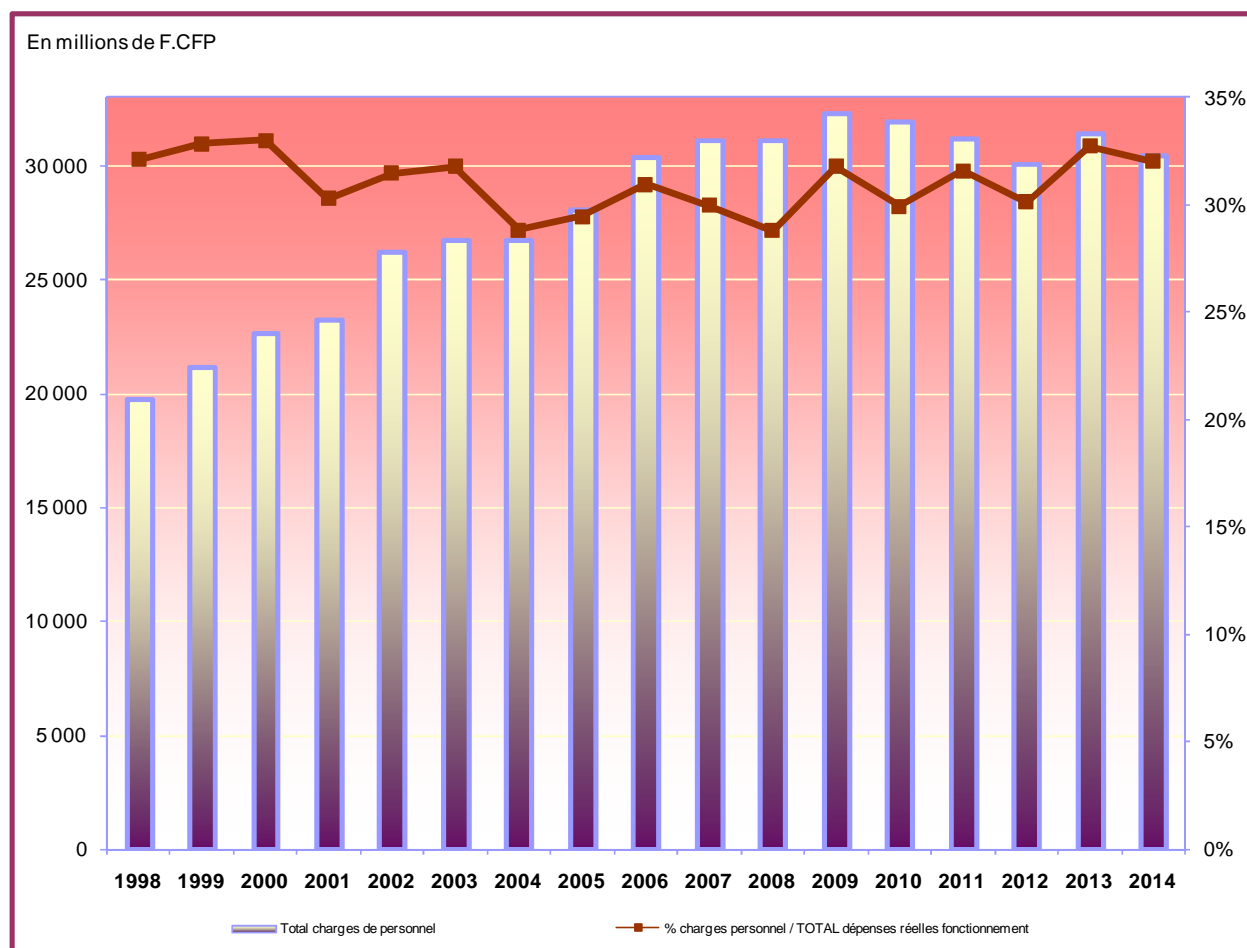
Les charges de personnel diminuent quant à elles de 3,14 % (-988 millions de F.CFP) après une progression de 4,5 % entre 2012 et 2013 du fait des indemnités de départ volontaire de 171 agents en 2013.

Il convient de rappeler que le plan de départ volontaire initié en 2013 a permis de réduire les effectifs de l'administration de 171 agents pour un coût total de 1,1, milliard de F.CFP.

La deuxième vague de ce dispositif, qui ciblait les agents de catégories C et D, et de catégories 3 à 5, a généré le départ de 79 personnes en 2014 pour un coût de près de 575 millions de F.CFP.

Les mesures déjà engagées les années précédentes sont restées en vigueur :

- 33 postes budgétaires ont été supprimés au cours de l'année 2014,
- 277 postes ont été gelés durant l'année 2014, au fur et à mesure de leur vacance,
- les salaires de l'administration sont gelés depuis 2009,
- le dispositif des congés administratifs est suspendu depuis le 1^{er} janvier 2012.



5.2 En investissement

les recettes

En F.CFP	2010	2011	2012	2013	2014	Evol* 2014 / 2013
Recettes diverses d'investissement	103 942 113	860 266 169	413 785 246	671 620 201	30 873 911	-95,4%
Rembt.avances et créances sur tiers	39 147 479	540 035 666	0	337 132 242	1 325 254 954	293,1%
Emprunts et dettes à long ou moyen terme	13 544 152 745	12 231 219 033	3 937 947 494	6 443 914 082	16 655 131 264	158,46%
Subventions de l'État	221 932 995	811 654 472	170 960 207	166 772 257	43 134 138	-74,14%
DGDE / 3IF	7 521 657 955	220 513 677	2 515 807 972	3 055 919 737	4 631 024 620	51,54%
Subventions de l'État (ex FREPF)	3 705 250 597	0	0	0	0	0
Subventions de l'État (éducation)	874 092 357	90 477 508	539 594 166	175 182 280	266 910 144	52,36%
Subventions de l'État (Contrat de projets)	293 694 444	588 228 036	406 416 706	393 236 199	206 702 289	-47,44%
TOTAL GÉNÉRAL	26 303 870 685	15 342 394 561	7 984 511 791	11 243 776 998	23 159 031 320	105,97%

Source DBF

Les recettes réelles d'investissement doublent en 2014, avec 11,9 milliards de F.CFP de plus qu'en 2013, principalement grâce aux emprunts qui augmentent de 10,2 milliards de F.CFP.

Au titre des recettes diverses, la diminution de 641 millions de F.CFP s'explique par la comptabilisation en 2013 de la vente de l'hôtel Rocklands sis en Nouvelle-Zélande (321 millions de F.CFP) et la récupération de la retenue de garantie du marché relatif à la construction du nouvel hôpital du Taaone (282 millions de F.CFP).

Le remboursement par le centre hospitalier de la P.F. (C.H.P.F.) de l'avance qui lui a été accordée en 2012 est constatée pour 1 milliard de F.CFP, la vente des actions de la société environnement polynésien au S.M.O. Fenua Ma rapporte 282 millions de F.CFP, et les échéances du port de pêche et de la société Tahiti Nui Rava'ai (T.N.R.) s'élèvent respectivement à 4 millions de F.CFP et 39 millions de F.CFP.

S'agissant des emprunts qui totalisent 16,6 milliards de F.CFP, les deux émissions obligataires représentent 6,8 milliards de F.CFP.

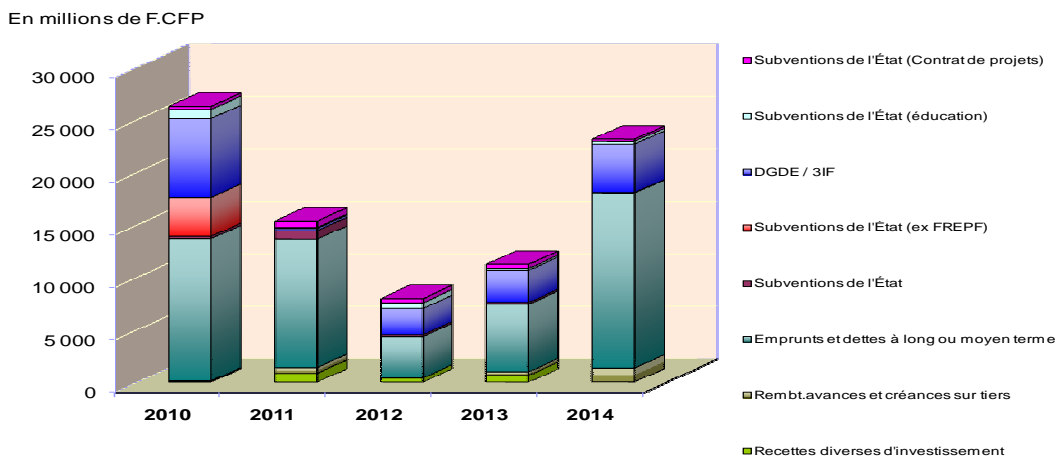
Pour ce qui concerne les subventions de l'Etat, elles augmentent globalement de 1,4 milliard de F.CFP sous l'impulsion du dispositif du troisième instrument financier (3IF) :

- le dispositif 3IF progresse de plus de 50% (+1,6 milliard de F.CFP) et culmine à 4,6 milliards de F.CFP,

- la participation de l'Etat en matière d'éducation augmente également de plus de 50 % (+92 millions de F.CFP),
- 43 millions de F.CFP sont issus du comité interministériel pour l'outre-mer (11 millions de F.CFP) et du fonds exceptionnel d'investissement (32 millions de F.CFP).

A l'inverse, la recette relative au contrat de projets, lequel a été prolongé jusqu'en 2014 par avenant, diminue de 47 % (-186 millions de F.CFP).

EVOLUTION DES RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT



les dépenses

En F.CFP	2010	2011	2012	2013	2014	Evol° 2014 / 2013
Dépenses diverses d'investissement	1 654 937 732	1 797 231 076	1 113 519 661	887 899 480	979 272 194	10,29%
Subventions d'équipement versées	5 442 861 933	3 689 942 066	3 281 301 359	2 823 606 565	5 284 175 623	87,14%
Immobilisations corporelles	6 251 674 308	3 414 367 513	2 035 836 130	2 329 537 296	2 486 412 053	6,73%
Immobilisations en cours	14 221 568 746	7 266 310 170	6 068 500 586	6 724 730 487	10 575 364 178	57,26%
Participations et avances	1 117 000 000	75 950 000	1 000 000 000	1 656 000 000	2 274 195 697	37,33%
Dépenses réelles hors rembt de la Dette	28 688 042 719	16 243 800 825	13 499 157 736	14 421 773 828	21 599 419 745	49,77%
Rembt emprunts et dettes à L&M terme	7 613 288 018	9 846 826 163	8 135 779 163	8 448 724 687	8 839 090 206	4,62%
TOTAL GENERAL	36 301 330 737	26 090 626 988	21 634 936 899	22 870 498 515	30 438 509 951	33,09%

Source DBF

Les dépenses réelles d'investissement, hors remboursement en capital de la dette, s'élèvent en 2014 à 21,6 milliards de F.CFP. Elles sont en augmentation de près de 50 % (+7,2 milliards de F.CFP) par rapport à l'année précédente.

Ces chiffres confirment la relance de la commande publique qui s'annonçait depuis deux exercices avec une progression constante du niveau des engagements depuis 2012.

La hausse des subventions d'équipement versées s'explique en grande partie par les sommes versées à l'établissement T.N.A.D. (1,4 milliard de F.CFP) et à l'office polynésien de l'habitat (O.P.H.) qui a reçu 1,3 milliard de F.CFP en 2014 contre 388 millions de F.CFP en 2013.

Pour ce qui concerne les immobilisations, elles ont progressé de plus de 3 milliards de F.CFP par rapport à l'an dernier. Parmi les grands chantiers, les travaux du dénivelé giratoire de la mairie de Punaauia se distinguent avec une dépense de plus d'un milliard de F.CFP.

S'agissant des avances, 1 milliard de F.CFP a été alloué à l'établissement T.N.A.D., 344 millions de F.CFP ont soldé le versement au C.H.P.F. au titre de l'avance de 2 milliards de F.CFP accordée en 2013, et la S.E.M. Te Mau Ito Api s'est vue attribuer 65 millions de F.CFP.

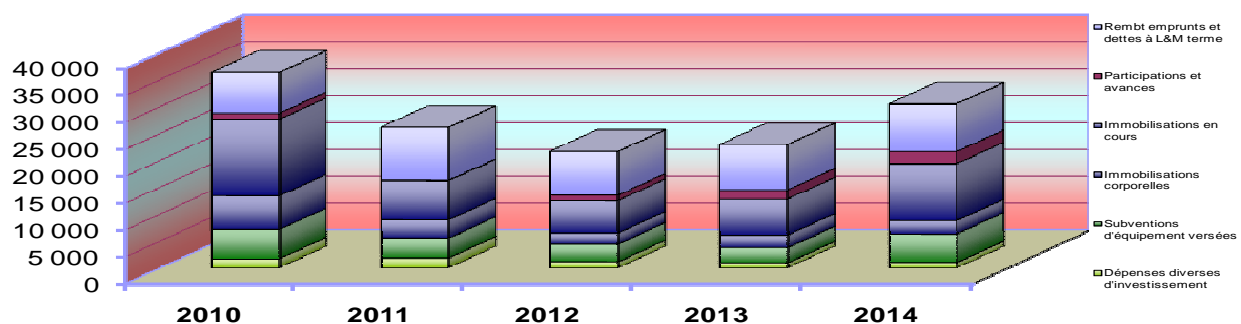
En outre, la P.F. a augmenté sa participation dans le capital de cette dernière à hauteur de 40 millions de F.CFP.

Enfin, 825 millions de F.CFP ont été versés au titre de la mise en jeu de la garantie accordée à l'O.P.H. pour un prêt de 878 millions de F.CFP contracté en 2006 en vue du financement de la construction de 56 logements en défiscalisation (*lotissements TEUEUE et TE IATO sur la presqu'île de Tahiti*).

Le remboursement des emprunts (8,8 milliards de F.CFP) tient compte en 2014 d'un remboursement de trop perçus par la P.F. en faveur de l'agence française de développement (A.F.D.) à hauteur de 372 millions de F.CFP.

EVOLUTION DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

En millions de F.CFP



6 SITUATION FINANCIERE

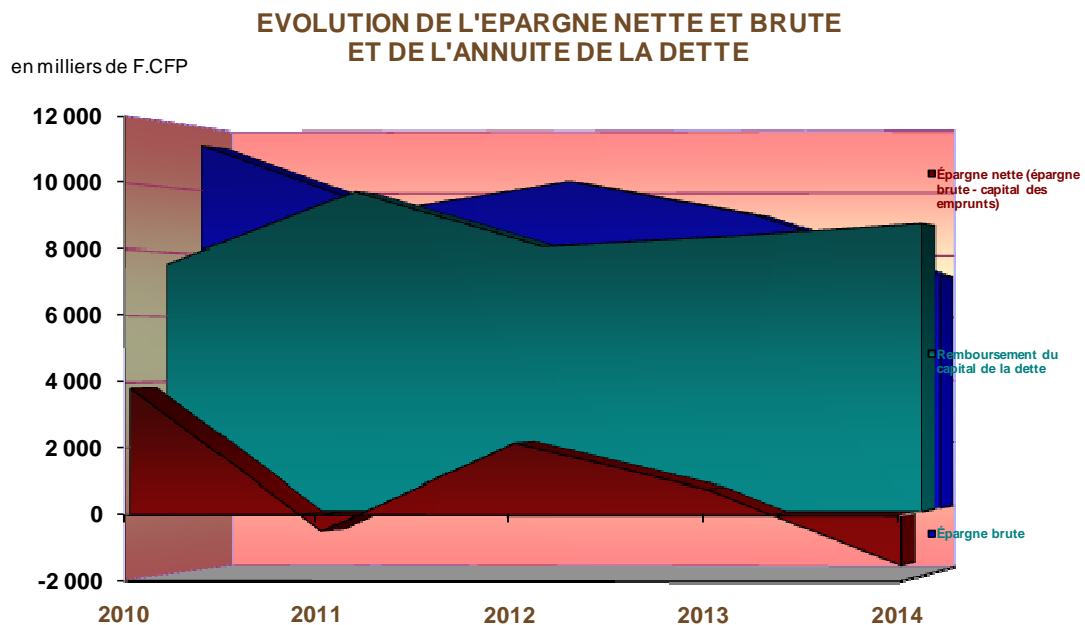
L'épargne brute qui totalise 7,3 milliards de F.CFP est insuffisante pour couvrir le remboursement en capital de la dette qui représente près de 8,5 milliards de F.CFP, hors remboursement de trop perçus par la P.F. en faveur de l'A.F.D..

Alors que l'épargne nette était redevenue positive depuis 2012, elle se dégrade en 2014 et s'établit à -1,5 milliard de F.CFP.

Pour rappel, l'amortissement du capital des emprunts comprend en 2014 le remboursement par la P.F. de trop-perçus de l'A.F.D. à hauteur de 372 millions de F.CFP.

En milliers de F.CFP	2010	2011	2012	2013	2014
Épargne brute	11 440 807	9 349 890	10 279 856	9 212 058	7 317 292
(-) Dotations aux amortissements	1 956 727	6 025 000	42 561	2 189 278	2 028 677
<i>Charges financières E/O</i>			369 928	298 329	731 504
(=) Résultat de fonctionnement	9 484 080	3 324 890	9 867 367	7 022 781	5 288 615
rapporté aux recettes réelles de fonctionnement	8,03%	3,08%	8,96%	6,68%	5,17%
(-) Amortissement du capital des emprunts	7 613 288	9 846 826	8 135 779	8 448 725	8 839 090
Épargne nette (épargne brute - capital des emprunts)	3 827 519	-496 936	2 144 077	763 333	-1 521 799

Source DBP



RÉSULTATS ANNUELS					
En milliers de F.CP	2010	2011	2012	2013	2014
Résultat global de l'exercice (Inv + fonct)	1 442 477	-1 398 342	-3 370 569	-2 414 663	769 317
(+) Résultat antérieur reporté	11 463 962	12 906 438	11 558 560	8 555 296	7 669 773
Résultat cumulé global à la clôture	12 906 438	11 558 560	8 555 296	7 669 773	8 795 675
dont écritures non budgétaires	0	50 464	367 304	1 529 141	356 585
Reports d'investissement					
(-) Dépenses	29 630 846	25 167 771	27 217 471	36 220 932	41 167 557
(+) Recettes	17 751 888	14 384 095	22 558 327	32 893 092	34 663 996
(=) Résultat net global	1 027 480	774 883	3 896 152	4 341 934	2 292 114

Le résultat cumulé global progresse de 14,68 % (1,1 milliard de F.CFP).

Enrichi des comptes des établissements publics qui ont fermé (maison de la perle et centre de recherche et de documentation pédagogiques) et qui peuvent désormais être intégrés au budget général la P.F., et en tenant compte de l'intégration à titre de régularisation des comptes du laboratoire des travaux publics, le résultat cumulé global s'établit à 8,8 milliards de F.CFP.

Sous l'effet du report important des dépenses d'investissement, le résultat net global diminue de 47,21 % (-2 milliards de F.CFP) par rapport à 2013 et s'élève à 2,3 milliard de F.CFP, dont 732 millions de F.CFP de recapitalisation des indemnités de sortie de dette structurée.

7 FISCALITE

En F.CFP	2010	2011	2012	2013	2014
Total fiscalité directe	26 318 337 608	25 014 553 713	24 153 590 779	23 666 768 501	20 217 150 459
Total fiscalité indirecte	65 699 829 731	60 191 924 035	60 216 137 130	59 520 914 097	62 232 810 356
Total général de la fiscalité	92 018 167 339	85 206 477 748	84 369 727 909	83 187 682 598	82 449 960 815
Population au 31/12	264 200	266 100	267 700	268 270	268 270
PIB	547 877 000 000	531 648 000 000	531 648 000 000	531 648 000 000	531 648 000 000
Fiscalité totale par habitant	348 290	320 205	315 165	310 089	307 339
Fiscalité totale / PIB	16,80%	16,03%	15,87%	15,65%	15,51%

Source DBF

La réduction d'apparence modérée du rendement fiscal (-738 millions de F.CFP, soit -0,89 %) se traduit dans les faits par une évolution contrastée entre une chute conjoncturelle du rendement fiscal direct (-3,4 milliards de F.CFP, soit -14,58 %) et une hausse du produit fiscal indirect (+2,7 milliards de F.CFP, soit +4,56 %).

Il est rappelé que l'affectation de 5 taxes au F.E.L.P. et au F.I.G.D. grève de 1,2 milliard de F.CFP la recette fiscale par rapport à 2013.

7.1 La fiscalité directe

Par rapport à l'an passé, le produit de la fiscalité directe de la P.F. chute fortement de 3,4 milliards de F.CFP (-14,58 %) pour s'établir à 20,2 milliards de F.CFP.

Cette dégradation s'explique à 58 % par la baisse attendue (-2 milliards de F.CFP) du rendement de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (I.S.).

Il est rappelé, en effet, que la réforme fiscale d'août 2013 a diminué de 5 points les taux de l'I.S. afin d'enclencher chez les entreprises une politique d'investissement et de retour à la création d'emploi par un allègement de leur charge fiscale. En contre partie, le taux d'imputation des crédits d'impôts a été ramené à 50 % contre 65 % précédemment.

Si les effets attendus de la réforme fiscale ont trouvé écho dans les résultats en hausse de la retenue à la source des non résidents (+590 millions de F.CFP, soit +117,20 %), et de l'impôt forfaitaire des très petites entreprises (+49 MF, soit +178,62 %), l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers quant à lui chute de 535 millions de F.CFP (-32,63 %).

Pour mémoire, les taxes sur le produit net bancaire, les activités d'assurances et les excédents de provisions techniques sont désormais affectées au F.I.G.D..

Après 3 années de déclin (-451 millions de F.CFP, soit -28,10 % entre 2013 et 2010), le rendement des droits intérieurs de consommation sur les véhicules affiche une croissance de 73 millions de F.CFP.

La redevance de promotion touristique conserve une trajectoire ascendante engagée depuis 2012.

Le produit des amendes et pénalités, bien qu'en baisse de 143 millions de F.CFP (-10,12 %), affiche un rendement important de 1,3 milliard de F.CFP.

7.2 La fiscalité indirecte

Le rendement de la fiscalité indirecte affiche un résultat en hausse de 2,7 milliards de F.CFP (+4,56 %) par rapport à 2013, grâce à la bonne performance du produit de la T.V.A..

Le produit de la T.V.A. à l'importation affiche une hausse de 610 millions de F.CFP (+3,53 %) enregistrée de juin à septembre (+12,11 %).

La réforme fiscale engagée en août 2013 qui a relevé de 3 points le taux intermédiaire de T.V.A. depuis le 1er octobre 2013, explique la forte augmentation (+2,6 milliards de F.CFP, soit +13,95 %) du rendement de la T.V.A. en régime intérieur.

Le rendement des droits à l'importation, hors désaffectation de la taxe spécifique sur les grands travaux et routes à l'établissement T.N.A.D., se maintient.

Le produit des droits intérieurs de consommation décroît de 168 millions de F.CFP (-8,02 %) :

- 40 millions de F.CFP dus à la suppression de la taxe sur l'énergie électrique en 2013 dans le cadre de la lutte contre la vie chère,
- 22 millions de F.CFP dus à la désaffectation de la taxe sur la production de boissons alcoolisées et de certains produits sucrés au F.E.L.P. depuis le 1er août 2013,
- 98 millions de F.CFP dus à la désaffectation de la taxe sur la publicité au F.I.G.D. depuis le 1er août 2013.

Alors que le rendement des droits d'enregistrement poursuivait une pente décroissante depuis 2009, il enregistre en 2014 une forte croissance de 240 millions de F.CFP (+10,38 %), malgré la moins-value estimée de 70 millions de F.CFP au titre de l'exonération des droits d'enregistrement sur les premières acquisitions des acquéreurs de plus de 30 ans.

Du fait de la Loi du Pays n° 2014-5 du 25 mars 2014, la taxe hypothécaire et le prélèvement sur salaire du conservateur sont remplacés par la nouvelle taxe de publicité immobilière qui rapporte 144 millions de F.CFP.

8 ENDETTEMENT

L'annuité de la dette totale de 2014 reste sensiblement égale à celle de 2013, soit 13,4 milliards de F.CFP.

Les indemnités de sortie d'une partie de la dette structurée contractée auprès de la société de financement local recapitalisées représentent 732 millions de F.CFP.

L'encours de la dette totale de la P.F. s'élève à 94,2 milliards de F.CFP contre 86,3 milliards de F.CFP en 2013, soit un endettement annuel de 7,9 milliards de F.CFP.

LA DETTE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

En F.CFP	2010	2011	2012	2013	2014
Intérêts de la dette	2 709 575 837	3 847 623 716	4 126 744 313	4 145 677 293	3 981 195 508
Budget général	2 540 940 758	3 675 047 862	3 989 703 258	4 028 270 537	3 893 715 441
CAVC	168 635 079	172 575 854	137 041 055	117 406 756	87 480 067
Remboursement en capital	8 520 370 774	10 796 106 979	8 828 316 441	9 299 247 505	9 460 682 746
Budget général	7 613 288 018	9 846 826 169	8 135 779 103	8 448 724 687	8 839 090 206
CAVC	907 082 756	949 280 810	692 537 338	850 522 818	621 592 540
Annuité	11 229 946 611	14 643 730 695	12 955 060 754	13 444 924 798	13 441 878 254
Mobilisation d'emprunts en N	14 886 634 845	12 227 804 296	5 509 172 554	6 742 243 438	17 386 634 844
Encours de la dette de la Polynésie française (au 31/12)	90 765 033 920	92 196 731 237	88 877 587 350	86 320 583 283	94 246 535 381

(*) avec intégration des écarts de conversion

Les ratios de la dette et de son annuité en sont impactés en conséquence.

Le poids des intérêts sur les dépenses réelles de fonctionnement diminue légèrement, passant de 4,31 % en 2013 à 4,18 % en 2014.

A l'inverse, la part de l'annuité sur les recettes fiscales progresse de 0,1 %.

L'encours de la dette représente 10,9 années d'autofinancement brut à fin 2014 contre 8,4 ans en 2013.

RATIOS (*)	2010	2011	2012	2013	2014
Encours en F.CFP par habitant	343 547	346 474	332 004	321 768	351 312
Encours / PIB	16,57%	17,34%	16,72%	16,24%	17,73%
Encours / Epargne brute	7,32 ans	6,69 ans	5,72 ans	5,98 ans	7,48 ans
Encours / Recettes réelles de fonct.	75,93%	84,20%	79,78%	81,14%	90,79%
Intérêts dette / Dép. réelles de fonct.	2,52%	3,86%	4,13%	4,31%	4,18%
Annuité / Recettes fiscales	12,01%	16,91%	15,12%	15,93%	16,03%
Annuité / Recettes réelles de fonct.	9,39%	13,37%	11,63%	12,64%	12,95%
Annuité / Epargne brute	90,59%	106,28%	83,32%	93,15%	106,74%
Annuité / Capitaux restant dus	12,37%	15,88%	14,58%	15,58%	14,26%
Encours / Autofinancement brut	7,42 ans	9,28 ans	7,78 ans	8,39 ans	10,94 ans

(*) ces ratios ont été calculés en tenant compte des données de la dette du budget général et du CAVC.

ETAT DES SERVICES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ETAT DES SERVICES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE 223

STRUCTURATION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DE LA POLYNESIE FRANÇAISE AU 31 DECEMBRE 2014	225
1.1 Présentation des 48 services : structuration d'ensemble	225
2 ETAT DES RESSOURCES HUMAINES	226
2.1 Données globales.....	226
2.2 Données particulières.....	227
2.3 Situation des agents recrutés sur contrat à durée déterminée (CDD) dans les services administratifs	232
2.4 Répartition des agents des services administratifs par statut et par sexe.....	235
2.5 Etude des emplois fonctionnels	240
2.6 Représentativité dans les commissions administratives paritaires	242
2.7 Etude relative aux concours organisés en 2014.....	242
2.8 Etude relative aux examens professionnels organisés en 2014.....	243
2.9 Absences et congés.....	245
3 ETAT SYNTHETIQUE PAR SERVICE.....	247
3.1 Service de l'artisanat traditionnel (ART).....	247
3.2 Circonscription des Australes (CAU).....	250
3.3 Circonscription des Iles Sous le Vent (CISL)	254
3.4 Circonscription des Marquises (CMQ).....	258
3.5 Service de la communication (COM).....	262
3.6 Circonscription des Tuamotu Gambier (CTG)	265
3.7 Direction de l'aviation civile (DAC).....	269
3.8 Direction des affaires foncières (DAF).....	274
3.9 Délégation aux affaires internationales, européennes et du Pacifique (DAIEP)	280
3.10 Direction des affaires sociales (DAS)	283
3.11 Direction du budget et des finances (DBF)	289
3.12 Délégation pour le développement des communes (DDC).....	295
3.13 Direction de l'équipement (DEQ)	299
3.14 Délégation à la famille et à la condition féminine (DFCF).....	303
3.15 Direction générale des affaires économiques (DGAE).....	308
3.16 Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE)	312
3.17 Direction générale de l'économie numérique (DGEN).....	316
3.18 Direction générale à la protection sociale (DGPS)	320
3.19 Direction générale des ressources humaines (DGRH)	324
3.20 Direction des impôts et des contributions publiques (DICP)	328
3.21 Direction de l'environnement (DIREN)	334
3.22 Direction Polynésienne des affaires maritimes (DPAM)	339

3.23	Délégation de la Polynésie française à Paris (DPF).....	344
3.24	Direction des ressources marines et minières (DRMM).....	347
3.25	Direction de la santé (DSP).....	351
3.26	Direction des transports terrestres (DTT).....	354
3.27	Inspection générale de l'administration de la PF (IGA)	359
3.28	Imprimerie officielle (IO)	362
3.29	Service du protocole (PRO).....	365
3.30	Délégation à la recherche (REC).....	368
3.31	Service d'assistance et de sécurité (SAS)	372
3.32	Service de l'urbanisme (SAU)	375
3.33	Service de la culture et du patrimoine (SCP).....	379
3.34	Service des énergies (SDE).....	382
3.35	Service du développement rural (SDR).....	387
3.36	Service du tourisme (SDT).....	391
3.37	Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion (SEFI).....	396
3.38	Secrétariat général du Conseil Economique Social et culturel (SG-CESC)	401
3.39	Secrétariat général du gouvernement (SGG)	404
3.40	Secrétariat général du Médiateur (SG-ME)	409
3.41	Service de l'informatique (SI).....	412
3.42	Service de la jeunesse et des sports (SJS)	417
3.43	Service des moyens généraux (SMG)	421
3.44	Service du patrimoine archivistique et audiovisuel (SPAA)	424
3.45	Service des parcs et jardins et de la propreté (SPJP)	427
3.46	Service de la traduction et de l'interprétariat (STI)	431
3.47	Direction du travail (TRAV).....	434

STRUCTURATION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DE LA POLYNESIE FRANÇAISE AU 31 DECEMBRE 2014

1.1 Présentation des 48 services : structuration d'ensemble

L'administration de la Polynésie française se composait au 31 décembre 2014 de 47 services.

Depuis l'évolution statutaire de 2004, la création, la définition des missions et l'organisation des services relèvent du conseil des ministres.

Parmi les 48 entités, on distingue :

- 40 services qui ont vocation à intervenir sur l'ensemble du territoire géographique.
Ils ont une mission d'administration centrale : la responsabilité de concevoir et proposer des politiques publiques dans les secteurs qui leur sont confiés et d'en évaluer l'impact.
Ils doivent également assurer l'animation et la coordination de la mise en œuvre de ces politiques publiques. Cette mise en œuvre se réalise soit par les moyens confiés directement au service, soit par le truchement d'un établissement public ou de tout autre organisme de droit public ou privé qui peut alors recevoir une subvention du Pays.
- 4 services qui ont vocation à intervenir sur une partie du territoire géographique, les circonscriptions d'archipel, qui interviennent chacun sur un archipel : Iles Sous le Vent, Tuamotu et Gambier, Marquises et Australes. Limités géographiquement dans leurs périmètres d'intervention, ils sont donc exclusivement à un échelon opérationnel de mise en œuvre des politiques publiques sur l'archipel considéré
- La délégation de la Polynésie française à Paris (DPF), représente la Polynésie française en métropole.
- 3 secrétariats généraux, chacun pour ce qui le concerne, chargés d'apporter leur assistance au Conseil économique, social et culturel, au Haut-conseil et, au médiateur de la Polynésie française.

Au cours de l'année 2014, 6 modifications ont eu lieu dans l'organisation administrative :

3 suppressions de services administratifs :

- direction de l'enseignement primaire ;
- direction des enseignements secondaires ;
- inspection générale de l'administration.

3 créations de services administratifs :

- la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- la direction de la modernisation et des réformes de l'administration et ;
- le secrétariat général du Médiateur de la Polynésie française.

2 ETAT DES RESSOURCES HUMAINES

2.1 Données globales

Postes budgétaires

Comparativement à l'année 2013, la situation des postes ouverts, effectivement budgétés et occupés, dans les services administratifs, s'établit à fin novembre 2014 comme suit :

	Situation au 31 décembre 2013	Situation au 30 novembre 2014	Variation 2013 / 2014	
			En chiffre	En %
(a) Nombre de postes budgétaires ouverts	5 426	5403	- 23	- 0,42 %
(b) Dont : nombre de postes gelés	285	281	- 4	- 1,40 %
(c) Nombre de postes budgétés (a-b)	5 141	5122	- 19	- 0,37 %
(d) Nombre de postes budgétés occupés (*)	5017	4831	- 186	- 3,70 %
(e) Nombre de postes budgétés vacants (c-d)	124	291	+ 167	+ 134,67 %

(*) : Les postes vacants en cours d'affectation sont considérés comme occupés

Effectifs

Par type de statut, au 30 novembre 2014, les effectifs de l'administration imputés sur le budget de la Polynésie française, se répartissaient ainsi, comparativement au 31 décembre 2013 :

	Situation au 31 décembre 2013	Situation au 30 novembre 2014	Variation 2013 / 2014	
			En chiffre	En %
Effectifs ayant le statut de droit public (agents titulaires, stagiaires et non titulaires)	3 718	3675	- 43	- 1,16 %
Effectifs relevant du statut des ANFA (droit privé)	887	852	- 35	- 3,95 %
Effectifs des fonctionnaires de l'Etat détachés dans l'administration de la Polynésie française	70	68	- 2	- 2,86 %
Effectifs des CVD (Corps des volontaires au développement) en fonction dans les services administratifs	112	119	+ 7	+ 6,25 %
Autres statuts (marins, dockers itinérants, suppléants, ...)	244	224	- 20	- 8,20 %
Total effectifs	5 031	4938	- 93	- 1,85 %
<i>P.M : Corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française (CEAPF) hors éducation</i>	237	225	- 12	- 5,06 %

Si l'on intègre les personnes à la charge de l'Etat (hors éducation), les effectifs en fonction dans les services de l'administration de Polynésie française (hors établissements publics administratifs) sont au nombre de 5163 en fin novembre 2014, contre 5 268 en fin décembre 2013.

Ce qui représente une baisse globale de -1,99% (-105 effectifs).

Sur les deux dernières années, alors que la population des CEAPF (hors éducation) augmente de 72 agents (+47%), les effectifs imputés sur le budget de la Polynésie française baissent sensiblement de 5211 à 4938 (-5,2%).

Autres points significatifs à relever sur 2014 par rapport à 2013 :

- La poursuite de la baisse de près de 4 % des effectifs relevant du statut ANFA en 2014 : baisse qui s'était accentuée en 2013 avec le dispositif de départ volontaire (169 départs), correspondant au départ de 214 agents sur les deux années (2013-2014).

- La poursuite de la baisse des effectifs « autres statuts » : diminution de 18,39% entre 2012 et 2013 liée notamment à l'intégration des PNNIM en qualité de fonctionnaire et de 8,20% entre 2013 et 2014 liée essentiellement au plan de départ volontaire.

2.2 Données particulières

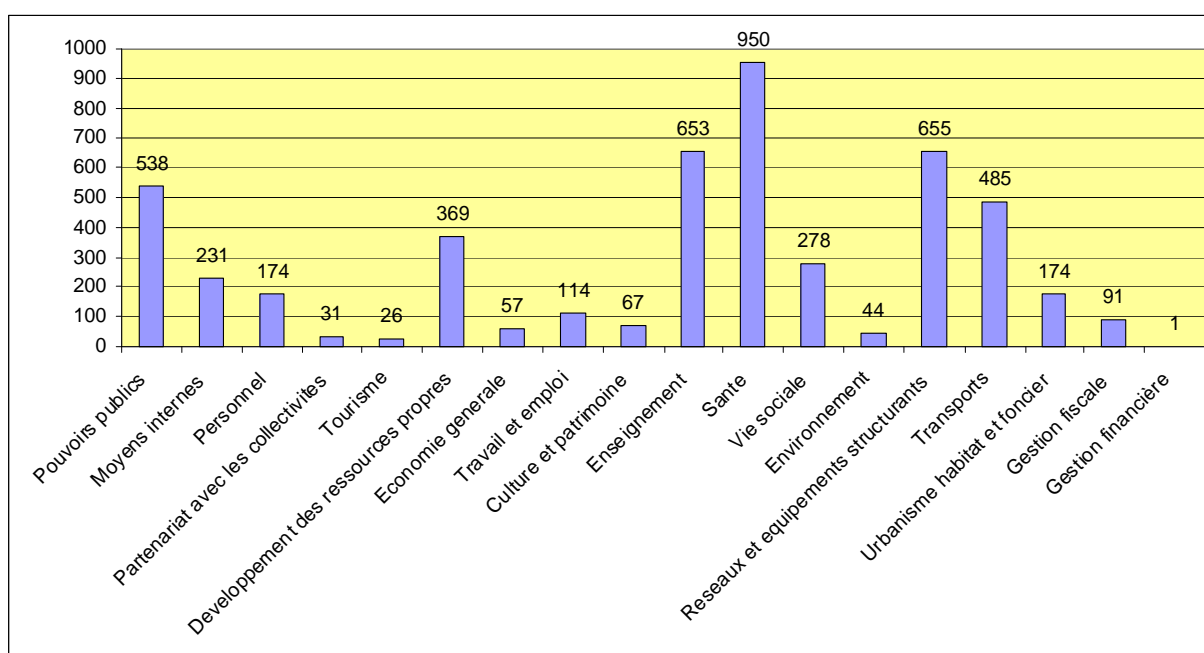
Répartition des agents par services administratifs

Au 30 novembre 2014, les agents se répartissaient dans 47 services (cf tableau n° 4) dont le plus important d'entre eux capitalisait 952 agents et le plus petit 2 agents.

Il est constaté par ailleurs que:

- les trois plus grands services (direction de l'équipement, direction de la santé publique, direction générale de l'éducation et des enseignements) rassemblent 51,27% des effectifs ;
- 21 services (44% des entités) ont moins de 20 agents ;
- les 23 autres services ont un effectif oscillant entre 25 et 297 agents ;
- l'effectif moyen, hormis les trois plus grands services, se chiffre à 54 agents/entité.

Répartition des agents des services administratifs par mission



Les 4 missions portant service à la population liées à « la santé, l'enseignement, la vie sociale, travail et emploi » rassemblent 40,4 % des effectifs des services administratifs (cf. tableau n°2).

Les missions techniques (réseaux et équipements structurants, transports, urbanisme, foncier) mobilisent 26,6% des effectifs.

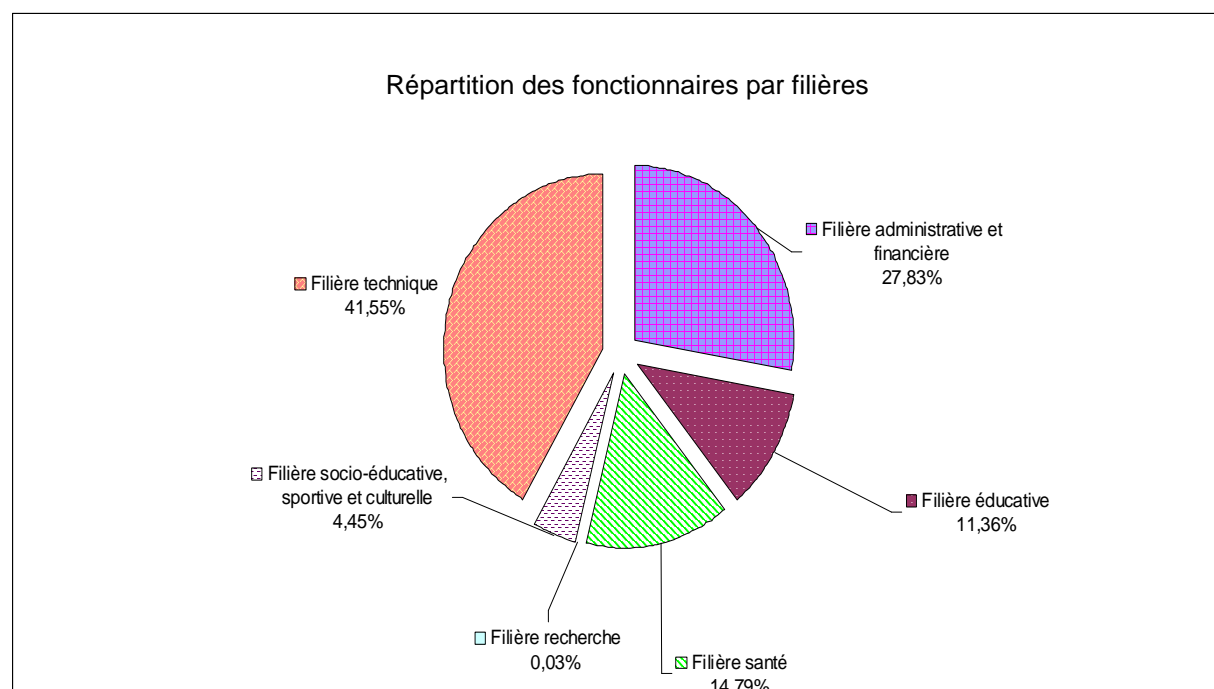
Les autres missions liées notamment au développement économique (11,4%) et à la gestion des moyens (21,6%), représentent 33% des effectifs.

Répartition des fonctionnaires des services administratifs par filière

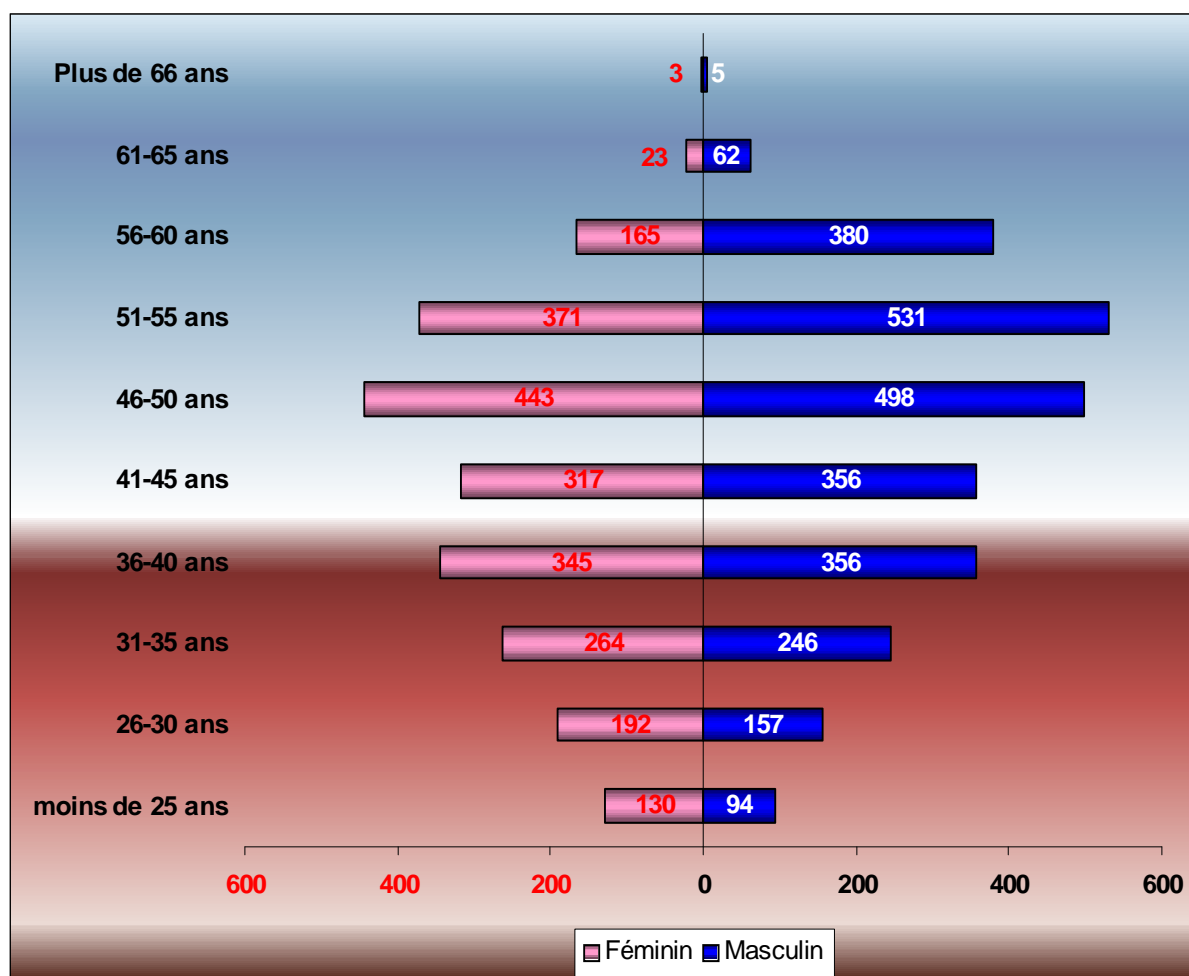
On dénombre 3667 fonctionnaires (hors emplois fonctionnels) dans les services au 30 novembre 2014. Ces derniers se répartissent par filière conformément au tableau ci-dessous :

FILIERE	NOMBRE D'AGENTS	REPARTITION
Filière administrative et financière	1012	27,83 %
Filière éducative	413	11,36 %
Filière santé	538	14,79 %
Filière recherche	1	0,03 %
Filière socio-éducative, sportive et culturelle	162	4,45 %
Filière technique	1511	41,55 %
Total : 3637		

La répartition des fonctionnaires (statut de droit public) en poste confirme la prépondérance de la filière technique avec 41,55% des effectifs devant la filière administrative et financière (27,83%) et la filière santé (14,79%).



Pyramide des âges des agents des services administratifs



L'âge moyen des agents continue de s'accroître et se situe à 44 ans. Il s'établit autour de 43 ans pour le fonctionnaire et de 51 ans pour les ANFA.

L'administration compte en majorité des hommes, soit 54,37 % et particulièrement à partir de la tranche 51-55 ans. Cet écart masculin/féminin se réduit pour les tranches inférieures et s'inverse en faveur des femmes pour les générations plus jeunes (moins de 35 ans).

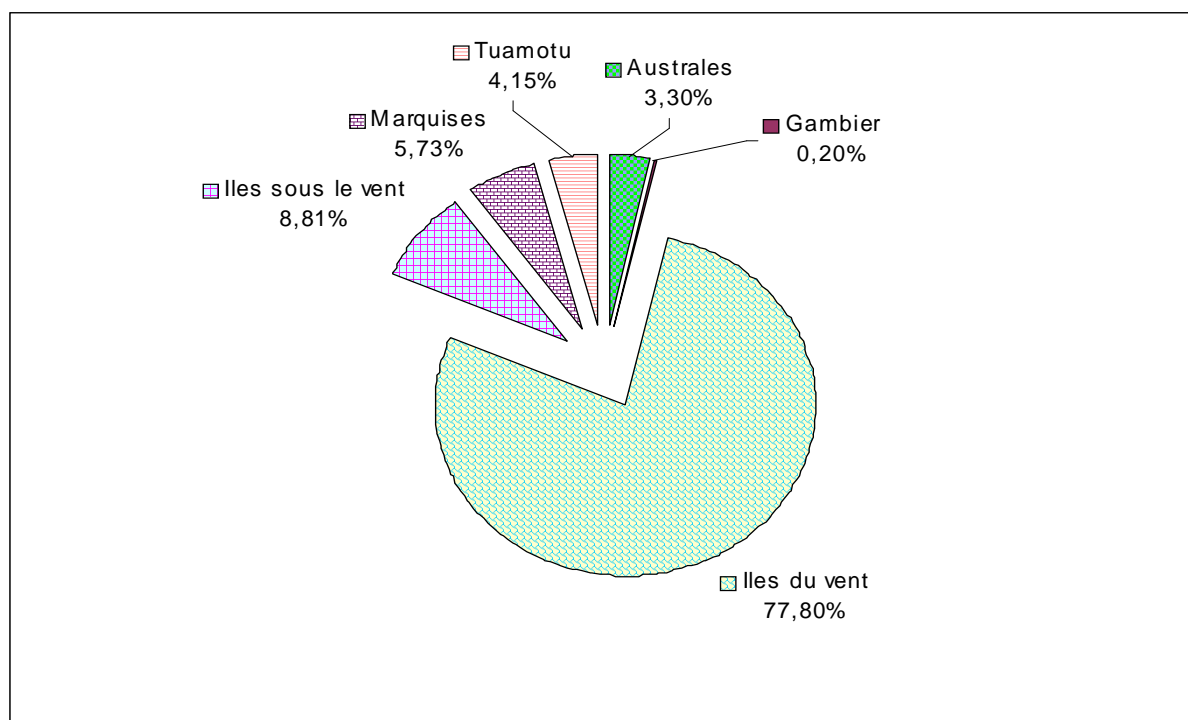
La base étroite de la pyramide révèle l'accélération du vieillissement de l'administration avec 63,87 % (3154 agents) des effectifs qui ont plus de 40 ans.

L'effectif global d'agents susceptibles de partir à la retraite dans les 5 prochaines années représente 12,92 % de l'effectif global (soit 638 agents). Parmi ces 638 agents, 119 sont de catégorie A ou équivalente (soit 2,40 % de l'effectif global) et 82 agents de catégorie B ou équivalente (soit 1,66 % de l'effectif global).

Dans les 10 ans à venir, près d'un agent sur trois devrait partir à la retraite (le nombre d'agents ayant plus de 50 ans étant de 1 540, soit 31,18 % de l'effectif global).

Par ailleurs, le régime du travail à temps partiel est utilisé par 131 des agents, soit 2,65 % de l'effectif global.

Répartition des agents des services administratifs par archipel



Sur les 4938 agents en fonction dans les services publics, 77,80 % sont localisés aux Iles-du-Vent, contre 22,2 % dans les autres archipels.

Le pourcentage d'agents (hors CEAPF) par habitant¹ se maintient autour de 1,84 %. Ce ratio est de 1,91 % pour les Iles-du-Vent, 2,39 % pour les Australes, 3,05 % pour les Marquises, 1,25 % pour les Iles-sous-le-Vent, et 1.21 % pour les Tuamotu-Gambier.

Par ailleurs, le pourcentage des agents des services de l'administration par nombre de salariés en Polynésie française² est de 8,17 %, dont : 46,93 % pour les Marquises, 64,91 % pour les Australes, 10,33 % pour les Iles-sous-le-Vent, 7,19 % pour les Iles-du-Vent et 10,78 % pour les Tuamotu-Gambier.

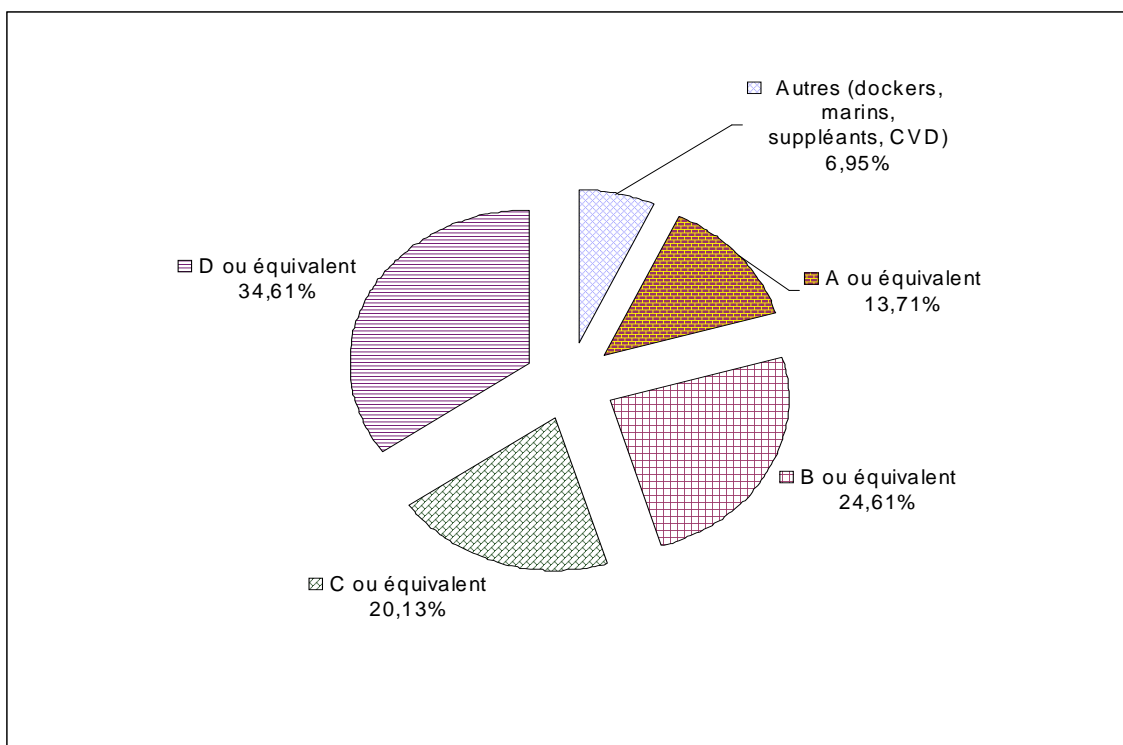
Répartition des agents des services administratifs par catégorie

La répartition des agents par catégorie s'établit comme suit :

A ou équivalent	B ou équivalent	C ou équivalent	D ou équivalent	Autres (dockers, marins, suppléants, CVD)	Total
677	1215	994	1709	343	4938
13,71%	24,61%	20,13%	34,61%	6,95%	100,00%

¹ Source : ISPF –recensement de la population en 2012

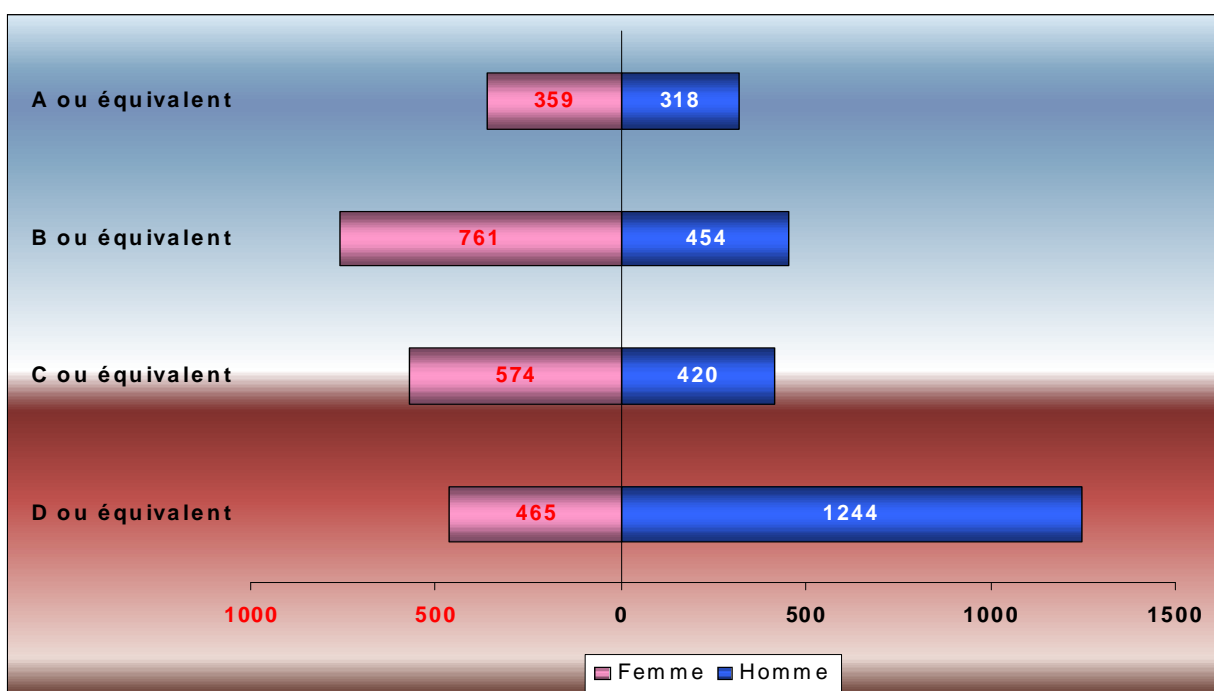
² Source : ISPF – emplois salariés en octobre 2014



Le taux d'encadrement (le nombre global d'agents de catégorie A et CC1, ou occupant des emplois fonctionnels rapporté à l'effectif global) se chiffre à 13,94%, marquant une progression d' ½ point par rapport à l'année 2013 avec un taux de 13,50%. Cette progression déjà observée entre 2013 et 2012 (+0,51%) est à mettre en parallèle avec la diminution des personnels d'exécution suite au dispositif de départ volontaire instauré à leur intention en 2013 et 2014 et au non remplacement des départs à la retraite.

Les agents de catégorie D représentent plus d'un tiers des effectifs globaux de l'administration. Sur les deux dernières années, ce taux décroît, passant de 35,71% en 2012, à 34,94% en 2013 et à 34,61% en 2014.

Pyramide des agents des services administratifs par catégorie et par sexe (hors dockers, marins, suppléants et CVD)

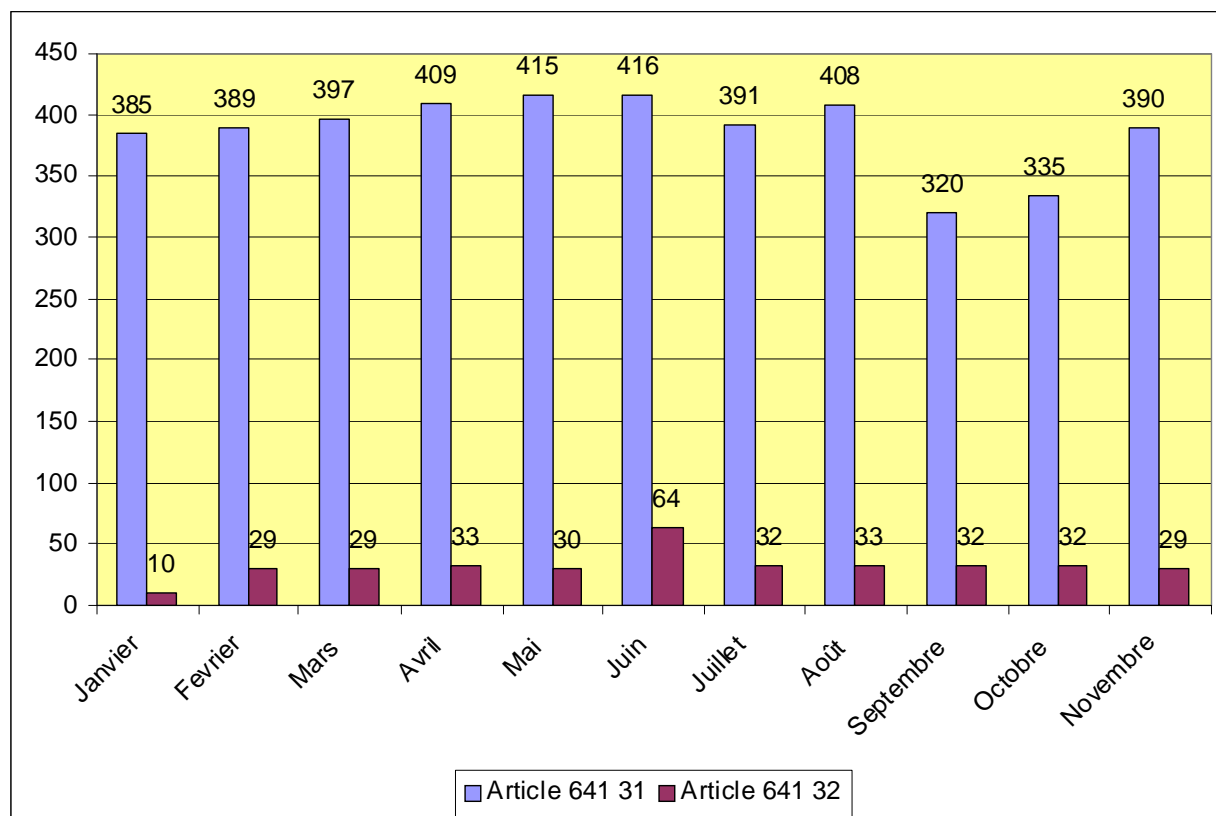


Les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans les catégories A, B et C et notamment dans la catégorie B où 3 agents sur 5 sont de sexe féminin.

A contrario, les agents de catégorie D ou équivalente (hors dockers, marins, suppléants et CVD) sont majoritairement des hommes, représentant 73 % des effectifs de cette population.

2.3 Situation des agents recrutés sur contrat à durée déterminée (CDD) dans les services administratifs

Evolution mensuelle des CDD, par article, sur l'année 2014



Pour mémoire : le recrutement des agents non titulaires peut s'opérer selon les modes suivants :

- article 641 31 : Rémunération brute du personnel de remplacement (sur poste budgétaire)
- article 641 32 : Rémunération brute du personnel temporaire (sans poste budgétaire)

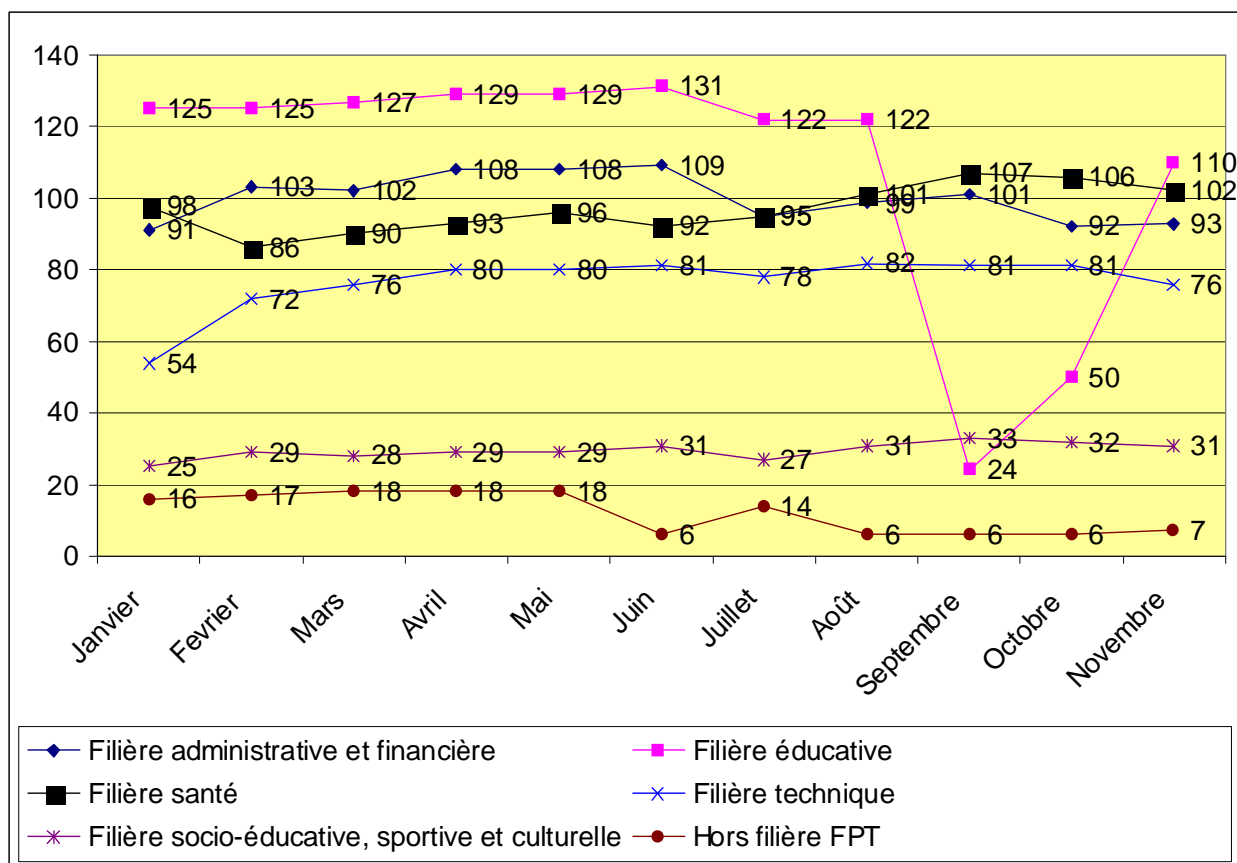
Le nombre moyen mensuel d'agent non titulaire en activité s'élève à 419 dont 387 au titre de l'article 641.31 et 32 au titre de l'article 641.32. A fin novembre 2014, les agents de droit public non titulaires (hors stagiaires) représente 8,48% des effectifs globaux en activité dans les services.

Evolution mensuelle des CDD, par filière, sur l'année 2014

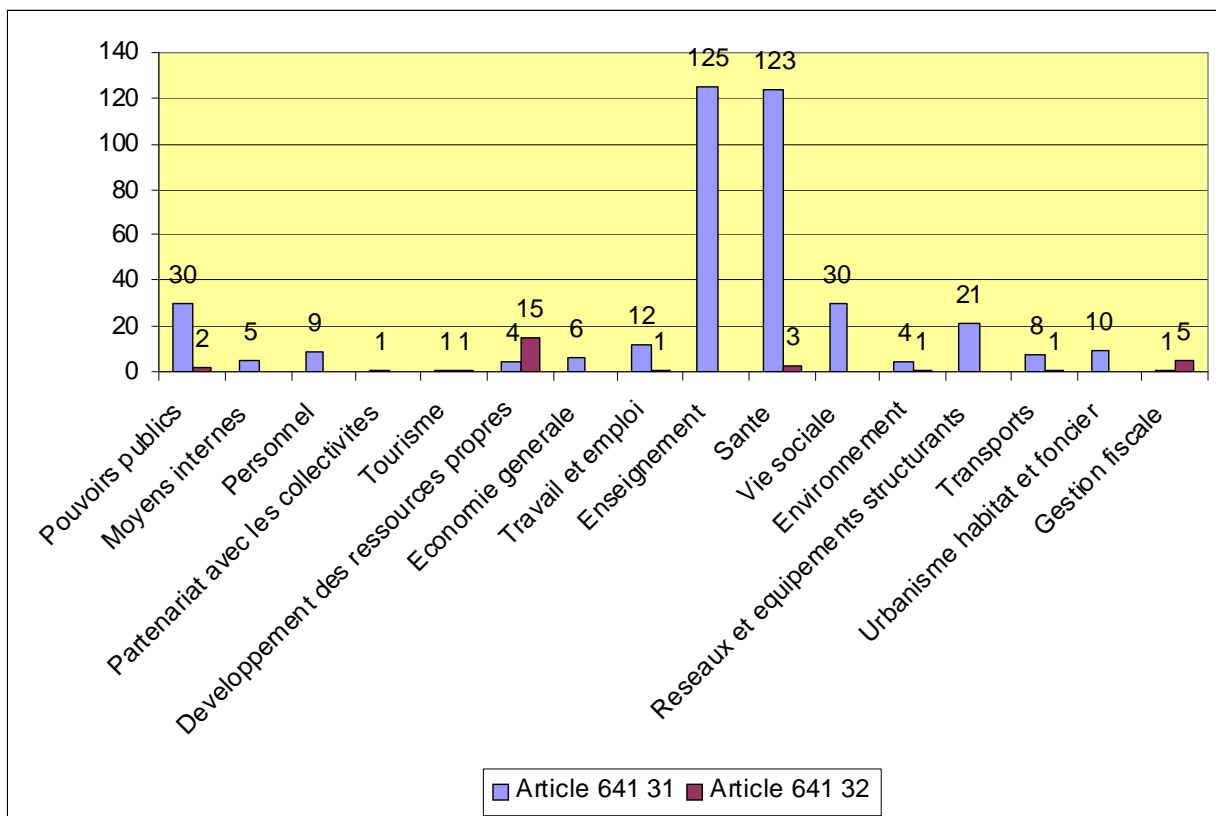
Les trois filières qui capitalisent le plus grand nombre de CDD en moyenne mensuelle, sont dans l'ordre :

- la filière éducative avec 109 CDD,
- la filière administrative et financière avec 101 CDD,
- la filière santé avec 97 CDD.

A l'exception de la filière éducative où un phénomène saisonnier lié au calendrier scolaire est relevé, les courbes du nombre d'agents en CDD des autres filières restent stables tout au long de l'année.

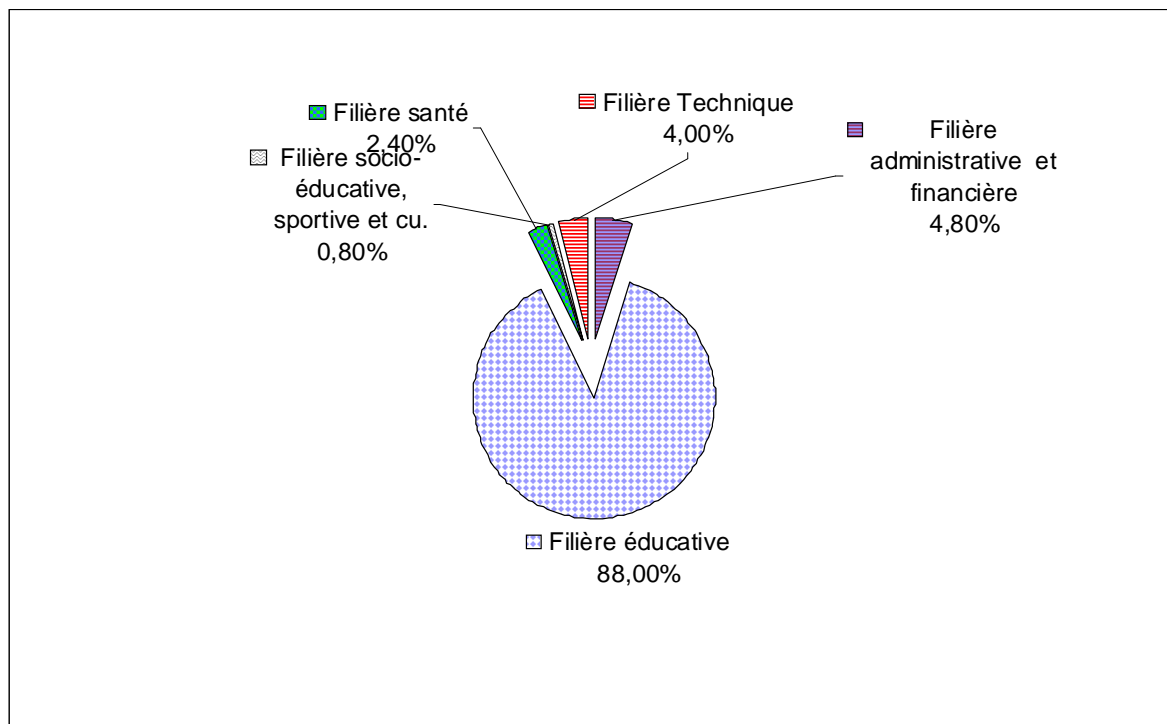


Répartition des CDD par mission et par article au 30 novembre 2014



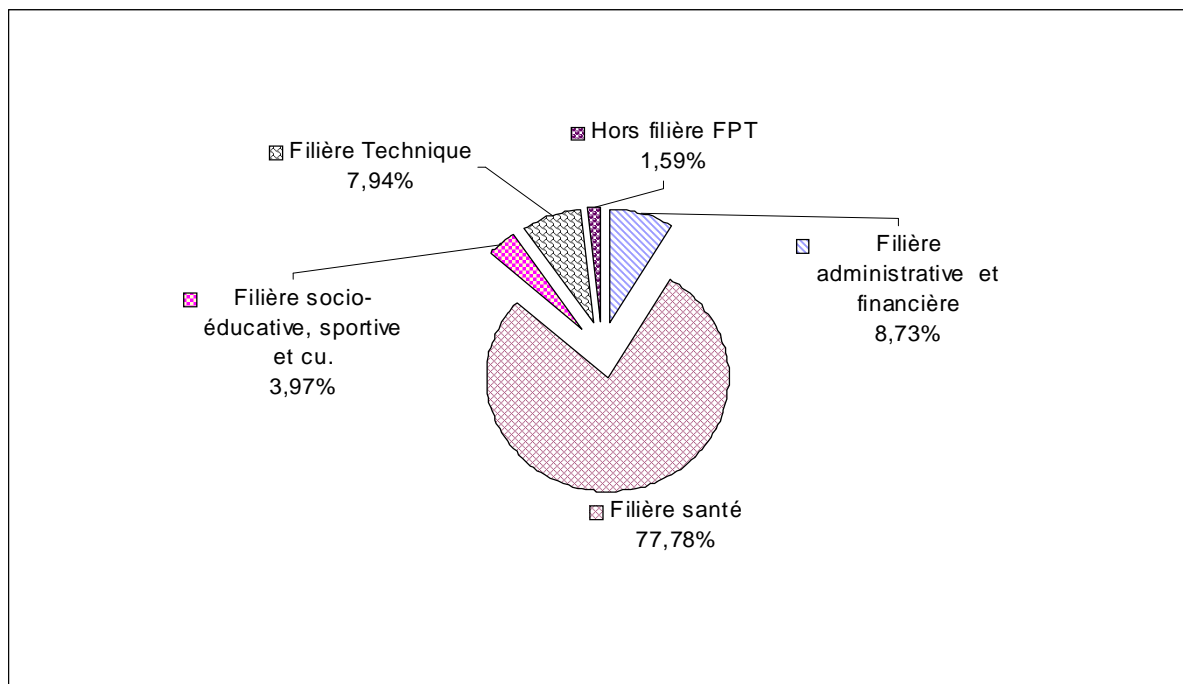
Il est à noter que les agents non titulaires (CDD) affectés aux missions « enseignement » et « santé » (respectivement de 29,83 % et de 30,07 %) représentent 59,9 % de cet effectif.

Répartition par filière des 125 agents non titulaires (CDD) en fonction au 30 novembre 2014, affectés à la mission « enseignement »



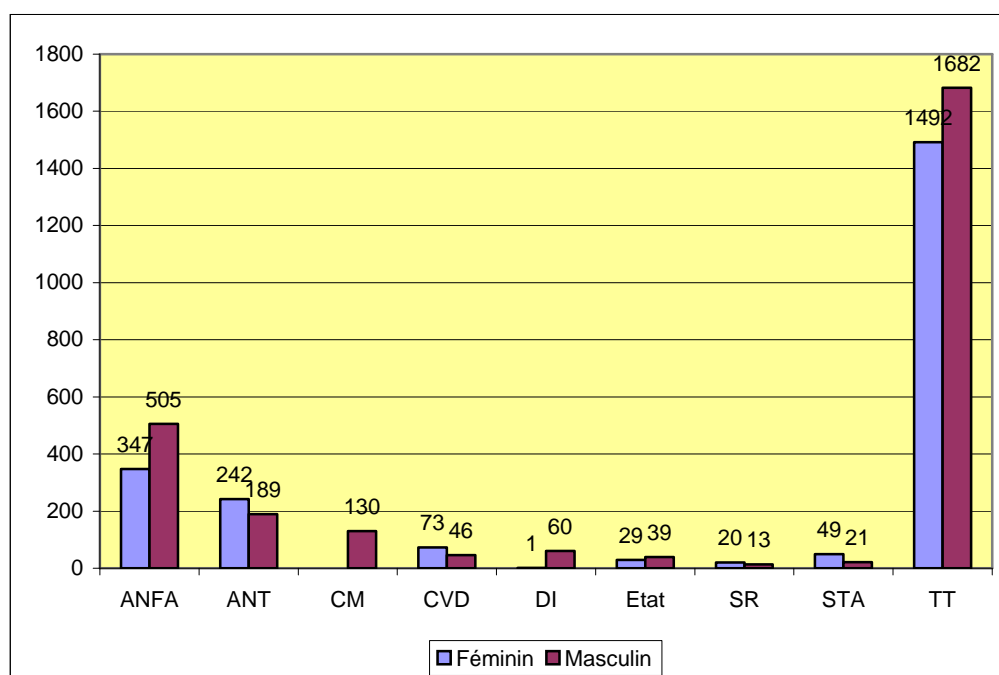
110 agents (sur 125, soit 88 %) relèvent de la filière éducative.

Répartition par filière des 126 agents non titulaires (CDD) en fonction au 30 novembre 2014, affectés à la mission « santé »



98 agents (sur 126, soit 77,77 %) relèvent de la filière santé.

2.4 Répartition des agents des services administratifs par statut et par sexe



Il existe au sein de l'administration de la Polynésie française différents statuts de personnels, répartis de la manière suivante :

- les agents non fonctionnaires de l'administration (ANFA) ;
- les agents non titulaires (ANT) ;
- les personnels relevant du corps maritime (CM) ;
- le corps des volontaires au développement (CVD) ;
- les dockers itinérants (DI) ;
- les fonctionnaires d'Etat en service détaché auprès de la Polynésie française ;
- les suppléants (SR) ;
- les fonctionnaires stagiaires (STA) ;
- les fonctionnaires titulaires (TT).

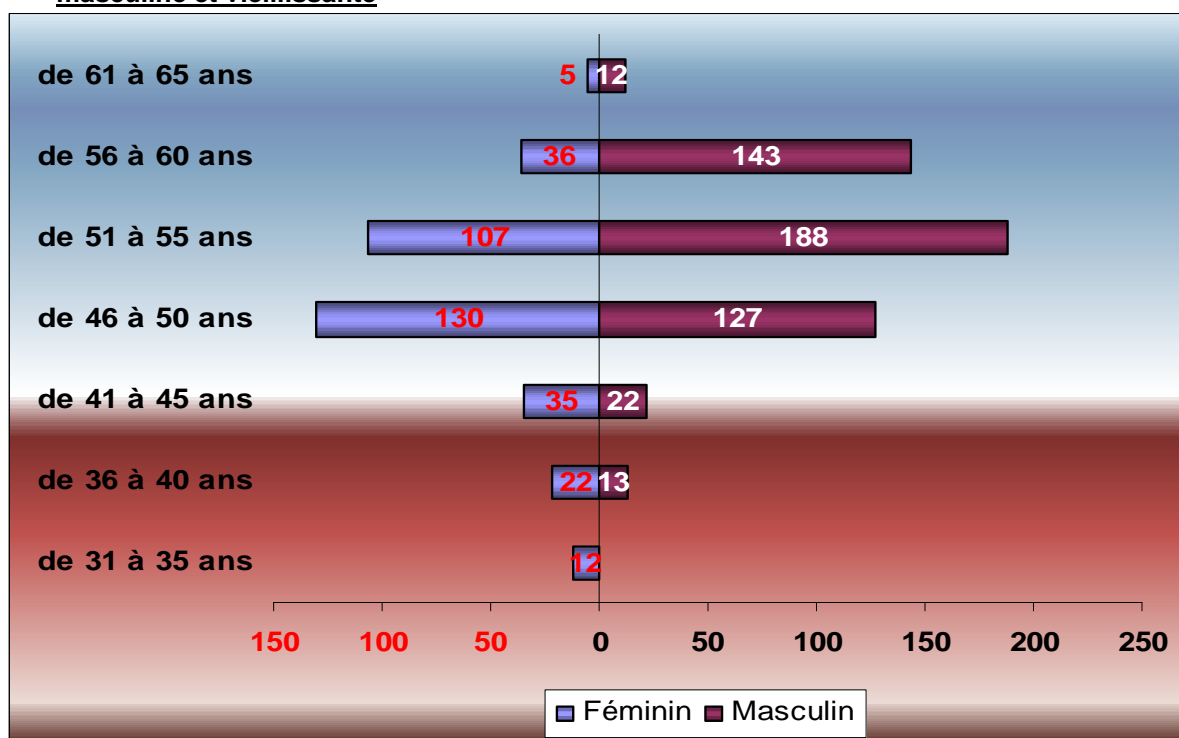
Sur un total de 4 938 agents au 30 novembre 2014, on constate que 54,37 % de l'effectif est masculin, soit 2 685 hommes, pour 45,63 % de femmes (2 253). Comparativement à 2012 et à 2013, le taux de répartition homme/femme a légèrement évolué en faveur des femmes.

Les emplois précaires (ANT, CVD, STA) sont occupés à 58,71 % par la population féminine.

Le taux de féminisation est de 56,15 % chez les non titulaires, de 70 % chez les stagiaires et 61,34 % chez les CVD.

La prépondérance masculine est observée, essentiellement, pour les agents relevant du statut des dockers itinérants et des marins où les femmes sont quasiment absentes.

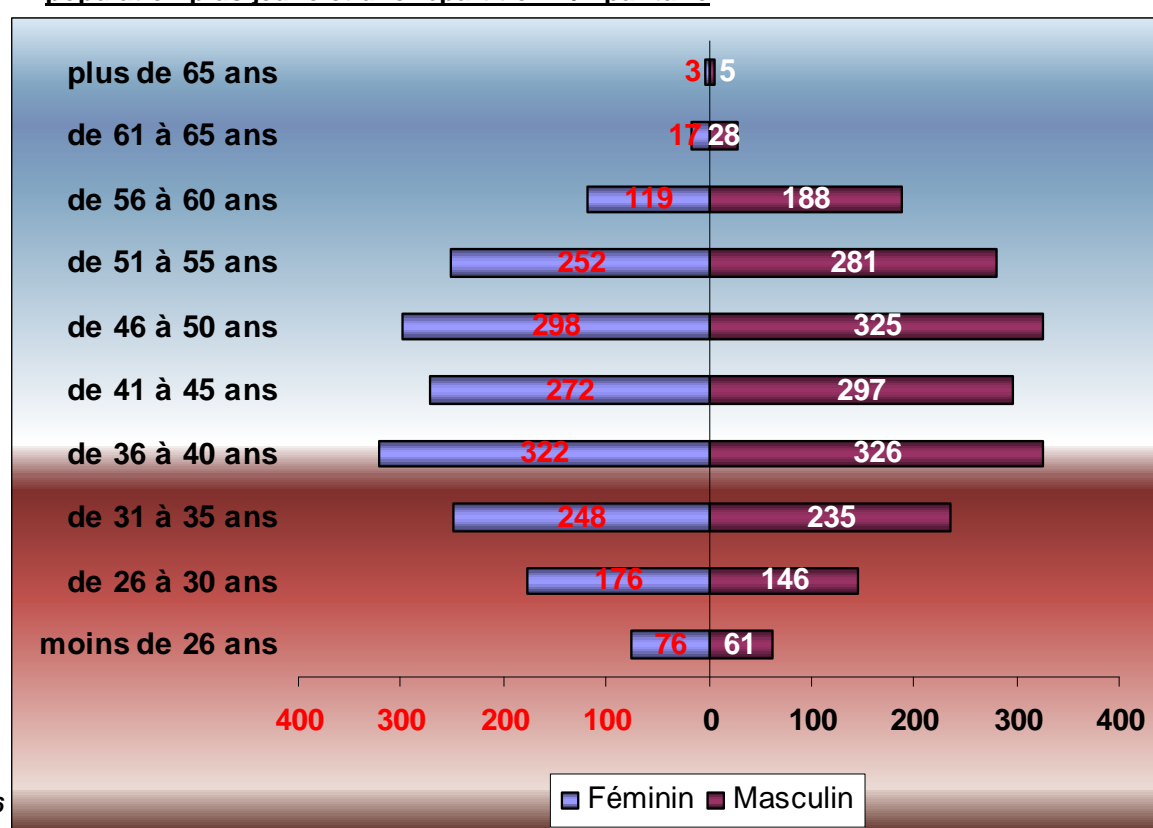
Pyramide des âges des agents de droit privé (ANFA) : une population majoritairement masculine et vieillissante



Les recrutements sur la base de la convention collective des ANFA ne sont plus autorisés au sein de l'administration depuis l'adoption de la délibération 2004-15 APF du 22 janvier 2004 modifiée relative aux agents non titulaires au sein de l'administration de la Polynésie française.

La population des ANFA est majoritairement masculine (59,27 %), notamment pour les tranches d'âge des 51-60 ans (69,39 %), et a une moyenne d'âge de 51 ans.

Pyramide des âges des agents de droit public (titulaires, stagiaires et non titulaires) : une population plus jeune et une répartition H/F paritaire



La pyramide des âges des agents relevant du statut de droit public avec une base étroite marque un déséquilibre. Cette situation s'explique par l'absence des concours de recrutement ces dernières années, mis à part ceux relevant de la filière santé (2013) et de la filière technique (2014).

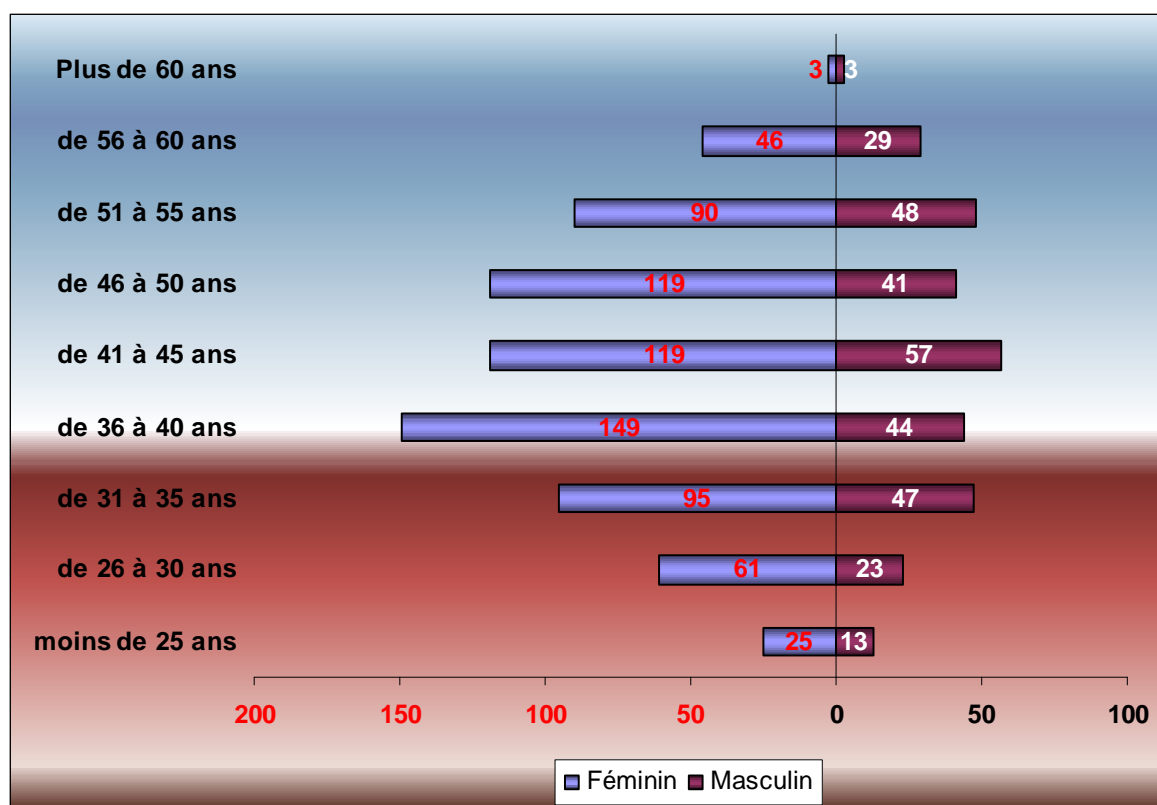
La population a une moyenne d'âge de 43 ans.

A fin novembre 2014, on dénombre 1 892 hommes (51,48 %) pour 1 783 femmes (48,52 %) sur un total de 3 675 agents de droit public. A fin 2013, le pourcentage d'homme était de 52.02 % et le pourcentage de femme de 47.98 % sur un total de 3 718 agents de droit public.

Ainsi, la parité a connu une amélioration par rapport à l'année 2013. Il est constaté un différentiel de 109 agents au profit des hommes, contre un différentiel de 150 en 2013 par rapport à 2012.

On constate que le nombre de femmes des tranches d'âge inférieures à 35 ans est légèrement supérieur à celui des hommes.

Pyramide des âges des agents de droit public (titulaires, stagiaires et non titulaires) relevant de la filière administrative et financière



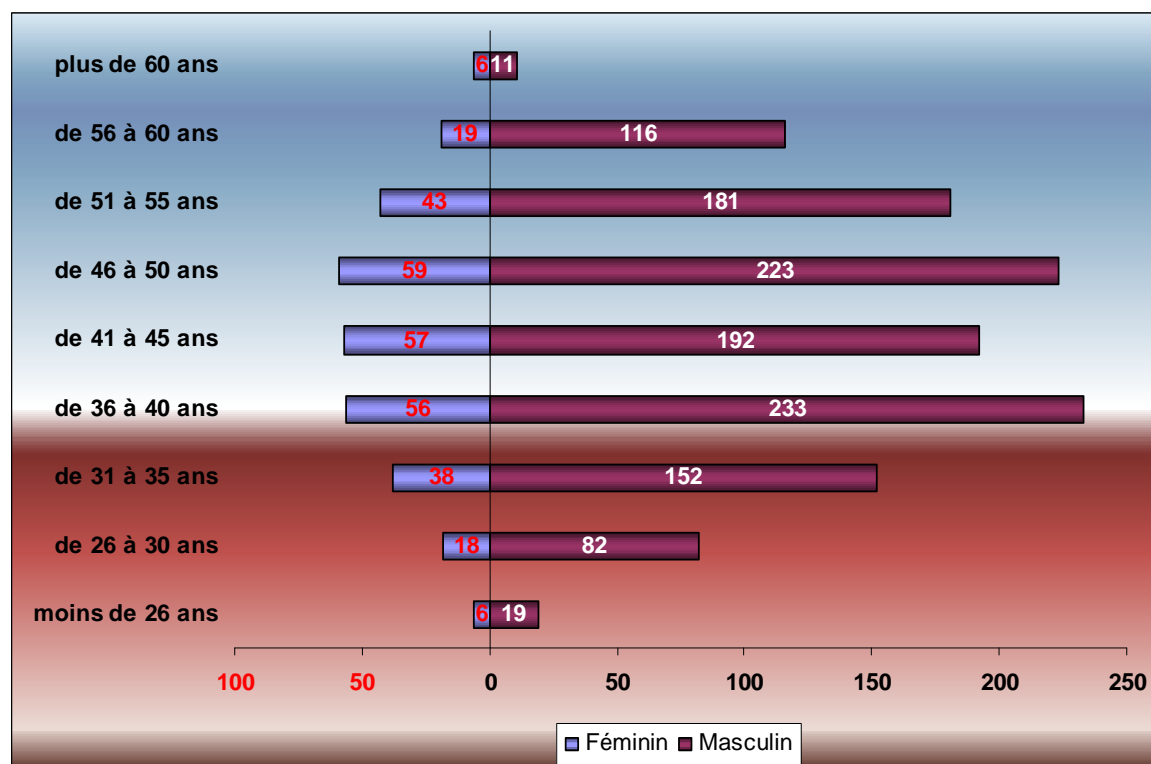
De grandes différences existent selon les filières d'appartenance.

La filière administrative et financière est majoritairement composée de femmes à 69,86 %, avec 707 femmes pour 305 hommes, soit un total de 1 012 agents, pour des fonctions telles que juriste, chargé d'études, secrétaire, adjoint administratif, etc.

C'est une population relativement jeune, comprenant 149 femmes dans la tranche des 36-40 ans, soit 21.07 % des agents féminins de cette filière.

La moyenne d'âge se situe vers 42 ans.

Pyramide des âges des agents de droit public (titulaires, stagiaires et non titulaires) relevant de la filière technique

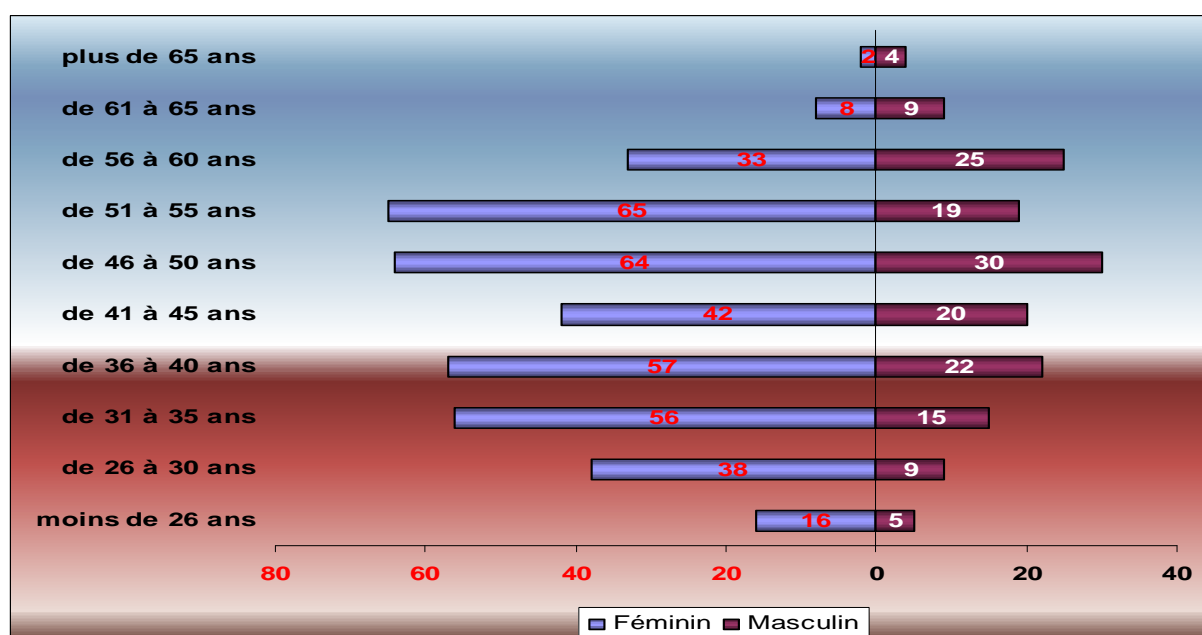


La filière technique reste la plus importante en effectif au sein de la fonction publique. Elle comprend 1 511 agents composés très majoritairement d'hommes, soit 1 209 agents représentant ainsi 80,01 % de l'effectif de la filière.

On constate que la tranche d'âge des 36-40 ans comporte l'effectif le plus élevé avec 289 agents, soit 19,13 %.

La moyenne d'âge se situe vers 43 ans.

Pyramide des âges des agents de droit public (titulaires, stagiaires et non titulaires) relevant de la filière santé et de la filière recherche

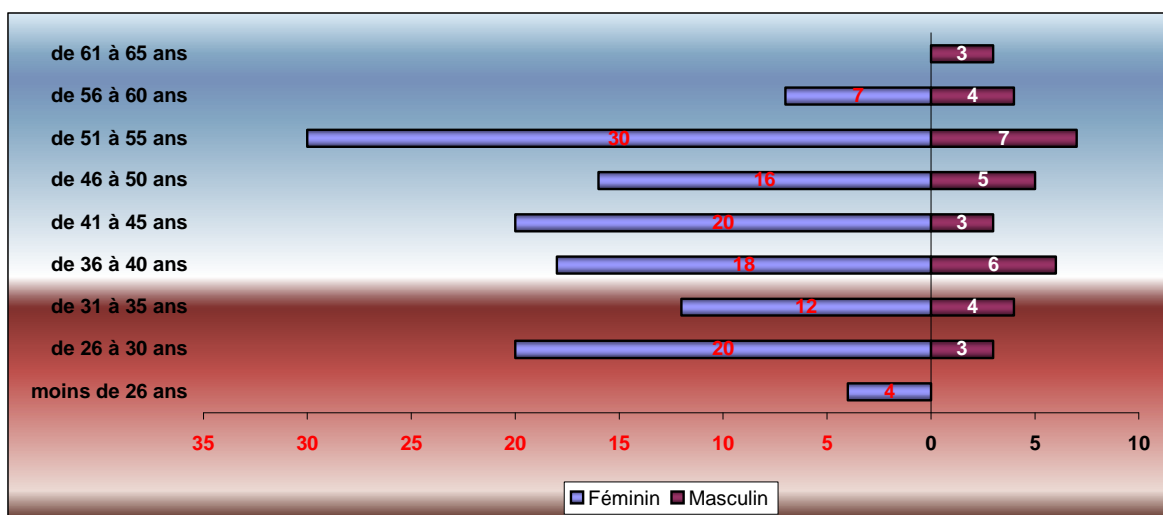


Les filières santé et recherche sont à prédominance féminine, avec 70,69 % de femmes, pour un effectif total de 539 agents.

La tranche d'âge comportant le plus d'effectif est celle de 46-50 ans, avec 94 agents, soit 17.4 % de l'effectif total.

La moyenne d'âge est de 44 ans et reste plus élevée que celle de la filière administrative et financière.

Pyramide des âges des agents de droit public (titulaires, stagiaires et non titulaires) relevant de la filière socio-éducative, sportive et culturelle

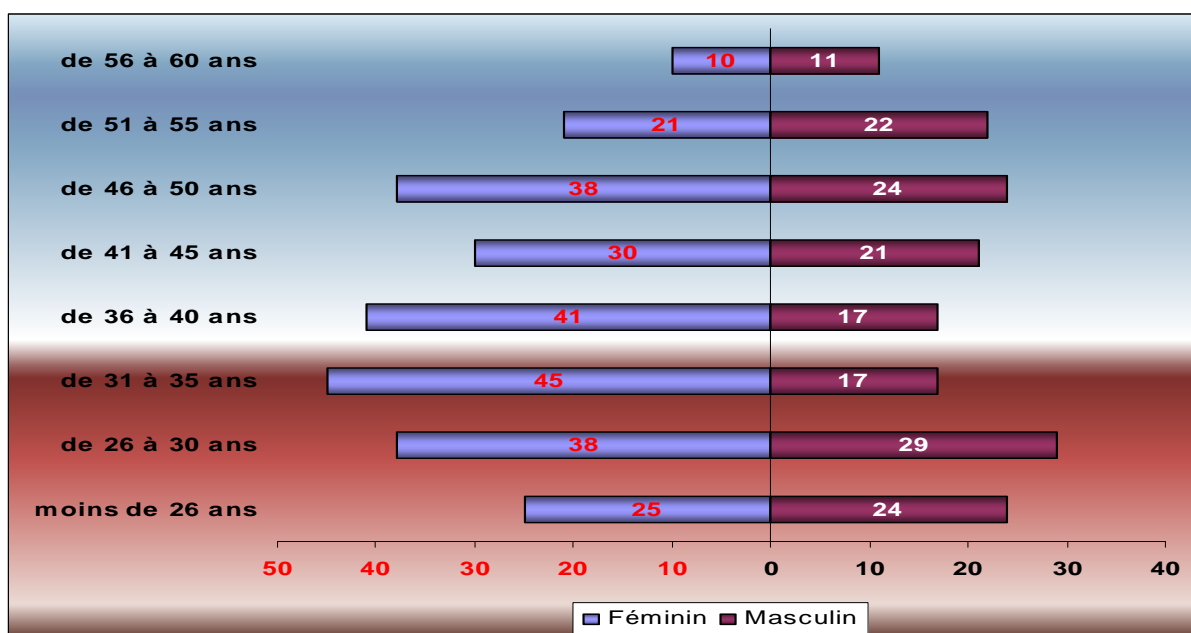


Les femmes sont très largement majoritaires dans la filière socio-éducative, sportive et culturelle (78,40 % par rapport à l'effectif global de 162 agents).

Contrairement aux filières administrative et technique qui comprennent un pic pour la tranche des 36-40 ans, celui de la filière socio-éducative, sportive et culturelle est centré sur la tranche d'âge 51-55 ans (22.84 % de l'effectif total).

La moyenne d'âge se situe vers 43 ans.

Pyramide des âges des agents de droit public (titulaires, stagiaires et non titulaires) relevant de la filière éducative



Comme pour les autres filières, à l'exception de la filière technique, la filière éducative est majoritairement féminine avec 60,05 % de l'effectif global, lequel représente 413 agents.

La tranche d'âge 26-30 ans (16.22 %), la plus importante, correspond aux nominations des lauréats du dernier concours d'adjoint d'éducation et/ou aux ANT recrutés lors des rentrées scolaires.

La moyenne d'âge se situe vers 38 ans.

2.5 Etude des emplois fonctionnels

Les emplois fonctionnels, régis par des modalités spécifiques, sont des postes de responsabilité sur lesquels les personnes sont nommées pour une période indéterminée. Il s'agit essentiellement de postes de chefs de service et de directeurs d'établissement public à caractère administratif (EPA) de l'administration de la Polynésie française, mais également, dans de rares cas, de postes spécifiques d'encadrement technique ou administratif.

La présente analyse est extraite des données statistiques de la direction générale des ressources humaines et concerne exclusivement les postes de chef de service et de directeur d'établissement public à caractère administratif. Elle porte sur la situation des emplois fonctionnels arrêtée à la date du 30 novembre 2014.

A cette date, un service ne disposait pas de chef de service, et onze services et deux établissements publics à caractère administratif étaient dirigés par des intérimaires.

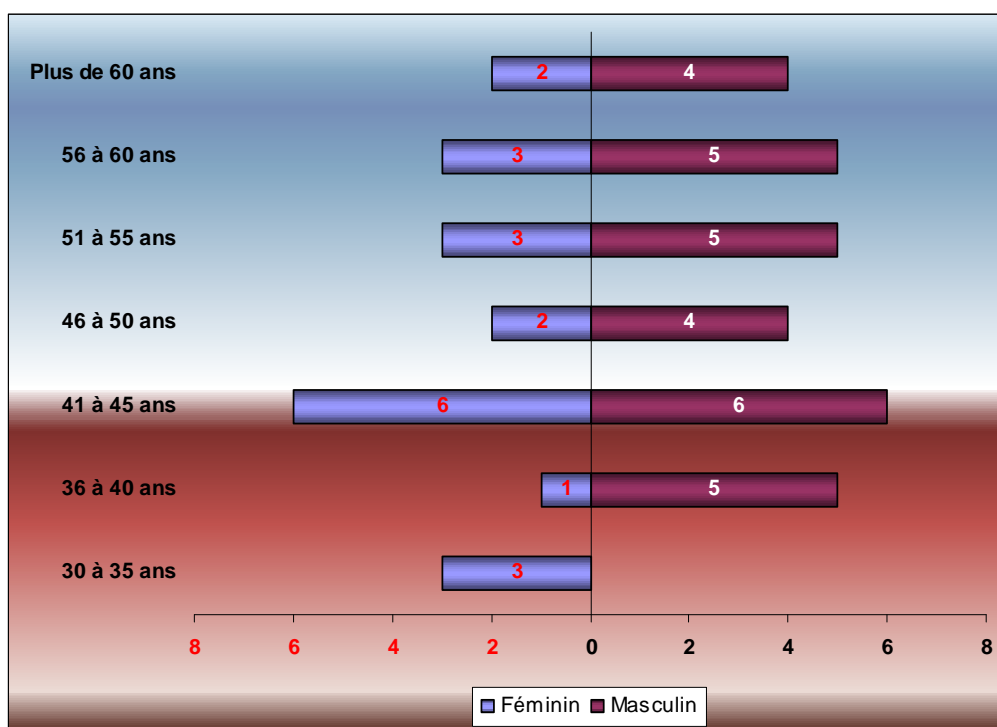
Une parité non respectée

L'étude de la répartition des emplois fonctionnels montre que 59.18 % (29/49) des postes de direction dans l'administration de la Polynésie française sont occupés par des hommes. Ce déséquilibre est légèrement plus important pour les EPA où les femmes ne sont employées aux postes de direction qu'à hauteur de 25 % (3/12), contre 45.94 % (17/37) dans les services.

Les femmes occupant des emplois fonctionnels sont plus jeunes que les hommes, avec un âge moyen de 47 ans contre 50 pour les hommes. Le vieillissement de la population des emplois fonctionnels est plus important chez les hommes, avec 14 chefs de service ou directeurs ayant plus de 50 ans, dont 4 ont dépassé l'âge de 60 ans. Cette situation justifie la mise en place d'une gestion prévisionnelle des compétences, afin de prévoir dans les 5 à 15 années prochaines le remplacement de près de la moitié des niveaux d'encadrement supérieurs.

	Age du plus jeune	Age du plus âgé	Moyenne d'âge	NB de chefs de service de 50 ans et +
Hommes	37 ans	63 ans	50.10 ans	14
Femmes	33 ans	62 ans	47.20 ans	9
Général	33 ans	63 ans	48.52 ans	Total = 23

Répartition des chefs de service et directeurs par tranche d'âge selon le sexe.



69.39 % (34/49) des chefs de service et directeurs d'établissement public à caractère administratif se trouvent dans les tranches d'âge de 41 à 60 ans.

Situation d'origine des chefs de service.

65.30 % des chefs de service et directeurs sont issus de l'administration de la Polynésie française (61.22 % sont des fonctionnaires et 4.08 % relèvent du statut de droit privé). Le reste des effectifs est réparti entre les fonctionnaires d'Etat en service détachés (12.24 %), les CEAPF (2.04 %) et ceux issus du privé (20.41 %).

Statut d'origine	Filière	Homme	Femme	Total
FPT	Filière administrative et financière	7	12	19
	Filière socio-éducative, sportive et culturelle	3	1	4
	Filière santé	2		2
	Filière éducative		1	1
	Filière technique	3	1	4
Total FPT		15	15	30
ANFA			2	2
CEAPF		1		1
FEDA		6		6
Privé		7	3	10
Total autres		14	5	19
TOTAL		29	20	49

Si l'on constate une stricte parité entre les responsables de structures issus de la fonction publique, la disparité entre hommes et femmes s'avère particulièrement marquée chez les responsables qui viennent du secteur privé, où les hommes sont largement majoritaires.

2.6 Représentativité dans les commissions administratives paritaires

	Masculin	Féminin
Titulaires	38	56
Suppléants	48	46
Total	86	102

Source : arrêté n° 891/PR du 23 décembre 2013

La représentation des femmes au sein des commissions administratives paritaires de la fonction publique de la Polynésie française est de 54,25 %, soit 102 / 188.

2.7 Etude relative aux concours organisés en 2014

En 2014, un concours a été finalisé dans la filière technique (techniciens de catégorie B) avec 20 lauréats et 5 lauréates, soit 25 % de femmes.

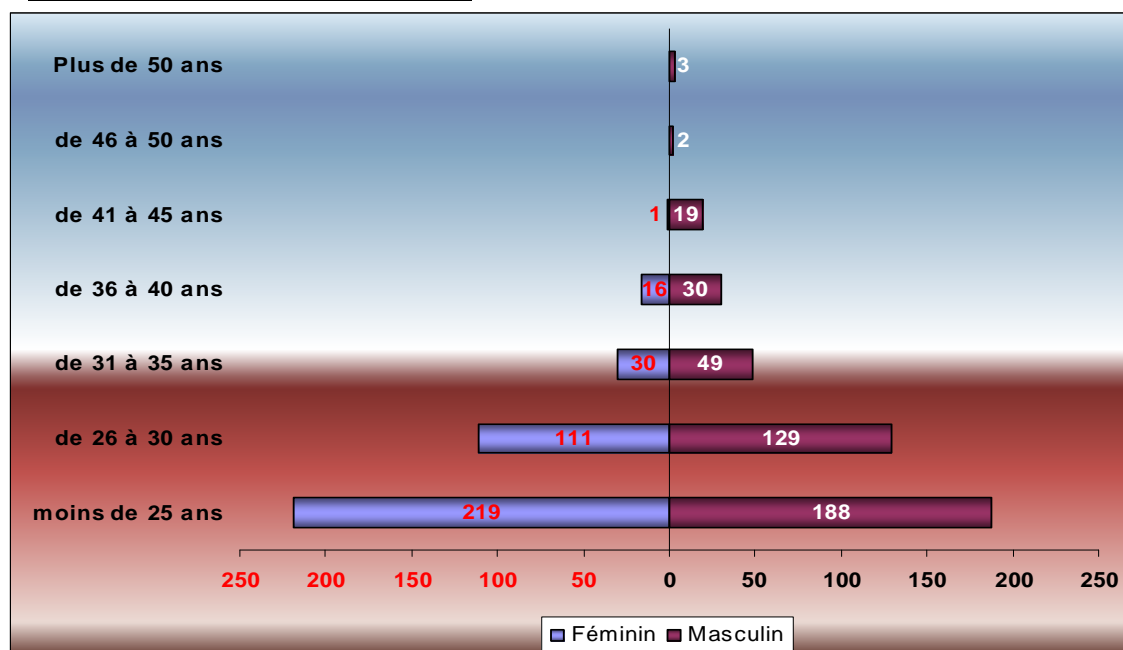
Filière	Cadre d'emplois	Candidats inscrits		Membres du jury		Lauréats	
		H	F	H	F	H	F
FTE	Techniciens	420	377	3	1	20	5
TOTAL	13	420	377	3	1	20	5

A ce concours, 47,30 % de femmes se sont inscrites contre 52,70% d'hommes.

Le taux de réussite est plus élevé pour les candidats à ce concours, avec 4,76 % (20 lauréats sur 420 inscrits) contre 1,33 % pour les femmes (5 lauréates sur 377 inscrites).

La composition des membres de jury du concours reste à prédominance masculine.

Pyramide des âges des candidats :



Il est à noter que 60,59 % des candidats aux concours se situent entre 26 et 40 ans.

Répartition des candidats par filière et par catégorie:

Filière	Catégorie	Sexe		Total
		F	H	
Filière technique (FTE)	B	377	420	797
Total		377	420	797

On observe une prépondérance de candidats masculins (52.70 %) concernant la répartition entre homme/femme.

2.8 Etude relative aux examens professionnels organisés en 2014

En 2014, 23 examens professionnels ont été organisés dont 12 infructueux.

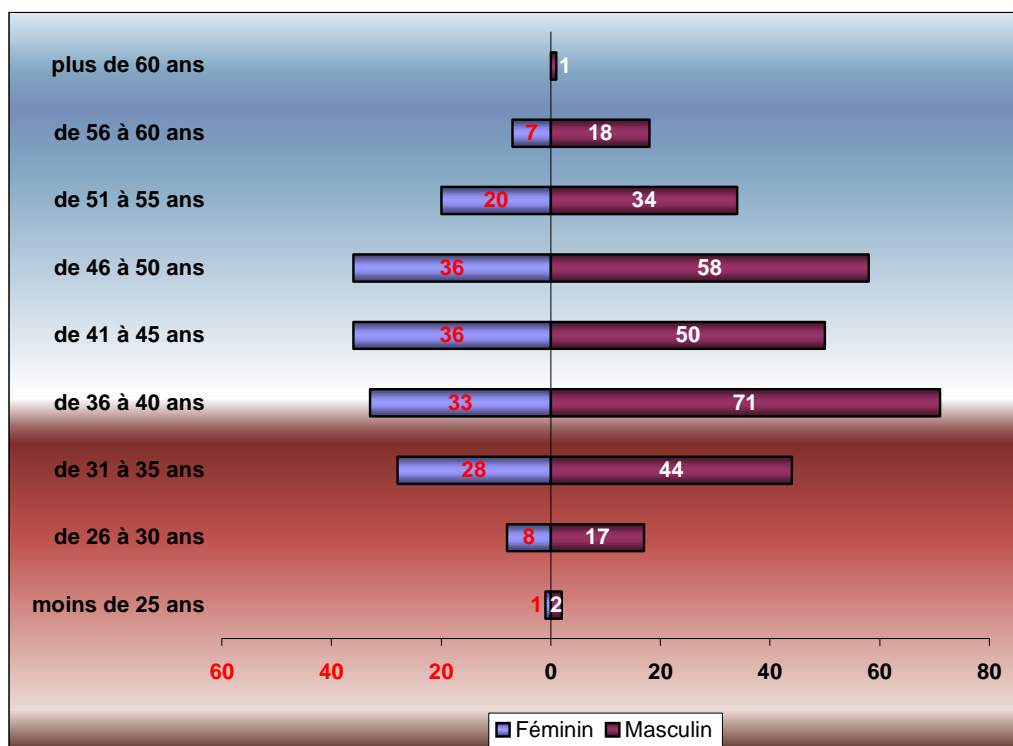
N°	Filière	Nb d'examens professionnels organisés	Candidats inscrits		Jury		Lauréats	
			H	F	H	F	H	F
1	FAF	5, dont 1 infructueux	15	41	6	12	2	13
2	FTE	5, dont 2 infructueux	269	67	11	7	99	29
3	FSA	4, dont 2 infructueux	7	35	2	7	2	11
4	FSE	8, dont 7 infructueux	1	6	2	4	1	0
5	FED	1	3	20	2	3	1	12
	TOTAL 23		295	169	23	33	105	65

Sur les 23 examens professionnels organisés, on compte 464 agents inscrits, dont 36,42 % sont de sexe féminin.

38,24 % des lauréats sont de sexe féminin (65/170).

Le taux de réussite (lauréats/inscrits) est de 38,46 % pour les femmes (65 lauréates sur 169 inscrites), contre 35,59 % pour les hommes (105 lauréats sur 295 inscrits).

Pyramide des âges des candidats



Il est à noter que 75,25 % des inscrits se situent dans la tranche 31-50 ans.

Répartition des candidats par filière et par catégorie :

Filière	Catégorie	Sexe		Total
		F	M	
Filière administrative et financière (FAF)	A	4	2	6
	B	21	6	27
	C	0	0	0
	D	16	7	23
Total FAF		41	15	56
Filière éducative (FED)	B	20	3	23
Total FED		20	3	23
Filière santé (FSA)	C	23	3	26
	D	12	4	16
Total FSA		35	7	42
Filière socio-éducative, sportive et culturelle (FSE)	A	0	0	0
	B	6	1	7
	C	0	0	0
Total FSE		6	1	7
Filière technique (FTE)	A	0	1	1
	B	4	16	20
	C	0	0	0
	D	63	252	315
Total FTE		67	269	336
Total		169	295	464

On constate une présence importante des candidates dans les examens professionnels relevant des filières administrative et financière, éducative, santé et socio-éducative, sportive et culturelle, avec :

- 73,21 % pour la filière administrative et financière (41 inscrites / 56) ;
- 86,96 % pour la filière éducative (20 inscrites / 23) ;
- 85,71 % pour la filière socio-éducative, sportive et culturelle (6 inscrites / 7) ;
- 83,33 % pour la filière santé (35 inscrites / 42).

La tendance est inversée concernant la filière technique, avec 80,05 % en faveur des hommes (269 inscrits / 336).

76,29 % des inscrits sont de catégorie D (354 catégorie D / 464), dont 74.29 % (263 / 354) sont de sexe masculin.

2.9 Absences et congés

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥ 4j et < 15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	2967	4016	569	327	74074
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération	1	1	4	19	2468
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération	0	0	2	13	976
Total	2968	4017	575	359	77 518

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
1 143 072	77 518	6,78%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥ 6j et < 15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	13363	2012	624	205	58439
Congés de maternité	FIXE				4054
Congés parentaux	53	0	0	4	519
Congés de formation professionnelle	501	23	1	20	7543
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	183	5	0	0	529
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles	45	9	0	0	286
Grève	411	0	0	0	410
Autres absences	555	35	3	2	1581
TOTAL	14 145	2 049	625	229	73 360

3 ETAT SYNTHETIQUE PAR SERVICE

3.1 Service de l'artisanat traditionnel (ART)

Présentation du service

- **Texte de création** : Délibération n° 84-1014 AT du 11/10/1984 portant création du service de l'artisanat traditionnel de la Polynésie française
- **Texte d'organisation** : Arrêté n° 262 CM du 07/12/1984 relatif à l'organisation et au fonctionnement du service de l'artisanat traditionnel
- **Attributions** : Le Service est chargé de la programmation du développement de l'artisanat, de la prospection des besoins et des marchés et de la coordination des moyens de fonctionnement de tout organisme à vocation artisanale ou de formation à l'artisanat.
- **Coordonnées** :

Adresse du siège	1er étage de l'immeuble dénommé « Etude Lejeune », 82 Avenue du Général de Gaulle, Papeete
Adresse postale	BP 4451 - 98713 Papeete TAHITI Polynésie française
Téléphone	(689) 40 54 54 00
Télécopie	(689) 40 53 23 21
Courriel / Site internet	secretariat@artisanat.gov.pf
Horaires d'ouverture	lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Artisanat » (mission « Développement des ressources propres »)
- Programme « Patrimoine et transmission des savoirs traditionnels » (mission « Culture et patrimoine »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
89 571 458 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 59 733 181 F CFP Investissement : 0 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
1er étage de l'immeuble dénommé « Etude Lejeune », 82 Avenue du Général de Gaulle, Papeete	246 m²	Bâtiment du Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
04 véhicules	2 véhicules en mauvais état 2 véhicules en bon état	
02 photocopieuses	bon état	

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		1	1					2	13,33%
B/CC2		4		2			1	7	46,67%
C/CC3		1						1	6,67%
D/CC4 et CC5		3		2				5	33,33%
Total	0	9	1	4	0	0	1	15	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		
55 à 59 ans		1
50 à 54 ans	1	2
45 à 49 ans	1	4
40 à 44 ans		2
35 à 39 ans		1
30 à 34 ans	1	
25 à 29 ans		1
20 à 24 ans		1
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	0	0	0	1	1
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)					0
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental				1	1
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD					0
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	0	3	1	2	6
Départ à la retraite					0
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental				2	2

Fin de CDD ANT/ Fin de CVD		1			1
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)		2	1		3
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	16	5	1	4	271
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	16	5	1	4	271

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
3360	271	8.06%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congrés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congrés ≥6j et <15 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congrés ≥ 30j	Nbre total de jours de congrés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	57	15	8		374,5
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle	9				9
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	1				1

Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève	1				1
Autres absences					0
TOTAL	68	15	8	0	385.5

Perspectives pour 2015-2016-2017

Le Pays est riche de la diversité des activités artisanales dans les archipels de la Polynésie française : vanneries pour les Australes, sculptures pour les Marquises, coquillages pour les Tuamotu et Gambiers, couture et bijouterie pour la Société.

Les multiples expositions artisanales, tout au long de l'année, témoignent de la contribution du secteur artisanal au développement économique du pays. Il se révèle comme une source de créations d'emplois, de revenus et de richesses.

Il est donc primordial de soutenir l'artisanat polynésien. Pour ce faire, il convient :

- de professionnaliser le secteur artisanal en permettant à l'artisan de disposer d'un statut en tenant compte des cas de pluri-activités sachant que l'artisan pratique aussi des activités de pêche et/ou d'agriculture ;
- de protéger les produits artisanaux et le savoir-faire des artisans par la mise en place d'un label ou d'une indication géographique protégée ;
- améliorer le dispositif de la carte d'agrément ;
- développer une stratégie à l'export.

Néanmoins, la mise en place et la poursuite des études juridiques des axes de travail cités précédemment nécessitent rapidement le recrutement d'un juriste au sein du service de l'artisanat traditionnel.

Concernant les missions confiées aux circonscriptions des Tuamotu et Gambier, des Australes, des Marquises et des îles Sous-Le-Vent, il convient d'aiguiller les activités sur les points suivants :

- poursuivre l'information auprès des artisans sur l'obtention de la carte d'agrément d'artisan traditionnel ou sur toutes interrogations relatives au secteur
- améliorer le listing des agréments délivrés dans les archipels
- inspecter régulièrement les lieux et espaces d'expositions
- continuer le recensement des artisans, des points de ventes dans les archipels afin d'améliorer la connaissance du secteur artisanal.

3.2 Circonscription des Australes (CAU)

Présentation du service

- **Texte de création** : Délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de la déconcentration de l'administration de la Polynésie française.

Délibération n° 2001-72 APF du 05/07/2001 portant création des circonscriptions des îles Sous-le-Vent, des îles Tuamotu et Gambier, des îles Marquises et des îles Australes

Arrêté n° 629 CM du 15/05/2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des Australes

• **Texte d'organisation** : Arrêté n° 6 CM du 07/01/2002 portant organisation de la circonscription des îles Australes

• **Attributions** :

Le tavahau hau représente le Gouvernement, est le représentant direct du Président et de chacun des ministres. A ce dernier titre, il assure l'animation et la coordination de l'action des subdivisions déconcentrées de l'archipel. Il veille à l'exécution des lois et règlements et des décisions gouvernementales.

La circonscription des îles Australes exerce les missions suivantes :

- assurer, conformément aux dispositions de la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000, l'exécution des missions des services qu'elle représente en vertu d'une convention ;
- être un échelon de proposition de programmation et de répartition de ses crédits et de ceux des services qu'elle représente en vertu d'une convention ;
- mettre en œuvre les programmes dont l'exécution lui est confiée et exécuter le budget qui lui est notifié ;
- animer et coordonner les actions de l'ensemble des subdivisions déconcentrées dans l'archipel ;
- conduire en propre et en collaboration avec les subdivisions déconcentrées des services administratifs une action en faveur du développement économique, social et culturel de l'archipel.

• **Coordonnées** :

Adresse du siège	TUBUAI
Adresse postale	BP 97 - 98754 Mataura, Iles Australes
Téléphone	(689) 40 93 22 22
Télécopie	(689) 40 95 03 49
Courriel / Site internet	secretariat.tubuai@archipels.gov.pf
Horaires d'ouverture	Lundi à Jeudi : 7h30 à 16h00 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Administration générale » (mission « Pouvoirs publics »)
- Programme « Partenariat avec les archipels » (mission « Partenariat avec les collectivités »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
59 283 353 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 6 617 831 F CFP Investissement : 0 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation : - Lotissement administratif de Taahuaia-TUBUAI - Quartier administratif de Mataura-TUBUAI	Surface : 11 210 m2 170 m2 (bureau), 182.50 m2 (logement de fonction)	Bâtiment du Pays ou location : Bâtiments du Pays

Autres moyens matériels au 31 décembre	
Nombre de véhicules : 2 Autres : 1 photocopieur, 1 copieur numérique, 9 postes téléphoniques, 2 fax, 4 scanners et 4 imprimantes	Etat du bien : véhicules en mauvais état Réforme demandée : 2 véhicules

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		1						1	12,5%
B/CC2		3		1				4	50%
C/CC3						1		1	12,5%
D/CC4 et CC5		1		1				2	25%
Total	0	5	0	2	0	1	0	8	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		
55 à 59 ans	2	
50 à 54 ans	1	
45 à 49 ans	1	1
40 à 44 ans		1
35 à 39 ans		2
30 à 34 ans		
25 à 29 ans		
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	0	0	1	0	1
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)					0
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental					0
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD					0
Affectation/renouvellement FEDA			1		1

II - SORTIES	0	1	0	1	2
Départ à la retraite					0
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental				1	1
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD		1			1
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)					0
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies		9	2	2	108
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération		1	1		31
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	0	9	2	4	139

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
1792	139	7,75 %

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congrés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congrés ≥6j et <15 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congrés ≥ 30j	Nbre total de jours de congrés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	56	6	0	0	212
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0

Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	1				3
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences	2				10
TOTAL	59	6	0	0	225

Perspectives pour 2015-2016-2017

En matière de **déconcentration administrative**, il s'avère nécessaire :

- de faire aboutir les textes régissant la déconcentration administrative (*délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 et délibération n°2001-72 APF du 5 juillet 2011*) voire de les améliorer, afin qu'elle soit un réel outil de développement à tous les niveaux : économique, social, culturel, touristique, environnementaliste ;
- d'établir de nouvelles conventions afin de recadrer les services assurés au public en dépit de l'absence de convention et par voie de conséquence de crédits subdélégués ;
- d'établir des formes d'accord de partenariat adéquates avec l'OPH, la CCISM et d'autres satellites du pays.
- de relancer la construction de la cité administrative afin de centraliser les différents services et améliorer nettement la qualité du service public auquel la population de l'archipel des îles Australes est en droit d'attendre de l'administration publique ;

En matière de **développement économique** qui passe nécessairement par la création d'entreprises dans différents secteurs d'activité et notamment le secteur touristique, la CAU va mettre l'accent sur les activités suivantes :

- trouver des niches économiques viables et monter les dossiers techniques et financiers ;
- accompagner les porteurs de projets de la création en passant par la réalisation jusqu'à ce que l'entreprise acquière son autonomie.

3.3 Circonscription des Iles Sous le Vent (CISL)

Présentation du service

- **Texte de création** : Délibération n° 2000-132 APF du 09/11/2000 fixant les principes de la déconcentration de l'administration de la Polynésie française.

Délibération n° 2001-72 APF du 05/07/2001 portant création des circonscriptions des îles Sous-le-Vent, des îles Tuamotu et Gambier, des îles Marquises et des îles Australes

Arrêté n° 626 CM du 15/05/2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Sous-le-Vent

- **Texte d'organisation** : Arrêté n° 4 CM du 07/01/2002 portant organisation de la circonscription des îles Sous-le-Vent

• **Attributions :**

Le tavana hau, représente le Gouvernement, est le représentant direct du Président et de chacun des ministres. A ce dernier titre, il assure l'animation et la coordination de l'action des subdivisions déconcentrées de l'archipel. Il veille à l'exécution des lois et règlements et des décisions gouvernementales.

La Circonscription des îles Sous-le-Vent (CISL) est chargée de :

- proposer et mettre en œuvre la politique des autorités de la Polynésie française en matière d'administration et de développement des archipels confiée à leur ministère de tutelle.
- assurer, en vertu des dispositions de l'article 7 de la délibération 2000-132 APF du 09 novembre 2000, l'exécution des missions des services qu'elle représente en vertu d'une convention ;
- être un échelon de proposition de programmation et de répartition de ses crédits et de ceux des services qu'elle représente en vertu d'une convention ;
- mettre en œuvre les programmes dont l'exécution lui est confiée et exécuter le budget qui lui est notifié ;
- animer et coordonner les actions de l'ensemble des subdivisions déconcentrées ;
- conduire en propre et en collaboration avec les subdivisions déconcentrées une action en faveur du développement économique, social et culturel ;
- apporter, le cas échéant avec les subdivisions déconcentrées, son concours et son appui technique aux projets de développement économique, social et culturel des communes et des établissements publics qui en font la demande.

• **Coordonnées :**

Adresse du siège	UTUROA - RAIATEA
Adresse postale	B.P. 880 – 98 735 UTUROA (RAIATEA)
Téléphone	(689) 40 60 00 30
Télécopie	(689) 40 66 23 99
Courriel / Site internet	yannick.ebb@raiatea.csv.gov.pf
Horaires d'ouverture	Lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Administration générale » (mission « Pouvoirs publics »)
- Programme « Partenariat avec les archipels » (mission « Partenariat avec les collectivités »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF) F CFP		
77 405 088 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 10 146 917 F CFP		
Investissement : 0 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation : CISL UTUROA (Bureaux, sanitaires, archive) Centre Administratif Uturoa (bureaux, sanitaires, local informatique et technique)	Surface : 617 m2 678.43 m2	Bâtiment du Pays ou location : Bâtiment du Pays Bâtiment du Pays

Autres moyens matériels au 31 décembre	
Nombre de véhicules : 0	Réforme en date du 04/08/2014
Autres	

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		2						2	16,7%
B/CC2		4		2				6	50%
C/CC3				1				1	8,3%
D/CC4 et CC5		3						3	25%
Total	0	9	0	3	0	0	0	12	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		
55 à 59 ans	2	
50 à 54 ans		2
45 à 49 ans		3
40 à 44 ans	1	2
35 à 39 ans		2
30 à 34 ans		
25 à 29 ans		
20 à 24 ans		
< 20 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	0	0	0	1	0
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude				1	1
Mobilité (mutation)					0
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental					0
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD					0
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	1	0	0	0	1

Départ à la retraite	1				1
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental					0
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD					0
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)					0
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	8	6	0	0	62
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	8	6	0	0	62

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
2688	62	2.3%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congrés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congrés ≥6j et <15 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congrés ≥ 30j	Nbre total de jours de congrés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congrés administratifs	57	24	2	0	346
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements					0

familiaux					
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences					0
TOTAL	57	24	2	0	346

Perspectives pour 2015-2016-2017

Pour réaliser l'objectif de rapprocher l'administration de l'utilisateur, la CISL se fixe la priorité de visiter chaque île de la circonscription en y organisant, dans l'année, deux tournées administratives avec l'ensemble des subdivisions déconcentrées de l'archipel auxquelles pourraient s'adjoindre les services et établissements publics centraux.

Pour parer aux lourdeurs et à la complexité des procédures administratives, il conviendrait de déconcentrer les commissions administratives siégeant à Papeete par un recours plus soutenu aux sous-commissions locales propres à l'archipel siégeant sur l'île de Raiatea, à l'image de la sous-commission d'attribution des lots des lotissements agricoles des Îles Sous-le-Vent, de la sous-commission de sécurité d'urbanisme, du Comité local des transports terrestres, pour permettre aux populations des îles d'obtenir rapidement à la fois, les bonnes informations directement auprès des subdivisions déconcentrées et un meilleur éclairage sur les dossiers examinés.

3.4 Circonscription des Marquises (CMQ)

Présentation du service

- **Texte de création** : Délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de la déconcentration de l'administration de la Polynésie française.

Délibération n° 2001-72 APF du 05/07/2001 portant création des circonscriptions des îles Sous-le-Vent, des îles Tuamotu et Gambier, des îles Marquises et des îles Australes

Arrêté n° 628 CM du 15/05/2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des Marquises

- **Texte d'organisation** : Arrêté n° 5 CM du 07/01/2002 portant organisation de la circonscription des îles Marquises

- **Attributions** :

Le tavahau hau représente le Gouvernement, est le représentant direct du Président et de chacun des ministres. A ce dernier titre, il assure l'animation et la coordination de l'action des subdivisions déconcentrées de l'archipel. Il veille à l'exécution des lois et règlements et des décisions gouvernementales.

La circonscription des îles Marquises est chargé de :

- proposer et mettre en œuvre la politique des autorités de la Polynésie française en matière d'administration et de développement des archipels confiée à leur ministère de tutelle ;
- exécuter les missions des services qu'elle représente en vertu d'une convention ;

- mettre en œuvre les programmes dont l'exécution leur est confiée et exécute le budget qui leur est notifié ;
- animer et coordonner les actions de l'ensemble des subdivisions déconcentrées ;
- conduire en propre et en collaboration avec les subdivisions déconcentrées une action en faveur du développement économique, social et culturel ;
- apporter, le cas échéant avec les subdivisions déconcentrées, leur concours et leur appui technique aux projets de développement économique, social et culturel des communes et des établissements publics qui en font la demande.

• **Coordonnées :**

Adresse du siège	TAIOHAE (NUKU-HIVA).
Adresse postale	B.P. 26 - 98742 TAIOHAE
Téléphone	(689) 40 91 02 60 / (689) 40 92 04 70
Télécopie	(689) 40 92 01 66
Courriel	direction.cmq@archipels.gov.pf
Horaires d'ouverture	Lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Administration générale » (mission « Pouvoirs publics »)
- Programme « Partenariat avec les archipels » (mission « Partenariat avec les collectivités »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
87 826 167 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 19 002 171 F CFP		
Investissement : 0 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation	Surface	Batiment du Pays
Hiva Oa - Bâtiment Bureaux	585 m²	
Hiva Oa - Habitation	126 m²	
Nuku Hiva - Batiment Bureaux	90 m²	
Nuku Hiva - Batiment Bureaux	1910 m²	
Nuku Hiva - Habitation	130 m²	
Nuku Hiva - Habitation	130m²	
Nuku Hiva - Habitation	242 m²	
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules Total :4		Etat du bien :
Double cabine 4x4 – 5449 D		Mauvais état
Double cabine 4x4 – 6591 D		Bon état
Double cabine 4x4 – 6951D		Bon état
Vespa scooter – 6066 D		Epave - Réforme à demander

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		1				1		2	12.5%
B/CC2		5	2				1	8	50%
C/CC3			1	1				2	12.5%
D/CC4 et CC5	1	2		1				4	25%
Total	1	8	3	2	0	1	1	16	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans	1	1
55 à 59 ans		
50 à 54 ans	1	1
45 à 49 ans	1	3
40 à 44 ans		2
35 à 39 ans		3
30 à 34 ans		
25 à 29 ans	1	1
20 à 24 ans		1
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	1	3	1	2	7
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude				1	1
Mobilité (mutation)					0
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental		1			1
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	1	2	1	1	5
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	0	2	1	0	3
Départ à la retraite					0
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental		1			1

Fin de CDD ANT/ Fin de CVD		1	1		2
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)					0
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	7	12	2	0	124
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	7	12	2	0	124

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
3584	124	3.45%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congrés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congrés ≥6j et <15 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congrés ≥ 30j	Nbre total de jours de congrés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congrés administratifs	70	20	5	1	335
Congés de maternité	FIXE				74
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	1				2

Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences	20				30
TOTAL	91	20	5	1	441

Perspectives pour 2015-2016-2017

Le service de proximité rendu aux usagers demeure la priorité, avec en conséquence un redéploiement de moyens pour un fonctionnement optimal de l'antenne de Ua-Pou, ouverte à mi exercice.

La mission de coordination de l'action locale des subdivisions déconcentrées suppose une application effective des dispositions réglementaires relatives à la déconcentration administrative, ce qui n'est pas encore le cas.

Un meilleur contrôle des dispositifs d'insertion professionnelle mis en place par le SEFI, notamment la mesure CAE, devrait constituer une deuxième priorité, la troisième étant relative à l'adaptation des textes réglementaires pour le transport terrestre à titre onéreux.

3.5 Service de la communication (COM)

Présentation du service

- **Texte de création et d'organisation** : Arrêté n° 871 CM du 28 juin 2013 portant création et organisation du service de la communication
- **Attributions** : Il a pour attributions de proposer des stratégies de communication, de coordonner la communication de l'action gouvernementale, d'informer le Président et le gouvernement, de créer et de gérer tout support utile à la diffusion de la communication gouvernementale
- **Coordonnées** :

Adresse du siège	Présidence, Quartier Broche, Avenue Pouvanaa a Oopa
Adresse postale	BP 2551 Papeete
Téléphone	(689) 40 47 20 00
Télécopie	(689) 40 47 26 02
Horaires d'ouverture	7H30 à 12h et de 13h30 à 17H de lundi à jeudi 7h30 à 12h et de 13h30 à 16h le vendredi

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Communication » (mission « Pouvoirs publics »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)
34 328 221 F CFP
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)
Fonctionnement : 9 709 778 F CFP Investissement : 0 F CFP

Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation Présidence	Surface 150,00 m2	Bâtiment du Pays ou location Bâtiment du Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 1 (Renault Mégane 5573D – en attente de l'arrêté d'attribution)		Etat du bien : Moyen
Autres Photocopieuse (en location)		Etat du bien : Moyenne Réforme demandée

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1			2					2	28,57%
B/CC2			3					3	42,86%
C/CC3		2						2	28,57%
D/CC4 et CC5								0	0,00%
Total	0	2	5	0	0	0	0	7	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		
55 à 59 ans		
50 à 54 ans		
45 à 49 ans	1	
40 à 44 ans	1	1
35 à 39 ans		
30 à 34 ans		1
25 à 29 ans	1	2
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	3	3	1	0	7
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)					0

Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental					0
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	3	3			6
Affectation/renouvellement FEDA			1		1
II - SORTIES	2	0	0	0	2
Départ à la retraite					0
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental	1				1
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD	1				1
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)					0
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	5	4	1	0	54
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	5	4	1	0	54

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
1568	54	3,44%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥ 6j et < 15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	10	3	1	0	59
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	1				3
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences					0
TOTAL	11	3	1	0	62

Perspectives pour 2015-2016-2017

Il est envisagé de fournir des images aux chaînes de télévision, ce genre de communication étant appelée à se développer très rapidement, notamment auprès des jeunes générations.

3.6 Circonscription des Tuamotu Gambier (CTG)

Présentation du service

- **Texte de création** : Délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de la déconcentration de l'administration de la Polynésie française.

Délibération n° 2001-72 APF du 05/07/2001 portant création des circonscriptions des îles Sous-le-Vent, des îles Tuamotu et Gambier, des îles Marquises et des îles Australes

Arrêté n° 627 CM du 15/05/2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des Tuamotu et Gambier

- **Texte d'organisation** : Arrêté n° 3 CM du 07/01/2002 portant organisation de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier

- **Attributions** :

Le tavahau hau représente le Gouvernement, est le représentant direct du Président et de chacun des ministres. A ce dernier titre, il assure l'animation et la coordination de l'action des subdivisions déconcentrées de l'archipel. Il veille à l'exécution des lois et règlements et des décisions gouvernementales.

La Circonscription des îles Tuamotu et Gambier (CTG) est chargée de :

- proposer et mettre en œuvre la politique des autorités de la Polynésie française en matière d'administration et de développement des archipels confiée à leur ministère de tutelle ;
- exécuter les missions des services qu'elle représente en vertu d'une convention ;
- mettre en œuvre les programmes dont l'exécution lui est confiée et exécuter le budget qui leur est notifié ;
- animer et coordonner les actions de l'ensemble des subdivisions déconcentrées ;
- conduire en propre et en collaboration avec les subdivisions déconcentrées une action en faveur du développement économique, social et culturel ;
- apporter, le cas échéant avec les subdivisions déconcentrées, son concours et son appui technique aux projets de développement économique, social et culturel des communes et des établissements publics qui en font la demande.

• **Coordonnées :**

Adresse du siège	Rue des remparts
Adresse postale	BP 4584- 98713- Papeete- Tahiti
Téléphone	(689) 40 50 22 75
Télécopie	(689) 40 43 36 75
Courriel / Site internet	secretariat.ctg@archipels.gov.pf
Horaires d'ouverture	Lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Administration générale » (mission « Pouvoirs publics »)
- Programme « Partenariat avec les archipels » (mission « Partenariat avec les collectivités »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
89 248 568 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 16 917 537 CFP		
Investissement : 0 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation	Surface	Bâtiment du Pays
Rue des remparts à Papeava – PAPEETE	229m2	Direction CTG (CL 56, bâtiment G)
Rue des remparts à Papeava - PAPEETE	229m2	Cellule de développement CTG (CL 56, bâtiment F)
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 1	Etat du bien : bon	
Autres : 1 scooter	Réforme demandée	

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		2					1	3	27%
B/CC2		5						5	45%
C/CC3			1					1	9%
D/CC4 et CC5		1	1					2	18%
Total	0	8	2	0	0	0	1	11	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		
55 à 59 ans		2
50 à 54 ans		2
45 à 49 ans	1	2
40 à 44 ans	1	
35 à 39 ans	1	
30 à 34 ans		
25 à 29 ans	1	
20 à 24 ans		1
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	1	1	0	1	3
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude				1	1
Mobilité (mutation)		1			1
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental					0
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	1				1
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	1	1	0	0	2
Départ à la retraite					0
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental					0

Fin de CDD ANT/ Fin de CVD					0
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)	1	1			2
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	10	8	0	0	70
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	10	8	0	0	70

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
2464	70	2.84%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congrés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congrés ≥6j et <15 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congrés ≥ 30j	Nbre total de jours de congrés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congrés administratifs	91	13	1	0	254.5
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	2				6

Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences			1		22
TOTAL	93	13	2	0	282.5

Perspectives pour 2015-2016-2017

Le tavana hau dispose d'une feuille de route n°1194/PR du 26 février 2015 portant sur quatre axes suivants d'actions :

- Consolider la proximité de l'administration avec les usagers de l'archipel par :
 - l'organisation de tournées administratives sur la base du programme prévisionnel 2015 ;
 - la mise à jour des conventions de représentation des services administratifs du Pays ;
 - des actions de coopération avec les établissements publics dans le cadre de la simplification des démarches administratives pour les usagers ;
 - la mise en activité de l'antenne de Hao au cours du premier semestre 2015.
- Renforcer la mission de coordination de l'action de la Polynésie française dans l'archipel par l'instauration d'une coordination avec les subdivisions déconcentrées des services, notamment celles en représentation directe sur l'archipel des îles Tuamotu et Gambier, mais aussi avec les délégations (subdivisions déconcentrées en représentation indirecte).
- Favoriser le développement de l'archipel des îles Tuamotu et Gambier par la poursuite des activités de conseil et d'orientation voire de soutien des porteurs de projets privés, associatifs ou communaux, à leur demande.
- Participer à l'amélioration du service public en soumettant toutes propositions visant à l'amélioration du service public pour les usagers de l'archipel, dans un objectif d'amélioration de la qualité des prestations rendues et d'optimisation des coûts.

3.7 Direction de l'aviation civile (DAC)

Présentation du service

- **Texte de création et d'organisation** : Arrêté n° 331 CM du 20/02/2008 modifié relatif à la direction de l'aviation civile.
- **Attributions** : Le service est chargé d'une compétence générale en matière d'aviation civile sous réserve des compétences attribuées à l'Etat dans ce domaine.

A cet effet, il est chargé des missions suivantes :

- élaborer et mettre en œuvre les réglementations en matière d'aviation générale et de transport aérien public,
- déterminer et réguler les schémas d'organisation des dessertes aériennes intérieure et internationale ;
- assurer l'exploitation des aéroports de la Polynésie française ;
- assurer la gestion et la conservation du domaine public aéroportuaire ;
- élaborer les actes de gestion des aéronefs appartenant à la Polynésie française.

• **Coordonnées :**

Adresse du siège	Immeuble Tefaifai - Puurai
Adresse postale	BP 1408 - 98713 Papeete
Téléphone	(689) 40 54 37 20
Télécopie	(689) 40 54 37 80
Courriel / Site internet	secretariat@aviation-civile.gov.pf
Horaires d'ouverture	Lundi à vendredi : 7h30 à 16h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Ports et aéroports » (mission « Réseaux et équipements structurants »)
- Programme « Transports aériens et aviation civile » (mission « Transports »)
- Programme « Sécurité aéroportuaire » (mission « Transports »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
655 041 009 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 229 271 374 F CFP Investissement : 5 807 526 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation Tipaerui / 1 Hangar Maintenance SSLIA (Garage) Immeuble Tefaifai, Faa'a	Surface 1000 m2	Bâtiment du Pays ou location Location - 1 million/mensuel financé par la Taxe d'aéroport Bâtiment du Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 2 berlines de liaison 9 camionnettes (liaison et entités techniques) (4 sur Tahiti les autres dans les archipels) 18 camionnettes sur aérodromes (14 du SSLIA + 4 du SPPA) 36 camions SSLIA Autres : vedettes 8 vedettes de liaison (5 immobilisées à réformer) 17 vedettes du SSLIA 1 chariot élévateur 3 tonnes		Etat du bien : vétuste (à réformer) moyen 40% moyen / 60% mauvais 15% bon / 55% moyen / 30% mauvais 60% vétustes (à réformer) / 40% moyen bon bon Réforme demandée en 2014 : 0

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		4	2					6	3,33%
B/CC2		17	4	8	1			30	16,67%
C/CC3		18						18	10,00%
D/CC4 et CC5		111		15				126	70,00%
Total	0	150	6	23	1	0	0	180	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans	2	
55 à 59 ans	10	2
50 à 54 ans	22	1
45 à 49 ans	21	5
40 à 44 ans	31	1
35 à 39 ans	31	1
30 à 34 ans	22	
25 à 29 ans	20	1
20 à 24 ans	10	
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	3	5	2	2	11
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude		2			2
Mobilité (mutation)			1		1
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental		1		1	2
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	3	3	1	1	8
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	1	1	3	5	10
Départ à la retraite			3	1	4
Départ volontaire					0

Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental		1		4	5
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD					0
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)	1				1
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	20	77	15		779
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération				3	407
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	20	77	15	3	1186

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
40320	1186	2,9%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congrés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congrés ≥6j et <15 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congrés ≥ 30j	Nbre total de jours de congrés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	34	34	59	49	3805
Congés de maternité					0
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	14				46

Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles		1			7
Grève					0
Autres absences	4	1			27
TOTAL	52	36	59	49	3885

Perspectives pour 2015-2016-2017

Périmètre d'intervention

Avec la modification de son organisation initiale posée par arrêté n°1915 CM du 17 décembre 2014, la DAC est désormais structurée conformément aux exigences réglementaires d'exploitant d'aérodrome sujet à certification. Les derniers aménagements de l'immeuble Tefafai et du hangar de Tipaerui seront finalisés pendant l'exercice 2015.

Le périmètre d'intervention de la DAC est cependant appelé à s'élargir.

La DAC-Pf en sa qualité d'exploitant d'aérodrome est le correspondant direct de l'ensemble des usagers de transport aérien. A cet égard, de nombreux dysfonctionnements lui sont signalés au niveau des infrastructures sur lesquels, la DAC-Pf, service uniquement exploitant et non constructeur, (la mission étant dévolue à la Direction de l'Equipement), ne peut intervenir, déléguant la prestation à l'Equipement. La reprise des missions de maintenance légère des bâtiments aéroportuaires avec l'affectation d'un agent dédié de la DAC qui serait chargé de coordonner les opérations effectuées par des prestataires externes est à l'étude. Le transfert de ces missions de maintenance légère à la DAC-Pf ne serait cependant effectif dès lors que les ressources financières correspondantes lui seraient affectées et à terme les ressources humaines renforcées. Un protocole avec la DEQ est en cours de normalisation

Organisation des transports aériens intérieurs

A l'échéance, en fin d'année, de la convention avec la société Air Tahiti qui a régi sur les 30 dernières années les transports aériens intérieurs réguliers, devra émerger une nouvelle organisation pérenne de la desserte aérienne interinsulaire. La réflexion disposera en appui des recommandations d'un schéma directeur des déplacements intérieurs durables et l'adoption d'une Loi de Pays cadre relative à l'organisation du transport maritime et aérien.

Moyens/Ressources

La DAC-Pf en qualité d'exploitant aéroportuaire dispose du produit de la taxe d'aéroport pour la rémunération des services de lutte contre l'incendie des aéronefs et le péril animalier. En revanche, les ressources parafiscales affectées aux autres services concourant à la sécurité de la navigation aérienne restent marginales. La normalisation d'un régime de redevances aéronautiques d'équilibre est en cours d'instruction pour être présenté à la sanction des autorités gouvernementales.

Réglementation

La DAC-PF en qualité d'exploitant d'aérodrome est sujette à des réglementations nationales rigides et contraignantes qui ne prennent pas en compte certaines spécificités et la marginalité de certains trafics aériens interinsulaires. Un chantier initié par la DAC-Pf auquel la DEQ serait associée dans son périmètre de compétence (Volet infrastructure aéroportuaire (CHEA), est engagé avec la direction générale de l'aviation civile afin d'étudier les conditions d'assouplissement de ces réglementations.

Transports aériens internationaux

La DAC-PF a engagé des discussions avec le Brésil et le Canada afin de formaliser des accords aériens favorables à des coopérations commerciales entre compagnies aériennes désignées favorables à la desserte aérienne internationale de la Polynésie française.

3.8 Direction des affaires foncières (DAF)

Présentation du service

- **Texte de création** : Délibération n° 97-87 APF du 29/05/1997 portant création de la direction des affaires foncières
- **Texte d'organisation** : Arrêté n° 1518 CM du 31/12/1997 portant organisation de la direction des affaires foncières
- **Texte d'organisation** : Arrêté n° 185 CM du 04/02/1998 relatif à la recette particulière de l'enregistrement, des domaines et de la conservation des hypothèques
- **Attributions** :

Division assistance aux particuliers

- Eclaire les usagers sur le plan juridique ;
- Oriente les usagers dans leurs recherches, facilite leur accès à l'information foncière et généalogique et, en tant que de besoin, les guide dans la constitution des dossiers fonciers ;
- Assiste la commission de conciliation obligatoire en matière foncière (CCOMF), conformément aux dispositions de l'article 38 - IX de la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996, dans les conditions prévues par la convention Etat-Territoire.

Division du cadastre

- Assure la confection, la conservation et la gestion du plan cadastral ;
- Elabore les procès-verbaux de bornage et les plans parcellaires ;
- Assure la délivrance des documents cadastraux aux personnes qui en font la demande.

Division de la gestion du domaine

- Gère et conserve le domaine public et privé du Pays ; tient à jour l'état de l'ensemble des propriétés du territoire et de ses établissements publics ;
- Délimite les terres domaniales ;
- Liquide et recouvre les produits et revenus domaniaux, le prix de vente des meubles et immeubles appartenant au Pays, à l'exception des ventes en douane ;
- Liquide et recouvre les taxes et redevances liées à l'utilisation du domaine ;
- Met en oeuvre la procédure de réforme des biens meubles dont les services administratifs du Pays n'ont plus l'usage ;
- Gère les successions vacantes qui sont dévolues au domaine, ainsi que les biens vacants et sans maître ;
- Reçoit les extraits d'actes permettant la tenue à jour d'un état des mutations servant d'observatoire du prix des biens immeubles en Polynésie française.

Division de la recette - conservation des hypothèques

Elle est dirigée par un agent qui cumule les fonctions de conservateur des hypothèques et de receveur de l'enregistrement des domaines.

- Conserve les registres fonciers, délivre les titres, liquide et perçoit les droits y relatifs ;

- Accomplit les formalités civiles prescrites pour la conservation des hypothèques et la consolidation des mutations de propriétés immobilières, délivre les états et certificats, liquide et perçoit les droits et salaires établis à l'occasion de ces formalités ;
- Liquide les droits d'enregistrement et de mutation, ainsi que les majorations et amendes y relatives, les impôts sur les plus-values immobilières, ainsi que les prélèvements sur les greffiers et notaires ;
- Enregistre les actes civils publics, sous signatures privées et administratives, les arrêts, jugements, actes judiciaires et extraits judiciaires ;
- Reçoit et enregistre les déclarations de mutations par décès, de mutations de propriété d'immeubles ou de fonds de commerce ;
- Recouvre l'ensemble des impôts, droits, taxes, produits et redevances liquidés par la direction ;
- Chargé de la recherche et la prise de possession des successions en déshérence.

• **Coordonnées :**

Adresse du siège	Rue Dumont d'Urville, Orovini, Immeuble TE FENUA
Adresse postale	B.P. 114 Papeete – TAHITI
Téléphone	(689) 40 47 18 18
Télécopie	(689) 40 47 19 17
Courriel / Site internet	www.affaires-foncières.gov.pf www.daf.pf
Horaires d'ouverture au public	Lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Gestion du domaine public » (mission « Urbanisme, habitat et foncier »)
- Programme « Affaires foncières » (mission « Urbanisme, habitat et foncier »)
- Programme « Fiscalité indirecte » (mission « Gestion fiscale »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
747 270 898 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 238 916 976 F CFP		
Investissement : 698 009 899 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Immeuble Te Fenua (Papeete)	4 371 m ²	Bâtiment du pays
Antenne de Taravao - 1er étage Centre commercial Super U (Afaahiti – Taiarapu-est)	129,70 m ²	Location (coût global annuel : 2 221 380 F CFP)
	267 m ²	Bâtiment du pays (Convention d'occupation)
Subdivision des îles sous le vent - Cité administrative de Uturoa (Raiatea)	49 m ²	Bâtiment du pays (Convention d'occupation)
	15 m ²	Bâtiment du pays (Convention d'occupation)
Subdivision des îles Marquises - Cité administrative de Taiohae (Nuku Hiva)		
Subdivision des îles Australes – Cité administrative de Mataura (Tubuai)		
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 10		6 en bon état 3 en mauvais état 1 à réformer

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		21	7	1			2	31	23%
B/CC2		14		19	8			41	30%
C/CC3		21		4	3			28	21%
D/CC4 et CC5		30		5				35	26%
Total	0	86	7	29	11	0	2	135	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		2
55 à 59 ans	3	4
50 à 54 ans	7	20
45 à 49 ans	6	19
40 à 44 ans	12	19
35 à 39 ans	8	9
30 à 34 ans	6	14
25 à 29 ans	2	2
20 à 24 ans		2
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	8	0	2	2	12
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)			2	2	4
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental	2				2
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	6				6
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	4	2	2	6	14
Départ à la retraite		1			1
Départ volontaire				3	3
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental		1		1	2

Fin de CDD ANT/ Fin de CVD	3				3
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)			2	1	3
Révocation – licenciement -inaptitude				1	1
Décès	1				1

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	120	189	19	6	2 289
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	120	189	19	6	2 289

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
30240	2 289	7.56%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congrés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congrés ≥6j et <15 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congrés ≥ 30j	Nbre total de jours de congrés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congrés administratifs	1 261	108	10	0	2 274
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	20				54

Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles	1	1			12
Grève					0
Autres absences	7				26
TOTAL	1 323	109	10	0	2 366

Perspectives pour 2015-2016-2017

La direction des affaires foncières a entamé, depuis 2009, un travail de réforme de la réglementation et de modernisation de ses outils. En 2015, plusieurs projets devraient être poursuivis, finalisés ou initiés.

- Réglementation de la profession de généalogiste

La profession de généalogiste n'est soumise à aucune réglementation en Polynésie française. Les personnes désireuses d'exercer cette profession ont recours à la catégorie des « agents d'affaires », catégorie qui regroupe tous les intermédiaires gérant les intérêts d'autrui et ne relevant pas d'une autre qualification juridique. En vertu de l'arrêté n°447 AA du 7 avril 1956 modifié par la délibération n°2003-99 du 10 juillet 2003, l'accès à la profession d'agent d'affaires est soumis à l'obtention d'une autorisation administrative mais n'est subordonné à aucune condition particulière de capacité.

Or, du fait de la nature sensible de l'indivision et du foncier en Polynésie française associé au constat de comportements préjudiciables à l'usager, fixer un cadre normatif à la profession de généalogiste devient nécessaire afin de professionnaliser ce secteur d'activités et d'assurer la protection des particuliers.

A cette fin, le projet de loi de pays, après avoir recueilli les avis favorables du Haut Conseil et du CESC est en cours de transmission à l'Assemblée de la Polynésie française.

- Modification de la délibération n°2004-34 APF du 12 février 2004

L'article 39 de la délibération n°2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française, rend possible l'aliénation de remblais déclassés au profit des personnes occupant régulièrement le remblai depuis 10 ans.

Aussi, dans le cadre de ce dispositif, les personnes répondant aux conditions fixées par la réglementation ont été invitées, par courrier, si elles le souhaitent, à en solliciter le bénéfice.

Toutefois, le gouvernement, souhaite assouplir les conditions posées par l'article 39.

Ainsi, il est prévu de réduire le délai d'occupation nécessaire pour bénéficier de la mesure à 3 ans.

En second lieu, un régime dérogatoire est créé par l'introduction d'un article 39-1 qui prévoit la possibilité pour les personnes ayant occupé, sans titre, un remblai depuis au moins 3 ans, de solliciter le bénéfice de la cession.

Après avis favorable du Haut-conseil de la Polynésie française et avis du CESC avec recommandations, le projet de loi de pays est en cour de transmission à l'Assemblée de la Polynésie française.

- Second volet de la modernisation du régime de la publicité foncière. Il concerne le mode d'inscription du privilège du vendeur d'immeuble et de celui du prêteur des deniers ayant servi à l'acquisition d'un immeuble, la taxe de publicité immobilière et des dispositions diverses.

- La modernisation de la recette conservation des hypothèques devrait se poursuivre avec l'élaboration d'un code de l'enregistrement, la poursuite de la numérisation et de l'indexation des registres et l'organisation d'un meilleur accès des usagers aux informations foncières.

- **Réforme du statut du curateur aux successions et biens vacants.** Deux objectifs sont proposés : restreindre les possibilités d'assignation du curateur dans les affaires de terre pendantes devant les tribunaux ; il serait tenu d'intervenir dans les affaires de terre seulement dans les cas où il y a des présomptions sérieuses de vacances ou a fortiori une certitude de vacances ;

- minimiser les risques d'assignation en responsabilité du curateur, dans le cas où les recherches ne seraient pas complètes et occasionneraient ainsi un préjudice ; le premier objectif serait justement de nature à répondre à cette inquiétude : si la possibilité est donnée au curateur de renvoyer désormais aux parties le soin de faire elles mêmes les recherches lorsqu'il a la certitude qu'il n'y a pas de vacance, il prendrait nécessairement moins de risques.

Au plan fonctionnel, dans la prochaine configuration de la DAF, les procédures pourraient également évoluer sensiblement : l'équipe actuelle de la curatelle serait transférée au fichier généalogique. Elle resterait chargée de traiter les demandes présentées par le curateur mais dans le cadre d'une sous-traitance.

- **L'informatisation de la RCH** reste un objectif fort. Ce chantier comprend deux volets. L'un consiste à développer l'application Recette pour la partie fiscale et comptable et l'autre l'application Fatufenua pour la partie conservation des hypothèques. Ce chantier, initié l'année dernière avec la collaboration du service informatique est encore à l'étude.

- **Le traitement de l'indivision et des litiges fonciers en Polynésie** est également un objectif important fixé à la DAF. Les citoyens doivent pouvoir se voir proposer des services performants et utiles à la résolution de leurs litiges. En conséquence, des mesures d'amélioration dans l'assistance aux particuliers devraient être mises en œuvre au cours de l'année. Notamment, un effort sera porté sur l'accès à l'information foncière et l'aide à la constitution des dossiers.

- **Les travaux concernant la mise en place du tribunal foncier** débuté en 2014 devraient se poursuivre en 2015.

- **La création d'un outil informatique de recensement et de gestion des biens** de la Polynésie française est envisagée. En effet, actuellement, la gestion proprement dite des dossiers n'est pas correctement informatisée. La gestion domaniale souffre de l'absence d'un outil de gestion performant. Cette base de données, outre qu'elle permettra le suivi administratif des autorisations, constituera un répertoire des biens du Pays et permettra de retracer l'historique d'un bien depuis son entrée en patrimoine.

- **Réalisation d'un algorithme prodige.** Depuis le mois de juillet 2014, la direction des affaires foncières dispose d'une nouvelle application informatique du cadastre (OTIA 2). Cette application qui passe par internet permet une géolocalisation des terres plus précise et une identification des parcelles beaucoup plus aisée.

Le module « grand public » de OTIA 2, qui permettrait une consultation restreinte des données, la commande, le paiement et le téléchargement en ligne des documents cadastraux, ne peut se faire dans l'immédiat. En effet, l'ouverture au public implique, eu égard aux données personnelles liées à l'information cadastrale, d'en verrouiller la confidentialité.

La réalisation d'un algorithme prodige implanté dans la base permettra la sécurisation des données personnelles. Cette opération devrait aboutir à une ouverture de l'application au public au début du second semestre 2015.

- **Calage du réseau géodésique de la Polynésie française.** Dans le cadre du recalage des plans cadastraux dans le système géodésique de référence, des opérations de transformation des coordonnées cadastrales sont prévues sur trois ans. Dès 2015, Tahiti sera basculé dans le nouveau système (RGPF) puis les autres îles suivront. Dès à présent, une mission de l'institut géographique

national étudie la mise en œuvre de ces travaux. La finalisation du cahier des charges de ces travaux est en cours.

3.9 Délégation aux affaires internationales, européennes et du Pacifique (DAIEP)

Présentation du service

- **Texte de création et d'organisation** : Arrêté n° 865 CM du 27/06/2013 modifié portant création et organisation de la délégation aux affaires internationales et européennes et du Pacifique.

- **Attributions** : Elle est chargée de l'organisation, la coordination et le suivi des événements et relations avec l'Union Européenne, le Pacifique (Océanie) et l'international.

Elle assiste et conseille le Président dans la mise en œuvre des dispositions relatives à la loi organique modifiée n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française. Elle assure la promotion des investissements internationaux et fait dans ce but toutes les propositions nécessaires.

- **Coordonnées** :

Adresse du siège	Quartier Broche, avenue Pouvanaa a Oopa
Adresse postale	BP 2551 - 98713 Papeete – TAHITI
Téléphone	(689) 40 47 22 70
Télécopie	(689) 40 47 22 71
Courriel / Site internet	daie@presidence.pf
Horaires d'ouverture au public	Lundi à vendredi de 8h à 16h

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Relations extérieures » (mission « Administration générale »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
75 650 010 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 47 199 738 F CFP		
Investissement : 0 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation : Présidence, Quartier Broche, Avenue Pouvanaa a Oopa	Surface :	Bâtiment du Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 1 Renault Mégane Autres : 1 scooter	10 ans de service, véhicule vieillissant Nécessite une révision	

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		4	2			1		7	63,64%
B/CC2		1		1				2	18,18%
C/CC3		1						1	9,09%
D/CC4 et CC5		1						1	9,09%
Total	0	7	2	1	0	1	0	11	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
> 65 ans		
60 à 65 ans		1
55 à 59 ans		1
50 à 54 ans	2	
45 à 49 ans		
40 à 44 ans	1	
35 à 39 ans	1	4
30 à 34 ans		1
25 à 29 ans		
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	7	1	0	0	8
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)	4	1			5
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental	1				1
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	2				2
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	3	1	0	1	5
Départ à la retraite					0
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental					0

Fin de CDD ANT/ Fin de CVD	1			1	2
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)	1	1			2
Révocation – licenciement -inaptitude	1				1
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	6	15	3	0	202
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération			2	10	355
Total	6	15	5	10	557

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
2464	557	22.6%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congrés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congrés ≥6j et <15 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congrés ≥ 30j	Nbre total de jours de congrés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congrés administratifs	28	9			149,5
Congés de maternité	FIXE				32
Congés parentaux					
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux					0

Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences					0
TOTAL	28	9	0	0	181.5

Perspectives pour 2015-2016

Les perspectives pour 2015-2016 se déclinent ainsi :

- Europe : renforcer le suivi du dialogue politique, accroître notre implication à l'OCTA, mettre en œuvre les différents FED, suivi des programmes communautaires horizontaux, s'inscrire dans le cadre de l'appui budgétaire ;
- Pacifique : renforcer notre intégration régionale (CPS, FIP, PLG, PIDF...), devenir membre à part entière du FIP, renouer les liens avec l'Australie et la Nouvelle Zélande ;
- International : débiter des liens avec l'Amérique du Sud, poursuivre les liens de rapprochement avec les Etats-Unis d'Amérique, continuer les relations avec la Chine, se rapprocher du Japon ;
- Investissements : concrétiser les discussions entamées en 2013-2014 avec les grands investisseurs et aboutir aux signatures de protocoles ou accords dans les domaines suivants :
 - Compagnie aérienne étrangère desservant la Polynésie française ;
 - Investissements hôteliers et Construction de nouveaux complexes hôteliers ;
 - Investissement structurant (route, transport public, port, aéroport...) ;
 - Câble sous-marin ;
 - Barrage hydro-électrique.

3.10 Direction des affaires sociales (DAS)

Présentation du service

- **Texte d'organisation** : Arrêté n° 344 CM du 14/03/2007 modifié portant organisation de la direction des affaires sociales (DAS)
 - Délibération n° 82-36 du 3 avril 1982, modifiée, relative à l'action en faveur des handicapés
 - Arrêté n° 1003 CM du 15 octobre 1985 portant création d'une commission technique à l'adoption au sein du service des affaires sociales
 - Arrêté n° 1139 CM du 26 septembre 1986 fixant la composition, les attributions et le fonctionnement du conseil du handicap
 - Délibération n° 87-47 du 29 avril 1987, modifiée, portant réglementation de l'attribution des secours sur le budget du territoire
 - Délibération n° 95-1 AT du 19 janvier 1995, modifiée, portant réglementation des crèches, jardins d'enfants, haltes-garderies, garderies périscolaires et garderies parentales
 - Délibération n° 95-261 AT du 20 décembre 1995 modifiant et abrogeant la délibération n°94-21 AT du 10 mars 1994 modifiée, relative aux conditions d'admission au régime de solidarité territorial
 - Délibération n° 99-39 APF du 4 mars 1999 modifiant la délibération modifiée n° 95-261 AT du 20 décembre 1995 relative aux conditions d'admission au régime de solidarité territorial

- Arrêté n° 1300 CM du 23 septembre 1999 fixant l'organisation et le fonctionnement de centre d'accueil pour personnes âgées, dénommé « Te Fare Matahiapo »
- Délibération n° 2001-157 APF du 6 septembre 2001 relative aux associations pour l'insertion.
- Loi de Pays n° 2009-16 du 6 octobre 2009 relative aux accueillants familiaux
- Arrêté n° 511 PR du 7 juin 2012 portant nomination des membres du comité technique paritaire central de la direction des affaires sociales et du Fare Tama Hau
- Loi du Pays n° 2015-3 du 25 février 2015 relative aux conditions d'admission au régime de solidarité territorial (RST) et au contrôle de leur respect

• **Attributions :** La direction des affaires sociales est chargée « *de promouvoir la cohésion sociale et de lutter contre l'exclusion par la définition d'actions de solidarité et le déploiement d'aides en faveur de personnes ou de groupes de personnes en situation de vulnérabilité* ».

Pour la mise en œuvre de ces objectifs, les missions sont déclinées de la manière suivante :

- « prévenir les risques de marginalisation, contribuer à la promotion et à l'insertion sociale des personnes et des familles ;
- assurer les missions de l'aide sociale à l'enfance ;
- assurer la protection administrative et contribuer à la protection judiciaire des personnes ou groupes de personnes vulnérables ;
- participer à la définition des politiques d'action sociale et de solidarité et à l'élaboration de plan d'action ;
- animer et coordonner leur mise en oeuvre ;
- procéder à leur évaluation et proposer éventuellement leur réajustement ;
- encadrer, accompagner et contrôler les structures (établissements ou services) sociales, socio-éducatives et médico-sociales, assurant la prise en charge des personnes vulnérables ;
- assurer le contrôle des familles et organismes d'accueil afin de garantir le respect des droits des personnes qui y sont placées ;
- contribuer à la formation initiale et continue aux métiers du social ».

• **Coordonnées :**

Adresse du siège	Avenue du Prince Hinoï, immeuble Te Hotu
Adresse postale	BP 1707 – 98713 Papeete – Tahiti – Polynésie française
Téléphone	(689) 40 46 58 46
Télécopie	(689) 40 43 89 20
Courriel / Site internet	secretariat@solidarite.gov.pf
Horaires d'ouverture au public	Lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Formation professionnelle » (mission « Travail et emploi »)
- Programme « Protection de l'enfance » (mission « Vie sociale »)
- Programme « Solidarité » (mission « Vie sociale »)
- Programme « Cohésion sociale » (mission « Vie sociale »)
- Programme « Accès au logement » (mission « Vie sociale »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
1 252 736 158 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 436 529 093 F CFP		
Investissement : 537 227 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Bâtiments du Pays :	Surface totale (6617m²)	Bâtiment du Pays ou location
Avenue du Prince Hinoi Imm TE HOTU Papeete	2470	
Ex local FDA Papeete	840	Bâtiment du Pays
Centre administratif de Mataura Tubuai	15.38	Bâtiment du Pays
Route de Puurai, Ex local ELECTRA - Puurai	456	Bâtiment du Pays
A côté du dispensaire de Mataiea	140	Bâtiment du Pays
Centre administratif de Taiohae – Nuku Hiva	32	Bâtiment du Pays
	21.5	Bâtiment du Pays
Centre administratif de Atuona Hiva Oa	340	Bâtiment du Pays
A côté du dispensaire de Arue	184.61	Bâtiment du Pays
Centre administratif d'Uturoa Raiatea	117	Bâtiment du Pays
Vaiare – Moorea	2000	Bâtiment du Pays
Fare Matahiapo à Taravao		Bâtiment du Pays
Locaux loués	Surface en location : 1651 m2	
Propriété Eglise Evangélique PK 20,60, Paea	225	Total location : 14 666 124 FCFP
Servitude GRAFFE, route de ceinture Punaauia	160	Location : 2 058 468 FCFP
	290	Location : 2 040 000 FCFP
Derrière APURAD à côté du dispensaire, Papara	199.63	Location : 0 FCFP
	30	Location : 1 800 000 FCFP
Pk 10 propriété Aumeran Mahina	60	Location : 0 FCFP
Local Fare Panaa PK 17 c/mont Papenoo	60	Location : 12 FCFP
Haamene, Mairie, Tahaa	80	Location : 1 149 168 FCFP
Mairie annexe Fare Huahine	224.83	Location : 1 680 000 FCFP
Propriété LI Teddy Vaitape Bora	322	Location : 4 018 476 FCFP
1er étage Hyper U Afaahiti Taravao		Location : 1 920 000 FCFP
Propriété LELAURAIN, route de l'aéroport, Temae		
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 59 (10MFCFP/an de réparations)		Etat du bien (VL) : Mauvais à bon – Parc vieillissant Réforme demandée : 2
Nombre de 2 roues : 3		Etat du bien : Mauvais à moyen
Parc informatique : 228 (env. 23,6 MFCFP/an en location SIT)		Etat du bien : vieillissant
Parc photocopieurs : 29 (en location pour 7,5MF/an)		Etat du bien : neufs
Parc climatiseurs : 218 (4 MFCFP/an de réparations)		Parc climatiseurs vieillissant – beaucoup de réparations
Les investissements en 2014 concernaient l'acquisition d'une affranchisseuse pour Te Hotu, de 5 autocom IP (poursuite du programme pour les antennes de Moorea, Punaauia, Papeete, Faaa, Arue-Pirae), le remplacement d'une fosse toutes eaux à l'antenne de Faaa et le remplacement de 3 climatiseurs		pour un montant total de 6 105 341 FCFP.

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		22	6					28	13,27%
B/CC2		76	22	18		1		117	55,45%
C/CC3		36	1	5				42	19,91%
D/CC4 et CC5		17		7				24	11,37%
Total	0	151	29	30	0	1	0	211	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans	3	12
55 à 59 ans	7	47
50 à 54 ans	8	36
45 à 49 ans	3	26
40 à 44 ans	5	21
35 à 39 ans	1	5
30 à 34 ans	3	6
25 à 29 ans	2	19
20 à 24 ans	0	7
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	8	30	3	1	42
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)	2		1	1	4
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental		6	2		8
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	6	24			30
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	7	14	6	2	29
Départ à la retraite	1		2		3
Départ volontaire			1	1	2
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental	3	4	1		8

Fin de CDD ANT/ Fin de CVD	2	8			10
Fin de détachement FEDA					
Mobilité (mutation)	1	2	1	1	5
Révocation – licenciement -inaptitude			1		1
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	327	273	19	8	3 418
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	327	273	19	8	3 418

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
47 264	3 418	7,23%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congrés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congrés ≥6j et <15 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congrés ≥ 30j	Nbre total de jours de congrés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	1 294	173	15	3	2 637
Congés de maternité	FIXE				209
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	2	1			11

Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles	2				10
Grève					0
Autres absences					0
TOTAL	1298	174	15	3	2 867

Perspectives pour 2015-2016-2017-2018

- Allègement du dispositif des commissions administratives

Formation professionnelle

- Formation des travailleurs sociaux et agents communaux sur la constitution des dossiers de demandes d'admission au RST découlant de la mise en œuvre de la loi du Pays n° 2015-3 du 25 février 2015 relative aux conditions d'admission au RST et au contrôle de leur respect
- Formation des Référents Techniques en Circonscription portant sur le fonctionnement et l'organisation des dispositifs de la DAS et de la DGPS
- Formation sur le surendettement à l'attention des Conseillers en Economie Sociale et Familiale (CESF) et des agents chargés des dossiers de surendettement
- Formation à la lecture des droits pour les agents des circonscriptions et des divisions.

Protection de l'enfance

- Poursuivre la réflexion sur la création d'un dispositif d'investigation et d'orientation éducative relatif aux mineurs de 0 à 18 ans permettant une évaluation pluridisciplinaire des situations des mineurs en danger
- Garantir une protection administrative aux mineurs en risque de danger

Solidarité

- Poursuivre et développer la politique de maintien à domicile des personnes âgées dans des conditions de vie dignes et soutenir les dispositifs d'aide à la personne
- Garantir aux handicapés une solidarité de droit
- Garantir un système d'accueil et/ou d'hébergement accès sur la qualité et la sécurité des personnes (unités de vie, schéma territorial des établissements et services médico-sociaux, accueil individualisé et spécialisé aux personnes atteintes de troubles psychiatriques, établissements spécialisés d'aide par le travail (ESAT)).

Cohésion sociale

- Mettre en oeuvre la loi du Pays relative aux conditions d'admission au RST
- Réformer et redéfinir les aides sociales servies par les fonds d'action sociale dans le cadre des travaux sur la réforme de la protection sociale généralisée (PSG)
- Renforcer les solidarités familiales et collectives par l'institution de mesures d'application de l'obligation alimentaire en Polynésie française
- Favoriser le développement de micros activités économiques
- Accompagner les personnes et les familles en situation de fragilité financière et budgétaire (situation de surendettement par le développement d'un réseau de soutien)
- Revoir les textes sur les conditions d'ouverture et d'agrément des établissements assurant la garde des enfants (crèches et garderies).

Accès au logement

- Repenser le dispositif d'aide au logement (AFL) pour lutter contre le non recours

- Prévenir les violences intra familiales par l'éducation et la formation (travail interministériel)
- Soutenir les actions en faveur du public en rupture sociale en leur garantissant un accueil digne.

3.11 Direction du budget et des finances (DBF)

Présentation du service

• **Texte de création et d'organisation** : Arrêté n°1840 CM du 12 décembre 2013 portant création et organisation de la direction du budget et des finances.

• **Attributions** : L'article 1er de l'arrêté n° 1840 CM du 12 décembre 2013 définit la direction du budget et des finances comme un service administratif chargé d'une compétence générale en matière budgétaire et financière.

Il exerce à ce titre les missions suivantes :

- préparation et exécution budgétaire ;
- contrôle préalable de la régularité des engagements de dépenses ;
- mise en œuvre de la politique budgétaire et de la politique des finances publiques ;
- coordination dans l'élaboration des politiques publiques et suivi et évaluation des plans de développement économiques et sociaux et des partenariats financiers y afférents ;
- amélioration de la performance de la gestion budgétaire et financière de la collectivité ;
- suivi de la situation financière des établissements publics, sociétés de droit privé et organismes liés au pays ainsi que des régimes sociaux .

• **Coordonnées** :

Adresse du siège	Bât adm A1 et A2, rue du commandant Destremau
Adresse postale	BP 97 – 98713 Papeete
Téléphone	(689) 40 46 80 55
Télécopie	(689) 40 43 27 68
Courriel / Site internet	secretariat@dbf.gov.pf / suivifactory@dbf.gov.pf / cde@chpf.pf
Horaires d'ouverture	7h30/15h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Gouvernement » (mission « Pouvoirs publics »)
- Programme « Finances » (mission « Moyens internes »)
- Programme « Rémunérations et charges » et « personnel de cabinet » (mission « Personnel »)
- Programme « Engagements financiers » (mission « Gestion financière »)
- Programme « Autofinancement net » (mission « Gestion financière »)
- Programme « Opérations diverses ou exceptionnelles » (mission « Gestion financière »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)
848 985 706 CFP
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)
Fonctionnement : 79 600 204 F CFP Investissement : 5.951.341 F CFP

Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation : Bât A1 - A2 Rue du commandant Destremau Rue des Poilus Tahitiens 1er étage de la résidence Vaimoanatea Paofai Locaux au CHPF (annexe du CDE)	Surface : 792 m² 509 m² 759,5 m²	Bâtiment du pays ou location : Bâtiment du pays Bâtiment du pays Bâtiment du pays Bâtiment du pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : deux véhicules utilitaires, une berline, un scooter Autres	Etat des biens : bon Réforme demandée : non	

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		30	2	2		1		35	32,11%
B/CC2		20		8		1		29	26,61%
C/CC3		29		8				37	33,94%
D/CC4 et CC5		4		4				8	7,34%
Total	0	83	2	22	0	2	0	109	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans	1	
55 à 59 ans	7	2
50 à 54 ans	8	12
45 à 49 ans	8	11
40 à 44 ans	6	17
35 à 39 ans	2	14
30 à 34 ans	4	12
25 à 29 ans	3	2
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	8	3	5	1	17
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)	4	2	4	1	11

Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental	1	1			2
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	1		1		2
Affectation/renouvellement FEDA	2				2
II - SORTIES	3	7	5	0	15
Départ à la retraite		1	1		2
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental		1	1		2
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD	2	3	3		8
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)	1	2			3
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	77	60	4	5	1017
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	77	60	4	5	1017

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Nota : Un agent en mi-temps thérapeutique durant 96 jours (non comptabilisés dans le tableau)

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
24416	1017	4,16 %

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥ 6j et < 15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	828	115	16	9	2803,5
Congés de maternité	FIXE				193
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	11				33
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève	39				39
Autres absences (congé de formation syndicale)		2			0
TOTAL	878	117	16	9	3068,5

Perspectives pour 2015-2016

Pas de refonte importante de l'organisation mais redéfinition des emplois et des postes pour faire face aux diminutions d'effectifs du fait de départs d'agents (retraite, mutations etc).

Au titre de la mission « coordination, suivi et évaluation des politiques publiques » :

Observatoire des mécanismes de soutien économiques et sociaux

- Livraison de l'observatoire des mécanismes de soutien économiques et sociaux V1 – fin du premier semestre et diffusion aux utilisateurs + formation,
- Observatoire des mécanismes de soutien économiques et sociaux V2 : intégration des mécanismes sociaux – fin d'année,
- Suivi d'exécution des aides sectorielles par trimestre/semestre.

Travaux relatifs aux PP

- Suivi et participation aux travaux de définition des schémas directeurs (Transport, santé, Régimes sociaux, énergie, économie, tourisme, ...) et de modernisation de l'administration,
- Mise en place de la base des données documentaires pour produire les documents de travail demandés par S&P pour la notation de la PF (volet PP et indicateurs socio-éco).,
- Suivi des principaux indicateurs socio-économiques du Pays et production d'un bulletin en support au suivi d'exécution des PP et du budget,
- Participation au chantier d'évolution de la classe 9 (mission/programme/action).

Projet SDIAF

- Réalisation du cahier des charges du module Politique Publique de SBUD v2,
- Assurer, pour le projet SDIAF, la gestion des projets « Solution décisionnelle transverse » et « industrialisation des échanges inter-applicatifs » et participer à la coordination du projet.

Au titre de la gestion de la dette et de la trésorerie :

- Evolution du logiciel de gestion de la dette : définition des besoins, cahier des charges, appel d'offres, sélection du produit et mise en place pour la fin d'année
- Mise en place d'un outil informatisé automatisé de gestion du plan de trésorerie : définition des besoins, informatisation sous outil bureautique de la procédure de gestion Trésorerie (établie lors du chantier Procédures), cahier des charges d'un outil intégré, appel d'offre et réalisation (pour une mise en service en 2016)

Au titre du suivi de l'exécution budgétaire :

- Chantier d'étude pour la fiabilisation des prévisions de recettes budgétaires,
- S'agissant du CDE, amélioration des délais de traitement des dossiers relatif aux dépenses de personnel,
- Définition et réalisation du tableau de bord avec les principaux indicateurs de la situation des finances publiques (périodicité : mensuelle/trimestrielle),
- Mise en place de tableaux de bord et de recueil des données de gestion pour répondre plus rapidement au questionnaire de révision de la note de S&P.

Au titre du suivi des satellites :

Observatoire des satellites

- Etablir une fiche de synthèse de chaque entité comportant les volets :
 - Soutien financier du pays : par nature et montant sur 3 années glissantes
 - Remontée de dividendes vers le Pays (EPIC et Stés privées)
 - Synthèse de l'analyse des risques

Analyse des risques (concevoir un modèle d'analyse)

- Audit financier des entités en priorité celles identifiées comme les plus risqués
 - Risques pour le Pays (dont risque CTX)
 - Risques pour l'entité
- Alerte des responsables (ministères, directeurs,...)
- Mise en place accompagnement des EPA et EPIC, voire SEM.

Suivi des comptes sociaux

- Suivi des comptes exécutés et atterrissages périodiques
- Suivi des réformes des régimes sociaux (évolution de la PSG)

Au titre des travaux de modification de la réglementation budgétaire et comptable :

Travaux 2015 et à moyen terme

- Réforme des règles d'amortissement
- Réforme de la réglementation des régies,
- Reprise des travaux « d'actualisation » sur la délibération n° 95-205.

Travaux à plus long terme

- Modification du plan comptable (et de l'instruction) sur la partie mission/programme ;
- Dispositions spécifiques aux établissements publics ;
- Rédaction des instructions comptables M4, M9, M21 et M31 et M99 pour l'E.P.T.E.F.P.A.

Au titre du chantier « dématérialisation et numérisation » :

Numérisation et archivage

- poursuite de la numérisation au quotidien des pièces comptables dont l'apurement du stock 2014 (les premiers mois de l'année 2014)
- récolement et évacuation des archives intermédiaires des années 2005 - 2011
 - la numérisation des années 2009 à 2013 sera assurée durant les années 2015, 2016 et 2017,
 - la numérisation des années 2014 à 2018 est assurée au jour le jour depuis 2014.
- lancement du chantier de numérisation des dossiers des marchés publics.

Dématérialisation

- étude technique et juridique pour rendre applicable la dématérialisation de la chaîne comptable et des pièces y afférentes.
- révision de la nomenclature des pièces justificatives et le recensement des documents comptables ;
- mise en place du système d'archivage sécurisé à vocation patrimoniale et légale,
- rédaction des projets de textes relatifs à la dématérialisation des échanges dans le cadre de la chaîne comptable et financière.

Projet SDIAF

- gestion du projet « Mise en œuvre de la dématérialisation comptable et financière des documents d'exécution budgétaire des dépenses et des recettes »

Au titre du chantier « processus et procédures »

- Produire les procédures jugées prioritaires et l'ensemble des modes opératoires correspondants,
- Informatisation de la base documentaire constituée (Processus, procédures, modes opératoires).
- Révision de certaines procédures :
 - La procédure de délivrance des AE par anticipation,
 - La procédure de préparation des arrêtés de répartition des crédits de paiement,
 - La procédure de gestion des opérations de dotation annuelle.

Au titre des missions comptables :

- Organiser des travaux de toilettages des opérations d'investissements présentant des engagements et/ou liquidations obsolètes,
- Organiser une mission d'expertise de la programmation et de la planification de l'ensemble des opérations d'investissements (à l'issue de la collecte des projets de budget 2016 notamment),
- Mettre en place un outil performant pour le suivi des opérations d'investissement des comptes spéciaux (CAVC et FDTTC),
- Accompagner la recette de la conservation des hypothèques dans la mise en place d'une comptabilité générale,
- Elaborer une convention de services comptables avec la Paierie de la Polynésie française,
- Etudes pour la mise en place d'un contrôle hiérarchisé de la dépense,
- Mettre en place un cadre PEFA.

Au titre de la formation des agents :

- Envoyer à nouveau 2 cadres en formation au CEFEB de Marseille pour la formation sur les instruments de stratégie financière organisée par l'AFD,
- Compléter les compétences en analyse financière par une formation spécifique sur la comptabilité des établissements publics. Cette formation pourrait être donnée par le payeur de la Polynésie française,

- Perfectionner les compétences des agents sur l'utilisation des formules complexes du logiciel Excel.

3.12 Délégation pour le développement des communes (DDC)

Présentation du service

- **Texte de création** : Délibération n° 97-81 APF du 29/05/1997 portant création de la délégation pour le développement des communes de la Polynésie française
- **Texte d'organisation** : Arrêté n° 621 CM du 30/06/1997 portant organisation et attributions de la délégation pour le développement des communes de la Polynésie française
- **Attributions** : La délégation pour le développement des communes a pour mission de concourir à la politique d'aide au développement des communes de la Polynésie française menée par le gouvernement.
- **Coordonnées** :

Adresse du siège	Présidence de la Polynésie française, quartier Broche, bâtiment principale 2ème étage
Adresse postale	BP 3732 Papeete - TAHITI
Téléphone	(689) 40 47 21 63
Télécopie	(689) 40 47 21 77
Courriel / Site internet	patrick.graffe@presidence.pf
Horaires d'ouverture	7h30/15h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Partenariat avec les communes » (mission « Partenariat avec les collectivités »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
60 024 323 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 35 028 083 F CFP Investissement : 1 156 953 378 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation : La DDC a réintégré les locaux de la Présidence fin mai 2013	Surface : n/c	Bâtiment du Pays ou location : Bâtiment du Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 2 (Getz, Mégane) Autres : 1 scooter		Etat du bien : 1 en bon état et 1 en mauvais état Réforme demandée : La DDC a proposé la restitution du véhicule en mauvais état. Aucune suite à ce jour.

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		2		1				3	37,50%
B/CC2		2		2				4	50,00%
C/CC3		1						1	12,50%
D/CC4 et CC5								0	0%
Total	0	5	0	3	0	0	0	8	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		
55 à 59 ans		
50 à 54 ans		1
45 à 49 ans		
40 à 44 ans	2	3
35 à 39 ans		1
30 à 34 ans		1
25 à 29 ans		
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	0	0	0	0	0
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)					0
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental					0
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD					0
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	0	0	0	0	0
Départ à la retraite					0
Départ volontaire					0

Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental					0
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD					0
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)					0
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	17	12	1		153
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	17	12	1		153

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
1 792	153	8.53%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥6j et <15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	158	1	0	0	208
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	2				6

Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducatives, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences	1				5
TOTAL	161	1	0	0	219

Perspectives pour 2015-2016-2017

Concours financier de la Polynésie française au profit des communes

Le cœur de métier de la délégation est l'instruction des demandes de concours financier de la Polynésie française au profit des communes et de leurs groupements. Ainsi, l'objectif pour 2015 est de régulariser l'ensemble des dossiers mis en attente en 2014 et pérenniser l'activité.

Le fonds intercommunal de péréquation (FIP)

Dès sa prise de fonction, le gouvernement a décidé d'accélérer le rythme et l'importance du remboursement de la dette du Pays au FIP, concernant la dette dite « du calcul historique », en passant d'un remboursement de 500 millions F CFP par an sur 8 ans à 1 milliard F CFP par an sur 4 ans.

Par ailleurs, lors du dernier comité des finances locales (CFL) du FIP, le gouvernement a soutenu la proposition d'augmenter les dotations non affectées (DNA) des communes de +10%, permettant ainsi d'apporter un supplément de financement de plus d'1,288 milliard F CFP.

Le rôle de la délégation est de suivre ce dispositif tant sur les aspects financiers que des orientations en matière d'accompagnement des communes.

Contrat de projets

Dans le cadre de l'élaboration du contrat de projets 2015-2020, il a été souhaité que soit rédigé deux contrats distincts. L'un concernant l'Etat et la Polynésie française au profit des compétences du Pays et l'autre concernant l'Etat - Polynésie française au profit des projets relevant des compétences communales.

Le guichet unique de ce contrat pour la Polynésie française sera la DDC. Il lui appartient donc d'instruire et de coordonner les actions de ce dernier.

La cession des terrains militaires

La loi de finances pour 2009 prévoyait dans son article 67, les dispositions relatives à ces cessions. A ce jour, soit plus de cinq ans plus tard aucune cession n'a eu lieu.

En effet, notre particularisme institutionnel a généré ce blocage. Néanmoins, suite aux dernières rencontres à Paris, le gouvernement central a fait part de sa volonté de trouver dans les plus brefs délais une solution à cet imbroglio juridique.

Ainsi, dans le cadre de la loi de finances pour 2015, le gouvernement a présenté un amendement, de l'article 67 de la loi de finances pour 2009 relatif à la cession des terrains militaires à l'euro symbolique, afin de rendre éligible notre collectivité d'outre-mer et les syndicats mixtes aux dispositions de cession. Cet amendement fut approuvé en 1ère lecture par l'Assemblée nationale, le 17 octobre 2014.

Ceci est une première étape vers le déblocage de la situation.

La délégation sera en charge d'assurer la mise en place et le suivi du contrat de redynamisation des sites de la défense (CRSD).

L'accompagnement des communes dans la programmation et le suivi de leurs projets d'investissement

Début novembre, la DDC a sollicité l'ensemble des communes dans le cadre de sa démarche d'accompagnement et de suivi de leurs projets d'investissements.

Ce travail commencé en 2014 s'inscrit dans une démarche pluriannuelle.

3.13 Direction de l'équipement (DEQ)

Présentation du service

- **Texte de création** : Délibération n° 88-142 AT du 13/10/1988 modifiée portant création du service dénommé « direction de l'équipement »
- **Texte d'organisation** : Arrêté n° 69 CM du 17/01/1992 modifiée portant organisation interne du service dénommé « Direction de l'équipement »
- **Attributions** :

La direction de l'équipement a pour missions principales :

- la programmation, les études à tous les stades et la réalisation des équipements du Pays de toute nature ;
- la conception, la réalisation et l'entretien des ouvrages et bâtiments dépendant du domaine privé du Pays.

- **Coordonnées** :

Adresse du siège	Centre administratif de Papeete, 3ème étage 11, rue du Commandant Destremeau
Adresse postale	BP 85 – 98713 Papeete
Téléphone	(689) 40 46 82 55
Télécopie	(689) 40 86 83 05
Courriel / Site internet	secretariat@equipement.gov.pf
Horaires d'ouverture	lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Bâtiments du Pays » (mission « Moyens internes »)
- Programme « Achats de matériels roulants, de bureau et d'informatique » (mission « Moyens internes »)
- Programme « Equipements et aménagements à vocation collective (mission « Partenariat avec les collectivités »)
- Programme « Gestion de la biodiversité et des ressources naturelles » (mission « Environnement »)
- Programme « Réseau routier » (mission « Réseaux et équipements structurants »)
- Programme « Ports et aéroports » (mission « Réseaux et équipements structurants »)
- Programme « Protection contre les eaux » (mission « Réseaux et équipements structurants »)
- Programme « Transports et affaires maritimes » (mission « Transports »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
5 161 959 759 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 1 962 740 483 F CFP		
Investissement : 10 946 016 635 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation IDV, ISLV, AUSTRALES, TG, MARQUISES	Surface 79 622 m2	Bâtiment du Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 319 véhicules (camion plateau, remorque, camionnette, VL)		Sur ces 319 véhicules, 9 sont à expertiser avant réforme et sur les 310 autres, environ 88 % sont en état de marche
Autres : 177 matériels dont 69 matériels de construction et de route (compacteur, machine de transfert,...), 20 matériels de levage (élévateur, grue, nacelle) et 88 matériels de terrassement (bouteur, chargeuse pelleteuse, niveleuse,...)		Sur ces 177 matériels, 1 est à expertiser avant réforme et sur les 176 autres, environ 77 % sont en état de marche.

Bilan social de la direction de l'équipement du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	ENIM	PNNIM	CVD	Total	%
A/CC1		15	6	1		6	23			51	5,48 %
B/CC2		34	6	12	3		13		8	76	8,16 %
C/CC3		114	5	20	1		10			150	16,11 %
D/CC4 et CC5		404		141			48	61		654	70,25 %
Total	0	567	17	174	4	6	94	61	8	931	100,00 %

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
> 65 ans		
60 à 65 ans	48	1
55 à 59 ans	164	8
50 à 54 ans	185	22
45 à 49 ans	148	20
40 à 44 ans	129	15
35 à 39 ans	73	16
30 à 34 ans	59	13
25 à 29 ans	19	3
20 à 24 ans	7	1
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l' ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service au cours de l'année 2014)

	A	B	ENIM	PNNIM	C	D	Total
I - ENTREES	13	21	0	3	5	8	50
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude						2	2
Mobilité (mutation)						3	3
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental	3	1		3			7
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	6	14			5	3	28
Affectation/renouvellement FEDA	4	6					10
II - SORTIES	5	16	58	0	11	26	116
Départ à la retraite			14		1	8	23
Départ volontaire			43		4	7	54
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental		4				1	5
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD	2	11			3	1	17
Fin de détachement FEDA	3						3
Mobilité (mutation)		1			2	7	10
Révocation – licenciement -inaptitude			1				1
Décès					1	2	3

Absences pour raisons de santé (selon délibération n° 95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥ 4j et < 15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	142	352	50	34	6490
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération				5	612
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	142	352	50	39	7102

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
208 544	7102	3,4 %

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥ 6j et < 15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	251	46	25	23	5912
Congés de maternité	1				112
Congés parentaux	39				65
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	4				12
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles	30				150
Grève	246				246
Autres absences	7				26
TOTAL	577	46	25	23	6523

Perspectives pour 2015-2016-2014

L'année 2014 aura été marquée par une forte hausse du budget d'investissement de la DEQ avec une enveloppe globale de crédits de paiement délégués de 18 468 MF CFP contre 13 920 MF CFP en 2013, soit une augmentation annuelle de 33%.

Il faut remonter à l'année 2003 (19 983 MF CFP), période de la construction du centre hospitalier de Taaone, pour retrouver un volume de crédits plus important.

La reprise de la commande publique constatée au 2ème semestre de l'année 2013 s'est confirmée et renforcée au cours de l'année 2014, se traduisant au 31 décembre 2014 par un niveau élevé des engagements juridiques (17 109 MF CFP) en augmentation annuelle de 25% ainsi que celui des liquidations de crédits de paiement (11 714 MF CFP) en augmentation annuelle de 61%.

Ces résultats positifs sont consécutifs au lancement de grands travaux d'investissement tels que l'aménagement du dénivelé giratoire de Punaauia, la rénovation des chaussées 2x2 voies de la RDP à Punaauia et de la RDO, la réfection des 3 voies de Erima à Radisson à Arue, la protection du littoral de Faaripo – tranche 2 à Papenoo, la réfection de la piste de Huahine, la réfection et la mise aux normes de la piste de Takapoto.

Cependant, il faut noter que la DEQ a continué à exercer ses missions administratives et techniques dans un contexte budgétaire encore plus difficile caractérisé notamment par un personnel d'encadrement en sous-effectif suite aux départs successifs enregistrés ces dernières années et non remplacés, et l'absence de concours pour le recrutement d'ingénieurs.

Sur les 8 postes de techniciens mis en concours en 2014, seuls 6 lauréats auront été retenus et pris leurs fonctions en début d'année 2015.

Une demande d'organisation de concours pour le recrutement de 9 ingénieurs et de 2 attachés d'administration sera une nouvelle fois introduite en 2015.

La DEQ a poursuivi en 2014 ses efforts en matière de réduction de ses effectifs avec plus particulièrement, la mise en place d'un dispositif de départ volontaire du personnel ENIM de la flottille administrative, lequel a bénéficié à 43 agents, la mise à la retraite de 23 agents atteints par la limite d'âge ou ayant cotisé toutes les annuités nécessaires à une liquidation à taux plein de leur pension ou bénéficiaires des dispositifs d'incitation aux départs volontaires applicables aux FPPF et ANFA.

Pour l'exercice budgétaire 2015, le plan de campagne de la DEQ prévoit une dotation globale prévisionnelle de près de 14 milliards F CFP de crédits de paiement.

La bonne exécution de ce plan de campagne ainsi que l'exercice des diverses missions de la direction de l'équipement imposent une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences du service en concertation avec le ministère de tutelle et la DRMA (ex-IGA), chargée de la mise en œuvre de la politique de modernisation de l'administration du Pays.

3.14 Délégation à la famille et à la condition féminine (DFCF)

Présentation du service

- **Texte de création :** Arrêté n° 762 CM du 09/09/2005 portant création et organisation de la délégation à la famille, à l'enfance et à la condition féminine

- **Attributions :**

La Délégation à la famille et à la condition féminine a pour mission, en concertation avec les administrations et acteurs concernés :

- de participer à la définition des politiques de la famille et de la condition féminine ;
- d'animer, de coordonner et d'évaluer la mise en œuvre des politiques de la famille et de la condition féminine ;
- d'améliorer la connaissance de la situation des femmes et des familles dans la société polynésienne.

- **Coordonnées :**

Adresse du siège	5 Avenue Commandant Destremeau Immeuble Juventin
Adresse postale	BP 2551 – 98713 PAPEETE
Téléphone	(689) 40 80 00 40
Télécopie	(689) 40 80 00 47
Courriel / Site internet	secretariat@femmes.gov.pf
Horaires d'ouverture	lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Cohésion sociale » (mission « Vie sociale »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
25 622 933 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 23 105 487 F CFP		
Investissement : 7 277 172 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation Immeuble Juventin 2ème étage 5 avenue commandant Destremeau Papeete	Surface 120 m²	Bâtiment du Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules 1 –Citroën Berlingot (6551 D)		Etat du bien: Bon état

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		1	1					2	50,00%
B/CC2		1						1	25,00%
C/CC3		1						1	25,00%
D/CC4 et CC5								0	0,00%
Total	0	3	1	0	0	0	0	4	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		
55 à 59 ans		
50 à 54 ans		
45 à 49 ans		
40 à 44 ans		
35 à 39 ans		2
30 à 34 ans		1
25 à 29 ans		1
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	0	3	0	0	3
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)		1			1
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental		2			2
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD					0
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	0	3	0	0	3
Départ à la retraite					0
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental		1			1
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD					0
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)		2			2
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	9	5	3	0	112
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	9	5	3	0	112

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
896	112	12.5%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥ 6j et < 15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	43	6	1		130.5
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	1				3
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences	4				4
TOTAL	48	6	1		137.5

Perspectives pour 2015-2016-2014

programme		2015	2016	2017
Condition féminine	politique de la condition féminine	élaboration d'un cadre à une politique de la condition féminine	déclinaison des objectifs politiques en programmes et actions	mise en œuvre
		organisation et coordination des travaux de consultation	budgétisation et identification des référents par secteurs	évaluation et adaptation
			validation de la politique par les instances dirigeantes	
	Journée internationale de la femme -8 mars-	coordination des initiatives	coordination et appui financier	
		organisation d'ateliers d'information	appel à projet pour 2017	
		appel à projet pour 2016	recensement et appui technique des initiatives communales et associatives	
		recensement et appui technique des initiatives communales et associatives		

	Accès aux droits	élaboration d'un plan annuel de communication	Mise en œuvre d'une campagne de communication	Mise en œuvre de la campagne de communication
		création d'outils et de supports de communication	évaluation et adaptation des objectifs 2017 de la campagne de communication	soutien aux initiatives et actions en faveur de l'accès aux droits
		soutien au CIDFF	soutien aux initiatives et actions en faveur de l'accès aux droits	évaluation et adaptation des objectifs 2018 de la campagne de communication
	Etudes et recherches	Recensement des projets de recherches	Financement des projets d'études et de recherches	mise en œuvre des projets retenus
		Estimation du coût et des modalités de réalisation	mise en œuvre des projets retenus	
		Proposition d'un calendrier de recherches à faire valider		
Famille	Politique de la famille	élaboration d'un cadre à une politique de la famille	déclinaison des objectifs politiques en programmes et actions	mise en œuvre
		organisation et coordination des travaux de consultation	budgétisation et identification des référents par secteurs	évaluation et adaptation
			validation de la politique par les instances dirigeantes	
	commission d'agrément des crèches et garderies	analyse et bilan du périmètre d'action de la commission	participation aux commissions	participation aux commissions
		proposition d'optimisation des travaux de la commission	mise en œuvre des recommandations d'optimisation	évaluation de la qualité et de la performance
		participation aux commissions		
lutte contre les violences	campagne de prévention	élaboration de la mallette pédagogique visant les adolescents	Recueil des évaluations	
		diffusion de la mallette dans les établissements scolaires		
	coordination du réseau	organisation de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes	organisation de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes	organisation de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes

		soutien financier et techniques des associations	soutien financier et techniques des associations	soutien financier et techniques des associations
			mise à jour du référentiel de prise en charge	
Organisation	recrutement de personnel qualifié			
	optimisation des outils de communication			
	optimisation des outils de gestion de projets			

3.15 Direction générale des affaires économiques (DGAE)

Présentation du service

- **Texte de création et d'organisation** : Arrêté n° 1036 CM du 21/07/2011 portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques"
- **Attributions** : La direction générale des affaires économiques est dotée d'une compétence générale d'intervention, d'organisation, d'information et de proposition en matière économique.
- **Coordonnées** :

Adresse du siège	Bâtiment des Affaires Economiques Fare ute
Adresse postale	BP 82 - 98713 Papeete - Tahiti - Polynésie française
Téléphone	(689) 40 50 97 97
Télécopie	(689) 40 43 44 77
Courriel / Site internet	dgae@economie.gov.pf www.dgae.gov.pf
Horaires d'ouverture	lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Administration générale » (mission « Pouvoirs publics »)
- Programme « Partenariat avec les archipels » (mission « Partenariat avec les collectivités »)
- Programme « Régulation » (mission « Economie générale »)
- Programme « Commerce extérieur et promotion » (mission « Economie générale »)
- Programme « Développement des entreprises » (mission « Economie générale »)
- Programme « Régulation des produits de première nécessité » (mission « Economie générale »)
- Programme « Traitement du surendettement » (mission « Economie générale »)
- Programme « Propriété industrielle » (mission « Economie générale »)
- Programme « Veille et sécurité sanitaires » (mission « Santé »)
- Programme « Cohésion sociale » (mission « Vie sociale »)
- Programme « Cohésion sociale » (mission « Accès au logement »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
389 899 658 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 2 453 194 020 F CFP		
Investissement : 0 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Bâtiment dit des « Affaires économiques » et locaux dits de « l'Institut de la consommation »	1 595 m2	Bâtiment du Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Véhicules :12 (dont 2 scooters)	Etat des voitures : correct Scooters : à réformer	
Autres : 1 serveur SAS (système d'analyse statistiques)		

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		18	2			2		22	39%
B/CC2		22		5	1		1	29	51%
C/CC3		2		2				4	7%
D/CC4 et CC5		2						2	3%
Total	-	44	2	7	1	2	1	57	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
> 65 ans		
60 à 65 ans	1	
55 à 59 ans	4	2
50 à 54 ans	5	4
45 à 49 ans	2	6
40 à 44 ans	6	8
35 à 39 ans	2	5
30 à 34 ans	2	5
25 à 29 ans	1	4
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	5	4	0	0	9
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)		2			2
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental	2	1			3
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	2	1			3
Affectation/renouvellement FEDA	1				1
II - SORTIES	5	0	1	0	6
Départ à la retraite	2		1		3
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental	2				2
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD	1				1
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)					0
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	43	48	4	2	1 188
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	43	48	4	2	1 188

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
12768	1 188	9,3%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥ 6j et < 15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	294	48	11	0	1 391
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux	1				3
Congés de formation professionnelle	35	5			168,5
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux					0
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles	3				15
Grève					0
Autres absences					0
TOTAL	333	53	11	0	1 577,5

Perspectives pour 2015-2016-2014

Redéployer les missions de la direction des affaires économiques

- en confiant les compétences relatives au soutien à la création et au développement des entreprises et la formations des opérateurs privés aux organismes professionnels, celles relatives à l'exportation à la CCISM, tandis que le dispositif d'aide audiovisuelle fusionne avec celui du numérique au sein de la Direction Générale de l'Economie Numérique ;

La réflexion concernant la sortie de la DGAE des actions de promotion (Tahiti Film Office, investissements) doit être finalisée. Le cadre d'une structure administrative ne répond pas au critère d'efficience des actions promotionnelles ;

- en se recentrant sur ses missions de réglementation et de contrôle du secteur économiques ;
- à moyen terme, sous réserve de disposer de ressources nécessaires, la DGAE a la volonté de développer une mission d'évaluation des dispositifs économiques mis en place et relevant de son champ d'action.

Moderniser les textes réglementaires

Dans la mesure du possible, il est prévu de poursuivre l'actualisation et la modernisation des textes réglementaires en vue de leur allègement pour les usagers et les agents de l'administration chargés de leur application, de garantir une meilleure protection des consommateurs et de créer les conditions de relance économique pour les professionnels

Améliorer l'efficacité du service

Le départ de nombreux agents dont les postes n'ont pas été pourvus (6 en 2014) a conduit au redéploiement des moyens humains. Une partie des missions confiées à ces cadres a été remise aux

agents en place. Pour assurer pleinement les missions qui lui sont dévolues, il devient essentiel pour le service de retrouver sa pleine capacité termes de ressources humaines.

La mise à jour et la consolidation des fiches de procédures demeurent d'actualité pour faciliter la mobilité des agents dans l'administration et optimiser les taches de chacun d'entre eux en les facilitant dans la mesure du possible.

Le maintien du contact avec les usagers reste essentiel. A Tahiti et Raiatea celui-ci est maintenu par la présence d'agents permanents. Dans les archipels tels que les Tuamotu-Gambier, les Australes et les Marquises ces liens sont maintenus par le biais de conventions régulièrement renouvelées avec les circonscriptions concernées.

Il est prévu de poursuivre les formations destinées aux consommateurs (réalisation et suivi d'un budget...)

Des missions propres à la direction générale des affaires économiques, notamment en matière de contrôles, se poursuivront sur l'ensemble des archipels.

Il convient enfin de noter que le plan stratégique de développement économique en cours d'élaboration par le ministère de la prévision économique impactera, de manière plus ou moins importante, l'activité voire l'organisation actuelles de la DGAE.

3.16 Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE)

Présentation du service

- **Texte de création et d'organisation** : Arrêté n°895/CM du 12/06/2014 portant création, organisation et fonctionnement de la direction générale de l'éducation et des enseignements.
- **Attributions** : Elle est chargée de veiller à la mise en œuvre des orientations générales du Pays en matière de politique de l'éducation et à l'application des conventions relatives à l'éducation passées avec l'Etat, du suivi des écoles regroupées au sein de circonscriptions pédagogiques du premier degré. Elle contrôle et veille à l'organisation et à la gestion administrative et financière des enseignements du premier et du second degré. Elle est investie d'une mission générale d'assistance et de conseil envers tous les étudiants du Pays poursuivant leurs études sur le territoire ou à l'extérieur du territoire
- **Coordonnées** :

Adresse du siège	Rue Tuterai Tane, (route de l'hippodrome) - Pirae
Adresse postale	B.P. 20673, 98713 Papeete
Téléphone	40 46 29 00
Télécopie	40 42 40 39
Courriel / Site internet	courrier@education.pf / www.education.pf
Horaires d'ouverture	7 h 30 - 15 h 30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Enseignement primaire » (mission « Enseignement »)
- Programme « Enseignement secondaire » (mission « Enseignement »)
- Programme « Enseignement professionnel » (mission « Enseignement »)
- Programme « Enseignement supérieur et recherche » (mission « Enseignement »)
- Programme « Soutien à l'élève » (mission « Enseignement »)
- Programme « Promotion langues polynésiennes et plurilinguisme » (mission « Enseignement »)
- Programme « Cohésion sociale » (mission « Vie sociale »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
3 499 002 364 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 4 268 625 471 F CFP		
Investissement : 692 724 462 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation	Surface	Bâtiment du Pays :
Pirae, rue Tuterai Tane (DGEE)	4 029,62 m2	Tous les bâtiments appartiennent au Pays
Pirae, rue du Taaone (DGEE)	1 852 m2	
Pirae, lotissement Hitiura n°11 (logt de fonction)	591 m2	
	2 088 m2	
Pirae, rond-point du Taaone (cio)	150 m2	
Punaauia, rond-point Taina (circ. 8)	141,80 m2	
Moorea, stade d'Afareaitu (circ. 10)		
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules :		Etat du bien :
- 8 fourgonnettes		Dont 1 à réformer et 1 en mauvais état
- 7 berlines		Dont 1 à réformer et 3 en mauvais état
- 5 véhicules 4x4		Dont 4 en mauvais état
- 6 scooters		Dont 1 à réformer

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		10	5		29	23		66	9,48%
B/CC2		217	85	11	1			315	45,26%
C/CC3		198	41	19	1			259	37,21%
D/CC4 et CC5		36	5	15				56	8,05%
Total	0	461	136	45	31	23	0	696	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans	7	4
55 à 59 ans	31	33
50 à 54 ans	47	61
45 à 49 ans	43	65
40 à 44 ans	36	50
35 à 39 ans	35	58
30 à 34 ans	25	59
25 à 29 ans	40	47

20 à 24 ans	26	24
< 20 ans	4	1

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	12	0	0	1	13
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)				1	1
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental					0
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD					0
Affectation/renouvellement FEDA	12				12
II - SORTIES	6	1	10	4	21
Départ à la retraite		1	6	3	10
Départ volontaire			4	1	5
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental					0
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD					0
Fin de détachement FEDA	6				6
Mobilité (mutation)					0
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	529	510	43	28	6 611
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	529	510	43	28	6 611

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés

2014)		
155 904	6 611	4.24%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congrés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 6j et < 15 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congrés ≥ 30j	Nbre total de jours de congrés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congrés administratifs					n/c
Congés de maternité	FIXE				784
Congés parentaux					n/c
Congés de formation professionnelle					n/c
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux					n/c
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					n/c
Grève					n/c
Autres absences					n/c
TOTAL	n/c	n/c	n/c	n/c	n/c

Perspectives pour 2015-2016-2014

Bureau de l'orientation et de l'insertion :

- Conforter la plateforme d'accueil et d'accompagnement des élèves décrocheurs, repérer le plus tôt possible les élèves à besoins éducatifs spécifiques afin d'enrayer le processus de décrochage.

Bureau des transports scolaires :

- Dématérialisation du dispositif des demandes
- Mise en place de contrôleurs assermentés qui seront chargés de veiller au respect des réglementations en vigueur (conduite à l'intérieur des véhicules, sécurité ...)

Pole pédagogique anglais :

- Poursuivre le déploiement de l'anglais au primaire avec l'entrée du CP dans le dispositif obligatoire.
- Mettre en œuvre une certification en anglais au CM2.
- Mettre en œuvre, en partenariat avec l'ESPE, une habilitation pour l'enseignement de l'anglais en direction des enseignants du premier degré.
- Poursuivre la formation continue des enseignants (accompagnement des méthodes, plurilinguisme...)

- Travailler sur la problématique du plurilinguisme en collaboration avec le pôle numérique pour créer des outils (type podcasts), avec le pôle LCP et le CLE pour créer des situations pédagogiques propices au plurilinguisme (séquences de lecture, organisation d'un « festival plurilingue »...)
- Concevoir et mettre en œuvre les évaluations territoriales concernant le cycle 2 et le cycle 3 pour l'année 2016/2017

Pôle pédagogique TUICS :

- Poursuivre la dynamique de formation des élèves, des maîtres et des formateurs aux usages du numérique au service des apprentissages.
- Poursuivre et intensifier les efforts d'accompagnement des écoles en matière d'équipement.

ASH

- Mise en œuvre, en partenariat avec l'INSHEA, d'une formation CAPASH longue par alternance de 400 heures dans l'option F (adolescents en grande difficulté) à destination d'une vingtaine d'enseignants non spécialisés du public et du privé.
- Organisation de formations complémentaires d'initiative nationale pour les enseignants CEPF en cours de spécialisation à l'INSHEA pour l'obtention du CAPASH dans les options liées aux différents types de handicap (A : sourds et malentendants, B : aveugles et amblyopes, D : handicapés mentaux et troubles psychiques)
- Poursuite du plan de formation continue ASH en privilégiant les formations spécifiques (LSF, LPC et braille) ainsi que les formations de proximité dans les îles et archipels éloignés pour les enseignants non spécialisés et équipes d'école, de CJA et d'établissement du second degré qui incluent des élèves à besoins éducatifs particuliers.
- Généralisation de la sectorisation des enseignants spécialisés référents (ESR) chargés du suivi de la scolarisation des élèves handicapés pour les premiers et second degrés publics et privés ainsi que pour les élèves scolarisés dans les Unités d'enseignement des services et établissements spécialisés.
- Poursuite de l'optimisation des ressources humaines et matérielles disponibles et développement de la téléformation à distance pour accompagner la prise en charge des élèves handicapés sensoriels et moteurs dans les archipels éloignés.
- Mise en place d'un livret professionnel des AVS
- Elaboration d'un recueil de données quantitatives et qualitatives dans le domaine de la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers et notamment des élèves présentant un handicap
- Elaboration d'une cartographie des moyens et dispositifs ASH par circonscription et bassins de formation en termes d'adaptation scolaire et de scolarisation des élèves handicapés.
- Mise en œuvre des textes de cadrage de l'ASH dans les domaines de la grande difficulté scolaire, de l'aménagement des examens pour les élèves handicapés.

3.17 Direction générale de l'économie numérique (DGEN)

Présentation du service

- **Texte de création et d'organisation :** Arrêté n° 1167 CM du 23/08/2013 à la création, l'organisation et le fonctionnement de la direction générale de l'économie numérique (DGEN)
- **Attributions :**
 - Réaliser toutes études générales et formuler les propositions d'orientation nécessaires à la mise en œuvre des politiques publiques relatives à l'objet du service ;
 - Élaborer et mettre en œuvre les réglementations et les procédures relatives aux matières relevant de la compétence du service ;

- Gérer les ressources publiques ;
- Gérer tout dispositif d'incitation ou d'aide à la création, au développement ou au soutien, des activités relatives au développement de l'économie numérique ;
- Etablir des liens fonctionnels et techniques avec les organismes et services nationaux ou internationaux chargés de l'économie numérique et plus particulièrement dans les matières relevant de la compétence du service.
- Elle est également chargée de l'instruction des demandes d'avis formulées par l'Etat auprès du Pays en matière de communication audiovisuelle.

• **Coordonnées :**

Adresse du siège	Immeuble Toriki Rue Dumont d'Urville 98714 Papeete
Adresse postale	Immeuble Toriki Rue Dumont d'Urville 98714 Papeete
Téléphone	(689) 40 54 48 60
Télécopie	néant
Courriel / Site internet	contact@dgen.gov.pf / www.net.pf
Horaires d'ouverture	n/c

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Postes, télécoms, nouvelles technologies » (mission « Réseaux et équipements structurants »)
- Programme « Développement des entreprises » (mission « économie générale »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
62 904 947 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 104 627 928 F CFP		
Investissement : 0 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation Immeuble Toriki (1er étage) – Rue Dumont d'Urville, Papeete	Surface n.c.	Bâtiment du Pays ou location n.c.
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 1 Autres : n.c.		Etat du bien : acquisition en 2006

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		4	1				1	5	85%
B/CC2									0
C/CC3		1						1	15%

D/CC4 et CC5									0
Total	0	5	1	0	0	0	1	7	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		
55 à 59 ans	2	
50 à 54 ans		
45 à 49 ans		
40 à 44 ans	2	
35 à 39 ans		2
30 à 34 ans		
25 à 29 ans		1
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	2	0	0	0	2
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)	1				1
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental					0
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	1				1
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	0	0	0	0	0
Départ à la retraite					0
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental					0
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD					0
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)					0
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	6	4	2		96
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	6	4	2	0	96

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
1568	96	6,12%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congrés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congrés ≥6j et <15 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congrés ≥ 30j	Nbre total de jours de congrés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congrés administratifs	36	4	1	1	171,5
Congés de maternité	FIXE				80
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux					0
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences					0
TOTAL	36	4	1	1	251,5

Perspectives pour 2015-2016-2017

Au sujet de **la réglementation du numérique**, est prévue pour 2015, une réforme du code des postes et télécommunications avec 3 lois du Pays relatives au service public des télécommunications, à l'interconnexion et à l'accès des réseaux de télécommunications, et aux réseaux de télécommunications.

Par ailleurs, la gestion des ressources publiques (plan de numérotation, bandes de fréquences radioélectriques) ; la gestion des noms de domaines de premier niveau de l'Internet ; l'instruction des demandes d'établissement de réseaux de télécommunications ainsi que l'instruction des demandes d'avis formulés par l'Etat auprès du Pays en matière de communication audiovisuelle, seront maintenues et poursuivies.

Concernant le **développement du numérique**, sont prévus en 2015 :

- la mise en application du nouveau dispositif d'aide à la création audiovisuelle et numérique – SCAN ;
- la contribution par tous les moyens à l'animation et au développement de la communauté de l'économie numérique ;
- l'accompagnement des groupes de réflexion de l'Oden et la proposition d'un plan de développement de l'économie numérique à valider par le gouvernement ;
- l'actualisation de l'étude de la mise en place d'un incubateur/pépinière d'entreprises, avec ou sans le partenariat de Poly-3D.

En matière de ressources humaines, la DGEN dispose de six postes budgétaires, d'un CVD et de quatre agents mis à disposition. La situation de ces quatre derniers agents doit être régularisée afin de permettre une stabilité de la structure de la DGEN car la réintégration de ces agents dans leur service d'origine déstabiliserait complètement la DGEN.

Par ailleurs, la réforme du code des postes et télécommunications ne pourra se faire avec un seul et unique agent en charge de toutes les affaires juridiques, les contentieux, la partie postale et télécoms. Par conséquent, un effectif de deux juristes permettrait de proposer une réforme des textes dans le courant de 2015.

De même, un seul agent à la Cellule des postes et communications électroniques, qui gère les demandes en ressources publique (fréquences et numérotation) ne correspond pas à une bonne gestion prévisionnelle de la ressource humaine.

3.18 Direction générale à la protection sociale (DGPS)

Présentation du service

- **Texte de création** : Délibération n° 99-11 APF du 14/01/1999 organisant le contrôle et l'évaluation des régimes de protection sociale et des instances qui les gèrent
- **Texte d'organisation** : Arrêté n° 567 CM du 16/04/1999 fixant les missions, les attributions et l'organisation de la délégation générale à la protection sociale (D.G.P.S.)
- **Attributions** :

Placée sous l'autorité du ministre chargé des affaires sociales, la délégation générale à la protection sociale (DGPS) a pour mission le contrôle supérieur des régimes de protection sociale et des organismes qui les gèrent quelle que soit la nature juridique de ces personnes morales.

A la demande du ministre chargé des affaires sociales, la DGPS assure une mission d'évaluation des politiques qu'il conduit et des organismes de droit privé qui y concourent.

La DGPS conseille le ministre sur tout sujet que celui-ci lui soumet.

Le DGPS établit chaque année un programme de travail qui est approuvé par le ministre de tutelle.

La DGPS participe aux travaux du conseil de la protection sociale et de l'action sociale (CPSAS). En tant que de besoin, le délégué général conduit les évaluations et les investigations nécessaires à ces travaux.

• **Coordonnées :**

Adresse du siège	Siège de la direction de la santé, rue des Poilus tahitiens, 1er étage bureaux 2 et 3
Adresse postale	BP 2 551 – 98 713 Papeete
Téléphone	(689) 40 46 00 24 ou 40 46 00 12
Télécopie	(689) 40 42 99 43
Courriel / Site internet	patricia.ehrhart@solidarite.gov.pf
Horaires d'ouverture	lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Administration générale » (mission « Pouvoirs publics »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
16 715 108 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 1 413 694 F CFP		
Investissement : 0 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation : Siège de la direction de la santé, rue des Poilus tahitiens, 1er étage bureaux 2 et 3	Surface : 37 m ²	Bâtiment du Pays ou location : Bâtiment du Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : un véhicule (Renault Mégane, 6213 D)	Etat du bien : Bon Réforme demandée : Non	

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		1						1	50,00%
B/CC2								0	0,00%
C/CC3		1						1	50,00%
D/CC4 et CC5								0	0,00%
Total	0	2	0	0	0	0	0	2	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		
55 à 59 ans		

50 à 54 ans		
45 à 49 ans		
40 à 44 ans	1	
35 à 39 ans		1
30 à 34 ans		
25 à 29 ans		
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	1	0	0	0	1
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)					0
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental	1				1
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD					0
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	1	0	0	0	1
Départ à la retraite					0
Départ volontaire	1				1
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental					0
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD					0
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)					0
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies			1		24
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0

Total	0	0	1	0	24
-------	---	---	---	---	----

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
448	24	5.35%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥ 6j et < 15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	7				12,5
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux					0
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences					0
TOTAL	7	0	0	0	12,5

Perspectives pour 2015-2016-2017

La trajectoire de la DGPS pour la période triennale à venir s'inscrit dans un contexte de nécessaire réforme des dispositifs de protection sociale, de prévoyance et d'action sociale gérés par les diverses institutions publiques ou privées en charge de leur gestion : Caisse de prévoyance, direction des affaires sociales, institutions à but non lucratif des secteurs sociaux et médico-sociaux.

Déjà fortement sollicitée lors de précédentes tentatives de réformes engagées ces dernières années, la DGPS doit pouvoir recouvrer les moyens nécessaires pour assurer la mission propre qui lui a été attribuée quelques années après la création du système de la Protection sociale généralisée : aujourd'hui, le service est réduit à un effectif le plus sommaire possible (2 agents dont un chef de service et un personnel de secrétariat).

Etoffer les ressources humaines du service, ou lui permettre de bénéficier par mutualisation de moyens via une coopération renforcée avec d'autres entités administratives, constitue l'objectif

prioritaire. Rappelons à ce titre que le rapport IGAS de 2004 avait souligné cette impérieuse nécessité.

L'actualisation du schéma d'organisation de santé en cours, et la création d'un véritable schéma d'orientation des politiques d'action sociale impacteront directement les perspectives budgétaires des régimes de protection sociale : à ce titre, la DGPS s'associera aux réflexions intéressantes ces enjeux majeurs.

Titulaire d'une mission de contrôle de légalité des actes des instances délibérantes des trois régimes gérés par la CPS, la DGPS préconise que soit initié le chantier de codification des réglementations applicables dans le domaine de la protection sociale (voire de l'action sociale) : la lisibilité restreinte de nombre de réglementations incline à entreprendre un toilettage d'envergure.

En synthèse, et comme l'ont à maintes reprises rappelé de nombreux rapports (IGAS, Cour des comptes) : la gestion des politiques de protection sociale, confiée par délégation à l'organisme de gestion CPS, constitue un enjeu social, économique et budgétaire majeur qui requiert des relations modernisées, notamment par voie contractuelle (« convention d'objectifs et de gestion »), dont la performance doit être évaluée périodiquement pour le compte de la tutelle, notamment pour favoriser et anticiper des évolutions pertinentes et objectives.

3.19 Direction générale des ressources humaines (DGRH)

Présentation du service

- **Texte de création et d'organisation** : Arrêté n° 1920 CM du 29/11/2011 relatif à la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française
- **Attributions** : L'arrêté n° 1920/CM du 29 novembre 2011 précité dispose, dans son article 2, que les missions de la D.G.R.H. sont les suivantes :
 - conception, proposition et coordination de la mise en œuvre des politiques publiques en matière de recrutement, d'administration et de formation des agents des services et des établissements publics à caractère administratif (E.P.A.) de la Polynésie française (à l'exception des agents non fonctionnaires recrutés par les EPA) ;
 - mise en œuvre de la politique en matière de recrutement, d'administration et de fin de fonction des cabinets du Président de la Polynésie française et des membres de son gouvernement.

- **Coordonnées** :

Adresse du siège	Immeuble Papineau – 4ème étage, rue Tepano JAUSSEN
Adresse postale	BP 124 - 98713 Papeete
Téléphone	(689) 40 47 79 00
Télécopie	(689) 40 53 31 12
Courriel / Site internet	contact.dgrh@dgrh.gov.pf
Horaires d'ouverture	lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Ressources humaines » (mission « Personnel »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre 2014 (source PolyGF)
604 924 648 F CFP

Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre 2014 (source PolyGF)		
Fonctionnement : 152 047 047 F CFP		
Investissement : 3 812 064 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation Immeuble PAPINEAU, rue Tepano JAUSSEN 4ème étage	Surface 1 242m ²	Bâtiment du Pays ou location Location 3 281 772 Frs CFP charges compris
Immeuble PAPINEAU, Rue Tepano JAUSSEN 5ème étage	469m ²	Location 1 332 620 Frs CFP charges compris
PUTIA'ORO ex ATP et ICA dans le batiment TNTV		Bâtiments du PAYS
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules 4 Véhicules à 4 roues et 1 véhicule à 2 roues Autres		Etat du bien - 2 véhicules à 4 roues : bon état - 1 véhicule à 4 roues : état vétuste mais circule - 1 véhicule à 4 roues : ne fonctionne plus - 1 véhicule à 2 roues : ne fonctionne plus seront mis en réforme Réforme demandée

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		14	4				6	24	30,77%
B/CC2		22	5	4				31	39,74%
C/CC3		11						11	14,10%
D/CC4 et CC5		10		2				12	15,38%
Total	0	57	9	6	0	0	6	78	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
> 65 ans		
60 à 65 ans	3	
55 à 59 ans	2	1
50 à 54 ans	1	7
45 à 49 ans	3	17
40 à 44 ans	1	10
35 à 39 ans	3	8
30 à 34 ans	4	4
25 à 29 ans	3	6
20 à 24 ans	3	2

< 20 ans		
----------	--	--

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	16	8	0	1	25
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					
Mobilité (mutation)	3	2		1	6
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental	4	1			5
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	9	5			14
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	9	3	3	3	18
Départ à la retraite				1	1
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental	5				5
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD					0
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)	4	3	3	2	12
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	54	70	8	2	879
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération			3	6	245
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	54	70	11	8	1124

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
17 472	1124	6.43%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥ 6j et < 15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	658	44	10	4	1641,5
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	4	1			15
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles	1				5
Grève					0
Autres absences					0
TOTAL	663	45	10	4	1661,5

Perspectives pour 2015 – 2016 - 2017

En matière de REGLEMENTATION

- Réformes et ajustements réglementaires dans le cadre de la modernisation de l'administration.

En matière d'ORGANISATION

- Finalisation et publication du référentiel des métiers et des compétences à mi-2015, et déploiement de l'outil auprès des chefs de service et du réseau des référents RH ;
- Révision des directives permanentes liées aux outils GPEEC avec en priorité sur 2015, celles liées l'orientation, à la mobilité et à la formation, et à partir de 2016, celles sur le DUOG et la fiche de poste ;
- Animation du réseau des référents en gestion des ressources humaines et renforcement de leur professionnalisation dans le cadre du plan de formation 2015 ;
- Mise en place d'un observatoire des métiers de l'administration de la Polynésie française au travers d'études prospectives portant sur les métiers, fonctions, effectifs et compétences ;

- Reprise des travaux en matière d'élaboration du guide des procédures par l'identification des procédures prioritaires, la réactualisation de procédures existantes et l'élaboration de nouvelles fiches de procédures ;
- Gestion du projet de migration vers un progiciel modernisé en matière de gestion RH, permettant une décentralisation auprès des services et EPA. L'année 2015 sera consacrée à la poursuite de l'analyse d'opportunité et de faisabilité du projet, à la formalisation et au suivi de l'appel d'offres, à l'acquisition et au paramétrage du nouveau progiciel. La phase de mise en œuvre est prévue pour 2016 à l'issue d'une phase de formation, de test et d'accompagnement au changement.
- Dans le cadre des travaux sur la modernisation de l'administration coordonnés par la Présidence, contribution à l'analyse des emplois, des effectifs et des compétences des services administratifs et des établissements publics administratifs.

En matière de FORMATION des agents

- Reconduction du programme de formation 2013 - 2014 avec adjonction d'un itinéraire pour les personnels chargés des ressources humaines ;
- Préparation du plan triennal de formation 2016 - 2018 : recueil des besoins auprès des services, synthèse, formalisation du plan après arbitrage ;
- Formateurs occasionnels : formation des formateurs occasionnels ; modification du montant des indemnités ;
- Poursuite de l'aménagement des locaux du centre de formation de Putiaoro.

Amélioration du dispositif des Corps des Volontaires au Développement (CVD)

- Modification de la Loi du pays en vue de permettre le changement de la structure d'accueil plus aisément.

En matière de MOBILITE et de RECRUTEMENT / EXAMENS PROFESSIONNELS

- Allègement et assouplissement des procédures en matière d'orientation et de mobilité ;
- Organisation de concours en fonction des résultats des travaux d'analyse relatifs à la modernisation de l'administration ;
- Organisation des examens professionnels.

En matière d'ADMINISTRATION COLLECTIVE et de déroulé de carrière plus particulièrement

- Formation de formateurs au sein des agents de la section en charge de l'administration collective en vue de réaliser des formations et de la sensibilisation auprès des référents en ressources humaines sur le déroulé des carrières.

En matière d'ADMINISTRATION INDIVIDUELLE

- Remise en place du visa préalable de conformité juridique de la DGRH sur les actes de recrutement des agents non titulaires des établissements publics administratifs.

3.20 Direction des impôts et des contributions publiques (DICP)

Présentation du service

- **Texte de création :** Arrêté n° 1498 CM du 27/08/2010 relatif au service dénommé " direction des impôts et des contributions publiques "
- **Attributions :**

Les rôles permanents de la DICP sont les suivants :

- L'assiette, la liquidation, le contrôle, le contentieux et le gracieux des impôts, droits, taxes et contributions de toute nature figurant au code des impôts ainsi que de tous autres qui lui serait

confiés. A ces titres, sont englobées toutes les opérations prévues par les textes ou nécessitées pour l'accomplissement de ces missions et l'établissement de tous les actes et documents qui en sont le support.

- La perception des impôts, droits, taxes et contributions de toute nature dont le recouvrement lui est confié.
- La conception des textes réglementaires relatifs à la fiscalité ressortissant à son domaine de compétence ainsi que celle des instructions générales interprétatives nécessaires à leur application.
- La mise à jour annuelle du code des impôts et l'instruction des demandes d'agrément fiscaux.
- La participation à la défense de la Polynésie française par la rédaction des mémoires devant les juridictions.
- L'assistance administrative avec les services de l'Etat dans le cadre conventionnel d'échanges de renseignements.

• **Coordonnées :**

Adresse du siège	11 rue du Commandant Destremau (Bâtiment A1)
Adresse postale	B.P. 80 - 98713 Papeete
Téléphone	(689) 40 46 13 13
Télécopie	(689) 40 46 13 00
Courriel / Site internet	directiondesimpots@dicp.gov.pf www.impot-polynesie.gov.pf
Horaires d'ouverture	Lundi à jeudi : 7h30 à 14h30 / vendredi : 7h30 à 13h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Fiscalité directe » (mission « Gestion fiscale »)
- Programme « Fiscalité indirecte » (mission « Gestion fiscale »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
790 574 293 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 61 946 357 F CFP		
Investissement : 21 531 190 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation 1 – bâtiments administratifs de Vaïami (y compris salles d'archives) : 1 179,42 m ² 2 – bâtiment administratif A1-A2 (rue du commandant Destremau) : 989,38 m ² 3 – Centre administratif d'Uturoa : 81,09 m ²	Surface : 2 249,89 m ² 1 – 1 179,42 m ² 2 – 989,38 m ² 3 – 81,09 m ²	Bâtiment du Pays ou location Bâtiment du Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 2 VL 2 scooters Autres : location de matériel informatique (coût : 26 000 000 F CFP)		Etat du bien : bon état Mise en service : VL 2004 et 2005, Scooter 1999 Réforme demandée pour le scooter mis en service en 2007

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		18	1	1		9	1	30	30,61%
B/CC2		21		10	5			36	36,73%
C/CC3		13	5	6	1			25	25,51%
D/CC4 et CC5		6		1				7	7,14%
Total	0	58	6	18	6	9	1	98	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		
55 à 59 ans	3	6
50 à 54 ans	5	11
45 à 49 ans	10	9
40 à 44 ans	5	15
35 à 39 ans	5	12
30 à 34 ans	4	6
25 à 29 ans	3	2
20 à 24 ans		2
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	7	1	7	0	15
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)	1	1			2
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental			1		1
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	2		6		8
Affectation/renouvellement FEDA	4				4
II - SORTIES	8	1	6	0	15
Départ à la retraite		1			1
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental	1		1		2

Fin de CDD ANT/ Fin de CVD	2		5		7
Fin de détachement FEDA	4				4
Mobilité (mutation)	1				1
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	100	94	13	11	1 644
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	100	94	13	11	1 644

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
21 952	1644	7,48%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congrés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congrés ≥6j et <15 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congrés ≥ 30j	Nbre total de jours de congrés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	890	78	21	2	2 416
Congés de maternité	FIXE				112
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	14				44

Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles		1			6
Grève	42				40
Autres absences	23				35
TOTAL	969	79	21	2	2653

Perspectives pour 2015-2016

PROGRAMME 990.01 FISCALITE INDIRECTE

Pour la période 2014-2016, la DICP restera sur une démarche de performance dont les principaux résultats sont sous-tendus par des objectifs permanents en matière de civisme fiscal, de consolidation de la qualité de service, de simplification de l'impôt, de lutte contre la fraude fiscale, de recouvrement offensif des impôts et de maîtrise des coûts de gestion de l'impôt.

Elle priorisera la lutte contre toute forme de fraude fiscale. Au-delà de cette priorité, sa démarche de performance se déclinera au travers des 4 objectifs suivants.

- OPTIMISER LE RECOUVREMENT DES RECETTES FISCALES

La déclinaison des mesures et actions de l'objectif est la suivante :

- Une action au plus près de la défaillance par l'élargissement des attributions de la « recette-élargie », préfiguratrice de l'interlocuteur fiscal unique ;
- La mise en place d'une ressource dédiée au recouvrement des créances complexes et des créances du contrôle fiscal ;
- La création du statut d'un agent de poursuite auprès de la recette des impôts ;
- Une communication sur les obligations de déclarer et payer ses impôts à l'échéance.

- AGIR EN CONSIDERATION DES BESOINS ET DES FACULTES DES ENTREPRISES

La déclinaison des mesures et actions de l'objectif est la suivante :

- La gestion réactive et sécurisée des remboursements de crédits de TVA ;
- Le recours à la régularisation amiable des demandes de remboursement de crédit de TVA incomplètes ou imprécises ;
- La réduction des délais de liquidation comptable des remboursements de crédits de TVA et l'offre d'un service dédié à renseigner sur les délais de mandatement ;
- Le traitement des entreprises en difficulté dans le paiement de leurs dettes fiscales.

- MODERNISER LA FONCTION INFORMATIQUE DU RECOUVREMENT

La DICP doit concourir à plusieurs actions dans son programme pluriannuel 2014-2016 afin de moderniser ses outils informatiques dans le cadre du Schéma Directeur de l'informatique des Administrations Financières (SDIAF) élaboré sous l'égide de la Vice-présidence.

La déclinaison des mesures et actions de l'objectif est la suivante :

- L'adaptation de l'application informatique MIRIA aux métiers de la recette des impôts en complément de l'outil RAR pour une meilleure automatisation des procédures de recouvrement contentieux ;
- La dotation d'un outil de lecture automatique des documents pour alléger les charges de saisies et améliorer les délais de prise en charge des encaissements ;

- La dématérialisation des états comptables et une meilleure accessibilité des données pour les partenaires de la DICP ;
- Une participation active aux démarches des développements informatiques du télépaiement et de la télé déclaration.

- GARANTIR LA QUALITE COMPTABLE ET ASSURER LA MAITRISE DES RISQUES

La déclinaison des mesures et actions de l'objectif est la suivante :

- L'amélioration de la performance au travers d'une démarche d'homogénéisation et de professionnalisation de la maîtrise des risques ;
- La sécurisation des missions par une systématisation du contrôle interne.

PROGRAMME 990.02 FISCALITE DIRECTE

La DICP conduit dans ce programme, et en complète interaction avec le programme « Fiscalité indirecte », une même démarche de gestion par la performance et d'amélioration de la qualité de service rendu à l'utilisateur. Sa démarche de performance se déclinera au travers des 4 objectifs suivants, étant d'ores et déjà précisé que, comme pour le programme « fiscalité indirecte », la lutte contre toute forme de fraude est une priorité.

- SIMPLIFIER L'IMPOT ET VALORISER LA BONNE FOI DES CONTRIBUABLES POUR MIEUX ASSURER LES RENTREES FISCALES

La déclinaison des mesures et actions de l'objectif est la suivante :

- La promotion du civisme fiscal par une communication grand-public ;
- L'accompagnement pédagogique de la DICP dans l'appropriation de la réforme fiscale par les contribuables ;
- L'amélioration de la qualité des bases d'imposition ;
- La création de commissions communales pour la détermination de l'impôt foncier ;
- Un accès personnalisé à sa situation fiscale pour le contribuable et une simplification des documents fiscaux pour en faciliter la meilleure compréhension ;
- Le développement des démarches amiables dans la gestion déclarative et le contrôle de l'impôt ;
- L'accroissement de la sécurité juridique en faveur des contribuables : la procédure du rescrit fiscal ;
- La prise en compte d'une relation d'information bilingue pour les contribuables ;
- La mise en œuvre d'une démarche permanente de réingénierie des processus et d'analyse des coûts dans le cadre du contrôle de gestion.

- SURVEILLER LE SYSTEME DECLARATIF ET LUTTER EFFICACEMENT CONTRE LA FRAUDE

La déclinaison des mesures et actions de l'objectif est la suivante :

- La lutte contre les activités occultes ;
- Un contrôle fiscal sur pièces ou externe proportionné aux enjeux et aux moyens ;
- Un contrôle dissuasif assuré sur le régime fiscal simplifié des Très Petites Entreprises (TPE) ;
- Une veille de programmation sur les nouveaux secteurs d'activité issus du commerce électronique ou du développement numérique ;
- L'accroissement des moyens juridiques octroyés au contrôle fiscal pour agir ;
- Mauvaise foi, manœuvres frauduleuses, opposition visa d'un supérieur ;

- Une campagne d'information pour sensibiliser aux finalités du contrôle à l'égard de l'égalité devant l'impôt et les règles de bonne concurrence.

- S'ANCER DANS UNE DEMARCHE D'ENGAGEMENTS DE SERVICE AU PROFIT DES USAGERS

La déclinaison des mesures et actions de l'objectif est la suivante :

- Un nouveau référentiel d'engagements de service « La DICP à votre service pour simplifier vos démarches fiscales » ;

- L'adaptation de l'organisation de la DICP à la segmentation des populations fiscales issues des réformes fiscales et la fusion des missions pour un interlocuteur unique ;

- Une amélioration du service INFO-FISCALE sur le site www.impot-polynesie.gov.pf, le site de la DICP et des services électroniques en général ;

- Des mesures adaptées pour les publics en difficulté ;

- L'évaluation de la satisfaction des usagers pour mieux cibler et répondre à l'offre et les attentes de service.

- ACCROITRE L'EFFICIENCE EN REALISANT LA MUTATION TECHNOLOGIQUE DE LA DICP ET LE DISPOSITIF DE MAITRISE DES RISQUES

Le projet annuel de performances 2014-2016 de la DICP repose, à l'égard de ses missions transverses, sur de nouvelles exigences globales eu égard aux enjeux de la bonne réalisation des missions qui lui sont confiées :

- maximiser les recettes fiscales dans une logique d'application mesurée des lois fiscales ;

- accroître sa dimension d'administration de service par une transformation de la relation-usager en une véritable relation-client ;

- protéger et moderniser les processus gérés et des informations détenues dans une démarche de mutation technologique.

Ces approches novatrices s'appuient sur la mesure de l'efficacité, c'est à dire le rapport entre les résultats obtenus et les moyens matériels et humains mis en œuvre pour y parvenir. Le principal facteur de progression du rapport d'efficacité réside dans la fonction informatique de la DICP et dans sa capacité à mettre en place une démarche de maîtrise des risques visant à améliorer la sécurité et l'efficacité des procédures. Il s'appuie également sur la professionnalisation des personnels au sein d'une administration de métiers.

La déclinaison des mesures et actions de l'objectif est la suivante :

- S'inscrire dans une démarche de mutation technologique qui tende vers une numérisation de la relation à l'utilisateur sans la déshumaniser ;

- La maîtrise des risques : la cartographie des processus.

3.21 Direction de l'environnement (DIREN)

Présentation du service

• **Texte de création** : Délibération n° 2003-35 APF du 27/02/2003 portant création de la direction de l'environnement

• **Texte d'organisation** : Arrêté n° 242 CM du 16/02/2012 portant organisation de la direction de l'environnement

• **Attributions** : L'objectif général de la direction de l'environnement est de concevoir, proposer puis mettre en œuvre la politique des autorités de la Polynésie française dans le domaine de l'environnement.

Dans une perspective de développement durable, les attributions de la direction de l'environnement sont plus particulièrement d'assurer la préservation, la gestion et la valorisation de la biodiversité, des milieux et des ressources naturelles de la Polynésie française.

• **Coordonnées :**

Adresse du siège	Quartier de la Mission, colline de Putiaoro
Adresse postale	BP 4562- 98713 Papeete
Téléphone	(689) 40 47 66 66
Télécopie	(689) 40 41 92 52
Courriel / Site internet	direction@environnement.gov.pf www.environnement.pf
Horaires d'ouverture	lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Partenariat avec les communes » (mission « Partenariat avec les collectivités »)
- Programme « Aménagement du territoire et risques naturels » (mission « Partenariat avec les collectivités »)
- Programme « Equipements et aménagements à vocation collective » (mission « Partenariat avec les collectivités »)
- Programme « Équipements et aménagements touristiques » (mission « Tourisme »)
- Programme « Gestion de la biodiversité et des ressources naturelles » (mission « Environnement »)
- Programme « Prévention et traitement des pollutions » (mission « Environnement »)
- Programme « Connaissance et éducation » (mission « Environnement »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
176 308 405 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 61 760 286 F CFP		
Investissement : 271 017 791 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation : Bâtiment administratif Putia oro – Quartier la Mission - Papeete	Superficie : 3ème niveau du bâtiment Putia oro (483 m²)	Bâtiment du Pays ou location : Bâtiment du Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules 6		Etat du bien : Bon Etat

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		14		1			2	17	62,96%
B/CC2		5		1				6	22,22%

C/CC3		1	1					2	7,41%
D/CC4 et CC5		2						2	7,41%
Total	0	22	1	2	0	0	2	27	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		
55 à 59 ans	2	1
50 à 54 ans		1
45 à 49 ans	2	6
40 à 44 ans	2	
35 à 39 ans	4	1
30 à 34 ans	2	3
25 à 29 ans	2	1
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	6	2	0	0	8
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)					0
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental	1				1
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	5	2			7
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	3	0	0	0	3
Départ à la retraite					0
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental					0
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD	3				3
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)					0
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	25	10	7	3	543
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	25	10	7	3	543

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
6048	543	8,97%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congrés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congrés ≥6j et <15 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congrés ≥ 30j	Nbre total de jours de congrés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congrés administratifs	218	28	3	2	677
Congés de maternité	FIXE				103
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux					0
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences					0
TOTAL	218	28	3	2	780

Perspectives pour 2015-2016-2017

Programme « Partenariat avec les communes »

- Mise en œuvre du prochain contrat de projets "Communes" 2015-2020, notamment pour Arue, Pirae, Moorea et Papeete. La Diren assurera l'analyse technique des demandes en matière d'assainissement des eaux usées (collectif ou autonome). 2015 : signature de la convention Etat-Pays-Communes et analyse des premiers dossiers techniques de demande de financement. 2016 et 2017 : montée en puissance de la mise en œuvre du CdP.
- Assainissement collectif de Papeete, CDP / 2015 : poursuite des travaux de construction de l'émissaire et de la station d'épuration. 2016 : fin des travaux de construction de la station d'épuration (second semestre). 2017 : raccordement des usagers à leurs frais au réseau collectif déjà posé ;
- Assainissement collectif de Papeete, 10ème FED / 2015 : relance de l'appel à candidature pour la maîtrise d'œuvre des travaux, consultation des bureaux d'études retenus, choix du titulaire et mise à jour du dossier d'appel d'offres travaux par le bureau d'études. 2016 : lancement de la procédure d'appel d'offres de travaux (environ 8 mois), choix des titulaires du marché de travaux (2 lots) et démarrage des travaux en fin d'année. 2017 : travaux de pose de réseaux et postes de refoulement afin de poursuivre l'assainissement collectif en centre ville (zone Vaima jusqu'à Paofai) ;
- Assainissement collectif des eaux usées de la zone touristique de Haapiti (Moorea), pose de réseaux et raccordement des 220 dernières habitations de la zone / 2015 : obtention des crédits pour permettre le versement de l'avance dans le cadre du prochain contrat de projets "Communes". 2016 et 2017 : réalisation des travaux afin d'atteindre un taux de raccordement proche des 100 %. 2017 : dernier audit de l'UE afin de vérifier le respect des engagements de la Polynésie française ;
- Reconstruction de l'émissaire de la station d'épuration de Haapiti (Moorea) / 2015 : instruction du pourvoi en cassation. Si le jugement en cour d'appel est annulé, une nouvelle procédure sera lancée, débouchant sur un jugement définitif vraisemblablement en 2017. En attendant les travaux de reconstruction de l'émissaire, dans le meilleur des cas en 2017, il conviendra de continuer la surveillance du rejet en lagon des eaux traitées.

Programme « Prévention et traitement des pollutions »

Traitement des pollutions

- Elaboration de la politique sectorielle des déchets, avec un schéma territorial de gestion de déchets ;
- Réglementation sur les déchets adoptée ;
- Responsabilité élargie du producteur mise en œuvre ;
- Equipements communaux structurants financés par le contrat de projets Etat-Pays ;
- Révision et simplification des procédures en matière d'étude d'impact environnemental (EIE) et d'installations classées pour l'environnement (ICPE) / 2015.
- Amélioration du suivi des installations classées pour l'environnement.

Programme « Gestion de la biodiversité et des ressources naturelles »

Protection de la biodiversité

- Elaboration d'une stratégie d'actions pour la biodiversité / 2015 ;
- Mise en œuvre d'une méthodologie d'analyse de risque en matière de demande d'introduction de nouvelles espèces ;
- Poursuite des travaux de conservation de la flore menacée : bilan quinquennal et orientation des travaux pour les 5 prochaines années ;
- Révision réglementaire de la flore endémique de Polynésie française selon les critères de l'UICN, suivie de la mise en place de nouvelles opérations de conservation ;

- Poursuite des 2 opérations de préservation de la biodiversité de Nuku Hiva et de mise en valeur des richesses des plateaux Temehani (Raiatea) avec la DRTT et SNB ;
- Application de la loi de pays « espèces et espaces » et mise en œuvre des arrêtés d'application relatifs aux espèces protégées (2015) ;
- Inventaire des réserves temporaires à mettre en place pour la protection des espèces marines de catégorie B (mammifères, tortues) (2015) ;
- Mise en application et bilan du plan d'actions "espèces marines emblématiques de Pf" (2015-2017) ;
- Renforcement des connaissances et des capacités pour la conservation des tortues marines en Polynésie française (étude de migration, étude de stocks, inventaire des sites de ponte, formation et implication des communes et des populations dans la gestion) (2015-2020).
- Réintroduction des Partulas depuis le Zoo de Londres ;
- Préparation de l'introduction du monarque de Tahiti sur l'île de Rimatara.

Lutte contre les espèces envahissantes

- Poursuite des actions de cartographie ou de lutte ciblée contre les espèces envahissantes ;
- Poursuite du programme de gestion opérationnelle, de prévention, de formation contre les espèces envahissantes : coordination et formation du réseau d'acteurs et des professionnels, évolution réglementaire visant l'agrément de bureaux d'études pour la mise en œuvre de mesures de contrôle dans les entreprises à risque et d'accompagnement de mesures de gestion locale opérationnelle des espèces envahissantes par les associations.

Valorisation d'espaces

- Reprise du dossier de classement des atolls de Tahanea et Motutunga.
- Appui à la gestion intégrée des zones côtières sur Raiatea et Moorea (projet INTEGRE) ;
- Révision des outils réglementaires des espaces terrestres et maritimes de la réserve de biosphère de la commune de Fakarava (date limite : juillet 2015) ;
- Réserve de biosphère de la commune de Fakarava / 2015 : réalisation de 12 ancrages écologiques et de 3 corps morts écologiques en 2015 ; 2016 : examen du label international par l'UNESCO, via le comité MAB France ;

Préservation et valorisation des ressources en eau

- Elaboration de la politique sectorielle de l'eau (PSE) (2015-2016) ; Orientations stratégiques et plan d'action définis ; Echancier des dépenses élaboré sur un court et moyen terme ;
- Mise en œuvre de la politique sectorielle de l'eau (2017)
- Communication autour de la PSE et de la sensibilisation de la population à la préservation de l'eau : Journée mondiale de l'eau en Mars 2015 et opérations de communication ;
- Mise en œuvre et poursuite du programme d'actions de connaissances et gestion des eaux souterraines avec le BRGM (2015 à 2017) ;
- Mise en place d'un réseau de surveillance des eaux souterraines (2017).

3.22 Direction Polynésienne des affaires maritimes (DPAM)

Présentation du service

- **Texte de création et d'organisation** : Arrêté n° 1512 CM du 08/11/2007 relatif à la direction polynésienne des affaires maritimes
- **Attributions** :
La DPAM exerce les missions suivantes :

- définir les normes relatives à la sécurité de la navigation et de la circulation dans les eaux intérieures et en contrôler l'application ;
- élaborer les réglementations relatives à la sécurité des navires de moins de 160 TJB autres que ceux destinés aux transports de passagers et en contrôler l'application ;
- définir, réglementer et contrôler les professions et activités maritimes, notamment en ce concerne les transports maritimes inter-insulaires, le transport touristique et les activités nautiques ;
- élaborer la réglementation relative à la conduite des navires et à la formation qui s'y rattache et en contrôler l'application ;
- définir les modalités d'immatriculation et en assurer la mise en œuvre ;
- assurer la tutelle administrative de tout organisme chargé d'une mission de service public en matière de pilotage maritime.

• **Coordonnées :**

Adresse du siège	Route de la Papeava à l'entrée du Port de Pêche – à côté du Bâtiment du chantier Naval du Pacifique Sud
Adresse postale	BP 9005 98715 Papeete – TAHITI – Polynésie française
Téléphone	(689) 40 54 45 00
Télécopie	(689) 40 54 45 04
Courriel / Site internet	Accueil.dpam@maritime.gov.pf www.maritime.gov.pf
Horaires d'ouverture	lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30 Accès au public de 7h30 – 12h (cellule immatriculation, formation et gestion des marins)

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Transports et affaires maritimes » (mission « Transports »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
186 447 157 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 43 618 965 F CFP Investissement : 0 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation : Fare Ute route de la Papeava	Surface : Total = 609 m ²	Bâtiment du Pays ou location : Location
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 2 voitures et 1 scooter Autres	Etat du bien : moyen (entretien) Réforme demandée : non	

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		7	1	2		1		11	42,31%
B/CC2		6	1	2				9	34,62%
C/CC3		3						3	11,54%
D/CC4 et CC5		3						3	11,54%
Total	0	19	2	4	0	1	0	26	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		
55 à 59 ans	1	3
50 à 54 ans	1	3
45 à 49 ans	4	3
40 à 44 ans	1	1
35 à 39 ans		4
30 à 34 ans		4
25 à 29 ans	1	
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	1	1	0	0	2
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)					0
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental					0
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD		1			1
Affectation/renouvellement FEDA	1				1
II - SORTIES	1	0	0	0	1
Départ à la retraite					0
Départ volontaire					0

Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental					0
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD					0
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)	1				1
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	14	12	1	0	139
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	14	12	1	0	139

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
5824	139	2.38%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congrés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congrés ≥6j et <15 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congrés ≥ 30j	Nbre total de jours de congrés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	267	46			791
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	1	1			6

Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences					0
TOTAL	268	47	0	0	797

Perspectives pour 2015-2016

TRANSPORT MARITIME

- Mettre en œuvre l'optimisation du suivi du fret maritime (projet application informatique).
- Mettre en œuvre, en considération des options retenues, les préconisations du schéma directeur des transports maritimes (fin étude prévu en juillet 2015).

IMMATRICULATION - SECURITE DES NAVIRES

- Pérenniser la mission en autonomie (des deux dernières années) de suivi sécuritaire des navires professionnels et de loisir, tant par la consolidation en numéraire des agents que par la finalisation (en 2015) d'une « démarche qualité » (*homogénéisation des procédures de visites et de traitement du suivi sécuritaire*).
- Réforme des modalités d'immatriculation des navires avec simplification des procédures (démarche engagée)

GESTION DES MARINS (centre examen et délivrance des titres de qualification, et gestion des carrières)

- Continuer la mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle maritime (certificat de pilote lagonaire, et les titres professionnelles pour la navigation à la pêche).
- Engager un processus de gestion des gens de la mer (connaissance et suivi des équipages, suivi des aptitudes médicales, etc...)

ESPACE MARITIME (sécurité de la circulation et de la navigation dans les eaux intérieures)

- Réforme de la réglementation portant sur les manifestations nautiques avec accompagnement en matière de procédure déclarative

DROIT MARITIME

- Engager un processus pour l'élaboration d'un recueil du droit maritime applicable en Polynésie française (droit pénal maritime, applicabilité du code des transports en fonction des thèmes, etc...)
- Répertorier les réglementations par thématique

Il faut souligner que la mise en œuvre de ces perspectives, notamment pour les réformes de fond, demeurent conditionnées à une réelle mise en adéquation, en nombre et en qualité, des ressources humaines du service.

Les connaissances administratives et techniques nécessaires à l'exercice des missions du service exigent une stabilisation des effectifs, qui n'est pas effective à ce jour, avec une prise en compte de la technicité eu égard à la croissance constante des besoins dans l'ensemble des domaines du secteur maritime.

3.23 Délégation de la Polynésie française à Paris (DPF)

Présentation du service

- **Texte de création :** Délibération n° 85-1064 AT du 16/07/1985 créant un service territorial dénommé « Service de la délégation de la Polynésie française »
- **Texte d'organisation :** Arrêté n° 867 CM du 27/06/2013 portant création et organisation de la direction des services de la Polynésie française à Paris

- **Attributions :**

Elle est chargée :

- de relayer l'action des services de la Polynésie française en métropole dans la limite des délégations de signature consenties au chef de service ;
- d'assurer un appui aux actions sectorielles des ministres du gouvernement de la Polynésie française menées dans le cadre d'un partenariat avec l'Etat ;
- d'assister les autorités institutionnelles de la Polynésie française dans leurs déplacements en métropole.

Elle peut également être chargée d'exercer des attributions pour le compte d'un ministère du gouvernement de la Polynésie française et par délégation de celui-ci

- **Coordonnées :**

Adresse du siège	28, boulevard Saint Germain 75005 PARIS
Adresse postale	
Téléphone	(33) 01 55 42 66 00
Télécopie	(33) 01 55 42 66 11
Courriel / Site internet	secdel@delegation.gov.pf
Horaires d'ouverture	9h-17h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Administration générale » (mission « Pouvoirs publics »)
- Programme « Finances » (mission « Moyens internes »)
- Programme « Informatique » (mission « Moyens internes »)
- Programme « Bâtiments du Pays » (mission « Moyens internes »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
158 145 790 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 39 432 249 F CFP		
Investissement : 0 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation : 1°) 28 bd Saint-Germain 75 005 Paris 2°) 5 rue de Fourane ,13100 Aix en Provence 3°) 190 rue Carroux, 34 090 Montpellier 4°) 51 bis rue des Amidonniers, 31 000 Toulouse	Surface : 1°) 1 125 m2 2°) Terrain de 435m2 et Maison de plain-pied de 110m2 3°) Terrain de 876 m2 et Maison de plain-pied d'environ 190m2 4°) Bâtiment sur 2 niveaux d'une	Bâtiment du Pays : 1°) Délégation de la Polynésie française 2°) Foyer des étudiants d'Aix en Provence 3°) Foyer des étudiants de Montpellier

5°) 7 route de Canejan, 33 170 Gradignan	superficie de 212.43 m2 et une cour de 106 m2 5°) Une maison de plain-pied de 150m2 sur terrain en indivision + 3 parkings	4°) Foyer des étudiants de Toulouse 5°) Foyer des étudiants de Bordeaux
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 4 dont 2 en location longue durée Autres : Mobilier de bureau (bureaux, tables, fauteuils, chaises) pour un montant de 561 787 FCFP Matériel technique (caméra, sono-enceintes, TV LCD) pour un montant de 969 770 FCFP		Etat des biens : Bon état Etat des biens : Bon état

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT DPF	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1			5					5	29,41%
B/CC2			3	1				4	23,53%
C/CC3			2					2	11,76%
D/CC4 et CC5		1	5					6	35,29%
Total	0	1	15	1	0	0	0	17	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		1
60 à 65 ans	1	1
55 à 59 ans	3	3
50 à 54 ans	1	2
45 à 49 ans		1
40 à 44 ans	1	
35 à 39 ans	2	
30 à 34 ans		
25 à 29 ans		1
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	1	0	0	1	2
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)					0

Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental					0
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	1				1
Affectation/renouvellement FEDA				1	1
II - SORTIES	2	0	1	0	3
Départ à la retraite					0
Départ volontaire			1		1
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental					0
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD					0
Fin de détachement FEDA	1				1
Mobilité (mutation)					0
Révocation – licenciement -inaptitude	1				1
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	10	10			88
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération	1			2	80
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	11	10	0	2	168

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
3808	168	4.41%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥6j et <15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	38	15	8	1	348
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux					0
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences	86	13			273
TOTAL	124	28	8	1	621

Perspectives pour 2015-2016-2014

n/c

3.24 Direction des ressources marines et minières (DRMM)

Présentation du service

• **Texte de création** : Arrêté n° 1914 CM du 25/11/2011 portant création et organisation de la Direction des ressources marines et minières et précisant ses missions.

• **Attributions** :

Cette direction est chargée de :

- concevoir et proposer les différents éléments de la politique en matière de perliculture, de pêche, d'aquaculture et des mines en Polynésie française, puis consécutivement, mettre en œuvre les orientations stratégiques du pays et en assurer le suivi et l'évaluation ;
- élaborer un cadre réglementaire favorable au développement durable du secteur, en contrôler l'application et assurer son respect ;
- assurer la gestion et la préservation des ressources aquatiques relevant de sa compétence en vue d'une exploitation responsable et durable ;
- favoriser le développement économique du secteur en contribuant notamment au renforcement des capacités d'innovation et de valorisation des différentes filières productives, pour faciliter leur adaptation et leur intégration aux marchés locaux et extérieurs ;

- proposer la création ou la modification des textes portant sur la réglementation minière ;
- instruire les demandes de permis de recherche et d'exploitation minière ;
- surveiller et contrôler les travaux de recherche et d'exploitation minière ;
- participer aux études, travaux, recherches et conférences portant sur l'extraction terrestre des minerais, l'exploration et l'exploitation de la plateforme continentale et des fonds marins.

• **Coordonnées :**

Adresse du siège	Fare Ute - Immeuble Le Caill - 2ème étage
Adresse postale	B.P 20 - 98713 Papeete - TAHITI
Téléphone	(689) 40 50 25 50
Télécopie	(689) 40 43 49 79
Courriel / Site internet	drm@drm.gov.pf et www.pecche.pf
Horaires d'ouverture	lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Pêche et aquaculture » (mission « Développement des ressources propres »)
- Programme « Perliculture » (mission « Développement des ressources propres »)
- Programme « Ressources minières » (mission « Développement des ressources propres »)
- Programme « Formation professionnelle » (mission « Travail et emploi »)
- Programme « Gestion de la biodiversité et des ressources naturelles » (mission « Environnement »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
550 780 946 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 728 939 917 F CFP		
Investissement : 210 624 281 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Rangiroa Ecloserie	1387 m ²	Pays
Takapoto Antenne	448m ²	Pays
Contrôle de la qualité de la perle (ex maison de la perle)	217 m ²	Location
Uturoa Antenne	170m ²	Pays
Uturoa Centre administratif	31m ²	Pays
Bâtiment mareyage export – bureau	36 m ²	Pays
Port de pêche - Terrain	1032 m ²	Location : 723.588 F
Papeete - Hangar	287 m ²	Location : 2.696.939 F
Papeete siège	1018 m ²	Location : 19.113.600 F
Tahaa – annexe technique	54 m ²	Location : 600.000 F
Huahine - annexe technique	9 m ²	Location : 240.000 F
Hao – bâtiment mareyage	158 m ²	Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 11 véhicules TT, 5 véhicules légers, 2 cyclomoteurs, 1 camionnette plateau, 1 tracteur Autres : 12 bateaux	Etat des biens : Bon en général	

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		18	2	1			3	24	26,97%
B/CC2		13		2			1	16	17,98%
C/CC3		30	4					34	38,20%
D/CC4 et CC5		10		5				15	16,85%
Total	0	71	6	8	0	0	4	89	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans	3	
55 à 59 ans	13	2
50 à 54 ans	7	6
45 à 49 ans	8	8
40 à 44 ans	9	3
35 à 39 ans	6	6
30 à 34 ans	3	7
25 à 29 ans	4	2
20 à 24 ans		2
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	8	1	5	1	15
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)				1	1
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental	3				3
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	5	1	5		11
Affectation/renouvellement FEDA					
II - SORTIES	5	3	6	2	16
Départ à la retraite			2	2	4
Départ volontaire			1		1
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental	3	1			4

Fin de CDD ANT/ Fin de CVD	2	1	3		6
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)		1			1
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	64	92	11	10	1626
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	64	92	11	10	1626

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
19936	1626	8,15 %

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congrés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congrés ≥6j et <15 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congrés ≥ 30j	Nbre total de jours de congrés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	608	73	35	3	2468
Congés de maternité	FIXE				198
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	16				37

Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences (repos compensatoires)	302	19	2	1	663,5
TOTAL	926	92	37	4	3366,5

Perspectives pour 2015-2016-2017

- Rédaction en collaboration avec le ministère de tutelle d'un document de politique publique en matière de ressources marines et minières
- Révision du périmètre d'intervention et des moyens pour assurer les missions de service public
- Réforme de textes réglementaires : perliculture, aquaculture, code des pêches, aides aux professionnels et code minier

3.25 Direction de la santé (DSP)

Présentation du service

- **Texte de création** : Délibération n° 92-97 AT du 01/06/1992 définissant les missions du service territorial de la santé publique dénommé 'Direction de la santé'
- **Texte d'organisation** : Arrêté n° 673 CM du 15/04/2004 portant organisation du service de la direction de la santé
- **Attributions** : La Direction de la santé réalise par tous les moyens mis à sa disposition, les objectifs de santé publique déterminés par les pouvoirs publics. Elle est chargée d'animer, de coordonner, de mettre en oeuvre et de contrôler les activités concourant à la réalisation des objectifs de santé publique. Elle assure la gestion financière, administrative et technique des structures sanitaires de santé publique.
- **Coordonnées** :

Adresse du siège	Rue des poilus tahitiens, Quartier Paofai – Papeete, Tahiti
Adresse postale	BP 611 - 98713 Papeete
Téléphone	(689) 40 46 00 02
Télécopie	(689) 40 43 00 74
Courriel / Site internet	secretariat@sante.gov.pf
Horaires d'ouverture	lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Formation professionnelle » (mission « Travail et emploi »)
- Programme « Offre de santé – Médecine curative » (mission « Santé »)
- Programme « Santé publique – Prévention » (mission « Santé »)
- Programme « Veille et sécurité sanitaires » (mission « Santé »)
- Programme « Prévention et traitement des pollutions » (mission « Environnement »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
6 659 511 638 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 1 946 344 624 F CFP		
Investissement : 373 788 612 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation : Donnée indisponible	Surface : Donnée indisponible	Bâtiment du Pays ou location : Donnée indisponible
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : Donnée indisponible	État du bien : Donnée indisponible	

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1	5	123	75	3	53	10	4	273	26,12 %
B/CC2	18	168	38	61	16	1	3	305	29,19 %
C/CC3	1	163	20	47	4			235	22,49 %
D/CC4 et CC5		130	5	97				232	22,20 %
Total	24	584	138	208	73	11	7	1 045	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans	4	3
60 à 65 ans	23	27
55 à 59 ans	63	91
50 à 54 ans	78	137
45 à 49 ans	58	136
40 à 44 ans	34	79
35 à 39 ans	37	79
30 à 34 ans	27	80
25 à 29 ans	17	41
20 à 24 ans	10	21
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	102	119	25	11	257
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude	2	21	4	2	29
Mobilité (mutation)	3	5			8
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental	2	10	3		15
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	89	83	18	9	199
Affectation/renouvellement FEDA	6				6
II - SORTIES	41	59	18	7	125
Départ à la retraite	4	2	1	2	9
Départ volontaire	9		4	2	15
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental	5	10	5		20
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD	19	47	5	3	74
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)	3		3		6
Révocation – licenciement -inaptitude	1				1
Décès			1		1

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	466	865	164	92	13 795
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération				2	851
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération				3	621
Total	466	865	164	97	15 267

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
234 080	15 267	6,52 %

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥ 6j et < 15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	855	256	97	49	7 022
Congés de maternité	FIXE				1 356
Congés parentaux	0	0	0	4	422
Congés de formation professionnelle	401	16	1	20	7 215,5
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux					0
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève	1				1
Autres absences					0
TOTAL	1 257	272	98	73	16 016,5

Perspectives pour 2015-2016-2017

La direction de la santé doit être refondée afin que soient distingués les effecteurs, producteurs de soins et biens médicaux, de la fonction administration du champ sanitaire.

Les réflexions sur la gouvernance du système de santé menées dans le cadre de la réforme de la PSG II ainsi que les travaux consacrés à l'élaboration du schéma d'organisation sanitaire doivent permettre aux pouvoirs publics de décider la mise en place d'une part d'une autorité de régulation (autorisation, animation d'orientations, contrôle, inspection et financement) et d'autre part la définition du cadre juridique des structures de soins publiques gérées aujourd'hui par la DS (Hôpitaux, Centres de santé, Centres de soins spécialisés).

3.26 Direction des transports terrestres (DTT)

Présentation du service

- **Texte de création et d'organisation** : Arrêté n° 233 CM du 13/02/2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres.
- **Attributions** : La mission générale de la DTT est de mettre en œuvre les compétences du Pays en matière de transports terrestres et de lutte contre l'insécurité routière :
 - définir et mettre en œuvre la réglementation générale et les programmes d'action relatifs à la circulation et la sécurité routières (code de la route) ou en site propre ;
 - définir et mettre en œuvre les réglementations relatives à l'exercice des professions de transporteur de personnes ou de marchandises, de chauffeur de taxi ou de voiture de remise, de loueur de

véhicules sans chauffeur, de véhicules de service particularisé, d'exploitant d'établissement d'enseignement de la conduite automobile, d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière ;

- Suivre les conditions techniques, matérielles et économiques d'exercice des professions liées à l'usage professionnel de la route ;
- Définir les conditions techniques, économiques et juridiques de délégation du service public dans les domaines liés aux transports terrestres ;
- Concevoir, réaliser et entretenir les ouvrages et bâtiments relevant du secteur des transports publics routiers ;
- Mettre en place et gérer les fourrières de véhicules de transports terrestres à moteur ;
- Percevoir les redevances, droits et taxes générés par les activités de la Direction des transports terrestres.
- Contrôler l'utilisation des véhicules du parc automobile du Pays en dehors des heures de service.

• **Coordonnées :**

Adresse du siège	Bâtiment A : angle rue Marc Blond de St Hilaire et avenue du Prince Hinoi Bâtiment B : 93, angle rue Marc Blond de St-Hilaire et avenue Pomare V
Adresse postale	BP 4586 - 98713 Papeete
Téléphone	Bâtiment A : (689) 40 54 96 54 Bâtiment B : (689) 40.50.20.60
Télécopie	(689) 40 54 96 56
Courriel / Site internet	dt@transport.gov.pf / www.transports-terrestres.pf
Horaires d'ouverture	Bâtiment A – Direction générale, Bureau des affaires juridiques, Bureau de la documentation et de la communication (sécurité routière), Bureau des activités de transport, Bureau des transports en commun Lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30 Bâtiment B –Section des véhicules (Cartes grises, contrôles techniques) et Section des permis de conduire Lundi à jeudi : 7h30 à 14h30 / vendredi : 7h30 à 13h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Transports terrestres et sécurité routière » (mission « Transports »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
314 000 982 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 72 997 386 F CFP		
Investissement : 76 466 505 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation	Surface :	Bâtiment du Pays ou location
Bât. A – Papeete - Fariipiti	559 m ²	Location : 877 200F/mois
Bât. B – Papeete - Fariipiti	638 m ²	Location : 869 200F/mois
Annexe Taaone – Pirae	Bureau : 51 m ² - Terre : 6 240 m ²	Bâtiment du Pays
Annexe Pater – Pirae	Bureau : 81 m ² - Terre : 4 237 m ²	Bâtiment du Pays
Archives – Papeete – Tipaerui	275,82 m ²	Bâtiment du Pays
Hangar – Papeete – Tipaerui	90 m ²	Location : 100 000F/mois

Autres 1 place de stationnement – Papeete (Odyssée)	Surface totale : 12 039.82 m²	Location : 18.500 F/mois
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 15 véhicules Autres : 2 simulateurs d'accidents acquis en 2009	Etat du bien : Moyen à bon Etat moyen	

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		4						4	7,14 %
B/CC2	1	12		4				17	30,36 %
C/CC3		21		1				22	39,29 %
D/CC4 et CC5		8		5				13	23,21 %
Total	1	45	0	10	0	0	0	56	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		
55 à 59 ans	5	1
50 à 54 ans	6	7
45 à 49 ans	6	7
40 à 44 ans	4	1
35 à 39 ans	6	3
30 à 34 ans	4	4
25 à 29 ans	1	1
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	2	1	0	0	3
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)		1			1
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental	1				1
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement	1				1

CVD					
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	3	0	0	2	5
Départ à la retraite					0
Départ volontaire				1	1
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental					0
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD	1				1
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)	2				2
Révocation – licenciement -inaptitude				1	1
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	103	135	10	5	1524
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	103	135	10	5	1524

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
12544	1524	12,14 %

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥6j et <15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	511	50	12	3	1690
Congés de maternité	FIXE				112
Congés parentaux					0

Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	10				18
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève	24				24
Autres absences	41				41
TOTAL	586	50	12	3	1885

Perspectives pour 2015-2016-2017

- Modernisation des systèmes d'information et de gestion de la DTT : cette étude permettra d'actualiser les besoins informatiques de la DTT et d'élaborer un logiciel permettant d'exploiter tous les fichiers du service qui sont variés et interconnectés :
 - en matière de véhicules : fichier des immatriculations, fichier des contrôles techniques ;
 - en matière de conducteurs : fichiers des permis de conduire, des activités de transport, etc.
- Schéma directeur des transports collectifs et déplacements durables qui amorcera la grande réforme des TC et définira les grands principes d'organisation des TC, notamment en termes de répartition de compétences Pays / communes (mise en œuvre de la loi statutaire de 2004, qui a ajouté cette compétence communale).
- Etude des nouvelles conventions de délégations de service public des transports en commun et de la nouvelle « loi-cadre » des transports terrestres : réflexion à mener dans le cadre du schéma directeur des transports (Besoin de connaître la situation des délégataires (qui ne sont pas transparents, pour faire le bilan, et préparer les DSP de 2016. Dossier délicat).
- Etude et aménagement de voies réservées de bus sur la zone urbaine de Papeete. La fin de cette étude est prévue courant 2015, aménagement des premiers tronçons à prévoir ensuite.
- Rénovation des infrastructures de TC : Projets à poursuivre en 2015 (gares routières de l'Hôtel de Ville de Papeete, de Tipaerui, de l'Union sacrée, abris-bus (modèles « standard » et « touristique »...).
- Mise en œuvre d'une fourrière de véhicules terrestres à moteur à Tahiti.
- Refonte du code de la route : volet permis de conduire avec :
 - La formation des conducteurs : tout demandeur titulaire d'un permis de conduire de catégorie B devra suivre une formation obligatoire préalable pour l'obtention de la catégorie A1 ou 125 cm³.
 - Extension du brevet de sécurité routière (BSR) à tous les conducteurs de cyclomoteurs ;
 - Instauration d'un volume minimal d'heures d'apprentissage pour l'obtention de la catégorie B du permis de conduire ;
 - Création d'une capacité à la conduite dans les îles.
- Modification des textes relatifs aux activités de transport (transport touristique, taxi).
- Transport des matières dangereuses par route (TMDR) : nomenclature alphabétique des matières dangereuses et identification des matières transportées, dispositions sur le matériel de transport, les conditions de transport, sanctions, etc.

3.27 Inspection générale de l'administration de la PF (IGA)

Présentation du service

- **Texte de création** : Délibération n° 85-1111 AT du 05/11/1985 portant création d'un service dénommé « Inspection générale de l'administration du territoire » (IGAT)
- **Texte d'organisation** : Arrêté n° 1091 CM du 12/11/1985 portant organisation de l'inspection générale de l'administration du territoire (IGAT)
- **Attributions** : Les missions de ce service recouvrent les domaines administratif, technique et financier, s'étendent à l'ensemble des services, établissements publics, offices et organismes publics de la Polynésie française investis d'une mission de service public, ou gérant des fonds publics territoriaux.

Ainsi, sur instruction du Président de la Polynésie française, l'IGA intervient afin :

- d'étudier les mesures propres à assurer les meilleures conditions de fonctionnement de l'administration, d'un service public ou d'un organisme investi d'une telle mission ;
- de contrôler et inspecter les entités visées à l'alinéa précédent ;
- d'établir des rapports sur le comportement et la manière de servir d'agents ressortissant de l'Administration ;
- d'apporter une assistance technique aux services et organismes précités ;
- d'entreprendre les missions d'études, d'animation et de coordination qui lui sont confiées.

- **Coordonnées** :

Adresse du siège	Avenue Pouvanaa a Oopa, bâtiment du gouvernement, 1er étage
Adresse postale	BP 2551 Papeete
Téléphone	(689) 40 47 24 60
Télécopie	(689) 40 58 41 41
Courriel / Site internet	secretariat@igat.gov.pf
Horaires d'ouverture	lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Administration générale » (mission « Pouvoirs publics »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
55 654 438 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 4 067 146 F CFP Investissement : 0 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation : 1° étage du bâtiment du gouvernement, avenue Pouvanaa a Oopa	Surface : 10 bureaux, une cafétéria et une salle d'archivage	Bâtiment du Pays ou location : Bâtiment du Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 0 Autres : matériel informatique		Coût : 1 314 000 F CFP (location et maintenance auprès

	du service informatique du Pays) Réforme demandée : photocopieur
--	---

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		3						3	60,00%
B/CC2			1					1	20,00%
C/CC3								0	0,00%
D/CC4 et CC5				1				1	20,00%
Total	0	3	1	1	0	0	0	5	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		
55 à 59 ans	1	
50 à 54 ans	1	1
45 à 49 ans		
40 à 44 ans	1	
35 à 39 ans		
30 à 34 ans		1
25 à 29 ans		
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	1	1	0	0	2
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)	1	1			2
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental					0
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD					0
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	1	2	0	0	3

Départ à la retraite					0
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental		1			1
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD					0
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)	1	1			2
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	11	2	0	0	40
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	11	2	0	0	40

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
1120	40	3,57%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥6j et <15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	32	5	4	1	163,5
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0

Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux					0
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences					0
TOTAL	32	5	4	1	163,5

Perspectives pour 2015-2016-2014

L'inspection générale de l'administration a été remplacée le 30/12/2014 par la direction de la modernisation et des réformes de l'administration (arrêté n°2210/CM du 30 décembre 2014).

3.28 Imprimerie officielle (IO)

Présentation du service

- **Texte de création :** Arrêté n°546/SG du 28/06/1932 organisant l'imprimerie du gouvernement

- **Attributions :**

Ses principales missions :

- Publication bi-hebdomadaire (mardi/jeudi) du *Journal officiel* de la Polynésie française depuis le 1^{er} septembre 2013 ;
- Publication du compte-rendu intégral des débats de l'assemblée de la Polynésie française ;
- Publication du bulletin officiel des impôts dans un numéro spécial du *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- Edition des recueils de textes réglementaires et des codes applicables en Polynésie française ;
- Impression et vente d'affiches administratives ;
- Confection des registres d'état civil ;
- Confection d'imprimés et autres travaux d'imprimerie pour les services et établissements de l'administration de la Polynésie française ;
- Vente des publications, des recueils de textes réglementaires, des codes et autres travaux d'imprimerie.

- **Coordonnées :**

Adresse du siège	43, rue des Poilus Tahitiens
Adresse postale	BP 117 - 98713 Papeete
Téléphone	(689) 40 50 05 80
Télécopie	(689) 40 42 52 61
Courriel / Site internet	secretariat@imprimerie.gov.pf
Horaires d'ouverture	lundi à jeudi : 7h à 15h / vendredi : 7h à 14h
Horaires d'ouverture de la régie de recettes	Lundi à vendredi de 7h à 12h

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Administration générale » (mission « Pouvoirs publics »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
85 534 651 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 40 905 148 F CFP Investissement : 18 582 532 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation : 43, rue des Poilus-Tahitiens	Surface : 1 245,34 m2	Bâtiment du Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 2 (scooter et utilitaire) Autres : presses offset et typo, massicot, matériels de reliure, CTP		Etat du bien : bon et mauvais Réforme demandée : en cours

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1								0	0,00%
B/CC2	1	2			9			12	50,00%
C/CC3		7		4				11	45,83%
D/CC4 et CC5				1				1	4,17%
Total	1	9	0	5	9	0	0	24	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		
55 à 59 ans	2	1
50 à 54 ans	3	3
45 à 49 ans		6
40 à 44 ans	1	1
35 à 39 ans	1	2
30 à 34 ans	2	2
25 à 29 ans		
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	0	1	0	0	1
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude		1			1
Mobilité (mutation)					0
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental					0
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD					0
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	0	0	0	0	0
Départ à la retraite					0
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental					0
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD					0
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)					0
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	16	43	12	2	671
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	16	43	12	2	671

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
5 376	671	12,48 %

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥ 6j et < 15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	87	37	3		533
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	3				5
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles	2				10
Grève					0
Autres absences					0
TOTAL	92	37	3	0	548

Perspectives pour 2015-2016

n/c

3.29 Service du protocole (PRO)

Présentation du service

- **Texte de création** : Délibération n° 99-42 APF du 18/03/1999 portant création du service du protocole
- **Texte d'organisation** : Arrêté n° 1532 CM du 14/11/2002 portant organisation du service du protocole
- **Attributions** : Le service du protocole est chargé :
 - des questions d'étiquette et de préséance à l'occasion des cérémonies officielles et réceptions organisées par la Présidence du gouvernement de la Polynésie française ;
 - de l'organisation, de l'accueil et du séjour des personnalités, hôtes de la Polynésie française ;
 - de veiller au déroulement des interventions publiques du Président et des membres du gouvernement.
- **Coordonnées** :

Adresse du siège	Quartier Broche, Avenue Pouvanaa a Oopa, Présidence
Adresse postale	BP 2551 - 98713 Papeete
Téléphone	(689) 40 47 20 00

Télécopie	(689) 40 47 21 10
Courriel / Site internet	protocole@presidence.pf
Horaires d'ouverture	lundi à jeudi : 7h30/12h et 13h30/17h vendredi : 7h30/12h et 13h30/16h

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Administration générale » (mission « Pouvoirs publics »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
38 263 947 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 12 466 293 F CFP Investissement : 0 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation : Présidence – Quartier Broche, Avenue Pouvanaa a Oopa	Surface : 3 bureaux 2 salles d'archives (stockage)	Bâtiment du Pays ou location : Bâtiment du Pays (Présidence)
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 1 Autres	Etat du bien : en état de marche Réforme demandée	

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1			2					2	25,00%
B/CC2								0	0,00%
C/CC3		1						1	12,50%
D/CC4 et CC5	1	1	3					5	62,50%
Total	1	2	5	0	0	0	0	8	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		
55 à 59 ans		
50 à 54 ans		
45 à 49 ans		
40 à 44 ans		
35 à 39 ans		2
30 à 34 ans		1
25 à 29 ans	1	4

20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	0	0	1	0	1
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)			1		1
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental					0
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD					0
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	0	0	0	1	1
Départ à la retraite					0
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental				1	1
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD					0
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)					0
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	9	10	1		85
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	9	10	1	0	85

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
1792	85	4.74%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥ 6j et < 15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	40	4			145
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux					0
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences					0
TOTAL	40	4	0	0	145

Perspectives pour 2015-2016-2017

- Mettre en place des formations en anglais pour les agents d'accueil.
- Inscrire les visites guidées de la Présidence au projet des Etablissements des écoles de la Polynésie française et prévoir un suivi des séquences avant, pendant et après les visites.

3.30 Délégation à la recherche (REC)

Présentation du service

- **Texte de création** : Délibération n° 89-5 AT du 09/02/1989 portant création de la délégation à la recherche
- **Attributions** :

La délégation à la recherche a pour mission principale de préparer, coordonner, animer et suivre la mise en œuvre de la politique de la recherche de la Polynésie française.

Elle représente :

- la structure permanente de coordination et de suivi des programmes de recherche décidés par les pouvoirs publics, assurant notamment la collecte et l'analyse des éléments et des données nécessaires à l'élaboration de la politique de la recherche et à la programmation des actions qui en découlent ;
- le secrétariat du Haut Comité de la Recherche et sa dimension exécutive, assurant notamment l'instruction des demandes de crédits et d'aides financières ;
- et le carrefour de l'information, de l'évaluation des programmes entrepris ainsi que de la vulgarisation de leurs résultats.

• **Coordonnées :**

Adresse du siège	Avenue Pouvanaa a OOPA, bâtiment du gouvernement, 1er étage
Adresse postale	BP 20981 – 98713 Papeete TAHITI
Téléphone	(689) 40 47 25 60
Télécopie	(689) 40 43 34 00
Courriel / Site internet	secretariat@recherche.gov.pf
Horaires d'ouverture	lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Enseignement supérieur et recherche » (mission « Enseignement »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
25 302 969 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 52 992 664 F CFP Investissement : 65 119 569 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Avenue Pouvanaa a Oopa, bâtiment du gouvernement, 1er étage	Surface : 72 m²	Bâtiment du Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 1 (4x4 Land Rover 90)	Date de mise en circulation 31/07/2001	

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		1						1	50,00%
B/CC2								0	0,00%
C/CC3		1						1	50,00%
D/CC4 et CC5								0	0,00%
Total	0	2	0	0	0	0	0	2	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		
55 à 59 ans		
50 à 54 ans		1
45 à 49 ans		
40 à 44 ans	1	
35 à 39 ans		
30 à 34 ans		
25 à 29 ans		
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	0	0	0	0	0
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)					0
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental					0
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD					0
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	1	0	0	0	1
Départ à la retraite					0
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental					0
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD	1				1
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)					0
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	2				6

Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	2	0	0	0	6

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
448	6	1.3%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥ 6j et < 15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	22	1	1	0	56
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux					0
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences					0
TOTAL	22	1	1	0	56

Perspectives pour 2015-2016

Mise en oeuvre du Contrat de Projet Etat-Pays 2015-2020, volet « Recherche et Innovation »

3.31 Service d'assistance et de sécurité (SAS)

Présentation du service

- **Texte de création** : Délibération n° 88-5 AT du 11/02/1988 portant création d'un service d'accueil et de surveillance
- **Texte d'organisation** : Arrêté n° 396 CM du 20/03/1989 portant organisation du service d'accueil et de surveillance
- **Attributions** :
 - apporter aux personnes, usagers d'un service public, l'accueil et l'orientation qui leur est nécessaire ;
 - établir une surveillance des locaux dont ils ont la charge ;
 - faire face immédiatement aux mesures d'urgence qu'imposeraient des circonstances exceptionnelles, tant à l'égard des personnes (protection, secourisme, etc...) qu'à l'égard des locaux (incendie, vandalisme, etc ...) ;
 - protection rapprochée des autorités élues et des membres du gouvernement ;
 - assistance, sur sa demande, du président de l'assemblée territoriale dans l'exercice de ses pouvoirs de police définis à l'article 52 de la loi 84-820 modifiée du 6 septembre 1984 susvisée.
 - En tant que de besoin, il assure également la surveillance et le gardiennage des locaux administratifs et des terrains domaniaux de la Polynésie française.

Le service d'assistance et de sécurité reçoit compétence pour exercer ses missions à la Présidence du gouvernement, à l'assemblée de la Polynésie française, au conseil économique, social et culturel et dans les ministères.

- **Coordonnées** :

Adresse du siège	Présidence – quartier Broche, avenue Pouvanaa a Oopa
Adresse postale	BP 2551 - 98713 Papeete
Téléphone	(689) 40 47 20 00
Télécopie	(689) 40 47 20 08
Courriel / Site internet	leopold.teaotea@presidence.pf
Horaires d'ouverture	n/c

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Administration générale » (mission « Pouvoirs publics »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF) :		
815 821 252 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 34 461 273 F CFP		
Investissement : 0 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation : Présidence Sainte Amélie Raïatea	Surface : Terrain 1403m2	Bâtiment du Pays ou location : Bâtiment du Pays Bâtiment du Pays Bâtiment du Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		

Nombre de véhicules : 8	Etat du bien :
- 5728D Mitsubishi 2 cabines	Bon
- 5837D Mitsubishi 2 cabines	Bon
- 5902D Land rover	Bon
- 5698D Peugeot	bon
- 5911D Peugeot	bon
- 6931D Dacia SUV	neuf
- 5997D Mercedes minibus 9 places	bon
- 5780D Mercedes minibus 9 places	A réformer

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1						1		1	0,52%
B/CC2		1					1	2	1,04%
C/CC3		1			1			2	1,04%
D/CC4 et CC5		152		35				187	97,40%
Total	0	154	0	35	1	1	1	192	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans	3	
55 à 59 ans	22	1
50 à 54 ans	27	2
45 à 49 ans	42	2
40 à 44 ans	32	1
35 à 39 ans	42	1
30 à 34 ans	14	1
25 à 29 ans	2	
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues (manque date de naissance Michel Faraire)

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	0	0	0	4	4
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)				3	3
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental					0

Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD					1
Affectation/renouvellement FEDA				1	0
II - SORTIES	0	0	0	11	11
Départ à la retraite				2	2
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental				2	2
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD				2	2
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)				4	4
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès				1	1

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	110	300	46	27	4279
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	110	300	46	27	4279

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
43 008	4279	9.94%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congrés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congrés ≥6j et <15 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congrés ≥ 30j	Nbre total de jours de congrés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congrés administratifs	524	139	98	0	4607.5
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux					0

Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	10				33
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences	8				16.5
TOTAL	542	139	98	0	4657

Perspectives pour 2015-2016-2017

- Externaliser progressivement le gardiennage des sites domaniaux.

3.32 Service de l'urbanisme (SAU)

Présentation du service

- **Texte de création** : Délibération n° 88-18 AT du 11/02/1988 portant création du service de l'urbanisme
- **Texte d'organisation** : Arrêté n° 347 CM du 06/04/1988 portant organisation du service de l'urbanisme
- **Attributions** :
 - Pilotage des études pour l'élaboration et l'actualisation du schéma d'aménagement général du territoire (S.A.G.E.) ainsi que des plans et schémas spécifiques de répartition d'équipements publics spécialisés ou d'investissements privés d'intérêt général en conformité avec ces options ;
 - Elaboration et mesures d'exécution des règlements d'urbanisme des plans généraux d'aménagement (P.G.A.) et des plans d'aménagement de détail (P.A.D.) ;
 - Réalisation des études, plans et règlements nécessaires à la mise en oeuvre des compétences ci-dessus mentionnées ainsi qu'à celles liées à l'habitat urbain ou dispersé ;
 - Préparation et exécution des projets cartographiques et topographiques nécessaires aux opérations d'aménagement et d'urbanisme.
 - Instruction des demandes d'autorisations administratives exigées par la réglementation d'urbanisme (travaux immobiliers, certificat de conformité, notes de renseignement d'aménagement), et d'une manière générale, contrôle d'application de cette réglementation.
 - Elaborer et veiller à l'application des réglementations en matière d'urbanisme, en matière de prévention d'incendie et de risque de panique dans les établissements recevant du public et en matière de prévention des risques naturels.
- **Coordonnées** :

Adresse du siège	11, rue du Commandant Destremeau, Centre Administratif A1 (1er et 4ème étages)
Adresse postale	BP 866 – 98713 Papeete – Tahiti
Téléphone	(689) 40 46 80 23

Télécopie	(689) 40 43 49 83
Courriel / Site internet	direction.sau@urbanisme.gov.pf www.urbanisme.gov.pf
Horaires d'ouverture	lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Aménagement du territoire et risques naturels » (mission « Partenariat avec les collectivités »)
- Programme « Urbanisme » (mission « Urbanisme, habitat, foncier »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
356 075 837 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 40 776 552 F CFP Investissement : 44 800 083 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation :	Surface :	Bâtiment du Pays ou location
1- Papeete, 11 rue du commandant Destremau Bâtiment A1, 4ème étage	1- 340 m²	1- Bâtiment du Pays
2- Papeete, 11 rue du commandant Destremau Bâtiment A1, 1er étage	2- 320 m²	2- Bâtiment du Pays
3- Taravao, centre Te Vahinerii	3- 121,90 m²	3- Location : 3 557 372 FCFP
4- Raiatea, Bâtiment administratif	4- 198 m²	4- Bâtiment du Pays
5- Nuku-Hiva, cité administrative Taiohae	5- 33 m²	5- Bâtiment du Pays
6- Hiva Oa, cité administrative Atuona	6- 21 m²	6- Bâtiment du Pays
7- Tubuai, bureau de la circonscription des australes Mataura	7- 12,45 m²	7- Bâtiment du Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 15		Etat du bien : 7 états mauvais Réforme demandée : 0

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		9	2			1	1	13	21,67%
B/CC2	2	8	3	5		1	1	20	33,33%
C/CC3		14		5				19	31,67%
D/CC4 et CC5		5		3				8	13,33%
Total	2	36	5	13	0	2	2	60	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans	1	

60 à 65 ans		
55 à 59 ans	7	2
50 à 54 ans	3	4
45 à 49 ans	9	2
40 à 44 ans	1	4
35 à 39 ans	8	10
30 à 34 ans	1	3
25 à 29 ans	1	2
20 à 24 ans	2	
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	4	3	0	0	7
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)					0
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental	1				1
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	2	2			4
Affectation/renouvellement FEDA	1	1			2
II - SORTIES	1	2	2	0	5
Départ à la retraite					0
Départ volontaire			1		1
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental			1		1
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD	1	2			3
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)					0
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	71	65	27	12	1007
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0

Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	71	65	27	12	1007

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
13440	1 007	7.49%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congrés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 6j et < 15 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congrés ≥ 30j	Nbre total de jours de congrés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congrés administratifs	314	39	9		1638
Congés de maternité	FIXE				112
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle	7				12
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	1				5
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles		1			5
Grève					0
Autres absences					240
TOTAL	322	40	9	0	2012

Perspectives pour 2015-2016-2017

Le service de l'urbanisme poursuivra et amplifiera la réflexion et les actions engagées en matière de modernisation de l'administration. Le code de l'aménagement doit à cet égard être encore amélioré suite à la publication de la loi de pays n°2015-1 du 6 janvier 2015. Il est prévu notamment la préparation d'un code de la construction qui intègre toutes les composantes réglementaires liées à l'acte de construire.

Dans le prolongement de ces mesures réglementaires, il sera proposé un outil informatique adapté de suivi de l'instruction des autorisations de construire. Le cahier des charges sera défini en 2015, et le développement du projet pourrait débuter en 2016 après l'obtention des crédits nécessaires.

Concernant l'aménagement du territoire, l'accent sera mis sur l'élaboration du Schéma d'Aménagement Général (SAGE) de la Polynésie française, pour lequel une adoption par l'assemblée de Polynésie est prévue à l'horizon 2017, l'opération étant inscrite au contrat de projet 2015-2020.

Concernant la protection des biens et des personnes, le travail d'affinage des risques naturels et des règles de constructions induites sera poursuivi, au travers notamment du programme de modélisation et de sécurisation des rivières à Tahiti, et du programme d'acquisition de données topographiques et bathymétriques par laser aéroporté (programme LiDAR).

Concernant l'élaboration d'une cartographie de référence en Polynésie, le travail initié sera poursuivi dans le cadre du programme CARTO 2022 dont la première phase à engager en 2015 vise à redéfinir le modèle de données et préciser les besoins et les processus détaillés d'une nouvelle chaîne de production cartographique complète. L'achèvement de ces travaux peut être atteint au cours de l'année 2016. Dans une seconde phase il est attendu la mise en place d'un géoportail dédié à la recherche des archives photographiques et des données.

3.33 Service de la culture et du patrimoine (SCP)

Présentation du service

- **Texte de création** : Délibération n° 2000-138 APF du 09/11/2000 relative au service de la culture et du patrimoine
- **Texte d'organisation** : Arrêté n° 1620 CM du 24/11/2000 portant organisation et fonctionnement du service de la culture et du patrimoine
- **Attributions** : le service de la culture et du patrimoine (SCP) est, depuis le 1er janvier 2001, chargé de protéger, conserver, valoriser et diffuser le patrimoine culturel, légendaire, historique et archéologique de la Polynésie française.
- **Coordonnées** :

Adresse du siège	Punaauia, PK 15, pointe des pêcheurs (Nuuroa) – TAHITI
Adresse postale	BP 380586 Tamanu – 98718 Punaauia
Téléphone	(689) 40 50 71 77
Télécopie	(689) 40 42 01 28
Courriel / Site internet	faufaa.tumu@culture.gov.pf – direction@culture.gov.pf www.culture-patrimoine.pf
Horaires d'ouverture	lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Bâtiment du Pays » (mission « Moyens internes »)
- Programme « Equipement et aménagement à vocation collective » (mission « Partenariat avec les collectivités »)
- Programme « Culture et art contemporain » (mission « Culture et patrimoine »)
- Programme « Patrimoine et transmission des savoirs traditionnels » (mission « Culture et patrimoine »)
- Programme « Promotion langues polynésienne et plurilinguisme » (mission « Enseignement »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)
299 120 232 F CFP

Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 232 121 146 F CFP		
Investissement : 124 724 867 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation :	Surface :	Bâtiment du Pays ou location :
Papeete, place To'ata	Bâtiment de restauration : 575 m2 Sanitaires publiques : 70 m2 Vestiaires : 30 m2	Bâtiment du Pays
Papeete, vallée de Tipaerui	Entrepôt logistique : 1 675 m2 au sol	Bâtiment du Pays
Punaauia, Pointe des pêcheurs PK 16 - Nuuroa (bureaux, réserves, ateliers et garage)	Bâtiment administratif : 1 270 m2 sur 3 niveaux	Bâtiment du Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 9 1 scooter 3 berlines 4 tout-terrain (4x4) 1 fourgon	Etat du bien Bon état 2 en mauvais état (réforme demandée) 1 en mauvais état (réforme demandée) Bon état	

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		6		1			3	10	15,63%
B/CC2		7		2				9	14,06%
C/CC3		2						2	3,13%
D/CC4 et CC5		42		1				43	67,19%
Total	0	57	0	4	0	0	3	64	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		1
55 à 59 ans	3	5
50 à 54 ans	2	4
45 à 49 ans	3	10
40 à 44 ans	4	10
35 à 39 ans	3	11
30 à 34 ans	1	4
25 à 29 ans	1	2
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	4	0	0	0	4
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)					0
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental					0
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	4				4
Affectation/renouvellement FEDA					
II - SORTIES	4	0	1	1	6
Départ à la retraite					0
Départ volontaire				1	1
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental	2		1		3
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD	2				2
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)					0
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	87	110	17	3	1476
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	87	110	17	3	1476

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
14336	1476	10,29%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congrés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 6j et < 15 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congrés ≥ 30j	Nbre total de jours de congrés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congrés administratifs	379	61	6	0	1361,5
Congés de maternité	FIXE				112
Congés parentaux	0	0	0	0	0
Congés de formation professionnelle	0	0	0	0	0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	1	1	0	0	8
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences					0
TOTAL	380	62	6	0	1481,5

Perspectives pour 2015-2016-2017

- Mise en œuvre du plan d'action « Patrimoine mondial de l'UNESCO », avec comme objectifs :
 - la finalisation du dossier de candidature de Taputapuatea pour un classement au patrimoine mondial de l'UNESCO à l'horizon 2017 ;
 - le recrutement d'un bureau d'études chargé de l'élaboration du dossier de candidature des Marquises.
- Mise en application du code du patrimoine et notamment de sa partie réglementaire portant sur la protection des monuments historiques ;
- Mise en application des textes relatifs au statut de l'artiste et à la création artistique ;
- Poursuite des travaux normatifs en vue de consolider le code du patrimoine ;
- Poursuite du plan d'action sur la protection et la valorisation des sites culturels majeurs du Pays ;
- Poursuite du plan d'action sur la sauvegarde de la statuaire lithique du Pays ;
- Mise en œuvre des travaux normatifs portant sur la protection du patrimoine immatériel ;
- Développement de l'activité éditoriale du service.

3.34 Service des énergies (SDE)

Présentation du service

- **Texte de création** : Délibération n° 87-82 AT du 10 septembre 1982 portant création du service de l'énergie et des mines et définissant ses attributions

• **Attributions :**

En matière de production, transport et distribution de l'énergie électrique

- Proposer la création ou la modification des textes portant réglementation technique et tarifaire ;
- Instruire les affaires relatives aux concessions de la Polynésie française et aux tarifs ;
- Instruire les demandes et contrôler les travaux relatifs aux installations, à l'exclusion du régime des autorisations de voirie.

En matière d'hydrocarbures

- Proposer la création ou la modification des textes réglementant les conditions techniques d'exploitation et la sécurité d'approvisionnement ;
- Instruire les demandes faites dans ce cadre et de contrôler l'application des textes ;
- Etudier et proposer, conjointement avec la direction des affaires économiques, les dispositions tarifaires applicables.

En matière de maîtrise de la demande d'énergie

- Proposer la création ou la modification des textes réglementant les consommations énergétiques ou incitant à la maîtrise de la demande d'énergie ;
- Instruire les demandes faites dans ce cadre et contrôler l'application des textes.

En matière de développement des énergies renouvelables

- Promouvoir les recherches et le développement en matière d'énergies renouvelables ;
- Etre l'interlocuteur officiel pour le compte de la Polynésie française, des organismes qui étudient et développent toutes ces formes d'énergies ;
- Proposer la création ou la modification des textes incitant au développement des énergies renouvelables ;

Participer aux études, travaux, recherches qui ont trait au domaine de l'énergie et développent toutes ces formes d'énergies.

• **Coordonnées :**

Adresse du siège	Immeuble bâtiment A2 (4ème étage) Rue du Commandant Destremeau
Adresse postale	BP 3829-98713 Papeete
Téléphone	(689) 40 46 82 50
Télécopie	(689) 40 46 82 78
Courriel / Site internet	secretariat@energie.gov.pf www.service-energie.pf
Horaires d'ouverture	lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Energie » (mission « Réseaux et équipements structurants »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)
55 220 677 F CFP
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)
Fonctionnement : 78 712 962 F CFP Investissement : 20 667 320 F CFP

Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Bâtiment administratif A2 (4ème étage), rue du Commandant Destremeau.	Surface : 225,70 m²	Bâtiment du Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 3	Bon état	

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		3		1				4	57,14%
B/CC2		2						2	28,57%
C/CC3								0	0,00%
D/CC4 et CC5		1						1	14,29%
Total	0	6	0	1	0	0	0	7	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		
55 à 59 ans		
50 à 54 ans		1
45 à 49 ans	1	
40 à 44 ans	1	2
35 à 39 ans	1	1
30 à 34 ans		
25 à 29 ans		
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	0	0	0	0	0
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)					0
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental					0
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement					0

CVD					
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	1	0	0	0	1
Départ à la retraite	1				1
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental					0
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD					0
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)					0
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	11	9			86
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	11	9	0	0	86

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
1568	86	5.48%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥6j et <15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	112	1	1		150.3
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux					0

Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux					0
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences					0
TOTAL	112	1	1	0	150.3

Perspectives pour 2015-2016-2017

Une nouvelle organisation du service est devenue nécessaire considérant les enjeux du secteur énergétique pour le développement économique, social et soutenable pour la Polynésie française.

Le SDE se doit d'être renforcé par de nouveaux postes : 1 attaché de direction, 1 poste de juriste, 1 économiste- statisticien, 1 ingénieur en énergie renouvelables et 2 techniciens (enquêteur et contrôleur). Leur création a été sollicitée dans le cadre des budgets primitifs 2014, 2015 et 2016 mais compte tenu du contexte budgétaire difficile, cette dotation en moyen pourrait s'opérer dans le cadre de redéploiement d'effectifs. Auquel cas une restructuration du service serait à envisager.

Le service devra faire face à la perte d'1 poste d'ici quelques années (1 agent de bureau qui ne sera pas remplacé à son départ en retraite).

De plus il apparaît urgent que des concours soient organisés en vue de pourvoir de façon pérenne les 2 postes d'ingénieurs vacants depuis 2013 et 2014 malgré leur inscription au TIPOM.

Propositions d'amélioration du service public

Révision des réglementations

Une refonte de certains textes juridiques du service s'avère nécessaire car devenu pour la plupart obsolètes. Certains textes ou partie de textes n'ont fait l'objet d'aucune abrogation, ni expresse ni implicite, et existent toujours alors qu'ils n'ont plus d'effets car dépassés ou tombés en désuétude voire implicitement abrogés. Ce travail apportera ainsi une meilleure lisibilité, un allègement des procédures pour les administrés et un outil de travail performant pour le service.

Consolidation du SIG

L'objectif pour 2015 est de compléter les données manquantes (données EDT, données techniques Marama Nui, etc..), de maintenir à jour les informations contenues dans le SIG, et également de poursuivre l'intégration de données relatives aux thématiques non encore intégrées telles que l'éolien, les énergies marines, etc...

Finalité pour le service:

- aide à la gestion quotidienne
- une aide à la décision
- indicateur du secteur

Assermentation

Il convient de procéder à l'assermentation de certains agents du service dans le cadre des missions de contrôle du service.

3.35 Service du développement rural (SDR)

Présentation du service

- **Texte de création** : Délibération n° 94-159 AT du 22/12/1994 définissant les missions du service du développement rural

- **Texte d'organisation** : Arrêté n° 446 CM du 24/04/1995 modifié portant organisation du service du développement rural

- **Attributions** :

au titre du développement de l'agriculture et de l'élevage :

- élaboration des programmes de recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire ;
- conception et diffusion de systèmes d'exploitation, de techniques de production agricole et de conduite d'élevages ;
- soutien à l'organisation de la production et des marchés ;
- réalisation d'études et de projets d'aménagement visant à augmenter l'offre de terres cultivables sur le domaine foncier du pays affecté au service ; attribution d'aides financières destinées à faciliter l'accès au foncier des agriculteurs sur terres privées ;
- réalisation d'études et de travaux destinés à la conservation, à l'exploitation et à la valorisation commerciale de la ressource ligneuse issue des forêts de Polynésie française ;
- réalisation des études statistiques et des études économiques sur les productions et les exploitations agricoles ;
- assistance technico-économique à la constitution et au fonctionnement des organisations professionnelles agricoles ; contrôle administratif et comptable des coopératives dans le cadre de la réglementation en vigueur ;
- instruction des demandes d'aides financières aux agriculteurs et à leurs groupements et des mesures de soutien à l'installation en agriculture

au titre de la biosécurité : élaboration et mise en oeuvre des réglementations

- en matière de protection de l'agriculture contre les organismes nuisibles par les contrôles exercés aux frontières et à l'intérieur du pays ;
- relatives à l'importation, à la commercialisation et à l'utilisation des produits phytosanitaires ;
- visant à assurer la qualité sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale par le contrôle des établissements et installations de production au stade de la production primaire et celui des importations et exportations des animaux et produits d'origine animale ;
- visant à protéger la santé de l'homme et celle des animaux par le contrôle de l'importation des animaux domestiques et d'élevage dans le but de prévenir l'introduction et la diffusion de zoonoses ;
- en matière de protection des animaux domestiques et des animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité.

- **Coordonnées** :

Adresse du siège	Route de l'hippodrome à Pirae
Adresse postale	BP 100 - 98713 Papeete
Téléphone	(689) 40 42 81 44
Télécopie	(689) 40 42 08 31
Courriel / Site internet	secretariat@rural.gov.pf
Horaires d'ouverture	lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Agriculture et élevage » (mission « Développement des ressources propres »)
- Programme « Forêts » (mission « Développement des ressources propres »)
- Programme « Formation professionnelle » (mission « Travail et emploi »)
- Programme « Enseignement professionnel » (mission « Enseignement »)
- Programme « Veille et sécurité sanitaires » (mission « Santé »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
1 914 010 995 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 557 336 607 F CFP		
Investissement : 481 286 198 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation :	Surface :	Bâtiment du Pays ou location :
Iles du Vent (Tahiti - Moorea)	16 529 m ² dont : * Tahiti : 13 768 m ² * Moorea : 2 761 m ²	Bâtiments du Pays
Iles sous le Vent (Raiatea – Huahine – Tahaa – Bora Bora)	2 950 m ²	Bâtiments du Pays
Marquises (Nuku Hiva – Hiva Oa- Ua Pou – Ua Huka)	4 693 m ²	Bâtiments du Pays
Australes (Tubuai – Rurutu – Raivavae – Rimatara – Rapa)	2 041,8 m ²	Bâtiments du Pays
Tuamotu-Gambier (Rangiroa - Tikehau – Fakarava – Ahe – Fangatau)	695 m ²	Bâtiments du Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules		Etat du bien
Véhicules de liaison	102	
Véhicules de chantier	61	
Bateaux	15	

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		19	2	1		1	1	24	8,73%
B/CC2		26	1	14	2			43	15,64%
C/CC3		49	1	12				62	22,55%
D/CC4 et CC5	1	45		100				146	53,09%

Total	1	139	4	127	2	1	1	275	100,00%
-------	---	-----	---	-----	---	---	---	-----	---------

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans	15	5
55 à 59 ans	73	21
50 à 54 ans	49	10
45 à 49 ans	38	14
40 à 44 ans	6	1
35 à 39 ans	9	10
30 à 34 ans	12	7
25 à 29 ans	2	3
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	7	9	6	2	24
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude				1	1
Mobilité (mutation)					0
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental	4	1	1		6
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	3	8	5	1	17
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	12	15	13	10	50
Départ à la retraite	1		11	7	19
Départ volontaire			1		1
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental	3	1		1	5
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD	5	14	1	1	21
Fin de détachement FEDA	1				1
Mobilité (mutation)	2				2
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès				1	1

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	171	285	48	41	7007
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	171	285	48	41	7007

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
61 600	7007	11,37 %

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congrés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congrés ≥6j et <15 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congrés ≥ 30j	Nbre total de jours de congrés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	304	146	75	25	5475
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux					0
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles		2			14
Grève	22				22
Autres absences					0
TOTAL	326	148	75	25	5511

Perspectives pour 2015-2017

- mise en œuvre du schéma stratégique de la politique agricole 2015-2017
 - actualisation de la politique agricole en concertation avec les professionnels ;
 - actualisation des données du RGA ;
 - suivi et évaluation de l'action publique du service du développement rural.
- accompagnement de la relance de la société Kai Hotu Rau
 - actualisation des plans de campagne ;
 - fiches techniques et itinéraires techniques ;
 - suivi des filières agricoles et élevage ;
 - appui technico-économique aux agriculteurs éleveurs.
- modernisation du service public de l'agriculture
 - création d'un guichet unique SDR/CAPL/EVT ;
 - élaboration d'un nouveau périmètre du service public de l'agriculture et réorganisation du SDR ;
- mise en place du comité d'orientation et d'évaluation de la politique agricole (COEPA).

3.36 Service du tourisme (SDT)

Présentation du service

• **Texte de création et d'organisation :** Arrêté n° 585 CM du 03/05/2012 modifié, portant création et organisation du service dénommé "service du tourisme".

• **Attributions :**

Le service du tourisme est chargé d'une compétence générale en matière de tourisme.

A cet effet et sous l'autorité du ministre en charge du tourisme, il est chargé de concevoir, de coordonner, de mettre en œuvre et d'évaluer la stratégie en matière de tourisme, en relation avec les entités publiques et privées ad hoc.

Dans son domaine de compétence et pour assurer son rôle, le service du tourisme exerce les missions suivantes :

- élaborer et veiller à l'application des réglementations ;
- concevoir, coordonner, mettre en œuvre et évaluer les politiques publiques du tourisme y compris dans les domaines de la promotion, de l'aménagement et des investissements ;
- accompagner et contrôler les structures et activités touristiques ;
- contribuer au développement des métiers du tourisme ;
- gérer les informations statistiques et techniques.

• **Coordonnées :**

Adresse du siège	Immeuble Paofai – Entrée D (Face à « Te Fare Tauhiti Nui) Boulevard Pomare - PAPEETE
Adresse postale	B.P 4527 – 98 713 Papeete – Tahiti – Polynésie française
Téléphone	(689) 40 47 62 00
Télécopie	(689) 40 47 62 04
Courriel / Site internet	sdt@tourisme.gov.pf www.servicedutourisme.gov.pf
Horaires d'ouverture	lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Equipement et aménagements touristiques » (mission « Tourisme »)
- Programme « Aide et régulation du tourisme » (mission « Tourisme »)
- Programme « Animation et promotion du tourisme » (mission « Tourisme »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
136 431 985 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 109 621 981 F CFP Investissement : 98 123 973 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation	Surface 583 n²	Bâtiment du Pays ou location Location : Loyer, charges locatives et assurance soit un total de 13 352 788 F
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules 6 Autres	Etat du bien : Neuf, bon, à réformer Réforme demandée de 2 véhicules dont la Renault Megane et le scooter.	

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		9	1					10	33,33%
B/CC2		2	2	2	1			7	23,33%
C/CC3		2	1					3	10,00%
D/CC4 et CC5		9		1				10	33,33%
Total	0	22	4	3	1	0	0	30	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		
55 à 59 ans	2	
50 à 54 ans	3	2
45 à 49 ans	3	1
40 à 44 ans	3	3
35 à 39 ans	3	3
30 à 34 ans	1	1
25 à 29 ans	1	1
20 à 24 ans	1	2

< 20 ans		
----------	--	--

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	3	2	2	0	7
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)	1		1		2
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental	1				1
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	1	2	1		4
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	1	2	1	1	5
Départ à la retraite					0
Départ volontaire				1	1
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental					0
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD	1	1			2
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)		1	1		2
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	29	19	4	5	483
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	29	19	4	5	483

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
6720	483	7,18%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥ 6j et < 15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	242	21	10	0	749
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux	8				12
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	1				3
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles	1				5
Grève					0
Autres absences					0
TOTAL	252	21	10	0	769

Perspectives pour 2015-2016-2017

Le secteur du tourisme est la première industrie du Pays avec 40 milliards de recettes annuelles et 10 000 emplois directs et indirects. Les perspectives mondiales situent clairement l'enjeu du tourisme comme moteur de développement économique. Pour un pays comme la Polynésie, c'est la seule véritable ressource d'exportation qu'il est possible de développer.

Selon les estimations de l'organisation mondiale du tourisme (OMT) :

- le nombre d'arrivées de touristes internationaux atteindra 1,4 milliards en 2020 et 1,8 milliard en 2030 (la barre du milliard de touristes internationaux a été atteint en 2012),
- pour la zone Asie-Pacifique, ce nombre passera de 248 millions en 2013 à 355 millions en 2020 et 535 millions en 2030,
- la zone Océanie accueillera 15 millions de touristes en 2020 et 19 millions en 2030.

Avec 180 602 touristes en 2014 (dont une très forte proportion de croisiéristes qui n'est pas la clientèle la plus intéressante en terme de recettes), la Polynésie française possède une très forte marge de progression, pour peu qu'elle se donne les moyens de développer l'offre touristique. Pour mémoire, un pic de fréquentation avait été atteint en 2000 avec plus de 250 000 touristes,

performance qui n'a jamais été renouvelée depuis. Et les dizaines de milliards dépensés pour la promotion touristique de notre destination n'ont donné aucun résultat probant.

C'est bien le produit touristique qui crée la demande et non l'inverse et toutes les études menées par le Pays depuis 50 ans font le même constat d'une réelle carence dans la définition de l'offre touristique, laquelle ne se résume pas simplement en terme de capacité d'hébergement, de capacité en offre de sièges aériens ou en terme de coût d'acheminement des touristes.

Le service du tourisme a une compétence générale dans la gestion du secteur touristique et plus particulièrement dans la gestion du produit touristique. Il est ainsi chargé de concevoir, coordonner, mettre en œuvre et évaluer la stratégie en matière de tourisme, en relation avec les entités ad hoc.

Le service du tourisme doit absolument pouvoir jouer son rôle de coordinateur des actions publiques lorsque ces dernières ont une incidence directe sur l'amélioration du produit touristique.

Ce rôle passe au préalable par la définition d'une stratégie de développement du tourisme en mettant en place une politique ambitieuse d'amélioration de l'offre touristique.

La définition d'une telle stratégie, lancée au dernier quadrimestre 2014 sera finalisée au premier semestre 2015. Ce document précisera les divers domaines d'intervention qui comprendront chacun plusieurs programmes eux mêmes déclinés en actions concrètes.

Ce document devra faire l'objet d'une validation préalable dans la mesure où l'ambition qui sera affichée nécessitera, dans la mise en œuvre de certains programmes un véritable effort budgétaire.

Bien que prévu par les textes en vigueur et que le DUOG en tient compte, le SDT, par manque de moyens humains et budgétaires, n'a jamais pu assurer cette mission stratégique. Il doit aujourd'hui s'y préparer, pour pouvoir répondre au programme de développement du tourisme.

Le SDT prévoit, de réaliser, pour les 18 mois à venir, le programme suivant :

- création d'un bureau conseil/information/communication au sein du SDT, dont la mission principale sera d'être un guichet unique vers lequel se tourneront les professionnels du secteur, ainsi que les investisseurs potentiels. Outre ce rôle de conseil, il sera aussi un bureau d'aides aux démarches administratives très appréciable pour toute personne souhaitant investir dans le secteur du tourisme.
- simplification au maximum de l'ensemble des procédures administratives par la suppression des nombreuses commissions consultatives (commission de classement, commission d'aides, etc.) qui permettrait aussi de libérer à temps plein, un agent déjà en poste pour l'affecter à ce nouveau bureau.
- simplification des procédures d'attribution des aides au secteur du tourisme selon 2 angles réglementaires possibles :
 - en proposant notamment une modification de la Loi du pays n°2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières (...) aux personnes morales autres que les communes. Le tourisme étant le secteur prioritaire à développer, cette modification outre son effet d'affichage, permettrait un traitement spécifique et simplifié des demandes d'aides financières. Cette Loi du Pays pourrait être complétée par un chapitre 4 – « Aides financières au profit du tourisme » à insérer au titre 2 « Interventions spécifiques ». On pourra notamment y insérer un relèvement du seuil minimal au delà duquel l'avis de la CCBF est requis, ce qui permettrait, avec la suppression de la commission consultative d'aide au développement, une réduction supplémentaire des délais de traitement de la majorité des dossiers de demande de concours financier du Pays.
 - ou en proposant une loi du pays spécifique fixant le régime du concours financier du Pays en faveur de projets à caractère touristique (à l'instar de ce qui a été adopté au bénéfice des communes) par une refonte totale de la loi du pays n°2011-20 du 1er août 2011 (aides à l'hébergement).
- Développement du partenariat SDT/Tavana hau et mise en place d'un nouveau partenariat SDT/communes ayant un caractère touristique affirmé.

- Modernisation du site internet du service pour le rendre plus dynamique et convivial, dans le cadre d'une intégration vers le E-tourisme. En tant qu'acteur institutionnel le SDT doit être en mesure d'accompagner le développement du tourisme électronique qui rassemble de nombreux partenaires (agences de voyage, hôtels, prestataires, etc.). L'objectif sera notamment de développer l'information des visiteurs (par exemple en développant les visites électroniques des lieux touristiques, en mettant en place un système d'alerte météo, en développant le portefeuille électronique, etc.) et des touristes potentiels (par exemple développement de la géo localisation, des visites virtuelles, etc.).
- Mise en place au niveau interne d'un suivi budgétaire sous forme de reporting mensuel qui devrait notamment permettre, à terme, une analyse en terme d'efficience (quelles sont les ressources utilisées pour un résultat obtenu) des actions du SDT.

3.37 Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion (SEFI)

Présentation du service

- **Texte de création** : Articles LP. 5421-1 et suivants du code du travail, articles A. 5411-1 et suivants du code du travail portant création d'un service dénommé service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles.
- **Texte d'organisation** : Arrêté n° 229 CM du 03/02/2004 modifié portant organisation du Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (S.E.F.I.)
- **Attributions** :

Le SEFI prépare, anime et met en œuvre les orientations du gouvernement de la Polynésie française en matière d'emploi, de formation continue et d'insertion professionnelles. Afin d'assurer la cohérence des actions menées en matière d'emploi et de formation des jeunes et des adultes dans la perspective de leur insertion professionnelle, le service assure une fonction générale d'information, de coordination et de concertation.

Le SEFI est plus particulièrement chargé des missions suivantes :

- 1) planifier et conduire la collecte de toutes informations et données statistiques nécessaires pour apprécier à tout moment la situation dans les domaines de sa compétence ;
- 2) préparer et organiser les actions de soutien à la coordination ministérielle ;
- 3) assurer un appui technique et administratif aux instances qui conduisent ou financent sur crédits publics des actions de formation continue ou d'insertion professionnelle par l'expertise des programmes et la validation des formations qualifiantes ;
- 4) préparer et conduire la concertation entre l'ensemble des acteurs de la formation des jeunes et des adultes dans la perspective de leur insertion professionnelle ;
- 5) collecter les emplois disponibles ;
- 6) assister les personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel pour faciliter leur insertion, leur reclassement ou leur promotion professionnelle ;
- 7) assister les employeurs pour l'embauche de leurs salariés ;
- 8) mettre en œuvre, par tous moyens, des actions de conseil, de bilan et d'orientation à l'attention des demandeurs d'emploi et des publics prioritaires, notamment en assurant le service public du placement ;
- 9) assurer l'encadrement de l'exercice de l'activité de formation professionnelle ;
- 10) faciliter l'accès à l'emploi et son maintien ;
- 11) favoriser la fluidité du marché du travail ;
- 12) concevoir et mettre en œuvre toutes actions tendant à favoriser l'activité et l'emploi ;

- 13) mettre en œuvre toute disposition relative à l'accès à l'emploi salarié ;
- 14) proposer des actions de formation professionnelle adaptées aux entreprises et aux demandeurs d'emploi.
- 15) mettre en œuvre les mécanismes visant à protéger le marché du travail ;
- 16) mettre en œuvre l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés.

• **Coordonnées :**

Adresse du siège	Immeuble Papineau, rue Tepano JAUSSEN
Adresse postale	BP 540 - 98713 Papeete
Téléphone	(689) 40 46 12 12
Télécopie	(689) 40 46 12 11
Courriel / Site internet	www.sefi.pf sefi@sefi.pf
Horaires d'ouverture	lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Emploi et insertion professionnelle » (mission « Travail et emploi »)
- Programme « Formation professionnelle » (mission « Travail et emploi »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
493 080 642 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 696 309 407 F CFP		
Investissement : 0 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation : Papeete – Papineau	Surface : 2574 m2 + 30 places parking	Coût location : 67 063 959 F CFP
Raiatea : centre administratif	Surface : 63,77 m2	Coût location : 0 F CFP
Punaauia (Marina Taina) : centre de plongée	Surface : 336 m2	Coût location : 0 F CFP
Taravao : Centre commercial Super U	Surface : 121,90 m2	Coût location : 1 710 240 FCFP
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 13	Etat du bien :	
4X4	Bon Etat	
BERLINE	Bon Etat	
BERLINE	Mauvais Etat	
BERLINE	Bon Etat	
4X4	A Réformer	
BERLINE	Bon Etat	
BERLINE	Bon Etat	
4X4	Bon Etat	
BERLINE	Bon Etat	
BERLINE	Bon Etat	
BERLINE	Bon Etat	
BERLINE	Bon Etat	
BERLINE	Bon Etat	
SCOOTER	Bon Etat	

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		14	1	1			2	18	23,08%
B/CC2		23	5	8			1	37	47,44%
C/CC3		15		2				17	21,79%
D/CC4 et CC5		4		2				6	7,69%
Total	0	56	6	13	0	0	3	78	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		
55 à 59 ans		3
50 à 54 ans	7	13
45 à 49 ans	7	5
40 à 44 ans	2	8
35 à 39 ans	3	14
30 à 34 ans	1	7
25 à 29 ans	2	3
20 à 24 ans	1	2
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	5	10	7	0	22
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)	1	4			5
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental		1	3		4
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	4	5	4		13
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	2	9	11	0	22
Départ à la retraite	2	2			4
Départ volontaire			1		1
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental		2	4		6

Fin de CDD ANT/ Fin de CVD		3	5		8
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)		2	1		3
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	87	79	10	5	1272
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	87	79	10	5	1272

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
17 472	1272	7,28%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congrés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congrés ≥6j et <15 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congrés ≥ 30j	Nbre total de jours de congrés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congrés administratifs	861	88	15	6	2597
Congés de maternité	FIXE				229
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	10				44

Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences	16			1	66
TOTAL	887	88	15	7	2936

Perspectives pour 2015-2016-2017

Emploi / Insertion :

- Mise en œuvre le Contrat d'Accès à l'Emploi selon les orientations du ministère de tutelle (cf. circulaire).
- Assurer le suivi individualisé des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an.
- Assurer le suivi individualisé des demandeurs d'emploi issus du RSMA.
- Développer l'insertion des travailleurs handicapés.
- Renforcement des contrôles sur site des bénéficiaires des aides.
- Assurer avec rigueur le suivi d'insertion des bénéficiaires d'aides à l'emploi et à l'insertion à trois mois et enregistrement de l'information dans Sefigest.
- Renforcer la collaboration avec les cellules emploi-insertion des mairies.
- Réforme Selon les orientations du ministère des dispositifs CED/CRE, SIE/STEP, CAE.
- Création du Contrat de professionnalisation avec les partenaires sociaux.
- Modification de la réglementation des mesures STH et CTH.
- Modification de la réglementation sur les autorisations de travail.

Formation :

- Veiller à ce que les formations qualifiantes mises en œuvre soient en adéquation avec les besoins en entreprises.
- Développer l'apprentissage, notamment sur les titres professionnels du CFPA.
- Sécuriser les parcours de formation de chaque personne en veillant autant que possible à ce qu'un stagiaire effectue un parcours complet de formation quel que soit son niveau de départ.
- Lutte contre l'illettrisme : en complément des actions déjà mise en œuvre par le SEFI, instauration d'un partenariat avec l'Education et la Direction du service national (JDC).
- Optimiser l'utilisation du centre de plongée professionnelle en l'ouvrant à d'autres publics et/ou en développant des formations en lien avec le milieu nautique.
- Assurer avec rigueur le suivi d'insertion des bénéficiaires de formation, y compris les formations à la plongée professionnelle.
- Inciter à la création de micro-activités dans les îles à travers des formations de « créateurs et gestionnaires de micro entreprises ».
- Accentuer la mise en œuvre de formations sur Taravao et Moorea.
- Développer la VAE des titres du ministère de l'emploi.
- Participer au projet de réhabilitation de l'île de Hao.
- Renforcer le partenariat avec le CFPA (échanges d'informations sur les programmes de formation du CFPA, listes des personnes formées...).

Communication, information, formation

- Maintien et développement d'un niveau élevé de communication et d'information au public : maintien des interventions extérieures (salons, forums, etc...), mise à jour quotidienne du site web et de la page Facebook du SEFI, passages réguliers sur TNTV et Polynésie 1ère pour présenter les prestations du service, maintien des informations sur les aides du SEFI dans le Dixit. L'information sur les actions de formation mises en œuvre sera encore renforcée (communiqués de presse, affichage en mairie, Paru Vendu, Web, Facebook). Nouveau partenariat avec La Dépêche pour la diffusion chaque semaine d'une sélection d'offres « cadres / agents de maîtrise ».
- Développer la communication interne du SEFI et les échanges entre les différentes sections.
- Améliorer la formation des conseillers (notamment avec la venue de formateurs de Pôle Emploi).
- Continuer la promotion de l'usage en ligne des services du S.E.F.I. (site Web) afin de raccourcir les délais d'attente et de libérer du temps qui sera consacré à l'accueil et l'assistance des personnes en ayant le plus besoin.
- Améliorer l'accueil et/ou la signalétique du SEFI pour une meilleure orientation des usagers.
- Continuation du partenariat avec l'I.S.P.F., la C.P.S. et la Direction des affaires sociales pour l'échange de données à des fins statistiques et de contrôle.

3.38 Secrétariat général du Conseil Economique Social et culturel (SG-CESC)

Présentation du service

- **Texte de création** : Délibération n° 91-99 AT du 29/08/1991 portant création d'un service dénommé "secrétariat général du Conseil économique, social et culturel".
- **Texte d'organisation** : Délibération n° 2005-64 APF du 13/06/2005 modifiée, portant composition, organisation et fonctionnement du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française
- **Attributions** : Le secrétariat général du Conseil économique, social et culturel est chargé d'apporter l'assistance nécessaire au fonctionnement administratif, juridique et comptable du Conseil économique, social et culturel.
- **Coordonnées** :

Adresse du siège	Avenue Pouvanaa a Oopa, Immeuble Te Raumaire
Adresse postale	BP : 1657 - 98714 Papeete Tahiti Polynésie française
Téléphone	(689) 40 41 65 00
Télécopie	(689) 40 41 92 42
Courriel / Site internet	cesc@cesp.pf / www.cesc.pf
Horaires d'ouverture	Lundi à vendredi : 7h30 à 17h00

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Administration générale » (mission « Pouvoirs publics »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)
109 693 418 F CFP
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)
Fonctionnement : 98 881 000 F CFP Investissement : 0 F CFP

Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Immeuble Te Raumaire, Avenue Pouvana'a a Oopa - Papeete	Surface	Bâtiment du Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
3 : 2 voitures et 1 scooter	Etat de marche	

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		6						6	35,29%
B/CC2		4		2				6	35,29%
C/CC3								0	0,00%
D/CC4 et CC5		3		2				5	29,41%
Total	0	13	0	4	0	0	0	17	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		
55 à 59 ans	1	
50 à 54 ans	2	
45 à 49 ans		3
40 à 44 ans		4
35 à 39 ans	1	2
30 à 34 ans		3
25 à 29 ans		1
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	4	1	0	0	5
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)	2				2
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental					0
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	2	1			3
Affectation/renouvellement FEDA					0

II - SORTIES	4	2	0	0	6
Départ à la retraite					0
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental	1	1			2
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD	1	1			2
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)	2				2
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	8	14		3	241
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération				1	242
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	8	14	0	4	483

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
3808	483	12.68%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥6j et <15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	175	4	5	0	361.5
Congés de maternité	FIXE				224
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0

Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux					0
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences					0
TOTAL	175	4	5	0	585.5

Perspectives pour 2015-2016-2014

Les missions statutaires du CESC nécessitent un personnel formé ayant une bonne connaissance des institutions de la Polynésie française et du processus d'adoption des « loi du pays ». Afin d'atteindre les objectifs précités, il est prévu de mettre en place, avec la collaboration de la Direction générale des ressources humaines, un plan de formation adapté à chaque agent du Secrétariat général de l'institution

3.39 Secrétariat général du gouvernement (SGG)

Présentation du service

- **Texte de création** : Délibération n° 84-1002 AT du 20/09/1984 portant création du secrétariat général du gouvernement du territoire
- **Texte d'organisation** : Arrêté n° 381 CM du 23/06/2005 portant organisation du secrétariat général du gouvernement de la Polynésie française
- **Attributions** :

Le secrétariat général du gouvernement a pour mission principale d'assister le Président et le gouvernement de la Polynésie française dans l'exercice de leurs attributions. Il veille au bon fonctionnement de ces institutions et à la régularité de leurs actes. Il est le garant de l'action gouvernementale. Il coordonne l'activité des services de l'administration de la Polynésie française.

A ce titre et dans le respect des instructions du Président de la Polynésie française, il a pour attributions :

- la mise en place des gouvernements et l'organisation du travail gouvernemental ;
- l'assistance dans l'élaboration des actes et le conseil dans le choix des procédures ;
- le conseil juridique, économique et financier ;
- la mise en forme et le suivi des procédures liées aux travaux du conseil des ministres ;
- le recueil et la diffusion des normes juridiques de la Polynésie française ;
- la coordination et le contrôle de la défense des intérêts de la Polynésie française devant les juridictions ;
- l'enregistrement, la notification, la diffusion, la transmission et la conservation des actes ;
- la direction de la publication au Journal officiel de la Polynésie française ;
- le suivi des conventions liant l'Etat et la Polynésie française ;

- le suivi des projets du gouvernement portés devant l'assemblée de la Polynésie française, le Conseil économique, social et culturel et le haut conseil de la Polynésie française, en liaison avec le ministère désigné à cet effet ;
- la chancellerie de l'ordre de Tahiti Nui.

• **Coordonnées :**

Adresse du siège	Présidence, quartier Broche, rue Dumont d'Urville
Adresse postale	B.P. 2551- 98713 Papeete
Téléphone	(689) 40 47 20 52
Télécopie	(689) 40 47 20 53
Courriel / Site internet	sgg@presidence.pf
Horaires d'ouverture	Du lundi au jeudi : 7h30-12h00 / 13h30-17h00 ; Le vendredi : 7h30-12h00 / 13h30-16h00.

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Administration générale » (mission « Pouvoirs publics »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
191 260 315 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 47 739 500 F CFP		
Investissement : 2 889 950 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation : Quartier Broche, rue Dumont d'Urville, Papeete - TAHITI	Surface : 540 m2 de bureaux 235 m2 de salles d'archives	Bâtiment du Pays ou location : Bâtiment du Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 5 (2 voitures, 3 cyclomoteurs) Autres	Etat du bien : vieillissant Réforme demandée : non	

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		9	2	1			2	14	41,18%
B/CC2		6	1	2				9	26,47%
C/CC3		6						6	17,65%
D/CC4 et CC5		3		2				5	14,71%
Total	0	24	3	5	0	0	2	34	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans	1	
60 à 65 ans		1
55 à 59 ans	3	
50 à 54 ans	3	4
45 à 49 ans	2	1
40 à 44 ans		1
35 à 39 ans	5	3
30 à 34 ans	1	3
25 à 29 ans		4
20 à 24 ans		2
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	6	2	0	0	8
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)	1				1
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental	2				2
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	3	2			4
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	2	0	0	0	2
Départ à la retraite					0
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental					0
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD					0
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)	2				2
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	37	22	1	1	299

Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	37	22	1	1	299

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
7616	299	3.92%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥ 6j et < 15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	275	32	0	0	816
Congés de maternité	FIXE				40
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	4				13
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences					0
TOTAL	279	32	0	0	869

Perspectives pour 2015-2016-2014

La E-administration

Améliorer le service aux citoyens en facilitant l'accès à l'information juridique

La diffusion du droit par voie électronique permet d'assurer l'information des citoyens sur l'ensemble du territoire, et répond ainsi à une préoccupation majeure du gouvernement, l'égal accès au droit de tous les polynésiens. Avec la diffusion, depuis 2005, de tous les actes publiés au Journal officiel de la

Polynésie française sur le site Lexpol, le SGG remplit l'essentiel de cet objectif, comme l'atteste la progression constante du nombre d'utilisateurs et d'abonnés.

L'objectif pour 2015 est de moderniser l'ergonomie du site Lexpol, pour simplifier la navigation et faciliter l'accès aux informations déjà mises en ligne, en vue d'améliorer encore le service rendu aux citoyens.

Améliorer le service aux administrations en facilitant la production des actes administratifs

La dématérialisation des procédures constitue un enjeu majeur pour la modernisation de l'administration du Pays. A cette fin, Lexpol a été développé, depuis fin 2013, afin de devenir une plate-forme de travail partagé.

L'objectif pour 2015 est de poursuivre le développement de la plate-forme de travail disponible sur le site Lexpol, en incitant les services à utiliser ces nouvelles fonctionnalités.

Participer au développement de la e-administration

Divers chantiers de dématérialisation des procédures ont été engagés au sein de l'administration communale, d'Etat ou du Pays. Le SGG mettra son expérience en ce domaine au profit des autres administrations, à chaque fois qu'il sera sollicité.

La modernisation du service

Améliorer l'organisation interne du service, avec la modernisation du Bureau du courrier

L'objectif pour 2015 est de moderniser le Bureau du courrier, pour permettre à cet organe essentiel au bon fonctionnement de la présidence et des ministères de faire face à la progression constante du nombre d'actes à enregistrer manuellement et à archiver électroniquement, dans un contexte de maîtrise des effectifs.

Recenser et améliorer les procédures internes

Le secrétariat général du gouvernement a beaucoup travaillé à l'optimisation et à la sécurisation de ses procédures, d'une part en informatisant la quasi-totalité de ses tâches et, d'autre part, en produisant des fiches de procédure.

Ce travail sur les procédures internes devra se poursuivre en 2015 avec plusieurs chantiers : recensement de l'ensemble des procédures du service dans un document unique ; rédaction d'un guide méthodologique, à usage interne, sur les techniques de recherche, de rédaction des textes réglementaires et de codification ; rédaction de supports de formation à l'utilisation de GEDA et de Lexpol II, déploiement du progiciel « Cobalt » livré en décembre 2014 pour automatiser le suivi des affaires contentieuses aux plans opérationnel, financier et statistique.

Cartographier les emplois nécessaires à la bonne marche du service

Le SGG a mis en place depuis 2013 des tableaux d'activité par cellule. Ce travail sur la performance doit se poursuivre en 2015 avec le développement des outils statistiques par cellule et la révision d'une partie des fiches de postes, pour optimiser l'emploi des agents et prévoir les modalités de remplacement des agents absents.

Développer la gestion de projet

Le secrétariat général du gouvernement a bénéficié en 2014 de plusieurs formations en vue de se perfectionner au management et à la gestion de projet.

L'objectif pour 2015 est de développer, au sein du service, la mission de coordination interministérielle, sur les dossiers qui lui sont confiés par le gouvernement : lancement d'un grand chantier juridique (celui sur la commande publique, cité ci-après) et poursuite des chantiers interministériels commencés en 2014 : réforme statutaire, homologation législative des peines d'emprisonnement, suivi des codes polynésiens, ...

L'assistance dans l'élaboration des actes et le conseil dans le choix des procédures

Contribuer à la réforme du statut de la Polynésie française

Le secrétariat général du gouvernement a contribué à toutes les évolutions du statut de la Polynésie française et a acquis une grande expertise en ce domaine.

L'objectif pour 2015 sera de contribuer aux travaux préparatoires de la réforme statutaire et du bilan d'application du dispositif législatif actuel. Le SGG assurera le pilotage d'une étude interministérielle sur la réforme statutaire, en coordination étroite avec l'ensemble des acteurs concernés.

Revoir les règles de la commande publique

Pour 2015, le SGG devra apporter son expertise à la modernisation des procédures de commande publique dans toutes ses formes telles que les marchés publics, les délégations de service public et les contrats de partenariat. Le SGG assurera le pilotage d'une étude interministérielle sur la commande publique, qui devra déboucher, d'une part, sur l'adoption d'un nouveau code des marchés publics, plus précis et plus simple d'utilisation, pour mieux répondre aux attentes des utilisateurs, afin d'en faire un véritable outil de développement économique et, d'autre part, sur une modernisation des délégations de service public.

Participer à la réforme de la procédure civile

En 2015, la commission d'adaptation du code de procédure civile, co-présidée par le SGG, consacrera ses travaux à l'examen des procédures nécessaires pour permettre le bon fonctionnement du futur tribunal foncier et, d'autre part, identifie les lacunes et les faiblesses du code actuel afin d'en faire rapidement un outil performant au service du justiciables. Le SGG devra assurer la coordination des travaux et présenter au conseil des ministres les axes de réforme du code de procédure civile.

Le conseil juridique, le contrôle de légalité et la défense des intérêts du pays

Le SGG a pour mission principale d'assister le Président et le gouvernement de la Polynésie française dans l'exercice de leurs attributions. Il est le garant de l'action gouvernementale.

A ce titre, le SGG devra en 2015, continuer à exercer ses missions premières, essentielles au bon fonctionnement de ces institutions et à la régularité de leurs actes.

- Contrôle de légalité sur les projets de réglementations (arrêté cm, délibération, «loi du pays») présentés au conseil des ministres, avec la production de notes en conseil des ministres et la participation à l'élaboration de ces textes,
- Coordination des avis de la Polynésie française sur des projets de textes préparés par l'Etat,
- Consultations juridiques et saisines diverses sur des problématiques juridiques précises
- Production de notes juridiques, en réponse aux saisines émanant du Président et des Ministres. Il continuera également de se saisir de toutes problématiques juridiques qu'il lui apparaît utile de traiter et qui nécessiteraient d'être portées à la connaissance du Président et des autres membres du gouvernement.
- Traitement des contentieux du Pays confiés au SGG dans le domaine administratif notamment à l'exception de ce qui relève de la Direction des affaires foncières et des ressources humaines.

3.40 Secrétariat général du Médiateur (SG-ME)

Présentation du service

- **Texte de création et d'organisation** : Loi du pays n° 2014-6 du 3 avril 2014 définissant les prérogatives du médiateur de la Polynésie française et les dispositions particulières de son statut.

Arrêté n° 633/CM du 17 avril 2014 portant création du secrétariat général du médiateur de la Polynésie française.

- **Attributions** : le médiateur reçoit, dans les conditions fixées par la loi du pays, les réclamations concernant, dans leurs relations avec les usagers, le fonctionnement des administrations de la Polynésie française, de ses établissements publics et de tout autre organisme investi d'une mission de service public relevant des compétences de la Polynésie française.

- **Coordonnées** :

Adresse du siège	82, rue du Général de Gaulle – rez-de-chaussée immeuble LEJEUNE
Adresse postale	BP 2551 – 98713 Papeete – Tahiti
Téléphone	(689) 40 50 10 75
Télécopie	(689) 40 50 10 76
Courriel / Site internet	teiva.manutahi@mediateur.gov.pf
Horaires d'ouverture	7h30 à 15h30 et plus (lundi à jeudi) – 7h30 à 14h30 et plus (vendredi)

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Administration générale » (mission « Pouvoirs publics »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
32 335 296 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement :		
Investissement :		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation	Surface	Bâtiment du Pays ou location
80, rue du Général de Gaulle – Immeuble CGM (jusqu'en septembre 2014)	410 m ²	Bâtiment du Pays
82, rue du Général de Gaulle – rez-de-chaussée de l'immeuble LEJEUNE	296.38 m ²	Bâtiment du Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 1 (non affecté encore)		Etat du bien : médiocre

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		1				1		2	50,00%
B/CC2		1						1	25,00%
C/CC3								0	0,00%
D/CC4 et CC5		1						1	25,00%
Total		3				1		4	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans	1	
55 à 59 ans		
50 à 54 ans		1
45 à 49 ans		
40 à 44 ans		1
35 à 39 ans	1	
30 à 34 ans		
25 à 29 ans		
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	2	1		1	4
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)					0
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental					0
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD					0
Affectation/renouvellement FEDA	2	1		1	4
II - SORTIES	0	0	0	0	0
Départ à la retraite					0
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental					0
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD					0
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)					0
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	3	0	0	0	3

Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération	0	0	0	0	0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération	0	0	0	0	0
Total	3	0	0	0	3

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
896	3	0.3%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congrés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 6j et < 15 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congrés ≥ 30j	Nbre total de jours de congrés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congrés administratifs	15	3	1	0	78,5
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	1				5
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences					0
TOTAL	16	3	1	0	83,5

Perspectives pour 2015-2016-2017

3.41 Service de l'informatique (SI)

Présentation du service

- **Texte de création** : Délibération n° 85-1059 AT du 27/06/1985 portant création du service de l'informatique

- **Texte d'organisation** : Arrêté n° 662 CM du 05/07/1985 portant définition des attributions et organisation du service de l'informatique

- **Attributions** :

L'arrêté n°662 CM du 05 juillet 1985 portant définition des attributions et organisation du service de l'informatique, indique dans son article 1er « Le service de l'informatique fournit aux services et établissements publics territoriaux dans la limite de ses moyens et dans son domaine de compétence, les prestations suivantes :

- Etudes et conseils,
- Exploitation et gestion des équipements et des logiciels,
- il remplit une mission d'information, de formation, de mise à jour permanente des connaissances, de définitions et d'harmonisation des méthodes de travail au bénéfice des informaticiens...
- Il est le centre d'information et de documentation informatique des services et établissements publics territoriaux et centralise leurs dossiers d'analyse et de programmation...
- Il recrute et se voit affecter dès la publication du présent arrêté , quelque soit leur statut toute personne faisant fonction d'informaticien pour le compte du territoire.»

- **Coordonnées** :

Adresse du siège	Immeuble Toriki 1er et 2ème étage, rue Dumont d'Urville
Adresse postale	B.P. 4574 - 98713 Papeete – TAHITI
Téléphone	(689) 40 54 43 54
Télécopie	(689) 40 43 56 22
Courriel / Site internet	secretariat@informatique.gov.pf
Horaires d'ouverture	Le service de l'informatique ne reçoit pas le public

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Informatique » (mission « Moyens internes »)
- Programme « Achat matériel roulant, informatique, de bureau » (mission « Moyens internes »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
446 581 953 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 194 920 386 F CFP		
Investissement : 84 409 049 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation	Surface	Bâtiment du Pays ou location
Immeuble TORIKI 1er et 2ème étage	2.086 m² (DGEN logé au 1er étage)	Bâtiment du Pays - transfert
66 place de parking - 1er , 2ème,3ème étage Toriki	908 m²	Bâtiment du Pays - transfert
Salle machine Bat A2 - 1er étage	6m²	Bâtiment du Pays - MAD
Salle machine Bat A2 – rez de chaussée	11m²	Bâtiment du Pays - MAD
Salle machine Bat A2 – sous-sol	20 m²	Bâtiment du Pays – MAD
Salle machine Papineau	11 m²	Location – MAD
Salle machine - Direction de la santé	15 m²	Bâtiment du Pays – MAD
Salle machine Raiatea - cité administrative	12m²	Bâtiment du Pays – MAD
Autres moyens matériels au 31 décembre		

Nombre de véhicules 6 voitures Autres 2 scooters (50cm3 et 125cm3)	Etat du bien Age : 2 de 1999, 3 de 2004 et 1 de 2006. Réforme demandée : 1
---	--

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		13		6				19	38,00%
B/CC2		18	1	6			3	28	56,00%
C/CC3		3						3	6,00%
D/CC4 et CC5								0	0,00%
Total	0	34	1	12	0	0	3	50	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		
55 à 59 ans		
50 à 54 ans	6	2
45 à 49 ans	4	4
40 à 44 ans	7	2
35 à 39 ans	7	4
30 à 34 ans	8	2
25 à 29 ans	2	
20 à 24 ans	2	
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	1	4	0	0	5
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)					0
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental	1				1
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD		4			4
Affectation/renouvellement FEDA					0

II - SORTIES	0	1	0	0	1
Départ à la retraite					0
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental					0
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD		1			1
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)					0
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	33	22	1	2	304
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	33	22	1	2	304

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
11 200	304	2,71%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥ 6j et < 15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	349	58	7	3	1296
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux	5				17
Congés de formation professionnelle	42	2			108
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	5				17
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève	32				30,5
Autres absences	25				87,5
TOTAL	401	60	7	3	1556

Perspectives pour 2015-2016-2017

Le schéma directeur des administrations financières (SDIAF) trace une direction et des objectifs ambitieux pour les 5 prochaines années. La mise en place de ce schéma directeur va avoir des impacts non seulement sur les applications financières mais aussi sur l'organisation du service, les nouvelles infrastructures à déployer, une réglementation à adapter, les méthodes de travail,...qu'il faudra mener avec une réorganisation des ressources humaines au sein du service, des partenariats avec les sociétés locales, des actions de formation et d'information, sous peine de ne pouvoir mener correctement cet ambitieux projet

En effet, le SDIAF vise à mettre en place :

- Des e-services administratifs sécurisés
- Des procédures dématérialisées et simplifiées
- Une possibilité d'accès aux applications par des moyens mobiles (tablettes,...)
- La signature électronique

- Une offre de solutions décisionnelles performantes aux décideurs et un partage des informations entre les applications
- Une modernisation des applications financières (POLYGF, SOFIX, FISC, Recouvrement, gestion de la dette, FBO, SDBUD, ...)
- La mise à niveau des socles de développement applicatifs utilisés par le service de l'informatique

Tout en garantissant la bonne marche des applicatifs existants,

Il sera nécessaire d'arbitrer et de canaliser les demandes croissantes et légitimes des autres services administratifs en matière d'informatisation de leur métier, le service de l'informatique ne pouvant absorber l'ensemble de ces sollicitations en parallèle.

3.42 Service de la jeunesse et des sports (SJS)

Présentation du service

- **Texte de création** : Délibération n° 94-79 AT du 21/07/1994 portant création du service de la jeunesse et des sports
- **Texte d'organisation** : Arrêté n° 1153 CM du 14/11/1994 portant organisation du service de la jeunesse et des sports
- **Attributions** :

Le S.J.S. a pour mission de :

- promouvoir et animer toutes opérations en faveur des activités physiques et sportives ;
- développer toutes actions en faveur de la jeunesse, de l'éducation populaire et des loisirs ;
- concevoir toutes actions de formation rentrant dans son champ de compétences et pour celles conduisant à la délivrance de diplômes, l'organisation de tous examens correspondants ;
- élaborer des projets de textes réglementaires et appliquer les textes en vigueur ;

- **Coordonnées** :

Adresse du siège	Angle de l'avenue Pouvanaa a Oopa et du boulevard Pomare, Immeuble « TEMATAHOA »
Adresse postale	BP 67 – 98713 Papeete – Tahiti
Téléphone	(689) 40 50 18 88
Télécopie	(689) 40 42 14 66
Courriel / Site internet	secretariat@jeunesse.gov.pf www.sjs.gov.pf
Horaires d'ouverture	lundi à jeudi : 7h00-16h00 / Vendredi : 7h00-15h00

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Formation professionnelle » (mission « Travail et emploi »)
- Programme « Jeunesse » (mission « Vie sociale »)
- Programme « Sports » (mission « Vie sociale »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)
388 257 091 F CFP
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)
Fonctionnement : 420 352 780 F CFP
Investissement : 13 270 948 F CFP

Bâtiments, locaux au 31 décembre			
Commune	Propriété du Pays	Etat du bâti	Superficie
Papeete, Centre ville	Propriété du Pays	Moyen	976,00 m²
Pirae, Immeuble Jacques BONNO. IJSPF	Propriété du Pays	Moyen	191,00 m²
Uturoa, Fare MTR affecté à l'antenne SJS de Uturoa. Fermeture de l'antenne le 1er septembre 2014, restitution du Fare à la DAF.	Propriété du Pays		54,00 m²
Moorea, Face Mairie Annexe de Paopao	Autres	Moyen	30,00 m²
Centre Administratif des Marquises Taiohae.	Propriété du Pays	Bon état	19,00 m²
Centre Administratif des Marquises Atuona. Fermeture de l'antenne le 1er août 2014.	Propriété du Pays	Bon état	20,00 m²
		TOTAL	1 290 m²

Autres moyens matériels au 31 décembre		
Véhicule n°	Genre	Etat Général
5866 D	SCOOTER	Epave Véhicule réformé
5867 D	SCOOTER	Epave Véhicule réformé
5922 D	FOURGONNETTE	Mauvais Etat
5923 D	FOURGONNETTE	Mauvais Etat
6173 D	BERLINE	Mauvais Etat
6395 D	BERLINE	Mauvais Etat
6475 D	BERLINE	Mauvais Etat
6665 D	FOURGON	Bon Etat
6992 D	SCOOTER	Neuf
6993 D	SCOOTER	Neuf
7027 D	4X4	Neuf
6999 D	FOURGON	Neuf

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		11		1				12	19,35%
B/CC2		7		7				14	22,58%
C/CC3		13		3				16	25,81%
D/CC4 et CC5		10		10				20	32,26%
Total	0	41	0	21	0	0	0	62	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans	3	
55 à 59 ans	10	6
50 à 54 ans	11	6

45 à 49 ans	7	4
40 à 44 ans	4	
35 à 39 ans	1	3
30 à 34 ans	2	4
25 à 29 ans		1
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	3	0	0	0	3
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)	1				1
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental	1				1
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	1				1
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	3	1	1	2	7
Départ à la retraite		1		1	2
Départ volontaire			1		1
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental	2			1	3
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD	1				1
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)					0
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	49	74	8	10	1113
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	49	74	8	10	1113

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
13 888	1113	8,01%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥ 6j et < 15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	439	66	15	13	2096
Congés de maternité	FIXE				75
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	6				20
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles	2	3			32
Grève					0
Autres absences					0
TOTAL	447	71	12	13	2223

Perspectives pour 2015-2016-2017

Programme « Formation professionnelle » (mission « Travail et emploi ») :

- Création d'un brevet professionnel polynésien d'éducateur sportif (BPP ES)
- Accompagnement des fédérations sportives pour la création de mentions du BPP ES dans leurs disciplines.

Programme « Jeunesse » (mission « Vie sociale ») :

- Suivi des politiques publiques en matière de financement des activités de jeunesse
- Développement d'un programme de formations de responsables associatifs
- Amélioration de la qualité des CVL via un accompagnement des associations organisatrices
- Développement de programmes d'aide à l'initiative des jeunes
- Accompagnement de projets individuels ou collectifs relatifs à l'insertion sociale et professionnelle :
 - de publics de 16 à 25 ans non scolarisés et sans activité professionnelle
 - de jeunes adultes marginalisés

Programme « Sports » (mission « Vie sociale ») :

- Suivi des politiques publiques en matière de financement des activités physiques et sportives
- Développement du sport de haut niveau
- Développement du sport dans les îles
- Développement des contrôles des établissements d'APS
- Développement du programme de lutte contre le dopage

3.43 Service des moyens généraux (SMG)

Présentation du service

- **Texte de création et d'organisation** : Arrêté n° 273 CM du 20/12/2004 portant création et organisation du service des moyens généraux
- **Attributions** : Le service des moyens généraux a pour mission générale d'assurer le soutien logistique de la présidence de la Polynésie française, de la vice-présidence et des ministères composant le gouvernement de la Polynésie française.
- **Coordonnées** :

Adresse du siège	Avenue du Général de Gaulle, Bâtiment Bunker
Adresse postale	BP 41 294 - 98713 Papeete
Téléphone	(689) 40 47 26 97
Télécopie	(689) 40 47 26 81
Courriel / Site internet	secretariat.smg@presidence.pf
Horaires d'ouverture	7h30 à 15h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « gouvernement » (mission « Pouvoirs publics »)
- Programme « Administration générale » (mission « Pouvoirs publics »)
- Programme « Equipements et aménagements à vocation collective » (mission « Partenariat avec les collectivités »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
775 751 945 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 160 046 022 F CFP		
Investissement : 6 271 704 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation :	Surface :	Bâtiment du Pays ou location :
- Quartier Broche Papeete – sous-sol	22 m ²	Bâtiment du Pays
- Batiment Ex-RFO rue d'Umont d'Urville	88,87m ²	Bâtiment du Pays
- Outumaoro ex drive in	13 000 m ²	Bâtiment du Pays
- Vallée de Tipaerui zone industrielle, local mis à disposition du SMG pour le garage du gouvernement	1 030 m ²	Bâtiment du Pays
- Bâtiment entre l'îlot Bruat et l'îlot Tarahoi	229 m ²	Bâtiment du Pays
Immeuble Bunker –Avenue du Général De Gaulle Papeete		
- Jardin de Paofai – Tahua Autonomie	46 140m ²	Bâtiment du Pays
- Place Vaiete	7 054m ²	Bâtiment du Pays

Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 27	Etat du bien : 2 Réformes demandées	

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		3	1	1				5	2,4%
B/CC2		8	3	2				13	6,2%
C/CC3		17	1	3				21	10,2%
D/CC4 et CC5	13	140	11	4				168	81,2%
Total	13	168	16	10	0	0	0	207	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans	2	1
55 à 59 ans	2	7
50 à 54 ans	15	13
45 à 49 ans	17	19
40 à 44 ans	25	17
35 à 39 ans	18	24
30 à 34 ans	16	13
25 à 29 ans	7	6
20 à 24 ans	4	1
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	1	2	2	29	34
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude				13	13
Mobilité (mutation)			1	3	4
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental				1	1
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	1	2	1	12	16
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	2	5	2	16	25

Départ à la retraite					0
Départ volontaire				1	1
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental			2	3	5
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD	2	1		1	4
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)		4		8	12
Révocation – licenciement -inaptitude				2	2
Décès				1	1

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	n/c	n/c	n/c	n/c	11491
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	n/c	n/c	n/c	n/c	11491

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
46368	11491	24.78%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥6j et <15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs					5116
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0

Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	16	1			57
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles	3				15
Grève	2				2
Autres absences					0
TOTAL	n/c	n/c	n/c	n/c	5190

Perspectives pour 2015-2016-2017

Après une phase d'audit interne en 2015, l'année 2016 sera consacrée à une évolution organisationnelle du SMG pour mieux répondre aux nécessités gouvernementales.

3.44 Service du patrimoine archivistique et audiovisuel (SPAA)

Présentation du service

- **Texte de création et d'organisation** : Arrêté n° 1966 CM du 07/12/2011 portant création, organisation et fonctionnement du service du patrimoine archivistique et audiovisuel (Te piha faufa'a tupuna)

- **Attributions** :

Aux fins de constituer, conserver et valoriser le patrimoine archivistique et audiovisuel de la Polynésie, le SPAA a pour missions de :

- collecter, conserver, sauvegarder, trier, inventorier, classer, restaurer et valoriser tout document qualifié « d'archives » quels que soient le support utilisé, leur date, leur forme et leur lieu de conservation ;
- assurer le dépôt légal de toute production effectuée en Polynésie française ;
- organiser la communicabilité des documents d'archives dans le respect des droits des personnes ;
- organiser l'accueil et le conseil du public dans leurs recherches ;
- assurer et organiser le contrôle scientifique et technique de la conservation des archives ;
- établir des liens fonctionnels et techniques avec les organismes et services nationaux ou étrangers chargés des archives, du patrimoine, de la bibliothèque et de l'audiovisuel.

- **Coordonnées** :

Adresse du siège	Quartier Alexandre de Tupaerui
Adresse postale	BP 9063 -98715 Papeete
Téléphone	(689) 40 41 96 01
Télécopie	(689) 40 41 96 04
Courriel / Site internet	service.archives@archives.gov.pf
Horaires d'ouverture au public	lundi à vendredi : 7h30 à 12H

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Administration générale » (mission « Pouvoirs publics »)

- Programme « Documentation » (mission « Moyens internes »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
132 403 022 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 42 796 409 F CFP Investissement : 45 038 818 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation : Dépôt des archives de Tipaerui	Surface : n/c	Bâtiment du Pays ou location : Bâtiment du Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 3 véhicules légers + 1 véhicule utilitaire 1 Renault Twingo 6106 D 1 Renault Mégane 5901 D 1 Renault Kangoo 6903 D 1 Renault Master 6919 D Autres : 1 scooter Piaggio 5903 D	Etat du bien : Moyen Moyen HS - réforme demandée le 26/06/14 Neuf Bon état	

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		1	2					3	12,50%
B/CC2			2	2				4	16,67%
C/CC3		7	2				2	11	45,83%
D/CC4 et CC5		6						6	25,00%
Total	0	14	6	2	0	0	2	24	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		
55 à 59 ans		
50 à 54 ans	3	1
45 à 49 ans	4	2
40 à 44 ans	3	2
35 à 39 ans		2
30 à 34 ans	1	2
25 à 29 ans	2	1
20 à 24 ans		1

< 20 ans		
----------	--	--

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	1	1	0	0	2
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)		1			1
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental					0
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD	1				1
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	1	2	0	0	3
Départ à la retraite		1			1
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental					0
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD	1				1
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)		1			1
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	25	41	6	3	465
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	25	41	6	3	465

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés

2014)		
5376	465	8.64%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥ 6j et < 15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	232	17	11	3	825
Congés de maternité	1				51
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle	5				22.5
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	12				14
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences					0
TOTAL	249	17	11	3	912.5

Perspectives pour 2015-2016-2014

Organisation : Remise à plat des procédures du service afin de permettre une meilleur satisfaction des usagers

Contrôle scientifique et technique : Désignation et formation des correspondants archivistiques dans les services

Collecte : Etablir un calendrier de collecte des services et établissements

Conservation : Augmentation de la surface utilisable en procédant aux opérations de tri sur les fonds et également par la mise en place de rayonnages mobiles permettant de doubler la surface utile du rez-de-chaussée du dépôt des archives.

Communication : Etudier la possibilité de dématérialisation

Valorisation : Mise en place d'une planification sur deux ans

3.45 Service des parcs et jardins et de la propreté (SPJP)

Présentation du service

- **Texte de création et organisation:** Arrêté n° 281 CM du 23/12/2004 modifiée portant création et organisation du service des parcs et jardins et de la propreté

• **Attributions** : Le service des parcs et jardins et de la propreté reçoit les missions :

- de concevoir, d'aménager et d'exploiter des parcs, jardins et espaces paysagers et de loisirs, dont des accès à la mer, ouverts au public;
- d'assurer ou de faire assurer leur entretien régulier, leur embellissement, leur développement et la maintenance des ouvrages, équipements et installations pouvant y être implantés;
- d'exploiter les pépinières nécessaires à la production des plants servant à la décoration de ces mêmes parcs, jardins et espaces publics;
- de prendre ou de faire prendre les mesures propres à garantir la sécurité des usagers et l'intégrité du patrimoine domanial ainsi mis à la disposition du public.

A titre plus particulier, le service des parcs et jardins et de la propreté assure également l'entretien des jardins et espaces paysagers attenants aux ensembles immobiliers accueillant la présidence de la Polynésie française, en ce expressément comprises les propriétés domaniales dépendantes de celle-ci à usage de résidence officielle, la vice-présidence, les ministères et les services de l'administration de la Polynésie française, ou ceux dont la gestion lui a été confiée par décision du conseil des ministres.

• **Coordonnées** :

Adresse du siège	Chemin vicinal de Taunoa
Adresse postale	BP 9883 - 98715 Motu Uta
Téléphone	(689) 40 54 31 15
Télécopie	(689) 40 45 40 32
Courriel / Site internet	
Horaires d'ouverture au public	lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Equipements et aménagements à vocation collective » (mission « Partenariat avec les collectivités »)
- Programme « Réseau routier » (mission « Réseaux et équipements structurants »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
187.813.560 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 76 263 162 F CFP		
Investissement : 46 746 235 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation : Papeete – Taunoa Papeete – St Amélie (pépinière) Papara – Atimaono (pépinière)	Surface 544 m²	Bâtiments du Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 13 voitures et fourgonnettes Autres : 2 scooters et 10 engins (Camions, Tracteurs, tractopelles, remorque)		Etat du bien : BON Réforme demandée concernant 3 véhicules (scooter, camion, tracteur)

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		2						2	3,77%
B/CC2		2						2	3,77%
C/CC3		1						1	1,89%
D/CC4 et CC5	2	42	4					48	90,57%
Total	2	47	4	0	0	0	0	53	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans	1	2
55 à 59 ans	7	
50 à 54 ans	4	2
45 à 49 ans	3	4
40 à 44 ans	9	7
35 à 39 ans	3	
30 à 34 ans	4	4
25 à 29 ans	2	1
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	0	0	0	11	11
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude				2	2
Mobilité (mutation)				2	2
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental					0
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD				7	7
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	0	0	0	0	0
Départ à la retraite					0
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental					0
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD					0

Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)					0
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	n/c	n/c	n/c	n/c	n/c
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération	n/c	n/c	n/c	n/c	n/c
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération	n/c	n/c	n/c	n/c	n/c
Total	n/c	n/c	n/c	n/c	567

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
12544	567	4,52 %

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congrés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congrés ≥6j et <15 j	Nbre de demandes de congrés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congrés ≥ 30j	Nbre total de jours de congrés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congrés administratifs	146	27	9	2	687
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle	2				2
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	7				7
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0

Grève	4				4
Autres absences	8				8
TOTAL	167	27	9	2	708

Perspectives pour 2015-2016

L'enjeu sur les trois prochaines années demeure la prise en charge et l'entretien des espaces aménagés afin de permettre le maintien d'une qualité des espaces verts en milieu urbain et de servir de valeur d'exemple pour le cadre de vie des habitants et la réputation d'une ville « destination touristique ».

3.46 Service de la traduction et de l'interprétariat (STI)

Présentation du service

- **Texte de création** : Délibération n° 83-14 du 10/01/1983 portant création du service de traduction et d'interprétariat
- **Texte d'organisation** : Arrêté n° 1266 CM du 20/10/1986 portant organisation du service de la traduction et de l'interprétariat
- **Attributions** :

Le service assure les missions suivantes :

- La traduction en français, tahitien, anglais et espagnol, de documents émanant des différentes instances du pays ou, sur décision du ministre de tutelle, d'autres personnes morales de droit public ;
- L'interprétariat d'interventions dans les langues citées ci-dessus ;
- Une mission d'information, de formation, de mise à jour permanente des connaissances, de définition et d'harmonisation des méthodes au bénéfice des agents exerçant une fonction de traduction dans les services et établissements publics territoriaux.
- Ces prestations sont offertes à titre gracieux aux organismes publics de la Polynésie française et aux établissements publics à caractère administratif. Elles sont offertes à titre onéreux, aux autres personnes morales de droit public et, occasionnellement, à des particuliers.
- Cette dernière disposition s'est accompagnée de la création d'une régie de recettes, par arrêté n° 233/PR du 29 février 1988.
- En contre partie, une assistance juridictionnelle aux plus défavorisés a été mise en place par arrêté n° 1725/CM du 23 décembre 1998. Elle n'intéresse que les documents à caractère juridique.

- **Coordonnées** :

Adresse du siège	Rez-de-chaussée de l'immeuble de la Culture (Vice-Présidence), face au CESC
Adresse postale	BP 9040 Motu Uta - 98715 PAPEETE
Téléphone	(689) 40 43 21 40
Télécopie	(689) 40 43 53 37
Courriel / Site internet	terai.ferrand@traduction.gov.pf
Horaires d'ouverture au public	lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Administration générale » (mission « Pouvoirs publics »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
49 471 679 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 2 268 983 F CFP		
Investissement : 0 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation Vice -Présidence RDC Bâtiment de la Culture Face au CESC Avenue Pouvanaa a OOp	Surface : n/c	Bâtiment du Pays
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 1 Renault Mégane D5617	En état	

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		2		2				4	57,14%
B/CC2	1	1						2	28,57%
C/CC3	1							1	14,29%
D/CC4 et CC5								0	0,00%
Total	2	3	0	2	0	0	0	7	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans		1
55 à 59 ans		
50 à 54 ans	2	
45 à 49 ans	1	1
40 à 44 ans		
35 à 39 ans		
30 à 34 ans		1
25 à 29 ans	1	
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	0	1	1	0	2
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)					0
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental					0
Recrutement/renouvellement CDD ANT /Recrutement CVD		1	1		2
Affectation/renouvellement FEDA					0
II - SORTIES	0	0	0	0	0
Départ à la retraite					0
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental					0
Fin de CDD ANT/ Fin de CVD					0
Fin de détachement FEDA					0
Mobilité (mutation)					0
Révocation – licenciement -inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	1	4			27
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	1	4	0	0	27

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
1568	27	1.7%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥ 6j et < 15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	5	1	3	0	81
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux					0
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences					0
TOTAL	5	1	3	0	81

Perspectives pour 2015-2016-2014

Information non communiquée

3.47 Direction du travail (TRAV)

Présentation du service

• **Texte de création et d'organisation** : Arrêté n° 2385 CM du 23/12/2010 portant création et organisation de la direction du travail

• **Attributions** :

Les attributions sont les suivantes :

- Elaborer les règles relatives au droit du travail en Polynésie française,
- Contrôler le respect de la réglementation du travail,
- Informer et conseiller les employeurs et les salariés, ainsi que leurs organisations, aux fins de respecter la réglementation du travail,
- Promouvoir et contrôler la prévention des risques professionnels,
- Assister les employeurs et les salariés pour les demandes de règlement amiable de différend individuel du travail,
- Assurer la promotion du dialogue social et participer à la résolution des conflits collectifs de travail,
- Promouvoir les actions d'insertion professionnelle en faveur des travailleurs handicapés (*retiré en septembre 2014*).

• **Coordonnées :**

Adresse du siège	Immeuble PAPINEAU, 3ème étage, Rue Tepano JAUSSEN
Adresse postale	BP. 308 - 98713 PAPEETE
Téléphone	(689) 40 50 80 00
Télécopie	(689) 40 50 80 05
Courriel / Site internet	directiondutravail@travail.gov.pf
Horaires d'ouverture au public	lundi à jeudi : 7h30 à 15h30 / vendredi : 7h30 à 14h30

Programmes dans lesquels le service est intervenu en 2014

- Programme « Travail » (mission « Travail et emploi »)

Description des ressources du service

Budget RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
234 282 541 F CFP		
Budget hors RH mandaté entre le 1er janvier et le 31 décembre (source PolyGF)		
Fonctionnement : 180 332 172 F CFP Investissement : 0 F CFP		
Bâtiments, locaux au 31 décembre		
Localisation : Rue Tepano JAUSSEN - Immeuble PAPINEAU, 3ème étage	Surface : 988 m2	Bâtiment du Pays ou location : Location
Autres moyens matériels au 31 décembre		
Nombre de véhicules : 11		Etat du bien : moyen bon

Bilan social du service du 1er janvier au 31 décembre 2014

Effectifs présents et payés à la date du 31 décembre 2014 (Sont exclus les disponibilités, les détachements, les postes vacants)

	Stagiaire FPT	Titulaire FPT	ANT FPT	ANFA	CEAPF	FEDA	CVD	Total	%
A/CC1		3	1	1		2	1	8	29,63%
B/CC2		5	1	7		2		15	55,56%
C/CC3								0	0,00%
D/CC4 et CC5		1		3				4	14,81%
Total	0	9	2	11	0	4	1	27	100,00%

Pyramide des âges au 31 décembre 2014

	homme	femme
>65 ans		
60 à 65 ans	2	
55 à 59 ans	1	6
50 à 54 ans	1	2
45 à 49 ans		7
40 à 44 ans	1	2

35 à 39 ans	2	2
30 à 34 ans		1
25 à 29 ans		2
20 à 24 ans		
< 20 ans		

Toutes catégories statutaires confondues

Les tranches d'âge correspondent à celles utilisées par l'ISPF pour les recensements

Mouvements (concernent toutes les entrées et sorties du service)

	A	B	C	D	Total
I - ENTREES	2	3	0	0	5
Recrutement suite à la réussite à un concours (interne, externe, intégration) + Nomination sur liste d'aptitude					0
Mobilité (mutation)		1			1
Fin de disponibilité / fin de détachement / fin de suspension de contrat / fin de mise à disposition / fin de congé maternité / fin de congé parental					0
Recrutement/renouvellement CDD ANT/Recrutement CVD		2			2
Affectation/renouvellement FEDA	2				2
II - SORTIES	2	5	1	0	8
Départ à la retraite					0
Départ volontaire					0
Disponibilité / détachement / suspension de contrat / Mise à disposition / congé maternité / congé parental					0
Fin de CDD ANT / Fin de CVD		2	1		3
Fin de détachement FEDA	1				1
Mobilité (mutation)	1	3			4
Révocation – licenciement - inaptitude					0
Décès					0

Absences pour raisons de santé (selon délibération n°95-220 AT du 14/12/1995)

	Nbre arrêts* ≤ 3 j	Nbre arrêts* ≥4j et <15 j	Nbre arrêts* ≥ 15j et < 30j	Nbre arrêts* ≥ 30j	Nbre total de jours d'arrêts de travail**
Congés de maladies	29	40	4	1	413
Congés de longue maladie article 34 et suivants de la délibération					0
Congés de longue durée article 36 et suivants de la délibération					0
Total	29	40	4	1	413

* arrêts ou prolongations

** nombre y compris samedi, dimanche, jours fériés

Taux d'absentéisme pour raison de santé		
Nbre de jours travaillés (effectif total x 224 j pour l'année 2014)	Nbre total de jours d'arrêts de travail	Nbre jours arrêts / Nbre jours travaillés
6048	413	6.82%

Congés et autres absences

	Nbre de demandes de congés ≤ 5 j	Nbre de demandes de congés ≥ 6j et < 15 j	Nbre de demandes de congés ≥ 15j et < 30j	Nbre de demandes de congés ≥ 30j	Nbre total de jours de congés
Congés annuels (avec majoration pour ancienneté et enfants à charge), congés administratifs	190	47	10	2	1046
Congés de maternité	FIXE				0
Congés parentaux					0
Congés de formation professionnelle					0
Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux	1				3
Autorisations exceptionnelles d'absence pour participer aux activités de jeunesse, d'éducation, sportives et culturelles					0
Grève					0
Autres absences					0
TOTAL	191	47	10	2	1049

Perspectives pour 2015-2016

Formation des agents

La direction du travail souhaite poursuivre ses actions de formation menées depuis la création de la direction en janvier 2011.

Ainsi les agents de l'ex « service du travail » affectés à de nouvelles fonctions (contrôleur du travail, référent en santé sécurité au travail et directeur adjoint du travail) seront invités à reprendre leurs actions de formation, lesquelles ont été partiellement suspendues en 2014 pour des raisons d'organisation.

Pour 2014, une nouvelle convention de partenariat avec l'INTEFP (Institut National du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle) devait être négociée pour permettre notamment de former de jeunes cadres de l'administration au métier d'inspecteurs du travail.

Ce centre a pour mission de former les inspecteurs du travail, les référents santé sécurité, les médecins inspecteur du travail, les directeurs et directeurs adjoints du travail.

Cette négociation n'a pu arriver à son terme.

Pour 2015, l'objectif devra être maintenu.

Création d'un logiciel de gestion informatisée des dossiers d'entreprises

Le projet de développement d'un logiciel de gestion informatisée des dossiers d'entreprise commencé en 2013 a bien avancé en 2014, grâce au soutien du service de l'informatique.

Ce service est en charge du développement de l'outil en s'appuyant sur les cahiers des charges rédigés par la direction du travail.

Du retard a encore été pris en 2014, mais au final, ce retard est principalement dû au manque de visibilité de départ, au manque d'expérience et à une trop grande ambition de départ.

C'est ainsi que pour la rédaction de chaque cahier des charges, la méthode de travail retenue en 2013 a été maintenue en 2014. Elle consiste en une analyse, par thème, des différentes demandes reçues des usagers, des réponses apportées qui doivent être en cohérence avec la réglementation et en corrélation avec la nécessaire obligation d'une meilleure effectivité de l'administration.

Cette analyse conduit à la :

- détermination des éléments à conserver dans la base de données informatiques et la mise en place des liens entre chaque partie du logiciel ;
- rédaction de la fiche de procédure interne à la direction du travail ;
- proposition de modification du code du travail si nécessaire ;
- rédaction de formulaire à destination des usagers pour une meilleure lisibilité du droit ;
- réflexion sur l'utilité du maintien de l'intervention de la direction du travail dans la demande ;
- mise en place de réunions de travail avec les services extérieurs, si nécessaire.

9 groupes ont été constitués avec l'ensemble des agents de la direction du travail.

Chaque groupe de travail est constitué par six ou sept personnes :

- un chef de projet (directrice adjointe du travail) ;
- un informaticien (stagiaire CVD « Corps Volontaire au Développement », affecté à la direction du travail) ;
- un/deux agents de contrôle ;
- un agent en charge de l'information et du conseil en droit du travail ;
- une secrétaire ;
- un juriste.

Au fur et à mesure de l'avancée des travaux, les cahiers des charges par thème ont été rédigés. A ce jour, 7 thèmes sur 9 sont terminés et ont été transmis au service de l'informatique. Ce service a aussi pris du retard dans le développement du logiciel.

A fin 2014, 2 thèmes ont été livrés.

- la gestion des syndicats et
- la gestion des Institutions Représentatives du Personnel.

Depuis septembre 2014, en l'absence de directeur du travail, le projet a été suspendu. En effet, la directrice adjointe n'a pu se consacrer à cette mission.

Sur 2015, le redémarrage du projet nécessitera de recruter temporairement un agent ayant des connaissances informatiques pour traduire le besoin dans un cahier des charges lisible par des informaticiens.

Une demande de recrutement sera faite.

Amélioration du service

Depuis octobre 2014, la direction du travail mène des travaux de réflexions sur les activités qui peuvent être externalisées, retirées, allégées, voire adaptées ou uniformisées pour améliorer la valeur ajoutée apportée par la direction du travail. 17 activités sont en cours d'analyse :

- 9 activités pourraient être adaptées, allégées, améliorées ;
- 3 activités pourraient être retirées des actions menées par la direction du travail ;
- 5 activités pourraient être externalisées.

Ces travaux seront restitués courant mai 2015.

10 de ces 17 activités nécessiteront une modification du code du travail, si leur proposition d'évolution est actée.

